UNIVERSAL LIBRARY
OU_220570
UNIVERSAL LIBRARY

OSMANIA UNIVERSITY LIBRARY

Call No. Accession No.

Author

Title

This book should be returned on or before the date last marked below.





ÉMILE OLLIVIER

---

# L'EMPIRE LIBÉRAL

## ÉTUDES, RÉCITS, SOUVENIRS

---

## LA FIN

---

PARIS

LIBRAIRIE GARNIER FRÈRES



RUE DES SAINTS-PÈRES, 6



# L'EMPIRE LIBÉRAL

ÉTUDES, RÉCITS, SOUVENIRS

TOME DIX-SEPTIÈME

## DU MEME AUTEUR

COMMENTAIRE DE LA LOI SUR LES ORDRES (1859).
COMMENTAIRE DE LA LOI DES COALITIONS (1864).
DÉMOCRATIE ET LIBERTÉ (1867).
LE 19 JANVIER (1869).
LAMARTINE (1874).
LE MINISTÈRE DU 2 JANVIER, MES DISCOURS (1875).
CONCILE DU VATICAN (1877).
THIERS A L'ACADÉMIE (1879).
LIBERTÉ DES SOCIÉTÉS (1880).
LE PAPE EST-IL LIBRE A ROME? (1882).
LE CONCORDAT EST-IL RESPECTÉ? (1883).
MANUEL DE DROIT ECCLÉSIASTIQUE (1885).
1789 ET 1889 (1889).
MICHEL-ANGE (1892).
DISCOURS POUR LES PRIX DE VERTU (1892).
SOLUTIONS POLITIQUES ET SOCIALES (1894).
MARIE-MAGDELEINE, récit de jeunesse (1896).
LE FÉMINISME. — Conférence (1902).
LA FEMME DANS LES LUTTES RELIGIEUSES (1903). Conférence.
MANUEL DE DROIT ECCLÉSIASTIQUE, tome II (1907).
L'EMPIRE LIBÉRAL. — Tome Ier : Du Principe des Nationalités (1895). — Tome II : Louis-Napoléon et le coup d'État (1897). — Tome III : Napoléon III (1898). — Tome IV : Napoléon III et Cavour (1899). — Tome V : L'Inauguration de l'Empire libéral. — Le Roi Guillaume (1900). — Tome VI : La Pologne. — Les Élections de 1863. — La loi des coalitions (1901). — Tome VII : Le démembrement du Danemark (1903). — Tome VIII : L'Année fatale. — Sadowa (1904). — Tome IX : Le Désarroi (1905). — Tome X : L'Agonie de l'Empire autoritaire (1906). — Tome XI : La Veillée des Armes (1907). — Tome XII : Le ministère du 2 janvier (1908). — Tome XIII. : — Le Guet-Apens. — Hohenzollern. — Le Concile œcuménique. — Le Plébiscite. — Tome XIV : La Guerre. — Explosion du complot Hohenzollern. — Déclaration du 6 juillet. — Retrait de la candidature Hohenzollern. — Demande de garantie. — Soufflet de Bismarck. — Notre réponse au soufflet de Bismarck. — La déclaration de guerre. — Tome XV : Étions-nous prêts? — Préparation. — Mobilisation. — Sarrebruck. — Alliances. — Tome XVI : Le Suicide. — Premier acte : Wœrth. — Forbach. — Renversement du ministère.

ÉMILE OLLIVIER

# L'EMPIRE LIBÉRAL

## ÉTUDES, RÉCITS, SOUVENIRS

# LA FIN

PARIS

LIBRAIRIE GARNIER FRÈRES

6, RUE DES SAINTS-PÈRES, 6

—

1915

*M. Émile Ollivier, que son grand âge et sa santé altérée obligeaient à de grands ménagements, avait publié seize volumes de l'*Empire libéral. *Il comptait, dans le dix-septième et dernier, raconter Sedan et le 4 septembre, et dire les enseignements de ces catastrophes. Il avait réalisé les trois quarts de cette tâche lorsqu'une maladie inexorable l'arrêta, hélas! pour toujours, au moment où il venait de montrer Mac-Mahon s'engouffrant dans la route de perdition.*

*Le volume endeuillé que nous publions aujourd'hui a pu cependant être complété en partie par les manuscrits très avancés que l'auteur a laissés avec ordre de les publier. Ces pages n'ont pas le fini et les développements de la dernière refonte à laquelle il les aurait soumises. Elles présentent des lacunes que lui seul pouvait combler; mais elles sont données avec un religieux respect de sa volonté et de sa pensée, et nous espérons que le public les accueillera avec la même sympathie que les volumes précédents.*

# L'EMPIRE LIBÉRAL

## ÉTUDES, RÉCITS, SOUVENIRS

---

## LIVRE XXV.

### CHAPITRE PREMIER

### BAZAINE, GÉNÉRAL EN CHEF — BORNY

#### I

Une étude très sérieuse de la journée de Forbach m'a donné la conviction que Bazaine avait été irréprochable ce jour-là. Je l'ai dit. Une étude encore plus approfondie de la bataille de Rezonville m'a conduit à la même conclusion et je le dirai. Mais il s'est prononcé un tel courant de réprobation contre le commandant en chef de l'armée du Rhin que tout jugement qui ne l'accable point paraît suspect. Et, malgré les preuves matérielles sur lesquelles j'ai appuyé le mien, on a insinué qu'il était inspiré par des sentiments personnels : je défends « mon ami Bazaine ».

Or, je n'ai eu de ma vie aucune relation avec le maréchal. Je l'ai vu une seule fois dans un

conseil de guerre tenu aux Tuileries la veille des obsèques de Victor Noir. Nous nous sommes salués de loin sans nous adresser un mot et je ne l'ai plus revu. Depuis, dans son livre, *Épisodes de la guerre de 1870*, j'ai trouvé des réflexions qui n'étaient pas de nature à me le rendre sympathique. Il dit de mon ministère : « L'Empereur venait de donner des preuves de son bon vouloir pour satisfaire les vœux du parti... lequel? je l'appellerai le parti *du changement*[1]. »

Passe pour cette réflexion. Un militaire n'est pas tenu de se rendre compte de la véritable signification des événements politiques. Ce qu'il dit de la guerre est autrement grave : « Dès l'ouverture de la campagne, on s'apercevait que nous n'avions même pas le nécessaire pour faire face à cette guerre entreprise sans motifs sérieux et sans préparatifs suffisants[1]. » Ainsi, pour un maréchal de France, un soufflet reçu à la face du monde n'était pas un motif sérieux de guerre, et une armée, qui, au dire de Moltke, a, du 6 au 18 août, étendu sur le terrain 50 000 Allemands, manquait des moyens nécessaires! C'était donc par leur souffle que nos soldats ont abattu tant d'ennemis?

En réalité, mes sentiments personnels m'auraient amené à adopter, sans me donner la peine de les contrôler, les sentences consacrées. Si je ne l'ai pas fait, cela tient à mon habitude invétérée de ne faire aucun compte de mes senti-

1. P. 65.

ments personnels dans mes appréciations historiques.

On serait encore dans l'erreur en supposant qu'innocenter plus ou moins Bazaine soit œuvre agréable au parti impérialiste. Ce parti lui a été très dur. L'Empereur, toujours généreux, avait été bon envers Bazaine comme envers Mac-Mahon et Le Bœuf, et il lui écrivit : « Wilhelmshohe, 13 novembre 1870. — Mon cher maréchal, j'éprouve une véritable consolation dans mon malheur en apprenant que vous êtes près de moi. Je serais heureux de pouvoir exprimer de vive voix les sentiments que j'éprouve pour vous et pour l'héroïque armée qui, sous vos ordres, a livré tant de combats sanglants et a supporté avec persévérance des privations inouïes. Croyez, mon cher maréchal, à ma sincère amitié. N. »

Les violents du parti ne goûtèrent pas cette longanimité de leur souverain, et ils criblèrent Bazaine d'attaques aussi emportées que celles de Gambetta. L'Empereur essaya en vain de les calmer. Il exprima à la maréchale son déplaisir de n'être pas écouté : « Cambden-place, Chislehurst, 18 mai 1871. — Madame la maréchale. Je n'ai pas attendu votre lettre pour faire savoir à M. Paul de Cassagnac combien je désapprouvais ses attaques contre le Maréchal. Malheureusement, les journalistes ne veulent pas se soumettre aux recommandations qu'on leur adresse. J'espère néanmoins qu'ils comprendront

1. P. 157.

tout ce qu'il y a de peu généreux à accuser un homme que poursuit une haine aveugle. Recevez, Madame la Maréchale, l'assurance de mes sentiments affectueux. » Et plus tard : « Cowes, 17 août 1872. — Mon cher Maréchal, j'ai été bien sensible à votre bon souvenir pour le 15 août et je viens vous en remercier. Nous pensons souvent à vous et ne comprenons pas sur quoi peut porter l'accusation dont vous êtes l'objet. J'espère que vos tribulations auront bientôt un terme. Ce procès prouvera que vous avez fait tout ce qu'il était en votre pouvoir de faire. Rappelez-moi au souvenir de la Maréchale et croyez à ma sincère amitié. NAPOLÉON. »

Lors de sa condamnation, l'Empereur n'étant plus là, l'Impératrice, dans un premier mouvement d'émotion, télégraphia à Rouher : « Chislehurst. — Je suis vivement émue de la sentence. Faites savoir au maréchal Bazaine que je voudrais pouvoir adoucir ces cruels moments. »

Et Rouher écrivit à Bazaine : « Décembre 1873. Maréchal. Votre courage est au-dessus des violences humaines. Je n'ai point à essayer près de vous d'inutiles consolations. Des passions politiques implacables, des haines voilées, cette basse envie qui croit se grandir en cherchant à abaisser ce qui est au-dessus d'elle, ont égaré les convictions et entraîné la plus déplorable des sentences, non pas seulement contre vous, mais au préjudice de l'honneur et de la dignité de l'armée française, au détriment des intérêts de la Patrie. Mais il ne dépend pas de quelques hommes de

faire de vous un coupable et la conscience publique indignée ne permettra pas qu'on en fasse un martyr. La vérité et la justice ne laisseront pas à la postérité le soin de détruire l'œuvre d'iniquité qui vient de s'accomplir. La réparation solennelle sera prochaine. Pour moi, au moment où ses ennemis outragent la victime, je m'honore de son amitié, je sens mon affection pour elle s'élever à la hauteur de son infortune et je prie Dieu de la protéger. »

Les violents du parti tinrent moins compte du sentiment de Rouher que de celui de l'Empereur. Ils avaient d'abord projeté de faire de Mac-Mahon leur victime. Mais le duc de Magenta était un aristocrate, riche, bien pourvu de parenté et d'alliances, entouré d'amis, attaché à un parti puissant, et son élévation au pouvoir l'avait rendu intangible. Ils se rabattirent sur Bazaine, homme du peuple, officier de fortune, pauvre, sans parenté, sans alliances, sans amis et sans liens avec aucun parti. Ils le déchirèrent d'une dent féroce, surtout lorsque l'Impératrice, revenue de son premier mouvement, se déclara ouvertement contre le maréchal, démentit qu'il eût rendu des services à la cause impériale et affirma que, des témoignages divers recueillis dans de nombreuses publications successives, elle avait acquis la conviction que la conduite de Bazaine fut toujours dominée par des considérations et des préoccupations personnelles. Il devint alors officiellement le bouc émissaire du parti auquel on imputa toutes les catastrophes de la guerre.

Vous pouvez donc, chers lecteurs, sans être taxés de faire acte d'impérialisme, ne pas fermer systématiquement votre esprit aux rectifications de vérité que je vous proposerai sur certains points à la décharge du commandant en chef de l'armée du Rhin.

## II

Le maréchal Le Bœuf annonça officiellement, le 13 au matin, à Bazaine, sa nomination de commandant en chef de l'armée du Rhin, signée la veille vers une heure et demie. On a prétendu que Bazaine était alors un vieillard hébété, incapable de remplir la tâche qui lui était confiée. On n'est pas un vieillard à cinquante-neuf ans, quand on n'est pas atteint d'infirmités précoces, et il n'en avait aucune. Je l'ai bien observé pendant les quelques heures où j'ai été assis à la même table de conseil : il m'a paru robuste, dans la plénitude de ses forces physiques. Je n'ai pas pu me rendre compte aussi bien de son état intellectuel, car il ne prononça pas une parole, mais à en juger par la manière dont il a gouverné la Garde impériale et par son intervention dans les premières phases de la guerre, il n'était pas plus hébété que vieillard, et, autant que ses forces physiques, il possédait ses forces d'esprit habituelles, sa finesse, sa mémoire, sa compréhension rapide, son activité, son sang-froid, son coup d'œil tactique, son aisance à se mouvoir au milieu des rouages compliqués de la machine

militaire et à la faire mouvoir elle-même, pourvu que son champ ne fût pas trop étendu.

Jamais général ne fut investi, dans des conditions plus terribles, du commandement en chef d'une armée : trois batailles perdues, deux provinces envahies. Dans leur recours en grâce ses juges le reconnaissent : « Nous vous rappellerons que le maréchal Bazaine a pris et exercé le commandement de l'armée du Rhin au milieu de difficultés inouïes, qu'il n'est responsable ni du désastreux début de la campagne, ni du choix des lignes d'opération. »

Un généralissime, d'ordinaire, a des mois et des jours pour mûrir ses projets; lui, dans vingt-quatre heures à peine, devra se mettre au courant de la situation de tous ses corps d'armée, prévoir celle de l'ennemi, opérer en hâte le passage toujours difficile d'une rive du fleuve à l'autre. Les conditions dans lesquelles le pouvoir lui est remis en rendent l'exécution plus difficile. Par suite d'une de ces violations des règles du bon sens, dont on ne tint jamais compte à l'état-major de l'armée du Rhin, Mac-Mahon fut mis sous ses ordres. Mac-Mahon échappait par son éloignement à l'action régulière et éclairée de Bazaine. En donnant à celui-ci le souci de conduire une armée hors de sa portée, on lui imposait une tâche impossible. Il eût fallu créer deux commandements séparés.

En outre, quoique généralissime, Bazaine ne devint pas omnipotent. L'Empereur lui conféra le titre et lui attribua le pouvoir d'agir directe-

ment, seul, sur les corps d'armée et sur les chefs de services spéciaux, mais il ne se considéra pas comme dépouillé lui-même de la qualité d'imperator, c'est-à-dire de chef suprême de l'armée aussi bien que de toutes les parties de l'État. Il entendit demeurer maître de diriger le généralissime, qui, tout-puissant vis-à-vis de ses inférieurs, restait, vis-à-vis de lui, un subordonné. C'est ainsi que Bazaine comprit sa situation : « Je ne croyais pas que l'Empereur partirait, et j'étais là comme un sous-ordre; je me regardais comme son lieutenant, et, par déférence pour lui, par habitude de lui obéir, je n'ai pas songé à lui rien demander[1]. »

Il ne lui demanda même pas de lui donner un chef d'état-major de son choix[2], et il accepta sans mot dire celui qu'on lui imposa, le général Jarras. C'est cependant chose de première importance que le choix d'un major général. Son influence sur la bonne ou la mauvaise conduite des opérations ne saurait être exagérée. Une des causes du malheur de Napoléon à Waterloo, fut qu'il eut, à côté de lui, Soult qui, quoique fort expérimenté, ne remplaça qu'imparfaitement l'incomparable Berthier. Bien multiples et bien difficiles à réunir dans un seul homme sont les qualités de vivacité, d'intelligence, de souplesse nécessaires à un chef d'état-major, mais la plus importante de toutes est la concordance de

1. Procès, audience du 13 octobre 1873.
2. Cissey pressenti avait refusé, ne voulant pas, a-t-il dit, attacher son nom à des désastres irréparables.

sentiments, la confiance mutuelle entre lui et le général en chef. Or, par des raisons insaisissables et par cela même plus indestructibles, cette concordance de sentiments n'existait pas entre Jarras et Bazaine.

Jarras était d'une parfaite droiture, instruit, intelligent, consciencieux, expérimenté, mais, quoique ayant été aide de camp de Pélissier, il était devenu très bureaucrate et rond de cuir. Il manquait de souplesse, se montrait dans le commandement rude, méticuleux, susceptible, désagréable, et son activité militaire proprement dite était à peu près nulle, car il ne montait à cheval que rarement, avec précaution, au pas, et ne voyait rien par lui-même. Il avait sous sa direction un état-major composé d'officiers distingués, particulièrement choisis, les uns en raison de leur expérience de la guerre, les autres, parce qu'ils avaient une connaissance approfondie de l'organisation militaire de l'Allemagne ; il les réduisit le plus souvent aux fonctions de secrétaires, rangés autour d'une table avec trente mains de papier, trente porte-plumes, trente encriers, écrivant trente fois le même ordre. Et cependant, en dehors des fonctions de chancellerie nécessaires, qu'un petit nombre d'officiers archivistes doit savoir remplir, le propre des officiers d'état-major est d'assurer sur le champ de bataille l'exécution des ordres et d'être les yeux du général en chef, en même temps que ses porte-paroles. C'est ce que ces officiers ne furent guère.

Jarras avait senti, du reste, qu'il n'était pas adapté à son emploi. Il s'était débattu, avait refusé, et n'avait cédé qu'à des injonctions réitérées. Malgré lui, il remplit dans l'armée française le rôle attribué à Moltke dans l'armée allemande!

A côté de l'état-major général, un état-major particulier composé d'hommes capables était attaché au maréchal: Le colonel Napoléon Boyer, chef de ce cabinet, aide de camp, avait été au Mexique auprès de Bazaine. C'était un homme remarquablement intelligent et tout dévoué. Au Mexique il était resté étranger aux opérations; à Metz il ne s'y immisça pas davantage, soit comme aide de camp, soit comme chef de cabinet; eût-il été l'Éminence grise dont on lui a attribué le rôle, il ne pouvait suppléer un chef d'état-major de l'armée et son influence ne s'exerçait que par des conseils confidentiels. De la sorte, pendant toute la campagne, l'armée du Rhin manqua d'un de ses organes essentiels, Jarras n'étant qu'un agent passif d'exécution, qui ne pouvait ni rectifier, ni vivifier dans le détail les ordres généraux qu'il recevait.

## III

A l'armée du Rhin, d'ailleurs, rien ne se faisait rationnellement. La manière dont s'opéra la transmission du service, du major général ancien au major général actuel, fut des plus sommaires.

Le Bœuf se retira de son cabinet, Jarras y entra et ce fut tout. Ces gens-là avaient une langue pour ne pas s'en servir. Jarras, qui était jusque là deuxième chef d'état-major, ignorait une foule de détails qu'il aurait dû savoir et n'avait aucune idée de ce qui s'était passé dans le cabinet de l'Empereur. On ne l'en instruisit pas et il ne s'en informa pas. A peine nommé, il écrit à Bazaine : « Metz, le 14 août. — M. le Maréchal Le Bœuf vient de me faire connaître, de vive voix, qu'il a cessé ses fonctions de major général de l'armée du Rhin et, que, après vous avoir nommé commandant en chef de cette armée, l'Empereur m'a désigné pour remplir les fonctions de chef d'état-major général auprès de vous. Je ne fais donc qu'accomplir un devoir en vous demandant de vouloir bien me faire connaître vos ordres et, si je le fais par écrit, c'est qu'il ne m'est réellement pas possible de m'absenter en ce moment difficile de transition, où cependant les affaires ne peuvent être laissées à elles-mêmes. En prenant vos ordres, Monsieur le Maréchal, je vous prie de vouloir bien me faire connaître où vous avez l'intention d'établir votre quartier général et, à ce sujet, je me permets de vous faire observer que, pour recevoir et donner des ordres, dans le plus bref délai possible à votre armée, vous seriez peut-être mieux à Metz que sur tout autre point. C'est d'ailleurs à Metz que se trouvent tous les chefs de service avec lesquels les rapports sont de tous les instants. Quoi qu'il en soit, j'attends vos ordres et je me tiens prêt à les exécuter, ainsi

que tous les officiers de l'état-major général de l'armée, qui ont ordre de me suivre. »

Bazaine ne tint aucun compte du conseil de Jarras. Il ne jugea point convenable d'exercer un commandement à côté de l'Empereur, qui venait d'être forcé de l'abandonner, et lorsque la proximité de l'ennemi exigeait sa présence sur la rive droite. Ses troupes, établies sur cette rive, faisaient face à l'invasion; elles pouvaient à tout instant être abordées, contraintes au combat; c'était au milieu d'elles qu'il devait se trouver : dans les marches en avant, le général en chef doit être à l'avant; dans les marches en retraite il doit être en arrière-garde. De Borny, par l'état-major laissé à Metz, Bazaine pouvait diriger les mouvements de la rive gauche; de Metz il n'aurait pu pourvoir rapidement aux imprévus qui menaçaient les positions risquées de la rive droite. Il répondit à Jarras que, son intention étant de se rendre auprès de l'Empereur vers le milieu de la journée, de là il lui donnerait ses instructions.

Ayant accepté vis-à-vis de l'Empereur sa subordination, Bazaine dut discuter avec lui la conduite stratégique qu'il adopterait. L'armée française était dans une situation d'attente. Canrobert n'était pas au complet. La cavalerie prussienne déjà à Nancy, Frouard et Pont-à-Mousson, le 12 août, et le chemin de fer étant coupé, le 6ᵉ corps d'armée ne put arriver au complet à Metz et resta privé de trois régiments de sa 2ᵉ division, de la moitié de son artillerie divisionnaire, de

toute son artillerie de réserve et de sa cavalerie. Deux brigades occupaient l'une le fort Queuleu, l'autre le fort Saint-Julien, sur la rive droite; le 4e corps d'armée (Ladmirault) à l'est de Saint-Julien; le 3e corps d'armée (Decaen) entre le fort Saint-Julien et le fort Queuleu; la Garde en réserve, en deuxième ligne derrière le 3e et le 4e corps d'armée; le 2e corps d'armée (Frossard) en échelon, derrière la droite du 3e corps d'armée.

Bazaine ne connaissait pas la véritable situation des Allemands. Le 11 août il avait voulu introduire, dans l'emploi de notre cavalerie, la modification qu'au même instant le prince Frédéric-Charles opérait dans la cavalerie allemande, et qui consistait à revenir à la tradition de nos grandes guerres, de ne plus réduire les reconnaissances à de petites promenades autour des camps, de les lancer au loin afin d'explorer le terrain, de couvrir les mouvements de l'armée, de préparer des vivres et des logements. Ces instructions avaient été incomplètement exécutées, comme elles le furent d'abord dans l'armée du prince Frédéric-Charles, et on n'avait recueilli que des renseignements insuffisants. Cependant il fallait se décider.

Avisant au plus urgent, le 13 août, Bazaine avait visité toutes les lignes de Saint-Julien à Queuleu, ordonné des travaux de tranchées-abris, fait pratiquer des percées dans les massifs des bois qui masquaient les vues de l'artillerie. Il se rendit à Metz vers midi et délibéra avec

l'Empereur. Ni le souverain ni lui ne s'arrêtèrent alors à l'idée de se cramponner à Metz. Bazaine la jugeait déraisonnable et l'avait dit[1]. Un désaccord se produisit : Bazaine, sortant de sa nature défensive, eût voulu profiter de l'éparpillement des deux armées allemandes, se précipiter sur la Ire armée (Steinmetz), la séparer de la IIe et gagner Frouard. Là, redevenu défensif après cette offensive heureuse, il irait s'établir sur le plateau des Hayes, forte position qu'il avait signalée depuis deux ans au ministre de la Guerre[2]. L'Empereur au contraire était d'avis de transporter l'armée sur la rive gauche de la Moselle et de la diriger sur Verdun, puis sur Châlons, en évitant toute bataille afin de ne pas s'affaiblir. Le sentiment de l'Empereur était le seul juste. Bazaine se faisait illusion : eût-il battu Steinmetz, il n'eût pas empêché ce qui resterait de la Ire et de la IIe armées, et la IIIe armée entière, séparées de peu de jours de distance, de se concentrer vivement et de l'arrêter avant qu'il eût gagné le plateau des Hayes.

L'offensive eût été le triomphe de notre armée du 31 juillet au 2 août. Elle eût été la revanche du 6 août au 10, avant que le Prince royal fût sorti des Vosges, et que les deux autres armées eussent atteint la Moselle. Elle n'eût plus été que désastre maintenant que les trois armées allemandes se trouvaient en état de se serrer en peu de jours sur un point quelconque de la ligne de

1. 9 août 1870.
2. *Procès*, Déposition de Le Bœuf.

Thionville à Nancy. Elle ne redeviendrait possible, efficace, nécessaire, qu'après la réunion des forces de Bazaine et de Mac-Mahon. Cette réunion, selon l'Empereur, était le seul but à poursuivre.

Un moment l'Empereur parut concéder l'offensive, mais dans des conditions très réduites. Il écrit : « 13 août. Metz. — La dépêche que je vous envoie de l'Impératrice[1] montre bien l'importance que l'ennemi attache à ce que nous ne passions pas sur la rive gauche ; il faut donc tout faire pour cela et, si vous croyez devoir faire un mouvement offensif, qu'il ne nous entraîne pas de manière à ne pas pouvoir opérer notre passage. Quant aux distributions on pourra les faire sur la rive gauche en restant lié avec le chemin de fer. » Bazaine résista, et, cette fois, c'était lui qui avait raison. Une opération offensive n'avait d'utilité que si, la poussant très loin, on menait l'ennemi, l'épée dans les reins, jusqu'à la Nied française, peut-être au delà, si on renonçait au

1. De l'Impératrice. Paris, 13 août, 7 h. 45 soir : « Ne savez vous rien d'un mouvement au nord de Thionville sur le chemin de fer de Sierck sur la frontière du Luxembourg? On dit que le prince Frédéric-Charles pourrait bien se diriger par là sur Verdun et il peut se faire qu'il ait opéré sa jonction avec le général Steinmetz et qu'alors il marche sur Verdun pour y joindre le Prince royal et passer l'un par le Nord, l'autre par le Sud. La personne qui nous donne ce renseignement croit que le mouvement sur Nancy et le bruit qu'on en fait pourrait n'avoir pour but que d'attirer notre attention vers le sud afin de faciliter la marche que le prince Frédéric-Charles fera dans le Nord. Il pourrait tenter cela avec les huit corps dont il dispose. Le Prince opère-t-il ainsi ou essaye-t-il de rejoindre le Prince Royal en avant de Metz pour franchir ensemble la Moselle? »

passage sur la rive gauche. L'Empereur n'insista pas; Bazaine abandonna sa proposition. Il fut convenu que l'armée serait ramenée sur la rive gauche, gravirait les hauteurs en se dirigeant sur Verdun par Gravelotte et Mars-la-Tour et en évitant toute rencontre avec l'ennemi.

## IV

Cette décision même n'était-elle pas prise trop tard et l'ennemi laisserait-il le temps de l'exécuter? Il n'y avait pas, en tout cas, une minute à perdre. Bazaine se mit à l'œuvre. De retour à Borny il fait télégraphier (le 13 au soir), par Jarras à Coffinières, l'ordre de procéder le plus activement possible toute la nuit à l'établissement des ponts sur la Moselle en amont et en aval de Metz, en le priant de lui faire savoir quels sont ceux qui, le 14 à cinq heures du matin, seraient praticables. Coffinières vient, le 14 au matin, auprès du maréchal et lui donne la malencontreuse nouvelle qu'une crue subite a emporté les ponts et que l'inondation en empêchera l'emploi jusqu'au lendemain matin.

Bazaine met à profit le temps de cette attente forcée. Il prend deux mesures qui doivent accélérer le passage sur la rive gauche dès que les ponts seront en état : il fait reconnaître les abords et les débouchés des ponts, et trace l'itinéraire à faire suivre aux troupes quand, le fleuve franchi, elles auront gravi les berges qui montent sur

les hauteurs de la rive gauche : « Tous les corps d'armée gagneront le front Gravelotte-Amanvillers, puis se diviseront en deux fractions : l'une, colonne de gauche (2e et 6e corps d'armée), s'engagera dans l'embranchement qui de Gravelotte conduit à Verdun par Rezonville, Vionville, Mars-la-Tour. L'autre, colonne de droite (3e et 4e corps d'armée) marchera par la route qui conduit à Verdun par Conflans et Etain. La Garde, dernier élément de la marche en retraite, suivra les traces du passage du 3e corps d'armée ou exécutera les ordres donnés par l'Empereur. La colonne de gauche sera couverte en avant et surtout éclairée par la division de cavalerie de Forton, la colonne de droite par la division de cavalerie Du Barail, et les deux colonnes s'éclaireront en avant et sur leurs flancs découverts et se relieront entre elles ; elles échelonneront deux ou trois escadrons sur la droite et sur la gauche de manière à bien couvrir le terrain et permettre aux troupes de déboucher plus tard. »

Bazaine prit de sages dispositions relativement à ce fléau des marches rapides, les bagages. Il ne les fit point passer en avant comme une proie à offrir à l'ennemi. Ayant le désir de s'éloigner au plus vite de Metz et de gagner Verdun, il fit parquer ses convois à proximité des points de passage et à l'origine des routes qu'il devait suivre : les 2e et 6e corps d'armée entre Longeville et Moulin-lès-Metz ; le 4e à gauche de ses ponts vers la Maison de Planches ; le 3e, la Garde

et la réserve du général Canu, au Ban-Saint-Martin. Les convois seraient groupés individuellement et distinctement les uns des autres en attendant l'ordre de se mettre en mouvement. Chaque division ne serait suivie que de son convoi divisionnaire portant quatre jours de vivres. Il ordonna de réduire au nombre strictement réglementaire les voitures de bagages exigées en immense quantité par nos officiers « qui se comportaient dans leur tente comme en villégiature chez des amis, couchés dans leur lit de cantine avec des draps et lisant des romans pour s'endormir[1] ».

L'important était de déterminer les routes que prendraient les divers corps pour gagner Gravelotte. Il en existait deux belles : l'une, au nord, celle de Briey, l'autre, plus au sud, celle de Gravelotte. De renseignements faux était résultée dans l'esprit de l'état-major général cette idée que des forces allemandes considérables arrivaient au nord du côté de Sierck, que, dès lors, la route de Briey, difficile, accidentée, était dangereuse à prendre parce qu'elle exposait à un combat latéral, qui eût distrait du but principal et retardé la retraite vers Châlons. Du côté de Gravelotte aussi il y avait à redouter une attaque puisque les Allemands étaient déjà en nombre vers la Moselle, mais la route qui, d'Ars et de Gorze, conduit sur le plateau, était mauvaise et l'on pouvait espérer les devancer.

1. Du Barail, *Souvenirs*.

Lancer toute l'armée sur la route de Gravelotte aurait amené une indescriptible confusion, des encombrements interminables, de longs retards, alors que les heures valaient des jours. Ces encombrements étaient faciles à éviter. Entre les routes de Gravelotte et de Briey étaient, en effet, deux chemins, moins beaux mais cependant très praticables : le premier qui conduit de Metz à Vernéville par Plappeville, Lessy et Châtel-Saint-Germain et le second qui aboutit à Amanvillers par Le Coupillon et Lorry. Bazaine ne commit pas la bévue de lancer toute son armée sur la route de Gravelotte, il n'y engagea que les 2e et 6e corps d'armée, ordonnant d'employer toute la largeur de la chaussée par colonnes de section. En excluant les 3e, 4e corps d'armée et la Garde, de la route de Gravelotte, il n'indiqua pas les voies par lesquelles ils devaient passer : les routes de Lessy et de Lorry n'étaient pas marquées sur sa carte. Il donna l'ordre de reconnaître les chemins et leurs débouchés et chargea le capitaine Locmaria de demander à Ladmirault un capitaine du génie qui relèverait les points de passage assignés aux corps sur la rive droite, et qui, avec Coffinières, verrait s'il était possible de passer en dehors de la ville et d'accélérer ainsi le mouvement. A la suite de cette reconnaissance serait établi l'itinéraire des 3e et 4e corps d'armée vers Gravelotte.

Nous touchons ici l'inconvénient de la séparation établie par Bazaine entre lui et son chef d'état-major. Jarras n'eut connaissance de ces instruc-

tions que lorsqu'elles eurent été envoyées aux 2e et 4e corps d'armée directement par le maréchal et qu'on le chargea de les notifier au 6e corps d'armée et à la Garde. S'il avait été admis à délibérer sur une mesure dont il ne fut que l'exécuteur partiel, il aurait indiqué que la reconnaissance prescrite avait déjà eu lieu. Dès le 7 ou le 8, l'Empereur, décidé à reconduire l'armée dans la direction de Verdun, avait ordonné à Lebrun et à Jarras d'étudier le moyen d'effectuer ce passage de manière à arriver sur les deux grandes routes qui conduisent par Conflans et par Mars-la-Tour. On avait fait venir de la préfecture le plan détaillé du département, de la ville, des environs et on avait reconnu très facilement ces routes que tout le monde dans le pays connaissait, par Lessy, Lorry, etc. [1].

Ces informations eussent permis à Bazaine de dissiper le vague de ses instructions et de leur donner tout de suite une forme indiscutable. Il n'en est pas moins établi qu'il n'ordonna pas à l'armée de s'engouffrer tout entière simultanément dans une seule voie, et qu'il indiqua plusieurs routes distinctes, celle de Metz à Gravelotte et deux autres à reconnaître.

Dans la soirée du 13 août les dispositions relatives à la Garde et à la réserve générale de l'artillerie furent modifiées : elles ne durent plus s'engager à la suite du 3e corps d'armée sur la route de Lessy, mais sur la route de Metz à Gravelotte,

1. Déposition de Jarras, audience du 20 octobre, p. 215.

dès que le 2e et le 6e corps[1] l'auraient évacuée.

Dans la crainte d'être atteint par les troupes allemandes, dont on lui annonçait l'approche, et dans l'espoir que les ponts seraient praticables à la fin de la journée, Bazaine pensa les franchir avant le matin du 14 août, dans la nuit même, au clair de lune ou à la lueur des torches. Ladmirault lui représenta que c'était impossible en l'état des ponts. Il demeura malgré lui immobilisé, à la vue des vedettes de l'ennemi. Ce passage, qui eût

1. Il est démontré incontestablement que, ni le 2e, ni le 4e corps n'ont reçu de Bazaine l'ordre de s'engouffrer à la suite des 2e et 6e corps et de la Garde, sur la route Metz-Gravelotte; cela résulte pour le 3e corps de la déposition de Le Bœuf et du Journal du 3e corps. Le Bœuf dit : « Le 3e corps avait l'ordre de prendre par le défilé ou le col de Lessy, Châtel-Saint-Germain, pour déboucher sur le plateau du côté de Vernéville. » (Déposition de Le Bœuf, 21 octobre 1873.) Cela résulte encore du journal de marche du 3e corps qui le 15 constate que « pour éviter l'encombrement dans le défilé de Rozérieulles le 3e corps fut dirigé par Lessy, Châtel-Saint-Germain et Vernéville ». La même indication pour le 4e corps ne se trouve ni dans la déposition embrouillée de Ladmirault, ni dans le journal du 4e corps, très imparfaitement rédigé; mais il va de soi que si le 3e corps, plus rapproché de la route de Gravelotte que le 4e, en a été écarté, à plus forte raison a-t-on dû en tenir éloigné le 4e corps, établi plus loin à droite. Du reste, le journal de marche du quartier général supplée ici au silence de celui du 4e corps; il rapporte que le 4e corps devait être à Lorry le 15; donc, il avait reçu l'ordre d'y aller. Jarras aussi constate (*Souvenirs*, p. 90), « que le maréchal supposait, le 15 au matin, que le 4e était du côté de Lorry, parce que c'était de ce côté qu'on lui avait ordonné d'aller ». — En outre, les emplacements indiqués aux parcs et convois du 4e corps d'armée étaient à la Maison de Planches, à l'amorce de la route de Lorry, tandis que ceux du 3e devaient se trouver au Ban-Saint-Martin, origine du chemin qui passe par Lessy.

été une opération si simple deux ou trois jours auparavant, va cesser de l'être; nous allons être mordus au talon.

## V

Le dimanche 14 août, à la première heure, Bazaine, dont la prévoyance ne se ralentit pas, prescrit à Coffinières, gouverneur de Metz, qui, seul, avait pouvoir de commander dans la ville, de prendre des précautions contre l'encombrement, et de s'assurer qu'on pourra user à l'aise des ponts fixes de la ville. Il envoya des officiers et sous-officiers jalonner le parcours des routes et ordonna de mettre les troupes sur pied. Vers quatre heures du matin elles sont partout en état de rompre. Frossard et Ladmirault commenceront la retraite en se couvrant par des arrière-gardes qui pourront s'abriter dans des tranchées préparées dans la journée du 13 août.

Mais Frossard ne se presse pas; ses convois (munitions, trésor, vivres) ne quittent leurs campements qu'à sept heures et demie, passent le pont le plus méridional, sur le grand bras de la Moselle, prennent la Porte de France et la route de Verdun par Longeville. Après avoir dépassé ce village, ils se rangent de chaque côté de la route pour permettre aux troupes de défiler et d'aller occuper les positions de Rozérieulles. Ces troupes, qui avaient attendu depuis quatre heures du matin, l'arme au pied, l'ordre de marche, partent à midi seulement, laissant à Metz la

division Laveaucoupet. Des encombrements ralentissent encore leur marche. Frossard en réfère à Bazaine, s'arrête entre Rozérieulles, Jussi, Sainte-Ruffine et Longeau, et, le soir, établit son quartier général à Longeau.

Le 6e corps d'armée (Canrobert), dont les corps sont répartis entre Woippy et les environs sud de Montigny et du Sablon, apprend qu'il doit suivre le mouvement de Frossard sur la route de Gravelotte. Lui aussi est arrêté par des encombrements et sa tête de colonne atteint à la nuit Sainte-Ruffine. Les divisions Du Barail et Forton quittent leurs bivouacs vers une heure de l'après-midi, laissent leurs bagages au Ban-Saint-Martin, et se dirigent sur Gravelotte. Retardée en route par des encombrements, la division Du Barail arrive à Gravelotte vers cinq heures et bivouaque près de la Malmaison, au sud de la route de Conflans. La division Forton atteint Gravelotte à sept heures du soir et s'établit à l'ouest du village.

Il y avait certainement de tous les côtés ce qu'il y a d'inévitable dans les troupes très serrées les unes contre les autres, des confusions, des enchevêtrements, des retards, mais enfin, tant bien que mal, tout finissait par marcher à la gauche. Il n'en était pas de même à la droite. Les bagages de Ladmirault embrouillaient tout; son convoi, conduit, chose inouïe, par le chef d'état-major Osmont[1], se promène du débouché

1. Cette fonction de diriger le convoi est généralement

des Ponts à Longeville, sur la route de Moulins, et rétrograde de Longeville à Woippy, jetant la confusion et obstruant l'abord des routes de Lessy et de Lorry. Néanmoins un peu d'ordre finit par se rétablir; le 3e corps d'armée franchit les ponts vers Lessy et le 4e corps d'armée traverse l'île Chambière. La division Lorencez s'avance la première vers les hauteurs, suivie de la division Cissey et de la division Grenier. Cette dernière aurait dû être placée en position d'arrière-garde, entre le fort de Saint-Julien et la Moselle, appuyée au bois de Grimont, couverte par des tranchées-abris et des travaux de terre, protégée par ses quatre batteries de 12. Ladmirault l'avait laissée à l'état de division de queue. Tout à coup elle entend le canon retentir derrière elle; elle s'arrête.

## VI

Les Allemands, quand leur IIIe armée eut franchi les Vosges, avaient pu en concerter les mouvements avec ceux de la Ire et de la IIe qui s'avançaient vers la Moselle sans avoir rencontré aucun obstacle de notre part. Moltke aurait voulu nous environner de manière à nous couper de Metz. Nous séparer de Metz lui paraissait aussi essentiel que nous empêcher de gagner Châlons. A Metz l'armée française devenait un

remplie par le prévôt du corps d'armée, c'est-à-dire par un commandant ou un capitaine de gendarmerie.

obstacle à la marche rapide des Allemands sur Paris, car elle retiendrait des portions importantes de leurs forces. Il fallait donc empêcher notre retraite dans ce camp retranché, autant que notre marche vers Châlons, nous encercler, nous cerner, entre deux murailles vivantes, nous attaquer, nous anéantir, sinon nous contraindre à fuir en Belgique.

Moltke arrêta son plan en principe dès que la Ire, la IIe et la IIIe armées se furent rapprochées de la Moselle; mais il ne trouva pas d'abord les moyens tactiques de l'exécuter. Il était dans l'incertitude sur nos mouvements. Tantôt il pensait que nous nous hâterions de nous porter sur la rive gauche afin d'opérer à Châlons la concentration de nos forces et concluait qu'il y avait à laisser seulement un rideau vers Metz, à porter vivement ses forces au delà de la Moselle et à se mettre en mesure d'opérer le mouvement enveloppant qui devait nous couper la retraite et nous rejeter sur le Nord. Tantôt il se disait que la présence de corps français sur la rive droite avait quelque chose de menaçant, qu'elle pouvait indiquer l'intention d'une offensive, que, dès lors, un rideau serait insuffisant, et qu'il fallait se trouver en nombre en face de Borny. Sa stratégie n'avait pas pris parti entre ces deux hypothèses; elle s'était appliquée à pourvoir aux deux à la fois. Il avait constitué deux masses distinctes : celle de Steinmetz qui s'opposerait à une attaque par la rive droite de la Moselle, et celle de Frédéric-Charles qui passerait la Moselle

et nous gagnerait de vitesse sur la route de Verdun. Il avait établi la liaison entre ces deux masses par deux divisions de cavalerie envoyées vers la droite de Frédéric-Charles. Ce plan était à moitié défensif, à moitié offensif; défensif du côté de Steinmetz, offensif du côté de Frédéric-Charles. Il avait en outre l'inconvénient de séparer les fractions des trois armées de façon qu'elles ne pussent se soutenir le même jour.

Le 13 août, Moltke donne à Steinmetz l'ordre de rester immobile sur la Nied, en contact immédiat avec l'armée française, en observant par des avant-gardes très poussées. Si l'ennemi se retire ou si, éventuellement, il prend l'offensive, il sera soutenu par l'aile droite de la IIe armée, dont néanmoins les corps de gauche franchiront la Moselle en avant de Metz, tout en se tenant prêts à intervenir sur la rive droite au cas d'un combat sérieux. De même si l'ennemi tentait une attaque sur la IIe armée par le sud, la Ire s'y opposerait par une attaque de flanc. Les autres corps de la IIe armée continueraient leur marche vers la Moselle et s'empareraient de Pont-à-Mousson et des passages sur la rive gauche. La cavalerie des deux armées serait poussée le plus possible et inquiéterait la retraite éventuelle de l'ennemi sur la route de Verdun.

Steinmetz, autoritaire et taciturne, ne se crut pas obligé d'instruire ses subordonnés des directions de Moltke et se contenta de s'y conformer. Il envoya à son armée l'ordre de rester sur ses emplacements du 13 août en observant les mou-

vements de l'ennemi. Mais, dans l'armée indisciplinée des Prussiens, personne ne se croyait tenu d'obéir et tous rêvaient d'une initiative personnelle, depuis le caporal jusqu'au général. Parmi ces inquiets de gloire, Goltz, commandant l'avant-garde du VII^e corps, était des plus agités. Excellent officier d'état-major et vaillant conducteur d'hommes, possédant la confiance de ses subordonnés, particulièrement des Westphaliens, dont il avait commandé un régiment, il ne se consolait pas, retenu qu'il avait été par les timidités de son chef Zastrow, de n'avoir pas fait merveille à Forbach. Aussi, lorsque, regardant de Laquenexy vers Metz, il aperçoit distinctement, en face de lui, nos premiers mouvements de retraite vers les hauteurs, il ne se sent pas d'aise. Sans consulter Zastrow ni le chef de son armée, il fait rompre et dirige sa brigade sur Marsilly et Colombey (3 h. 1/2) où, par une attaque brusque, il retiendra le plus longtemps possible l'armée française en deçà de Metz : il donnerait ainsi le temps à la II^e armée, qui franchissait la Moselle plus au sud, de lui couper sa ligne de retraite. Non content de disposer de lui-même, Goltz se constitue, au nom de la solidarité, le chef des autres fractions. Il prévient les 13^e et 14^e divisions et même le corps de Manteuffel et leur demande du secours. Manteuffel ne désapprouve pas son initiative ; cependant il ne croit pas pouvoir l'appuyer et transgresser les ordres formels de Steinmetz. Les autres sont moins scrupuleux. Ils s'ébranlent dès qu'ils

entendent la canonnade : le canon est un généralissime auquel il n'est pas permis de désobéir.

## VII

Au premier bruit de la canonnade de Goltz, le général de Berckheim qui, aux abords de Metz, causait avec le général Bourbaki installé au balcon de son logement, saute à cheval et part au galop, jusqu'aux avant-postes des chasseurs à pied, qui occupaient le terrain entre les deux routes de Sarrebrück et de Sarrelouis. Ses hommes, sous le feu des tirailleurs ennemis, demeuraient sans riposter. Le général prend sur lui de leur ordonner de tirer. A ce bruit, dans le 3e corps d'armée, qui s'ébranlait à peine, ceux qui allaient partir s'arrêtent, ceux qui étaient déjà en route se retournent et reculent. Bazaine accourt et, sortant de son calme habituel, dit d'un ton de colère à Berckheim : « J'avais donné l'ordre qu'on n'acceptât pas le combat aujourd'hui. Je défends formellement qu'on avance d'une semelle[1]. » Cette défense n'est pas entendue et le 4e corps entre en action encore plus vivement que le 3e, qui tiraillait sans s'avancer.

La division Grenier s'arrête, se retourne, s'engage vivement; Ladmirault perd de vue que l'unique opération à effectuer ce jour-là était le passage de la rivière; il n'arrête pas Grenier, et,

1. Général ZURLINDEN, *Souvenirs*.

prenant l'initiative, il fait faire demi-tour au 4e corps d'armée tout entier et compromet ainsi le but auquel tout devait être subordonné. Sans attendre les ordres du général en chef il arrête également la division Cissey, lui fait repasser les ponts, déposer les sacs et la pousse au secours de la division Grenier. Les batteries prennent les devants au trot; l'infanterie suit au galop, en criant : « Vive la France! Vive l'Empereur! » Les autres divisions du 4e corps, par un mouvement semblable, accourent successivement au secours des camarades engagés : la brigade Golberg, la division Lorencez, qui avaient toutes deux franchi déjà les ponts et fait demi-tour. Elles se rassemblent au fort Saint-Julien. Une partie de la réserve s'élance aussi (6 h. 1/2).

Du côté des Prussiens le mouvement s'accentue de même : Manteuffel se décide et intervient; Glümer, commandant de la 13e division, Zastrow, commandant du VIIe corps, arrivent, grinchent un peu, puis secondent. Seul Gœben (VIIIe corps), deux fois appelé par Manteuffel, se conforme à la règle hiérarchique : il consulte Steinmetz et il obéit à son ordre de ne pas remuer. La 18e division du IXe corps (général Wrangel), quoique appartenant à la IIe armée, apporte également son concours. La bataille s'échauffe, le général Decaen est blessé mortellement. Bazaine est désolé. Mais comment arrêter le combat? On n'arrête pas des troupes engagées à fond en levant le doigt. Il s'efforce néanmoins de contenir ce qu'il ne peut plus empêcher. A tous,

à Metman, qui a remplacé Decaen, à Montaudon, il donne pour instruction de ne pas s'avancer, de continuer la retraite, tout en restant sur le pied d'une défense énergique.

Nous étions établis dans une position magnifique, derrière un ruisseau profondément encaissé, sur un large front qui obligeait les Prussiens à s'étendre par petits groupes dans différentes directions. Ceux-ci, malgré notre supériorité, prenaient héroïquement l'offensive, contenus, repoussés, revenant toujours à la charge. Dans une de ces mêlées, Bazaine, qui était à l'endroit le plus dangereux, reçut une violente contusion à l'épaule. Les Prussiens obtiennent des avantages provisoires, dus surtout à leur artillerie, mais ils ne peuvent les pousser à bout nulle part. A huit heures et demie, Manteuffel, qui a surtout soutenu le combat contre notre 3e corps d'armée, comme Zastrow contre notre 4e, s'arrêtent : ils n'avaient pas gagné trois cents mètres. Bazaine, de son côté, retient ses troupes victorieuses et leur fait reprendre en hâte la marche vers les hauteurs de la rive gauche interrompue par la bataille inopportune. Steinmetz, apprenant par un rapport de Manteuffel que des fractions du VIIe corps étaient déjà au feu et que Manteuffel lui-même se proposait de les appuyer malgré ses ordres, éprouva le même sentiment de colère que Bazaine. Il l'exprima plus violemment. Il envoie à sept heures, un de ses officiers ordonner à Zastrow et à Manteuffel de rompre le combat

et de reprendre leurs positions de la veille. Ni l'un ni l'autre n'obéit. Furibond il lance un de ses officiers vers Zastrow et se dirige lui-même vers Manteuffel. Il l'aborde, lui reproche durement de n'avoir pas gardé l'immobilité prescrite, et le rend responsable du sang versé : « Vous avez perdu une bataille », lui dit-il. Manteuffel, frémissant intérieurement, oppose un calme imperturbable à cette sortie. Steinmetz réitère l'ordre impératif de faire replier toutes les troupes sur les emplacements du matin ; c'est la manière d'affirmer la victoire de l'ennemi ; Manteuffel le prie d'une voix tremblante de ne pas insister sur cet ordre de retraite immédiate : « Je vous donne une heure », répond Steinmetz en lui tournant le dos. A onze heures la retraite commença. Elle se termina à deux heures du matin. Zastrow, qui n'avait pas devant lui son terrible chef, désobéit de nouveau carrément et refusa de faire replier ses troupes avant le matin. Gœben lui-même se repent d'avoir été docile. Ayant reçu vers neuf heures l'ordre de faire marcher sur l'Etang ses hommes stationnés à Varize, il avait refusé et dit : « Il est trop tard ; une marche de nuit disloquerait mes troupes. Je ne remuerai qu'au matin. »

Le lendemain ces dissentiments s'étaient effacés : tous s'accordèrent à faire bon visage à la désobéissance blâmée et à en tirer profit. Goltz, inquiet de ce que l'état-major penserait de lui, est rassuré par Verdy du Vernois. Steinmetz, qui a rudoyé Manteuffel, reçoit lui-même du roi un

coup droit : « Sa Majesté prescrit à la Ire armée de se maintenir sur le terrain conquis à la bataille d'hier, en tant qu'il ne s'étendra pas dans la zone efficace d'artillerie de la place. Amenez immédiatement le VIIIe en soutien des Ier et VIIe corps. Le IXe, déjà entré en ligne hier, sera amené près du champ de bataille. Le IIe corps atteindra par sa tête Han-sur-Nied. Sa Majesté se rend à Pange. »

## VIII

Nous nous étions retirés nous-mêmes volontairement du champ de bataille. Les Allemands convertirent ce départ volontaire en une défaite et le célébrèrent comme une troisième victoire due au génie de Moltke, qui n'y avait pas plus contribué qu'aux deux précédentes.

Nous chantâmes également victoire. En réalité la victoire n'avait été pas plus de notre côté que du côté des Allemands : le combat avait donné à nos troupes l'occasion de se battre, qu'elles attendaient impatiemment, mais il avait compromis une marche stratégique dont la condition de succès était la rapidité; car, en nous arrêtant vingt-quatre heures, les Allemands augmentaient les chances de leur large mouvement enveloppant au sud de Metz.

Bazaine n'est pas responsable de ce malheureux retard : dans cette journée il ne fut ni incertain ni flottant. Il ne voulait pas la bataille;

on l'engagea malgré lui, il la blâma et la restreignit. Il aurait pu, lorsqu'il vit le combat devenir sérieux, et tourner à notre avantage, passer vivement de la défensive à l'offensive, ne pas retenir son monde, le jeter en avant sur des ennemis très inférieurs en nombre, leur infliger une sanglante défaite, peut-être avant la tombée de la nuit, et dans tous les cas, le matin, en reprenant la bataille à l'aube. Il ne le voulut point parce qu'il n'avait qu'une idée : reprendre le plus tôt possible la marche interrompue sur Verdun. Il se conforma en cela à l'un des principes les plus essentiels, non seulement de l'art de la guerre, mais de toute action humaine : tout parti a des objections très sérieuses quelquefois insolubles; quoi qu'on décide, la critique a beau jeu à s'exercer; malheur à ceux qui s'arrêtent à l'objection; ballottés constamment entre deux partis opposés, ils sont certains d'être vaincus. L'état-major prussien, à propos de cette bataille de Borny, l'a rappelé fortement : « L'exécution logique d'une idée, quand même celle-ci ne répondrait qu'en partie aux circonstances données, conduit plus sûrement au but que le brusque passage à des plans sans cesse nouveaux; car, dans ce dernier cas, les contre-ordres, qui ne peuvent manquer de se produire, suffisent à eux seuls à exercer une influence toujours fâcheuse sur la confiance et l'énergie des troupes[1]. »

On avait, le 13 août, toute liberté d'opter entre

1. *La guerre franco-allemande de 1870 à 1871*, rédigée par la section historique du grand état-major prussien.

la bataille sur la rive droite de la Moselle et la retraite sur les hauteurs de la rive gauche. Bazaine préférait la bataille sur la rive droite, l'Empereur fit prévaloir la retraite sur les hauteurs de la rive gauche. Cette retraite était en train d'exécution, et parce qu'il avait plu à un général prussien de la gêner par son attaque, Bazaine, mettant sa conduite à la discrétion de l'ennemi, aurait abandonné un parti pris après mûr examen pour reprendre celui auquel on avait renoncé! En agissant ainsi il n'eût pas été un général sérieux Et quelles eussent été les conséquences de cette improvisation? Les Allemands que nous avions devant nous n'étaient pas les troupes de Valmy et de Jemmapes, conduites par Brunswick, qu'une canonnade mettait en déroute, c'étaient des indomptables, du haut en bas de l'échelle, depuis le général jusqu'au soldat, animés du désir furieux de vaincre. Un échec ne les eût pas abattus; ils avaient prévu le cas d'une offensive débouchant de Metz et y avaient pourvu[1]. La IIe armée fût venue au secours de

1. « L'état-major général prussien avait prévu une attaque des Français vers l'est (Steinmetz) et une tentative de notre part sur la deuxième armée qui faisait un large mouvement de conversion. Ses instructions étaient formelles et peuvent se résumer ainsi : « En cas d'offensive, la deuxième armée portera demain (14) le IIIe corps jusqu'à la hauteur de Pagny, le IXe vers Buchy (Pont-à-Mousson). Ils se tiendront prêts à intervenir en cas d'un combat sérieux en avant de Metz.

. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .

« D'autre part la première armée (qui a son emplacement sur la Nied française) est en situation d'empêcher par une

Steinmetz, eût pris en flanc notre victoire, et l'eût fait sauter en l'air.

Bazaine doit être loué de n'avoir pas cédé à l'appel de la fusillade et d'avoir résisté à un emportement de troupier qui ne prévoit et ne calcule aucune des conséquences de son acte. La conduite de Berckheim et de Ladmirault prouve sans doute une fois de plus la vaillance, la générosité martiale de nos généraux; mais elle prouve aussi, une fois de plus, combien il est erroné de poser en dogme l'axiome anarchique de marcher toujours au canon, car c'est à l'intempestive application qu'on en fit qu'on dut la perte de temps, de munitions, d'hommes, causée par cette sotte bataille, qui nous coûta 205 officiers et 3409 hommes de troupes et aux Allemands 222 officiers et 4684 hommes.

La conduite des chefs prussiens qui, tous, allèrent au canon, n'est pas davantage à proposer en exemple. Dans une armée conduite selon les règles, Goltz eût été privé de son commandement, sinon traduit en conseil de guerre, et Blümer, Zastrow, Manteuffel eussent été réprimandés.

attaque de flanc, toute offensive de l'ennemi vers le sud.

« Ces instructions ajoutaient, en outre, que les autres corps de la deuxième armée devaient continuer leur marche, en spécifiant que le X$^{e}$ corps devait prendre position en avant de Pont-à-Mousson. Ainsi, les Allemands maintenaient cinq corps d'armée sur la rive droite; tandis que la cavalerie des deux armées et deux autres corps sont poussés sur la rive gauche de la rivière, la troisième armée continuait sa marche vers la Meuse et pouvait accélérer son mouvement. » (Général Bonnal, *La Manœuvre de Saint-Privat.*)

## IX

L'Empereur n'avait plus de raisons de rester à Metz depuis que son armée l'avait quitté. Il s'en était éloigné en même temps qu'elle, le 14 août à une heure, et s'était dirigé vers Longeville à peu de distance de la ville. Quelle différence entre le départ et l'arrivée! Plus de foule acclamante se pressant sur ses pas : à peine quelques rares passants, égarés dans les rues désertes à travers lesquelles il se glissait, le saluaient-ils silencieusement. Cependant il laissait derrière lui un souvenir attendri. Tous avaient été gagnés par son stoïcisme auguste, au milieu des souffrances et des désastres, et par sa bonté toujours plus douce à mesure qu'hommes et choses lui devenaient plus cruels. Mgr Dupont des Loges, légitimiste fougueux, disait : « Chaque fois que je le quitte, je me sens devenir impérialiste. » Il avait adressé en partant à la population cette proclamation mélancolique : « En vous quittant pour aller combattre l'invasion, je confie à votre patriotisme la défense de cette grande cité. Vous ne permettrez pas que l'étranger s'empare de ce boulevard de la France, et vous rivaliserez de dévouement et de courage avec l'armée. — Je conserverai le souvenir reconnaissant de l'accueil que j'ai trouvé dans vos murs, et j'espère que, dans des temps plus heureux, je pourrai venir vous remercier de votre noble conduite. »

A peine arrivé à Longeville, il reçoit de Bazaine une dépêche annonçant que le mouvement des troupes est en train : « MM. les généraux Frossard et Ladmirault ont commencé leur mouvement de passage de la Moselle. Les 3e et 4e corps d'armée suivront la route de Conflans; le 2e et le 6e la route de Verdun. La Garde et la réserve d'artillerie du général Canu suivront également cette route. J'espère que le mouvement sera terminé ce soir. *Les corps ont ordre de camper en arrière des abords de ces routes, afin de les prendre demain matin, et chaque état-major doit faire les reconnaissances nécessaires.* » (Borny, 14 août, midi 30.)

Peu après, on entend le canon dans la direction de Metz. Des officiers envoyés aux renseignements des hauteurs du fort Saint-Quentin, distinguent nettement la fusillade sans pouvoir cependant se rendre compte des positions de nos soldats et de celles des Allemands. On finit par apprendre que le 3e corps d'armée, commandé alors par Decaen, resté encore sur la rive droite de la Moselle, est aux prises avec l'ennemi, et que le général Ladmirault, repassant le fleuve, est venu l'appuyer par sa gauche. L'Empereur, de la terrasse de son logis, aperçoit même le combat et en éprouve un violent chagrin.

On demeura dans l'incertitude sur le résultat jusqu'à l'arrivée de Bazaine, qui vint, à minuit, au quartier général, en apporter le récit et s'entendre avec l'Empereur sur la conduite ultérieure. Du champ de bataille même il avait pris

d'urgence ses dispositions pour recommencer sans retard cette marche sur Verdun qu'il poursuivait sincèrement. Quoique nos troupes, debout depuis le matin, eussent grand besoin de repos, il leur avait accordé à peine quelques heures. Cette nuit même le passage interrompu sur la rive droite devait être repris. Au général Manèque, qui avait demandé l'autorisation de laisser reposer les troupes du 3e corps d'armée, il avait répondu par un refus formel en disant : « Il faut que nous soyons dans quatre jours à Verdun. » Des officiers d'état-major allaient porter à Ladmirault l'ordre de continuer immédiatement la marche.

L'Empereur souffrant et au lit avait reçu Bazaine tout de suite. Il le félicita chaleureusement. Le maréchal raconta la bataille et montra le coup qu'il avait reçu à l'épaule : il craignait de ne pouvoir supporter les allures du cheval; il demandait à être remplacé. L'Empereur, lui touchant l'épaule et la partie brisée de l'épaulette, lui répond : « Non, ce ne sera rien, c'est l'affaire de quelques jours et vous venez de rompre le charme. »

Bazaine communique à Napoléon III ses inquiétudes sur la journée qui allait suivre. Il prévoyait que les Allemands, ayant trouvé les routes ibres, prendraient position entre la Meuse et la Moselle et couperaient notre ligne de retraite. L'Empereur répond que, tout en s'efforçant de gagner Verdun, qu'il avait désigné comme nouvelle base d'opérations, il fallait éviter de rien

livrer au hasard : « J'attends, dit-il, une réponse de l'Empereur d'Autriche et du roi d'Italie. Ne compromettons pas l'armée par trop de précipitation; évitons de nouveaux revers afin de ne donner aux puissances, qui, lors du début des hostilités, semblaient vouloir venir à nous, aucun prétexte de se retirer. » La persistance de telles illusions désole.

En sortant de la chambre, Bazaine traverse la salle du rez-de-chaussée où la maison de l'Empereur se trouvait en train de souper. Tous les officiers viennent le féliciter en s'écriant avec chaleur : « Monsieur le maréchal, nous sommes en fâcheuse posture, vous allez nous tirer de là. — Je ferai mon possible », répond-il. A cheval sur le champ de bataille, depuis quatre heures du matin, il prend vers une heure du matin quelques moments de repos. A trois heures il est réveillé par un officier d'ordonnance de l'Empereur, à six par le maréchal Canrobert, puis par Jarras qui vient rendre compte de la disposition des troupes.

La réserve générale d'artillerie s'était mise en mouvement la première à neuf heures du soir et venait former le parc au Ban-Saint-Martin; le 3e corps d'armée, qui avait commencé son mouvement rétrograde la veille à dix heures du soir, avait le matin achevé le passage de la Moselle et s'était massé sur les flancs du coteau de Plappeville; le 4e corps d'armée avait repris à une heure du matin le mouvement commencé la veille à midi et se trouvait vers les débouchés de Lorry-Woippy

et la route de Thionville. La Garde pénétrait à Metz aux premières heures de la matinée.

Bazaine donna à Jarras l'ordre général, qui n'était que la confirmation de celui du 13 août : « Le 4e corps d'armée ira à Doncourt, en s'abstenant de prendre la route de Briey, le 3e, derrière lui, s'arrêtera à la hauteur de Vernéville ; le 2e, dès qu'il verra la tête du 6e, continuera sa marche jusqu'à Mars-la-Tour. Le 6e remplacera le 2e à Rezonville et à Vionville. La Garde s'établira à Gravelotte. La division Forton se portera sur Tronville et éclairera à gauche et en avant sur la route de Saint-Mihiel ; la division du Barail fera le même service par Jarny et Conflans. » Jarras lui témoigna sa surprise de le voir détourner les 3e et 4e corps d'armée de la grande et belle route de Briey. Le maréchal répondit d'un ton péremptoire qu'il avait pris cette détermination de concert avec l'Empereur, parce que des avis de Paris et de Briey leur avaient appris qu'une des armées ennemies se trouvait déjà de ce côté et qu'on désirait ne pas la rencontrer afin de gagner Verdun sans livrer aucun combat[1] : il eût voulu que la Garde s'arrêtât à Gravelotte et qu'elle continuât sur Etain ; mais l'Empereur l'en avait détourné en répétant qu'il ne fallait pas faire de détachements ni rien laisser au hasard.

1. JARRAS, *Souvenirs*, p. 91-92.

# X

Le Bœuf, à neuf heures, vint annoncer à Bazaine sa nomination à la tête du 3e corps d'armée à la place de Decaen tué. Le maréchal lui dit de camper sur la ligne Vernéville-Saint-Marcel et de mettre à la disposition de Ladmirault la division Clérembault. Le capitaine de La Tour du Pin survint ensuite, envoyé par Ladmirault aux informations. Dans l'état-major de son général, l'ordre de hâter le mouvement n'avait pas été bien reçu : « Je ressens encore, a raconté La Tour du Pin, l'impression pénible que nous causa cet ordre, nous arrachant à la fois à la jouissance de la victoire et à celle du repos. C'était donc la retraite, la retraite sans trêve ni cesse, à laquelle nous étions voués, et il nous semblait que les forces physiques viendraient à manquer à ceux qui fuyaient l'ennemi plutôt qu'à ceux qui le poursuivaient[1]. »

Il demanda au maréchal l'autorisation de prendre la route de Briey. Le maréchal refusa sans donner ses motifs et en même temps il indiqua de nouveau comme route à suivre le chemin de Plappeville, Châtel-Saint-Germain et celui de Lorry-Amanvillers. La Tour du Pin répondit que ces chemins ne pouvaient pas être pris, parce qu'ils n'étaient pas assez larges pour recevoir plus d'une voiture de front. Jarras s'écria : « Qu'est-ce que

1. Jarras rectifie le souvenir inexact de La Tour du Pin

cela fait[1] ? A la guerre il se présente des circonstances nombreuses où une troupe doit suivre une route médiocre ou même mauvaise, s'il n'en existe pas d'autres. » — « A ce moment, dit la Tour du Pin, le maréchal mit fin à la discussion qui s'aigrissait en indiquant du doigt sur la carte la direction qu'il entendait voir prendre au 4e corps lorsqu'il aurait atteint le plateau entre Châtel et Doncourt. — Pardon, monsieur le maréchal, dit La Tour du Pin, mais je ne vois pas de chemin tracé dans cette direction. — Vous n'en voyez pas? Eh bien, en voilà un, fit Bazaine, en traçant avec son ongle une raie noire sur la carte. » Ce coup d'ongle indiquait la route de Lorry.

La marche en avant de l'armée ne permettait plus à l'Empereur de conserver son quartier général à Longeville. Il se préparait à s'acheminer vers Gravelotte quand deux pièces prussiennes, braquées sur le pont du chemin de fer, lancèrent quelques obus sur la ligne, tuant le colonel Ardant du Picq, auteur d'ouvrages militaires remarquables, un chef de bataillon, un capitaine, et blessant quelques hommes. Il en

qui prétend que la route de Lessy avait été affectée au 4e corps en même temps qu'au 3e. Bazaine, dans ses ordres, n'a jamais fixé expressément Lorry pour le 4e corps, pas plus qu'il n'a indiqué Lessy pour le 3e. Il s'est contenté de dire que ces corps devaient gagner les hauteurs par des routes à reconnaître. C'est Manèque, Jarras et ses officiers qui avaient spécifié Lorry le 14. A défaut d'explications, c'était à Ladmirault, chargé de reconnaître les chemins, de découvrir celui de Lorry qui était à sa portée.

1. JARRAS, *Souvenirs*, p. 96.

était résulté un court effarement, mais quelques boulets, tirés du fort Saint-Quentin, délogèrent les Allemands. Cependant, pour gagner plus vite Gravelotte, l'Empereur monte à cheval et se dirige (9 h. 30) par une route difficile, vers le Point du Jour, où il reprend haleine pendant deux heures. Vers une heure il arrive à Gravelotte, exténué, et s'arrête dans une auberge de la route.

Bazaine, resté au quartier général, reçut de Coffinières, qui croyait Metz menacé par l'algarade des Allemands, la demande de garder une brigade de grenadiers. Bazaine jugea la précaution excessive et exigea que sa brigade lui fût rendue, trouvant suffisant de laisser un régiment en extrême arrière-garde à Longeville et de faire sauter le pont.

## XI

La marche des corps qui, ce jour-là (15 août), montaient de Metz vers Gravelotte, avait été réglée de main de maître[1]. Au centre, les bagages et l'artillerie, sur deux immenses files longues de 7 à 8 kilomètres; sur les côtés, l'infanterie et la cavalerie marchant à travers champs, à une distance variant de 2 à 6 kilomètres. Cependant la marche s'opérait lentement. Cette lenteur tenait à ce qu'on avait désobéi à l'ordre

1. Carnet d'Anger.

formel du maréchal de grouper les convois au Ban-Saint-Martin, en attendant qu'on les mît en mouvement. Trompant la vigilance du vaguemestre général et des vaguemestres des corps d'armée et des divisions, beaucoup de conducteurs, trop impatients pour attendre leur tour de marche, s'étaient subrepticement engagés sur la route en profitant des intervalles qui se produisaient dans les colonnes[1].

Les conducteurs des voitures auxiliaires, fournies par réquisitions sur le pays, contribuaient particulièrement à cet immense désordre; elles portaient peu de chose et tenaient beaucoup de place. Dans son dépit d'être ainsi retardé, Bazaine ordonna leur licenciement. Cette mesure inquiéta l'Intendant général, Préval. Il fit observer que licencier le convoi auxiliaire, c'était s'exposer à manquer de vivres : si les voitures auxiliaires portaient peu de chose, elles portaient cependant quelque chose; il était de toute impossibilité de faire faire des distributions sur place, comme l'ordre du licenciement le prescrivait, les troupes ayant dépassé les convois. Quant à ceux-ci, engagés déjà dans le défilé qui va de Moulins à Gravelotte, les faire retourner en arrière, c'était augmenter encore le désordre. Aussi l'intendant demanda-t-il avant d'obéir qu'il lui fût délivré un ordre écrit.

Bazaine le donna, en enjoignant de faire décharger les voitures de la réserve générale et au

1. JARRAS, *Souvenirs*.

besoin de les faire jeter dans les fossés si les conducteurs étaient récalcitrants. Il eût voulu faire rétrograder également les convois du grand quartier général, des réserves de cavalerie et du 2e corps d'armée, mais ces impedimenta étaient déjà arrivés à Gravelotte. Il hâtait ainsi de son mieux ce mouvement qu'on l'a tant accusé d'avoir sciemment retardé. Il se dirigea vers Gravelotte en longeant les colonnes de la Garde. Il rencontra Deligny et lui prescrivit de s'arrêter avec sa division et deux batteries d'artillerie au Point du Jour afin d'aider au besoin le régiment laissé à Longeville et d'assurer l'écoulement des colonnes.

En arrivant à Gravelotte, entre cinq et six heures, il trouva l'Empereur se promenant devant son quartier; il lui souhaita sa fête en lui offrant un petit bouquet cueilli dans le jardin de son logement. L'Empereur le remercia et lui demanda : « Faut-il partir? » Bazaine surpris répondit qu'il ne savait rien de ce qui se passait en avant, et engagea Sa Majesté à attendre. Cette réponse parut plaire. Se tournant vers les officiers de sa maison, l'Empereur dit de manière à être entendu de tous : « Messieurs, nous restons, mais que les bagages demeurent chargés. »

Les troupes tristes et abattues continuaient à défiler sur la route devant l'auberge sans pousser un vivat. A la vue des livrées reluisantes et des fourgons attelés de la maison impériale, elles échangeaient des quolibets désobligeants. L'Empereur avait perdu toute autorité morale sur l'armée; il n'était que temps qu'il s'éloignât. Il n'y avait

pas à Gravelotte de place pour les chevaux; Bazaine s'installa dans la maison de poste, située à un kilomètre du village, où il y avait de larges écuries. Il maintint l'état-major près du quartier impérial afin que l'Empereur pût connaître sans perdre un moment les dépêches ou avis.

Le plan adopté par Bazaine, approuvé par l'Empereur et notifié de Longeville par Jarras aux commandants de corps d'armée, s'adaptait à l'incertain des circonstances. On était dans une nuit obscure. On ignorait où était l'ennemi et on le supposait gravitant autour de nous, prêt à nous assaillir en nombre très supérieur. Mais d'où viendrait-il? Est-ce de Briey? Est-ce de la Moselle par Ars et Gorze? Essayerait-il de s'interposer entre Metz et nous et de nous couper de la place? Viendrait-il de la Meuse? Aujourd'hui, les cartes sous les yeux, nous savons à quoi nous en tenir. A ce moment il était impossible de discerner quelle serait la marche adoptée par les Allemands. Toutes étaient également à prévoir. Que faire dans une telle situation? Bazaine savait que nos premiers revers tenaient à une dissémination insensée de nos forces. Selon le précepte de Napoléon, qui a tant recommandé l'action par grandes masses, il concentra ses corps d'armée en deux groupes : l'un sur la route de Mars-la-Tour, l'autre sur celle de Conflans, pouvant à tout instant se réunir, former un tout. Deux divisions de cavalerie, Forton et du Barail, jetées en avant, les couvriraient et donne-

raient l'alerte en indiquant de quel côté il faudrait se concentrer. D'après cet ordre de marche, l'armée était prête à se former sur deux lignes par un à gauche ou un à droite selon le flanc sur lequel l'attaque aurait eu lieu, enfin par un en avant en bataille si on avait eu une attaque de front à repousser. Cette concentration défensive dans un mouvement en avant parait à toutes les éventualités. Elle permettait de recevoir l'attaque invraisemblable, quoique très redoutée par l'état-major, du côté de Briey, celle peu probable aussi, en face, du côté de la Meuse, et elle était d'une efficacité sûre contre le mouvement presque certain d'une poussée des Prussiens montant de la Moselle.

En possession des crêtes de Mars-la-Tour, de Tronville, de Vionville et de Rezonville, nous maîtrisions tous les débouchés abrupts, véritables couloirs dans lesquels les Prussiens, venus de la Moselle, étaient obligés de s'engager, et dans lesquels leur artillerie pouvait difficilement se déployer. Nous les tenions en quelque sorte à bout de fusil. « Les habiles dispositions du maréchal Bazaine », a dit Ladmirault.

Si bien conçu que soit un plan, son succès est subordonné à l'obéissance rigoureuse et à l'intelligence avec lesquelles il sera exécuté. Toutes ces combinaisons de Bazaine seront déjouées si, le 16 août au matin, ne se trouvent pas sur le plateau, à la place qui leur a été assignée, tous les corps d'armée : si le 2e corps (Frossard) n'est pas à Mars-la-Tour, si le 6e

(Canrobert) n'est pas sur son aile droite, si la Garde n'est pas à Gravelotte, si le 4e (Ladmirault) n'est pas à Doncourt, si le 3e (Le Bœuf) n'est pas en réserve à Saint-Marcel. Or, c'est précisément ce qui va advenir. De toutes parts vont éclater la désobéissance, la négligence ou l'inintelligence.

## XII

A l'aile gauche, dans la soirée du 15 août, la cavalerie accomplit mal sa mission. Son chef, le général Forton, autrefois très brillant officier, était alors fatigué et ne pouvait aller qu'au pas comme bien d'autres chefs de l'armée. Il se heurte aux avant-postes disséminés de la division de cavalerie Rheinbaben; il s'effare, engage inutilement un combat d'artillerie. Au bruit du canon deux régiments de Valabrègue et trois de du Barail viennent le renforcer : il dispose de neuf régiments, soit 5 000 cavaliers. Mettez un Lassalle ou un Murat à sa place, il eût fondu sur un ennemi sans consistance, l'eût culbuté, poursuivi; sa charge à fond de train eût été soutenue par la division Bataille échelonnée en arrière et qui venait vers lui. Mais il ne s'avance pas, il ne tient même pas bon, il abandonne la position défensive de Mars-la-Tour, d'où il pouvait s'éclairer au loin, recule sur Vionville et compromet tout le dispositif de surveillance qu'il devait assurer. Du Barail, qui était accouru au

canon, voyant son camarade se retirer, s'était jugé trop en l'air et s'était éloigné, et Bataille s'arrête dans les bas-fonds de Vionville.

Frossard, quand Forton se présenta à lui à Vionville, aurait dû lui dire: « Faites donc votre métier! je veux savoir ce qu'il y a devant moi et à ma gauche; retournez d'où vous venez, je suis derrière vous, prêt à vous soutenir et à vous suivre; ce n'est qu'à Mars-la-Tour que nous devons nous arrêter. » Au contraire, il se résigna à la reculade et, quoique ses troupes, nullement fatiguées, fussent en état d'aller jusqu'à Mars-la-Tour, but fixé à son étape, il prit lui-même son quartier de nuit à Rezonville.

Il y est à peine installé qu'un avis du maire de Gorze lui apprend que les Prussiens sont chez lui. Il ne voit rien du terrain qu'il est chargé d'observer et il sent le péril où le laisse la reculade de la cavalerie. Il se hâte d'y suppléer et prescrit au général Bataille de quitter le campement à peine établi à l'est de Vionville et de se reporter sur la crête de la hauteur dite de la Vierge. De là il apercevra Tronville au pied de ce versant, un peu plus loin Puxieux et le chemin de Chambley; aucune troupe ennemie ne s'avancera que sous son regard et cette position sera une forteresse dont on ne le délogera pas. Bataille, excédé de ses allées et venues, refuse de remuer : « Je viens d'abattre les tentes et de les redresser; vous voulez que je les abatte encore et que je me reporte à 600 mètres et peut-être recommencer après à aller ailleurs ? Mes soldats n'en peuvent plus.

J'irai demain matin et j'y serai avant l'ennemi. »

Ainsi, par des manquements inexcusables à l'obéissance et aux règles primordiales du métier, l'ordre essentiel d'occuper Mars-la-Tour dans la soirée du 15 ne fut pas exécuté et la porte que Bazaine avait voulu fermer sur l'irruption allemande resta ouverte.

A l'aile droite Ladmirault n'était pas non plus un fidèle exécuteur de la volonté de son généralissime. Il avait repris le passage de la Moselle dans la nuit du 14 août à une heure; son arrière-garde passa le 15 à dix heures, et, à onze heures, la rive droite était complètement évacuée. Mais arrivé là, il s'arrête et fait demander au maréchal, par son aide de camp La Tour du Pin, de faire séjour. Bazaine refuse et, afin que ce refus parvienne sûrement au général autrement que par La Tour du Pin, il appelle un officier d'état-major, le commandant Vanson, et le charge encore de porter sans retard l'ordre d'exécuter les reconnaissances des chemins qu'il avait déjà, dans la matinée, prescrites par le commandant La Veuve. Ladmirault écrit au Maréchal : « Conformément aux ordres de Votre Excellence, je vais mettre en route les troupes du 4e corps pour les diriger sur Doncourt-en-Jarnisy. Je suis loin d'avoir rallié tous les hommes des régiments; mais ils arrivent successivement et je regarde comme complète la 3e division (Lorencez), qui, ce matin à dix heures, est arrivée la première au bivouac[1]. Je fais remplacer les munitions, sur-

1. Annotation de Le Bœuf : — « Comment se fait-il que la

tout celles des batteries d'artillerie, qui, hier 14, ont pris une part très active au combat qui s'est livré sur le plateau de Saint-Julien. Je lui fais distribuer les vivres dont elle a besoin et enfin je compte la mettre en route à deux heures. Le reste des troupes du 4e corps suivra cette division à de très courts intervalles, mais de manière à empêcher les encombrements. Enfin demain, *dans la matinée, j'espère que tout le 4e corps sera réuni à Doncourt-en-Jarnisy.* »

Il met en effet la division Lorencez en marche (3 heures) mais comment? Ladmirault n'avait pas reçu de Bazaine une direction écrite ou orale explicite de passer par Lorry, mais itérativement il lui avait été recommandé de ne pas emprunter la route de Briey et d'en reconnaître une en dehors de celle de Gravelotte, réservée aux 2e et 6e corps d'armée, à la Garde et à la réserve générale, et du chemin de Lessy indiqué au 3e corps d'armée. Sans doute il eût mieux valu que le chef de l'état-major général substituât à la formule vague : « une route à reconnaître », celle précise : la route reconnue de Lorry. Ce n'était pas au maréchal Bazaine qu'incombait ce soin. Il a répondu justement au duc d'Aumale : « On donne des indications aux généraux, mais il faut qu'ils prennent sur eux les détails[1]. » Cet axiome est incontestable. Le général en chef a accompli son devoir dès qu'il a nettement

division Lorencez, qui a été la première prête, ne soit pas arrivée sur le terrain le 16? »

1. Audience du 13 octobre.

indiqué le but. Il appartient aux chefs des corps d'armée d'employer leurs états-majors à découvrir les moyens de l'atteindre. Jarras a commenté fort bien la réponse de son chef : « Quand on est à la tête d'un état-major général, et lorsqu'il y a, à côté des commandants de corps d'armée, d'autres états-majors généraux, il est impossible d'entrer dans des détails aussi grands que ces derniers peuvent le faire. C'étaient les états-majors particuliers des corps d'armée qui devaient faire reconnaître les routes[1]. »

La reconnaissance des routes, si souvent recommandée, n'offrait aucune difficulté. Du Sansonnet, où était son quartier général, Ladmirault pouvait voir le chemin de Lorry, que le premier paysan lui eût indiqué, que quelques-uns de ses officiers connaissaient et que son état-major eût pu atteindre en un temps de galop. Ni le général, ni l'état-major ne virent ce qui éclatait à la vue de tous et ne parurent avoir entendu et retenu l'injonction de reconnaître les routes, apportée par deux officiers de l'état-major général.

Cette négligence n'est pas surprenante, car l'état-major du 4e corps d'armée présentait le spectacle de la plus incroyable anarchie. Bazaine, quoique n'étant pas en confiance avec Jarras, lui parlait; Ladmirault n'adressait même pas la parole à son chef d'état-major, Osmont, et s'en débarrassait en l'envoyant au loin diriger ses

1. Déposition au Conseil d'enquête militaire du 17 février 1872.

convois et remplir l'office d'un prévôt de gendarmerie. Quand il voulait le charger de transmettre un ordre, sans même tourner le visage vers lui, il l'exprimait tout haut comme s'il parlait à la cantonnade, et Osmont, sans le regarder davantage, recueillait l'ordre à la volée et le transmettait tant bien que mal. Le dévouement des deux aides de camp, officiers d'élite, le commandant Pesne et le capitaine de La Tour du Pin, n'était pas suffisant à remplacer cet état-major baroque.

Par cette raison ou par toute autre, la route à reconnaître ne fut pas reconnue et Ladmirault engagea sur le chemin de Lessy, réservé au 3e corps d'armée, sa colonne de bagages, un équipage de ponts et la division Lorencez[1]. La confusion s'accrut. Lorencez parvint cependant à trouver une traverse qui le mena à grand'peine sur le bon chemin de Lorry. Par une malchance le capitaine de la Tour du Pin, passant par là à son retour du quartier général, l'en détourna et le remit dans la route déjà encombrée de Lessy. Alors le désordre devint inextricable. C'est en se glissant à travers les voitures que Lorencez arriva à neuf heures du soir à Lessy, ses bagages étant encore à la Maison Neuve. Il était donc certain qu'il ne se trouverait pas le 16 au matin à Doncourt.

1. « *Président :* Quant à la route de Woippy-Briey vous ne l'avez indiquée à personne ? — *Bazaine :* Non, mais le général Ladmirault l'a prise et il a bien fait. » (Audience du 13 octobre.)

Grenier et Cissey y seraient-ils davantage? Non, si on les lançait encore sur la route de Lessy après Lorencez. Ladmirault n'eut pas cette idée folle, mais il n'eut pas non plus l'idée raisonnable de chercher la route de Lorry, qui était à ses pieds. « On ne me l'a pas signalée », a-t-il dit. C'était à lui de la découvrir. Malgré la défense de Bazaine il résolut de gagner Doncourt par la route de Briey-Woippy-Saint-Privat. Cette désobéissance n'eut aucune conséquence funeste, puisque la route de Briey, qu'on représentait comme infestée par des troupes ennemis, était libre. Il n'en fut pas de même d'une autre faute contre la discipline, qu'un vrai chef d'armée eût réprimée avec la dernière rigueur[1] et dont les conséquences furent déplorables. « Mes autres divisions, avait écrit Ladmirault à Bazaine, vont suivre. » Et malgré cette promesse il ordonna aux divisions Cissey et Grenier de ne remuer que le lendemain parce qu'elles étaient fatiguées! Il va donc les laisser dormir en paix où elles sont? Pas du tout. Il fait abattre les tentes, rectifier les emplacements, mesures si intempestives qu'elles soulèvent des murmures. Il fait piétiner inutilement ses hommes, il ne les pousse pas en avant, et les divisions de Cissey et de Grenier, pas plus que la division Lorencez, ne seront au rendez-vous le 16 au matin à Doncourt.

« Si le général Ladmirault, dit le général Bonnal, s'était décidé vers six heures du soir

1. Général Bonnal, *La Manœuvre de Saint-Privat*, t. II, p. 82.

le 15 à employer le lendemain matin la route de Woippy-Saint-Privat pour amener le gros de son corps d'armée à Doncourt, *pourquoi n'a-t-il pas commencé le mouvement le soir même de façon à réunir la majorité de ses troupes auprès de Saint-Privat avant minuit? En opérant ainsi, le général de Ladmirault retardait peu le mouvement général, et quant aux fatigues de la marche le 15 au soir, elles n'eussent pas été plus grandes que celles qu'a supportées le 3e corps, lequel a pu atteindre avant onze heures du soir Verneville et ses environs avec deux divisions d'infanterie*[1]. »

« Ainsi tout le corps, sauf Lorencez, a constaté le colonel Picard, s'attarda jusqu'au lendemain matin dans la vallée de la Moselle, quand les chemins de Lorry et de Saulny, complètement libres, lui eussent permis de gagner le 15 Amanvillers et Saint-Privat, et de se rabattre dans la soirée sur Doncourt suivant les instructions du maréchal Bazaine[2]. »

Pas plus à son aile droite qu'à son aile gauche le maréchal n'était obéi. S'il l'avait été, nos corps d'armée se fussent trouvés le matin du 16 août en position sur le front de Rézonville-Saint-Privat. Le 16 au matin, Frossard n'est pas à Mars-la-Tour, Ladmirault n'est pas à Doncourt, Le Bœuf n'a que deux divisions sur le plateau, Bataille n'occupe pas la colline de la Vierge, et l'instrument sur lequel comptait le maréchal n'est qu'à moitié formé.

Bazaine n'avait appris l'arrêt de Frossard à Rezonville que dans la soirée du 15 à huit heures par un officier de Du Barail, puis à minuit par des rapports de Forton et de Frossard. Mais il ignorait les agissements de Ladmirault et ceux de Le Bœuf. Ses instructions pour le lendemain n'eurent pas la précision qu'elles auraient pu avoir si tous ses chefs lui avaient fait savoir qu'ils étaient là. Ce sont des instructions d'attente : il prescrit de faire manger la soupe aux hommes le lendemain matin à quatre heures et de les tenir prêts à partir à 4 h. 40, les chevaux étant sellés, mais ne devant être bridés qu'au départ.

A la fin de la nuit l'intendant général Wolff, envoyé par l'Empereur, était venu lui demander quelle direction allait suivre l'armée. Il répondit que cette direction serait fixée dès qu'on aurait connu les intentions de l'ennemi, signalé sur notre flanc gauche. « Si j'avais tout mon monde réuni, je serais disposé à me jeter sur lui pour le refouler à Pont-à-Mousson. Dans le cas contraire, nous devons aller sur Verdun, qui deviendra notre nouvelle base d'opérations, restant prêts à donner la main à Metz au besoin. »

## XIII

A la première heure un officier lui apporte la nouvelle que l'Empereur l'attend. Il accourt, trouve l'Empereur, le prince impérial et le prince Napoléon dans une calèche à quatre chevaux

attelée à la daumont et conduite par des artilleurs. Il s'approche, s'incline vers l'Empereur et lui demande respectueusement ses ordres. L'Empereur lui dit : « Je me décide à partir pour Verdun et Châlons ; mettez-vous en route dès que vous pourrez dans cette direction. Vous avez là trois millions de rations. La gendarmerie a quitté Briey par suite de l'arrivée des Prussiens. L'Autriche peut encore entrer en ligne ; ne faites rien d'irrémédiable. »

L'Empereur parti, Bazaine se rendit au quartier général où devaient être arrivées les dernières nouvelles des divers corps d'armée et les reconnaissances envoyées pour pénétrer les intentions de l'ennemi. Frossard et Canrobert lui avaient indiqué qu'ils avaient devant eux 30 000 hommes de troupes et s'attendaient à être attaqués. Il s'agissait de savoir ce que valait cette nouvelle. Parmi les dépêches reçues s'en trouvait une du maréchal Le Bœuf : « Verneville, onze heures du soir. — J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence qu'à l'heure où j'écris, je n'ai encore d'arrivé et campé autour de moi que les divisions Montaudon et Castagny avec leurs batteries divisionnaires, et, en sus de cela, mes huit batteries de réserve et le parc. L'itinéraire qui m'avait été indiqué, franchissant par un chemin étroit des ravines nombreuses, de Plappeville jusqu'à Châtel-Saint-Germain, les voitures régimentaires, toujours trop chargées, ne pouvaient franchir les pentes et arrêtaient les colonnes ; telles sont les causes de retard de mes deux

autres divisions et de la cavalerie. Je donne des ordres pour que l'on se conforme autant que possible aux ordres de Votre Excellence, en ce qui concerne l'heure de la soupe et celle à laquelle on doit se tenir prêt à partir. Mais, si l'on doit combattre, il serait vivement à désirer que mon corps d'armée fût réuni avant de s'ébranler. Votre Excellence n'ignore pas que le 4e corps tout entier, qui devait me précéder, n'a pas fait de mouvement hier et qu'il est encore, à l'heure où j'écris, sous ou même dans Metz. Dans ces conditions de dispersion, Votre Excellence appréciera s'il ne serait pas plus utile d'attendre l'ennemi plutôt que d'aller à lui jusqu'au moment où tout le 3e corps sera réuni. Je préviendrai Votre Excellence au fur et à mesure de l'arrivée de mes autres troupes. Il existe naturellement en ce moment une grande trouée entre ma gauche et la droite du 6e corps. La route de Gravelotte à Mars-la-Tour n'est couverte que par l'artillerie. — P.-S. Mon quartier général est à Bagneux, à 3 kilomètres environ en avant de Gravelotte[1]. »

Bazaine répondit à Le Bœuf, 16 août, cinq heures quinze du matin : « D'après les considérations exposées dans votre lettre de ce matin, je suspends jusqu'à cet après-midi la marche de l'armée. Veuillez envoyer *les ordres les plus impératifs pour que les divisions en retard vous rallient et sermonnez les commandants des divisions*

1. Bazaine n'a pas communiqué cette lettre à l'Empereur parce qu'elle ne lui a été rendue qu'après le départ de Napoléon III.

*en retard*, principalement le général de Clérembault dont la division était encore sous Metz cette nuit. — L'intendant général Wolff qui revient de la ligne du Nord par Longuyon affirme qu'il n'y a pas un seul ennemi sur notre droite; il n'y aurait qu'un parti de 200 uhlans devant vous sur la route d'Étain. Le général du Barail les a pourchassés hier, et leur a fait sept prisonniers. Le danger pour nous est du côté de Gorze, sur la gauche des 6e et 2e corps. Faites donc reconnaître tous les chemins que vous auriez à suivre pour venir vous mettre en seconde ligne derrière les 2e et 6e corps dans le cas d'un combat aujourd'hui. *C'est, du reste, une précaution que vous devez toujours observer pendant votre marche sur Verdun.* Vous devez également envoyer sur votre flanc gauche, pour vous tenir en communication avec nous, des détachements de la cavalerie légère. »

Ce retard regrettable était obligé. Napoléon Ier l'a dit : « On ne doit pas livrer de bataille avant d'avoir réuni toutes ses forces, car la victoire dépend souvent d'un seul bataillon. » Et ce n'était pas un seul bataillon qui manquait, c'était tout un corps d'armée et la moitié d'un autre.

## XIV

Une brigade de cavalerie de la Garde accompagna l'Empereur jusqu'à Conflans. Là, le général du Barail fut mandé. Le malheureux souverain était dans sa voiture, frileux, enveloppé d'un

manteau de cavalier, très bas. Après les salutations : « Pajol vous dira ce que je désire », dit-il d'une voix éteinte. Pajol dit au général que la cavalerie d'escorte était trop lourde, qu'il désirait des troupes plus légères et qu'il demandait deux régiments de ses chasseurs. Quoique cette réquisition fût anormale, puisque l'Empereur n'avait plus le commandement, du Barail y obtempéra, et donna la brigade Margueritte. Il retint les deux régiments de la Garde. Avant de se mettre en route on dut laisser encore défiler tous les impedimenta du quartier impérial. « Il y avait là des voitures de toutes formes qui portaient les bagages et les services impériaux et ceux de tout le personnel civil très nombreux; c'était un petit monde où se voyaient jusqu'à des marmitons en vestes blanches sur les toits des fourgons, et tout cela allait très lentement[1]. » Ce ne fut que vers sept heures du matin que du Barail put quitter son bivouac. Le triste cortège arriva à Étain à dix heures et demie, traversant des populations inquiètes. On signalait dans les bois voisins des régiments de cavalerie prussienne avec de l'artillerie. A midi l'Empereur partit pour Verdun.

Ce départ de l'Empereur causa une satisfaction non dissimulée dans l'état-major. La présence au quartier général d'un souverain qu'il faut garder entouré d'une certaine représentation, consulter, protéger, est une gêne perma-

1. Du Barail, *Souvenirs.*

nente, quand ce souverain n'est pas le commandant effectif imposant à tous sa volonté. Napoléon le disait un jour à Rœderer : « C'est peut-être un mal que je commande à l'armée, mais c'est mon épreuve. » Les princes ne devraient peut-être jamais commander les armées. C'est une question. Quelques-uns se sont demandé si un souverain ne devait pas s'interdire absolument ce commandement. Montluc tranche, à propos de Pavie, la question par une ironie : « Cela fit voir, dit-il, combien il importe à un roi de se trouver lui-même à la bataille, vu que bien souvent sa prise mène après soi la perte de son état[1]. » Ce qui n'est pas une question, c'est que lorsqu'ils ne savent pas les commander ils ne doivent pas y rester. A Fontenoy le roi avait assisté à la bataille, mais en donnant le commandement de son armée à Maurice de Saxe et en disant : « J'entends que tout le monde vous obéisse et je suis ici pour toute responsabilité des malheurs arrivés devant moi. » La nécessité de veiller à sa sécurité, si l'armée était tournée, coupée, obligée de se faire jour, pouvait aussi amener ou aggraver ces malheurs[2]. Aussi Napoléon n'hésitait-il pas sur la conduite à tenir : après le passage du Niemen, il disait à Balachoff, l'envoyé d'Alexandre : « Un souverain ne doit être à l'armée que lorsqu'il est général. Quand il ne l'est pas, il doit s'éloigner et laisser agir en liberté un général responsable, au lieu de se

1. Marmont, *Gouvion-Saint Cyr*.
2. Jomini, *Art de la guerre*, chap. II, art. 14.

mettre à côté de lui pour le contrarier et assumer toute la responsabilité sur sa tête[1]. » Bazaine seul ne fut pas content. De ce jour il cessait d'être couvert et il avait à porter seul la responsabilité plus lourde des événements[2].

## XV

On a parlé des hésitations de notre commandement. Dans l'armée allemande, ce fut bien pis. Les journées du 14 et du 15 août ne sont qu'ordres, contre-ordres se croisant, se contredisant, s'annulant. Moltke avait d'abord songé à accorder à son armée une journée de repos, mais il crut à l'imminence d'une attaque de notre part et il la tint en haleine. Il n'arrivait pas à se rendre compte de quel côté viendrait cette attaque ; il suspendit ses décisions aux nôtres. Par moment il croyait que nous opérerions par la rive droite et immobilisait de ce côté cinq corps d'armée et quatre divisions de cavalerie ; ou bien il nous supposait en marche sur Verdun, et il prescrivait le passage de la Moselle. Chacun était impatient

1. Thiers, t. XIV, p. 16.

2. Le maréchal à la maréchale, 15 août 1870. — « J'ai été fortement contusionné à l'épaule gauche par un éclat d'obus qui a brisé mon épaulette et la douleur est assez vive, mais j'espère que ce ne sera rien. L'Empereur aurait l'intention de quitter l'armée. Je le regretterais parce que la responsabilité deviendrait trop lourde, d'autant plus que tout ce qui a été fait jusqu'ici a eu lieu en dehors de moi, qui n'ai été consulté que pour la forme. »

d'agir, personne ne savait si ce serait à droite ou à gauche.

Alvensleben, commandant du III$^{e}$ corps, aperçoit le premier la réalité. Il était couché, souffrant; à la nouvelle de la bataille de Borny, il se lève et dit : « Marchons! » Il a deviné que les Français n'opéreront pas leur mouvement par la rive droite de la Moselle, qu'ils ont dû franchir le fleuve et s'élever sur le plateau de la rive gauche, mais que ce mouvement ne doit pas être achevé : traverser le canal, le fleuve, les rues étroites de Metz, gravir les hauteurs demandait du temps, et en agissant rapidement on avait chance de les devancer, de les refouler vers Metz. Avant toute instruction il prend sur lui de rapprocher ses troupes de la rivière. A six heures trente du matin, le 15, il rend compte à Frédéric-Charles de son initiative. Le prince est frappé de ses arguments, mais, moins résolu, il n'ose sortir de l'immobilité prescrite par le roi et, à neuf heures et demie, il renouvelle l'ordre de faire halte. Alvensleben n'en continue pas moins à avancer. Frédéric-Charles lui-même, sur de nouveaux rapports, se décide vers midi à adopter l'avis de son lieutenant et demande au roi l'autorisation de franchir la Moselle.

Après une visite du roi sur le champ de bataille de Borny, on avait enfin, au quartier général, vu ce qu'Alvensleben avait aperçu, que les Français se retiraient sur la rive gauche, et qu'il fallait combiner un large mouvement enveloppant jusqu'au delà de la Meuse avec une

attaque immédiate sur la route de Metz à Verdun. On accorde donc au prince l'autorisation de marcher; on remet à sa disposition les III$^{e}$, IX$^{e}$, XII$^{e}$ corps qu'on lui avait retirés et le prince permet à Alvensleben de passer la Moselle.

Mais tout en admettant l'urgence de gagner la route de Verdun, convaincu qu'il n'y trouvera plus que l'arrière-garde des Français et que le gros de leurs forces, ayant déjà passé Mars-la-Tour, sera en marche vers la Meuse, le prince juge que c'est vers les défilés de cette rivière et non sur la route de Verdun qu'il convient de se concentrer. Dans son ordre du jour du 15 août au soir, il dirige sur la route de Verdun le III$^{e}$ corps qui devra gagner, par Novéant et Gorze, Mars-la-Tour et Vionville. La 6$^{e}$ division de cavalerie, passant par Thiaucourt, le précédera. Le reste de la II$^{e}$ armée est éparpillé de manière à utiliser toutes les voies qui mènent à la Meuse.

Alvensleben franchit la Moselle à une heure avancée de la nuit (15-16 août) et se met immédiatement (2 h. du matin) en mesure de gagner la route de Mars-la-Tour. Nous y trouvera-t-il encore à cinq heures? Serons-nous en avant ou en deçà? Serons-nous en masse ou ne serons-nous qu'une arrière-garde en retraite? Il l'ignore, car si nous ne sommes pas renseignés sur les mouvements des Prussiens, eux ne le sont pas davantage sur les nôtres. Il ira voir lui-même. Il n'attend pas que son généralissime lui indique les routes par lesquelles il doit passer, il sait les trouver tout seul. Au milieu

d'une foule de sentiers et de chemins, il en est deux praticables : l'un qui passe par Gorze et arrive sur Vionville, l'autre qui, par Les Baraques, va directement sur Mars-la-Tour. Il engage (7 h. 1/2) la 5e division, Stülpnagel, sur la route de Vionville et lui-même, à la tête de la 6e division, Buddenbrock, suivie de l'artillerie de corps, se dirige vers Mars-la-Tour. Les deux colonnes, séparées par quelques kilomètres, ne peuvent se soutenir instantanément, mais la configuration du terrain boisé est favorable à une marche dérobée. Alvensleben recommande expressément à la division Buddenbrock de ne pas se montrer avant que la division de cavalerie Mecklembourg ait atteint le plateau et puisse entrer en action. Il se croyait sûr de nous surprendre. Mais une intervention imprévue déconcerte ses calculs. Le commandant du Xe corps, Voigts-Rhetz, avait prescrit, sans l'avertir, à la division de cavalerie Rheinbaben de saisir toutes les occasions d'aborder l'ennemi, et Rheinbaben s'y était décidé à la nouvelle de l'approche d'Alvensleben. Les trois brigades de sa division, Redern, Bredow, Barby, ouvrirent le feu de leur artillerie sur la brigade Murat (9 h. 15).

Cette attaque était téméraire. Les batteries prussiennes, encadrées à leurs ailes par trois régiments de cavalerie seulement, ne la pouvaient soutenir. Il eût suffi à ce moment que Forton se lançât au galop sur la tête de la colonne prussienne : il l'eût rejetée en désordre dans les bois. Mais Forton était, comme tout le corps d'armée

de Frossard, dans une parfaite quiétude. Des renseignements contradictoires de nos reconnaissances résultait le sentiment que l'ennemi n'était pas là en forces, et Forton croyait n'avoir personne devant lui. Quoiqu'il lui eût été recommandé de tenir ses chevaux harnachés, il les avait fait desseller, conduire à l'abreuvoir par les hommes en bras de chemise, et lui-même déjeunait tranquillement. La canonnade prussienne produit une véritable panique : les chevaux sans cavaliers balayent tout, passent à travers les tentes, les culbutent; ils se heurtent aux bagages de la division, ils s'accumulent sans pouvoir passer et deviennent par leur masse le point de mire de l'artillerie prussienne qui redouble son feu dans le tas.

La débandade est accrue par l'arrivée de la division de cavalerie Mecklembourg, retardée par les difficultés de la traversée de la Moselle. Elle criblait à son tour le corps d'armée de Frossard du haut d'un mamelon sur le chemin de Flavigny à Gorze. Rheinbaben avait là l'occasion merveilleuse d'une mémorable victoire de cavalerie plus facile encore que celle que venait de laisser échapper Forton. Le chef allemand ne se montra pas plus audacieux que le chef français. Il nous donne le temps de nous ressaisir, il ne nous enlève pas et ne pousse pas ses avantages à fond.

Nos troupes débandées se retrouvent bientôt; le sang-froid des officiers, la ferme attitude de quelques fractions ont rétabli l'ordre. L'infanterie de Vergé, de Bataille rejoint ses faisceaux et

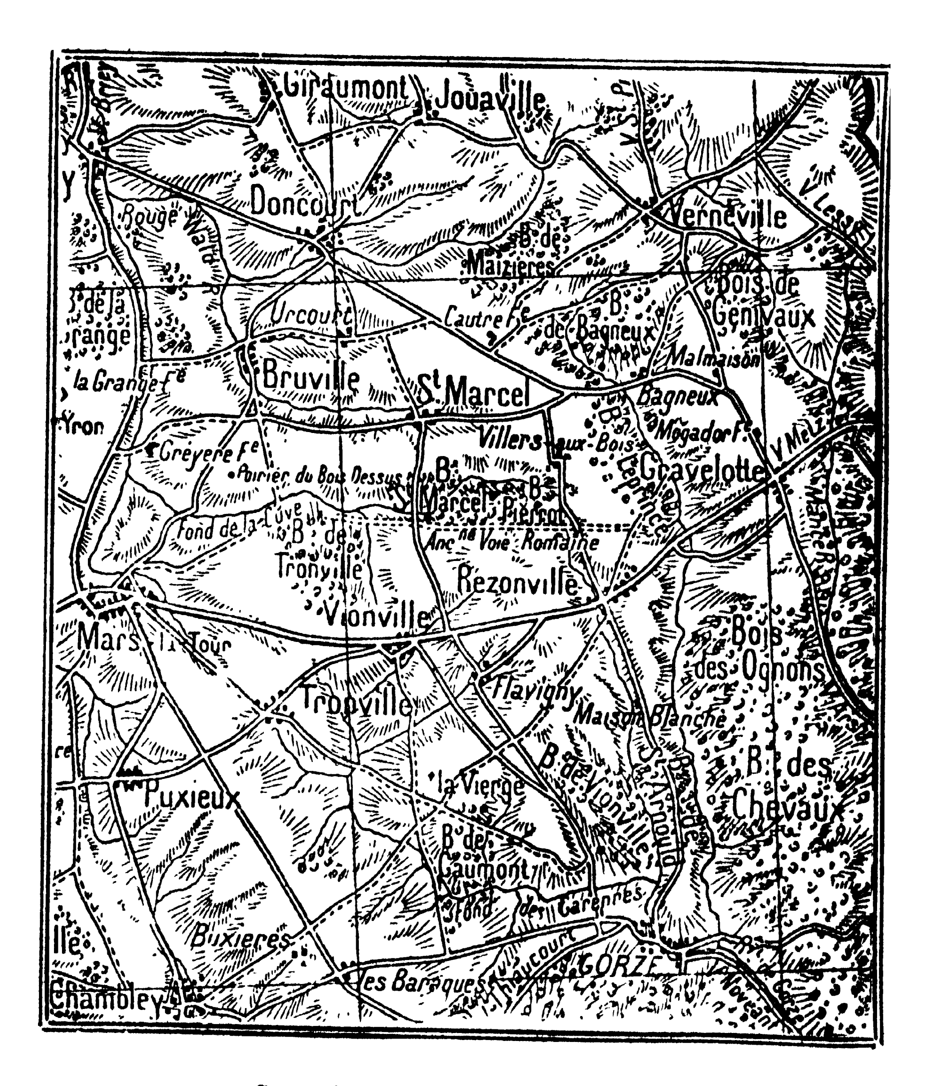
commence une action vigoureuse. La brigade Mangin sonne la charge, bondit, couvre de balles l'artillerie prussienne privée de soutien et lui fait subir de telles pertes en hommes et en chevaux que cinq batteries sur huit sont forcées de se replier. Cette double intervention de la cavalerie allemande n'avait eu que le résultat de nous tirer de notre quiétude et de nous avertir que les Prussiens étaient là. Alvensleben en est désolé. « Ce que les Français, dit-il, n'avaient pu apprendre par leurs patrouilles, ils l'apprenaient par notre sottise. »

Alvensleben, cependant, n'était pas sans avoir profité lui aussi de cet avertissement : il nous avait mis sur nos gardes, mais notre résistance lui avait appris qu'il avait devant lui des forces considérables. Il s'en rend compte encore mieux quand il monte sur ces hauteurs de la Vierge, que Bataille la veille avait refusé d'occuper et d'où il domine tout le plateau. En descendant il rencontre Rheinbaben qui lui dit : « Je ne sais si je suis plus bête que le commun des mortels, mais j'ai toujours prétendu que nous avions en face de nous toute l'armée française ; maintenant j'en suis sûr. — Et moi aussi[1] », répond Alvensleben.

Voilà Alvensleben arrivé à ce moment solennel où un homme de guerre est obligé en quelques minutes d'opter entre deux périls et d'encourir la responsabilité redoutable d'un choix d'où dépendra le salut ou la perte de son

1. Picard, *La Guerre en Lorraine*, t. II, p. 33.

armée. La prudence conseille de ne pas affronter une lutte inégale et de revenir sur la Moselle ; mais se retirer c'est s'infliger à soi-même la défaite ; mieux vaut risquer que l'ennemi vous l'impose, qui sait les hasards qu'amènera la bataille ! La défaite même ne serait pas sans profit ; elle retarderait pour un temps la marche de l'armée française sur Verdun. Le Xe corps voudra-t-il ou pourra-t-il le secourir? Dans tous les cas il le recueillera s'il est obligé de reculer. Fût-il battu il ne sera pas anéanti : « Bazaine pourra me vaincre ; il ne se débarrassera pas de moi. » Il engagera la bataille.




Carte de la bataille de Rezonville.

## CHAPITRE II

### BATAILLE DE REZONVILLE

#### I

Le terrain sur lequel va opérer Alvensleben est un plateau ondulé sur lequel se rencontrent quelques villages compacts aux lisières nettement défensives, Rezonville, Flavigny, Tronville, Mars-la-Tour. Il est traversé par la grand'route de Metz à Verdun et par une ancienne voie romaine, et limité à l'orient par la Mance, à l'occident par l'Yron, cours d'eau généralement à sec. Un autre ruisseau coule de l'est à l'ouest à partir du bois de Saint-Marcel, contourne, dans un ravin profond qu'on appelle le Fond de la Cuve, la croupe de la ferme Gréyère, se dirige vers le Nord parallèlement à l'Yron, traverse Jarny et se jette dans l'Orne. A l'est et au sud-est de vastes massifs de forêts, le bois des Ognons, le bois des Chevaux, le bois de Saint-Arnould, le bois de Vionville, interrompus seulement aux abords de la route de Gravelotte à Metz, s'étendent surtout sur la crête des pentes qui descendent vers la

Moselle. Ces pentes très abruptes, au milieu desquelles se trouve Gorze, sont entrecoupées de ravins et de bois qui rendaient difficile la marche des troupes, mais permettaient de cacher leurs mouvements. Un réseau de parcelles boisées moins considérables court au nord de la grand'-route le long de la voie romaine, bois de Pierrot, de Tronville et de Saint-Marcel. Les seuls abris dont on puisse tirer parti pour le combat sont constitués par les ondulations naturelles du terrain et par les dépressions où sont blottis les villages de Rezonville, Flavigny, Vionville, Mars-la-Tour. De tous les points du plateau, et surtout du sommet des longues lignes de collines qui le sillonnent, la vue s'étend librement en tous sens.

Sur cette position nos divers corps d'armée se développaient en largeur et s'échelonnaient en profondeur. En largeur étaient établis les 2e et 6e corps d'armée; les deux divisions de cavalerie du 2e à Vionville, le reste du corps d'armée, sauf la division Laveaucoupet laissée à Metz, perpendiculairement à la route de Gravelotte, face à Verdun, la droite appuyée à cette route; le 6e corps d'armée au nord de la route, à cheval sur la voie romaine; une division à Saint-Marcel et deux autres rejoignant le 2e corps d'armée, la gauche appuyée à la route. Étaient échelonnés en profondeur la Garde à Gravelotte, derrière le 6e et le 2e corps d'armée; plus au nord, deux divisions du 3e corps d'armée, les seules arrivées sur le plateau à Verneville et Bagneux. La place assignée au 4e corps d'armée (Ladmi-

rault) à notre droite vers Doncourt, restait encore inoccupée.

« La situation des Français, dit Moltke, était formidable[1]. » Elle l'eût été, en effet, si nous avions occupé les hauteurs de la Vierge. Malgré que Frossard manquât d'une division et Le Bœuf de deux, malgré que Ladmirault fût absent, notre supériorité numérique était écrasante : huit divisions françaises et la Garde contre deux divisions allemandes. Le seul corps de Frossard égalait toutes les forces allemandes. Alvensleben ne pouvait évaluer en chiffres son infériorité, mais il n'en doutait pas. Cependant il n'est pas effrayé. Il contre-balancera la disproportion de forces par le poids moral de l'attaque. Il attaquera partout, à outrance, sous toutes les formes, et il nous fera croire que nous avons devant nous, non deux divisions, mais une armée. Cette volonté indomptable d'attaque eût été bientôt brisée malgré sa ténacité épique si la lutte s'était circonscrite entre les deux infanteries. Mais il avait dans son artillerie un instrument d'une puissance supérieure : il en fera le facteur principal de sa volonté. Cette artillerie était telle que cent de ses canons pouvaient contre-balancer l'effet de quatre cents pièces françaises. Le III<sup>e</sup> corps prussien avait donc la certitude qu'en restant groupé sur un terrain favorable, il obtiendrait la supériorité du feu sur l'artillerie qui lui serait opposée directement, celle-ci dût-

1. *Mémoires*, p. 48.

elle comprendre toutes les batteries de l'armée de Lorraine[1].

Alvensleben prescrit à son infanterie de n'aborder l'ennemi qu'après que l'artillerie aura commencé son œuvre. Elle évitera de se présenter en formations en masses aux balles de nos chassepots, elle lancera en avant une ligne très étendue et peu compacte, derrière laquelle elle se couvrira jusqu'à ce qu'elle soit à portée de se servir utilement de ses armes. L'artillerie elle-même ne devra agir qu'en masse en réunissant le plus grand nombre de ses batteries quand le terrain le permettra, ne laissant entre elles que l'espace nécessaire à y établir de l'infanterie de soutien. Alvensleben débute par réparer l'erreur qu'il avait commise quand, croyant n'avoir à faire qu'à notre arrière-garde, il avait séparé ses deux colonnes, et augmenté la distance entre elles en ordonnant à la division Buddenbrock de poursuivre sur Jarny par Mars-la-Tour, afin de couper notre arrière-garde de son gros. Par un mouvement de conversion rapide à droite, il rapproche la division Buddenbrock de la division Stülpnagel et les met l'une et l'autre en mesure de se soutenir.

La lutte s'engage : Stülpnagel contre Lapasset et Vergé; Buddenbrock contre Bataille. La brigade Mangin va occuper Vionville et Flavigny, face au sud; elle est appuyée là par la brigade Fauvart-Bastoul; sa ligne se prolonge vers l'est

1. Général Bonnal, *La Manœuvre de Saint-Privat*, t. II, p. 155.

par les deux brigades Valazé et Jolivet. Canrobert aurait pu alors sans effort s'emparer des bois de Tronville, dont la possession aurait changé tout le caractère de la lutte. Il n'y songea pas. Sur tous ces points le combat s'engage ardemment et à ce premier moment tourne partout à notre avantage. L'infanterie allemande, qui a commencé son feu en se dérobant derrière des abris, en sort aussitôt qu'elle nous voit. Elle arrive à portée de nos canons, de nos mitrailleuses et de nos chassepots. Alors, nos soldats se dégagent de leurs lignes un peu denses de formation et s'élancent ; les mitrailleuses crépitent, les chassepots font fureur; ils abattent non seulement les premières lignes, mais atteignent encore la seconde ligne et les réserves; les Allemands en désordre regagnent leurs abris, laissant le champ de bataille jonché de morts et de blessés.

Mais la physionomie et les péripéties du combat se modifient tout à coup à notre désavantage, du moment que l'artillerie prussienne a installé ses soixante canons en batteries fixes et mobiles sur les hauteurs de la Vierge et de Tronville. La ligne de bataille des Allemands décrivait autour de nous un immense arc de cercle dont les extrémités et le centre étaient protégés par de puissantes batteries reliées entre elles par des batteries mobiles. L'élan impétueux de notre offensive est contenu, repoussé, brisé.

Est-ce parce qu'il a été mal préparé? Nos généraux de ce temps savaient, aussi bien que leurs censeurs systématiques, qu'une attaque

offensive doit se préparer par l'action de l'artillerie, qui concentre ses feux sur la position à enlever et qu'on ne lance l'infanterie que lorsqu'on suppose l'adversaire ébranlé. Vergé et Bataille, les premiers engagés, s'étaient conformés à cette règle. Ils avaient mis leur artillerie en jeu avant de pousser leur infanterie. Mais les batteries prussiennes des hauteurs dirigeaient sur nous un feu convergent très nourri, d'une effrayante précision; nos canons d'une portée moindre ne ripostaient pas avec succès, leurs obus n'atteignaient pas les canons ennemis, leur tir était mal réglé par nos fusées fusantes. Ils furent saccagés, démontés et n'eurent que le temps d'aller chercher en arrière, soit un abri, soit leurs réserves d'approvisionnements. Les fantassins, livrés à eux-mêmes, ne rétrogradent pas; ils mettent en déroute l'infanterie ennemie encore à leur portée. Mais dès qu'ils tentent d'aborder la position, l'artillerie prussienne, concentrant ses feux convergents, les laboure, les écrase, trace dans leurs rangs de longs sillons ensanglantés. Ils s'arrêtent, reculent, les uns se mettent en fuite, les plus braves se couchent par terre, mais les fusées percutantes viennent éclater sur leurs corps. Peu à peu les rangs se vident; ils disparaissent du terrain où d'autres fractions viennent les remplacer, jusqu'à ce qu'elles les imitent. Nos soldats avaient beau être aussi intrépides que soldats le furent jamais, et leurs généraux aussi résolus que l'ont toujours été des généraux français, ils ne pouvaient, pri-

vés du secours de notre artillerie impuissante, arrêter leurs troupes ravagées par des obus qui les atteignaient à plus de 4 kilomètres. Et certainement, si nos troupes, malgré leurs qualités exceptionnelles, n'avaient eu à leur tête des chefs dont aucune épreuve ne fit fléchir le courage, elles auraient été anéanties.

Les Allemands, à la suite de ces reculades non interrompues, vont de l'avant; Mangin ne réussit pas à prendre les hauteurs de la Vierge; la division Lafont de Villiers (de Canrobert), accourue spontanément au secours, tente aussi en vain d'occuper le bois de Tronville. Elle ne parvient qu'à empêcher les occupants de s'étendre au delà. Vionville et Flavigny sont aux ennemis. Bazaine, informé de la mauvaise tournure du combat, quitte son quartier général et galope vers Frossard. En passant, il a un mot pour chacun. L'aspect de son visage impassible et la tranquillité souriante avec laquelle il se meut sous les balles et les obus réconforte les troupes. Il place les bataillons et les batteries, pointe les pièces, excite les tambours à battre plus fort. Le calme de sa parole donne l'impression d'un véritable chef et inspire confiance [1]. « Par la

1. Lettre du général Naquet-Laroque à Émile Ollivier le 28 juillet 1912. « J'étais alors tout jeune lieutenant dans une batterie d'artillerie des voltigeurs de la Garde. Lorsque nous sommes arrivés sur le terrain où la bataille était engagée et sensiblement en arrière du village de Rezonville, le général Bourbaki demande un officier d'artillerie pour aller prendre les ordres du maréchal sur la position à faire occuper par les batteries de la Garde. Je fus désigné pour cette

fermeté de son attitude, dit le recours en grâce de ses juges, il maintient le centre de sa ligne de bataille. » Il ordonne de recommencer les offensives et Flavigny est repris. Il ne se laisse émouvoir ni absorber par les affaissements trop explicables auxquels il essaie de parer. Il ne se réduit pas au rôle d'entraîneur d'un corps d'armée entamé : il se souvient que généralissime il doit pourvoir également à la direction de toutes les fractions et de l'ensemble.

Devant lui est un rideau de forces allemandes que la configuration du terrain couvert de bois et les attaques audacieuses d'Alvensleben permettaient de croire considérables. Il les croit telles. Il n'espère pas mettre en déroute ces forces

mission. Le maréchal se trouvait alors tout à fait sur la ligne de feu ; la bataille battait son plein. Je partis immédiatement au galop pour rejoindre son état-major. Au moment où j'arrivais près de lui, le maréchal causait avec un officier général et lui indiquait avec un calme et une précision qui m'ont vivement frappé la disposition des diverses troupes sur la ligne de bataille. Il m'a produit cette impression d'un véritable chef, connaissant parfaitement l'emplacement de tous les éléments dont il disposait, sachant l'utilisation qu'il en ferait et semblant n'avoir aucune préoccupation sur l'issue de la journée... — Après avoir reçu du chef d'état-major les instructions que j'avais à transmettre au général Bourbaki de la part du maréchal, je rejoignis ce dernier et rendis compte de ma mission. — Notre artillerie fut engagée peu de temps après. Pour mon compte, après ce que j'avais vu et entendu, je ne doutais pas un seul instant du résultat de la journée. Et, du reste, le soir du 16, tout comme mes camarades, j'étais convaincu que nous avions été victorieux et que nous allions marcher de l'avant dans la direction de Verdun. »

accumulées. Il se contentera de maîtriser leur audace et de les empêcher de prendre possession du plateau sur lequel nous campons. S'il ne maintient pas vigoureuse la résistance de sa gauche, les Allemands se glisseront entre Rezonville et Metz; ils accentueront leur attaque de front vers Mars-la-Tour, ils nous prendront entre deux feux et empêcheront notre retraite aussi bien sur Metz que sur Verdun.

C'est de notre droite libre, compacte, ayant peu de monde devant elle, qu'il faut attendre la solution heureuse, c'est par elle que se décidera la bataille. Alvensleben a pensé aussi que c'est de ce côté, à notre droite et à sa gauche, qu'est le danger pour lui d'une défaite. Il s'y établit: « La place du médecin, dit-il, est au chevet du malade. » Et le malade était la chaussée de Vionville-Mars-la-Tour. Bazaine, lui, ne croit pas devoir se transporter à sa droite, quoique ce soit là que se donnera le coup de poing de la fin ; car il craint que sa gauche ne s'effondre s'il ne la soutient de sa présence. Ce qui lui paraît impossible ne lui semble d'ailleurs pas nécessaire. A sa droite est Ladmirault, réputé dans toute l'armée un chef de premier ordre, au coup d'œil sûr et rapide, à la résolution intrépide : Bazaine a en lui une confiance entière[1]. Ladmirault verra, ce qui est

1. Rapport du maréchal Bazaine sur la bataille de Rezonville : « Je comptais sur la vieille expérience du général Ladmirault pour accourir au canon et soutenir le mouvement tournant du 3e corps en avant duquel il devait alors se trouver. »

évident, la manœuvre qui s'impose et il prendra l'initiative indiquée.

Néanmoins il eût voulu stimuler son zèle par une direction. Mais où le trouver? Il n'a donné signe de présence nulle part. Il devait être à Doncourt le 15 au soir, au plus tard le 16 au matin. Il n'y est point. S'est-il égaré? A-t-il eu quelque rencontre imprévue ? Bazaine envoie plusieurs officiers s'enquérir; d'autres vont vers Le Bœuf le presser de rassembler ses divisions.

Tandis que Bazaine se préoccupe de sa droite, sa gauche lui donne le spectacle d'une défaite imminente. Les Allemands continuent à progresser; ils reprennent définitivement Flavigny et y tiennent la corde du vaste arc de cercle qu'ils dessinaient primitivement autour de Rezonville. Leur attaque, tournée vers l'est, s'est assuré à Flavigny une base sérieuse. Vergé et Bataille sont blessés, Frossard a un cheval tué sous lui, le 2e corps d'armée se désorganise de plus en plus. La division Bataille disparaît la première. Frossard demande à Bazaine de recourir à la ressource de la désespérance, la charge de cavalerie. Le général Desvaux, de la Garde, trouve le moment mal choisi; Frossard insiste; Bazaine consent et fait charger les lanciers, puis les cuirassiers de la Garde. Les lanciers fléchissent, les cuirassiers sont vigoureux, mais les uns et les autres sont également écrasés par les feux à bout portant de l'infanterie prussienne, et ils reculent, ayant subi des pertes cruelles sans que leur intervention nous ait été d'aucun secours.

Des hussards allemands, suivant nos hommes en retraite, arrivent jusqu'au quartier même de Frossard. Bazaine est entouré, cerné, mais non reconnu; il est obligé de mettre l'épée à la main; il réussit à se dégager et il s'éloigne d'une telle vitesse que bientôt il est séparé de son état-major, de ses officiers et se trouve seul avec son porte-fanion (midi et demi). Il vient d'avoir la démonstration dramatique de la nécessité d'une action prompte de la droite. Aucun de ses officiers envoyé vers Ladmirault n'est de retour. Il ignore où en est Le Bœuf. Frossard tient encore; au pis aller Canrobert et la Garde sont en mesure de le recueillir et de le remplacer; il croit donc avoir le temps d'opérer une reconnaissance personnelle, et il se dirige au trop allongé vers Ladmirault et Le Bœuf. En route il rencontre un jeune officier d'artillerie, déjà en renom dans son corps, qui, depuis, a acquis une grande autorité dans toute l'armée, le commandant Berge, qu'il avait eu à ses côtés à San-Lorenzo. Il l'arrête, lui ordonne de le suivre. Au bout d'une heure il lui dit: « Je suis inquiet de ma droite. Je ne sais pas ce que fait Ladmirault. J'ai envoyé des officiers à sa recherche, ils ne reviennent pas. Vous êtes bien monté. Filez sur la route de Verdun. Ramenez ce que vous pourrez du 4e corps. Vous connaissez la situation, vous les guiderez[1]. »

Berge partit à grande allure et Bazaine se dirigea vers Le Bœuf. Il le trouve lisant une

1. Lettre du général Berge à Émile Ollivier, 13 janvier 1912.

carte : « Mon cher ami, lui dit-il, ce n'est pas le moment de lire une carte. Ladmirault doit être à Doncourt, ou va y arriver, il opérera une conversion l'aile droite en avant et tentera d'envelopper la gauche allemande et de la rejeter dans la Moselle. Il sera l'aile marchante et vous le pivot. Tenez vos troupes prêtes à le seconder. »

Pensant qu'il a suffisamment défini la tâche réservée à sa droite, il reprend la route de son quartier général. Il rencontre la division Aymard, Les hommes sont fatigués et pesants. Bazaine fait jouer toutes les sonneries et encourage la tête de colonne : « Allons, mes enfants, ça va marcher[1]. »

1. On trouve dans le premier rapport de Bazaine à l'Empereur daté de onze heures du soir la confirmation des ordres qui précèdent : « Ce n'est que dans l'après-midi que le maréchal Le Bœuf et le général Ladmirault ont pu arriver sur le terrain d'action en opérant par mes ordres un mouvement tournant sur la gauche de l'ennemi qui a été obligé de se replier sur la droite. » Le général Soleille, dans son rapport, confirme les instructions à Le Bœuf : « Le 3e corps était établi le 15 au soir à Saint-Marcel, le 4e corps, attardé par la lenteur du passage de la Moselle, ne quitta Woippy que le 16 à cinq heures du matin. Ces deux corps devaient se rabattre vers Mars-la-Tour, contenir et tourner l'aile gauche de l'ennemi » (*Journal des opérations du général Soleille*, 16 août.) D'Andlau dans son livre, *Metz, Campagne et Négociations*, si défavorable à Bazaine, constate aussi ce fait en ce moment hors de doute. « Il s'était porté jusque auprès du maréchal Le Bœuf, avec lequel il s'était concerté ; il avait envoyé des instructions au général Ladmirault » (*Metz, Campagne et Négociations*, p. 72, 1871, Dumaine). Bazaine, dans son mémoire explicatif devant le conseil d'enquête, répète ces assertions : « J'indiquai au maréchal Le Bœuf la direction de Mars-la-Tour comme objectif, les 3e et 4e corps devant exécuter une conversion, l'aile droite

Sa disparition avait mis tout le quartier général en émoi. On l'appela, on le chercha, on l'attendit. Avait-il été tué ou fait prisonnier? Que va devenir cette armée sans chef au milieu d'une action si vive, dont il tient les fils dans la main? Un officier d'état-major, d'Andlau, court vers Canrobert : il est le plus ancien, il faut qu'il prenne le commandement. Canrobert ne s'en soucie pas, fait des objections. Un autre officier va vers Bourbaki, qui accepte. De lui-même, poussé par la seule évidence, voyant, ce qui était visible pour tous, qu'on ne viendrait à bout de l'attaque acharnée sur notre gauche qu'en lançant notre droite à fond de train sur la gauche prussienne, Bourbaki envoie lui aussi le capitaine Hue porter à Ladmirault un ordre identique à celui que Bazaine avait confié à Berge et porté à Le Bœuf.

Mais Le Bœuf ne paraît pas avoir bien compris, car, à peine revenu à son quartier général, Bazaine apprend que le 3e corps d'armée va se mettre en mouvement avant que Ladmirault ait commencé sa marche. Cela l'inquiète. Plus il attache d'importance à cette attaque de son aile droite, plus il tient à ce qu'elle ne soit pas compromise. Il craint que Le Bœuf, réduit à ses propres forces, n'obtienne pas un succès, qui sera certain s'il est poursuivi à la fois par Ladmirault et par lui; toutes les attaques de ce genre, entreprises par des fractions de Canrobert, ont échoué déjà :

en avant, afin de refouler les Allemands dans les défilés de Gorze, Chambley, enfin dans la vallée de la Moselle. »

il ne doit pas s'exposer à un sort pareil. En conséquence, il envoie à Le Bœuf l'ordre de s'arrêter et de ne commencer son mouvement que lorsque Ladmirault aura commencé le sien. Ce n'était pas un contre-ordre, ce n'était que le rappel à un ordre mal compris. Changarnier, que Le Bœuf avait recueilli dans son état-major, survient : « Quel malheur, dit-il à Bazaine, que vous n'ayez pas poussé à bout votre mouvement par notre droite pour les rejeter dans le ravin de Gorze! — C'est ce qui va se faire, répond Bazaine, mais il faut attendre Ladmirault. » Le commandant Roussel lui apporte également le conseil de Canrobert de prescrire le mouvement offensif de l'aile droite. Bazaine répond qu'il l'a déjà ordonné, et Canrobert, très préoccupé du succès de la manœuvre, envoie Roussel rapporter à Le Bœuf ce que Bazaine vient de lui répondre.

Ainsi les avertissements ne manqueront pas à la droite. Tranquille de ce côté, Bazaine se donne tout entier à la direction du combat à sa gauche, où sa présence lui paraît de plus en plus nécessaire. C'est encore une manière de contribuer à l'action décisive de la droite puisqu'en retenant l'ennemi vers Rezonville, il assure la liberté de notre initiative vers Mars-la-Tour.

## II

A notre gauche la physionomie du combat n'était pas modifiée. « Des deux côtés on prenait l'offensive, a dit Moltke, et des deux côtés cette

offensive s'annulait et était contrainte à revenir à la défensive. » Quand c'était le moment du canon, les nôtres se couchaient ou reculaient en désordre; quand c'était le moment du chassepot, les Prussiens jonchaient le sol ou allaient se cacher derrière les massifs d'arbres. Et cela recommença ainsi pendant toute la bataille. Changez le nom des brigades, des régiments, que ce soit Frossard ou le 9e corps d'armée ou la Garde française, la 5e ou la 6e division prussienne, c'est toujours la même alternative. Les Allemands ne réussirent pas plus à enlever le plateau que nous à les culbuter dans le ravin : nous les maintenions et eux-mêmes nous maintenaient. Des deux côtés fut égale la sublimité héroïque, et des deux côtés l'impuissance de la pousser en une de ces offensives triomphantes qui chassent tout devant elles. Des deux côtés la bataille prenait successivement l'aspect d'une défaite, puis d'une victoire.

Les troupes de Frossard fondaient de plus en plus. Bataille avait déjà disparu du combat. La division Vergé, soutenue par la division Lafont de Villiers et les éléments de la division Levassor-Sorval (onze bataillons envoyés par Bazaine) tient un peu plus longtemps, mais elle se retire à son tour du combat (2 heures). Seule, la brigade Lapasset garde ses excellentes positions : les officiers s'étaient engagés par serment à ne pas les abandonner et ils y demeurèrent jusqu'à la fin de la journée. Le 2e corps, qui avait perdu 5200 hommes, disparut tout entier.

Sa place ne pouvait rester vide : c'eût été la route ouverte à l'assaillant. Bazaine y plaça les grenadiers de la Garde. Mais très éprouvés par le feu des batteries qui les prenait à revers, il fallut de nouvelles troupes pour remplacer au prix de nouvelles pertes, les lignes défaillantes. Cette accumulation de troupes sur une position nsuffisamment couverte n'était pas inutile : sans ces troupes de remplacement l'ennemi aurait le chemin libre ; mais remplaçants comme remplacés passaient par les même alternatives, et la situation restait toujours tellement exposée que Bazaine ne pouvait pas cesser de faire de la gauche l'objet de sa préoccupation. C'est au prix de l'énergie avec laquelle fut arrêté de ce côté l'élan désespéré des Allemands qu'il assurait à notre droite une liberté d'action dont elle ne sut point profiter.

## III

Cependant la situation d'Alvensleben devenait encore pire que la nôtre. Son infanterie n'était plus qu'une ligne sans profondeur le long des rebords du plateau, privée de réserves, toutes les unités mêlées; beaucoup manquaient d'officiers, les munitions de l'artillerie étaient épuisées; les chevaux des pièces tombaient, les pièces devaient être poussées à bras d'hommes. L'artillerie de la division Canrobert et nos mitrailleuses, tirant à bonne distance, lui avaient fait subir des pertes cruelles, et Canrobert paraissait

vouloir s'avancer sur Vionville avec tout son corps d'armée. Alvensleben était à bout. Il eut recours, lui aussi, à la ressource de la désespérance, la charge de cavalerie. Cette cavalerie était très diminuée : la division Mecklembourg avait disparu, celle de Rheinbaben, était dispersée; la brigade Redern venait de se faire fusiller par notre infanterie; il ne restait que la brigade Bredow comprenant le 7e cuirassiers et le 16e uhlans, huit escadrons, neuf cents cavaliers.

Avec ces éléments Alvensleben veut tenter un dernier effort : « L'ascendant que le IIIe corps avait pris jusqu'ici sur l'ennemi paraissait menacé par les préparatifs d'offensive qu'on remarquait contre la 6e division... Un mouvement de retraite éventuel avait été prévu et envisagé. Mais la pensée d'abandonner à l'ennemi le champ de bataille avec nos blessés était insupportable... Renoncer à l'ascendant moral eût été, pour l'issue de la journée, un risque devant lequel d'autres ne comptaient pas. Je résolus de prévenir l'adversaire par une nouvelle attaque de cavalerie, car la 6e division d'infanterie n'en était plus capable... »

Il envoie à Bredow l'ordre de charger; celui-ci hésite[1], lanterne, n'obéit qu'à des insistances

1. Alvensleben se défend énergiquement à plusieurs reprises d'avoir donné l'ordre de tirer au sort entre deux escadrons : « En temps de paix, dit-il, le tirage au sort s'est présenté très rarement; mais dans les annales de la guerre, on ne l'a jamais vu employer depuis les Horaces. »

répétées[1]. Enfin il a la singulière idée de s'affaiblir, alors qu'il est déjà trop faible, et d'éliminer deux escadrons qu'il envoie dans le bois de Vionville déjà occupé par l'infanterie allemande, et il part réduit à septs cents homme (2 h. 30). Il passe, formé en colonne, le creux évasé s'ouvrant depuis Vionville, fait un quart de conversion à droite, franchit le versant est et se développe sur un front unique, à découvert. Il galope à toute bride. Quatre batteries allemandes, postées à l'ouest de Vionville, balaient le terrain devant lui. « Accueillie à courte portée par un feu terrible d'artillerie et de mousqueterie, la brigade se précipite en muraille sur nos lignes; elle les culbute, se jette au milieu de nos batteries, tue les servants, met les bêtes en fuite, cause une inexprimable confusion dans l'infanterie. Aucune force ne paraît devoir l'arrêter lorsque surgit devant elle la division Forton, immobile depuis sa déroute du matin et brûlant de la réparer. La division de cavalerie Valabrègue la rejoint; elles abordent les escadrons haletants et à bout de course, les prennent de front, de

1. « Dans l'armée prussienne, l'infanterie à laquelle on envoie un ordre est toujours prête à l'exécuter, sans riposte, immédiatement, même quand il doit conduire à la mort. Les officiers supérieurs de cavalerie, paraît il, font plus de difficultés. Leurs chevaux sont fatigués ou le feu est trop violent. Pendant un quart d'heure Bredow hésita et Voigts-Rhetz finit par le décider en lui disant : « Enfin, « monsieur le général, vous avez l'ordre formel de charger « la batterie qui est là-bas; vous n'avez pas à vous occuper « des pertes. » (Lettres du général Kretschman, 25 août 1870.)

flanc et de revers. Bredow fait sonner le ralliement. A son tour la chevauchée de la mort est obligée de reculer. On voit le pendant de la charge anglaise de Balaclava en Crimée. Les malheureux, criblés de projectiles, sont obligés de repasser en fuyards effarés, par la route qu'ils ont suivie en ouragan victorieux. Ils y sèment la moitié de leur effectif.

Néanmoins leur sacrifice n'avait pas été inutile : dix-neuf de nos batteries, sur vingt, qui étaient déployées face à Vionville, Flavigny, etc., s'étaient retirées, la plupart sans esprit de retour. Par la suite, c'est-à-dire après cinq heures du soir, un certain nombre revinrent combler partiellement « le vide créé par la débâcle, mais elles ne parvinrent pas à rétablir la situation telle qu'elle était avant la charge Bredow[1] ».

Cette débâcle de notre artillerie fut un des épisodes funestes de la journée. « Indépendamment de la dépression morale que la charge Bredow avait produite, il faut tenir compte du désespoir profond qu'éprouvèrent les officiers de l'arme en constatant, à la fois, l'énorme puissance de l'artillerie allemande et l'inanité de leurs propres efforts[2]. »

Le départ de l'artillerie laissa un vide de douze cents mètres entre Rezonville et la voie romaine : Bazaine le combla en faisant appuyer sur ce point une partie de la division Aymard du

1. Général BONNAL, *La Manœuvre de Saint-Privat*, t. II, p. 319.
2. Journal des opérations du général Soleille.

corps de Le Bœuf. Canrobert renonça à l'attaque sur Vionville et il y eut un répit à notre aile gauche entre Rezonville et Vionville. La bataille essoufflée languit; une accalmie de fatigue se produit; on attend plus qu'on ne combat. Alvensleben attend l'entrée en ligne de Voigts-Rhetz (10e corps) et Bazaine celle de Ladmirault. « Grâce, dit le général Soleille, à l'action vigoureuse de l'artillerie de la réserve générale et de la Garde d'une part, grâce, d'autre part, à l'énergique diversion de la cavalerie du général Forton, le combat avait été rétabli sur toute la ligne et on commença à attendre avec anxiété les 3e et 4e corps d'armée destinés à frapper le coup décisif sur le flanc gauche de l'ennemi. »

Qu'à ce moment Ladmirault réponde à l'attente de l'armée, qu'il marche sur Mars-la-Tour et prenne à revers les défenseurs du bois de Tronville, Alvensleben assailli de front et de flanc, ayant des débouchés difficiles pour les reculs de son artillerie, eût été rejeté sur la Moselle. La résistance têtue qu'il nous avait opposée tournait contre lui et la défensive sur laquelle nous nous tenions à gauche devenait une offensive qui ne s'arrêtait plus.

Toute l'armée tendait l'oreille vers notre droite. Bazaine entend le canon : il croit que c'est celui de Ladmirault. Il se met en mesure de le seconder. Il emprunte la division Montaudon au 3e corps; il l'envoie par Gorze détruire les ponts d'Ars. Elle atteindrait une double fin : elle couperait la retraite à Alvensleben lorsque

les 3e et 4e corps d'armée l'auraient rejeté sur la Moselle et jusque là elle protégerait notre aile gauche contre les secours étrangers venus de ce côté[1].

## IV

Ladmirault ne répond pas à l'attente de l'armée. Il devait être à Doncourt le 15 au soir ou le 16 au matin. Il n'avait quitté les bords de la Moselle que le 16 à cinq heures du matin avec les divisions Grenier et Cissey; la division Lorencez, empêtrée dans les bois de Lessy, ne s'était mise en marche qu'à deux heures.

Ladmirault n'avait pas pris la route de Lorry : malgré la défense qui lui avait été faite il avait marché sur celle de Briey par Saulny. Il n'avait pas formé sa colonne avec les éléments combattants et il avait intercalé entre ses divisions des convois qui auraient dû être laissés en arrière. Il s'était fait précéder de sa division de cavalerie, mais il ne l'avait envoyée ni au loin ni sur son flanc droit d'où l'irruption ennemie était à redouter; il lui avait donné l'ordre de manœuvrer vers le sud, de fouiller les bois de Vernéville, occupés par le IIIe corps prussien, avec lequel elle échangea des coups de fusil. Il avait gêné sa marche par des évolutions intem-

1. Rapport sommaire du général Montaudon (p. 227) : « ... Je me dirigeai avec ma division sur Gravelotte, et de là sur Ars-sur-Moselle avec ma 2e brigade avec mission de couper la retraite à l'ennemi. »

pestives, s'était garé sur la route de Briey, et son avant-garde arrivait à peine en pointe à neuf heures du matin à Amanvillers, et lui-même atteignait, avec deux escadrons et deux batteries, Doncourt à midi.

Son premier devoir était d'envoyer un ou plusieurs officiers à Bazaine et de l'avertir qu'il était là, de lui demander ses ordres, et de se mettre au moins en rapport d'opérations avec lui. Il manque à ce devoir et continue ainsi tout le reste de la journée. Canrobert et Le Bœuf expédient à chaque instant des officiers vers Bazaine ; Ladmirault, lui, ne paraît pas se douter qu'il a un général en chef. J'ose à peine indiquer, tant il est inouï, le motif que donne La Tour du Pin, son aide de camp, de la négligence de son chef : « Il n'avait garde (de demander des ordres), il ne se pouvait pas qu'il eût manqué de pressentir à quoi ces ordres eussent tendu. » Ainsi, un commandant de corps d'armée français se serait soustrait à la direction de son généralissime et aurait compromis l'armée en rompant l'unité de sa direction, parce qu'il lui a plu de supposer calomnieusement que les ordres qu'il recevrait seraient ceux d'un malintentionné !

Quoi qu'il en soit, Ladmirault se considère comme ne dépendant que de lui-même, libre de ses déterminations, et commandant réel de l'aile droite de l'armée : il assume donc la responsabilité entière de ce qui va se passer[1], et il agit en

1. C'est l'opinion très fermement exprimée par le général Zurlinden.

effet comme un chef isolé. D'un pas appesanti, il marche vers Bruville et il envoie une reconnaissance de cavalerie à Mars-la-Tour. De Bruville, il se rend compte qu'une action vive est engagée dans les bois de Tronville. Ayant renoncé, à la suite de la charge Bredow, à l'attaque contre Vionville, Canrobert avait dirigé ses divisions sur ces bois qu'occupaient depuis une heure et demie deux bataillons brandebourgeois et la demi-brigade d'infanterie Lehmann. Il n'avait pas réussi à les en expulser et Lehmann tenait ferme. L'accalmie qui s'était faite à gauche vers Vionville et Rezonville ne s'était pas étendue jusque là; autour des bois de Tronville, on bataillait, les uns pour y entrer, les autres pour n'en pas sortir. A Mars-la-Tour, au contraire, il n'y a personne, rapporte la reconnaissance de cavalerie. Cette exploration préalable terminée, Ladmirault va aux renseignements, vers Le Bœuf. Le Bœuf lui explique que Bazaine attend de lui qu'il tourne la gauche allemande, prenne à revers la droite et rejette vers la Moselle toutes les deux. Coup sur coup, le capitaine Hue, au nom de Bourbaki, et le commandant Roussel, au nom de Canrobert[1], confirment le dire de Le Bœuf. Ladmirault avait dans le coup d'œil de la justesse et connaissait son métier; il ne put qu'approuver. Cependant, quoiqu'il eût dans la main l'excellente division Grenier, neuf

1. Le commandant Roussel avait été envoyé par Canrobert à Le Bœuf. N'ayant pas trouvé Le Bœuf, c'est à Ladmirault même qu'il s'adressa.

batteries, la division de cavalerie Legrand, deux régiments de cavalerie de la Garde et un de chasseurs d'Afrique du général du Barail, et que Le Bœuf et Canrobert fussent prêts à l'appuyer au premier appel, il hésite. Il craint de n'avoir pas assez de monde : Lorencez est encore perdu dans les bois de la rive gauche de la Moselle, Cissey se fait attendre. Il se décide cependant devant l'évidence qui le presse; il expédie à Cissey un de ses officiers et revient à Doncourt. Il y trouve la division Grenier, arrivée derrière la cavalerie (11 h. 30), qui avait dressé les tentes et préparé le café. Il la fait rassembler et la dirige sur Bruville, flanquée sur sa droite par la division de cavalerie Legrand.

Il lui ordonne de marcher vers le Ravin de la Cuve : il le traversera et attaquera le bois de Tronville. Ce dispositif eût été parfait s'il eût placé sous la direction unique du général du Barail, qui s'était subordonné à lui, les vingt-quatre escadrons et les quatre batteries à cheval. « Cette masse cavalière, à laquelle se serait jointe, sur un signe, une brigade au moins de la division Clérembault du 3e corps d'armée, aurait procuré au commandant du 4e corps une sécurité presque absolue pour son flanc droit[1]. »

L'attaque commence; elle est aidée par cinq bataillons de la division Tixier du 6e corps d'armée, et appuyée par des fractions de la division Aymard (3e corps). Elle réussit; les bois sont

1. Général Bonnal, *La Manœuvre de Saint-Privat*, t. II, p. 290.

pris ou tournés. L'artillerie prussienne est menacée d'être fauchée par nos tirailleurs. Tout est en bon train de victoire. Alvensleben aux abois s'écrie : « Il en sera bientôt de moi comme de Wellington à Waterloo ; je voudrais voir arriver la nuit ou le X$^e$ corps ! »

Ladmirault se charge de le tirer d'angoisse. Tout d'un coup l'offensive française, qui allait dévorer les Prussiens, recule. Ladmirault a aperçu sur sa droite un point noir ; il croit que c'est une force ennemie qui va le tourner tandis qu'il est occupé à tourner les autres. « Il s'effraie, il laisse fuir la victoire qu'il effleurait de ses mains[1]. » Qu'avait-il à craindre, protégé qu'il était sur sa droite par quarante-quatre escadrons (5000 sabres) et l'artillerie de ses divisions ? Tout lui ordonnait de continuer sa bataille sans se préoccuper de l'attaque hypothétique. Mais il s'arrête court, rappelle la division Grenier (4 h.) en deçà du Ravin de la Cuve, et compromet les fractions des 3$^e$ et 6$^e$ corps d'armée qui ont pris l'offensive avec sa brigade Bellecourt ; il retire en arrière les deux batteries situées sur le côté nord du ravin qui sont exposées au feu à courte distance des tirailleurs allemands revenus dans le ravin abandonné. Et il ordonne également à la division Legrand, alors en position à moins de deux kilomètres au nord de Mars-la-Tour, de venir sur le plateau du Poirier, derrière le centre de la position qu'allait réoccuper

1. LEHAUTCOURT, *Histoire de la guerre de 1870-1871*, t. V.

la division Grenier. Même en admettant que la position de résistance du 4e corps d'armée dût être constituée par le plateau du Poirier, il fallait grouper les divisions Legrand et du Barail sur le plateau d'Yron, d'où elles pouvaient déborder par l'ouest une offensive ennemie dirigée de Tronville, ou bien prendre en flanc, du nord au sud, l'attaque qui marcherait des abords de Ville-sur-Yron sur la position de défense[1].

« Cette retraite, si peu justifiée, cause une impression d'étonnement à toutes les troupes. Certaines ne peuvent se décider à l'effectuer. Il faut deux fois répéter l'ordre[2]. » Alvensleben respire : « Nous reprenons l'attitude défensive. Pour les Allemands, c'est le salut; pour l'armée du Rhin, c'est le renoncement à la victoire alors presque saisie. Entre la circonspection excessive de Ladmirault et l'audace raisonnée d'Alvensleben le contraste est frappant et douloureux[3]. » « A deux heures du soir, l'aile droite française pouvait tout oser. Si donc l'aile droite française est restée inerte, il faut s'en prendre à son commandement que l'on peut qualifier d'anémique[4]. »

Ladmirault fut-il paralysé par l'inaction du corps de Le Bœuf? Il ne tenait qu'à lui d'en avoir l'appui. Le Bœuf était si impatient d'accourir qu'il avait voulu devancer le mouvement sans l'attendre, au risque de le faire échouer, et que

1. Général Bonnal, *La Manœuvre de Saint-Privat*, t. II, p. 290.
2. Lehautcourt, *Histoire de la guerre de 1870-1871*, t. V, p. 249.
3. Colonel Picard, 1870, *La guerre en Lorraine*, t. II, p. 90.
4. Général Bonnal, *La Manœuvre de Saint-Privat*, t. II, p. 439.

Bazaine avait dû le retenir. Si Ladmirault lui eût fait signe, Le Bœuf se serait mû immédiatement avec les vingt-quatre bataillons et les dix batteries qui lui restaient. Il aurait marché si Ladmirault avait avancé. Il n'a pas marché, lui le pivot, parce que Ladmirault, qui était l'aile marchante, n'a pas donné le signal de la marche. Ayant mis ainsi ses troupes d'infanterie sur la défensive, Ladmirault se rendit à la ferme Gréyère, d'où il put observer le point noir qui l'avait détourné de son attaque : il n'est plus qu'un spectateur qui observe et attend. Il aperçoit cinq à six mille cavaliers français et allemands, hussards, dragons, lanciers, cuirassiers, tantôt plus nombreux sur un point, tantôt inférieurs sur l'autre, se ruant dans une mêlée confuse au milieu des cris, des coups de fusil, tirés comme au hasard, sans ordre ni direction. On eût dit un de ces combats antiques dans lesquels on s'abordait corps à corps. Le général Legrand est tué, le général de Montaigu blessé, désarçonné, fait prisonnier. Cette mêlée eût pu durer indéfiniment sans résultat, lorsque, de notre côté, une sonnerie de ralliement attribuée au général de France se fit entendre. Nos cavaliers se dégagèrent, se reformèrent sur la ferme Gréyère et ne furent point poursuivis; les escadrons allemands, exténués autant que les nôtres, dans un complet désordre, se replièrent sur Ville-sur-Yron, puis sur Mars-la-Tour. On s'était bousculé, sabré inutilement[1]. « L'action de la

1. Il y a dans le compte rendu de l'état-major allemand deux erreurs relativement à cet engagement : il le place à sept

cavalerie, latérale au combat, a été un épisode dramatique de la bataille, mais n'a eu aucune influence sur l'issue de la journée[1]. »

Il n'eût cependant tenu qu'au général de Clérembault qu'il en advînt autrement[2]. Sa division était restée impassible à Bruville, à la distance de deux kilomètres, c'est-à-dire un temps de galop de quelques minutes. Si ses seize escadrons compacts étaient tombés en ordre sur le flanc de la retraite allemande, regagnant en hâte les hauteurs de Mars-

heures moins un quart et affirme qu'il eut pour conséquence de faire renoncer l'aile droite française à renouveler ses attaques sur le mouvement tournant des Allemands. L'engagement de Ville-sur-Yron a eu lieu beaucoup plus tôt. Ladmirault dans son rapport en fixe l'heure à cinq heures trente et l'état-major français le confirme. L'état-major prussien confond l'engagement de Ville-sur-Yron qui eut lieu entre cinq heures et demie et six heures et l'attaque du 1er dragons de la Garde contre Cissey établi sur le Ravin de la Cuve après son succès qui eut lieu en effet à sept heures moins le quart. Il n'est pas vrai non plus que ce soit l'engagement de Ville-sur-Yron qui eut pour conséquence d'arrêter le mouvement de Ladmirault contre la gauche prussienne; ce mouvement avait été arrêté avant que l'engagement de Ville-sur-Yron fût commencé lorsque vers quatre heures il rappela la division Grenier du Ravin de la Cuve.

1. Lettre du général du Barail à Émile Ollivier, 13 janvier 1891.

2. « Nous assistions en simples spectateurs à la mêlée et au combat de six mille cavaliers. Rien ne nous retenait et cependant nous restions cloués au sol au lieu de voler à l'aide de nos camarades. Il y avait 2 kilomètres à faire pour arriver, c'est-à-dire un temps de galop de cinq minutes. A défaut d'ordres qui n'arrivaient point, pas la moindre initiative. Cependant nous étions absolument inutiles là ou notre mauvaise fortune nous avait placés et les événements nous criaient qu'il fallait marcher. » (Général Cuny.)

la-Tour, ils eussent changé cette rencontre indécise en un éclatant succès qui eût marqué dans les annales de la cavalerie : « Pourquoi, demanda Le Bœuf à Clérembault, ne vous êtes-vous pas jeté en avant? — Je n'avais pas d'ordres. » Pauvre réponse! Dans les affaires de cavalerie, la résolution devant être immédiate, qui attend les ordres n'est pas un cavalier. Ni Kellermann, ni Lasalle, ni Murat ne les attendaient; c'est l'occasion qui les leur donnait et ils la saisissaient au vol. Clérembault finit par comprendre que son inaction était intempestive. Il alla demander à Ladmirault ces ordres qui lui faisaient défaut : « Mon général, faut-il charger? — C'est trop tard », répond Ladmirault. Et Clérembault n'arriva en effet sur le champ de bataille que pour ramasser les fugitifs et les morts.

Ladmirault n'avait pas répondu à l'attente de Bazaine. Voigts-Rhetz ne fit pas défaut à celle d'Alvensleben. Il s'était hâté d'accourir à l'aide de ses camarades en danger. Son corps, échelonné, le 15 août, sur la route de Pont-à-Mousson à Verdun, avait sa division de tête et son quartier général à Thiaucourt. Il avait apporté l'ordre du prince Frédéric-Charles de pousser le plus loin possible la poursuite des Français dans la direction de Verdun. Voigts-Rhetz, très fatigué, s'en remettait à son chef d'état-major Caprivi, homme d'une grande vigueur intellectuelle et physique qui fut Chancelier de l'Empire après le renvoi de Bismarck. Selon Caprivi le prince Frédéric-Charles se trompait : les Français

n'étaient pas en retraite, et il y aurait de grands inconvénients à s'avancer vers le point où ils ne se trouvaient pas et à s'éloigner de celui où se livrerait réellement la bataille. Il ne désobéit pas ouvertement; il respecta la lettre mais prit des dispositions telles qu'il serait en mesure de marcher vers Rezonville, Mars-la-Tour, et de secourir le III^e^ corps. Il n'interrompait pas la marche sur Saint-Hilaire que Schwarzkoppen opérait avec la moitié de sa division (19^e^) et la brigade des dragons de la Garde, mais il prescrivit à la division Kraatz (20^e^) et à l'artillerie de corps de se rendre à Thiaucourt et de se tenir prêtes à intervenir avec le gros de leurs forces à Mars-la-Tour et Vionville. Lui-même quitta Thiaucourt à quatre heures du matin et se rendit sur le terrain probable de l'action. De là, il suit les péripéties de la lutte du III^e^ corps et, se rendant compte de l'urgence de le soutenir, il envoie aux divers éléments du X^e^ l'ordre de venir à la bataille. Avant tout ordre, la brigade Brandebourg (1^re^ division de la cavalerie de la Garde) marchait déjà sur Mars-la-Tour, avec quatre escadrons et une batterie à cheval. Deux batteries légères de la 20^e^ division, venues de Thiaucourt, puis six autres, se placent sur sa droite; la 20^e^ division d'infanterie se dirige vers les bois de Tronville; trois bataillons balaient les bois, où il n'y avait plus personne depuis que Grenier en avait été retiré. Ils donnent au colonel Lehmann exténué la faculté d'aller se reposer à Tronville (3 h. 1/2).

Un autre secours advient en ce moment à Alvensleben : celui du généralissime lui-même. Le Prince Frédéric-Charles avait pensé qu'aucun engagement sérieux n'aurait lieu ce jour-là. Il avait trouvé suffisant d'envoyer son III$^{e}$ corps sur Mars-la-Tour et il n'avait pas interrompu la marche de ses autres corps vers la Meuse. Il était à table avec le Prince Albert de Saxe lorsqu'il reçut un rapport du général Kraatz qui le tira de sa tranquillité : « Le III$^{e}$ corps est engagé au nord de Gorze contre des forces supérieures ; le général Rheinbaben est sur les lieux avec neuf régiments de cavalerie et quatre batteries. La 20$^{e}$ division marche vers le champ de bataille, la 14$^{e}$ est prévenue (deux heures). » Le Prince saute à cheval et part au galop ; son état-major, en longue chaîne, ne pouvait le suivre de près. Il s'arrêtait de temps à autre et échangeait quelques mots avec des soldats ou des officiers blessés. Il écrit dans son carnet : « Sur le chemin de Novéant par Gorze, jusqu'au champ de bataille, ce fut un continuel hourrah de tous les blessés. »

Arrivé sur le champ de bataille à la droite du III$^{e}$ corps à trois heures quarante, il rencontre Stülpnagel, commandant la 5$^{e}$ division, qui est à pied ; il descend de cheval, l'interroge, l'écoute, examine longuement le champ de bataille et, comparant les petites réserves qui l'entourent aux masses françaises qu'il découvre, il sort de l'erreur dans laquelle il s'était reposé depuis le matin, et voit, lui aussi, que c'est toute l'armée

française et non l'arrière-garde qu'il a devant lui. Il sent le péril mais il reste impassible. Il défend à Stülpnagel de prendre aucune offensive et lui prescrit de se borner à garder sa position, tant que les renforts des VII$^e$ et IX$^e$ corps ne sont pas arrivés. Afin que ses troupes soient solides jusque-là, il lance des officiers d'ordonnance qui galopent de tous côtés en criant : « Le Prince est là ; il a amené huit bataillons frais ; tenez bon. » Puis, il se dirige à toute vitesse vers son aile gauche, notre droite, où il va retrouver les 19$^e$ et 20$^e$ divisions. Avec elles, il prendra l'offensive qu'il vient d'interdire à sa droite. Il s'installe sur le plateau au sud de Flavigny, derrière l'aile droite de l'artillerie du III$^e$ corps (4 h. 3/4).

Il a d'abord une première vision de succès : la 20$^e$ division avait profité de la retraite de la division Grenier et s'était installée dans les bois de Tronville. Le prince veut aussitôt profiter de cet avantage par une offensive audacieuse comme toutes ces combinaisons : partant des bois de Tronville et de Mars-la-Tour, la division Schwartzkoppen, soutenue par les divisions de cavalerie Rheinbaben et Brandebourg, marchera droit sur la position de Ladmirault à Bruville, l'enlèvera et tournera la droite française. « Avancez, ordonne-t-il au général Kraatz, avec toutes vos forces disponibles, tambours battant, contre l'aile ennemie ». — « Ce mouvement est impossible », lui répond le général. Les choses en effet venaient de changer de face par l'entrée en jeu de la division Cissey.

## V

Parti de la vallée de la Moselle le matin à sept heures quarante-cinq, Cissey s'était vite fatigué de suivre pas à pas les interminables convois derrière lesquels s'était engagée la division Grenier et qui comprenait le parc de réserve du 4e corps, l'ambulance et les bagages. Cette longue colonne d'impedimenta embarrassait la route et produisait de continuels retards. Ceux qui devaient mettre de l'ordre dans le défilé s'arrêtaient pour boire ou allumer leur cigare; les conducteurs en faisaient autant; de longs intervalles s'établissaient entre les voitures[1]. La division Cissey n'avançait pas. Impatienté, les bois ne bordant pas la route, Cissey passe sur le flanc gauche du convoi avec son infanterie et ses trois batteries et marche à travers champs. Il avait arrêté (11 h.) ses troupes à Saint-Privat et

1. Général BONNAL, *La Manœuvre de Saint-Privat*, t. II, p. 170: La 1re brigade suit la route par Vernéville et Jouaville. La 2e sans aucun motif va jusqu'à Saint-Privat. — « Pourquoi donc la division de cavalerie s'arrêtait-elle si souvent et causait-elle à l'infanterie des retards dans la marche? Uniquement parce qu'elle ignorait les règles les plus élémentaires du service de sûreté. Au lieu de se faire précéder, à grande distance, par une avant-garde et de détacher au loin des flancs, gardes, la division de cavalerie avançait en bloc. Par suite, lorsque des bois, des villages, des hauteurs, situés à quelque distance de la route de marche, semblaient pouvoir recéler l'ennemi, on y envoyait des patrouilles et, en attendant leur retour, la division faisait halte. »

leur avait fait préparer le café. Au bruit du canon il fait renverser les marmites et se remet en route.

Un peu avant d'arriver à Doncourt, il rencontre l'officier de Ladmirault qui le presse de se hâter et de venir au secours de la division Grenier déjà engagée. Plus loin il voit Berge en quête de Ladmirault qui lui communique les ordres de Bazaine. Cissey était déjà tout résolu à engager l'action. L'insistance de Berge l'anime encore. Il lui répond : « Je ne veux pas faire trotter mon infanterie. Mais je vais faire appeler de Narp qui commande mon artillerie ; vous la conduirez à un endroit convenable. C'est parce que j'ai confiance en vous. Mais n'allez pas me la faire prendre. Souvenez-vous qu'il s'écoulera vingt à vingt-cinq minutes avant que j'arrive pour vous soutenir [1]. »

Berge conduisit Narp vis-à-vis de Vionville, à un endroit d'où se voyait bien le village. Narp plaça ses batteries, ouvrit le feu. — Les Allemands maîtres de Vionville, voyant une artillerie isolée, très rapprochée, se préparèrent à l'enlever. Quand ils eurent, à l'abri du village, pris une formation compacte, ils descendirent dans le ravin auquel ce village est adossé, leurs hommes se faufilant entre les branches et les épines. Mais là ils se trouvèrent en face des premiers bataillons de la division Cissey, qui déjà se déployait à droite des batteries et sur le bord

1. Lettre du général Berge à Émile Ollivier.

du ravin : leur masse compacte, formant cible, fut accueillie par une fusillade meurtrière dont l'intensité augmentait de minute en minute par l'entrée en ligne de nos compagnies successives. Ils n'enlevèrent point les batteries, et le petit nombre de ceux qui échappèrent à nos feux se réfugia en désordre derrière Vionville.

Quand Berge vit l'affaire ainsi engagée, il dit à Cissey : « Mon général, dans une demi-heure, vous aurez occupé Vionville. Je vous demande la permission de vous quitter pour aller rassurer le maréchal Bazaine. — Allez, répondit Cissey, et dites au maréchal que Lorencez me suit. Je m'entendrai avec lui pour qu'il me déborde par ma droite, et se rabatte sur la gauche des Prussiens. »

La demi-heure fut plus longue que ne l'avait cru Berge. Cissey ne put reprendre Vionville. La brigade allemande Wedell avait réussi à franchir l'espace découvert qui la séparait du ravin et en avait gravi les pentes nord. Sous son attaque impétueuse notre artillerie avait été obligée de reculer. Le général Brayer était tué, Cissey renversé de cheval. Cissey se relève vivement, saute sur la monture de son aide de camp, Garcin, et crie à ses troupes : En avant ! Il les enflamme, les enlève ; une batterie de mitrailleuses, placée en bonne position, seconde le feu de nos chassepots et nos troupes, poussées par l'exemple de leur chef à un état d'exaltation extraordinaire, redeviennent irrésistibles. Les deux régiments westphaliens, qui avaient gravi le versant nord du

ravin, sont reçus par une fusillade à bout portant[1]. Il sont repoussés, presque anéantis; leurs

1. Un des rares défenseurs de la conduite de Ladmirault dans la journée du 16 (Lieutenant-colonel Rousset, *Le 4e corps de l'armée de Metz*, p. 166) n'a pas craint de critiquer la magnifique action de guerre de Cissey : « La désorganisation de la division de Cissey était trop évidente. Jetée dans le combat comme une masse, sans avoir eu le temps de se reconnaître, ni de raisonner ses dispositions, cette division avait foncé, d'un bloc, sur un ennemi qui se présentait devant elle à l'improviste, en sorte qu'elle ne possédait pas la moindre réserve pour poursuivre son succès. Alors qu'une brigade eût largement suffi à la besogne, quatre régiments tout entiers et un bataillon de chasseurs, emportés par leur ardeur, s'étaient précipités de l'avant, sans calcul, sans mesure, broyant tout ce qu'ils avaient devant eux, mais se confondant ensuite dans un inextricable pêle-mêle, qu'était encore venu aggraver la charge des dragons de la Garde. Sur le revers méridional du Ravin de la Cuve, tous les corps étaient mélangés et le désordre avait pris de telles proportions qu'il devenait impossible de réclamer de ces troupes pelotonnées le moindre effort soutenu et régulier, du moins avant de les avoir reconstituées. Cette constatation pénible, le général de Ladmirault dut la faire tout en regrettant que les circonstances aient été plus fortes que sa volonté. » — Le général des Garets, dans ses *Souvenirs inédits*, a rectifié ainsi ces critiques pédantesques et injustifiées : « Comment se peut-il qu'un professeur d'art militaire reproche au général de Cissey d'avoir jeté sa division comme une masse, sans en garder une partie en réserve, alors que le général accomplissait justement le plus bel acte d'une bataille, l'acte nécessaire, urgent à cette heure, l'acte suprême recommandé par tous les maîtres en l'art de la guerre, cet acte qui consiste à donner le coup de massue final sur l'ennemi épuisé, et cela, avec le maximum de forces possibles? Cissey accomplissait cet acte, dévolu ordinairement à une réserve d'armée, réserve dont sa division venait, à propos, remplir le rôle, par son arrivée précisément au bon endroit. Qu'avait-il besoin de se constituer une réserve à ui-même, ce qui l'eût fâcheusement diminué? En dépassant

débris se laissent glisser au fond du ravin, mais épuisés par une marche de 45 kilomètres, ils n'ont plus la force de gravir l'autre versant et ils se jettent à genoux devant nos soldats, demandant grâce de la vie. Ceux auxquels il reste encore quelque vigueur remontent précipitamment comme frappés de folie, et s'enfuient vers Mars-la-Tour. 72 officiers sur 95 étaient tués; 2542 hommes, sur 4546, jonchaient de leurs cadavres le fond du ravin, et nous avions pris 350 prisonniers et un drapeau.

« A la vue de cette catastrophe, Voigts-Rhetz

l'armée, celle-ci lui devenait réserve. La droite de Cissey était couverte par la brigade Pradier, par toute la cavalerie des divisions Forton, Clérembault, du Barail, et, sans qu'il s'en doutât, par la division Lorencez qui venait tout de même en arrière. Quoique perdue, elle ne l'était pas assez pour qu'on ne l'ait vu joindre, au soir, la droite du 4e corps. Elle se trouvait donc bien bonne à parer à toute éventualité qui se pouvait présenter sur ce côté, éventualité au sujet de laquelle l'esprit du commandant se tourmentait bien à tort. La division de Cissey donna comme une trombe, c'est vrai. C'est cela qu'il fallait et c'est justement cette trombe qui détermina chez l'ennemi l'abandon définitif du terrain vers Mars-la-Tour et un recul tel que les troupes de Cissey, ayant écrasé la 38e brigade allemande, fait prisonnier dans le fond de la Cuve tout ce qui restait vivant du 16e régiment, ne virent plus devant elles au versant méridional du ravin, qu'un terrain complètement déblayé, couvert de blessés et de morts. Tout ce qui était valide avait disparu et la division touchait à Mars-la-Tour évacué. Il n'y avait plus de ce côté, à cinq heures et demie du soir, ni un coup de fusil ni un coup de canon. Ce n'était pas si mal ce résultat du choc endiablé de la division de Cissey! Si le manque de réserves l'avait arrêté, ce serait le cas de répéter le mot de Gouvion Saint-Cyr : Quel mal nous a fait le préjugé des réserves! »

s'écrie : « Il faut que la cavalerie attaque coûte que coûte. » Sans désemparer, des officiers sont envoyés à toute allure aux généraux Rheinbaben et Brandenbourg[1]. Trois escadrons de dragons chargent le flanc droit des troupes de Cissey, qui se reprenaient à peine de la confusion causée par leur victoire ; ils les mettent en désarroi, mais nos soldats retrouvent vite leur sang-froid, se reforment, se groupent, ouvrent leurs rangs, laissent passer les dragons prussiens, puis les fusillent de face, en flanc, à revers, et tout ce qui n'est pas détruit par le feu est fait prisonnier. Sur vingt officiers, seize avaient été tués (6 h. trois quarts)[2].

Ladmirault, en revenant vers ses troupes du poste d'observation d'où il avait assisté au tournoi de Ville-sur-Yron, avait été bien surpris en apprenant qu'une offensive heureuse venait de se produire à son insu. Il l'aurait empêchée s'il l'avait prévue, car elle contrariait sa résolution de s'en tenir à une défensive expectante. Le général de Cissey, qui partageait l'ardeur de ses soldats, chargea le capitaine Garcin d'aller exposer à son chef sa situation si avantageuse et de lui demander avec instance de l'aider à garder le terrain gagné en occupant Mars-la-Tour et de

1. Colonel Picard, 1870, *La Guerre en Lorraine*, t. II, p. 108.

2. Ce combat sur la rive sud du Ravin de la Cuve (7 h. 1/4) diffère de celui livré peu auparavant sur le plateau de Ville-sur-Yron. Dans le premier c'est la cavalerie qui assaille de l'infanterie; dans le second ce sont deux troupes de cavalerie qui sont aux prises.

donner le coup de grâce à un ennemi déjà battu[1]. Cette demande importuna Ladmirault; il ne veut point qu'on marche en avant, et il ordonne de repasser le Ravin de la Cuve, franchi quelques instants auparavant en trombe victorieuse[2].

On a dit que dans l'état d'épuisement, d'éparpillement et presque de dissolution où elles se trouvaient, nos troupes n'étaient plus en état de fournir un nouvel effort. Ladmirault ne pouvait en juger puisqu'il ne s'était point rendu sur le champ de bataille. Mais ceux qui avaient entraîné les héros du Ravin de la Cuve ont pensé que leurs hommes n'étaient ni exténués ni en état de dissolution, et que ce dernier effort, qu'ils désiraient accomplir, n'était pas au-dessus de leurs forces. « Nos troupes, m'a écrit un des survivants les plus héroïques de ce beau fait

1. *Souvenirs inédits du général de Cissey*, t. II, p. 547.

2. Les historiens allemands abusent de leur facilité à convertir en victoire les avantages que nous leur laissions prendre volontairement. Comparant la charge contre la division Cissey à celle de la chevauchée de la mort, ils affirment sérieusement qu'elle avait arrêté net la poursuite de l'infanterie française et sauvé leur plan d'enveloppement. La poursuite de l'infanterie française fut arrêtee par la fuite éperdue des Allemands qui s'en allèrent à des distances si invraisemblables que nos fantassins ne trouvèrent plus personne devant eux. Quant au plan d'enveloppement il ne fut pas sauvé par cette charge mélodramatique et sans effet; il le fut par la décision malheureuse de Ladmirault de renoncer à toute offensive et de rappeler la division Grenier, puis de refuser à Cissey d'occuper Mars-la-Tour. L'intervention des divisions Schwartzkoppen (19e) et Kraatz (20e) du corps de Voigts-Rhetz (10e) ne favorisa la division Buddenbrock (6e) que dans la mesure où il plut à la mollesse de Ladmirault de le permettre.

d'armes, officier de haute valeur, le général Garcin, chef d'état-major de Cissey, étaient fatiguées assurément, après la succession d'efforts quasi surhumains qu'elles venaient de fournir; elles n'étaient pas désorganisées. Dans leur enthousiasme, elles acclamaient leurs vaillants chefs, qui les avaient conduites à la victoire. Après s'être rapidement reprises, après avoir soufflé malgré la nuit qui approchait, elles auraient encore été capables de pousser jusqu'à Mars-la-Tour, que nos tirailleurs abordaient »[1].

Un de nos brillants et nobles généraux, le général des Garets, alors jeune officier, qui fut blessé ce jour-là, m'écrit aussi : « Après la mêlée furieuse, tout ce qui était sorti intact se calma, se reprit et se rassembla sur ce terrain où venait de disparaître le X^e corps allemand. Tous les soldats s'étaient ralliés auprès de leurs chefs restés debout. Ils reformaient d'eux-mêmes leurs rangs fort éclaircis, et, inspirés par la clarté de la situation qui aveuglait les moins clairvoyants, suppliaient leurs officiers de les mener en avant compléter la victoire[2]. »

« Tous, dit le colonel Courson de la Villeneuve[3], jusqu'au dernier sous-lieutenant, jusqu'aux soldats, tous avaient éprouvé un sentiment de tristesse profonde quand, tenant la victoire dans

1. Général Garcin à Émile Ollivier, 3 août 1912, et Carnet du général Garcin publié par la *Revue des Deux Mondes*, du 1^er août 1912.

2. Général des Garets à Émile Ollivier, 29 juillet 1912.

3. *La brigade Bellecourt*, p. 84.

les mains, ils avaient vu qu'on leur donnait l'ordre de battre en retraite, alors que, sur les petites cartes, chacun voyait Frédéric-Charles avec la Moselle à dos, la place de Metz sur son flanc droit et nous sur ses derrières... Ici, il suffisait d'avoir un peu plus confiance dans le soldat, qui aurait gagné tout seul la bataille si on l'avait laissé faire ! » — « Ah ! s'écrie le général Garcin, dans son carnet, il eût fallu faire occuper tout de suite Mars-la-Tour, avec tout le 4e corps et une réserve; nous aurions ainsi intercepté la route de Paris et empêché les Allemands de garder ce point important en se renforçant pendant la nuit. » Ainsi, deux fois dans cette journée, « Ladmirault laisse échapper l'occasion d'écraser la gauche allemande, et cette occasion perdue nous ne la retrouverons plus jamais[1] ».

Cette fois, c'est fini, la journée est, sinon malheureuse, du moins pas gagnée et nous avions manqué une chance encore plus belle que celle de Forbach. La fortune se lasse d'accorder des faveurs à qui en profite aussi mal.

## VI

A la droite allemande Stülpnagel s'était mis en danger par sa faute. Enfreignant la défense du prince Frédéric-Charles, il s'était témérairement engagé dans une série d'offensives mal

1. LEHAUTCOURT, *Histoire de la Guerre de 1870-1871.*

préparées et sa troupe, déjà très éprouvée, avait subi encore sans profit de grandes pertes. Elle eût été même tout à fait compromise si à lui, comme à Alvensleben, n'était arrivé en temps opportun le secours sauveur.

Diverses fractions des VIII[e] et IX[e] corps : la brigade Rex (32[e]), la division Barnekow (16[e]) du VIII[e] corps, le régiment Schoëning (11[e] grenadiers), la division du prince de Hesse (25[e]) les unes sur des ordres formels, les autres de par leur initiative, s'étaient acheminées par Arry et Corny vers Gorze, et vers les bois et les hauteurs où la division Stülpnagel se débattait de plus en plus faiblement. Les grenadiers de Schoëning firent plus qu'un acte d'initiative, ils désobéirent. Leur général leur avait ordonné de retourner au bivouac, mais au moment même survenait un appel de Barnekow. Schoëning consulte du regard ses officiers et les voyant tous décidés à marcher, il tourne le dos au bivouac et monte sur le plateau.

Par l'arrivée de ces renforts, la bataille se ranimait et redevenait menaçante pour notre gauche autant que dans la matinée. Leur approche signalée par un feu très nourri de mousqueterie, alarma Bazaine. Il s'en exagéra l'importance et crut que Steinmetz était sur le plateau et allait le tourner. De Rezonville il vint placer lui-même les canons destinés à balayer les pentes qui, de Gravelotte, descendent vers les bois, et il fit mettre en position ses autres batteries disponibles : il rappela rapidement sur le plateau Mon-

taudon et lui adjoignit une partie des deux divisions reformées du corps d'armée Frossard. Dans la lutte acharnée qui s'ensuivit alors, notre artillerie eut une action plus efficace qu'elle ne l'avait encore eue. N'ayant plus à affronter que des batteries divisionnaires mobiles, qui précédaient ou accompagnaient l'infanterie ennemie, elle retrouva tous ses moyens dans le corps à corps[1].

Ses canons et ses mitrailleuses écrasèrent sans relâche les têtes de colonnes incessamment renouvelées[2], et les troupes de secours furent aussi maltraitées que celles qu'elles venaient secourir. L'attaque allemande ne parut réussir un instant que pour être plus terriblement refoulée. L'intrépide Lapasset fait des prodiges; la Garde, grenadiers et zouaves sont dignes d'eux-mêmes: Montaudon met en fuite la division du Prince de Hesse[3].

1. Derrécagaix, *Guerre de 1870*, p. 170.

2. Journal des opérations du général Soleille.

3. Historique de la 8e batterie du 4e régiment d'artillerie, 1re division, 3e corps d'armée, p. 236 : « Vers cinq heures du soir, sur l'ordre du maréchal Bazaine, elle se porte au trot en avant et à gauche de ce village (Gravelotte), se met en batterie et commence le feu pour empêcher les troupes prussiennes de déboucher entre les bois de Saint-Arnould et des Ognons. L'effet des mitrailleuses fut terrible. La batterie a tiré plus de 300 coups par pièce sans subir de pertes sensibles. » Rapport du général Gagneur, commandant l'artillerie du 2e corps, p. 198 (7e batterie du 2e régiment) : « A cinq heures, sur l'ordre du général Lapasset elle doit reprendre sa position première et de là, par un tir meurtrier, elle contient et arrête l'aile droite de l'ennemi qui cherche vainement à tourner notre gauche. » Rapport du général de Rochebouët, commandant l'artillerie du 3e corps,

Mais après tant d'heures d'efforts et tant de sacrifices, la situation réciproque ne s'était pas modifiée ; elle restait ce qu'elle était aux premiers engagements. Aucun des deux adversaires n'avait écrasé l'autre et passé sur son corps. Le va-et-vient sanglant de l'offensive et de la défensive se poursuivait sans amener de résultat final. C'était toujours de notre droite que devait venir la solution. Un moment Bazaine l'espéra. Le commandant Berge, revenu, lui avait annoncé qu'il venait de laisser Cissey en train de victoire[1], mais aucun message de Ladmirault n'avait confirmé cet heureux pronostic. Il n'annonce pas qu'il s'avance, il ne fait pas savoir qu'il recule ; on ne peut pas dire : « Ladmirault est victorieux ». On en est réduit à dire : « Pourvu que Ladmirault soit victorieux ! » Pendant que le champ de bataille est en feu, que boulets, balles, obus font rage, que chacun tire de soi ce qui lui reste d'énergie, que la lutte prend un caractère de frénésie désespérée, que Prussiens et Français rivalisent d'ardeur dans ce sacrifice de leur vie à la patrie, qu'Alvensleben et Bazaine animent leurs troupes par leur présence et leur exemple, relevant et exaltant les courages, pendant cette heure critique qui précède le moment

p. 267 : « Les batterie de 4 furent placées entre le bois des Ognons et le bois de Saint-Arnould, vis-à-vis des débouchés par où l'on s'attendait à voir paraître le corps de Steinmetz. La batterie de mitrailleuses (Barbe) fut placée par le maréchal commandant en chef en face même du débouché dans lequel elle foudroya des têtes de colonne incessamment renouvelées. »

1. Voir *Éclaircissements.*

où l'obscurité de la nuit va interrompre le combat, celui qui domine le champ de bataille, qui peut, accru de Le Bœuf et de Canrobert, foncer sur les Prussiens mal engagés, décousus, celui qui est à ce moment le maître de la journée, Ladmirault, se repose !

## VII

Dès que notre droite s'était retirée du combat, la bataille était en réalité, terminée. Cependant le prince Frédéric-Charles ne se résigne pas. « On n'est vaincu, dit-il à Stülpnagel, que quand on veut l'être, et je ne veux pas permettre à Bazaine de se déclarer vainqueur. Soyons plus fermes que lui : en avant! »

Il ramasse de tous les côtés, à droite, à gauche, au centre, tout ce qui est encore capable de se tenir debout et de se mouvoir, infanterie, cavalerie, partie de l'artillerie de l'aile droite du X<sup>e</sup> corps, quelques fractions de son infanterie, la division Buddenbrock, la division de cavalerie Mecklembourg, dix batteries du 35<sup>e</sup> et du 20<sup>e</sup> régiment d'infanterie, les deux brigades de la 6<sup>e</sup> division de cavalerie, la brigade Grutter, la brigade Schmidt. Il les précipite tous dans une dernière chevauchée de la mort, et les batteries allemandes arrivent jusqu'à cette hauteur sud de Rezonville qu'on s'était tant disputée. Mais cinquante-quatre pièces de notre Garde impériale prennent ces batteries en flanc. Nos grenadiers,

nos voltigeurs, les zouaves de la Garde soutiennent en le prolongeant le feu de nos canons. Tout plie, tout rompt, tout fuit devant eux. Cette fois la journée est vraiment finie et elle laisse l'armée allemande dans un état lamentable. Les forces épuisées, les troupes presque sans munitions, les chevaux qui n'avaient pas été dessellés de quinze heures n'ayant, durant tout ce temps, rien mangé. Une partie des batteries ne pouvait plus s'avancer qu'au pas.

Frédéric-Charles a eu beau faire, il ne s'est pas constitué le vainqueur de la journée. Pourtant il n'en est pas non plus le vaincu, car, malgré leur épuisement, le III^e^ et le X^e^ corps occupent les positions sur lesquelles nous étions le matin : Flavigny, Vionville, les bois de Tronville, nos points d'appui du début.

A huit heures et demie, Frédéric-Charles rejoint Alvensleben et le félicite de son initiative titanesque qui a obtenu tout ce qu'il était possible de tirer de la situation. Il demande : « Mais qu'arrivera-t-il demain en présence des forces supérieures que nous venons de constater? » Alvensleben répond qu'après les pertes qu'ils ont subies, les Français entreprendront difficilement une attaque le lendemain : il a pris ses mesures pour refaire les troupes et les ravitailler. — Il y eut encore jusqu'à dix heures du soir quelques fusillades de-ci de-là, mais la bataille véritable était finie à huit heures et demie. L'ombre s'épaississait; les étoiles impassibles éclairaient à peine de leur clignotement railleur ce champ de déso-

lation, immense pour nous, fourmilière invisible pour elles, et la psalmodie des oiseaux de la mort couvrait de son rythme lugubre la plainte étouffée des moribonds. 834 officiers, 12927 hommes pour l'armée du Rhin, 711 officiers, 15079 allemands étaient restés sur le terrain ensanglanté. A la vue de tant de cadavres, Alvensleben ému s'écria : « Dieu nous pardonne! nous n'avons pensé qu'à l'avenir et non à ceux qui gisent sur la terre. » Le lendemain, il confessait à un officier qu'il se sentait trop vieux pour supporter la vue de tant de misères.

## VIII

On ne saurait trop louer les officiers prussiens de hauts et bas grades, le Prince Frédéric-Charles, Stülpnagel, Buddenbrock, Bulow, Caprivi, etc. Seul Rheinbaben paraît avoir été mou, malaisé à se remuer et à se décider. Mais Alvensleben s'élève au-dessus de tous. Cette bataille ne devrait pas être appelée celle de Rezonville ou de Vionville, mais celle d'Alvensleben ou mieux celle de la Volonté. Depuis notre à jamais illustre Pélissier à Sébastopol, nul chef d'armée n'a été doué à un tel degré de cette qualité transcendante qui fait les grands hommes à la guerre comme ailleurs. Ses vertus privées ajoutaient à son héroïsme. Il était bon, modeste, désintéressé même de la gloire, il avait la passion de la responsabilité parce que c'était celle du devoir.

Envers ses inférieurs, toujours de la plus grande douceur, se montrait parfois ombrageux vis-à-vis de ses supérieurs. Il ne supportait pas, par exemple, qu'on lui indiquât l'endroit où il devait établir son quartier général. Ses chefs tenaient son caractère en si haute estime qu'ils lui passaient cette petit faiblesse.

Nos grands chefs, même ceux qui se sont trompés, ont aussi vaillamment rempli leur mission. Néanmoins d'aucun d'eux on n'a à signaler un acte exceptionnel. Canrobert ne demeure point passif: il enflamme, par des harangues où il excellait, l'ardeur de ceux qui allaient au combat, envoie ses officiers se renseigner auprès de Bazaine ou lui porter des conseils et des exhortations à pousser sa droite en avant, mais il laisse presque toujours à ses excellents divisionnaires le soin des initiatives nécessaires. Le Bœuf, dont le corps d'armée est un réservoir où doivent puiser les troupes combattant en première ligne, est aux aguets toute la journée, regardant de quel point de l'horizon on l'appellera, donnant ses divisions à qui les demande, prêt à seconder le mouvement tournant de Ladmirault, dès que celui-ci lui fera un signe, mais attendant toujours et, en attendant, ne remuant pas. Bourbaki se prodigue, désolé toutefois de n'employer son incomparable Garde qu'en troupe de remplacement et de ne pas trouver l'occasion d'assurer le succès par une intervention décisive. Frossard fait de son mieux, mais disparaît très vite du champ de bataille. Lapasset arrête davantage

notre admiration; il n'y a au-dessus de lui que Cissey, qui, par l'exploit du Ravin de la Cuve, sort du rang et se désigne au commandement des armées. C'était une physionomie militaire captivante, fortement constituée, robuste avec de l'élégance, d'une rare vigueur de caractère, très rapide dans ses décisions, quoique très réfléchi; d'une bravoure superbe au feu et d'un sang-froid à toute épreuve il savait entraîner les troupes d'une façon irrésistible et son cri : « En avant! » avait une sonorité qui exaltait les cœurs.

Bazaine se montre digne ce jour-là de commander à de tels chefs et à de telles troupes. A-t-il commis des erreurs tactiques? A-t-il négligé certaines de ces règles pratiques que nos théoriciens modernes croient avoir inventées et qui existaient déjà? Qu'est-ce que cela prouverait? Napoléon lui-même n'a-t-il pas commis des fautes de tactique? Bazaine, le 16 août, a déployé les trois qualités essentielles à un chef d'armée : l'imperturbabilité, l'activité, la résolution. Il a été imperturbable, faisant mieux que braver le péril, ne l'apercevant même pas, se décidant sous les balles aussi tranquillement que s'il eût été dans son cabinet de travail devant une carte. Il a été actif, à cheval toute la journée, parcourant le champ de bataille. C'était, a-t-on dit, afin de se dispenser de commander. Or, il n'a galopé sur le terrain que pour commander de plus près. On a supputé un certain nombre d'unités d'infanterie ou d'artillerie auprès desquelles il passa sans leur donner des ordres. On paraît ignorer qu'un généralissime ne

doit pas communiquer directement avec les troupes de ses chefs de corps d'armée, parce que ce serait un empiétement, cause de désordre : il ne s'adresse qu'aux chefs eux-mêmes à qui il appartient de disposer de leurs troupes selon les indications qu'ils ont reçues.

Il a été résolu : de tous ses ordres et ses actes résulte qu'il n'a eu durant cette journée qu'une pensée fixe, celle de s'éloigner de Metz et d'empêcher qu'on coupât sa ligne de retraite sur Verdun. Et cette ligne eût été absolument coupée si les Allemands restaient maîtres de la route de Rezonville à Mars-la-Tour, d'où ils n'auraient pas tardé à avancer sur celle de Conflans. Il ignorait le chiffre véritable des corps qu'il avait devant lui ; il pouvait supposer que plusieurs armées s'avançaient derrière l'avant-garde qui l'assaillait, que ses armées agiraient à la fois sur Vionville et Mars-la-Tour, et que, maîtresses de ces deux points, elles le prendraient entre deux masses. C'est pourquoi, pendant toute la bataille, il fut préoccupé de s'assurer que son flanc gauche ne serait point enlevé et ne cessa de le fortifier. Sur le flanc droit il n'y avait pas une défaite à éviter, mais une victoire à poursuivre. Ladmirault, s'il arrivait en temps utile, soutenu par Le Bœuf et Canrobert, en s'avançant vivement sur Mars-la-Tour, s'en emparait. De ce côté Bazaine n'avait pas de renforts à envoyer ; il suffisait de hâter le mouvement de Ladmirault, à quoi il n'a pas manqué puisqu'il lui a dépêché plusieurs officiers dans la journée et que lui-même a essayé de le rencontrer.

Sans doute il y a eu du décousu dans la bataille. Pouvait-il n'y en pas avoir en présence d'un ennemi dont l'offensive changeait sans cesse d'orientation ? Ce n'était pas une bataille rangée, préparée comme celle d'Iéna, mais un combat défensif de surprise, dont les assaillants modifiaient à tout instant l'allure et la physionomie, et qui obligeait à des modifications correspondantes. Toute bataille défensive, vous mettant à la discrétion de l'adversaire dont on ignore les desseins, a nécessairement quelque chose de décousu. Ce n'est que par l'offensive, qui agit sans se préoccuper de ce que veut l'ennemi, qu'on peut avoir un ordre, une tenue, une suite.

Une des pratiques ordinaires de Bazaine a permis d'imputer à sa direction quelque chose d'indécis, quoiqu'elle ne fût qu'une de ces décentralisations du haut commandement tant admirées dans les directives de Moltke, et tant préconisées par les théoriciens de la guerre moderne. S'adressait-il à un maréchal qui avait été son supérieur, ou à un général renommé pour ses capacités, tels que Bourbaki ou Ladmirault, il ne leur dictait pas minutieusement leur conduite, il leur indiquait le but, s'en rapportant à leur expérience du soin de trouver eux-mêmes les meilleurs moyens de l'atteindre. Et en indiquant le but, il évitait d'employer la forme impérative ; il paraissait exprimer un avis à des égaux plutôt qu'un ordre à des subalternes. Un avis, donné par un supérieur, équivaut à un ordre auquel on doit

obéissance[1]; toutefois, il ne vaut pas un : « Je le veux » sec, et il permet aux mal intentionnés de voir une mollesse là où il y a une courtoisie. D'autres donnaient aussi des formes polies à leurs ordres, quoique très explicites : « Je vous prie d'ordonner », écrivait Soleille aux divers commandants de l'artillerie.

La critique qu'on peut adresser à Bazaine est d'avoir été à certains moments plus soldat que généralissime, par exemple lorsqu'il est allé lui-même porter ses instructions à Ladmirault et à Le Bœuf au risque de se faire enlever : la place d'un chef n'est pas à côté des tambours, pour lancer les troupes ou à la tête des batteries pour mieux établir ses positions, ou sur les routes pour donner des ordres. Il doit être en un point central où on sera certain de le rencontrer. Pendant la plus grande partie de la bataille on n'a point su où trouver le général en chef ; il a rempli l'office réservé à ses officiers d'état-major, tenant ceux-ci immobiles autour de Jarras, posté quelque cent pas derrière lui, et ne les envoyant pas sur le terrain se renseigner ou porter des ordres. Toutefois cette irrégularité ne paraît pas avoir nui à la direction générale, car en s'occupant d'un détail, il ne perdait pas de vue l'ensemble ; où qu'il fût, il eut constamment la connaissance exacte de la position des divers corps et les fit mouvoir avec certitude au point nécessaire. Dire qu'il n'a pas voulu vaincre celui

1. Général Bonnal.

qui, de neuf heures du matin à huit heures du soir, a usé ses forces à soutenir ses troupes, à souffler l'ardeur martiale de l'attaque ou de la résistance, celui sans l'énergie duquel la bataille aurait plus d'une fois fléchi, ce n'est plus une opinion fausse, c'est une impertinence au bon sens que l'histoire ne doit pas s'abaisser à discuter.

Le mot définitif sur cette bataille du 16 août a été dit par deux généraux : Soleille et Cissey. Soleille a dit : « Si le programme que le Maréchal Bazaine s'était tracé avait pu recevoir une exécution complète, si l'ennemi, repoussé de Mars-la-Tour et Vionville, avait été refoulé dans les ravins de Gorze et culbuté dans la Moselle, l'armée française aurait pu, le 17 août, continuer sa route sur Verdun[1]. » Et Cissey : « Presque tout ce qu'on dit du maréchal Bazaine n'est qu'un tissu d'infamies : ce qu'il y a de vrai, c'est qu'il n'a jamais été franchement obéi[2]. »

En effet, le malheur de Bazaine est d'avoir été mal obéi. Il avait défendu d'abord de livrer la bataille à Borny, puis, la bataille entamée, de la pousser à fond, et Ladmirault avait entamé la bataille et lui avait donné une extension démesurée. Il avait ordonné aux vaguemestres de grouper les convois des divisions et des corps d'armées au Ban-Saint-Martin, et d'attendre qu'on les mît en mouvement, et les voitures s'étaient engagées isolément sur la route, en se

1. Rapport.
2. Lettre à sa femme, 8 novembre 1870.

faufilant dans les intervalles laissés entre les colonnes et avaient partout porté l'encombrement. Il avait ordonné à Frossard de coucher le 15 août au soir à Mars-la-Tour, et, quoique l'exécution de cet ordre ne présentât aucune difficulté, les troupes n'étant pas fatiguées, Frossard s'était arrêté à Rezonville. Il avait ordonné à Ladmirault de se diriger sur Doncourt par une route à reconnaître, celle de Lorry, et d'éviter celle de Briey, et Ladmirault n'avait pas reconnu la route de Lorry, avait choisi celle de Briey et envoyé sa division Lorencez se perdre sur la route de Lessy, nous privant au moment décisif d'une division entière. Il avait encore ordonné à Ladmirault de se mettre en route le 15 août au soir[1], et Ladmirault ne s'était mis en marche que le 16 au matin, n'était arrivé à Doncourt que vers midi, en pleine bataille. Enfin il avait ordonné à Ladmirault d'opérer un mouvement tournant sur la gauche de l'ennemi, vers Gorze par Mars-la-Tour, et Ladmirault n'avait pas permis à ses troupes de l'accomplir : en plein succès, il avait interrompu le mouvement commandé[2].

1. « Qui peut dire aujourd'hui, s'écrie Jarras, ce qu'il en serait advenu si cet ordre avait reçu son exécution immédiate ? Le même soir ce corps tout entier, ou au moins deux de ses divisions eussent été rendus à Doncourt et la bataille de Rezonville se serait engagée le lendemain dans des conditions telles que, dès le début même, elle aurait pris une physionomie différente de celle qu'elle a eue et que probablement le résultat en eût été tout autre. » (*Souvenirs*, p. 97.)

2. Voir *Éclaircissements*.

On peut le dire : si Bazaine avait été obéi par tous, la journée n'aurait pas été indécise, elle fût devenue une belle victoire. Si on appliquait à Ladmirault la méthode de suppositions psychologiques dont on se sert contre Bazaine, en s'appuyant du témoignage de son aide de camp, on pourrait dire : Ladmirault ne voulant pas donner à Bazaine l'auréole d'une victoire a retenu les troupes et compromis les destinées de son pays. Mais nul ne s'est permis cette supposition infâme. Pour tous, Ladmirault est resté un loyal soldat, digne de tout respect. Seulement, ce jour-là, il s'est trompé ou plutôt il a succombé à la fatigue : « La limite des forces, dit son aide de camp, était atteinte à la fin d'une journée de marche continue depuis le matin sous un soleil d'août. Je peux l'affirmer, pour l'avoir ressenti personnellement, au point que mes forces me refusèrent un dernier service, à moi, bien monté, et alors dans la force de l'âge. Certainement, les forces du général étaient à bout, elles l'étaient déjà au commencement de la journée[1]. »

1. La Tour du Pin, *Déposition au procès Bazaine.*

# CHAPITRE III

## LA RECULADE VERS METZ

### I

Vers huit heures trente du soir, Bazaine se dirige vers le quartier général à Gravelotte. Sur la route il rencontre de nombreux soldats d'infanterie appartenant à divers régiments qui suivaient la direction opposée à celle de l'ennemi et cherchaient où se reposer sans danger. Cette multitude devenait plus dense à mesure qu'on approchait de Gravelotte et le maréchal ne pouvait avancer qu'en se faisant ouvrir un passage par les cavaliers de son escorte. — Il n'avait, disait-il, jamais rien vu de pareil, et ce spectacle lui arrachait des exclamations réitérées. Cependant, avec son calme habituel, il conseilla à ces malheureux de rejoindre leurs régiments. En route il rencontre Canrobert : « Où est votre corps? demande-t-il. — Par-ci par-là », répond Canrobert. En effet, à part la division Tixier, qui continue à occuper le bois de Saint-Marcel,

le corps était disloqué sur tout le centre et la gauche de notre ligne.

Arrivé au quartier général, Bazaine prend connaissance des dépêches qui l'attendent. Parmi elles s'en trouve une de Mac-Mahon : « Je serai demain à Bar-sur-Aube avec toute la cavalerie. J'attends vos ordres à Bar-sur-Aube. » Une autre du commandant de Verdun annonçait qu'il n'avait que quatre jours de vivres pour toute l'armée. Ces dépêches lues, le maréchal réfléchit et dicta l'ordre suivant : « L'armée continuera son mouvement sur Verdun, mais seulement après le retour des reconnaissances envoyées au petit jour. » Et il comptait aller de sa personne opérer cette reconnaissance[1].

Si l'armée avait été organisée selon les règles du simple bon sens, le commandant de l'artillerie et l'intendant général, tenus au courant heure par heure, pour ainsi dire, de ce qui se passait dans leur service, seraient venus au rapport au quartier général, à la fin de la bataille, sans même que Bazaine eût à les appeler, et ils l'auraient mis au courant de l'existant en munitions et en vivres. Ils n'auraient pas pu, ne les ayant pas encore reçus, fournir des renseignements sur le chiffre des munitions et des vivres consommés dans la journée, mais ils auraient été en mesure d'indiquer les disponibilités qu'ils avaient sous la main, plus que suffisantes à parer aux consommations prochaines, quelles qu'elles pussent être.

1. Général Soleille.

Dans l'incertitude, Bazaine envoie un de ses aides de camp prier le général Soleille de prescrire que les voitures, qui avaient emporté les blessés à Metz, soient aussitôt rechargées de munitions. L'intendant Préval, étant venu se justifier de certains reproches que le maréchal lui avait adressés le matin, Bazaine lui demande : « Savez-vous l'existant à Gravelotte? » Il l'ignore; mais il offre de se rendre à Metz et d'en ramener les convois qui y attendent. Le maréchal y consent et Préval, accompagné de deux sous-intendants, se met en route vers neuf heures le même soir vers Metz[1]. Peu après, le général Desveaux, de la Garde, apporte au maréchal le renseignement très inquiétant que des forces considérables arrivaient sur le plateau de Mars-la-Tour par la route de Novéant. Et Le Bœuf, de son côté, en félicitant Bazaine de sa victoire, lui écrit que « des masses prussiennes prennent des dispositions de bivouac en arrière du champ de bataille qu'elles occupaient ». Enfin un messager du général Soleille, son chef d'état-major, le colonel Vasse-Saint-Ouen, survient. Le général qui, d'habitude, marchait en voiture, étant monté à cheval, était tombé et, meurtri, gardait le lit.

Vasse-Saint-Ouen s'assied à côté du maréchal. Avec une allure confidentielle, en regardant s'il

1. Preuve que c'est à tort que Jarras et les autres fixent à dix heures la rentrée de Bazaine à son quartier général, d'où Préval sort à neuf heures, après une conférence. La rentrée du maréchal eut donc lieu vers huit heures et demie.

n'y avait pas d'oreilles indiscrètes, il lui tient ce langage : « Je viens de la part de mon chef, le général Soleille, vous avertir qu'à son estimation, et d'après les renseignements qu'il a déjà recueillis, la consommation des munitions a été considérable. Avec la grande habitude qu'il possède de ces choses, il croit pouvoir vous affirmer que les munitions feraient défaut s'il devait se livrer demain une autre bataille aussi importante que celle de la journée. »

Quels moyens en ce moment de vérifier l'information envoyée par Soleille ? On ne pouvait demander au maréchal d'ouvrir les coffres et de constater s'ils étaient pleins ou vides. Interrogerait-il ses commandants de corps? Mais à cette heure, où les trouver, comment les réunir, et délibérer? Se serait-il adressé aux chefs d'artillerie, il n'aurait pu en rien obtenir, puisque Soleille, qui les avait interrogés le même jour à dix heures du soir, ne reçut leurs réponses que le lendemain dans la journée. Bazaine s'en référa à l'affirmation de Soleille; il y était d'autant plus enclin que, depuis le commencement de la campagne, il était lui-même très pessimiste et partageait l'opinion, si inconsidérément et si constamment vociférée, qu'on manquait de tout. Fût-il Napoléon, qui pourrait commander une armée s'il devait contrôler lui-même, au milieu de ses manœuvres, les renseignements fournis par les chefs de service responsables?

Bazaine avait écouté attentivement la communication de Vasse-Saint-Ouen. « Répétez, dit-il,

ce que vous m'avez dit. Où sont vos munitions? — Monsieur le maréchal, il faudrait en prendre à l'arsenal de Metz. — Eh bien, j'ai déjà dit qu'on ramène des cartouches avec les voitures vides de blessés. — Et combien de temps faut-il pour cette opération? — Si l'on ne perd pas un instant, nous pourrons avoir les coffres dans la matinée de demain; pour les voitures auxiliaires ce sera plus long. »

Une note, écrite au crayon par Bourbaki, sur l'ordre que lui avait envoyé Bazaine de continuer le lendemain sur Verdun, vient confirmer à point nommé les renseignements du colonel Vasse-Saint-Ouen. Il y était dit : « Nous n'avons plus de cartouches. — Nous n'en finissons pas d'enlever nos blessés, faute de cacolets; Vionville est occupé. — Il faudrait que le maréchal Le Bœuf et le général Ladmirault fussent chargés d'attaquer de flanc, nous pourrions, nous, conserver le front. — Les Prussiens ont reçu du renfort. » Enfin les officiers envoyés vers les isolés, dont Bazaine avait traversé la débandade, viennent raconter qu'ils n'ont pas réussi à leur persuader de regagner leurs corps; que leurs injonctions n'avaient obtenu que des propos insultants et que ces hommes ensuite s'étaient couchés sur les routes et dans les rues du village.

Ainsi depuis l'ordre donné, à sa rentrée au quartier général, de reprendre le lendemain la course sur Verdun, les nuages noirs s'amoncelaient dans l'esprit de Bazaine : la menace de l'accroissement des forces prussiennes qu'il se

figurait déjà très considérables; le cri d'alarme de Soleille sur la pénurie des munitions; l'ignorance de l'intendant Préval sur les vivres dont il pouvait disposer; les signes d'une désorganisation momentanée des corps d'armée engagés dans la journée. Il se rappelle la recommandation de Napoléon III d'éviter tout combat, et de ne pas compromettre son armée. Il retire, aussi rapidement qu'il l'avait donné, l'ordre de recommencer la marche sur Verdun, et il dit à Vasse-Saint-Ouen : « Nous irons nous placer dans des positions inexpugnables ; pour peu qu'on s'accroche au terrain, l'ennemi ne pourra pas nous forcer. »

Priant le colonel Vasse-Saint-Ouen de rester, il lui demanda de répéter devant le chef d'état-major, qu'il envoya chercher, les inquiétudes de Soleille et la résolution qu'elles lui inspiraient. Jarras écouta sans mot dire et le maréchal, ayant terminé, se retourna vers tous ceux qui étaient là[1] et leur dit : « Y a-t-il quelqu'un de vous qui pense qu'il y a mieux à faire? Qu'il parle librement. » Personne ne souffla mot et Bazaine dicta l'ordre suivant : « Ainsi que nous en sommes convenus, vous avez dû, à dix heures, reprendre vos anciens campements en les resserrant. La grande consommation qui a été faite dans la journée d'aujourd'hui des munitions d'artillerie et d'infanterie, ainsi que le manque de vivres pour plusieurs jours ne nous permettent pas de continuer la marche qui avait été tracée.

1. Jarras et deux officiers d'état-major.

Nous allons donc nous porter sur le plateau de Plappeville. Le 2e corps occupera la position comprise entre le Point-du-Jour et Rozérieulles. Le 3e corps se placera à droite, à la hauteur du Châtel-Saint-Germain, qu'il laissera en arrière; le 4e sur la droite du 3e, vers Montigny-la-Grange et Amanvillers; la Garde à Lessy et à Plappeville, où sera le grand quartier général. Le 6e corps sera à Vernéville et la division de Forton s'établira avec le 2e corps. Le mouvement devra commencer le 17 à quatre heures du matin et sera couvert par la division Metman, qui tiendra la position de Gravelotte et ira ensuite rallier son corps en passant par l'auberge de Saint-Hubert en prenant à la côte 338, sur l'ancienne voie romaine, le chemin de grande communication, qui, passant en avant de Châtel-Saint-Germain et la ferme de Moscou à gauche, conduit à Montigny-la-Grange. Le général de Forton marchera avec le 2e corps. Dans le cas où l'ennemi entreprendrait une attaque sur une des directions à parcourir, le mieux serait d'indiquer comme point de ralliement le plateau qui est au-dessus de Rozérieulles entre Saint-Hubert et le Point-du-Jour. De là on pourra se porter sur les campements indiqués plus haut. — P. S. Dans le cas où les troupes, qui sont en position depuis la bataille, y seraient encore, vous les rappelleriez dès à présent, si la sécurité de vos campements ne s'y oppose pas[1]. » Le maréchal n'entre pas

1. Gravelotte, 17 août, minuit trente.

dans les détails; ce n'est pas son office, c'est celui des chefs de corps et du chef d'état-major général. En effet Jarras désigne les chefs de sections et les officiers qui se rendront auprès des chefs de corps d'armée et les aideront à mettre en exécution, et au besoin à rectifier, les dispositions dictées à la hâte par Bazaine.

Ces ordres donnés, il écrit à l'Empereur une lettre résumant la situation telle qu'on la lui a exposée.

## II

On est surpris de la précipitation avec laquelle Bazaine prit cette résolution qui devait porter une atteinte cruelle au moral de l'armée. Il ne vit pas qu'il devait, en ses incertitudes, maintenir ses troupes sur ses positions du matin, leur laisser prendre un repos bien gagné, appeler ses commandants en chef, conférer avec eux, interroger les intendants, qui, mieux renseignés que dans la nuit sur les approvisionnements, l'auraient mieux édifié, et il ne se rendit pas compte du *tolle* qu'allait susciter son ordre de retraite. Ce *tolle* dépassa tout ce qu'il aurait pu craindre.

L'ordre arriva aux divers corps entre une et deux heures de la nuit, sauf au 4e auquel il ne parvint qu'à neuf heures du matin. Il produisit un effet de surprise, puis de consternation, puis de révolte. Les soldats avaient le sentiment qu'ils étaient vainqueurs plus qu'ils ne

l'avaient été[1], qu'ils avaient remporté une victoire éclatante[2], arrêté un ennemi infiniment supérieur en nombre et qu'ils la compléteraient le lendemain. Lorsqu'on vint leur dire qu'il fallait, dès quatre heures du matin, décamper vers Metz, il y eut, parmi les officiers surtout, un mouvement de réprobation : — « Encore reculer ! Et au soir d'une victoire ! » La retraite à Borny avait étonné et mécontenté ; on l'avait expliquée par la nécessité de rallier le plateau de la rive gauche de la Moselle, mais aujourd'hui quelles raisons avait-on de revenir sur Metz? La bataille n'a donc été qu'une comédie? Demain l'ennemi, ne nous trouvant plus sur le champ du combat, l'occupera, se déclarera victorieux et nous aurons en vain versé notre sang. — Désormais il fut admis à titre de lieu commun que, du 13 au 16 août, en affichant la volonté de gagner Verdun, Bazaine n'en avait pas eu d'autre que celle de rester près de Metz. La soudaineté avec laquelle il avait passé de l'ordre de s'acheminer sur Verdun à celui de reculer vers Metz confirmait cette opinion. Et cependant cette opinion n'était pas vraie.

Du 13 au 16 août, Bazaine a voulu constamment gagner Verdun et s'éloigner de Metz. Il n'a pas cherché de bataille, et n'a accepté qu'à son corps défendant celles qu'on lui a imposées, parce que se battre c'était diminuer ses chances de gagner Verdun. Si Bazaine n'avait pas voulu

1. Expression de Canrobert.
2. Lettre de félicitations de Le Bœuf à Bazaine.

sincèrement quitter Metz il n'aurait pas fait détruire le pont de Longeville[1]; il n'aurait pas regretté la bataille de Borny et essayé de la limiter; il n'aurait pas, la bataille terminée, harcelé tous ses chefs de corps d'armée afin de hâter leur mouvement de passage de la Moselle et leur arrivée sur la hauteur; il n'aurait pas refusé à Ladmirault le jour de repos qu'il lui demandait; il n'aurait pas, le 15 août, envoyé l'intendant Wolff préparer des vivres à Verdun en annonçant que l'armée y serait dans peu de jours; il n'aurait pas proposé à l'Empereur de faire partir la Garde en avant vers Étain; il n'aurait pas opéré le licenciement du train auxiliaire, obstacle à la marche rapide sur Verdun; il n'aurait pas dit le matin même à Le Bœuf d'envoyer des ordres impératifs de ralliement aux divisions en retard et de réprimander leurs commandants; il n'aurait pas enjoint, avant l'arrivée des renseignements pessimistes, de reprendre la marche sur Verdun le lendemain; il n'aurait pas ordonné à l'intendant général Préval de rapporter des cartouches de Metz; enfin il n'aurait pas exposé cent fois sa vie, dans la journée, pour livrer une bataille de comédie.

La reculade du 17 août n'a point été l'explosion d'une arrière-pensée contenue qui attend l'occa-

1. « A propos de cette destruction du pont de Longeville on doit faire remarquer, il me semble, que c'est une preuve que le maréchal n'avait pas l'intention de revenir sur Metz, car il ne se serait pas coupé là une communication importante. » (Général Bonnal, *Manœuvre de Saint-Privat*, t. II, p. 30.)

sion propice : elle fut une de ces résolutions subites, irréfléchies, dont Bazaine était coutumier et qui lui avait valu le surnom d'Ordre et Contre-Ordre, résolution d'un chef d'armée inquiété par les rapports de ses chefs de service, lui annonçant que ses troupes n'ont plus ni vivres ni munitions et que l'ennemi se renforce sans cesse en proportions effrayantes : il se croit menacé d'être cerné, enlevé, hors d'état de soutenir une nouvelle bataille en pleine campagne, laissant derrière lui une citadelle qui, livrée à elle-même, est dans l'impossibilité de repousser un assaut brusqué.

« Victime, a dit Bazaine, d'une préparation trop incomplète pour la guerre, l'armée ne put tirer parti de la bataille de Rezonville[1]. » L'examen a démontré la fausseté de cette allégation. Il y avait plus de munitions qu'il n'en fallait pour livrer le 17 août une bataille aussi importante que celle du 16 et continuer la marche. L'armée du Rhin, quoiqu'on prétendît qu'elle manquait de tout, a toujours été pourvue de tout, excepté à quelques moments passagers, à cause des revirements perpétuels dans la direction des opérations. Le 13 août, au moment de la prise de possession de son commandement, Bazaine trouva : 107 922 coups de canon, 15 000 000 de cartouches, sept jours d'approvisionnement en blé, quinze à vingt jours de farine, dix à quinze jours en avoine et dix à douze jours

1. Épisodes.

de vivres de campagne entrés dans les magasins ou réunis dans les gares considérées comme annexes des magasins. Le surplus se trouvait sur les wagons qui n'avaient pu pénétrer dans les gares et qui avaient été déchargés des deux côtés le long de la voie du chemin de fer. Cette partie des approvisionnements représentait une quantité qui n'était pas complètement connue, mais qu'on pouvait estimer à peu près égale à celle qui se trouvait dans les corps d'armée à la même époque[1]. Tous les corps d'armée, en dehors des ressources de la place, se trouvaient nantis pour au moins huit jours. Les pertes subies à la bataille de Borny et le 16 août même avaient appauvri mais non épuisé cette abondante réserve. Dans ces deux batailles on avait dépensé 39000 coups sur 171000 emportés de Metz. L'ordre de licenciement des trains auxiliaires n'avait été exécuté qu'en partie et les convois de trois corps d'armée étaient seuls restés au Ban-Saint-Martin. Les voitures auxiliaires des autres corps et celles du quartier général avaient continué leur route et, dans la soirée du 16, sur le plateau, il y avait : *trois jours et demi de vivres de campagne, un jour de biscuit ou pain et un grand jour de farine.* Il y avait aussi un demi-jour d'avoine. La plus grande partie des troupes possédaient un jour de vivres dans le sac, et certains corps deux. Des approvisionnements étaient préparés le 15 à Mars-la-Tour, à

1. Déposition de Mony, audience du 24 octobre. *Procès.*

Briey et dans tous les villages sur la route de Verdun[1] et à Verdun même. « Le soir du 16 août, à minuit, après avoir dépensé dans cette terrible bataille de Rezonville 60 obus par pièce, l'armée avait sur le plateau de Gravelotte 80 500 coups, soit 186 par pièce. L'infanterie possédait en moyenne 15000000 de cartouches, soit plus de 100 par homme, seize fois la consommation de la journée. Quant aux vivres, comme on dit dans le langage militaire, l'armée était alignée pour les journées du 17, du 18 et en partie du 19, et à Verdun 600 000 rations attendaient[2]. »

En outre, les troupes qui avaient combattu n'étaient pas également dégarnies : le corps de Le Bœuf, celui de Ladmirault, qui avaient peu dépensé, se trouvaient en mesure de venir en aide aux 2e et 6e corps d'armée et à la Garde qui avaient été plus éprouvés. Le général Soleille avait ordonné d'opérer cette distribution[3]. Enfin Préval serait arrivé le matin à la tête du convoi de cinq cents voitures qu'il était allé chercher à Metz. « Ce convoi pouvait rejoindre l'armée dans la journée et même dans la matinée du 17, sans que la marche sur Verdun, si l'on y persistait, en fût retardée, encore moins empêchée[4]. »

1. En dehors des cartouches des gibernes et des réserves divisionnaires, les parcs de corps d'armée portaient 2 500 000, sans compter un parc séparé, constitué par Soleille, de 3 000 000 de cartouches.

2. Général RIVIÈRE, *Rapport* dont les assertions n'ont jamais été démenties.

3. *Procès*.

4. Déposition du général Soleille, audience du 22 octobre.

On a cité souvent différents passages des rapports de fractions d'armée ou de l'historique des régiments se plaignant que des vivres ou des munitions manquaient. La plupart du temps ces manquements n'étaient que très partiels et très provisoires; ils résultaient des mouvements des troupes. Ainsi Tixier se plaint au maréchal Canrobert que ses troupes épuisées n'ont pas pu toucher de viande depuis deux jours, mais ce n'est point parce que les approvisionnements manquaient, c'est parce que les troupeaux avaient été dispersés par la peur[1].

Souvent ces plaintes étaient exagérées, car nos officiers sont toujours portés à se plaindre, même à tort. Soleille, qui devait être le mieux informé de tous, n'a-t-il pas déclaré le 16 août et encore le 17, n'avoir plus de munitions sur le plateau, ni à Metz, tandis qu'elles abondaient,

1. Avant même que Bazaine, dans son procès, ait reconnu l'inanité de ce motif, il avait lui-même très bien précisé le caractère et la cause de certains manques d'approvisionnements. — Le maréchal Bazaine à l'intendant général de l'armée : « Gravelotte, 16 août, p. 130. — Faites expédier sans retard des vivres au général Forton, commandant la 3e division de cavalerie de réserve. Il importe entre autres de lui fournir de l'avoine, soit au moyen de celle que l'armée possède encore à sa suite, *soit au moyen d'achats exécutés sur place et qui doivent être faciles puisqu'ils le sont ici même.* J'ai vu hier à Gravelotte le sous-intendant attaché à la division de Forton ; il est probable que s'il eût été à son poste, des difficultés de cette nature ne se seraient pas élevées. Je vous prie de lui donner vos instructions pour l'exécution des dispositions ci-dessus, en lui prescrivant de demeurer à l'avenir avec la division dont l'administration lui est confiée. »

comme il a été obligé de le reconnaître plus tard[1]? Quoi qu'on fasse, on ne préservera pas les troupes combattantes de souffrir des manques de distributions, ce qui n'implique pas que l'armée en soit dépourvue, mais seulement qu'elles ne sont pas disponibles momentanément sur tel ou tel point. Chez les Prussiens, on trouverait l'équivalent, au moins, de ce qu'on a relevé dans les documents français. Ils ont combattu certains jours entiers sans avoir mangé, tant officiers que soldats.

D'ordinaire toute troupe, après un combat, a besoin d'être ravitaillée, mais c'est le ravitaillement qui vient à elle, et non elle qui va au ravitaillement, même lorsqu'elle doit le tirer de parcs éloignés du terrain sur lequel elle est établie. Les Allemands avaient fait une consommation de munitions telle qu'ils étaient complètement dégarnis. Néanmoins, quoiqu'ils fussent plus éloignés que nous de leurs réserves, encore au delà de la Moselle, ils ne reculèrent pas vers leurs réapprovisionnements, ils attendirent sur le terrain conquis que les réapprovisionnements vinssent à eux. Eût-on, en effet, besoin de se ravitailler à Metz, il fallait attendre sur place et non reculer.

Bazaine a reconnu dans son procès que « ce n'étaient pas les vivres qui manquaient; mais il fallait les distribuer de façon que les hommes en aient pour deux ou trois jours dans le sac ». — « Je

1. Note du 22 août.

le répète, il n'y avait pas pénurie; nous avions les approvisionnements de Metz, mais je ne voulais pas appauvrir la place. Même pour l'armée, *ce n'était pas une pénurie absolue, puisque nous étions encore approvisionnés pour quelques jours.* » Et il ajoute que ses appréhensions au sujet des munitions et des vivres, tout en pesant sur ses décisions, n'avaient pas été les motifs déterminants de sa conduite : « Si nous n'avions pas eu du mauvais temps *et si j'avais cru à l'urgence nous aurions passé outre. Pour moi il n'y avait pas urgence à ce moment-là*; nous attendions des nouvelles de l'intérieur, et je ne voulais pas entreprendre un mouvement qui pouvait amener une mauvaise opération. — Si j'avais eu des nouvelles de l'intérieur, si j'avais su ce qui se faisait entre la Meuse et nous, c'eût été tout différent, *rien ne nous aurait arrêtés*; mais ne sachant rien, je voulais toujours rester dans la même série d'opérations, non pas d'attente, mais de prudence[1]. »

## III

La dissémination des troupes dans la soirée du 16 août et la nécessité de les reconstituer très rapidement n'étaient pas non plus un obstacle réel à la marche, malgré les difficultés évidentes que cette opération présentait sur quelques points. On put l'opérer pour le recul; on l'aurait fait non

1. Audience du 7 octobre.

moins pour la marche en avant. Il est facile aussi de prouver que l'état des fortifications de Metz n'était pas tel « qu'elles n'eussent pu résister quinze jours si les troupes s'en éloignaient ».

Si Moltke ne nous avait pas habitués à une crédulité et à une irréflexion inimaginables quand il s'agit de nos affaires, nous serions surpris de la facilité avec laquelle il a inséré dans le récit de son état-major cette invraisemblable affirmation, oubliant qu'en 1869 déjà, la défense de la place était si formidable que Stiele, en ce moment chef d'état-major de la IIe armée, disait que « si on avait à l'assiéger, il faudrait la réduire par la famine[1] ». Coffinières a fait justice ne cette allégation en termes innignés : « On m'a prêté une opinion vralment incroyable de la part d'un officier du génie; on m'a fait dire que la place de Metz ne pouvait pas tenir plus de quinze jours si elle était abandonnée à ses propres forces. C'est là une opinion qu'on m'a prêtée trop généreusement, une ineptie dont je me crois véritablement incapable, et je ne sais pas comment on aurait pu oser émettre une telle opinion dans une réunion de maréchaux et de généraux de toutes les armes, qui évidemment auraient protesté contre cette proposition. Je proteste de la manière la plus formelle et la plus énergique. J'avais inspecté la place de Metz trois ou quatre fois avant la guerre. Je connaissais par conséquent les forts et je savais comment ils

1. *Empire libéral*, t. XV, p. 97.

étaient. Il n'est pas admissible que j'aie dit qu'un ensemble de telles fortifications ne peut tenir que quinze jours... C'est me prêter une absurdité, dont, je le répète, je ne crois pas être capable. En trois semaines ou un mois, à partir du 7 août, on a mis 600 pièces de batteries sur les fortifications. Le 15 août d'abord la place était déjà en parfait état, dans un état parfaitement soigné; il y avait déjà eu beaucoup de travaux dans les années précédentes et il n'y avait absolument rien à faire, excepté quelques précautions à prendre pour fermer les entrées particulières qu'on avait laissées; mais les remparts proprement dits n'exigeaient aucun soin spécial. Quant aux forts, ils étaient parfaitement défendables, et l'état de redoute parfaitement établi; ils n'avaient pas le caractère absolu d'une fortification permanente, parce qu'il n'y avait pas de revêtements à l'escarpe et à la contre-escarpe. » Il dit encore : « Le 15 août la besogne était très avancée. — Si j'avais eu le bonheur (je ne sais si je puis employer cette expression) de rester seul pour exercer le commandement de la place, nous nous serions défendus très bien[1]. »

Bazaine a, d'ailleurs, reconnu, comme il a fait à l'égard des approvisionnements, que l'état des fortifications de Metz n'avait pas influé sur ses résolutions. Le duc d'Aumale lui dit : « Ainsi, la raison qui vous décidait à maintenir l'armée sous Metz n'était donc pas l'anxiété que témoi-

1. Général Coffinières de Nordeck, 7 et 11 novembre 1873, *procès Bazaine.*

gnait le général Coffinières pour l'état de la place, ni les renseignements que le général Soleille vous donnait sur l'état des services de l'artillerie? Ce seraient plutôt des considérations qui se rattachent à la grande politique de la guerre, à l'importance stratégique de Metz et au rôle que pouvait jouer l'armée en restant sous le canon de la place? — *Bazaine* : Oui, monsieur le Président[1]. »

Les motifs de la conduite de Bazaine le 16 et le 17 août, de son propre aveu, seraient donc uniquement des considérations tirées de la grande politique de la guerre. « *Il aurait pu passer s'il y avait eu urgence et s'il avait été mieux instruit des événements intérieurs.* » Or s'il fut jamais un cas où l'urgence s'imposât, c'était assurément celui-ci. De la réunion rapide des deux armées à Châlons dépendait le salut de la France. Ayant devant lui un but aussi net, il en savait plus qu'il n'était nécessaire pour diriger une action résolue sans attendre des renseignements sur ce qui se passait à l'intérieur. Sa reculade ne se justifie donc, ni par la pénurie des approvisionnements, ni par l'état de dissémination de l'armée, ni par l'insuffisance des fortifications de Metz, ni par des considérations de grande politique de la guerre. Elle s'expliquerait un peu mieux par la fatalité qu'imposaient les desseins des chefs allemands.

1. *Procès Bazaine*, audience du 15 octobre, p. 179.

## IV

Au matin du 16 août, la dissémination des armées allemandes était complète : une portion de la Ire et de la IIe était encore sur la rive droite de la Moselle; une autre, sur la rive gauche, s'avançait vers la Meuse, et une autre allait batailler sur le plateau de Vionville. L'avant-garde du IVe corps, portée en avant, avait essayé une attaque brusque contre Toul. Son artillerie de campagne n'était point parvenue à démolir la porte de la ville et à en forcer l'entrée; l'infanterie avait été arrêtée par les bastions en maçonnerie et les larges fossés remplis d'eau. La IIIe armée (Prince royal) dont le quartier général était à Nancy, composée des vainqueurs de Wœrth et accrue du VIe corps, s'avançait vers la Meuse en quête de Failly et de Mac-Mahon. Des dépêches parvenues dans la journée du 16 août et dans la nuit suivante, soit au quartier général de Frédéric-Charles, soit à celui du roi, avaient enfin montré la réalité aux chefs de l'armée. Le soir du 16 août, ils voient clair ou à peu près et se retournent vivement.

Le but principal de Moltke avait été, jusque là, de nous devancer vers la Meuse, de nous empêcher d'atteindre Châlons, et en même temps de nous séparer de Metz, de manière à nous isoler de tous les côtés et à nous rejeter vers le nord. Dès qu'il se fut rendu compte de notre présence sur

la ligne Gravelotte-Mars-la-Tour, sans renoncer à son but il modifia sa tactique : ce ne seront plus le IIIe et le XIIe corps seulement, ce seront les cinq corps entiers de la Ire et de la IIe armée qui seront chargés de battre l'armée de Bazaine, dont Alvensleben a constaté la présence sur le plateau de Rezonville; ces sept corps se concentreront sur la route de Gravelotte à Mars-la-Tour. L'ordre de concentration, limité par Moltke, élargi par l'initiative clairvoyante du Prince Frédéric-Charles, vole de tous les côtés. Il atteint rapidement le IXe corps, dont quelques fractions ont combattu la veille et sont groupées à Gorze, où est établi le quartier général du Prince. Il atteint très vite la 15e division du VIIIe corps, arrivée la veille dans la soirée, aux environs de Lorry. Il n'est pas long non plus à parvenir au VIIe, établi à Silligny et à Pommérieux. Il n'arrive que bien plus tard à la Garde, à Bernécourt, à 34 kilomètres du champ de bataille, au XIIe à Pont-à-Mousson, au IIe à Buchy (40 kilomètres), au IVe aux Séseraies (50 kilomètres).

Plusieurs chefs de ces corps, notamment celui de la Garde, avaient, au bruit du canon, prévu les ordres et s'étaient mis en mesure de les exécuter. Le prince de Wurtemberg, leur chef, montra la manière dont il faut pratiquer la règle, si peu débrouillée, de marcher au canon. Un officier du XIIe accourt, tout effaré, lui annoncer que le IIIe et le Xe ont été battus, ont subi de très grandes pertes à Mars-la-Tour et ont besoin de secours. Va-t-il courir de ce côté? Il s'en garde ;

il ne se croit pas autorisé à enfreindre l'ordre de s'avancer sur Saint-Mihiel et à compromettre ainsi peut-être le plan général de son chef. Il arrête ses troupes et envoie un officier au quartier général demander la permission de marcher au canon. Il la reçoit après trois heures du matin. Aussitôt il ordonne à ses troupes de tourner le dos à Saint-Mihiel, de déposer les sacs et d'aller au pas accéléré vers Mars-la-Tour. La même activité se déploie dans les autres corps.

Le prince Frédéric-Charles, le 17 août (3 h. 3/4 du matin), puis le roi avec Moltke et son état-major (6 heures) se rendent à Flavigny et ils délibèrent, en parcourant du regard le champ de bataille, sur l'emploi qu'ils vont faire des sept corps qui vont arriver. Avant tout ils essaient de découvrir la direction qu'a prise l'armée française. A-t-elle continué sur Verdun par Mars-la-Tour ou par Briey, ou s'est-elle repliée sur Metz?

Le roi et Moltke, impatients de sortir de leur incertitude par la poursuite et le contact, voulaient, au fur et à mesure que les renforts arriveraient, les lancer sur nous. Mais Gœben, le commandant du VIII^e corps, représenta que ce serait de la folie : « Les troupes qui ont combattu hier, leur dit-il, sont si épuisées qu'elles ne comptent pour ainsi dire plus[1]. » — « Hommes et chevaux sont exténués, disait Goltz, la plupart n'ont pris aucune nourriture depuis la veille; certaines unités ne

1. Général Von Gœben, *Lettres à sa femme.*

comptent plus qu'un très petit nombre d'officiers, les munitions font encore défaut, on constate d'ailleurs le relâchement qui succède toujours à une période de grande surexcitation[1]. » Et le prince de Hohenlohe : « La cavalerie est trop fatiguée pour faire des reconnaissances[2]. » Moltke et le roi furent frappés par cette considération et se rendirent. « Si, à la vérité, dit Moltke, les têtes de colonnes avaient pénétré à la lisière septentrionale du bois des Ognons, si le VIII[e] corps était posté à Gorze prêt à marcher, et les IX[e], III[e] et X[e] en marche, on ne pouvait compter que *pour le lendemain* sur sept corps d'armée et trois divisions de cavalerie et, pour la journée du 17, il fallait renoncer à une attaque quelconque[3]. »

Des dispositions furent arrêtées pour le 18 août en vue de deux hypothèses entre lesquelles on ne savait se prononcer. L'aile gauche serait portée en avant dans la direction du nord, vers la route la plus rapprochée, par où nous pouvions encore nous retirer, celle qui passe par Doncourt. Rencontrerait-elle là notre armée en train de battre en retraite, elle l'attaquerait immédiatement et l'aile droite suivrait, arrivant au secours de l'aile gauche. Au contraire, constaterait-on que nous étions restés sous Metz, l'aile gauche ferait un quart de conversion dans la direction de l'est, tournerait

1. Von der GOLTZ, *Les opérations de la II[e] armée*, p. 103.
2. Prince de HOHENLOHE-INGELFINGEN, *Lettres sur la cavalerie*.
3. *Guerre de 1870*, p. 62.

notre position depuis le nord, et l'aile droite engagerait un combat traînant jusqu'à ce que l'action de l'aile gauche se fît sentir. Ces directions expédiées, le roi retourna à son quartier général de Pont-à-Mousson.

Dans ces dispositions de l'armée allemande, Bazaine pouvait-il reprendre le 17 août son mouvement sur Verdun? Changarnier le pensait : « Nous avions l'avance sur l'ennemi, qui, même en s'imposant de grandes fatigues, n'aurait pu nous faire que des affaires d'arrière-garde sans importance et en nous laissant la faculté de nous retourner vigoureusement contre lui. » C'était aussi l'avis du général Ladmirault : « Je n'aurais pas hésité à le faire ; je ne dis pas que j'aurais réussi, mais j'aurais tenté[1]. » Plusieurs historiens militaires ont accrédité cette opinion. Selon eux, Bazaine eût pu, en mettant son armée en mouvement dès trois ou quatre heures du matin, écarter de sa route les débris d'Alvensleben, enlever Mars-la-Tour et s'avancer sans encombre sur Verdun. D'autres, tel Soleille, n'ont point partagé cette opinion : « L'ennemi pouvait suivre pas à pas notre marche, la ralentir par des engagements incessants et finir par la rendre désastreuse[2]. » L'opinion de Soleille paraît plus justifiée que celle de Changarnier. Notre nature offensive nous rendait plus aptes aux combats de manœuvre qu'à ceux de pied ferme. Toutefois,

1. *Procès Bazaine.*
2. *Journal des opérations du général Soleille.*

dans l'occurrence, il était téméraire de s'y exposer.

L'ordre de Bazaine du 16 au soir avait prescrit aux troupes d'être sur pied à quatre heures du matin; c'était vraiment leur demander beaucoup. « Si on considère, dit le général Lebon[1], tout ce qu'il y a à faire après une bataille comme celle du 16 août, pour remettre de l'ordre dans les corps qui ont été engagés sérieusement, on verra qu'au moins pour la Garde, le 2e et le 3e corps, qui étaient dans ce cas, cette heure était beaucoup trop matinale. La lutte s'était poursuivie jusqu'à la nuit. C'est entre dix et onze heures du soir que se fit le ravitaillement de batteries. Pendant toute la soirée il fallut s'occuper de faire boire et manger les chevaux, alimenter les hommes, évacuer les blessés. On ne put se reposer que vers minuit. »

Cependant ces braves gens ne murmurèrent pas et, dès quatre heures du matin, sauf chez Ladmirault où on n'était jamais pressé, tout le monde était prêt à rompre. Donc si à quatre heures on s'était mis en route, il n'est pas douteux que nous eussions facilement eu raison de la résistance des Allemands. Leurs troupes n'étaient plus capables d'une action semblable à celle qui avait rempli la journée de la veille et leurs renforts ne pouvaient atteindre le champ de bataille que vers le milieu ou la fin de la journée[2],

1. *Revue militaire*, note au sujet d'un travail d'état-major.

2. *IXe corps, IIe armée : à six heures* du matin, le 17 août, se rassemble au nord-ouest de Gorze. *XIIe corps, IIe armée*

très fatigués, obligés de se reposer, incapables de se mettre immédiatement à la poursuite. Les troupes reposées de Frossard, de Canrobert et de Bourbaki, accrues des deux divisions Metman et Lorencez qui avaient rejoint, en eussent eu promptement raison, et, si nous ne nous étions pas laissé détourner de notre but en les poursuivant vers la Moselle, nous aurions pu, avant la fin de la journée, reprendre notre marche sur Verdun.

Mais que serait-il arrivé le lendemain 18 quand le roi aurait eu sous la main ses sept corps d'armée et ses trois divisions de cavalerie? Demandons-le au général Bonnal : « Le maréchal Bazaine avait trop de finesse naturelle pour s'illusionner sur le sort qui attendait l'armée de Lorraine si, franchissant la Moselle le 14, elle s'avançait le 15 dans la direction de Verdun pour gagner Châlons. Sachant que des masses allemandes considérables étaient parvenues à courte distance du front Pont-à-Mousson-Nancy, le maréchal devait conclure à leur marche rapide dans la direction de la Meuse pour gagner

(Saxon) *à neuf heures trente* du matin a sa tête de colonne à Xonville et poursuit sur Mars-la-Tour. *VIIIe corps, Ire armée, à cinq heures* du matin l'artillerie et la 15e division passent la Moselle à Arry. *VIe corps, IIe armée*, stationne aux Saizerais à deux marches de Vionville. *VIIe corps, Ire armée : à six heures* du matin se dirige sur Corny; vers *neuf heures* se dirige sur Novéant et l'atteint à *une heure*, après un combat avec Metmann. *IIe corps, IIe armée*, ne peut arriver à Vionville que le 18.

*La Garde*, vers une heure après-midi, atteint Hagéville.

de vitesse l'armée de Lorraine et la contraindre à combattre en rase campagne. Si l'armée de Lorraine, lente à se mouvoir, se fût portée le 15, des abords ouest de Metz sur Verdun, elle eût atteint cette ville sans encombre le 17, mais eût subi le 20 et le 21 entre Dombasle et Clermont un désastre pareil à celui qu'a essuyé l'armée à Sedan[1]. »

Un autre général, Fay, nous le démontrera : « Je crois que nous ne pouvions pas continuer notre mouvement. Nous aurions réussi à passer le 16 août au soir, même le 17 au matin, car les premiers corps d'armée ennemis, arrivés ce jour-là sur le plateau (XII^e et Garde), n'étaient à Mars-la-Tour qu'à trois heures de l'après-midi; mais après avoir forcément sacrifié tous nos bagages, nous aurions éprouvé un grave échec les jours suivants ; nous aurions été très probablement rejetés vers le nord, séparés du camp de Châlons non encore reconstitué et le but des marches du Prince royal; enfin Metz aurait été enlevé plus tôt[2]. »

Jarras constate que, parmi les hommes compétents, il en a rencontré fort peu qui exprimassent une opinion formelle en faveur de la continuation de la marche directe sur Verdun.

1. « Notre armée n'avait pas de capacités manœuvrières qui lui permissent de faire une marche de plus de 20 kilomètres par jour. » Général Bonnal, *La Manœuvre de Saint-Privat*, t. II, p. 27.

2. Colonel Fay, *Journal d'un officier de l'armée du Rhin*, p. 94.

« Je n'en ai cependant, dit-il, entendu aucun opiner en faveur du retour vers Metz. Le sentiment de beaucoup le plus répandu était qu'il convenait d'éviter une seconde grande bataille si c'était possible, et que, par suite, il y avait lieu de conduire l'armée vers le nord, en prenant une nouvelle direction par Briey et Longuyon, afin de gagner de l'avance sur l'armée allemande[1]. »

Bazaine ne crut pas plus raisonnable de tenter l'aventure par Briey. « Il ne fallait pas songer à changer immédiatement d'itinéraire en prenant Briey pour objectif, puisque, par ce changement de colonne à droite, on aurait eu l'ennemi sur ses derrières et sur le flanc gauche[2]. » Il eût pensé ainsi bien davantage s'il avait su le contentement que cette marche aurait apporté à Moltke, dont elle aurait comblé les vœux. « Rejeter vers le Nord les forces principales qui abandonnent Metz est chose décisive pour le résultat de la campagne. Plus le III^e^ corps a d'adversaires devant lui, plus grand sera le succès demain quand on pourra disposer des X^e^, III^e^, IX^e^, VIII^e^, VII^e^ corps, peut-être aussi du XII^e^[3]. » Cette marche, en effet, eût été bien périlleuse. Nous eussions d'abord eu plus libre carrière que par Mars-la-Tour, car l'état-major allemand n'apprit que le 18 août notre changement de direction, et il était le 17 dans l'impossibilité de nous pour-

1. *Souvenirs*, p. 114.
2. *Mémoire justificatif*.
3. *Correspondance militaire*, n° 293.

suivre. Mais le lendemain, les sept corps de la I^re^ et de la II^e^ armée eussent été jetés à nos trousses; eussions-nous accompli, dans une fuite éperdue, des prodiges de vélocité et fait des étapes de plus de quarante kilomètres, les troupes prussiennes agissant, les unes sur nos derrières, les autres sur notre flanc, auraient talonné, débordé notre retraite, nous auraient obligés de cesser d'être des fuyards, pour redevenir des combattants et d'accepter encore une bataille, dont nous ne voulions pas. Les 223 000 hommes de la III^e^ armée auraient rejoint, et la catastrophe que prévoit, sur la route de Verdun, le général Bonnal, n'eût pas été moindre sur celle de Briey[1].

1. Aux premières heures du 17 Bazaine est averti par le ministre de la guerre que des forces ennemies considérables des trois armes occupent Vigneulles-Apremont-Saint-Mihiel (25 à 30 kilomètres de Mars-la-Tour) et se dirigeraient sur Ars. Un peu plus tard (8 h. 17), nouvelle dépêche du même ministre qui annonce la présence de cinq mille hommes à Saint-Mihiel et à Fresnes-au-Mont. L'agent de Thionville signale le 13 et le 14 la présence de troupes allant sur Sarrebrück. Le bureau de renseignements de l'état-major de l'armée adresse également une première note au maréchal, établie d'après les dires des prisonniers. Il en résulterait que le 16 nous avons eu à faire à quatre corps ou fractions de corps. Pendant toute cette journée du 17 on lui signale le passage dans la vallée de la Moselle d'énormes colonnes se dirigeant vers les ponts de la Moselle et marchant vers l'Ouest. A cinq heures quarante-cinq, le même jour 17, on lui annonce une attaque *sérieuse* sur Queuleu. Le bureau de renseignements de l'état-major général accueille le bruit de la présence du roi de Prusse à Pange et que des troupes nombreuses ont été vues sur la route de Verdun et à Monts-sur-les-Côtes.

## V

Ayons le courage de voir la vérité et de la dire. Le 17 août il n'était plus possible d'amener l'armée du Rhin à Châlons par Verdun et Briey. Il n'y avait qu'à y renoncer résolument, et se décider, en prenant Metz comme base de manœuvre, à opérer sur les derrières de l'ennemi. La concentration à Châlons de nos deux armées, que la débâcle de Wœrth avait rendue impossible à Metz, était le moyen de relever nos affaires et de nous permettre de recommencer une nouvelle campagne. L'Empereur l'avait vu depuis le 8 août : à ce moment elle se fût opérée comme une promenade. Mais il ne sut pas faire prévaloir sa volonté et n'y revint que tardivement, lorsque les Allemands étaient sur nos talons et que nous ne pouvions plus échapper à leur étreinte. Un général, Derrécagaix, sera encore ici notre autorité : « Notre retraite n'a commencé que le 14 août, tandis qu'elle aurait dû être abandonnée ou entreprise plus tôt; au point de vue le plus impartial, c'est dans ce retard que réside, stratégiquement parlant, la faute capitale de l'armée française, celle qui a assuré à l'ennemi le succès complet de ses opérations des 14, 16 et 18[1]. »

Bazaine doit donc être approuvé d'avoir, le 17 août, renoncé à prendre, soit la route de Mars-

1. DERRÉCAGAIX, *Guerre de 1870*, p. 220 et 221.

la-Tour, soit la route de Briey. Il a été moins heureusement inspiré en ramenant notre armée sur la position défensive d'Amanvillers et en commençant sa manœuvre autour de Metz par une retraite qui ressemblait à une fuite et qui démoralisait nos soldats. Il y avait mieux à faire.

C'était de tourner le dos à Châlons et de passer de la rive gauche de la Moselle sur la rive droite. Les sept corps prussiens se massaient sur le plateau de Gravelotte, nous y cherchaient sans savoir où nous étions. Sur la rive droite ne s'étaient attardées que les arrière-gardes des VII$^{e}$ et VIII$^{e}$ corps ; à petite distance, le II$^{e}$ corps, à Buchy; plus éloigné de lui, à la gauche, le I$^{er}$ corps à Courcelles-sur-Nied. Nous aurions passé sur la rive droite le 17 au matin, par les ponts fixes et par ceux qu'on y aurait adjoints pendant la nuit du 16. Ce mouvement eût été dérobé à l'ennemi et couvert par un déploiement d'arrière-garde. Sur la rive droite, nous aurions manœuvré selon les circonstances, soit contre le I$^{er}$, soit contre le II$^{e}$ corps, soit contre les deux réunis; nous aurions bousculé, mis en déroute les arrière-gardes de la II$^{e}$ armée, gagné rapidement le sud et nous nous serions dirigés par un long détour vers Châlons.

Moltke, sans croire une telle détermination probable, ne la jugeait pas imposible, et avait envoyé à Manteuffel des instructions en vue d'y parer[1]. Le 17 août même, dans une lettre à

1. « Au général de cavalerie baron de Manteuffel (commandant le I$^{er}$ corps d'armée), Courcelle, commandant général

sa femme le général Gœben s'étonnait que nous n'eussions pas adopté cette résolution : « La plus grande partie de l'armée française est rejetée sur Metz... Que fera-t-elle? On ne sait encore. Si je la commandais, je me jetterais demain sur Manteuffel au sud-est de Metz pour m'y faire jour. Mais les Français n'ont pas l'esprit entreprenant... » Et le lendemain: « Si j'étais à la place de Bazaine j'essaierais certainement de percer par la rive droite, ce qui ne serait pas trop difficile; je tomberais ainsi sur les derrières des Allemands et pourrais leur faire un mal énorme. Et si je n'arrivais pas à opérer ma jonction avec l'armée qui se forme à Châlons, j'aurais encore le choix soit d'aller en Alsace, soit d'aller vers le sud pour rejoindre les forces qui s'y trouvent [1]. »

Gœben, général d'une capacité stratégique supérieure, qui se rendait compte de la situation des armées prussiennes et de la nôtre, était en mesure de concevoir ce plan audacieux. Bazaine le pouvait-il le 16 au soir, dans l'ignorance où il se trouvait sur la véritable situation des forces

Pont-à-Mousson, 17 août 1870, dix heures du soir : — Les corps Frossard, Decaen (anciennement Bazaine), Ladmirault et la Garde impériale ayant été battus hier près de Vionville après un long et sanglant combat, par les IIIe et Xe corps, aidés d'une partie des VIIIe et IXe corps, il semble tout à fait invraisemblable que l'armée française vienne d'ici quelques jours tenter une offensive avec des forces supérieures contre le Ier corps d'armée. Toutefois, dans cette éventualité, l'intention de Sa Majesté serait que Votre Excellence se retirât dans la direction de Remilly pour couvrir nos communications. »

1. Général Von Gœben, *Lettres à sa femme.*

ennemies, leurs emplacements, leur nombre, sur ce qu'il avait devant lui ou sur ses flancs? Cette stratégie à la Napoléon a été depuis découverte, étudiée, préconisée par nos critiques militaires[1]. Précisément parce que c'était une stratégie à la Napoléon, si elle était pleine de promesses heureuses, elle était pleine aussi d'imprévu, difficile à exécuter, et le 17 août, dans l'armée du Rhin, personne, absolument personne n'en eut le soupçon.

Au contraire, un plan facile s'offrait qui répondait au désir ardent de tous les chefs de l'armée[2] et de l'armée elle-même de recommencer le lendemain une action quelconque. Ce plan était celui que Bazaine naguère avait indiqué à Wolff dans la nuit du 15 au 16 août : ne pas abandonner les positions qu'on occupait le 16, et, les troupes alors suffisamments reposées, passer, dès les premières heures du jour, à une offensive résolue, opérer une conversion à gauche, attaquer

1. Voir sur cette manœuvre l'*Étude* remarquable du général Lebon.

2. Le Bœuf : ... « J'avoue que si j'avais été consulté j'aurais été plutôt d'avis de recommencer la lutte le lendemain matin, mais quand on n'est pas général en chef il est commode de raisonner ainsi. » (*Procès Bazaine*, Déposition du maréchal Le Bœuf.) Canrobert : « C'est là une question bien délicate; pour moi, je le crois, mais je suis loin d'en être sûr. Nous n'étions pas démoralisés. La Garde avait été magnifique; à notre gauche, mon corps tenait parfaitement, le corps du maréchal Le Bœuf était reconstitué, c'était celui qui avait le moins souffert, celui du général de Ladmirault avait eu un succès très réel. Je crois qu'il eût été possible de marcher en avant; mais, je le répète, je suis loin de l'affirmer. » (*Idem*, audience du 21 octobre.)

l'ennemi, le refouler dans les ravins de Gorze, puis de là sur la Moselle[1]. Les troupes d'Alvensleben, du IIIe corps, du Xe, même du VIIe et du VIIIe, malgré leur vaillance, étaient hors d'état de résister au choc impétueux des deux corps de Ladmirault et de Le Bœuf, qui étaient restés les bras croisés toute la journée du 16, et des autres corps qui avaient repris haleine. Elles auraient été refoulées à travers les vallées et les ravins sur la Moselle et les troupes en marche vers elles auraient partagé leur sort : elles arrivaient péniblement, séparées les unes des autres par des routes sinueuses, sous un soleil brûlant, laissant derrière elles leurs munitions, leurs approvisionnements, exténuées, à la discrétion de nos chassepots, et ne pouvant pas déployer en masse sur de pareils terrains leur artillerie. Quelques habitants du pays m'ont décrit leur accablement.

L'art de la guerre n'existerait pas si on ne trouvait pas dans ses secrets le moyen de profiter à coup sûr d'une occasion aussi propice. Même si elle n'avait pas réussi, une défaite n'eût pas eu de conséquences irréparables puisqu'on

1. Général Montaudon : « Il était imprudent, pour ne pas dire impossible, de marcher en avant dès le lendemain, avant d'avoir détruit l'armée qui se trouvait sur notre gauche et sur nos derrières; car il est impossible qu'une armée sans base d'opération se lance dans la campagne ayant l'ennemi à ses trousses; une avant-garde peut bien arriver à destination, mais le reste ne peut pas y arriver. Dans la situation où nous étions, il n'était pas prudent, avant d'avoir livré une nouvelle bataille et rejeté les Prussiens dans la Moselle, d'aller de l'avant. »

avait derrière soi le camp retranché de Metz. Le succès au contraire était aussi certain que le peut être un fait qui ne s'est pas produit. Et les Allemands n'en doutaient pas. « Si les Français, écrivait Gœben, dirigeaient une attaque sur notre aile gauche, où nous n'avons plus que des essaims épars d'infanterie, sans munitions, tout serait culbuté[1]. » « Durant toute la journée, a écrit Hohenlohe, l'infanterie allemande avait lutté contre un ennemi quatre fois, trois fois plus fort; dans ces attaques héroïques et sanglantes, elle avait perdu presque tous ses chefs; elle était en quelque sorte émiettée, réduite en poussière; malgré les renforts arrivés le soir, elle n'était pas de moitié aussi forte que l'ennemi; celui-ci disposait d'un nombre de troupes intactes n'ayant pas tiré un coup de fusil, plus considérable que n'était l'ensemble des corps d'armée prussiens désagrégés et épuisés par la lutte. Si le 17, à la pointe du jour, Bazaine avait fait exécuter, par toutes ces réserves intactes, une attaque en masse, elles auraient remporté, sans nul doute, un succès sur l'armée prussienne inférieure en nombre et épuisée par la lutte de la veille[2]. »

Après la guerre, dans les conversations échangées entre officiers français et officiers allemands, la première interrogation des Allemands était presque toujours celle-ci : « Pourquoi n'avez-vous pas recommencé le 17 août ? »

1. *Lettres à sa femme*.
2. *Lettres sur la cavalerie*, traduction Jaeglé, p. 29.

## VI

La retraite sur les lignes d'Amanvillers, protégée par la division Metman, s'opéra à peu près bien. A mesure que les troupes défilaient, on leur distribuait leur part de deux millions de rations de biscuit et de 650 000 rations de sel. Lorsque le dernier corps d'armée fut approvisionné, les intendants, craignant que ce qui restait ne tombât aux mains de l'ennemi, le firent jeter dans un ravin et y mirent le feu. Le même sort eût été réservé à un million de rations de biscuit et autres approvisionnements, venus de Metz, à la première heure, si l'intendant Préval, informé à temps de notre reculade, n'eût, par une conversion à droite, dirigé son convoi de cinq cents voitures sur Plappeville.

Ladmirault avait exténué ses troupes pendant la nuit; il les avait tirées de leur sommeil et leur avait fait parcourir à travers champs les quatre ou cinq kilomètres qui séparaient leurs bivouacs de Doncourt; elles auraient été hors d'état de rompre à quatre heures. Du reste l'ordre de Bazaine ne leur parvint que dans la matinée vers neuf heures [1]. Il fixa alors le départ général à midi. Inquiété par la nouvelle que l'ennemi allait le harceler, on crut le dépister en avançant d'une heure son départ. Canrobert devait gagner Vernéville et s'établir derrière le 4e corps d'ar-

1. A neuf heures seulement, l'avant-garde du IXe corps se met en marche de Novéant sur Ars. A neuf heures et demie, la tête de colonne du XIIe corps arrive à Xonville.

mée en échelons de soutien ou de replis. Arguant que, de là, il n'aurait pas, à cause des bois, tout son corps d'armée sous les yeux, il obtint de Bazaine l'autorisation de se poster sur les hauteurs d'Amanvillers à Saint-Privat. « Le maréchal Canrobert, a dit Bazaine, avait dix années de grade de plus que moi ; j'avais toujours servi sous ses ordres ; il me semblait convenable d'accéder à ce qu'il demandait[1]. »

Canrobert reçut le contre-coup des lenteurs de Ladmirault : son corps d'armée se heurta à la division Lorencez et dut s'arrêter jusqu'à ce qu'elle se fût écoulée. Il n'arriva sur sa position qu'entre dix heures et minuit. Les autres corps d'armée avaient rejoint la leur entre midi et trois heures ; ils eurent ainsi un repos que n'eut pas la division Canrobert, et ce fut d'autant plus grave que ce corps d'armée devait supporter un choc plus rude dans une situation moins bonne.

Le prince Frédéric-Charles suivait anxieusement ce va-et-vient de nos troupes. Enfin il acquiert la certitude, sans savoir encore où elles se dirigeaient, qu'elles abandonnaient le champ de bataille. Alors un éclair de joie illumina son mâle visage, et, se retournant vers ses officiers : « A présent nous pouvons véritablement nous dire vainqueurs. »

Les sept corps qu'il avait requis bivouaquèrent paisiblement dans la soirée sur le plateau que nous leur avions abandonné de Gravelotte à Mars-la-Tour.

1. *Procès Bazaine*, audience du 13 octobre.

# CHAPITRE IV

## LA BATAILLE DE GRAVELOTTE — SAINT-PRIVAT

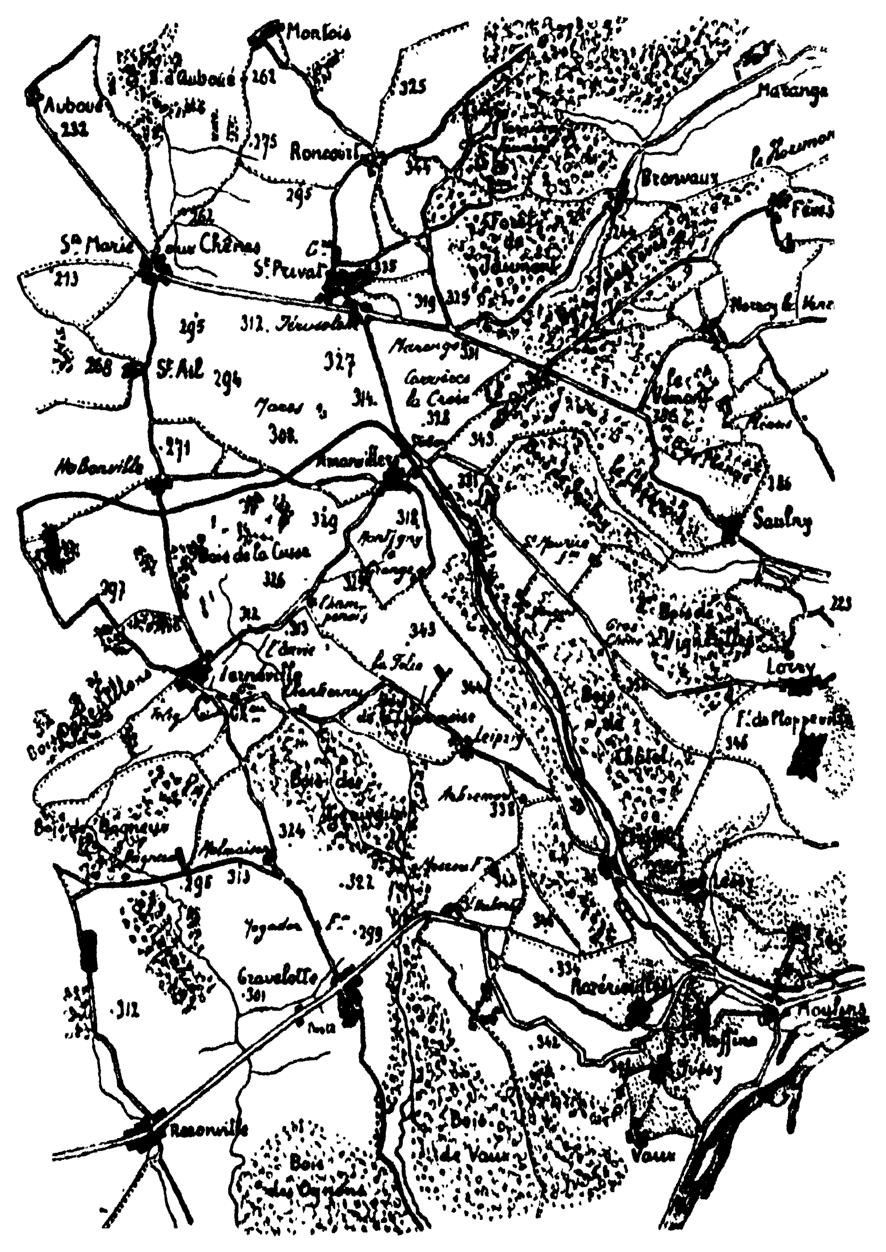
### I

Entre les grandes routes de Vionville-Gravelotte-Metz, et Sainte-Marie, Saint-Privat-Saulny-Metz s'étendent, à peu près dans la direction du nord-sud, trois lignes de hauteurs. Celles qui sont situées à l'ouest courent presque parallèlement, tandis que la troisième, celle qui est le plus à l'est, s'écarte un peu du parallélisme vers le sud-est. Ces hauteurs sont celles allant : 1° de Gravelotte à Sainte-Marie-aux-Chênes par la Malmaison et Vernéville ; 2° du Point-du-Jour à Saint-Privat par Moscou et Amanvillers ; 3° de Plappeville aux carrières d'Amanvillers et au delà. Entre ces trois crêtes se trouvent deux ravins profondément encaissés : le ravin de Châtel entre les deuxième et troisième crêtes et celui de la Mance entre les première et deuxième ; tous deux ont le même caractère, un fond assez large (250 à 400 mètres) avec des flancs escarpés, qui, à ce moment, étaient couverts de taillis épais.

Les ruisseaux de ces deux vallées et ces vallées elles-mêmes étaient complètement desséchés, et, par suite, partout franchissables. De ces trois lignes de hauteurs, celle qui se trouve le plus à l'est est, dans son ensemble, la plus élevée; celle qui est le plus à l'ouest, la plus basse; la troisième tient à peu près le milieu entre les deux autres. La distance qui sépare les trois crêtes est à peu près la même, environ 3000 mètres; à certains endroits elle va jusqu'à 3500. L'espace qui s'étend entre les deux crêtes occidentales était couvert, d'une manière générale, au sud de Vernéville, par de grands bois de forme irrégulière; le terrain qui s'étendait au nord de Vernéville pouvait, par comparaison, passer pour découvert et n'offrait pas d'obstacle à la vue.

L'armée française, comptant 125 à 130000 combattants, vint s'établir sur une longueur de treize kilomètres à peu près, entre les deux ravins de la Mance et de Châtel-Saint-Germain sur un plateau étroit et allongé dépendant des lignes de hauteurs qui séparent l'Orne de la Meuse. A gauche, le second corps d'armée, celui de Frossard, occupait les crêtes du plateau de Rozérieulles, au-dessus de la route descendant de Gravelotte sur Metz, en avant du vallon de Châtel-Saint-Germain, de la ferme dite du *Point-du-Jour* à Rozérieulles. La brigade Lapasset surveillait par un fort détachement à Sainte-Ruffine les abords de ce village et ceux de Jussy pour assurer nos communications avec Metz. Au centre le 3ᵉ corps d'armée de Le Bœuf sur le prolongement du plateau vers le

nord, son front appuyé aux fermes de Moscou,




Plan de la bataille de Saint-Privat.
Échelle 1/125000

Leipsig, « noms funestes pour la France », dit

Verdy du Vernois[1], La Folie, occupant très fortement par de l'infanterie et de l'artillerie le bois des *Genivaux* qui est en avant, et le poste formé par la ferme Saint-Hubert; le 4e corps d'armée, Ladmirault, continuait la ligne par la ferme Montigny-la-Grange et le village d'Amanvillers, situé au pied d'une petite chaîne de hauteurs rocheuses où l'on exploite des carrières. A la droite, le 6e corps d'armée de Canrobert, de Saint-Privat-la-Montagne à Roncourt, avec la division Tixier placée en retour d'angle à l'extrême droite, face au nord, surveillait les défilés des Bois. Les réserves, la Garde, la réserve d'artillerie, la réserve générale d'artillerie, représentant 96 bouches à feu, à gauche, sur les hauteurs de Saint-Quentin ou sur le col de Lessy; la réserve de la cavalerie également à gauche, dans la petite vallée du moulin de Langeau. Au quartier général, à Plappeville, avaient été amenées de Metz les réserves d'approvisionnements en munitions et vivres.

Il y avait environ huit kilomètres de Plappeville au Point-du-Jour, où Bazaine pouvait se mettre en communication avec Frossard et Le Bœuf; dix kilomètres de Plappeville à Montigny-la-Grange où il pouvait se mettre en communication avec Le Bœuf et Ladmirault; douze kilomètres de Plappeville à Saint-Privat où il pouvait se mettre en communication avec Canrobert. Ces distances en tenant compte des arrêts

1. Ces noms avaient été donnés à ces localités par un vieux soldat de Napoléon en souvenir de ses campagnes.

pour prendre des renseignements, ainsi que des encombrements inévitables sur les routes situées en arrière d'un champ de bataille pouvaient être franchies de Plappeville au Point-du-jour en cinquante minutes, à Montigny-la-Grange en une heure, et à Saint-Privat en une heure un quart.

Cette position était excellente et par sa solidité contre-balançait l'inégalité des forces. L'aile gauche, garantie dans la plus grande partie de son étendue par la configuration même du terrain, était protégée par les forts Saint-Quentin et Plappeville, placés en arrière et fortement appuyés à la vallée de la Moselle. Devant elle était le ravin de la Mance, obstacle sérieux au débouché des forces allemandes, des deux côtés duquel il y avait assez de place pour déployer des brigades. La route de Gravelotte-Metz, par laquelle les trois armées devaient franchir ce ravin, formait une espèce de défilé qui pouvait être battu de nos positions de Saint-Hubert à Gravelotte. Des carrières permettaient d'abriter nos lignes de tirailleurs. Les bois épais dans lesquels l'infanterie ennemie ne pouvait pénétrer que déployée en tirailleurs étaient criblés à bonne distance par nos mitrailleuses. Entre Amanvillers et Roncourt, le terrain, presque partout en pente douce, favorisait les mouvements offensifs ainsi que le jeu de l'artillerie et de l'infanterie. Le seul inconvénient de cette partie du champ de bataille était la difficulté de la retraite. La gauche disposait de l'ancienne voie romaine; mais les autres corps n'a-

vaient qu'une issue insuffisante par le ravin de Châtel-Saint-Germain.

A droite l'inconvénient était bien plus sérieux. Sur le front, la position restait exceptionnellement forte, car le village de Saint-Privat, bien groupé, entouré de murs élevés, valait un poste fortifié ; mais sur le flanc, malgré un certain relief de terrain, elle n'avait aucun appui naturel jusqu'aux massifs impénétrables de la forêt de Jaumont ; elle était en l'air et exposée à être enlevée ou prise à revers par un mouvement tournant. Faiblesse d'autant plus grave que Saint-Privat était la clef de la position, le dernier débouché par où l'armée pût s'échapper vers la Meuse et Verdun, puisque sur son prolongement se trouvait la seule route qui reliât encore l'armée au reste de la France.

## II

Canrobert avait eu un coup d'œil juste en demandant à Bazaine de ne pas s'arrêter à Vernéville et de venir s'établir à Saint-Privat. A Vernéville il eût apporté au 4e corps d'armée un appui dont celui-ci n'avait pas besoin, comme l'a prouvé sa résistance, et Saint-Privat laissé sans défense fût tombé aux mains des Allemands d'où ils auraient fait plus de mal au 4e corps que Canrobert ne lui eût fait de bien en demeurant à Vernéville. La position d'Amanvillers était intenable si elle était prise en flanc par une armée allemande établie

à Saint-Privat et maîtresse des hauteurs entre Saint-Privat et Amanvillers. Tant que nous restions les maîtres de Saint-Privat, les Allemands ne pouvaient songer à une attaque heureuse sur notre centre, à Amanvillers. Dès que les Allemands s'en emparaient, Amanvillers tombait et nous étions en déroute. Se maintenir à tout prix à Saint-Privat devait donc être le but principal de la défensive française, comme s'en emparer coûte que coûte devait être l'objectif de l'attaque allemande. Rendre inexpugnable Saint-Privat, qui était le point faible, devait donc être la préoccupation du chef de l'armée française.

Bazaine ne laissa pas Canrobert à l'abandon; il renforça son artillerie par deux batteries de 12 et deux compagnies de génie de la réserve et pourvut ses caissons. Il lui envoya de plus la division Clérembault, du 3e corps d'armée, et la brigade de cavalerie Bruchard.

Le 6e corps aurait dû, plus encore que les autres, accroître sa résistance par des travaux rapides de fortification passagère. « Ces ouvrages, d'après Napoléon, doivent être construits en cinq, quinze, trente minutes; on doit pouvoir y travailler devant l'ennemi, pendant le feu, au milieu des boulets[1]. » Les Allemands le firent dans cette journée même : ils mirent en état de défense les localités occupées par eux, telles que les bâtiments de Vernéville, Sainte-Marie, la ferme Saint-Hubert. Aux 2e, 3e corps d'armée,

1. *Essai sur la fortification de campagne*, ch. IV.

commandés par des officiers d'artillerie et du génie, on n'y avait pas manqué; dès le matin on s'était mis à remuer de la terre, à creuser des retranchements, à établir des redoutes et à augmenter, par cette fortification de campagne, la force de résistance de la position; les fermes de Moscou et du Point-du-Jour avaient été organisées défensivement comme des ouvrages avancés; les chemins allant de la grande route au bois des Génivaux avaient été utilisés : partout des abatis, de grosses pierres superposées en guise de murailles, des tranchées-abris, des épaulements pour les batteries. Au 4e corps d'armée, commandé par un officier d'infanterie, on avait fait un peu, mais pas assez. On avait fait encore moins au 6e corps : on avait gratté superficiellement le sol, élevé quelques tranchées-abris. Aucune défense sérieuse du côté de Raucourt; on n'avait pas même barricadé les entrées du village de Sainte-Marie. Canrobert n'avait pas son parc de génie[1]; mais qui l'empêchait de réclamer d'urgence des pelles et des pioches au grand parc de l'armée et au génie de la réserve, de même qu'il réclamait des munitions? Il pouvait aussi prendre les outils des paysans et les mettre

1. Moltke prétend que cela caractérise la manière dont l'armée française avait été pourvue de ses services : preuve nouvelle de l'ignorance de Moltke quand il parle de nous; cette pénurie tient seulement à la retenue qui avait été faite à Châlons du parc du 6e corps à la suite de la dernière des pérégrinations qu'on lui avait fait opérer et pas du tout à l'organisation générale de l'armée française.

eux-mêmes à réquisition comme travailleurs[1]. Toutefois une fortification passagère n'eût pas suffi à rendre solide la position du 6e corps d'armée. On remédie quelquefois au défaut d'appui pour les flancs par des crochets en arrière : ce système est dangereux, en ce qu'un crochet inhérent à la ligne gêne les mouvements et que l'ennemi, en plaçant du canon sur l'angle des deux lignes, y causerait de grands ravages. Une double réserve, disposée en ordre profond, derrière l'aile qu'on veut mettre à l'abri d'insulte, semble mieux remplir le but qu'un crochet.

« C'est à droite, dit Moltke, qu'incontestablement on aurait dû porter la Garde impériale[2]. » La configuration du terrain ne permettant pas de la disposer en ligne profonde derrière Saint-Privat, on aurait pu l'établir en première ligne à la lisière du bois de Jaumont et une seconde ligne eût trouvé un point d'appui dans l'occupation du Vémont qui offrait des vues avantageuses à l'artillerie et était difficilement abordable. La droite ainsi appuyée fût devenue aussi solide que le front. Bazaine établit au contraire ses réserves sur sa gauche, c'est-à-dire fortifie la partie de sa position naturellement la plus forte, et que l'ennemi n'eût pu aborder, même si le 2e corps d'armée eût été culbuté, sans être exterminé par les feux croisés des remparts et du fort Saint-Quentin. C'était mécon-

1. Jomini, *L'art de la guerre. Des positions et des batailles défensives.*

2. *La Guerre de 1870.*

naître les évidences tactiques les plus élémentaires. Lorsqu'on veut se servir avec rapidité de ses réserves au cours d'une action, on ne les place pas à l'extrémité d'une longue ligne adossée à des pentes abruptes couvertes de bois de manière à les obliger à une marche de flanc scabreuse en un terrain difficile.

Poussant au delà de toute mesure la préoccupation exclusive de l'idée fixe, Bazaine avait établi son quartier général à Plappeville, d'où il ne perdait rien de ce qui se passait à sa gauche, mais où ce qui se passerait à Saint-Privat lui échapperait absolument.

## III

Il y arriva vers midi. Il s'installa dans la maison du maire de Metz, Bouteiller. Là, avec ses dépêches et ses renseignements, il reçut la note suivante du général Soleille : « Je viens de visiter l'arsenal de Metz. Les ressources sont en quelque sorte nulles pour le réapprovisionnement de l'armée et il n'a pu fournir que 800 000 cartouches d'infanterie. Je demande avec la plus grande instance que des approvisionnements soient envoyés par la voie de Thionville dans la journée de demain. Le maréchal Bazaine doit faire surveiller cette voie par de la cavalerie pendant la journée. Prévenir de l'arrivée à Thionville. » A cette note était joint un commentaire encore plus pessimiste : « Les consommations

de la journée du 16 août ont été énormes : l'armée est dans une pénurie de munitions inquiétante. Demain matin seront distribuées 836 766 cartouches, la place en conservant pour elle un million. On ne peut compter sur la fabrication locale de cartouches... les éléments de fabrication manquants ont été demandés au ministre. On lui a demandé également d'envoyer demain sur Thionville un grand approvisionnement de cartouches et de munitions d'artillerie. Il y a actuellement pour être distribués 794 coups de 12 ; 3840 de 4 et 4350 de mitrailleuse. L'arsenal, après cet envoi, n'a plus aucune ressource pour l'armée. On ne peut compter pour le réapprovisionnement que sur les ressources venant de Paris et demandées au ministère et qui ne peuvent arriver que par Thionville. »

Cette note confirmait les sinistres avertissements de la veille et elle inspira à Bazaine de nouvelles alarmes, qu'on retrouve dans les deux dépêches qu'il envoya au ministre et à l'Empereur, 17 août, 4 h. 30 du soir : « Hier soir, j'ai eu l'honneur d'écrire à Votre Majesté pour l'informer de la bataille soutenue de 9 heures du matin à 9 heures du soir contre l'armée prussienne qui nous attaquait dans nos positions de Doncourt à Vionville. — L'ennemi a été repoussé et nous avons passé la nuit sur les positions conquises. La grande consommation qui a été faite de munitions d'artillerie et d'infanterie et la seule journée de vivres qui restait aux hommes m'ont obligé de me rapprocher de Metz pour

réapprovisionner le plus vite possible nos parcs et nos convois. — J'ai établi l'armée sur les positions comprises entre Saint-Privat et Rozerieulles. Je pense pouvoir me mettre en marche après-demain, en prenant une direction plus au nord, de façon à pouvoir déboucher sur la gauche de la position d'Haudimont dans le cas où l'ennemi l'occuperait en force pour nous barrer la route de Verdun et pour éviter les combats inutiles qui retarderaient notre marche. Le chemin de fer des Ardennes est toujours libre jusqu'à Metz, ce qui indique que l'ennemi a pour objectif Châlons et Paris. On parle toujours de la jonction des armées des deux Princes. Nous avions hier devant nous le prince Frédéric-Charles et le général Steinmetz. » L'Empereur, ne trouvant pas cette dépêche suffisamment explicite, répond : « Camp de Châlons, 17 août, 6 h. 5 : Dites-moi la vérité sur votre situation afin de régler ma conduite ici. Répondez-moi en chiffres. »

La réponse de Bazaine ne fut pas une dépêche chiffrée. Il envoie à Châlons le colonel Magnan ; il lui remet un rapport qui est un ramassis de fausses nouvelles et de renseignements inexacts. « L'armée, y est-il dit, est peu riche en vivres et le général Soleille rend compte qu'elle est peu approvisionnée en munitions et qu'il ne peut donner que 800 000 cartouches, ce qui est l'affaire d'une journée ; il y a également un petit nombre de coups pour pièces de 4 et l'établissement pyrotechnique n'a pas les moyens nécessaires pour confectionner des car-

touches. » Il indique la direction qu'il compte suivre : « Nous allons faire nos efforts pour reconstituer nos approvisionnements afin de reprendre notre marche dans deux jours si cela est possible. Je prendrai la route de Briey. Nous ne perdrons pas de temps, à moins que de nouveaux combats ne déjouent nos combinaisons. »

Magnan devait confirmer oralement ces renseignements « sans cependant jeter le cri d'alarme ». Il devait en outre demander le remplacement de Frossard et de Jarras. Bazaine charge aussi l'Intendant général de Préval de réunir des approvisionnements à Montmédy et à Longuyon. Cette précaution indique que, dans cette journée, il avait encore l'intention de prendre la route de Briey.

La nouvelle, arrivée à Paris par Soleille et par les télégrammes de Bazaine, que l'armée n'avait plus que 800 000 cartouches consterna Chevreau, le ministre de l'Intérieur. Il dépêcha son frère aux informations au ministère de la Guerre. On lui répondit tranquillement que c'était une erreur matérielle que le maréchal reconnaîtrait vite, car la réserve à Metz était encore de 50 000 gargousses à obus et de plus de dix millions de cartouches. On ajouta que la poudrerie de Metz possédait des matières pour travailler pendant trente jours à 40 000 cartouches par jour et qu'en outre on expédiait de Châlons, par le chemin de fer des Ardennes, trois convois de munitions. En effet Bazaine ne tarda pas à être

dégagé du cauchemar où l'avaient jeté les hallucinations d'un cerveau qu'on ne savait pas à ce point troublé. Pendant toute la journée du 17 août arrivèrent des rapports des commandants d'artillerie à Soleille, des chefs de corps d'armée à Bazaine, dont il résultait que l'armée avait dans les gibernes des soldats, dans les caissons des divisions, dans les réserves et dans les parcs de corps d'armée, de quoi suffire, en cartouches et en obus, à la consommation de plusieurs grandes batailles. De plus les Intendants continuaient à opérer des distributions de vivres aussi régulièrement que le permettait la mobilité des troupes en train de combattre ou de se déplacer. Bazaine eut donc la liberté de préparer le plan de la bataille du lendemain.

Le plan qu'il adopta est très net, et il informa ses chefs de corps d'armée, sans équivoque, sans vague, sans dissimulation, des directives qu'ils recevraient le lendemain : il veut se limiter à la défense des lignes d'Amanvillers, et il exclut toute prévision, sa défensive fût-elle triomphante, d'un retour offensif sur les masses allemandes concentrées et marchant en échelons de corps. Au contraire il prévoit le cas d'une défaite qui l'obligerait à reculer sur Metz ; il ordonne au colonel Lewal de reconnaître une nouvelle ligne de défense en arrière[1]. Cette

1. « La gauche de la position était hors de toute atteinte ; Les canons de la place et du fort Saint-Quentin suffisaient pour arrêter dans cette direction toute tentative sérieuse ; la plus grande audace jointe à la plus grande bravoure ne

prévision n'impliquait pas qu'il eût à ce moment l'intention de s'enfermer avec son armée dans le camp retranché de Metz : il considérait comme inexpugnable la position qu'il allait occuper [1], et tout général prévoyant, quelque certain qu'il soit de sa victoire, doit préparer une ligne de retraite en cas de défaite. Les grands capitaines n'y ont jamais manqué. Notre règlement, d'ailleurs, le lui ordonnait formellement [2]. Rencontrant Le Bœuf et Frossard, le 17 au matin, il leur avait dit : « Vous savez que nous allons sur des positions faciles à défendre ; il faut s'agripper au

permettaient à aucun ennemi de s'avancer devant un feu croisé aussi redoutable pour gagner l'intérieur du camp retranché ; il s'y serait trouvé exposé à l'action directe du rempart, sans possibilité de s'y soustraire. (Metz, *Campagne et Négociations*, p. 89.)

1. *Procès Bazaine.* — Déposition du colonel Lewal, audience du 25 octobre. *Président* : « De qui aviez-vous reçu des instructions pour cette reconnaissance ?

*Lewal* : « De M. le Maréchal directement.

*Président* : « Quel caractère avaient ces instructions ? S'agissait-il de choisir des positions que l'armée occuperait en cas d'une retraite ou d'une bataille malheureuse, ou bien étaient-ce des positions que le maréchal était résolu à faire occuper à l'armée ?

*Lewal* : « C'était une éventualité, je le présume du moins, de la part de M. le Maréchal.

*Président* : « M. le Maréchal ne vous indiqua-t-il pas qu'il avait l'intention de faire occuper ces positions à l'armée ?

*Lewal* : « Non, monsieur le Président. »

2. « Le commandant en chef prescrit à l'avance les dispositions à suivre en cas d'insuccès ; il indique aux officiers généraux et aux chefs de corps, les mouvements qu'ils auraient à faire dans les différentes chances qu'on peut prévoir et les positions qu'ils devraient successivement occuper, etc. » (Service en campagne, titre XIII.)

terrain, il faut s'enterrer. Si nous sommes bousculés là, nous n'aurons plus qu'à nous mettre sous les forts. » Il fit transmettre à Canrobert les mêmes recommandations par le capitaine Randal, de l'état-major.

## IV

Les Allemands de leur côté prenaient leurs dispositions de combat. Le roi de Prusse vint établir son quartier général à six heures du matin à Flavigny; le Prince Frédéric-Charles avait le sien à Vionville, et Steinmetz, à huit heures du matin, était sur le plateau situé au sud-ouest de Gravelotte.

Il faisait un temps clair qui permettait de voir au loin; jusqu'à midi, pas un nuage. Le thermomètre marquait 24 degrés Réaumur. A l'état-major du roi, ainsi qu'à celui du Prince Frédéric-Charles, on se demandait aussi anxieusement que la veille : « Où sont les Français? » Étaient-ils au nord vers Briey et Thionville ou à l'est vers Metz? Les renseignements étaient contradictoires. S'il y avait une différence dans la méthode des deux armées, elle n'était pas dans l'emploi de la cavalerie, car les reconnaissances prussiennes s'opérèrent encore plus mal que les nôtres et il est véritablement incompréhensible que trois divisions de cavalerie n'aient pas découvert une armée tout entière postée à si peu de distance

(au plus 7 kilomètres) et dont les tentes blanches et les feux s'étalaient sur les hauteurs.

Les Prussiens considéraient que l'intérêt de Bazaine de rejoindre Mac-Mahon était si évident qu'il ne pouvait avoir d'autre pensée et que si le 17, il n'avait pas essayé de percer, c'était pour tenter un effort plus énergique le 18. Comme, d'autre part, ils jugeaient très difficile de reprendre la route de Verdun en passant sur leurs corps, ils ne supposaient pas improbable qu'il se fût retiré vers Metz. Ils disposèrent donc leurs troupes, soit 178818 hommes d'après Moltke : le VII^e^ corps occupait les bois de Vaux et des Ognons, le VIII^e^, dont le roi s'était réservé la disposition, Rezonville; le IV^e^ Saint-Marcel; le III^e^ et le X^e^ en seconde ligne; la Garde royale et le XII^e^ corps dans la direction du nord. Disposée de la sorte, l'armée allemande pouvait pourvoir à toutes les éventualités, soit marcher droit devant elle vers le nord, si nous avions manœuvré par là, soit opérer une conversion à droite, par échelons, si nous étions revenus vers Metz. Un incident troubla partiellement l'exécution de ce dispositif. Les Saxons et la Garde devaient former l'extrémité de l'aile gauche en se tenant prêts à avancer vers le nord ou à faire une conversion sur leur gauche; ils devaient tâter le terrain en prenant Bruville et Doncourt; les Saxons occupant la droite, c'était à la Garde de s'ébranler la première; mais cela l'éloignait du Prince Frédéric-Charles, qui ne se souciait pas d'avoir sous la main les Saxons dont il

n'était pas sûr et qu'il voulait mettre à l'extrémité de sa ligne. Il tint la Garde immobile jusqu'à ce que les Saxons eussent traversé les routes qu'elle occupait et il ne l'ébranla que trois heures après (à neuf heures).

Les renseignements parvenus soit au Prince, soit au Roi, continuaient à être contradictoires, et motivaient heure par heure des dispositions diamétralement opposées les unes aux autres. La Garde la première signala la réalité. Venant de s'emparer de Batilly, il ne lui manqua qu'une bagatelle : l'ennemi. A Doncourt elle découvrit des blessés, et elle apprit que la localité avait été évacuée depuis la veille; elle avertit immédiatement le Prince Frédéric-Charles. D'autres renseignements concordèrent avec les siens, et on ne douta plus que nous fussions en position sur les hauteurs devant Metz. Mais il restait un point incertain : quelle était l'étendue de notre front? Où commençait-il? Où finissait-il? Faute de réflexion ils nous crurent d'abord établis entre le Point-du-Jour et Montigny; ils ne tardèrent pas à comprendre qu'une armée aussi considérable ne pouvait pas tenir dans un espace aussi restreint, et, ne voyant pas encore toute la réalité, ils s'en rapprochèrent en supposant notre ligne étendue jusqu'au nord à Amanvillers.

« En présence d'une position défensive, l'action sur les flancs est celle qui présente le moins de difficultés », a dit Clausewitz. Cette observation inspira le plan de bataille de l'état-major prussien. L'armée allemande n'aborderait le front for-

midable de notre armée que lorsque son aile gauche aurait débordé notre aile droite par une manœuvre enveloppante; jusque là l'artillerie seule entretiendrait le combat devant notre front.

La II$^e$ armée ferait une conversion à droite par échelons et établirait son front parallèlement à l'armée française ; le IX$^e$ corps s'avancerait par Vernéville sur Amanvillers ; la Garde accélérerait son mouvement sur Vernéville, prendrait ensuite par Habonville, aborderait notre droite par Amanvillers conjointement avec le IX$^e$ corps ; le XII$^e$ corps resterait provisoirement immobile à Jarny, puis marcherait sur Sainte-Marie ; le IX$^e$ corps différerait son attaque jusqu'à ce que la Garde fût en mesure de s'engager.

La I$^{re}$ armée ne bougerait pas tant que ne se serait pas dessiné le mouvement de la II$^e$ armée ; alors elle la soutiendrait et attaquerait de front et de flanc par Gravelotte et le bois des Génivaux. Les deux armées, agissant de concert, prononceraient l'enveloppement de l'armée française. Le III$^e$ et le X$^e$ corps se tiendraient en réserve derrière le IX$^e$. Le II$^e$ corps, de Pont-à-Mousson, viendrait à Buxières servir de réserve à la I$^{re}$ armée. La cavalerie serait tenue sur les derrières. Ainsi disposée, l'armée allemande tournerait le dos à ses communications et ne serait plus reliée à sa base d'opérations que par Ars et Novéant. Cette disposition supposait une marche de flanc le long d'une hauteur occupée par l'ennemi dont l'offensive eût pu devenir très périlleuse.

Napoléon a dit : « Rien n'est plus téméraire et plus contraire aux principes de la guerre que de faire une marche de flanc devant une armée en position, surtout lorsque cette armée occupe des hauteurs au pied desquelles on doit défiler. » — « Un mouvement enveloppant d'une portée aussi considérable, écrit le général Pallat, exécuté à une distance insignifiante des forces ennemies en position, un aussi brusque changement de lignes d'opérations, quand la ligne en arrière n'est assurée qu'incomplètement, enfin une marche de flanc opérée à découvert pendant plusieurs heures, sans diversion pour occuper l'adversaire ailleurs, tout cela constitue assurément une des opérations les plus scabreuses dont l'histoire de la guerre fasse mention[1]. » Ce n'était pas cependant l'inconvénient principal de cette manœuvre : l'armée allemande se déployait *fronte inverso*, le dos tourné vers Paris, les Français étant entre elle et l'Allemagne, sans autres communications que deux ponts sur la Moselle ; elle était exposée en cas de revers à être cernée sur un territoire ennemi, à travers un pays accidenté, couvert de bois aboutissant par des défilés à des ponts peu nombreux et de solidité douteuse. Ne concluez ni à l'incapacité ni à l'ignorance ; ce n'était qu'une orgueilleuse assurance dans la victoire et le dédain de l'adversaire ; ils semblaient dire : « Nous ne nous astreignons pas aux règles parce que nous vous supposons hors d'état de profiter de leur

1. Général PALLAT, *Stratégie de Moltke en 1870*.

violation. » Ils étaient persuadés, quoi qu'ils fissent, qu'ils étaient invincibles.

Ces ordres étaient à peine rédigés qu'arrivent au prince Frédéric-Charles des renseignements de la Garde annonçant qu'on voyait une masse d'hommes comprenant les trois armes, descendant de Saint-Privat sur Sainte-Marie et que la hauteur de Saint-Privat était fortement occupée par nous. D'autres renseignements confirmèrent cet avertissement de la Garde. Le prince comprit combien serait imprudente une attaque isolée du IXe corps sur Amanvillers, qui n'était pas la droite, mais le centre de nos positions, et il prescrivit à Manstein de renoncer à toute attaque jusqu'à ce que la Garde fût en mesure de le soutenir et il envoya au XIIe corps l'ordre de se diriger vers Sainte-Marie.

Mais un chef de corps prussien n'en fait jamais qu'à sa tête. Manstein, du point où il était, ne pouvait pas se rendre compte, à cause des bois de la Cusse, que de grandes masses se trouvaient plus à gauche, vers Saint-Privat. Par suite, il crut ou voulut croire qu'il avait devant lui l'aile droite ennemie et résolut d'agir conformément au premier ordre qui lui avait été envoyé d'attaquer. Il supposait qu'il allait nous surprendre et ne voulait pas laisser échapper une si belle occasion. A midi, son canon retentit et apprend à l'état-major du roi, à celui du prince Frédéric-Charles que la bataille a commencé sans qu'on eût attendu leur approbation. Cependant Moltke croit encore que ce n'est qu'un engagement par-

tiel qui n'entraîne pas l'attaque générale de la IIe armée. Il recommande à Steinmetz de se tenir tranquille. Le prince Frédéric-Charles croit l'affaire plus sérieuse. Il galope de Vionville sur Saint-Marcel, puis sur la hauteur de Vernéville.

A partir de ce moment la direction de la IIe armée échappe complètement à Moltke, et la bataille, qui semblait devoir être conduite par la même pensée, se scinde en deux batailles distinctes n'ayant aucune coordination entre elles : celle de gauche qui a pour objectif Saint-Privat, celle de droite dont l'objectif est le Point-du-Jour.

## V

L'armée française n'était pas surprise. Sous un arbre, dit l'Arbre Mort, aux premiers rayons du jour, Le Bœuf, en observant tous les coins de l'horizon, avait aperçu un courant très accentué de troupes marchant de notre gauche à notre droite et qui paraissaient se diriger vers Saint-Marcel et Vernéville. Il ne douta pas que les Prussiens ne préparassent leur manœuvre habituelle, le mouvement tournant sur une aile, et il en envoya l'avis au maréchal par un de ses officiers, Petit du Coupperay. « Le maréchal dort », répond-on à l'aide de camp. Celui-ci ayant déclaré qu'il ne partirait pas sans avoir vu Bazaine, celui-ci arrive enveloppé d'une robe de chambre, à moitié endormi, et il dit : « Dites à Le Bœuf qu'il a une position excellente; qu'il s'y défende et qu'il ne

s'occupe pas du reste. » A huit heures et demie, une reconnaissance de cavalerie avait rapporté à Le Bœuf la confirmation matérielle du mouvement qu'il avait deviné. Immédiatement, il avait envoyé un second avis à Bazaine. Peu après, survint de Frossard la même information, à savoir qu'à partir de sept heures et demie, on avait vu un mouvement des troupes ennemies de notre gauche vers notre droite, devant les positions du 3e corps, et qu'à huit heures, ce mouvement prenait plus d'importance. Néanmoins la réponse de Bazaine était toujours la même à tous les messagers : « Ce ne sera pas sérieux, vous avez des positions excellentes qu'on ne pourra pas forcer, tenez-vous-y. »

Les Prussiens dérangèrent notre repos, mais ne nous surprirent pas. Ils trouvèrent en éveil le véritable Ladmirault, actif, résolu, voyant vite et juste, rapide dans l'exécution. Manstein s'était engagé à fond de train, se servant d'abord de son artillerie et mettant en avant cinquante-quatre pièces, mais il n'avait pas eu soin de les tenir au loin, là où elles ne pouvaient pas être atteintes par nos obus; il les avait rapprochées à cette distance moyenne où nous pouvions les contre-battre et ne leur avait pas donné un soutien suffisant d'infanterie. Ladmirault lui fit payer cher cette témérité.

Notre mousqueterie, venue en aide à nos canons, couvrit l'artillerie ennemie d'une masse de feux d'une intensité toujours croissante. Une batterie de mitrailleuses, débouchant en avant d'Aman-

villers et placée à bonne distance, joignit ses feux à ceux de la mousqueterie. L'artillerie allemande fut mise dans une véritable débandade. Ses lignes ne répondaient plus qu'avec peine à la nôtre en position au sud d'Amanvillers et de Montigny-la-Grange. Les pertes de leurs batteries à cheval étaient si nombreuses, en hommes comme en attelages, qu'on en était réduit, pour emmener un canon dont six chevaux manquaient, à l'atteler sous le feu même de l'infanterie ennemie derrière une autre pièce. Une de leurs batteries fut anéantie, les autres mises hors de combat. Elles durent, en se retirant, abandonner des canons qu'il ne tenait qu'à nous de prendre, que je ne sais pourquoi on laissa sur place, et que les Allemands reprirent plus tard[1].

Manstein croyait que la Garde viendrait l'appuyer. En effet, les instructions de Frédéric-Charles au prince de Wurtemberg étaient de marcher sur Vernéville et de se placer en réserve derrière le IXe corps chargé d'attaquer notre droite de flanc et de front à la fois. Mais quand le prince de Wurtemberg eut vu de ses yeux qu'Amanvillers n'était pas à l'extrémité de notre ligne, prolongée bien au delà de Saint-Privat et de Sainte-Marie, il pensa que ce n'était pas à Vernéville qu'il devait aller soutenir le IXe corps, mais plus loin, en le protégeant contre une attaque de flanc qui viendrait de Saint-Privat. Ses instructions cependant étaient formelles : y désobéirait-

1. Extraits de l'*Histoire de l'état-major prussien*, p. 677, 682, 684, 690, 694.

il? improviserait-il une manœuvre qui en serait complètement différente? Soldat dressé à l'obéissance stricte, il délibéra « d'un cœur lourd[1] » et il finit par se dire que, l'instruction générale étant d'envelopper notre aile droite et que cette aile droite étant à Saint-Privat, il exécuterait véritablement son ordre en le violant. Il laissa Vernéville de côté et, par un large front, se dirigea vers Saint-Privat. Frédéric-Charles, avisé de cette initiative, ne l'approuva pas, car provisoirement, en attendant le succès du mouvement enveloppant, le IX<sup>e</sup> corps très compromis se trouvait sans appui; mais il ne s'opposa pas à la conversion commencée, les contre-marches devant coûter trop de temps. Il se rendit à Habonville d'où se découvrait tout le champ de bataille. Là il constata à son tour que notre droite était bien à Saint-Privat et non à Amanvillers, et il changea la destination qu'il avait donnée à la Garde et au XII<sup>e</sup> corps saxon : la Garde aurait le même rôle d'attaque frontale du centre de la position française que le IX<sup>e</sup> corps, et le corps saxon effectuerait le cernement réservé jusque-là à la Garde.

Mais le plus pressé était de tirer le IX<sup>e</sup> corps de la position de déroute où la témérité de Manstein l'avait placé. Il lui envoya une brigade et opéra une concentration d'artillerie. Il ajouta à ses pièces des batteries hessoises, des batteries à cheval, des batteries de la Garde et du

1. Expression de Hohenlohe

III[e] corps, en tout 120 pièces qui formèrent une frontière de feu devant laquelle l'offensive de Ladmirault fut obligée de s'arrêter. Mais quand l'infanterie allemande voulut compléter l'œuvre de l'artillerie et enlever notre position, elle n'y parvint pas ; elle prit seulement la ferme de Champenois et, malgré tous ses efforts, elle n'entama pas le large front de Ladmirault. L'épuisement des troupes de part et d'autre était tel que sur cette partie du champ de bataille la lutte subit une interruption presque complète[1]. »

Plus à gauche, les nouvelles instructions de Frédéric-Charles n'avaient pas été plus respectées que les précédentes. Il avait enjoint à la Garde de ne pas aborder avec l'infanterie les hauteurs de Saint-Privat, avant que le mouvement tournant confié aux Saxons ne fût en pleine réalisation : jusque là l'artillerie seule tiendrait l'ennemi en haleine. Le commandant de l'artillerie de la Garde, Hohenlohe, et le prince de Wurtemberg jugèrent que Sainte-Marie, occupée par nous, devait être enlevée tout d'abord et sans attendre que le mouvement tournant des Saxons fût achevé. La fraction de l'artillerie saxonne, déjà présente, remplacerait les pièces de la Garde détachées au secours du IX[e] corps et l'attaque sur Sainte-Marie commença.

1. Moltke, *La Guerre de 1870*, p. 70.

## VI

A la droite française aucun indice ne marquait dans la matinée l'approche de l'ennemi; les reconnaissances envoyées par le général du Barail n'avaient rien aperçu, mais à leur défaut l'aumônier de la division, qui avait rejoint après être resté en arrière, sur le champ de bataille du 16 août, auprès de quelques blessés, annonça que les Prussiens se rapprochaient en masse et allaient tenter une action offensive. Canrobert n'en voulut rien croire: il supposait que la journée se passerait tranquillement, mais la canonnade lui prouva que l'aumônier avait donné un renseignement exact. Il déploie aussitôt ses troupes sur leurs positions de combat; il étend sa ligne de défense jusqu'à Roncourt, Sainte-Marie-aux-Chênes pour opérer un rabattement de l'aile droite s'il devenait nécessaire. Au moment de s'engager, craignant que ses munitions ne lui fissent défaut, il chargea le lieutenant de Bellegarde (onze heures et demie) d'aller dire à Bazaine qu'il n'avait pas pu reconstituer ses approvisionnements le 17, qu'il avait dépensé beaucoup de gargousses le 16, et n'avait pu se ravitailler en cartouches; qu'on lui en envoyât parce qu'il n'avait que des caissons à moitié ou au tiers pleins. Il reçut à ce moment de Bazaine un avertissement qui le prévenait du choc qui le menaçait et contre lequel il se débattait déjà :

« Metz, 18 août, 10 heures du matin. — M. le maréchal Le Bœuf m'informe que les forces ennemies qui paraissent considérables, semblent marcher vers lui ; mais à l'instant où je vous écris, il m'envoie l'extrait ci-joint du rapport de ses reconnaissances. Quoi qu'il en soit, installez-vous le plus solidement possible sur vos positions ; reliez-vous avec la droite du 4e corps ; que les troupes soient campées sur deux lignes et sur un front le plus restreint possible. Si par hasard l'ennemi, se prolongeant sur notre front, semblait vouloir attaquer sérieusement Saint-Privat-la-Montagne, prenez toutes les dispositions de défense nécessaires pour y tenir et permettre à l'aile droite de faire un changement de front, afin d'occuper les positions en arrière, si c'était nécessaire, positions qu'on est en train de reconnaître. Je ne voudrais pas y être forcé par l'ennemi, et si ce mouvement s'exécute, ce ne sera que pour rendre les ravitaillements plus faciles, donner une plus grande quantité d'eau aux animaux, et permettre aux hommes de se laver ainsi que leur linge. Votre position nouvelle doit vous rendre vos ravitaillements plus faciles par la route de Woippy. Profitez du moment de calme pour demander et faire venir tout ce qui vous est nécessaire. J'apprends que la viande a été refusée hier soir parce qu'elle était trop avancée. Nous n'en sommes pas aux économies, et l'intendant aurait bien pu faire abattre de façon à donner de la viande fraîche. — Je vous envoie la brigade de cavalerie du

général Bruchard, qui sera provisoirement détachée du 3e corps, jusqu'à ce que la division de cavalerie qui vous est destinée soit reconstituée. — Je pense que votre commandant d'artillerie a reçu les munitions nécessaires pour compléter vos parcs et caissons. — Maréchal BAZAINE. »

Cette lettre découvre l'état d'esprit de Bazaine et va expliquer toute sa conduite de la journée. Les avertissements de Le Bœuf et de Frossard ne l'ont pas convaincu que l'ennemi fût en train d'opérer une offensive à fond sur son aile droite, qu'une grande bataille allait se livrer et que c'est là qu'elle se déciderait. Il s'en tient à l'hypothèse d'une bataille limitée, qui pourrait se réaliser par hasard et il la règle. Si le hasard amène cette attaque il prévient Canrobert qu'il n'ait pas à compter sur lui; il lui a envoyé des munitions, une division de cavalerie, mais c'est tout. Il ne peut pas lui répéter ce que depuis le matin il a dit à Le Bœuf, Ladmirault, Frossard : « Vous avez une excellente position; défendez-la et tenez bon. » Il savait que Canrobert n'avait pas une excellente position, qu'il en avait même une mauvaise, malgré le peu qu'on avait fait pour l'améliorer. Il n'aurait pu lui dire qu'une chose : « Si l'ennemi menace votre position, avertissez-moi, j'accourrai. » Au contraire, il dit implicitement : « Prenez vos dispositions pour tenir à Saint-Privat; si vous n'y réussissez pas, ne comptez pas sur moi, battez en retraite sur les positions que j'ai fait recon-

naître. » Le matin la retraite sur de nouvelles positions en arrière lui paraissait une hypothèse ; à dix heures elle devenait une probabilité ; elle ne va point tarder à lui paraître une nécessité souhaitable. Cette lettre bien lue annonce donc l'abandon de sa droite dont il se désintéresse absolument et dont par conséquent il ne s'occupera plus : que Canrobert se débrouille comme il le pourra, c'est son affaire et qu'il tienne ou qu'il recule, ce ne sera pas un mal ; pour Bazaine la bataille n'est pas là, elle est à gauche où il est, où il restera.

Canrobert n'avait à ce moment qu'à obéir à la première partie des instructions de Bazaine : Tenez bon ! Lui et ses braves troupes n'y manquèrent pas. Il eût voulu débuter par une attaque de cavalerie. Il envoya à du Barail l'ordre de charger : « Mais sur quoi veut-il que je charge ? Une charge doit être préparée, or je ne vois rien devant moi et au loin une artillerie formidable fauchera mes hommes avant qu'ils aient fait quelques pas. » Canrobert vint lui-même renouveler l'ordre. Du Barail lui expliqua ses raisons : « Vous êtes un véritable homme de guerre », lui répond Canrobert, et il n'insista plus. Il n'y avait à mettre en jeu que l'artillerie et la mousqueterie. En les engageant, Canrobert, sur le rapport d'un commandant d'artillerie effaré, arrivé de la veille, qui criait au manque de munitions devant des caissons pleins, envoya le commandant Chalus renouveler sa demande de munitions en y ajoutant celle d'un régiment. Bazaine

accorda tout ce qu'on lui demandait, sauf le régiment qu'il retint (2 h. 1/2) et si tout ce qu'il avait promis n'arriva pas ce ne fut pas sa faute. Indépendamment des munitions qu'il avait et de celles que lui envoya Bazaine, Canrobert reçut de Ladmirault quatre caissons (2 h. 1/2)[1]. Ni les obus, ni les cartouches ne manquèrent donc aux défenseurs de Sainte-Marie-aux-Chênes et les Prussiens en firent l'épreuve[2]. Mais nos braves furent écrasés par quatre-vingt-huit pièces rangées en demi-cercle autour du village. Ils l'évacuèrent après avoir atteint la dernière limite des efforts possibles. Les Prussiens n'y arrivèrent que dans un pêle-mêle complet (3 h. 1/2). Cette occupation fournit à l'assaillant un excellent point d'appui qui, joint à ceux de Saint-Ail et du Bois de la Cusse, lui procura un fond de combat solide d'où l'artillerie put exercer en toute sécurité la suprématie qu'elle avait acquise[3]. »

Une petite portion de Saxons avait participé à cette attaque; mais leur gros était au delà. Informé que notre aile droite s'étendait jusqu'à Roncourt, le Prince Albert de Saxe avait donné une envergure plus ample à son mouvement tournant, qui devait d'abord se diriger droit sur Saint-Privat, et il le préparait en concentrant toutes ses forces le long de la forêt d'Auboué et en

1. Colonel Picard, *La guerre en Lorraine*, t. II, p. 247.
2. Le 17, l'arsenal de Metz dirigeait sur Plappeville un parc mobile emportant 3 552 obus de 4, 561 obus de 12. Le 18, il délivrait directement 3 326 obus de 4, 744 obus de 12.
3. Montluisant, p. 20.

appelant celles qui étaient à Jarry et à Sainte-Marie-aux-Chênes. Pour un moment, il disparut du champ de bataille et la Garde demeura seule en présence de Saint-Privat et d'Amanvillers. Le prince Frédéric-Charles, décontenancé par cette disparition, sent que la direction de la bataille lui échappe et il envoie un officier d'ordonnance courir après le Prince, se renseigner sur ses intentions et le supplier de hâter son mouvement dont il ne sent plus l'action. De son côté le prince de Wurtemberg n'a pas la patience d'attendre, malgré l'observation du général de la Garde, de Pape, qu'il était imprudent de brusquer l'événement avant que le corps saxon eût plus nettement dessiné son mouvement par Roncourt. Mis en goût d'aventure par l'enlèvement de Sainte-Marie, il se dit : « Pourquoi ne poursuivrions-nous pas jusqu'à Saint-Privat et ne faciliterions-nous pas la tâche des Saxons en marchant au-devant d'eux ? » Il se décide avec d'autant plus de confiance que, depuis la prise de Sainte-Marie, le silence s'était étendu sur les hauteurs de Saint-Privat et qu'on nous croyait partis. Il appelle la brigade de la Garde qu'on avait mise à la disposition du IX$^e$ corps et des bataillons hessois, il déploie en avant d'elle la 4$^e$ brigade de la Garde formée en deux lignes de demi-bataillons, en colonnes à intervalles de déploiement, précédée d'une ligne de tirailleurs. A la gauche de cette brigade s'établit la 1$^{re}$ brigade de la Garde dans le même ordre.

Canrobert, préoccupé de ce qui se passait vers

Roncourt, n'apercevait pas, du point où il se tenait, les remuements préparatoires de l'attaque qui allait fondre sur lui. Cissey, mieux placé, les voyait. Il envoie à Canrobert son chef d'état-major Garcin Canrobert ne croit pas au renseignement, l'écoute à peine, brusque le messager. Garcin insiste : « Vous êtes donc Breton? demande Canrobert. — Non, je suis Lorrain, c'est la même chose. Je suis désespéré d'avoir mal rempli ma mission puisque vous ne croyez pas au péril qui menace Saint-Privat. » Il lui indiqua à proximité un point du terrain d'où l'on pouvait se rendre compte des préparatifs de l'ennemi. « Eh bien, j'y vais avec vous. » Le maréchal vit alors ce que Cissey avait vu et serra affectueusement la main de Garcin en lui disant : « Merci. Dites au général de Cissey que je compte sur lui pour me soutenir et se mettre en position pour recevoir en face l'ennemi. » Et il courut renforcer Saint-Privat dégarni de troupes. Et Cissey *motu proprio*, par un rapide changement de front sur sa droite s'établit face au flanc droit des deux colonnes prussiennes.

Les deux brigades de la Garde, pleines de confiance, s'avançaient d'un pas précipité vers la ferme de Jérusalem et vers Saint-Privat, sur un terrain plat et découvert. Dès qu'elles parviennent dans la zone dangereuse, Canrobert crie : Feu! à ses tirailleurs qui couvrent la pente, couronnent la crête, embusqués dans les tranchées, derrière les haies, sur le toit des maisons de pierre du village. Cissey prend en écharpe les

deux colonnes d'assaillants et, sous ce double feu convergent, en un clin d'œil, la Garde est décimée, ravagée, taillée en pièces; presque tous les officiers sont mis à terre; les compagnies fondent sous le feu meurtrier des chassepots : près de huit mille hommes jonchent le sol; cette belle troupe est presque anéantie[1]. Les survivants continuent à s'avancer et, profitant des faibles couverts que leur offrent les pentes plus escarpées, peuvent respirer un peu. Que Cissey eût été inattentif ou eût été ailleurs, la Garde prussienne n'aurait pas été anéantie et son coup réussissait. Tels sont les hasards de la guerre.

Nous voici au moment décisif de la journée. Les autres fractions de la Garde, les Hessois, sont encore au bas du plateau et le corps saxon poursuit au loin son mouvement tournant. Si Canrobert est laissé à lui-même, épuisé d'efforts, écrasé par le nombre et surtout par une effroyable artillerie, il est perdu. Que notre Garde arrive, qu'ils arrivent les grenadiers de Picard, les voltigeurs de Deligny, les zouaves de Jeanningros, qu'elles arrivent nos batteries de réserve conduites par le Bourbaki d'Inkermann, qu'elles arrivent nos deux divisions de cavalerie! Un hourra formidable d'enthousiasme

1. C'est à la suite de cette action que l'armée allemande renonça à l'attaque de la ligne de colonnes sur un terrain découvert, cette disposition ayant été considérée comme trop dangereuse et souvent impraticable. Le gros de la première ligne devra désormais se former en ordre mixte et agir, même au moment de l'attaque, en groupes moins forts que le demi-bataillon.

les accueillera, et, devant l'élan de ces braves électrisés, redevenus les audacieux de l'Alma, de Magenta et de Solférino, les rangs sans consistance de l'assaillant seront rejetés sur Sainte-Marie. Ensuite, si les Saxons n'ont pas été déjà suffisamment sabrés entre Roncourt et Auboué, par la charge à fond de notre cavalerie, qu'ils débouchent du côté qui leur plaira, ils seront royalement reçus[1]. Sans doute les Allemands ont des

1. « Si nous admettons, a dit le général Göltz, que le 18 août 1870, la Garde impériale eût été en réserve derrière l'aile droite française au lieu de l'être derrière la gauche, et qu'un Bonaparte commandât sur les hauteurs de Saint-Privat, un retour offensif du défenseur sur Sainte-Marie-aux-Chênes, contre nos bataillons fortement épuisés et décimés, eût fort bien amené un grand résultat s'il avait été fait au moment où la Garde prussienne cessait son attaque et où le mouvement tournant des Saxons ne se faisait pas sentir encore. » (*Nation armée, opérations et combats*, p. 347.) — « Si dès le matin du 18, a écrit Frossard, lorsque les mouvements reconnus de nos ennemis n'ont plus laissé de doutes sur l'imminence d'une attaque, le corps de la Garde impériale avait été posté en arrière de notre aile droite, avec la réserve générale d'artillerie de l'armée, cette puissante réserve, troupes d'élite et artillerie, dissimulée par les bois, en arrière de Saint-Privat-la-Montagne, se fût montrée quand le XII[e] corps (saxon) est entré en ligne de ce côté: c'est à elle que les Saxons auraient eu affaire. L'ennemi avait été repoussé à plusieurs reprises à la droite, soutenu vaillamment au centre. Son aile gauche saxonne venant à être culbutée par le choc de la Garde impériale, quelle chance lui restait-il? Nous devons avoir plus de regrets de cette bataille perdue que de tous nos autres malheurs. » Il est étonnant que Bazaine, à la fin de son rapport, déclare encore que l'intention des Allemands avait été et était de le couper de Metz. Le croyait-il? En tout cas il n'a mentionné ni dans son rapport ni dans sa défense (*L'armée du Rhin*) que, dans le courant de la journée de Gravelotte, il eût

réserves, notamment le III[e] corps d'Alvensleben, mais leur ardeur sera singulièrement refroidie s'ils tombent sur une défaite à recueillir et nous serons en état de les tenir en échec. Mettant les choses au pire du pire, eussent-ils la force de prendre l'avantage, nous aurions été vaincus glorieusement comme à Wœrth, et il valait mieux périr sur les positions disputées que mourir de faim dans Metz.

## VII

Mais notre Garde, au sens propre du mot, n'existe plus. Elle n'existe plus, cette petite armée unique, placée dans la main d'un chef d'élite, prête à fondre en ouragan au geste du généralissime, sur le point où sera la défaite ou la victoire. Dans une bataille sérieuse, même défensive, et qui, dans son cours, peut devenir offensive, une des principales attentions du général en chef est de tenir sous son commandement sa réserve compacte, de manière à s'en servir au moment opportun. Nous avons blâmé Frossard d'avoir transféré au général Bataille le soin de disposer sans lui de la réserve et de l'avoir coupée en deux.

pu, s'il avait été un général de génie, changer la face du combat. C'était vers les quatre à cinq heures, après l'échec de l'attaque prussienne sur Saint-Privat et lorsque l'aile droite allemande était fortement ébranlée. Si à ce moment le maréchal avait attaqué avec son aile gauche et la garde impériale fraîche, il eût été très difficile, voire impossible aux Allemands de résister. Mais Bazaine ne sut pas saisir le « moment ». (*Joannes Scherr*, p. 354.)

Bazaine fait pis : il retient à Saint-Quentin l'artillerie de réserve de la Garde composée de quatre batteries, et la réserve générale, douze batteries ; en tout quatre-vingt-seize bouches à feu intactes, mais inoccupées. Il émiette cette infanterie sans pareille qui, à elle seule, était une armée ; il place la première division de voltigeurs à Châtel-Saint-Germain, la deuxième brigade à Saint-Quentin : « Il veut donc, s'écrie Bourbaki, que je ne commande qu'à des tambours ! » Et il écrit au maréchal : « L'ordre d'envoyer une brigade pour appuyer les 2e et 3e corps d'armée va être exécuté sur-le-champ. La division de voltigeurs est désignée pour opérer ce mouvement. J'ai cru utile d'appeler l'attention de Votre Excellence sur ce fait inhérent à la nature humaine que tout commandant de corps d'armée, attaqué ou simplement menacé par l'ennemi, est disposé à réclamer sur-le-champ des secours. S'il était donné suite aux demandes de ce genre, la Garde impériale se trouverait bientôt disséminée et ne serait plus en mesure de produire le résultat sérieux qu'on est en droit d'attendre d'elle... Dans le cas présent, monsieur le Maréchal, la Garde impériale réunie, ayant la totalité de ses corps, divisions ou brigades, placés dans les mains de ses chefs directs, pourrait produire un victorieux effort, quelles que fussent vos intentions ; il serait au contraire matériellement impossible de compter sur la Garde pour obtenir ce résultat si elle se trouvait répartie en un certain nombre de points de la ligne de bataille. »

Napoléon eût approuvé cette lettre. Il a dit à Gouvion-Saint-Cyr : « Lorsque les corps les plus à proximité sont engagés, je les laisse faire sans m'inquiéter de leur bonne ou mauvaise chance; j'ai seulement grand soin de ne pas céder trop facilement aux demandes de secours de la part de leurs chefs. » Et il cita comme exemple Lutzen, où Ney lui avait demandé les plus prompts renforts, ayant encore deux divisions qui n'avaient pas donné; dans la même affaire un autre maréchal lui en avait aussi demandé avant d'avoir un ennemi devant lui.

Nonobstant cette plainte de Bourbaki, la dissémination est maintenue et les membres séparés ne sont pas rejoints. Sous le nom plein de promesse de Garde, il ne reste plus en effet, sous le commandement du général Bourbaki, qu'une division, la division Picard, composée d'un régiment de zouaves et de trois régiments de grenadiers; c'est peu en comparaison de ce qui aurait dû être, c'est cependant encore une force sérieuse. Bourbaki ne s'en sert pas; il avait reçu plus que la liberté réglementairement due à tout chef de réserve; Bazaine lui avait conféré une liberté entière d'agir où il voudrait, quand il voudrait, comme il voudrait. Cette liberté le gêne, il n'en profite pas, il demande des ordres: les ordres n'arrivent pas. Alors il prend sur lui de marcher[1]

1. *Procès Bazaine*. Audience du 13 octobre. Le duc d'Aumale lui demande (à Bazaine) si à trois heures, le général Bourbaki n'avait reçu aucun ordre formel et si c'est spontanément qu'il conduisit les Grenadiers au Gros-Chêne?.....

(deux heures) et il envoie chercher son artillerie de réserve à Saint-Quentin. Ses troupes s'avancent avec un entrain et une impatience de combattre qui éclatent tout le long de la route en propos joyeux; elles se portent, moitié marchant moitié courant, vers le Gros-Chêne, puis dans une situation magnifique, plus en avant. Là il crie à ses soldats impatients : halte! et il réclame de nouveau des ordres; il attend. Attente désastreuse : dès une heure et demie, dans un avis général aux chefs de l'armée, enjoignant de tenir les hommes dans les camps, Bazaine avait ajouté en post-scriptum : « Le maréchal commandant en chef fait savoir que le maréchal Canrobert est attaqué sur la droite. » Bourbaki savait donc où en était Canrobert. Cet avis ne lui fût-il point parvenu, le canon le renseignait. Il aurait dû envoyer des officiers en quête de Canrobert et se mettre à sa disposition. Il attend. Sa liberté le déconcerte. « Je ne la comprends, a-t-il dit plus tard, que dans un sens très relatif, car ce n'est pas la coutume qu'il en soit ainsi. » Troublé peut-être par la diminution de sa troupe, il ne veut marcher que sur des ordres qui n'arrivent pas.

Ne reçut-il aucun ordre de porter plus rapidement ses grenadiers au secours du maréchal Canrobert?

*Le maréchal* : Quand un général du caractère du général Bourbaki a reçu l'ordre de prendre les dispositions suivant les phases de la bataille, je le laisse libre...

*Le président* : Vous n'avez pas pu faire donner un ordre nouveau au général?

*Le maréchal* : Non, je l'ai laissé agir... A des hommes de cette intelligence il faut laisser une grande latitude.

Accourent seulement deux messagers, l'aide de camp de Ladmirault, le capitaine de La Tour du Pin, et le capitaine de Pesme. Ladmirault appelle Bourbaki : il s'agit de compléter un succès en train. Bourbaki hésite, puis se décide et part, laissant son artillerie. A un certain point de la route, le champ de bataille se déploie devant lui. Furieux, il s'écrie : « Capitaine, ce que vous avez fait n'est pas bien. Vous m'aviez promis une victoire, et vous me faites assister à une déroute! Il ne fallait pas me faire abandonner des positions magnifiques pour m'amener dans ce défilé où la moindre attaque me détruirait. Vous avez votre gauche dans le bois à droite, qui est déjà en pleine retraite sur Saulny, et je n'ai pas une pièce d'artillerie pour appuyer le déploiement de ma colonne. Si je continue, je ferai assassiner mes grenadiers. » Et il commande demi-tour. Ce retour en arrière a produit une panique momentanée parmi les isolés du 4e corps, tandis que la colonne se reforme sur le plateau qu'elle venait de quitter; mais Bourbaki, brave entre les braves, comprend enfin que sa renommée est perdue si, ayant refusé de secourir Ladmirault, il contemple de loin, sur ses positions magnifiques, la déroute de Canrobert. Quoiqu'il n'ait reçu aucun des appels du maréchal, il marche vers lui. Les Saxons l'avaient devancé.

1. Procès.

## VIII

L'officier envoyé par Frédéric-Charles avait rejoint le commandant du corps saxon vers la forêt d'Auboué où il opérait sa concentration. L'un et l'autre ignoraient l'holocauste de la Garde. Le messager de Frédéric-Charles n'eut pas à prier le prince Albert de hâter sa marche : il partait, non sur Saint-Privat, mais sur Roncourt, où il supposait les Français. Si cette extension donnée à l'enveloppement causait une perte de temps, elle assurait le succès de l'opération. Cependant un officier prussien, aussitôt après le désastre de la Garde, s'était élancé à la poursuite du corps saxon. Il en avait rejoint la fraction la moins avancée et il avait supplié son commandant de ne pas continuer sur Roncourt, de tourner à droite, et d'aller à toute vitesse vers Saint-Privat. Le commandant n'hésite pas, fait le crochet à droite et se dirige sur Saint-Privat à toute vitesse. Il est bientôt rejoint par son corps tout entier. De Roncourt évacué, où le prince Albert ne nous avait pas trouvés, lui aussi a couru vers Saint-Privat. De tous les côtés, les Prussiens, les Hessois, les fractions des IX^e^ et X^e^ corps, les débris du corps de la Garde sortant des sillons où ils étaient restés couchés, se hâtent vers notre dernier refuge. Ils réunissent en masse toute l'artillerie ; deux cent quatre-vingts bouches à feu, appuyées à 90 000

hommes, battent en brèche 26000 hommes et soixante-dix-huit pièces. Pendant ce temps, une soixantaine de bouches à feu sont immobiles à Saint-Quentin, pas même attelées, et les conducteurs, les servants dorment étendus sur le sol.

La résistance de Canrobert est épique. Il fait exécuter à sa troupe, sous le feu, un changement de front d'une précision et d'une sécurité admirables. Très exposé lui-même, il dit à ceux qui l'entourent : « Vous voulez vous faire tuer en restant là. Mettez-vous derrière une maison; je vous appellerai quand j'aurai besoin de vous. » Avec lui une poignée de héros, le colonel Geslin et le commandant Mathelin à leur tête, luttent pied à pied et leur ténacité, qui tient du prodige, est digne de ce qu'il y a de plus beau dans l'histoire de toutes les guerres.

Canrobert n'avait pas pris la précaution d'éparpiller ses troupes : elles étaient concentrées dans les rues et sur les places du village; les obus prussiens, à tout coup, creusaient au milieu d'elles des trouées effroyables. Il faut avoir été là, en ce moment, pour juger du courage et de l'abnégation de ces jeunes gens qui, presque sûrs de mourir, restaient à leurs postes, le fusil à l'épaule et le doigt sur la détente. Les officiers prussiens essayaient d'enlever de la voix et du geste, pour les précipiter sur nous, leurs soldats encore hésitants. Enfin les bombes incendiaires pleuvent de tous côtés sur les toits du village; le feu éclate à la fois sur

la maison d'ambulance et sur trois autres points; Saint-Privat tout entier s'enveloppe d'une immense vague de flammes. En même temps l'ennemi établit une batterie sur la gauche et prend d'enfilade la rue principale. Un torrent de boulets et d'obus balaie tout ce qu'il rencontre dans cette rue[1]. « Nul ne fut vu si abattu de blessures, qui n'essayât de se venger encore, et avec les armes du désespoir consoler sa mort en la mort de quelque ennemi[2]. » L'église, les faces est et nord du village et enfin le cimetière sont le théâtre de combats isolés, livrés à coups de crosse et de baïonnettes, luttes sanglantes et opiniâtres échappant à toute analyse et qui se prolongent jusqu'à la nuit close. « A huit heures du soir seulement, les Allemands sont enfin les maîtres de cet amas de ruines dont la conquête leur a coûté si cher[3]. »

Canrobert avait rempli jusqu'à épuisement la première partie des instructions de Bazaine : Tenez bon! Il est obligé maintenant de se rappeler la seconde partie de ces instructions : « Si vous êtes forcé, retirez-vous sur les positions reconnues en arrière. » Avant de s'y résigner il demande à du Barail une charge de cavalerie. Du Baraïl fait déployer la brigade Bruchard. Il fallait parcourir 600 mètres pour atteindre l'artillerie ennemie, on n'en avait point parcouru cinquante que les deux régiments étaient

1. Historique manuscrit du 4e de ligne, cité par Picard.
2. Montaigne, liv. chap. II.
3. Historique du grand état-major prussien.

désorganisés, le général avait son cheval abattu, son aide de camp était mortellement blessé. Les balles et les obus faisaient dans les rangs de tels vides que les cavaliers dégringolaient les uns sur les autres. Une lueur d'espoir anime encore pourtant le cœur de ces indomptables. « Écoutez, dit tout à coup Canrobert à du Barail, on bat la charge derrière nous, c'est une division de la Garde, nous allons reprendre Saint-Privat. » Ce n'était pas la Garde, c'était le colonel du 100e de ligne, qui avait imaginé de faire battre la charge par tout son groupe de tambours pour rassembler les hommes dispersés dans les bois. Le général Péchot avait défendu vigoureusement contre les Saxons la lisière du bois de Jaumont et la route chaussée qui la précédait, puis les carrières dans lesquelles il avait embusqué ses soldats. Il est à son tour obligé de rompre sur Bronvaux.

Elle apparut enfin, la Garde, réduite à sa division de grenadiers, ses deux batteries de réserve à cheval ; elle arriva lorsqu'il n'en était plus temps et qu'elle n'avait plus qu'à recueillir les fuyards.

Le lieutenant-colonel Montluisant avait établi en arrière de Saint-Privat, en avant d'Amanvillers, sept batteries sur une pente très inclinée, permettant à toutes les bouches à feu de tirer les unes par-dessus les autres. Trois batteries de la division Picard de la Garde et deux des batteries de la réserve se mirent également en position. Cette masse imposante retint dans Saint-

Privat les Prussiens qui, d'ailleurs, étaient à bout de forces. La brigade La Jaille de du Barail et les chasseurs d'Afrique couvrirent la retraite et permirent à Canrobert de s'écouler en ordre par la route de Woippy, sans être troublé ni par un obus ni par une balle : « C'est un désastre ! » s'écrie Canrobert (8 heures). Ce même cri s'était entendu un instant à la droite prussienne.

## IX

Les instructions données à Steinmetz le 17 août et plusieurs fois réitérées, étaient de conserver une attitude expectante, jusqu'à ce que l'aile gauche de la II[e] armée se fût assurée si les Français s'étaient retirés par le nord ou s'ils faisaient mine de tourner vers Metz. Le 18 août sa tâche principale devait être d'attirer sur lui les forces de l'adversaire, afin de donner libre carrière au mouvement décisif que la II[e] armée allait poursuivre, de tenir Bazaine en perpétuelle inquiétude d'être attaqué à son aile gauche et de l'amener ainsi à immobiliser ses réserves derrière l'armée de Frossard jusqu'à ce qu'il ne fût plus temps de venir en aide à Canrobert.

En vue d'atteindre ce but il fut autorisé à employer son artillerie dès qu'on entendit vers Amanvillers le canon de Manstein. Cette artillerie souffrant beaucoup du feu de nos tirailleurs, il avait envoyé à son secours des fractions des VII[e] et VIII[e] corps. Le VII[e] n'était pas sorti de

son rôle de protection, le VIII$^{e}$, excité au combat, s'était emporté au delà. Contrairement aux instructions de Moltke, Steinmetz avait commencé une bataille offensive là où ne devait se produire qu'une bataille traînante. Entre les deux armées était creusé, par la Mance, un ravin profond, alors à sec, dont les berges escarpées étaient couvertes de taillis presque impénétrables et que traversait une route en remblai formant défilé. C'est sur les deux bords de ce ravin pris et repris, que s'acharneront les attaques et les contre-attaques. La bataille parut d'abord favorable au général téméraire. L'artillerie prussienne domina nos batteries du Point-du-Jour, brisa la résistance de la division Aymard du corps d'armée de Le Bœuf. L'infanterie pénétra dans la région boisée à l'est de Gravelotte, enleva la ferme Saint-Hubert où le bataillon Molière avait tenu jusqu'à la dernière extrémité, perdant avec son chef la moitié de son effectif. Mais les Prussiens ne purent pousser plus avant ; leurs tentatives réitérées furent arrêtées par le feu meurtrier de notre infanterie établie sur les hauteurs et soutenue par nos mitrailleuses ; cependant nous ne réussîmes pas à les faire reculer ni à reprendre la ferme, ni à faire taire leur artillerie dont le feu, de plus en plus nourri, obligea la nôtre à ralentir le sien et même à faire dessiner à nos pièces un mouvement rétrograde que notre infanterie fut obligée de suivre. Les fermes de Moscou et du Point-du-Jour étaient en flammes.

Steinmetz enivré crut alors qu'il ne s'agissait plus que de poursuivre un ennemi en retraite et qu'une attaque directe sur nôtre droite obtiendrait immédiatement la solution triomphante que Moltke n'attendait que du mouvement tournant que devait exécuter l'armée de Frédéric-Charles. Il prend des dispositions fort habiles : il envoie à Jussy une brigade qui, en inquiétant Bazaine sur ses communications avec Metz, détournera son attention de la partie la plus importante du champ de bataille. Et il ordonne à Manteuffel, établi à Courcelles-sur-Nied, de se rapprocher de la rive droite de la Moselle et, par son artillerie, de tenir lui aussi Bazaine en alarme. Puis il ramasse toutes les troupes fraîches des VII$^{e}$ et VIII$^{e}$ corps, leur fait traverser le ravin et les lance sur les hauteurs. Elles emportent d'abord toute résistance, éteignent nos batteries et refoulent nos bataillons. Steinmetz est si sûr de la victoire qu'il demande à la division Hartmann (cuirassiers et uhlans) de s'apprêter à la poursuite sur les hauteurs. Il annonce ces bonnes nouvelles au roi qui, de Flavigny, transporte son quartier général plus près du combat heureux, sur la hauteur sud-est de Rezonville (3 heures) puis, encore plus près, au nord-ouest de Gravelotte (4 heures), cette fois-ci presque sur la ligne de bataille, contrairement à toutes les règles qui interdisent à la haute direction d'une armée de trop s'approcher des combattants et, en se laissant absorber par les petites fractions, de négliger l'ensemble.

Alors un mouvement d'offensive de Le Bœuf et de Frossard, où reparut toute l'indomptable énergie de nos braves soldats, déconcerte, détruit les espérances de Steinmetz et du roi. Le feu de notre mousqueterie et de nos mitrailleuses arrête l'ennemi, l'écrase, le rejette dans le ravin de la Mance; nos essaims de tirailleurs le déciment. Le bois des Genivaux et le bois de la Folie, protégés inébranlablement par les divisions de Neyral, Metman et Montaudon, pris et repris plusieurs fois, restent entre nos mains. Le général Lapasset tient ferme à Sainte-Ruffine, même lorsque le poste est dominé par l'occupation des crêtes de Jussy. En vain les Prussiens reviennent à la charge sans se lasser et s'acharnent jusqu'à complet épuisement de leurs forces. De même que les vagues furieuses, en se précipitant sur un roc, se brisent en écume, les assaillants furibonds, en se heurtant à nos lignes de fer et de feu, s'émiettent en morceaux sanglants. La division Hartmann est fusillée; les cuirassiers sont refoulés; les uhlans précipités dans les carrières du Caveau d'une hauteur de trente à quarante pieds; des officiers de l'état-major sont tués; les hommes isolés s'échappent du ravin en poussant des cris de terreur; partout gisent les pièces abandonnées, les avant-trains démolis et culbutés. Une horde de cavaliers en débandade débouche des bois en hurlant, foule aux pieds les débris des régiments d'infanterie, qu'on essayait de rassembler sur la grand'route, et se jette en trombe au travers des voitures

parquées dans les champs. « La masse des fuyards s'éparpille en arrière, sourde à toutes les menaces; elle continue sa course éperdue, jusqu'à ce que l'éloignement du danger permette enfin de l'arrêter. » C'est une déroute échevelée.

Le roi, trop rapproché du champ de bataille (5 h. 1/4), n'est plus en sûreté. Roon l'oblige à se porter en arrière; Bismarck, séparé de lui, le rejoint péniblement au milieu des obus passant au-dessus de sa tête, labourant le sol sur lequel il galope. Les plus sombres perspectives apparaissent au roi et à son ministre; l'ordre est envoyé de débarrasser les ponts de la Moselle et leurs abords. Des officiers vont vers Fransecki (IIe corps) afin qu'il hâte sa marche sur Gravelotte.

## X

Il y a là un moment heureux pour nous. La Garde prussienne est étendue au pied de Saint-Privat; Steinmetz est en déroute; les forces ennemies sont disséminées sur un arc de cercle de seize kilomètres, dont nous tenons la corde. Mais nos forces ne nous permettent pas d'agir à à la fois à notre droite et à notre gauche, d'arrêter les Saxons qui s'avancent sur Canrobert à notre droite et de pousser à bout à notre gauche notre avantage sur Steinmetz.

En vue d'une intervention vigoureuse au profit de Canrobert, il était prudent de ne pas dépasser contre Steinmetz l'offensive courte qui n'était

qu'un moyen de donner de l'air à la défensive. Frossard et Le Bœuf pouvaient croire que tel était le dessein de Bazaine, car il leur avait prescrit de s'en tenir strictement à la défense de leurs excellentes positions. Ils se conforment à ces instructions ; ils retiennent leurs troupes au bord du ravin de la Mance : en y descendant elles perdraient la supériorité de la position dont elles venaient de profiter si efficacement. Ne nous sentant plus sur ses talons, l'état-major prussien reprend son aplomb et délibère. Moltke est d'avis de différer au lendemain la suite du combat ; on ne peut le reprendre qu'avec le concours du II$^{e}$ corps. Il approche, mais il marche depuis deux heures du matin ; n'est-il pas dangereux de demander un dernier effort à des hommes exténués de fatigue ? Le roi estime qu'aucun effort n'est au-dessus du courage de ses braves Poméraniens. L'idée de rester refoulé au pied de ces hauteurs, là où est la victoire, lui est insupportable, et, à l'heure même où, à l'autre extrémité de sa ligne, les Saxons accourus lui assurent une victoire, il veut, lui aussi, en gagner une. Il ordonne, en attendant le II$^{e}$ corps, un nouvel en-avant général.

Les bataillons du VII$^{e}$ corps, disposés, les uns sur la lisière orientale du bois de Vaux, les autres en réserve, abordent les hauteurs du Point-du-Jour. Cette fois la résistance de Le Bœuf et de Frossard est encore plus vigoureuse. Notre 1$^{re}$ brigade de voltigeurs accourt de Châtel-Saint-Germain à l'appui de la division Aymard ;

des tirailleurs débouchent en lignes épaisses, chassant devant eux les hommes isolés par petits groupes, le plus souvent sans chefs, épars en rase campagne, et les culbutent jusque dans le ravin; les efforts des officiers ne réussissent pas à ramener leurs hommes sur les épaulements au pied desquels sont amoncelés tant de cadavres.

Un grand nombre succombent. Ces troupes restées sans officiers sont encore une fois saisies de panique. Un Anglais, Winn, présent sur les lieux, nous en a donné la description. « Les soldats allemands, dit-il, surpris par la soudaineté de l'attaque, s'enfuirent comme des lièvres. N'importe qui, arrivant à ce moment, aurait pensé que les Prussiens avaient été mis en complète déroute. Je n'avais jamais vu auparavant une fuite aussi précipitée, et je crois que peu de militaires en ont vu de telles. Artillerie, infanterie, bagages, ambulances, tous les genres de troupes imaginables se précipitaient pêle-mêle à la file. Les mots : la cavalerie française arrive ! étaient sur toutes les lèvres prussiennes, excepté sur celles des officiers qui s'enrouaient à crier : halte ! Tout cela s'était produit en un temps fort court. J'attendais la cavalerie française. Cela a toujours été un mystère pour les Allemands présents à cette panique que les Français n'eussent pas poursuivi leur avantage en chargeant le village de Gravelotte avec leur cavalerie. Ils auraient pris bien des prisonniers et gagné un pas sur la route de Verdun. Pour prouver combien les Prussiens croyaient alors la bataille perdue, je puis dire que j'ai vu un major

prussien blessé à la jambe supplier de ne pas le laisser là, quelque douleur que dût lui coûter la marche, pour qu'il ne fût pas prisonnier des Français[1]. »

L'effet de cette panique se fit sentir jusqu'à la Malmaison et obligea le roi à effectuer encore un changement de position. Il se retire vers Rezonville (7 h. 1/4) éclairé par les incendies des fermes et des maisons qui créent un jour dans l'obscurité. Moltke ne le suit pas; il va sur le champ de bataille à Gravelotte, et, pour la première fois, il passe sur le front des troupes. On a même prétendu qu'il conduisit à l'attaque le IIe corps, qui venait d'arriver sur le plateau. « Un chef d'état-major eût manqué à tous ses devoirs par cette immixtion irrégulière, et d'ailleurs le vaillant Fransecki qui commandait le IIe corps ne l'eût pas tolérée[2]. »

Moltke avait eu raison contre le roi : le ravin de la Mance était un obstacle infranchissable. Chaque fois que les Allemands avaient essayé de s'établir sur son bord oriental et d'atteindre la hauteur, ils avaient été refoulés. « Il était démontré que l'aile gauche des Français, qui occupait une position presque imprenable, grâce à la configuration du terrain et aux travaux qui y avaient été faits[3], n'en pouvait être

1. Winn cité par Hozier, *The franco prussian War*, p. 385, ch. XII, t. I.

2. VERDY DU VERNOIS, *Souvenirs*, p. 114.

3. Déposition du général Frossard, audience du 21 octobre : « La position que nous occupions dans cette grande ba-

délogée, en dépit du dévouement et de la bravoure des troupes, même au prix des plus grands sacrifices [1]. »

Et Moltke avait donc eu raison contre Steinmetz, plus encore que contre le roi, lorsqu'il avait jugé que c'était uniquement à notre aile droite que la journée pouvait être gagnée. En effet, la nuit tombée, l'armée prussienne se trouvait à sa droite et à son centre, exactement dans la position où elle avait été à Rezonville, dans la soirée du 16 août : ni victorieuse, ni vaincue. Elle n'était pas victorieuse, puisqu'elle n'avait pas réussi à emporter le Point-du-Jour; elle n'était pas vaincue, puisqu'elle était parvenue à s'emparer de tous nos avant-postes et « ce n'était pas un mince avantage que sa ligne de bataille la plus avancée fût occupée par le IIe corps composé de troupes moins épuisées et que derrière celles-ci, les fractions complètement emmêlées des VIIe et VIIIe corps pussent se

taille du 18 était fort belle ; elle était extrêmement solide par elle-même. J'avais pu, dans la journée du 17, faire quelques travaux : des tranchées-abris, des épaulements de batteries ; nous étions favorisés aussi par l'état des localités, où il y avait quelques carrières pouvant abriter des lignes de tirailleurs. La position, je le répète, était fort belle..... Si les 2e et 3e corps sont restés très solidement dans leurs positions pendant toute la durée de cette lutte, cela tient un peu à l'excellence de la position. Nous n'étions pas en l'air comme à la droite ; devant nous se dressaient des obstacles matériels, et puis nous avions fait quelques travaux de remuements de terre. C'est à cela que nous avons dû de tenir ferme pendant cette journée et de subir des pertes moindres que dans la journée précédente. »

1. MOLTKE, *Guerre de 1870*, p. 74.

reconstituer[1] ». Mais ces avantages avaient été achetés par d'effroyables sacrifices en disproportion avec les résultats acquis.

Le roi s'était établi à la sortie du village de Rezonville, près de la route, non loin d'une grange incendiée, devant un feu où brûlaient des portes, des échelles et toutes sortes de débris. Il était à l'un de ces moments où l'on doute de la victoire, à ce moment qui va couronner ou rendre stériles tous les efforts antérieurs; à ce moment où Napoléon regarde à l'horizon si Grouchy arrive, où Bismarck à Sadowa se demande s'il ne se brûlera pas la cervelle parce que le Prince royal s'attarde, à ce moment dont le souvenir rend parfois les victorieux magnanimes parce que, pendant un instant au moins, ils ont été abreuvés des angoisses de la défaite. Guillaume connaît alors ces angoisses. Il a vu ses troupes reculant en panique devant nos lignes invincibles ; on est venu lui dire que sa Garde n'existe presque plus; il est plongé dans les plus cruelles pensées et il entrevoit des perspectives de reculs lamentables. Quelques années plus tard, félicité par le roi de Grèce sur cette campagne, où il n'avait eu que des succès, il répondit qu'il y avait eu aussi de cruelles inquiétudes : « Ainsi à un certain moment, le 18 août, si Bazaine avait employé ses réserves, j'étais battu. » Le cardinal Antonelli m'a raconté, en 1872, que le prince Frédéric-Charles lui avait

1. Moltke, *Guerre de 1870*, p. 76.

fait le même aveu, à peu près dans les mêmes termes.

Mais le roi ne demeura pas longtemps dans ce tourment. Bientôt, Moltke, venu de Gravelotte au pas, afin de ne pas alarmer les isolés et les blessés étendus le long de la route, le rejoint ; il lui rapporte que la panique est conjurée et l'offensive française arrêtée. Cependant Frédéric-Charles ne se montre pas. Il s'est retiré à Doncourt où il passera la nuit. Mais d'autres rapports venus des différents corps annoncent que sur toute la ligne les affaires ont bien marché : Saint-Privat est pris, la droite française en retraite et nos 2e et 3e corps tournés. Le roi pose aussitôt la question : « Qu'allons-nous faire demain ? » Bismarck dit : « Maintenant, Sire, mon avis personnel est qu'après les terribles pertes de cette journée, nous ne devons pas continuer l'attaque demain matin, mais bien attendre les Français. » Verdy du Vernois s'écrie violemment : « Alors je ne sais pourquoi nous avons attaqué aujourd'hui. » Et Bismarck sur un ton non moins violent : « Que voulez-vous, monsieur le Lieutenant-Colonel ? » La querelle allait s'échauffer, lorsque Moltke, passant entre les deux adversaires, s'adressa au roi de sa voix ferme et calme : « Sire, il ne nous reste plus qu'à donner l'ordre d'attaque, au cas où l'ennemi serait encore demain matin devant Metz. » Et le roi ordonna à Moltke de préparer cet ordre. Ensuite on discuta les termes du télégramme à expédier à la reine. Bismarck rédigea un texte que le roi trouva

trop emphatique; le roi en proposa un que Moltke estima trop humble ; enfin, à neuf heures du soir, fut expédié à la reine le télégramme suivant : « L'armée française, en forte position à l'ouest de Metz, a été attaquée aujourd'hui sous ma direction. Dans une bataille qui a duré neuf heures, elle a été complètement battue, rejetée sur Metz, ses communications avec Paris coupées. Guillaume. »

Le roi se crut obligé de coucher dans sa voiture, au milieu des chevaux morts ; on finit par lui trouver un gîte, où il reposa plus doucement que dans son palais.

## XI

Le récit de la bataille est terminé, et j'y ai à peine prononcé le nom de Bazaine. C'est une indication de ce qu'a été son rôle, celui de l'effacement. Il ne faudrait pas faire du mot effacement un synonyme d'apathie, de l'apathie d'un égoïste, qui assiste indifférent à l'épreuve terrible que va traverser son armée. Dans toute la journée, l'esprit de Bazaine est resté actif, éveillé. Il commence par se donner de l'air, en écartant l'obligation de diriger l'armée de Mac-Mahon en même temps que la sienne. Il n'avait pas encore répondu à la dépêche qui lui demandait d'expédier des ordres à Arcy-sur-Aube. De Paris, lettres, avis, intéressant Mac-Mahon, le harcelaient. Il liquida cette situation obsédante par deux télégrammes.

L'un, adressé à Mac-Mahon, disait : « Je reçois votre dépêche ce matin seulement : je présume que le ministre vous aura donné des ordres, vos opérations étant tout à fait en dehors de ma zone d'action. Pour le moment, je craindrais de vous donner une fausse direction. » Au ministre de la Guerre il télégraphie : « J'ai l'honneur de faire observer à Votre Excellence que mes communications avec ces corps n'existent pas. Je n'ai aucun moyen de faire exécuter ces ordres ni de transmettre ces documents. Votre Excellence jugera sans doute opportun de ne plus m'envoyer cette correspondance et de la faire adresser directement aux intéressés. » Il rappelait au bon sens ceux qui en avaient manqué en lui imposant un commandement impossible à exercer de si loin.

Mac-Mahon éliminé de son attention, Bazaine va au plus urgent et assure minutieusement le ravitaillement de ses différents corps en vivres et en munitions et, sur la plainte de Canrobert, qui dit n'avoir reçu ni vivres ni munitions, il prescrit d'écrire d'urgence aux commandants de corps d'armée de donner l'ordre aux commandants d'artillerie d'envoyer prendre sur le plateau de Plappeville les munitions d'artillerie et d'infanterie qui leur sont destinées : « Je suis étonné qu'on ne mette pas plus de zèle dans l'accomplissement de mes ordres à cet égard. MM. les commandants de corps d'armée doivent stimuler le zèle de tous et chercher à exécuter un ordre donné dans le plus bref délai et avec tous les moyens possibles. » Il ne crut pas nécessaire de renou-

veler par écrit les instructions données à Frossard, Le Bœuf et Ladmirault de tenir bon sur leurs positions. A Canrobert seul il les a données par écrit.

Il s'occupa ensuite d'un travail urgent: la formation d'un tableau d'avancement[1]. Ce n'était pas une amusoire destinée à occuper le temps et à distraire de la lutte. Faire un tableau d'avancement, c'est-à-dire refaire des cadres, c'était tout simplement empêcher la dissolution de l'armée. Beaucoup d'officiers avaient été tués ou blessés, et un certain nombre d'unités étaient demeurées sans chefs; ainsi dans le corps de Frossard une compagnie était commandée par un caporal. Il fallait combler les vides et recréer un commandement normal. Cependant le tableau d'avancement ne détourne pas son attention du champ de bataille. Il ne s'inquiète pas de sa droite : Canrobert était là; il connaissait ses intentions et un tel chef l'affranchissait de toute préoccupation. Il était, au contraire, extrêmement attentif à ce qui se passait à sa gauche, placée sous son commandement direct et où, selon lui, devait se décider l'issue de la journée par la victoire ou la défaite de l'offensive allemande.

Il charge le colonel Melchior, chef d'état-major de l'artillerie de la Garde Impériale, d'en-

1. On a prétendu qu'il jouait au billard. Le billard était au premier étage et non au rez-de-chaussée. Aucun officier n'a raconté l'avoir vu faisant sa partie. Sa blessure ne lui eût pas permis l'exercice des deux bras. Enfin il détestait le billard et n'y jouait jamais.

voyer des sous-officiers intelligents au fort de Saint-Quentin afin d'examiner la plaine de la Moselle et de rendre compte des mouvements de l'ennemi. Il n'a pas la même préoccupation de ce qui se passe à sa droite, car il se flatte que là le combat ne sera pas à fond, et ce sont des officiers de Canrobert, le capitaine Bellegarde et le capitaine Chalus, qui lui apportent de la part de leur chef des nouvelles qu'il ne sollicite pas. Ils annoncent que Canrobert est vivement engagé et qu'il réclame des munitions, des canons et un régiment. Bazaine fait expédier du parc de Plappeville des obus et des cartouches[1]. Quant au régiment, il allait le mettre en marche quand survient un avis d'un général dont on n'a pas divulgué le nom, que tout allait bien au 6e corps.

1. Au 6e corps l'approvisionnement du 16 au matin était de 191 obus par pièce de 4
122 — 12

La consommation moyenne par pièce engagée a été :

Le 16 : 96 projectiles de 4
22 — 12
Le 18 : 93 projectiles de 4
75 — 12

C'est-à-dire :

180 projectiles de 4 et
97 — 12 pour les deux batailles.

Pendant ces deux batailles le 6e corps n'a donc pas brûlé a totalité de son approvisionnement, et le 16, le 17 et le 18, il a reçu soit du parc mobile, établi à Plappeville, soit de divers parcs de corps d'armée :

2 824 obus de 4
204 — 12

Alors il retint le régiment mais il avertit Bourbaki que le 6e corps était attaqué (une heure).

Les sous-officiers envoyés à Saint-Quentin revinrent entre une heure et trois heures rapporter que des masses considérables passaient la Moselle et montaient par la vallée de Gorze : c'était en effet le IIe corps allemand qui, depuis le matin, parti de Pont-à-Mousson, gagnait Rezonville. Ils indiquèrent en outre que des signaux étaient échangés avec les troupes prussiennes restées sur la rive droite et celles agissant sur les hauteurs. Bazaine reçoit quelques télégrammes inquiétants du poste du clocher de la cathédrale. Il se persuade que toute la bataille est de ce côté ; il interrompt son tableau d'avancement, monte à cheval (deux heures et demie) ; Jarras lui propose de l'accompagner ; il le remercie ; il trouve plus urgent qu'il travaille à la reconstitution des cadres. Suivi de quelques officiers, il se rend au fort Saint-Quentin, au pas, car les douleurs de sa contusion, ravivées par la fatigue de la journée du 16 août, ne lui permettent pas de trotter ou de galoper. Parvenu au mont Saint-Quentin, il ne recueille que des impressions rassurantes. Il fouille de sa lorgnette tous les points de l'horizon, il n'aperçoit rien de menaçant : Lapasset contient l'attaque sur Sainte-Ruffine, et là où Lapasset se trouve avec ses braves, aucun danger ne peut surgir ; au pis aller, s'il doit se retirer, il sera à l'abri sous la protection du mont Saint-Quentin. Bazaine se convainc que l'attaque lointaine de Manteuffel ne peut rien contre lui. On avait

parlé de tirailleurs ennemis se glissant à l'abri de l'angle mort de la citadelle et menaçant la route de Rozérieulles sur Moulin-lès-Metz On n'en découvre aucun.

Les rapports de ses chefs d'armée qui l'atteignent confirment ce qu'il voit : Frossard juge que les Prussiens ne font devant lui qu'une démonstration, en dessinant vers sa gauche un mouvement tournant, mais la brigade Lapasset étant à Sainte-Ruffine, il compte sur elle; Le Bœuf vient de repousser une attaque sur son front et s'attend à être assailli de nouveau vers cinq heures; il serait heureux de recevoir des renforts (la division de grenadiers), mais il ne les demande pas formellement et croit pouvoir tenir avec ses propres moyens[1]. En effet un billet de lui dit seulement : « Attaqué sur toute la ligne par l'artillerie qui est nombreuse. Nous tenons bien, je suis tranquille. » Bazaine reçoit du poste télégraphique du clocher de la cathédrale une dépêche disant que la canonnade paraît se calmer ou du moins s'éloigner sur les plateaux; Ladmirault demande de l'infanterie, mais afin de poursuivre un succès qu'il ne peut mener à bout par ses propres moyens : tout cela contente Bazaine et il télégraphie à l'Empereur[2] : « En ce moment quatre heures, une attaque conduite par le roi de Prusse en personne, avec des forces considérables, est

1. Documents annexes. Journées des 17 et 18. Note de Canrobert, p. 345.

2. Lieutenant-colonel Picard, *La guerre en Lorraine*, p. 281.

dirigée sur tout le front de notre ligne. Les troupes tiennent bon jusqu'à présent, mais des batteries ont été obligées de cesser le feu. »

Néanmoins il renforce Le Bœuf du 3e voltigeurs de Deligny; plus tard il renforcera Frossard d'un régiment de zouaves. Mais il renvoie la division de cavalerie Forton (5 heures) rejoindre à Metz la division Valabrègue qui y est déjà et il inutilise ainsi toute sa cavalerie. Il est rejoint par le colonel Lewal qui lui remet le rapport sur les reconnaissances faites en vue d'un nouveau recul vers Metz. Il aperçoit vers six heures et demie, du côté de Saint-Privat, des nuages de poussière qui semblent indiquer qu'on se bat par là et il voit passer au grand trot la réserve d'artillerie de la Garde appelée par Bourbaki. « Il y a de l'émotion à droite, dit-il à l'aide de camp du général Pé de Aros, mais votre présence rétablira la situation. » Il examine le mécanisme de quelques bouches à feu, en fait pointer quelques autres dans le vide.

Il remonte à cheval, quitte le mont Saint-Quentin et va voir ce qui se passe sur la route de Thionville. Il traverse les bivouacs de la réserve d'artillerie, dont les chevaux ne sont même pas garnis, et les batteries de la Garde qui ne sont pas attelées. Au col de Lessy il rencontre le capitaine de Beaumont qui ne comprend pas ce qu'il lui dit et va le répéter de travers; puis il rentre à Plappeville à sept heures du soir, et, au moment même où Saint-Privat est en feu, Canrobert en déroute, il dit à Jarras qu'il est content de la journée; ses

troupes se sont maintenues derrière leur ligne inexpugnable!

Dans sa pérégrination, un nouveau changement s'était opéré dans son esprit. Le matin il considérait le recul dans Metz comme un en-cas de défaite, maintenant il croit que c'est une mesure de prudence exigée, même si l'on a pu conserver ses positions sur toute la ligne. Sans réfléchir, ni consulter qui que ce soit, il arrête que tous les corps coucheront sur leurs positions et effectueront leur retraite le lendemain matin. Les bagages partiront dans la nuit à trois heures; les troupes suivront à quatre heures et demie, sauf la réserve d'artillerie, qui attendra jusqu'à onze heures. Il charge le colonel Lewal de rédiger des instructions dans ce sens; il se remet à son tableau d'avancement et, ne voulant pas être troublé, il condamne sa porte.

Il ne tarde pas à être obligé de l'ouvrir : les mauvaises nouvelles affluent. Le commandant Caffarel, aide de camp de Canrobert, le capitaine de La Tour du Pin, aide de camp de Ladmirault, puis le commandant Lonclas, aide de camp aussi de Canrobert, surviennent successivement. Le commandant Caffarel annonce de la part de Canrobert qu'ayant épuisé ses munitions et qu'étant entouré de troupes considérables, écrasé d'obus dans Saint-Privat, il a été obligé de l'évacuer et de prendre ses dispositions pour faire sa retraite. La Tour du Pin est moins noir : il affirme que nous tenons nos positions, que la bataille n'est pas perdue, mais qu'elle est à recommencer le

lendemain matin. Le commandant Lonclas ne laisse pas subsister cette espérance : il raconte (9 h. 1/4) d'un ton désolé que le 6e corps avait abandonné complètement sa position, qu'il avait défendue toute la journée, et que la droite du 4e avait dû suivre ce mouvement. Ils venaient demander au commandant en chef de leur assigner d'autres positions. Le maréchal écouta, sans laisser paraître ni émotion ni surprise. Il dit : « Ne vous désolez donc pas, ce qui sera fait ce soir aurait été fait le lendemain. Vous le faites douze heures plus tôt ; les Prussiens ne pourront pas se vanter de nous avoir fait reculer. »

Une dépêche de l'Empereur l'interrompt : elle lui demande s'il faut maintenir à Verdun les immenses approvisionnements qui l'attendent. Il répond : « J'ignore l'importance des approvisionnements de Verdun, je crois qu'il est nécessaire de n'y laisser que ce dont j'aurai besoin si je parviens à gagner la place. J'arrive du plateau, l'attaque a été très vive ; en ce moment, sept heures, le feu cesse. Nos troupes sont restées constamment sur leurs positions. Un régiment, le 60e, a beaucoup souffert en défendant la ferme de Saint-Hubert. — Metz, 18 août, sept heures cinquante du soir. » — Bazaine libelle un ordre général de retraite à tous les chefs de corps (8 heures ou 8 h. 1/2).

Cette retraite n'avait pas attendu son ordre. Celle de Canrobert était en train, celle de Ladmirault ne tarda pas à la suivre. Quoique son flanc droit fût découvert par la disparition de

Canrobert, Ladmirault tenta l'impossible pour différer l'inévitable. Le Bœuf, dont aucune attaque n'avait ébranlé la solidité, retarda un moment la catastrophe par l'envoi du brave Saussier.

Le prince Frédéric-Charles n'eût pas voulu devoir la possession des hauteurs à la retraite des corps qui les occupaient; il mettait son point d'honneur à les enlever de haute lutte le soir même. Il ordonna à Manstein un *en avant!* général et il lui adjoignit la brigade du III$^e$ corps en réserve à Vernéville. Mais ce mouvement ne put pas être exécuté et le prince dut se borner à une attaque sur Amanvillers. Ladmirault avait pris un dispositif crochet et s'était préservé ainsi quelque temps d'une attaque de flanc; mais, Saint-Privat enlevé, l'artillerie saxonne avait fait un bond en avant et battu en écharpe la division Cissey qui, prise ainsi de flanc et de front, ne put tenir et dut se résigner à la retraite. Grenier le suivit; l'infanterie de la division Lorencez et la brigade Pradier, soldats au cœur de fer, soutinrent plus longtemps la lutte en désespérés, mais prirent enfin, eux aussi, la voie douloureuse de la retraite.

## XII

La retraite de Canrobert, soutenue par le général Péchot et par la cavalerie de du Barail s'accomplit d'abord en ordre. L'artillerie allemande n'était pas entamée, mais son infanterie, surtout celle de la Garde, était dans une inexprimable

confusion, en quelque sorte en bouillie, se cherchant, à bout de forces, dans l'état d'énervement qui suit un effort gigantesque, prête à la panique si un retour offensif s'était prononcé quelque part, hors d'état matériellement et moralement de suivre les vaincus qui fuyaient devant elle. Le désordre ne pouvait donc venir que de nous-mêmes. Il ne tarda pas et tourna à la débandade à mesure qu'on s'enfonçait dans les bois et dans le ravin de Châtel-Saint-Germain : hommes, chevaux, voitures se croisaient, se heurtaient ; un grand nombre d'isolés se cachaient dans les bois ou se livraient à la maraude. Si Le Bœuf avait suivi Ladmirault, la panique aurait emporté la cohue qui se précipitait par une issue trop étroite ; l'ennemi, ne sentant plus personne devant lui, aurait pourchassé les fuyards à la pointe de l'épée, et la retraite serait devenue une catastrophe.

Le Bœuf se rendit compte de ce qui se produirait s'il suivait l'ordre général de la retraite. Il prit sur lui de n'y point obéir, réunit ses généraux, leur exposa son intention de tenir bon jusqu'à ce que Canrobert et Ladmirault se fussent complètement écoulés. Il demanda à Frossard de l'imiter; celui-ci promit de ne pas s'ébranler non plus tant que le 3e corps resterait en position. En attendant, le général de Berckeim, commandant de la réserve du 3e corps d'armée, ordonna à nos batteries d'exécuter « un feu d'enfer » contre les batteries allemandes de Gravelotte. La nuit était noire, le village de Gravelotte brûlait,

les éclairs des mille détonations des bouches à feu et des projectiles sillonnaient le ciel. L'artillerie prussienne répondit. Aucune des deux ne produisit d'effet sur l'autre, mais les Allemands étonnés crurent à un mouvement offensif de tout notre centre et n'eurent pas l'idée d'inquiéter les 2e et 3e corps d'armée, qui purent s'écouler sans désordre le lendemain au point du jour[1].

## XIII

L'allure des deux armées ennemies avait été fort différente : celle des Allemands était l'offensive la plus osée, la nôtre, la défensive la plus stricte. Entre elles, une similitude avait existé : des deux côtés, la bataille avait été poursuivie sans direction suprême. Ce n'était pas celle de Moltke, mais celle de Frédéric-Charles, de Manstein, du prince héritier Albert de Saxe, du prince de Wurtemberg; ce n'était pas celle de Bazaine, mais celle de Frossard, de Le Bœuf, de Ladmirault et de Canrobert. Les généralissimes avaient indiqué leur but : celui de Moltke était d'envelopper notre droite, celui de Bazaine de se tenir accroché à une position presque inexpugnable, puis l'un et l'autre avaient laissé leurs commandants de corps d'armée se débrouiller à leur guise. L'attaque de flanc des Saxons, qui décida la journée, n'avait été commandée ni par

1. *Procès*. Audience du 25 octobre.

Moltke, ni par Frédéric-Charles. Les Allemands, sauf Steinmetz et le prince de Wurtemberg, s'étaient particulièrement distingués. Les nôtres avaient été admirables.

Il y a cependant entre les chefs des corps prussiens et des corps d'armée français une différence qui s'est peut-être accentuée encore. On l'a sentie, mais mal définie, en disant que les Prussiens avaient le tempérament offensif et nous le tempérament défensif. C'est parfaitement erroné. Nos généraux avaient conservé le tempérament offensif que les Prussiens avaient appris d'eux et le premier article de leur bréviaire militaire tactique était toujours : *En avant!* La différence était ailleurs. Les Prussiens avaient le goût et presque la passion de la responsabilité ; les nôtres en avaient la terreur. Les Prussiens ne s'inquiétaient pas d'être vaincus. C'était aux nôtres une pensée insupportable ; ils n'avaient toute leur audace que lorsqu'ils étaient couverts par un chef sur qui retomberait le poids de l'échec, et quand ce chef n'était plus au-dessus d'eux, quand ils étaient devenus leur propre chef, leur amour-propre dominait leur tempérament, et ils n'osaient plus courir aucun hasard.

Les soldats avaient été différemment mais également héroïques. Le Prince Frédéric-Charles a écrit dans son carnet que nos troupes n'avaient pas combattu ce jour-là avec opiniâtreté et n'avaient pas pris aussi souvent l'offensive. Du Barail et Le Bœuf m'ont aussi raconté

que, de-ci de-là, il y avait eu sur le sol plus de musettes garnies de cartouches que le 16 août, qu'on avait entendu plus souvent les conducteurs de caissons à moitié pleins s'éloignant du champ de bataille au cri de : « Nous manquons de munitions ! » C'était l'effet moral de la reculade du 17. Les réservistes surtout l'avaient ressenti. Leur arrivée avait détruit la cohésion des unités auxquelles on les incorporait, et, sauf de rares exceptions, ils ne savaient ni marcher, ni souffrir, ni mourir; ils n'étaient capables que de se coucher par terre ou de s'enfuir en provoquant des paniques. En dehors de ces défaillances isolées, la contenance de l'ensemble demeura superbe.

La cavalerie des deux côtés avait brillé par sa bravoure, mais montré un égal oubli de la grande tradition de la Guerre de Sept Ans et des guerres de l'Empire. La cavalerie prussienne avait même été à cet égard inférieure à la nôtre, car il n'est rien de pareil à son impéritie dans les journées du 17 et du 18 août.

Notre infanterie avait prévalu partout sur l'infanterie allemande chaque fois qu'elle n'avait été aux prises qu'avec elle. Non seulement à cause de la puissance de son arme, mais aussi par son habileté manœuvrière, la supériorité de notre troupier était écrasante dans le combat à la baïonnette. Ses bonds en avant, en arrière, ses voltes à droite et à gauche déconcertaient les Allemands. S'affranchissant très vite du suranné de la formation en bataille, il avait spontanément

pratiqué ce combat en ordre dispersé qu'on prétend avoir découvert depuis.

Les Allemands eurent quelque peine à se familiariser avec cette nouveauté[1]. Ils pratiquaient le combat confus plus que le combat dispersé et ne s'astreignaient guère, du reste, à la formation en colonnes de compagnie. « Il était rare, en effet, que le principe des efforts successifs dans le sens de la profondeur fût régulièrement appliqué; le plus souvent il dégénérait en un élan désordonné qui n'attendait pas l'arrivée en ligne, le déploiement des troupes suivantes. Dans les batailles sous Metz, comme déjà à Wœrth et à Forbach, on en arrivait fréquemment à des engagements séparés et décousus, et fréquemment aussi au mélange et à la désorganisation des unités tactiques[2]. »

Comme dans les batailles précédentes notre artillerie n'avait pas été absolument inefficace. « Elle a souvent facilité à l'infanterie la prise de positions occupées par l'ennemi; elle a soutenu nos charges de cavalerie; nos batteries de canons à balles ont empêché à plusieurs reprises les déplacements de la cavalerie ennemie et l'ont forcée à se retirer. Le projectile de douze ne donnait pas beaucoup d'éclats, mais chacun d'eux pouvait briser un membre, enlever la tête, défoncer la poitrine ou le ventre. De pareilles blessures produisaient sur la troupe qui les recevait un effet

1. Compte rendu du grand état-major prussien, p. 882.

2. Conférence du général Lebon au cercle militaire, 19 janvier 1912.

de dépression supérieur à celui d'un grand nombre de balles comme celles du fusil Chassepot, ou comme les balles minuscules des obus à balles actuels français et allemands. Une seule de nos batteries sut, en prenant en flanc une artillerie ennemie, paralyser un grand nombre de ses pièces[1]. » Les relations prussiennes le constatent à tout instant. Mais dans le tir à longue distance elle n'avait pas pu se mesurer avec l'artillerie allemande supérieure en portée. Même à des distances moyennes, elle n'avait pas pu, avec une égale justesse, régler son tir, ses fusées fusantes ne donnant de résultats qu'à 1 500 ou 3 000 mètres, un capitaine en vint à tirer ces obus comme des projectiles pleins sans déboucher les évents.

Notre tactique avait accru l'infériorité de son matériel. L'artillerie allemande, « intercalée en tête des colonnes de marche, apparaissait la première sur le champ de bataille et préludait le plus souvent aux grands efforts offensifs. D'une inébranlable ténacité, quand elle s'était une fois établie sur un point, elle y constituait en quelque sorte comme la charpente fixe de l'ordre de bataille, tandis que les batteries françaises, au contraire, ne s'y montraient le plus souvent que comme un échafaudage mobile[2]. » De plus, dès que la mêlée était engagée, les batteries allemandes accouraient de toutes parts aux points décisifs et agissaient par grandes masses; les

1. Rapport sur le rôle de l'artillerie du 4e corps.
2. Compte rendu du grand état-major prussien.

nôtres restaient plus ou moins éparpillées en petits groupes.

L'artillerie des Allemands n'a pu gagner la victoire au Point-du-Jour, mais elle a empêché la déroute de leur infanterie de tourner à la catastrophe ; elle n'a pu prévenir l'anéantissement de la Garde prussienne, mais elle en a conjuré les conséquences funestes et elle a décidé le succès de la journée par l'enlèvement de Saint-Privat. Dès qu'elle oubliait de se tenir à de longues distances et qu'inconsidérément elle se rapprochait de nous ou devançait ses soutiens, notre infanterie abattait ses servants, ses chevaux, mais elle prenait vite sa revanche, la pluie de ses obus obligeait nos plus braves à reculer et annulait tous nos avantages[1]. A Gravelotte, comme à Rezonville, elle a été la victorieuse. Malgré l'insuffisance de notre commandement, ces journées d'incertitude ou de défaite eussent été pour nous des victoires si, à côté de nos chassepots, étaient entrés en ligne les excellents canons en bronze de 7 dont l'Empereur n'avait pas su

1. « Les capitaines commandants commencent à comprendre qu'il vaut mieux ne pas engager de lutte sérieuse d'artillerie contre une artillerie presque toujours très supérieure en nombre, et qu'il est préférable de supporter passivement les pertes, tant en hommes qu'en matériel, que les projectiles peuvent occasionner quand ils tombent dans nos batteries, que d'épuiser les munitions sans obtenir un résultat sérieux, et de ne plus pouvoir ensuite être d'aucun secours pour l'infanterie quand les positions que nous occupons sont attaquées par les colonnes prussiennes. » (Rapport du général Gagneur, commandant l'artillerie du 2e corps.)

imposer la fabrication à la pusillanimité électorale de ses candidats officiels.

## XIV

Le maréchal Bazaine quitta Plappeville pendant la nuit sans prévenir personne. Son état-major le suivit à Metz.

Le 19, Bazaine rédige son rapport à l'Empereur, il ne l'expédie que le lendemain 20 à trois heures de l'après-midi : « L'armée s'est battue hier toute la journée sur les positions de Saint-Privat-la-Montagne à Rozérieulles et les a conservées (!!!) Les 4e et 6e corps ont fait, vers neuf heures du soir, un changement de front, l'aile droite en arrière, pour parer à un mouvement tournant de la droite que des masses ennemies tentaient d'opérer à l'aide de l'obscurité. Ce matin, j'ai fait descendre de leurs positions les 2e et 3e corps et l'armée est de nouveau groupée sur la rive gauche de la Moselle, de Longeville au Sansonnet, formant une ligne courbe passant derrière les forts de Saint-Quentin et de Plappeville. Les troupes sont fatiguées de ces combats incessants qui ne leur permettent pas les soins matériels et il est indispensable de les laisser reposer deux ou trois jours. Le roi de Prusse était ce matin à Rezonville avec M. de Moltke et tout indique que l'armée prussienne va tâter la place de Metz. Je compte toujours prendre la direction du Nord et me rabattre

ensuite par Montmédy sur la route de Sainte Menehould à Châlons, si elle n'est pas fortement occupée; dans le cas contraire, je continuerai sur Sedan et même Mézières pour gagner Châlons. »

N'est-il pas superflu de démontrer combien cette dépêche ne rend pas la réalité? Elle représente comme volontaire et ne constituant qu'une simple évolution tactique, la débâcle très peu volontaire de Canrobert et la retraite des 3e et 4e corps qui en fut la conséquence obligée. Elle indique comme simplement imminent le mouvement des Allemands, consommé, triomphant, qui constituait pour eux une immense victoire. Bazaine raconte la bataille non telle qu'elle fut, mais telle qu'il l'aurait voulue. Il la réduit toujours à n'être que la « défense des lignes d'Amanvillers » et non la colossale bataille de Gravelotte-Saint-Privat. Il revient sur son intention prochaine de prendre la direction du Nord et de se rabattre ensuite par Montmédy sur la route de Sainte Menehould. Cette indication était déjà bien risquée le 17 août avant la bataille; elle n'était pas sérieuse après : la route du Nord nous était absolument interdite; la journée du 16 août nous avait fait perdre la route de Verdun; la reculade du 17 celle d'Étain et de Conflans; la défaite du 18 nous fermait celle du Nord.

Nos pertes avaient été de 12399 hommes, 619 officiers, et celles des Prussiens de 19260 hommes, 899 officiers, « Notre belle armée!

s'écrie Kreischmann, encore beaucoup de victoires comme celle-là, et elle n'existera plus. » — « Quelle gloire! mais quelle tristesse! » écrit Roon à sa femme[1].

En dictant ces chiffres, je n'en puis plus, tout pleure en moi. Qu'il était limpide, l'horizon des peuples le 1er juillet! Mais tout à coup, un nuage noir avait obscurci toute clarté, un ouragan furibond s'était déchaîné, et quinze jours à peine se sont écoulés, notre sol a été souillé, dévasté. L'Alsace est perdue, la Lorraine va l'être. Paris est menacé : 30 000 Français, 50 000 Allemands, tous également braves gens, n'ayant aucun sujet de se détester, aimant la vie, ayant des mères, des femmes et des enfants, fils de la même civilisation, artisans d'un progrès semblable, destinés à se rapprocher, pour se compléter, et non à se ruer les uns sur les autres pour se détruire, des milliers de jeunes gens vaillants, auxquels on n'a pu accorder le sépulcre d'un sillon retourné, gisent sur le sol humide de leur sang. Et pourquoi ces hécatombes, ces tueries, ces chaumières incendiées, ces récoltes ravagées, ces malheureux affamés? Pourquoi cette désolation, là où quelques jours avant régnait la douce paix? Parce qu'il a existé un barbare de génie qui, trouvant trop lointaines les conquêtes de la persuasion et trop lente la marche naturelle de l'aiguille sur le cadran du temps, l'a poussée de son doigt brutal, espérant trouver dans le succès

1. 19 août 1870.

d'une guerre heureuse le moyen d'établir immédiatement sa domination. Et cette iniquité réussit! Qu'est devenu le Jéhovah qui détourne sa face de l'inique? Notre pauvre planète lui paraît-elle indigne d'un de ses regards, ou est-il lui-même aux prises avec des satans déchaînés, occupés à arracher de son front de lumière les rayons de la toute-puissance et, de sa main de fer, les foudres du châtiment?

## XV

Le réveil du roi fut plus amer que son coucher : de toutes parts, il apprenait l'immense holocauste de la veille et une sombre tristesse avait éteint sa joie du succès. Il fut très ému par l'arrivée du Prince Frédéric-Charles qu'il vint recevoir au seuil de sa maison et embrassa chaleureusement. A leur entrée, ils trouvèrent Moltke au milieu de son état-major qui présenta au roi les ordres nouveaux à donner. Le roi approuva le projet d'une marche immédiate sur Paris, sans s'inquiéter des fortes masses ennemies restées en arrière. Moltke regagna Pont-à-Mousson. Il prit dans sa voiture Verdy du Vernois et Winterfeld et ils firent le chemin sans mot dire. Moltke n'interrompit que trois fois le silence. La première fois ce fut entre Rezonville et Gorze, en traversant le champ de bataille du 16 août, encore couvert des nombreux cadavres des voltigeurs de la Garde. Dans les premiers

rangs des Français morts se trouvait étendu, le fusil à la main, un jeune sous-officier du 11e régiment : « C'était le plus brave d'entre les braves », dit le général. Un peu plus loin, il dit tout à coup : « J'ai pourtant encore appris que l'on n'est jamais assez fort sur le champ de bataille. » La troisième fois ce fut en approchant de Pont-à-Mousson, ils virent devant eux, éclairé par la lumière du soir, un tableau splendide : le clocher de l'église entouré des maisons de la ville et, au-dessus, les hauteurs de la rive droite sur lesquelles se dressait une vieille chapelle ou peut-être une ruine : « Quelles seraient nos sensations actuelles, dit-il, si nous avions été vaincus? »

Le roi voulut visiter le champ de bataille; un orage l'en empêcha. Vers deux heures, il quitta Rezonville avec sa suite pour se rendre à Pont-à-Mousson où il arriva vers cinq heures. L'état-major prussien ne perdit pas un instant pour utiliser sa victoire et organiser un blocus hermétique.

Le 18 août, même pendant la bataille, deux escadrons du XIIe corps coupaient le télégraphe et détruisaient, à Richemont et Uckange, la voie ferrée entre Metz et Thionville. Un détachement partait d'Auboué en voiture pour Mercy-le-Bas, à trente heures au nord-ouest de Briey, et y coupait le télégraphe, ainsi que la voie ferrée des Ardennes allant de Thionville à Mézières par Longuyon. Le 19 à midi, la communication avec Thionville était coupée; rétablie pendant un

quart d'heure, elle avait été définitivement fermée. Le même jour une nouvelle organisation de Jamecy était opérée. Avec quelques corps empruntés au Ier corps, une quatrième armée, dite de la Meuse, confiée au Prince royal de Saxe, fut formée, avec la mission de seconder le mouvement de la IIIe armée sur Paris. La direction du blocus de Metz fut confiée à ce qui restait de la IIe armée et à la Ire, sous le commandement suprême du Prince Frédéric-Charles. La Ire armée s'établit depuis Mabroy, rive droite, par Ars-Laquenexy jusqu'à Moscou, rive gauche, sur une ligne très développée et assez faiblement gardée, en raison même de sa longueur. La IIe armée occupa au nord-ouest sur la rive gauche les positions conquises le 19 août. On procéda sans interruption jour et nuit aux travaux nécessaires pour augmenter la valeur défensive de la ligne d'investissement : tranchées-abris d'un fort relief avec batteries flanquant ces tranchées et battant le terrain en avant ; coupées et éclaircies dans les bois ; abattis sur les lisières, barricades sur les routes ; chemins traversaux reliant les routes convergentes sur Metz ; voies militaires ; rupture des conduites d'eau ; établissement de longs ponts permanents entre Arnaville et Ars, de deux passages auprès d'Argency et d'Hauconcourt avec doubles têtes de ponts.

Le danger d'un front d'investissement aussi développé, qu'on ne pouvait occuper fortement partout, était que les Français tenant la ligne intérieure avaient plus de facilité pour faire

coopérer chacune des fractions de leur armée à un mouvement rapide bien combiné sur un point faible. L'état-major prussien se mit en garde contre ce danger par un système vigilant d'observation. Des postes permanents furent établis sur des points dominants et on y plaça des officiers munis de bonnes lunettes; des relais ou des fils électriques assurèrent les communications entre les quartiers généraux d'armée, de corps d'armée et les états-majors des divisions de première ligne.

## CHAPITRE V

### JUGEMENT SUR BAZAINE

#### I

« Datez vos justices! » a dit Michelet aux historiens. C'est un des préceptes essentiels de la méthode historique : un jugement en bloc sur un personnage est aussi faux qu'un tel jugement sur une époque. De la vie d'un homme finit par se dégager un certain nombre de traits caractéristiques qu'on retrouve dans tous ses actes espacés et qui constituent son originalité, mais ces actes successifs eux-mêmes ne se ressemblent pas et, parfois, une platitude ou une médiocrité succède à un acte méritoire, et on ne doit point, parce qu'un jour on a approuvé, se croire obligé à ne pas blâmer un autre jour.

La justice ne permet pas d'apprécier la conduite des généraux de corps d'armée et du généralissime pendant la journée du 18 août sur la même mesure que leur conduite dans les journées antérieures. Le 18 août, Frossard et Le Bœuf méritent d'être loués Ils se révélèrent

hommes de guerre de premier ordre. Frossard ingénieur hors ligne, Le Bœuf, artilleur sans égal, avaient manié les trois armes réunies aussi bien que des généraux d'infanterie émérites. Ils surent alterner la fougue de l'élan avec la solidité du pied ferme. Frossard avait magnifiquement réparé son erreur de Forbach et Le Bœuf son abstention obligée de Rezonville. Ladmirault se retrouva le chef accompli qui avait conquis l'estime de l'armée : dans une situation des plus exposées il avait été, suivant le moment, prudent ou rapide, souple ou vigoureux. Si Saint-Privat eût tenu bon, il n'eût jamais été forcé dans sa position, pas plus que Le Bœuf et Frossard. La défense de Saint-Privat a été une des plus glorieuses pages de la glorieuse carrière de Canrobert. Seul Bourbaki n'a pas été lui-même : sa bravoure s'est effarouchée de la responsabilité qui lui était laissée et il n'a su comment l'employer.

Combien peu se ressemblent le Bazaine de Rezonville et le Bazaine de Gravelotte! Ce sont deux hommes différents, qui n'ont de commun que le nom. Le Bazaine de Rezonville se trouve tout à coup par surprise dans l'obligation de livrer une bataille. Il la conduit avec une constante lucidité d'esprit; le Bazaine de Gravelotte, dans une bataille préparée, n'a pas un instant cette lucidité. Le Bazaine de Rezonville a été actif, résolu, infatigable; toute la journée, il a parcouru le champ de bataille, allant lui-même se rendre compte des péripéties favorables ou contraires de

la lutte. « Il est impossible, a dit Bourbaki, d'avoir la figure plus calme et l'attitude plus ferme. Sa bravoure était telle qu'il se trouvait toujours en première ligne, si bien que parfois c'était un peu gênant pour nous, parce que nous ne savions jamais où le prendre [1]. » Le Bazaine de Gravelotte ne va pas voir ce qui se passe sur l'immense champ de bataille. Depuis l'aube les généraux prussiens, rois et princes, circulent dans tous les sens; le prince Frédéric-Charles, au premier coup de canon, est accouru à Vernéville; l'inspecteur général de l'artillerie, d'Hindersin, est venu sur le champ de bataille, afin de suivre de plus près les effets du tir; le vieux Steinmetz s'est transporté à Gravelotte; le Roi est accouru de Flavigny, sur les hauteurs de Rezonville; Moltke se montre sur le terrain, où d'ordinaire on ne le voit pas; Bazaine ne bouge pas, si ce n'est pour faire une promenade inutile sur le plateau de Saint-Quentin. Il ne se montre pas aux troupes; il laisse les chefs et les soldats à eux-mêmes : il avait trop galopé le 16 août, il ne galope pas assez le 18.

Bazaine lui-même a compris que ce changement d'attitude n'échapperait pas à l'histoire et s'est cru obligé de l'expliquer : « J'étais alors très souffrant, a-t-il dit, de ma blessure; je ne pouvais pas me tenir à cheval. Depuis le 1er août, je n'avais pas huit heures de repos par jour [1]. » On ne s'est pas contenté de cette explication; on

1. Procès Bazaine.

a rappelé le maréchal de Saxe, miné par l'hydropisie, remportant les victoires de Fontenoy; Saint-Arnaud à l'agonie, celle de l'Alma; Drouot, débile, éreintant seize chevaux dans la journée de Waterloo. Le courage de Bazaine n'eût pas été moindre sans doute que celui du maréchal de Saxe, de Saint-Arnaud et de Drouot s'il l'avait cru nécessaire au salut de son armée; mais il s'était persuadé que, dans la tactique qu'il avait adoptée, il n'avait qu'à rester immobile et à attendre. Cette conduite s'explique par une erreur fondamentale de jugement qu'il importe de bien mettre en relief.

Dans la journée de Rezonville, quoi qu'on en ait dit et quoi qu'il ait dit lui-même dans des réponses irréfléchies au duc d'Aumale, il résulte de ses actes impartialement pesés qu'il n'a pas subordonné ses manœuvres de combat à la préoccupation de ne pas se séparer de Metz; il est resté attaché à la pensée qu'il poursuivait depuis le 13 août : gagner au plus tôt Verdun. A partir du 17 août il se détache de Verdun qu'il croit impossible à atteindre, malgré l'espérance qu'il en témoigne dans ses dépêches. Dans son esprit, peu à peu se forme, grossit, devient dominante la conviction que le salut de son armée exige qu'à tout prix il ne se sépare pas de Metz. En cela il faisait preuve de jugement.

La première partie du plan de Moltke de le couper de Châlons était réalisée par la bataille de Rezonville. — S'il laissait s'accomplir la seconde partie qui était de le séparer de Metz,

il était irrévocablement perdu. Enveloppé par les trois armées prussiennes, c'est-à-dire par plus de cinq cent mille hommes, ses cent vingt-cinq mille hommes étaient obligés de mettre bas les armes ou de s'enfuir en Belgique. Mais ne pas se séparer de Metz ne signifiait pas qu'on s'y enfermerait; car être enfermé dans le camp retranché de Metz, c'était l'investissement et tôt ou tard la capitulation par le bombardement ou par la famine. Il est peu d'exemples, en effet, qu'une armée investie ait pu se dégager si sa captivité n'était pas brisée par une armée de secours. Il était donc aussi impérieusement commandé de ne pas se laisser enfermer dans le camp de Metz que de ne pas s'en séparer. Et le seul moyen d'atteindre ce double but était de se cramponner aux lignes d'Amanvillers, de les défendre jusqu'à extinction de son dernier soldat et de jouer là la partie décisive de son dernier combat. Voilà ce que Bazaine n'a pas compris; il n'a pas sérieusement défendu les lignes d'Amanvillers.

Indépendamment de tout avertissement, l'inspection du terrain indiquait que les Prussiens ne chercheraient pas la solution de leur offensive dans une attaque sur notre gauche et sur notre front, dont ils savaient aussi bien que nous l'inexpugnabilité, et qu'ils essaieraient d'enlever notre droite par leur manœuvre habituelle, le mouvement tournant. Cette indication, que fournissait le terrain lui-même, avait été confirmée à la fois, de très bonne heure, par Le Bœuf et Frossard. Bazaine devait donc, dès le matin,

sortir de son immobilité et comprendre que ce mouvement tournant était le vrai péril qui le menaçait, et qu'il devait adopter immédiatement, sans perdre une minute, les moyens de le prévenir, de l'arrêter ou de l'écraser. Un mouvement tournant peut être abordé ou par le centre ou par les flancs ; en principe il n'y a pas de raison systématique de préférer un mouvement par le centre à un mouvement par une aile, c'est une affaire de circonstance. Gouvion Saint-Cyr ayant fait observer à Napoléon que, « dans sa manière ordinaire, il aimait mieux les attaques sur le centre que celles sur les ailes, tandis que celles-ci paraissaient presque toujours avoir été préférées par Frédéric, et que les premières, en présentant d'abord de plus grands obstacles à surmonter, offraient ensuite, quand elles réussissaient, de bien plus grands résultats puisqu'il était presque impossible à un ennemi battu, enfoncé par son centre, d'éviter une déroute complète et de faire une retraite passable, Napoléon répondit qu'il n'accordait aucune préférence à l'attaque du centre sur celle des ailes et qu'il avait pour principe d'aborder l'ennemi avec le plus de moyens possible[1]. En la circonstance, vu notre infériorité d'effectifs, l'attaque par le centre était infiniment dangereuse, car, si elle avait réussi un instant, les deux parties momentanément séparées de la ligne enveloppante se seraient refermées sur nous et nous auraient étouffés

1. D'après Gouvion Saint-Cyr.

entre elles. Ce n'était pas le cas non plus d'opérer par notre aile gauche. De ce côté notre ligne, protégée par le ravin de la Mance, les hauteurs du Point-du-Jour, les forts de Saint-Quentin, les remparts de Metz, « constituait une position formidable dont nous ne pouvions être délogés en dépit de la bravoure des troupes allemandes, même au prix des plus grands sacrifices[1]. »

Le plan rationnel était de réparer vivement l'erreur qu'il avait commise en plaçant ses réserves à Plappeville, et d'adapter à notre usage le plan que les Prussiens avaient arrêté, de confirmer l'ordre donné à Frossard, à Le Bœuf, à Ladmirault, de demeurer inébranlablement attachés à leurs positions dans une vigoureuse défensive, de n'engager, du Point-du-Jour jusqu'à Amanvillers, qu'un combat traînant, qui amuserait l'ennemi et le retiendrait devant des positions imprenables, puis de ramasser tout ce qu'on pourrait avoir de forces disponibles, réserve, Garde impériale au complet, cavalerie, d'y joindre quelques fractions des 2e et 3e corps dès que leur solidité aurait été démontrée. Avec ces forces compactes, bien tenues en mains, aller vers Canrobert, briser l'offensive allemande, passer soi-même de la défensive à l'offensive, tourner ceux qui avaient compté nous tourner. Alors seulement faire sortir la gauche et le centre de leur immobilité et les pousser sur le front de l'armée allemande, que Canrobert presserait sur le flanc.

1. MOLTKE, *Guerre de 1870*, p. 76.

N'eût-on pas la force ou le temps de faire succéder l'offensive à une défensive triomphante, nous serions restés maîtres de nos positions après avoir fait subir des pertes considérables à l'assaillant, prêts à lui en faire éprouver de nouvelles s'il s'enhardissait à recommencer le lendemain, jusqu'à ce que, l'ayant successivement usé, nous l'eussions contraint à se retirer.

Bazaine fait exactement le contraire. Pendant toute la journée les VIIe, VIIIe, IXe et, à la fin, le IIe corps allemands avaient fait des efforts désespérés, non seulement contre le Point-du-Jour, mais contre toute la position jusqu'à Amanvillers; s'ils avaient réussi à s'emparer de la ferme Champenois et de la ferme Saint-Hubert, ils n'étaient point parvenus à prendre pied sur la position et ils avaient même dû reculer en panique devant les retours offensifs de Frossard et de Le Bœuf.

Il y avait eu là des menaces, non un péril. A la droite, au contraire, le péril avait existé dès le début de la journée. La configuration des lieux, dénués de toute défense naturelle, facilitait le succès du mouvement tournant, objectif des Allemands. Et cependant Bazaine est absorbé par les menaces et ne voit pas le péril. Il accueille sans réflexion une foule de renseignements saugrenus, contradictoires, se réfutant eux-mêmes, comme il en pleuvait depuis le commencement de la campagne. Il accumule les précautions à sa gauche, où elles étaient inutiles, et les néglige à sa droite, où elles étaient indispensables. Il tient à sa gauche les réserves, désarticule à son profit

la Garde impériale; il ne refuse pas à la droite des munitions, mais il ne s'inquiète pas d'elle et il juge la crise terrible où elle se débat une simple émotion à laquelle il sera facile de remédier. Il se croit quitte par ses instructions du matin et par la liberté accordée à Bourbaki et il laisse Canrobert se débrouiller comme il pourra.

Dans une bataille livrée sur un front étendu, il y a du danger partout. Le talent du chef d'armée est de discerner celui auquel il est le plus urgent de parer. Bazaine n'a pas eu ce talent le 18 août. Il n'a pas saisi que la défense des lignes d'Amanvillers était à Saint-Privat et que, Saint-Privat perdu, notre front du Point-du-Jour à Amanvillers devenait intenable.

A Dresde en 1813, le jeune duc de Plaisance vint annoncer à Napoléon un des plus grands désastres de la campagne, la défaite de Ney à Dennewitz (6 septembre). Napoléon, raconte Gouvion Saint-Cyr, avec le sang-froid le plus imperturbable, l'interrogea dans les plus petits détails sur les mouvements opérés par les différents corps; il expliqua, d'une manière qui paraît aussi précise que claire et juste, les causes des revers mais sans le plus petit mouvement d'humeur, sans une expression malsonnante ou équivoque contre Ney ni aucun des généraux ses collaborateurs; il rejeta tout sur les difficultés de l'art qui, disait-il, étaient loin d'être connues. La leçon ne fut point perdue, car Gouvion Saint-

Cyr a écrit pour son compte : « Je ne crois pas qu'il ait jamais existé un général assez fort au physique et au moral pour bien conduire par exemple une armée de 200 000 hommes; aussi je pense que ce n'est pas dans un esprit de critique sévère, mais avec une indulgence qu'on ne doit pas craindre de pousser trop loin, qu'il faut juger les chefs de nos grandes armées. »

On n'a pas fait profiter Bazaine de cette indulgence. La reculade du 17 août avait porté atteinte à son crédit dans l'armée; son effacement du 18 le détruisit tout à fait. Passant d'un extrême à l'autre, on en vint à refuser la moindre qualité à celui à qui on avait accordé les plus éminentes. On le mit en dehors du droit commun, de l'équité; des actes qui, de la part de tout autre, eussent paru naturels, semblèrent coupables; on les travestit à plaisir : s'avance-t-il seul sur une situation exposée, laissant derrière lui son état-major afin de ne pas l'entraîner dans le danger, c'est qu'il ne veut pas que ses officiers voient sur son front la perfidie de ses pensées; fait-il reculer les impedimenta afin de rendre la route plus libre et de les soustraire à l'ennemi, c'est qu'il médite d'empêcher la manœuvre qu'en apparence il ordonne; va-t-il établir son quartier général à un kilomètre de Gravelotte où est l'Empereur parce qu'il n'a pu trouver ailleurs à loger ses chevaux, c'est pour échapper à une surveillance importune; télégraphie-t-il à Mac-Mahon qui lui demande des ordres à Bar-sur-Aube : « Avisez vous-même », c'est qu'il ne veut pas découvrir son

incapacité à un autre en exposant ses projets ou en se montrant hors d'état d'en concevoir aucun. Il est généralissime, c'est-à-dire dispensé, dès qu'il a indiqué son plan général, de surveiller l'exécution des détails importants ou menus; cependant, dès qu'un chef d'armée commet une bévue ou une omission, qu'un colonel place mal son régiment, c'est Bazaine qu'on prend à partie. Volontiers on le rendrait responsable des peccadilles du moindre caporal. On n'admet pas que ses erreurs soient involontaires, on les attribue à une duplicité scélérate; on en fait une espèce de Méphistophélès militaire tout en machinations, en calculs, assoiffé de se créer un grand rôle sur les ruines de son pays, et vraiment très original dans la manière de préparer le triomphe de son ambition. Jusqu'à lui on a pensé que la victoire est le moyen de tout obtenir d'un peuple: lui aurait imaginé que ce serait la défaite. Il redoute la victoire quand elle s'offre à lui et la fuit dans une inertie calculée; c'est l'accumulation des défaites qui sera le piédestal sur lequel l'élèvera son apothéose; tous ses actes n'ont été que la préparation sournoise de la trahison prochaine.

Ceci n'est pas sérieux.

Bazaine ne pouvait préparer le 17 et le 18 août une trahison qu'il n'a jamais commise. Qu'est-ce qu'un traître? Politiquement, c'est celui qui, sous une forme quelconque, sert les intérêts des ennemis de sa patrie, en vue d'un profit personnel plus ou moins bas. Bazaine ne peut être

rangé dans cette catégorie, car ces gens-là ne trahissent pas gratis, et lui a fini presque dans la mendicité : quand le général d'Aurelle de Paladines, passant à Madrid, le vit dans le taudis où il s'était réfugié, il éclata en sanglots.

Juridiquement est traître celui qui a commis un acte auquel la loi pénale attribue cette qualification. Or, Bazaine n'entre pas non plus dans cette catégorie : on ne lui a imputé aucun acte qualifié légalement trahison ; on ne l'a poursuivi que pour n'avoir pas rempli son devoir d'honneur avant de capituler. Son accusateur, le général Pourcet, l'a reconnu dans son réquisitoire : « *Il n'a jamais été question, pas plus dans le rapport que dans le réquisitoire, de trahison ni de conspiration.* » La demande en grâce de ses juges s'explique par ce qu'il y avait de monstrueux dans une condamnation capitale motivée par les griefs invoqués, fussent-ils vrais, aussi disproportionnés avec la peine. Elle ne se comprendrait pas appliquée à un traître, car contre un maréchal de France reconnu coupable de trahison, aucun châtiment n'aurait été assez impitoyable. Accoler l'épithète de traître au nom de Bazaine est donc une contre-vérité historique et une calomnie.

Bazaine n'a jamais trahi. C'était un brave homme modeste, probe, sensible, désintéressé, mais sans ailes ouvertes à aucun idéal, d'humeur pédestre, n'ayant de fierté que celle professionnelle du troupier, si dévoué à ses devoirs de soldat que sa condamnation à mort a été la seule

punition qu'il ait encourue dans sa carrière. Uniquement préoccupé du soin de veiller à la sécurité de son armée, et non de se hisser à un rôle exceptionnel; d'un esprit fin, mais sans netteté et sans vigueur, d'un caractère facile, mais manquant de ténacité, ne sachant jamais dire résolument *oui* ou *non*, et, sans être déloyal, se donnant l'apparence de l'être par le vague auquel il se complaisait, cédant, sous un aspect imperturbable, aux pressions des circonstances et y cédant sans avoir souci de ce qu'il avait résolu de contraire auparavant. Il ne s'est jamais mêlé à une action politique et n'a eu d'autre visée que de servir fidèlement le gouvernement légal de son pays. Mais « on ne fait rien de grand au monde, a dit Thiers, sans les passions, sans l'ardeur et l'audace qu'elles communiquent à la pensée et au courage ». Bazaine n'avait pas « cette chaleur entraînante qui, à la tribune, à la guerre, dans toutes les situations, enlève les homme et les conduit malgré eux à de vastes fins ». Le fond de sa nature était la prudence qu'accroissait la crainte des responsabilités; porté par là aux résolutions défensives, il n'a parfois paru pousser à l'offensive que comme acheminement à une défensive plus solide. Ces dispositions avaient été singulièrement encouragées les derniers temps, car l'Empereur ne lui avait jamais donné un ordre sans lui répéter : « Surtout, ne compromettez pas votre armée. »

De plus il était pessimiste. A son départ de Paris il aurait dit : « Nous allons à un désastre. »

Il jugeait « presque impossible, quoique ce mot ne soit pas français à la guerre, de réparer des fautes aussi capitales que nos premières fautes ». Il attachait une excessive importance à quelques épisodes malheureux de panique : « Les commandants des corps d'armée n'avaient pas été, a-t-il dit, dans l'exécution des ordres donnés, à la hauteur de leur commandement; les soldats n'étaient pas comme leurs devanciers de la première République et du premier Empire[1]. » Dominé par ce sentiment, il apporta dans toutes ses combinaisons une âme de vaincu. Il n'était pas ardent à chercher la bataille parce qu'il était convaincu qu'elle tournerait mal. La journée du 16 août lui avait été comme un coup de marteau sur la tête; il y avait dépensé tout son capital d'énergie. Son état d'esprit général, permanent, qui se manifesta plus particulièrement dans cette circonstance, a été mieux dépeint par lui que par personne : « Je ne voulais agir que presque à coup sûr. » Et quand on ne veut agir que presque à coup sûr, on n'agit pas.

Cette disposition d'esprit l'a mal inspiré; elle ne permet pas toutefois de l'accuser d'incapacité : on ne devient pas de simple soldat maréchal de France sans avoir donné des preuves multipliées d'habileté technique. Il connaissait très bien son métier. Un fait, petit en lui-même, mais révélateur, démontre à quel point cet incapable

1. *Épisodes de la guerre de 1870*, maréchal BAZAINE.

tenait son armée dans la main : « Il était presque nuit, un bataillon de la Garde arrive à Gravelotte et le commandant, ne sachant où était son campement, s'informe auprès des officiers de l'état-major. Alors le maréchal, s'avançant, lui indique le lieu précis du campement en l'avertissant qu'il y trouvera un autre bataillon qui l'attend pour partir à son tour. Le maréchal connaît donc non seulement la marche et le campement de ses corps d'armée, de ses divisions, mais celle même de ses bataillons. » Et le spectateur de ce fait, le docteur Anger[1], tout en indiquant qu'il manquait au maréchal l'audace, ne le considère pas moins comme le seul chef à la hauteur de la situation.

Seulement sa capacité n'arrivait pas à ce degré supérieur qui est le génie. Canrobert me l'a défini d'un mot pittoresque : « C'était un cavalier qui, ne sachant pas se tenir en selle sur un cheval difficile, s'accroche à la crinière. » Il n'avait commandé jusque là que 25 000 hommes. « Le grand nombre l'a ébahi, il ne savait point opérer avec ses forces », a dit Changarnier Voilà la vérité. Nous n'avons affaire ni à un fourbe, ni à un incapable, mais à un homme de capacité courante, à un pessimiste, qu'une situation écrasante a écrasé[2]. Il a jugé tout désespéré

1. Carnet d'Anger.

2. Élie PEYRON, *Le cas de Bazaine*, p. 9 et 10 : « La publication de notre étude nous a valu une lettre dont l'auteur connaît d'une façon spéciale les événements de 1870. Nous avons fait à notre correspondant une visite au cours de laquelle nous ont été fournis les renseignements ci-après. — *Demande* : Voudriez-vous m'indiquer quelles furent

et il s'est abandonné à ce qu'il croyait la fatalité, attendant la délivrance du dehors et non de la ténacité d'une volonté énergique : « Je croyais, a-t-il dit, qu'en donnant le temps à l'armée de Châlons de se former, elle pourrait atteindre un effectif considérable qui lui permettrait de venir nous dégager. »

L'art de la guerre a été résumé par Moltke dans cette admirable formule : « Peser, puis risquer. » J'imagine que Napoléon en eût modifié ainsi les termes : « Peser, puis surtout risquer. » Car il a écrit : « Il ne faut jamais désespérer, tant qu'il reste des braves aux drapeaux ; par cette conduite on obtient et on mérite d'obtenir la victoire. Que de choses paraissent impossibles et qui cependant ont été faites par des hommes

d'après vous les causes qui ont amené la capitulation de Metz? — *Réponse :* Bien volontiers, je rappellerai d'abord le mot que prononça le maréchal Bazaine lorsqu'il monta en wagon à la gare de l'Est : « Nous marchons à un désastre... » Et son impression première ne se modifia pas lorsqu'il fut arrivé à la frontière... Après Borny, Gravelotte, la bataille *faucheuse de régiments.* Luttes ardentes, honorables pour nos armées, elles furent une terrible révélation pour le vieil officier qui vit à l'œuvre l'armement ennemi dans ses effets meurtriers... Bazaine reçut de cette journée du 16 août (Rezonville) une impression qui persista longtemps. Ce lui fut comme un *coup de marteau sur la tête.* De là ses perplexités, sa prudence extrême, excessive peut-être, sa crainte de perdre le point d'appui de Metz et d'être enveloppé. Il hésita à *risquer le paquet* en s'éloignant de cette base d'opérations. — *Demande* : Pourtant, à San-Lorenzo, il avait livré et gagné une vraie bataille? — *Réponse :* Qu'était-ce que cela? Il avait 7 000 hommes sous ses ordres. Au camp de Châlons, plus tard, il en avait fait manœuvrer 25 000. Mais mettre en action 250 000 hommes, c'était autre chose. »

résolus, qui n'avaient plus d'autres ressources que la mort! »

Les Allemands ont souvent mal pesé et commis des fautes énormes, mais ils ont toujours très bien risqué et c'est pourquoi ils sont restés victorieux. Bazaine a su peser, notamment lorsque dans la nuit du 16 août il n'a pas voulu lancer ses 125 000 hommes au milieu de 500 000 Allemands; il n'a pas su risquer quand il ne s'est point précipité sur Gorze le 17 au matin et le 18 sur Saint-Privat par une offensive endiablée semblable à celle d'Alvensleben. Et c'est pourquoi il a été vaincu.

À la guerre plus qu'ailleurs, il vaut mieux risquer que peser. Quand on se trompe dans un calcul on est abaissé; quand on ne réussit pas dans une audace, on reste glorieux. Et quelles audaces ne pouvait-on pas se permettre avec nos sublimes soldats!

## CHAPITRE VI

### SECOND ACTE DU SUICIDE
### LA DÉPOSITION DE L'EMPEREUR

### I

L'Empereur ne s'arrêta pas à Verdun. Il annonça au maire que Bazaine le suivait et serait le même soir à Conflans, le lendemain à Verdun. Il demanda un train pour Châlons. Il n'y avait que des voitures de 3e classe; il monta dans l'une d'elles. A Sainte-Menehould un général entra dans le wagon. C'était Trochu, mis à la tête du 12e corps d'armée, qui venait prendre possession de son commandement. Trochu exprima son étonnement de cette rencontre, et, saisissant avec effusion les mains de l'Empereur, il exprima, dans les termes les plus chaleureux, les sentiments d'un attachement profond et dévoué. A Mourmelon on monta dans une charrette pour se rendre au camp. Là Trochu disparut.

Le camp de Châlons ressemblait à une plage, sur laquelle des trains jetaient à tout instant des épaves de la journée de Reichshoffen: des soldats

sans sacs, sans gibernes, d'immeuses approvisionnements, 7 000 à 8 000 isolés courant en désordre à travers le camp; dix-huit bataillons de gardes mobiles, dont 8000 sans fusils, 8000 pourvus de fusils transformés et 2 000 de chassepots.

Les correspondants des journaux démagogiques, expulsés des quartiers généraux, s'étaient rendus au camp et y excitaient les indisciplinés. Le 3 août, Canrobert, passant une revue de la garde mobile, s'était arrêté devant chaque compagnie des deux premiers bataillons, demandant aux soldats s'ils manquaient de quelque chose. Le 3e l'avait accueilli par les cris de : « A Paris! à Paris! » proférés par une trentaine de meneurs. — « Vous n'y pensez pas, répondit le maréchal, rouge de colère, vous ne pouvez rentrer à Paris maintenant; pas un de vous n'y consentirait. — *Quelques voix* : Mais si, parfaitement! » Les cris redoublent. On chante : « A Paris ! » sur l'air des lampions. Ces meneurs furent arrêtés et s'excusèrent en disant qu'ils n'avaient pas de quoi manger, d'autres protestèrent contre cette manifestation coupable. L'autorité militaire veilla à ce que les distributions fussent faites régulièrement et le tumulte s'était apaisé en apparence, mais les mobiles manifestaient hautement leur hostilité contre l'Empereur[1]. « Ils inventèrent un mode de duo invectif, où les chœurs savamment alternés d'une tente à l'autre ne permettaient de sévir

1. DÉROULÈDE, *Feuilles de route*.

contre personne. — Vive l'Empereur ! ! hurlait un premier groupe. — Cambronne ! répondait l'autre, et de la gauche à la droite l'ignoble plaisanterie roulait comme un tonnerre. » Ils outrageaient au hasard et sans raison tout officier supérieur rencontré isolément ; les mutineries succédaient aux mutineries. Il fallut avoir recours au déplorable système des punitions collectives qui rétablirent un peu la discipline, mais suscitèrent le mécontentement général.

Chaque jour des ballots de journaux démagogiques, auxquels un ministère aveugle laissait toute licence, arrivaient au camp et étaient répandus à profusion même parmi les troupes régulières; Belleville descendait ainsi chaque jour dans le camp de Châlons et lui communiquait ses détestables passions.

L'Empereur arriva en quelque sorte incognito Il défendit qu'on lui rendît les honneurs militaires et que fût hissé le drapeau signe de sa présence. Reconnu cependant, il fut entouré par des mobiles chantant : « Des lampions ! » et par des soldats criant : « Nous sommes prêts à nous faire tuer. » On vint annoncer au prince Napoléon que les mobiles tenaient de vilains propos et qu'on redoutait qu'ils ne tentassent pendant la nuit d'enlever l'Empereur. On prit en effet quelques précautions, mais aucune tentative ne fut faite.

Le prince Napoléon s'enquit du général Trochu : il s'adressa à son chef d'état-major, Schmitz, qui ne put lui dire où il était. Évidem-

ment il se renseignait. A six heures du matin, le 17 août, le prince Napoléon est éveillé par le général accompagné de Mac-Mahon et Schmitz. Avant d'aborder l'Empereur auquel ils n'osaient dévoiler toute leur pensée, ils venaient s'entendre avec le prince. On débuta par quelques explications, sur le passé, qui ne furent pas longues. Le prince commençant à récriminer sur Wœrth, Mac-Mahon l'interrompit brusquement : « Oui, j'ai fait une bêtise d'accepter la bataille, mais laissez-moi tranquille. » Ainsi fut-il fait, et la conversation s'ouvrit sur le parti qu'il convenait d'adopter dans les circonstances présentes.

Il paraissait impossible au Prince que l'Empereur, qui venait de quitter le commandement de l'armée de Metz, prît celui de l'armée de Châlons. Mais il lui paraissait encore plus inacceptable que, n'étant plus le chef suprême de l'armée, il continuât à y rester. C'eût été, à la fois, s'amoindrir et gêner l'action du nouveau général en chef. « Figurez-vous, disait-il dans son langage familier, un général en chef pour qui toutes les responsabilités se compliquent d'une autre responsabilité, celle d'assurer le sort du souverain. Autant aller au combat avec une soupière pleine sur la tête et la défense d'en répandre une goutte. » L'Empereur avait abandonné le gouvernement en allant prendre le commandement de ses troupes : ayant renoncé à ce commandement, il ne lui restait plus, à moins d'abdiquer, qu'à reprendre, d'une main ferme, le gouvernail de l'État à Paris.

Le Prince admit également que l'armée ne saurait être maintenue sans périls à Châlons ; la place était ouverte, à deux journées de la cavalerie de l'ennemi, à portée d'une surprise ; c'était une position bonne pour l'offensive, nullement pour la défensive. Si l'ennemi poussait quelques pointes audacieuses, on serait exposé à un désastre. La véritable destination de l'armée devait être de couvrir Paris et d'offrir des cadres préparés aux renforts qui allaient arriver de tous les côtés. Trochu et Mac-Mahon se rallièrent à ces vues, dans lesquelles le prince révélait la supériorité d'une intelligence de premier ordre et la perspicacité d'un véritable homme d'État. Il fut donc convenu qu'on proposerait à l'Empereur de rentrer à Paris, tandis que Mac-Mahon y conduirait l'armée. Afin que Napoléon III reprît le gouvernement avec sécurité, Trochu le précéderait de quelques heures et préparerait matériellement et moralement son arrivée.

S'étant mis ainsi d'accord, ils se rendirent auprès de l'Empereur dès huit heures. Le général Berthaut, commandant des mobiles, avait été invité à se joindre à eux. Dans cette conférence Mac-Mahon et Trochu restèrent à peu près silencieux. Ce fut le général Schmitz qui aborda la question fondamentale : la position de l'Empereur. Il développa les idées adoptées dans la conversation préliminaire. « Je crois, Sire, dit-il en substance, que nous sommes dans une situation déplorable ; il y a à Metz une armée dont nous ne connaissons pas le sort, mais qui pourra se

retirer par les places du Nord. Quant à l'armée qui est ici, elle est composée du corps d'armée du maréchal Mac-Mahon, formé de troupes diverses, du corps du général de Failly, très atteint dans son moral quoiqu'il n'ait pas combattu; du 12e corps d'armée qui n'a de solide que son infanterie de marine, du corps d'armée du général Douay qui, de Belfort, pour nous rejoindre devra faire un mouvement de flanc dangereux. On prétend que vous n'avez pas employé le général Trochu parce qu'on lui attribuait des sentiments d'opposition. Eh bien, Sire, il faut rentrer à Paris et en nommer le général Trochu gouverneur. Le rôle que vous avez accepté ne peut continuer; vous n'êtes pas sur votre trône. — Oui, j'ai l'air d'avoir abdiqué », dit l'Empereur.

Alors le prince Napoléon prit la parole et, avec une fermeté de vues et une éloquence de langage irrésistibles, il développa les raisons qui militaient en faveur des conseils de Schmitz. Il se porta garant du général Trochu, et il termina en disant : « Vous avez abdiqué à Paris le gouvernement; à Metz, vous venez d'abdiquer le commandement. A moins de passer en Belgique, il faut que vous repreniez l'un ou l'autre. Pour le commandement, c'est impossible. Pour le gouvernement, c'est difficile et périlleux, car il faut rentrer à Paris; mais, diable! si nous devons tomber, tombons au moins comme des hommes. »

L'Empereur, quoique ébranlé, éprouvait un malaise moral violent à se livrer à Trochu, qui lui inspirait une défiance instinctive. Prenant un

prétexte quelconque, il attira le maréchal Mac-Mahon à part, et lui demanda ce qu'il pensait du général. Le maréchal lui répondit qu'il le connaissait depuis longtemps, que c'était un homme de cœur, un homme d'honneur, dans lequel l'Empereur pouvait avoir confiance. Ce témoignage dissipa les hésitations de l'Empereur ; il revint se mêler à la discussion, et la termina en disant à Trochu : « Vous venez d'entendre Napoléon, est-ce que vous accepteriez cette mission? » Trochu se leva et répondit : « Sire, dans la situation pleine de périls où est le pays, une révolution le précipiterait dans l'abîme. Tout ce qui pourra être fait pour éviter une révolution, je le ferai. Vous me demandez d'aller à Paris, de prendre le commandement en chef, de vous annoncer à la population, je ferai tout cela ; *mais il est bien entendu que l'armée du maréchal Mac-Mahon devient l'armée de secours de Paris*, car nous allons à un siège. On m'a représenté comme étant hostile à Votre Majesté, j'ai eu avec le gouvernement de l'Empereur des dissentiments, mais dans ce moment je dois dire que jamais votre personne n'a été mêlée à ces dissentiments. »

L'Empereur répondit : « Je comprends ces dissentiments ; mais aujourd'hui il n'en peut être question. Je vais écrire à l'Impératrice et au Conseil des Ministres. » Le prince Napoléon se leva vivement : « Comment, vous allez écrire à l'Impératrice, mais vous n'êtes donc plus souverain ! Il faut prendre une résolution sans retard et que le

général Trochu parte tout de suite. — Mais, objecta l'Empereur, il faut que mon décret soit contresigné. — Rien de plus simple, répondit le prince, le général Trochu emportera vos décrets à Paris; là ils seront contresignés par un ministre : quel est celui qui ne comprendrait pas la nécessité de cette mesure et qui refuserait de s'associer au projet de Votre Majesté [1]? »

## II

L'Empereur hésitait cependant. « La difficulté de forme me préoccupe, disait-il; je suis souverain constitutionnel. » Le prince fut tellement pressant que l'Empereur céda enfin et il fut décidé qu'il signerait immédiatement la nomination de Mac-Mahon comme chef de l'armée de Châlons et celle de Trochu comme gouverneur de Paris. Seulement il pensait qu'il vaudrait mieux que Mac-Mahon fût indépendant de Bazaine. « Non, répondit le maréchal, j'aime mieux être sous les ordres de Bazaine. Je le connais bien, c'est mon ami; nous nous entendrons [2]. » Il fut donc con-

1. Carnet du prince Napoléon.

2. « Tlemcen, 13 septembre 1849. — Mon cher colonel, si vous me connaissiez un peu moins, j'aurais réellement une frayeur terrible que vous ne m'accusiez non de paresse, ce qui serait un peu vrai, mais d'oublier complètement mes amis; je chercherai cependant à m'excuser en vous disant que je méditais depuis longtemps une course chez les Abida, etc. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .
Parlons maintenant un peu de vous : je vous dirai que le

venu que le maréchal Mac-Mahon serait nommé commandant de l'armée de Châlons avec cette indication formelle qu'il serait sous les ordres de Bazaine, quand il aurait rejoint, que Trochu serait nommé gouverneur de Paris, et que Lebrun le remplacerait à la tête du 12e corps d'armée. Trochu pria l'Empereur d'interroger le général Berthaut sur l'état d'esprit des mobiles. Le général expliqua que, dans l'insuffisance de leur instruction, ils étaient pour l'armée du maréchal une cause de faiblesse et de désorganisation plutôt qu'un

général Pélissier vient de quitter Tlemcen, où il est resté trois jours à passer l'inspection du 9e de ligne; pendan tout ce temps, il n'a cessé de donner des coups de boutoir à tout le monde, excepté à moi, ce qui l'a fait juger par tous comme vous l'avez fait vous-même : c'est-à-dire d'une manière qui, dans ma conviction, est complètement inexacte, car, dans le fond, il est véritablement un homme bon et rempli de cœur; il a décidé, et je vous prie de conserver cet avis pour vous seul, que le colonel Regnaud serait proposé immédiatement d'office pour les places, et demande d'urgence qu'il soit remplacé le plus tôt possible à son régiment, se fondant sur la nécessité où je suis d'avoir près de moi un second sur lequel je puisse compter de toute manière. Dans cet état de choses, j'ai appuyé fortement sa décision et lui ai proposé immédiatement l'officier qui me paraissait le plus apte de tous à remplir cet emploi, etc. . . . . . . . J'espère que, *par amitié pour moi*, vous voudrez bien, toute autre considération à part, m'appuyer dans cette circonstance, principalement auprès de mes deux prédécesseurs Bedeau et Cavaignac, etc. Recevez, mon cher colonel, la nouvelle assurance de mon sincère attachement. Le général. *Signé* : MAC MAHON ». « Ce 24 décembre 1850. — Mon cher ami. Êtes-vous toujours dans l'intention de retourner en Afrique? La position de colonel du 9e de ligne vous irait-elle? Dans ce cas, je suis presque sûr de vous la faire obtenir. Répondez-moi par courrier. Dans tous les cas, je reste votre meilleur ami. » Gal M. M.

élément de force; ils pouvaient, dès qu'ils seraient complètement armés, être employés à garder les situations défensives; on ne devait pas songer à les faire battre en rase campagne dans un avenir rapproché. Trochu proposa alors de prendre ces mobiles avec lui et de les reconduire à Paris. L'Empereur eut un mouvement de refus. « Ce serait envoyer un renfort à l'élément révolutionnaire de la capitale. Voyez ce qui s'est passé, disait-il, ils se sont révoltés contre le maréchal Canrobert, ils ont crié : Vive la République! Il serait dangereux d'envoyer ce renfort aux révolutionnaires. » Le général Berthaut proposa alors de renvoyer l'élément sain sur Paris et d'envoyer sur les places du Nord les bataillons de mobiles de Belleville, de Ménilmontant et de Montmartre. L'Empereur fit remarquer le danger d'une telle distinction : il y aurait plus de péril à faire un pareil triage qu'à tenter tout simplement le retour de tous à Paris. « On dira que nous avons fait un choix blessant pour les faubourgs en ne renvoyant à Paris que des bataillons d'aristocrates. Où qu'ils aillent, il est mieux qu'ils soient tous ensemble. » On décida donc que les mobiles seraient dirigés tous ensemble sur les places du Nord, d'où, après qu'ils auraient été armés et instruits, on les ramènerait à Paris pour défendre leurs foyers.

Le prince Napoléon, sans perdre un instant, dans la crainte que les scrupules de forme ne reprissent leur influence sur l'esprit de l'Empereur, se retira dans la baraque du général

Schmitz, et rédigea le programme. Il en revint très vite avec les ordres suivants : 1° Une lettre de l'Empereur à Trochu : « Mon cher général, je vous nomme gouverneur de Paris et commandant en chef de toutes les forces chargées de pourvoir à la défense de la capitale. Dès mon arrivée à Paris, vous recevrez notification du décret qui vous investit de ces fonctions; mais d'ici là prenez sans délai toutes les dispositions nécessaires pour accomplir votre mission. Recevez, mon cher général, l'assurance de mes sentiments d'amitié. »

2° Un ordre de service général qui précisa la mission du général : « Le général Trochu, nommé gouverneur et commandant en chef, partira immédiatement pour Paris. Il y précédera l'Empereur de quelques heures. Le maréchal de Mac-Mahon fera ses dispositions pour se diriger avec son armée sur Paris. » Ces propositions furent admises. On discuta sur la direction que suivraient les troupes. Une carte était étendue sur une table devant l'Empereur; Schmitz préférait la ligne traditionnelle de Verdun, Champaubert et Montmirail; le maréchal celle de Reims et Soissons, sans toutefois s'y arrêter définitivement. Il se fixerait, dit-il, après avoir étudié le terrain.

La conduite de Trochu, dans cette circonstance, fut aussi noble qu'elle avait été misérable dans la nuit du 6 août et dans la journée du 8. Il quitta l'Empereur plein d'entrain : « Je me ferai tuer auprès de lui », dit-il. « Et je ne doute pas qu'il ne l'eût fait », m'a dit le prince

« Tout cela est bon, dit l'Empereur à son cousin demeuré auprès de lui, il faut savoir maintenant ce qu'on ira faire à Paris. Rédige-moi une note. — Soit, je vous la porterai tantôt. — Non, je te ferai appeler, car avant de rien exécuter il est nécessaire que je consulte l'Impératrice. » Il écrivit à celle-ci le détail de ce qui avait été arrêté par une lettre confiée au commandant Duperré et le lui annonça sommairement par télégramme. Le prince, de son côté, était allé rédiger son plan. On serait parti à cinq heures du soir avec deux bataillons, l'un de la Garde, l'autre de l'infanterie de marine; on se dirigerait sur Saint-Cloud où l'on s'installerait à trois heures du matin; on placerait les deux bataillons avec mitraille sur le pont de Saint-Cloud; on convoquerait les ministres, on demanderait la dictature au Corps législatif et, s'il ne la voulait pas pour l'Empereur, pour son fils, avec l'institution d'une régence; Mac-Mahon se replierait lentement sur Paris, en bataillant, par les places du Nord.

Ce plan, sauf l'idée détestable de l'abdication, était semblable à celui que Chevandier et moi avions arrêté dans la nuit du 7 au 8 août. Comme le nôtre il eût été le salut; comme le nôtre il fut aveuglément repoussé. L'Impératrice télégraphia impérativement à l'Empereur qu'il ne pouvait rentrer à Paris. Visant le prince Napoléon dont elle soupçonnait l'intervention : « Ne pensez pas, écrivait-elle, à revenir ici si vous ne voulez déchaîner une épouvantable révolution. C'est l'avis de Rouher et de Chevreau que j'ai vus ce

matin. On dirait ici que vous quittez l'armée parce que vous fuyez le danger. N'oubliez pas comme a pesé sur toute la vie du prince Napoléon son départ de l'armée de Crimée. »

## III

Vers deux heures l'Empereur fit appeler le prince et, d'un air triste et embarrassé, il lui dit : « Je ne puis rentrer à Paris; l'Impératrice, qui a de la tête et du courage, m'a répondu que ma situation ne serait pas tenable. » Puis, après un instant de silence il ajouta, les yeux pleins de larmes : « La vérité est qu'on me chasse : on ne veut pas de moi à l'armée; on n'en veut pas à Paris. Va dire cela à Trochu. »

A cette confidence Trochu entra dans une véritable fureur. Sa colère était bien légitime : « Tout est perdu, dit-il de nouveau. — C'est-à-dire que vous allez aider à renverser notre dynastie? interrogea le prince Napoléon. — *Non, je n'y aiderai pas, mais je ne la défendrai pas.* » On ne parvint à le calmer qu'en maintenant en principe, malgré l'opposition de l'Impératrice, le plan adopté le matin. Il partirait immédiatement, il essayerait de convaincre la Régence; le retour de l'Empereur à Paris ne serait que retardé, et l'armée de Mac-Mahon exécuterait son mouvement sur la capitale. On lui fit même la concession qu'on lui avait refusée le matin, d'emmener avec lui les dix-huit bataillons de la

Garde mobile. Cette autorisation ne fut donnée que verbalement. Elle n'était pas heureuse : en redoutant le retour de ces jeunes gens éventés et plus ou moins démoralisés par les mœurs faciles de Paris ou par les passions révolutionnaires, l'Empereur montrait plus d'instinct des réalités que Trochu. Encadrés par d'anciens soldats formés à la discipline, commandés par des officiers de métier, ces mobiles fussent devenus un des meilleurs éléments de l'armée ; plongés dans la fournaise parisienne, ils en deviendraient un des pires, et Trochu ne tarda pas, pendant le siège, à regretter son aveuglement. Il partit après quatre heures. Les mobiles le suivirent, laissant leurs sacs aux soldats de Mac-Mahon qui avaient perdu les leurs à Frœschviller. « A la bonne heure ! criaient-ils en recevant l'ordre de départ, assez de camp de Châlons ! Rentrons chez nous ! Vive Paris ! vive Trochu ! Il n'est que temps ! » etc. Ce jour même Mac-Mahon reçut ses lettres de service comme commandant de l'armée de Châlons.

Peu après le départ de Trochu, à six heures arrive la première nouvelle, par le général Coffinières, de la bataille de Rezonville, en réponse à une interrogation de l'Empereur : « *De Metz, trois heures quinze soir.* — Hier 16, il y a eu une affaire très sérieuse du côté de Gravelotte ; nous avons eu l'avantage dans le combat, mais nos pertes sont grandes. Le maréchal s'est concentré sur Metz et campe sur les hauteurs de Plappeville. Nous demandons du biscuit et de la

poudre. Metz est à peu près bloqué. — COFFINIÈRES. »

Le prince Napoléon trouva cette dépêche mauvaise. Sous cette impression, il entre tout ému dans la chambre de Castelnau, et lui dit : « Vous savez la nouvelle? nous sommes perdus. Un désastre sous Metz, l'armée est refoulée sur la ville et le général Coffinières demande de la poudre et des vivres. Que faut-il faire? j'ai dit à l'Empereur qu'il n'y a pas à hésiter, qu'il faut partir pour Paris, convoquer les Chambres demain, leur dire que les succès de la campagne d'Italie l'avaient encouragé à se mettre à la tête de l'armée, qu'après un premier insuccès, voulant donner satisfaction à l'opinion, il avait résigné le commandement entre les mains de Bazaine, que ce dernier n'ayant pas été plus heureux que lui, il venait faire appel au patriotisme de la nation et abdiquer en faveur de son fils. » On s'étonne que le prince si lucide ait pu s'attacher comme moyen de salut à cet expédient de l'abdication. Le souvenir de 1815 aurait dû l'en détourner : l'abdication de Napoléon Ier au profit de son fils n'avait servi ni au père ni au fils, et pas davantage à la France. Dans les circonstances actuelles une abdication eût été une flétrissure sans profit, que l'Empereur se fût infligée à lui-même après tant d'autres qui ne lui avaient pas été ménagées.

Castelnau répondit qu'il ne se reconnaissait pas la compétence de dònner un avis sur une telle situation, mais que l'Empereur ferait bien de

rentrer à Paris le plus tôt possible, d'y précéder même la nouvelle, que là il pourrait mieux discerner le parti que les circonstances conseillaient. D'ailleurs, la dépêche qu'ils allèrent relire ensemble dehors ne parut pas à Castelnau aussi désespérée qu'au prince; elle jetait, il est vrai, un cri de détresse, mais, en même temps, elle présentait le combat comme ayant été heureux pour nous. Au moment du dîner, une nouvelle dépêche, cette fois de Bazaine lui-même, expliquait plus complètement la journée. Elle disait: (4 h. 28 soir) « Hier au soir j'ai eu l'honneur d'écrire à Votre Majesté pour l'informer de la bataille soutenue de 9 heures du matin à 9 heures du soir contre l'armée prussienne qui nous attaquait dans nos positions de Doncourt à Vionville. L'ennemi a été repoussé et nous avons passé la nuit sur les positions conquises. — La grande consommation qui a été faite de munitions d'infanterie, d'artillerie, la seule journée de vivres qui restait aux hommes, m'ont obligé de me rapprocher de Metz pour réapprovisionner le plus vite possible nos parcs et nos convois. J'ai établi l'armée du Rhin sur les positions comprises entre Saint-Privat-la-Montagne et Rozérieulles. Je pense pouvoir me remettre en marche après-demain en prenant la direction plus au Nord, de façon à venir déboucher sur la gauche de la position d'Haudimont, dans le cas où l'ennemi l'occuperait en force pour nous barrer la route de Verdun et pour éviter des combats qui retardent notre marche. Le chemin de fer des

Ardennes est toujours libre jusqu'à Metz, ce qui indique que l'ennemi a pour objectif Châlons et Paris. »

L'Empereur ne jugea pas que cette dépêche répandît une lumière suffisante sur l'événement : la victoire lui paraît certaine, mais il est inquiet de la retraite sur Metz et de l'annonce de la reprise de la marche plus au Nord, ce qui indique que la route directe de Verdun est barrée ; il télégraphie aussitôt à Bazaine (5 h. 10 soir) : « Dites-moi la vérité sur votre situation afin de régler ma conduite ici, répondez tout de suite. » Bazaine répond en effet tout de suite que le commandant Magnan est parti portant des détails. L'Empereur, en attendant le messager annoncé, ne croit pas que la sollicitude du lendemain puisse retarder les félicitations à son armée. Il télégraphie à Bazaine (9 heures du soir) : « Je vous félicite de votre succès, je regrette de n'y avoir pas assisté. Remerciez en mon nom officiers, sous-officiers et soldats. La patrie applaudit à leurs travaux. »

A la fin de la journée arriva une nouvelle rebuffade de Paris. L'Impératrice avait arrêté l'Empereur, Palikao arrêta l'armée. Il télégraphia (10 h. 27 du soir) : « L'Impératrice me communique la lettre par laquelle l'Empereur annonce qu'il veut ramener l'armée de Châlons sur Paris. Je supplie l'Empereur de renoncer à son idée qui paraîtrait l'abandon de l'armée de Metz, qui ne peut faire en ce moment sa jonction à Verdun. L'armée de Châlons sera avant trois jours de

80 000 hommes, sans compter le corps de Douay, qui rejoindra dans trois jours et qui est de 18000 hommes. Ne peut-on faire une puissante diversion sur les corps prussiens épuisés par plusieurs combats? L'Impératrice partage mon opinion. »

## IV

Trochu, dans l'ignorance de la bataille de Rezonville et de l'agitation qu'elle avait provoquée au quartier général, s'acheminait dans cette soirée du 17 août, à peu près consolé de sa déconvenue du matin, plein d'ardeur et très décidé à servir loyalement et vigoureusement l'Empereur. En route, il avait rédigé sur ses genoux une proclamation aux habitants de Paris annonçant sa nomination. Il en donna lecture au général Schmitz. A ces mots : « Je suis nommé gouverneur de Paris », le général l'arrêta : « Pardon, mon général, vous venez de recevoir votre nomination de l'Empereur, il me semble qu'il faut faire figurer son nom dans votre proclamation. — C'est trop juste », répondit Trochu et immédiatement, prenant son crayon, il raya la première phrase pour écrire ces mots : « L'Empereur m'a nommé gouverneur de Paris. »

A son arrivée à Paris, vers minuit, il ne descendit pas au Ministère de la guerre, il se rendit au Ministère de l'intérieur, afin de communiquer au ministre chargé du *Journal officiel* son décret

de nomination et le prier de le publier dès le lendemain matin. Chevreau, surpris de cette communication, répondit qu'il reconnaissait l'écriture de l'Empereur, mais qu'il lui paraissait difficile de publier son décret avant d'avoir entretenu ses collègues; le Conseil se réunissant tous les jours, il lui ferait part dès le lendemain de cette nouvelle, c'était un retard de vingt-quatre heures sans importance. Le général répondit qu'il était indispensable que sa nomination parût immédiatement, qu'il ne précédait l'Empereur que de quelques heures. Chevreau objecta qu'aucun décret ne pouvait être publié sans être contresigné par un ministre et que, dans la circonstance, la signature nécessaire était celle du ministre de la guerre; que, d'ailleurs, avant toute chose, il lui paraissait urgent de prendre les ordres de l'Impératrice régente.

On se rendit donc aussitôt aux Tuileries. Jurien de la Gravière qui était de service fit avertir la Régente, Chevreau et Jurien précédèrent Trochu auprès d'elle. Elle paraissait fort émue et contrariée. Ils la supplièrent de maîtriser ses sentiments et de bien accueillir le général. « Il tient notre sort entre ses mains, dirent-ils; efforcez-vous de le gagner. — Embrassez-le », dit l'amiral. L'Impératrice fut loin de l'embrasser; elle le reçut même fort mal. Un de ses premiers mots fut une allusion à brûle-pourpoint à ses prétendues opinions orléanistes: « Ne faut-il pas rappeler les princes d'Orléans? — Madame, répondit Trochu, il y a quelques mois s'il eût été question d'abor-

ger les lois d'exil, j'aurais été le premier à applaudir; mais aujourd'hui vous ne pouvez pas rappeler les princes d'Orléans sans disparaître vous-même. »

Trochu, après ce court incident, expliqua l'objet de sa mission et le plan qui avait été adopté; il annonça qu'il précédait l'Empereur de quelques heures et qu'il le devançait pour l'annoncer à la population. L'Impératrice se révolta : « Non, l'Empereur ne rentrera pas à Paris; il n'y rentrerait pas vivant. Les hommes qui ont conseillé à l'Empereur de rentrer à Paris sont ses ennemis. — Alors, madame, lui répondit Trochu, le prince Napoléon et moi, et tous les conseillers dont l'Empereur s'est entouré à Châlons, nous sommes les ennemis de l'Empereur? » Et il développa avec feu les raisons de son opinion : le retour à Paris était un acte de virilité gouvernementale qui ne pouvait soulever une révolution. Il montra sous les couleurs les plus sombres l'état de l'armée de Mac-Mahon et l'impossibilité morale et matérielle dans laquelle elle était de se soustraire aux périls auxquels on l'exposait si elle ne revenait pas sous Paris. « Mais, dit l'Impératrice, il y a une dépêche que vous ne connaissez pas, c'est celle que nous venons de recevoir du maréchal Bazaine; le maréchal est victorieux à Rezonville; nous avons la nouvelle de la grande bataille, de la mémorable bataille du 16 août. » Elle la lui montra. « Le maréchal Bazaine est victorieux, dit Trochu, c'est vrai, mais cependant il est arrêté, et cette victoire ne suffit pas pour qu'on change la détermination. »

L'Impératrice affirma de nouveau que l'Empereur ne reviendrait pas. Alors Trochu n'insista plus, et il accepta la mission de défendre Paris sans l'Empereur. Il rassura l'Impératrice sur le retour des mobiles : ils avaient à leur tête un général digne de toute confiance, qui saurait les instruire et les guérir de leurs habitudes d'indiscipline. Il donna enfin les assurances les plus formelles de dévouement. « Vous pouvez le croire, dit l'amiral Jurien, c'est le plus honnête homme que je connaisse; il tiendra ce qu'il promet. » Alors Trochu donna lecture de la proclamation qu'il avait préparée. A ces mots : « *Nommé par l'Empereur que je précède de quelques heures* », l'Impératrice interrompit et dit : « Il faut retrancher cette phrase, elle ne serait pas exacte puisque l'Empereur ne revient pas. » Trochu retrancha la phrase. Tout en n'annonçant pas un retour qui ne s'opérait plus on eût pu maintenir le nom de l'Empereur et, aux mots *nommé gouverneur de Paris*, ajouter *par l'Empereur*; mais la consigne était de ne plus prononcer le nom de l'Empereur qu'on se préparait à déposer, et on ne demanda pas au général Trochu, ce qui eût été facile, de le rétablir sous une autre forme. La proclamation fut approuvée et remise au ministre de l'Intérieur afin qu'il la fît afficher dans Paris et, tout ayant été ainsi réglé, l'Impératrice dit à Chevreau : « Maintenant il faut que le décret paraisse et paraisse demain matin; il n'y a aucune crainte à avoir. Allez vous-même chez le général Palikao, dites-lui ce que vous

venez d'entendre et demandez-lui en mon nom son contre-seing. »

Quand Trochu, Jurien et Chevreau furent sortis du cabinet de l'Impératrice, le général Schmitz qui attendait dans le salon, présenta ses respects. Le général, ancien officier d'ordonnance de l'Empereur, était fort bien en cour et particulièrement agréable à l'Impératrice, qu'il avait tenue, par ses lettres, au courant des péripéties de l'expédition de Chine. Une conversation confiante s'engagea entre la souveraine et lui : « Nous venons, dit-il, de faire une bonne chose, en nommant le général Trochu gouverneur de Paris et en faisant rentrer l'Empereur. — Oh! ne me parlez pas ainsi, dit-elle, l'Empereur ne rentrera jamais à Paris. — Est-ce qu'il n'a pas été décidé que l'Empereur rentrera à Paris? — C'est impossible; il faut qu'il reste à l'armée. — Remarquez, observa le général, que la situation de l'Empereur n'est pas celle d'un simple officier; qu'est-ce qu'il fera à l'armée? — Non! s'écria l'Impératrice, jamais l'Empereur ne rentrera; je ne veux pas qu'il rentre; je lui ai fait dire que je ne le voulais pas, d'ailleurs il ne le pourrait pas. — Je vous demande pardon, le général Trochu va lancer une proclamation et grâce aux combinaisons qui ont été arrêtées, l'Empereur pourra rentrer. — Tout cela est abandonné », répéta la Régente. Et le général la quitta désolé.

Palikao accueillit encore plus mal que l'Impératrice la venue de Trochu : il lui en voulait

d'avoir démontré l'insanité de son plan et de l'avoir fait rejeter ; il pressentait une influence contraire à la sienne et peut-être plus agréable à l'opinion publique, qu'il caressait lui aussi. « Votre nomination, lui dit-il, augmente encore mes difficultés et, si je ne craignais qu'une révolution n'éclatât aujourd'hui, je donnerais ma démission. » Trochu se montra très déférent ; il donna l'assurance qu'il ne serait pas un compétiteur, qu'il serait seulement gouverneur de Paris, que le ministre garderait la direction de ce qui existait en fait d'armée. Palikao, néanmoins, multiplia les objections : le titre de gouverneur avait été supprimé depuis 1830 ; il n'existait plus que des commandants en chef, la nomination n'ayant pas été soumise au Conseil, n'était pas constitutionnelle. Il ne se rendit qu'aux instances réitérées de Chevreau au nom de l'Impératrice, et il contresigna le décret.

Il ne partagea pas les inquiétudes que la présence des mobiles inspirait au ministère de l'Intérieur et à l'Impératrice. Il prétendit que ces jeunes gens, animés de sentiments libéraux et patriotiques, ne donneraient lieu à aucune plainte ; il les connaissait, il leur avait parlé, il leur parlerait encore ; il en répondait ! Il éprouvait la même sécurité que Trochu. Cependant les Gardes mobiles arrivèrent le 18 dans la soirée. On les installa tant bien que mal au camp de Saint-Maur et le nouveau gouverneur alla, dès le lendemain, les passer en revue. Accueilli

avec enthousiasme, il revint grisé d'orgueil, et une proclamation à leur adresse, qu'il envoya au ministre de l'Intérieur pour être insérée au *Journal officiel*, contint la phrase suivante : « Enfants de Paris ! je vous ai ramenés à Paris, pour défendre Paris, comme c'est votre devoir, comme c'est votre droit. » Cette phrase parut au ministre une flagornerie indigne, une contradiction avec ce qu'il essayait de réaliser ailleurs : si on reconnaissait aux mobiles de Paris le droit de rester dans leurs foyers, les mobiles des départements ne pourraient-ils pas dire : « Laissez-nous dans les nôtres, pour les défendre, comme c'est notre devoir, comme c'est notre droit » ?

Léon Chevreau, frère du ministre, courut chez Trochu. Le général Schmitz comprit la justesse de ses observations, les reporta et revint dire qu'on bifferait la phrase malheureuse. La suppression fut faite au *Journal officiel*, mais le journal *le Siècle* en avait déjà reçu une copie manuscrite; il la publia *in extenso* et Trochu eut ainsi le mérite de l'obéissance en gagnant la faveur de la popularité [1].

## V

On le voit, l'Impératrice persistait plus que jamais dans son idée fixe d'empêcher le retour de l'Empereur. Très détachée sur tout le reste,

1. *Souvenirs inédits* de Léon Chevreau.

dès qu'on abordait ce sujet elle bondissait comme une lionne blessée, elle n'entendait plus rien, et, toute autre ardeur éteinte, elle retrouvait celle de repousser avec une véhémence désespérée le seul moyen de salut qui lui restait. C'étaient toujours les mêmes raisonnements : l'Empereur était près de ses soldats, partageant leurs fatigues et leurs dangers; rentrer à Paris, alors qu'on pouvait combattre encore en rase campagne, ne serait digne ni de son courage ni de son caractère ; l'étonnement, le mécontentement public ne manqueraient pas de se manifester à son retour; ne serait-ce pas d'ailleurs jeter un profond découragement dans les troupes que de les abandonner, et ne serait-il pas plus sage à tous les points de vue de rester avec elles?

Phrases vides, déclamatoires, qu'en France nous sommes trop coutumiers de prendre pour des raisons et qui toutes contenaient une contre-vérité. Un souverain à l'armée partage parfois quelques-unes des fatigues de ses soldats, mais il n'est exposé à aucun de leurs périls. Le retour de l'Empereur à Paris n'eût pas causé d'étonnement, puisque le cri de la foule, dans la rue, dans les journaux, au Corps législatif, était : Qu'il revienne! L'armée n'eût pas considéré comme un abandon qu'il s'éloignât d'elle puisqu'elle jugeait sa présence un obstacle à la liberté des manœuvres qui pourraient amener la victoire.

Ce qui dominait surtout l'esprit de l'Impératrice, c'était la conviction que l'Empereur ne serait pas en sûreté à Paris et que son retour

serait le signal d'un soulèvement populaire sauvage. Ses rapports de police et, à ce qu'il paraît, ses confidents, ses conseillers lui inspiraient ces terreurs. Les rapports de police disaient vrai; seulement ils ne rendaient compte que des sentiments de la secte révolutionnaire dont les menaces n'étaient guère redoutables, si on ne s'en effrayait pas, car elles n'étaient soutenues ni par la grande majorité de la nation ni même du peuple parisien. Le 9 août, autour du Corps législatif, les émeutiers n'ont pas été plus de deux mille, conduits par deux cents chefs.

Un fait vraiment providentiel, si on avait su en comprendre la signification, le démontra. Les révolutionnaires, particulièrement le groupe blanquiste, étaient révoltés des atermoiements de la gauche. Aux prudents qui soutenaient qu'une nouvelle défaite était nécessaire, ils répondaient par l'axiome de Félix Pyat : « Jamais on ne réussit à renverser un gouvernement du premier coup; on n'y arrive qu'en renouvelant souvent la tentative. » Par conséquent il importait de se mettre à la besogne le plus tôt possible. Malgré tous les conseils ils se mirent à la besogne et voulurent brusquer la crise par un coup de main. Un jeune démagogue plein de courage essaya « de galvaniser par un acte d'audace cette population énervée de vingt ans d'Empire[1] ». Un autre démagogue, Granger, possesseur de 18000 francs, les donna pour organiser l'émeute.

1. FLOURENS, *Paris livré*, p. 55.

Le dimanche 14 août, vers trois heures, une bande de cent individus, armés de revolvers et de poignards, se dirige par petits groupes vers la caserne des pompiers située au boulevard de la Villette. Un bateleur, à quelques pas de la caserne, attirait les curieux ; le groupe se mèla à eux et put ainsi se concentrer sans éveiller les soupçons des sergents de ville. A trois heures et demie Blanqui donne le signal. Le rassemblement s'avance au petit pas, sans tumulte. Une fraction se précipite sur le factionnaire en criant : « Vive la République! » et lui demande son fusil. Le factionnaire refuse; un des assaillants lui décharge à bout portant un coup de revolver, le renverse à terre, s'empare de son arme. Puis la bande entière se jette dans la cour de la caserne. Nottrez, le lieutenant des pompiers, s'avance vers les envahisseurs et leur dit : « Ces armes n'ont pas été confiées aux pompiers pour vous être remises; vous êtes donc des assassins? — Non, nous voulons aller au Corps législatif proclamer la République. » Le lieutenant dit alors à ses hommes : « Rangez-vous et faites feu. — C'est impossible, répondirent-ils, on nous a pris nos cartouches ce matin. — Alors, chargez à la baïonnette! » A cette menace la bande s'élança hors de la cour. Quelques sergents de ville survenus à la hâte, ayant voulu l'arrêter, les émeutiers déchargèrent leurs revolvers, tuèrent et blessèrent plusieurs agents et une petite fille, et s'enfuirent sur les hauteurs de Belleville en criant :

« Trahison! trahison! vive la République! »

Ils avaient cru soulever la population : ils l'exaspérèrent : « Non seulement pas un mot, pas un geste ne répondit à leurs excitations », mais de toutes parts les citoyens accoururent pour les arrêter et les livrer à la police. Au moment où des voitures emportaient les victimes de leur dévouement au devoir, la foule, croyant que c'étaient des émeutiers blessés, les arrêta et voulut faire justice elle-même. Quand on lui dit que c'étaient des agents de police, elle se découvrit.

Le caractère républicain de la tentative résultait clairement du fait lui-même. Devant le Conseil de guerre qui les condamna à mort, Eudes et ses complices l'avouèrent. Gambetta et Jules Favre, tant la répulsion du peuple était violente, crurent nécessaire de les désavouer et affectèrent de voir un acte d'espionnage prussien dans le coup de main avorté, ce qu'ils démentirent eux-mêmes après le 4 septembre, en mettant en liberté Eudes et ses complices, tant ils les considéraient peu comme des espions prussiens!

La démonstration était faite; la population de Paris ne voulait pas de mouvement révolutionnaire; elle n'était pas avec les anarchistes. Cette deuxième tentative insurrectionnelle n'avait pas été plus heureuse que celle du 9 août; elle prouva une fois de plus la facilité avec laquelle on avait raison des perturbateurs, lorsqu'on marchait à eux avec résolution et énergie, « et lorsque les autorités, chargées de concourir au maintien de

la paix publique, étaient animées des mêmes sentiments et des mêmes pensées[1]. » La province ne sentait pas différemment. Des poignées d'agitateurs à Lyon, à Marseille, à Bordeaux, fidèles au mot d'ordre venu de Paris, essayèrent de soulever les populations : ils n'y réussirent pas. Même dans certaines portions du pays, ces manœuvres avaient produit une telle irritation, qu'un propriétaire de la Dordogne, accusé par les uns d'être un espion de la Prusse, par les autres d'être un ennemi de l'Empereur avait été saisi et brûlé vif.

## VI

Les terreurs de la police, de la Régence et des ministres étaient donc pusillanimes. On eût réprimé une nouvelle tentative de désordre si elle eût osé se produire, sans qu'il fût même nécessaire de requérir l'armée. Il eût suffi des deux superbes régiments de gardes de Paris et des quatre mille sergents de ville, d'un courage et d'un dévouement à toute épreuve. Par l'état de siège on était maître de la presse ; il ne restait vraiment qu'un centre insurrectionnel, la Chambre : il était aisé de la renvoyer par décret.

Combien il est à déplorer que, s'absorbant dans la lecture des rapports de police, l'Impératrice n'ait pas recherché le contact de la popu-

1. Déposition de Piétri, *Enquête parlementaire.*

lation ! Elle en eut le 15 août une occasion qu'elle ne sut pas saisir. Un préfet de l'Empire, Janvier de la Motte, surnommé le Père des Pompiers, avait eu l'idée baroque d'encombrer Paris des pompiers de France. Trochu, plus sensé, renvoya chez eux ces pauvres militaires, fort dépaysés dans la capitale où ils n'auraient été que des bouches inutiles. Le 15 août ils se rassemblèrent sur la place de la Concorde pour saluer une dernière fois l'Impératrice de leurs fanfares. L'Impératrice, pâle et silencieuse, la tête enveloppée d'une dentelle blanche, s'acheminait lentement, suivie d'un petit groupe, à travers les grands massifs des marronniers, alors fermés au public. Elle n'entendit pas dans ces fanfares l'appel que le cœur du peuple de France lui envoyait ; elle ne s'avança pas vers ces braves gens, ne leur adressa pas quelques-unes de ces paroles éloquentes qu'elle savait trouver et qui l'eussent fait acclamer, bénir, exalter. Les sonneries amies lui parurent une menace ; elle ressentit une commotion de douleur et rentra précipitamment. La masse du palais se détachait sur un ciel embrasé. « Voyez, dit-elle, on dirait que les Tuileries sont en flammes[1] ! »

Ah ! si elle s'était montrée dans les rues de Paris, à cheval, allant aux forts et aux bastions, quel enthousiasme elle eût excité ! Il se serait formé autour d'elle un rempart ardent de fanatiques sympathies contre lequel n'aurait osé protester

1. Mme Carrette, t. II, p. 185.

une minorité que cette audace eût déconcertée. Elle se fût convaincue que l'Empereur ne courait aucun danger au milieu de la population de Paris et que son arrivée, préparée par une proclamation de Trochu, le général populaire, n'eût pas déchaîné une révolution. Le général Fleury, observateur avisé, qui, depuis le commencement de l'Empire, avait assisté à toutes les entrevues de l'Empereur avec son peuple, savait bien les liens intimes qui existaient entre eux et il a prononcé le mot définitif lorsqu'il a dit : « Cette force était si grande que les plus sages n'en osaient soupçonner la fin. Je reste convaincu que si l'Empereur était revenu de Châlons à Paris, au lieu d'aller s'engouffrer à Sedan, il eût sauvé encore le pays et son trône. Qu'auraient pesé auprès de lui les Trochu, les Glais-Bizoin, les Jules Favre, lorsqu'il serait venu, à la tête des débris glorieux de son armée, faire appel à un suprême effort? Lorsque je songe à ce qui aurait pu être et à ce qui a été, je pleure des larmes amères. J'étais en Russie alors, maintenu à mon poste par ordre ministériel. Je ne me consolerai jamais de n'avoir pu rejoindre l'Empereur. J'aurais tout fait pour le soustraire aux influences qui l'empêchèrent de rentrer à Paris. C'est Palikao et M. Rouher qui ont pu persuader au malheureux souverain que sa présence à Paris amènerait une révolution, que sa place était à la suite de l'armée qu'il ne commandait plus! C'est ce gouvernement affolé qui, mû par un faux point d'honneur, a refusé à celui dont ils vou-

laient, disaient-ils, sauvegarder la dignité, la possibilité de combattre à son poste d'Empereur sur les remparts de sa capitale[1]. »

Mais Rouher, le conseiller politique de la Régente, et encore plus Palikao, son conseiller militaire, manquaient de cette perspicacité qui pénètre jusqu'aux profondeurs de l'âme populaire, et ils ne sentaient ni l'un ni l'autre la vertu de talisman qu'en dépit de tous les revers était encore le nom de Napoléon. Ils redoutèrent que l'Empereur ne fût déshonoré par ses ennemis, et ils le déshonorèrent eux-mêmes. Dans la journée du 17 et dans la nuit du 17 au 18 août ils le firent déposer par la Régente et de quelle cruelle manière! Il avait été dégradé militairement deux fois, l'une le 13 août, quand le commandement de l'armée du Rhin lui fut enlevé et transféré à Bazaine; l'autre, le 16 août, lorsque le commandement de l'armée de Châlons ne lui fut pas confié et fut attribué à Mac-Mahon. Maintenant on le dégrade civiquement : à la face de son peuple on le déclare incapable de gouverner l'Etat comme il l'avait été de conduire l'armée. Il est exécuté, fini. Ses amis n'ont plus laissé rien à faire à ses ennemis. Oui, il faut verser des larmes amères.

1. *Souvenirs du général Fleury*, t. I, p. 202.

## VII

Il dépendait cependant de l'Empereur de ne pas subir cette déposition et, d'un mot, faire rentrer dans l'ombre tous ceux qui l'immolaient à leur pusillanimité. Il était le maître plébiscitaire de l'Etat; c'est lui qui avait institué la Régence et qui pouvait la détruire par un simple décret. Il n'avait qu'à revenir à Paris et dire : Me voilà! Et devant son pouvoir tout autre se serait évanoui. Il n'y songe pas. Martyr du patriotisme, il se sacrifie à ce qu'on lui dit être l'intérêt national : on lui affirme que la défense du pays sera plus efficace s'il ne la dirige plus, il se soumet : on lui dit que le génie militaire de Palikao, s'il n'est pas gêné par lui, va nous ramener la victoire, il se soumet; on lui dit que son immolation apaisera la haine des révolutionnaires, il se soumet. Le 18 août il adhère à sa déposition, il télégraphie à l'Impératrice : « Je me rends à votre opinion. » (9 h. 14 du matin.)

Un dernier sacrifice qu'on ne pouvait lui imposer, et dont il appartenait à lui seul de prendre l'initiative était ardemment désiré : on eût voulu qu'à la première bataille, il sortît de son fourgon d'Empereur déposé et vînt se faire fusiller par les balles ennemies; il eût ainsi ennobli sa dynastie d'une légende de martyre à défaut d'une légende de gloire. A ce moment l'impopularité du malheureux souverain était à son comble dans le

parti impérialiste. Rattachant, par les récriminations, le présent au passé on attribuait les malheurs du moment à la détestable politique qui avait fait la guerre d'Italie et facilité celle de 1866; c'était un rêveur qui avait sacrifié l'intérêt français au principe chimérique des nationalités; d'autres ajoutaient : l'industrie française à la concurrence anglaise. On ne lui pardonnait pas surtout d'avoir détruit la Constitution de 1852, renoncé aux candidatures officielles, rétabli le « fatal parlementarisme » et mis de côté un aussi grand ministre que Rouher pour se confier à des libéraux dont le meilleur ne valait guère. On lui pardonnait encore moins les échecs qu'on attribuait à son incapacité militaire ou à l'imprévoyance de sa préparation. Il n'était plus dans l'Empire qu'une faiblesse; on considérait comme heureux tout événement qui débarrasserait de lui. Alors, avec la Régence, replacée sous la direction de Rouher, reparaîtraient les beaux jours du gouvernement impérial.

Mérimée, qui entendait les propos intimes, écrivait à son ami Panizzi : « Je ne doute pas que l'Empereur se fasse tuer, car il ne peut rentrer ici que vainqueur et une victoire est impossible (11 août). » Mais l'Empereur ne se crut pas obligé de sanctionner par son suicide matériel le suicide moral auquel on l'avait condamné et il ne voulut pas deviner le désir qu'on n'osait pas lui exprimer.

Il oublie même un instant qu'il n'est plus chef souverain de l'armée et de l'État, et le 18 août

il accomplit encore deux actes, l'un de chef militaire, l'autre de chef du gouvernement.

Le commandant Magnan, arrivé en bourgeois à dix heures et demie, vient lui communiquer les dépêches de Bazaine dont il était porteur, et compléter ses renseignements en exposant la situation de l'armée. Il dit que la bataille de Rezonville, quelque honorable qu'elle eût été pour nos armes, loin d'avoir eu pour résultat de nous rendre maîtres des plateaux, nous avait fermé la route directe de Verdun dont Mars-la-Tour est la clef ; que le maréchal allait s'élever vers le nord, et, par la route de Briey encore libre, essayer de gagner soit Verdun même, en tournant la position de Fresnes et d'Haudimont, soit un point quelconque de la Meuse en s'appuyant sur la ligne de Charleville à Thionville. Il expliqua ensuite le mouvement vers Metz, opéré dans la journée du 17, par la nécessité de remettre un peu d'ordre dans son armée fortement désorganisée par le choc de la veille, de reconstituer son corps de combat, d'envoyer les blessés dans Metz, de licencier une partie des voitures qui alourdissaient sa marche, de mettre trois ou quatre jours de vivres dans le sac des hommes, de se réapprovisionner en munitions. Il demanda enfin, au nom du maréchal, autorisation de faire des mutations dans le haut personnel de l'armée, notamment de remplacer le général Jarras par le général de Cissey, envers lequel le maréchal avait pris des engagements avant son départ de Paris.

L'Empereur reçoit Magnan, l'écoute, le charge de dire au maréchal qu'il approuvait cette marche vers le Nord par Briey; que là Bazaine resterait maître de régler ses mouvements selon les circonstances, puisque l'Empereur s'était dessaisi du commandement entre ses mains; qu'il lui recommandait seulement d'agir avec prudence et de ne pas compromettre l'armée, dernière ressource du pays. Il ajouta que le maréchal était libre de faire toutes les mutations qu'il croirait nécessaires, que ces mutations seraient approuvées ultérieurement. Il ordonna à Magnan de ramener au grand quartier général de Metz les chefs de service, entre autres le baron Larrey, son docteur en chef, et l'abbé Métairie, aumônier en chef de l'armée. Il enjoignit en outre de mettre deux trains de munitions à sa disposition et de les diriger sur la ligne des Ardennes.

En sortant du cabinet de l'Empereur, Magnan alla porter les mêmes renseignements à Mac-Mahon. Comme il exprimait l'espoir de voir les deux armées réunies, Mac-Mahon lui dit qu'il avait été décidé qu'il n'y aurait qu'un commandant en chef, que ce commandant serait Bazaine, et que le jour où les deux armées seraient réunies, Bazaine trouverait en lui le lieutenant le plus dévoué; que les troupes qui s'organisaient au camp de Châlons étaient loin de se trouver dans de bonnes conditions de guerre; il lui montra des détachements qui se rendaient à la cible pour la première fois. Il lui apprit qu'il allait quitter Châlons mauvaise position militaire, et qu'on le re-

trouverait sur les hauteurs entre Reims et Soissons. Magnan quitta Châlons pour Thionville à midi.

## VIII

Le dernier acte de chef d'État de l'Empereur fut d'envoyer le prince Napoléon en mission en Italie.

Le 19 août au matin, il entra dans la baraque du prince et lui dit : « Les affaires vont mal. Tu ne m'es d'aucune utilité ici ; une seule chance peu probable, mais cependant possible, serait décisive, c'est que l'Italie, se prononçant pour la France, déclare la guerre et tâche d'entraîner l'Autriche. Personne n'est mieux indiqué que toi pour cette mission près de ton beau-père et de l'Italie. Pars tout de suite pour Florence. J'écris au Roi, voici ma lettre. »

Le premier mouvement du prince fut l'étonnement ; il résista : son désir était de partager jusqu'au bout le sort de nos soldats. Il fit observer qu'il lui paraissait peu probable d'obtenir la coopération active immédiate de l'Italie et encore moins de l'Autriche ; que, personnellement, sans responsabilité directe dans les événements, son vœu était de rester à l'armée auprès de son cousin. L'Empereur insista, faisant surtout valoir son inutilité au camp, devenue plus complète depuis que Napoléon III n'exerçait plus le commandement. Il fit appel au dévouement de son cousin, disant qu'il n'avait ni le devoir vis-à-vis de lui-même, ni le droit vis-à-vis du pays de

refuser de rendre ce service et il ajouta : « Du reste, tu ne me quittes que pour quelques jours; si ta mission ne réussit pas, tu me rejoindras. Les projets de Mac-Mahon sont bien arrêtés : l'armée se retire sur Paris par les places du Nord; c'est sous Paris que nous livrerons probablement une bataille décisive et, d'ici là, tu seras de retour. » Malgré son respect, le prince fit observer que l'Empereur ne commandant plus l'armée, son chef militaire était Mac-Mahon, et qu'il lui fallait un ordre de lui. « Qu'à cela ne tienne, répondit l'Empereur, tu vas l'avoir. »

Tel fut cet ordre : « S. A. I. le prince Napoléon est chargé par l'Empereur d'une mission spéciale. Toutes les autorités civiles et militaires sont invitées à lui en faciliter l'accomplissement en mettant à sa disposition tous les moyens dont il pourrait avoir besoin. — Au quartier général du camp de Châlons, le 19 août 1870. Le maréchal commandant en chef, Maréchal de Mac-Mahon. »

L'Empereur engagea vivement le prince à ne point passer par Paris : « Je ne suis pas sûr, dit-il, que le gouvernement de l'Impératrice ne soit pas très mal pour toi. » Il semblait même craindre que si le prince s'y rendait on ne le fît enfermer à Vincennes. Le prince quitta l'Empereur en lui disant : « Vous aurez mon dévouement jusqu'au bout, mais vous tout seul. » Ses instructions l'autorisaient à aller jusqu'à l'abandon de Rome au roi d'Italie en retour d'un secours matériel.

Cette mission, donnée par l'Empereur en dehors de tous, fut une surprise aussi désagréable

aux ministres que l'avaient été la nomination et l'arrivée de Trochu. C'était évidemment une incohérence de plus dans une situation de fond en comble incohérente. L'Empereur, placé en dehors du gouvernement, avait accepté son exclusion. Cependant il accomplissait un acte gouvernemental accentué, et à l'insu de ses ministres, en nommant un négociateur d'alliances. Les ministres de la Régence décidés à ne pas s'émouvoir et à laisser les événements au hasard, ne s'arrêtèrent pas même à cette irrégularité constitutionnelle. Le ministre des Affaires étrangères, La Tour d'Auvergne, y fut seul sensible : il s'inquiéta d'une action diplomatique qui allait s'exercer en dehors de la sienne et dans un sens certainement opposé ; il donna sa démission et il ne la retira que sur les instances de l'Impératrice.

On ne révoqua pas la mission confiée au prince, mais on pria l'Empereur de ne plus recommencer. L'Empereur promit de ne plus accomplir aucun acte de gouvernement, de même que, au camp, il ne s'occuperait plus des opérations; Mac-Mahon ne correspondrait qu'avec Bazaine et le ministre de la Guerre. Depuis, « dans tout le cours des opérations, jamais l'Empereur ne s'est opposé aux mouvements ordonnés et ils ont toujours été commandés par le maréchal et non par lui ».

Il se fit aussi petit qu'il put. Il renvoya à Paris les deux tiers de ses voitures : chaque officier ne conserva plus qu'une cantine. Il alla même jusqu'à se séparer du chirurgien mis à sa disposition

par Nélaton, Anger. La pierre étant enchatonnée, l'Empereur jouissait de quelques moments de répit; mais, à tout instant, il était à craindre que la crise ne revînt. Dès que l'Impératrice apprit la présence du jeune chirurgien à Paris, elle le fit venir et le supplia de retourner au quartier général.

Le 15 août, défense avait été faite aux fonctionnaires de se rendre à la fête impériale en costume officiel; désormais on ne rendra plus aucun honneur. Lui, si fier, il subira en silence toutes les humiliations, et il se traînera dans sa voiture de parc, derrière cette armée dans laquelle il ne sera plus qu'un bagage vivant.

Tombé au fond de l'abîme, l'Empereur pensa que si le ministère du 2 janvier eût été encore aux affaires, il ne se serait pas opposé aux résolutions de la conférence de Châlons, et les aurait, au contraire, sanctionnées avec empressement. Un élan de cœur vers ces serviteurs dévoués qu'on avait sacrifiés parce qu'ils n'avaient pas voulu qu'on le sacrifiât, lui fit oublier sa détresse personnelle et exprimer, dans une lettre touchante que j'ai déjà donnée, son regret d'être séparé d'eux[1]. Le sort de l'Empereur est maintenant fixé. Que va devenir son armée?

Ici commence la tâche de Palikao.

1. *Empire Libéral*, t. XVI, p. 505.

## CHAPITRE V

### LE SUICIDE DE L'ARMÉE

#### I

Palikao a systématiquement méconnu ce que ses prédécesseurs avaient accompli dans les quelques jours qui suivirent notre défaite, et, en bien des points, il s'est attribué une initiative dont le mérite ne lui appartenait pas. Mais il a poursuivi intelligemment ce que nous avions commencé et mis en train ce que des formalités administratives inévitables nous avaient empêchés d'entreprendre. Il eut l'heureuse idée d'enlever à son ministère, déjà accablé de sollicitudes, l'organisation des 460 000 jeunes gens appartenant à la Garde mobile. Il transféra ce soin au ministère de l'Intérieur où fut installé le frère du ministre, Léon Chevreau, un de nos préfets les plus distingués, homme très actif, très intelligent, et d'un dévouement sans limites. Il trouva un auxiliaire non moins précieux en Clément Duvernois, qui montra là qu'il n'aurait pas eu besoin d'être un malfaiteur pour arriver naturellement

aux plus hautes charges de l'État. C'est à l'action éclairée, infatigable de ces trois hommes qu'est dû l'effort militaire prodigieux qui s'accomplit du 9 août au 4 septembre.

Les travaux que, dans les fortifications, on ne pouvait entreprendre qu'après une déclaration de guerre ou après un décret de mise en état de siège, n'étaient pas terminés. Ils étaient simplement commencés. Le général Chabaud-Latour les poursuivit. Le nouveau ministre n'avait donc qu'à continuer ce qu'il avait trouvé en voie d'exécution. Sous son impulsion infatigable, la capitale fut mise en état de défense, l'enceinte et les forts armés; les ingénieurs firent sauter les tunnels des chemins de fer et couper les canaux dans la direction de l'Est. L'administration des télégraphes fit jeter dans la Seine un long câble d'une grosseur de deux centimètres de diamètre qui eût maintenu Paris en communication avec la province si deux misérables n'avaient dénoncé le fait aux Prussiens.

De même pour les approvisionnements, Duvernois n'eut qu'à suivre en l'élargissant l'impulsion imprimée par Louvet[1]. Il le fit, et il alimenta la ville en dehors des approvisionnements existant déjà et de ceux du commerce, au moins pour deux mois. Il fit entrer tous les blés recueillis aux environs, et il offrit l'emmagasinement gratuit à ceux qui ne voulaient pas le vendre. Pour éviter à la population les malaises d'une nourriture de salaison,

1. Michelet, *Directoire*, avant-propos.

il réunit dans de vastes parcs du bois de Boulogne d'immenses troupeaux que nourrissaient les fourrages du ministère de la guerre; il prépara les moyens rapides de mouture.

En dehors de l'armée de Châlons, trois corps d'armée nouveaux furent constitués avec leur armement, leur artillerie et leurs approvisionnements, 33 nouveaux régiments furent créés. Cent mille gardes mobiles étaient organisés à la fin d'août et 181 000 autres, destinés à les suivre en province, étaient appelés à la défense de la capitale et pourvus d'un équipement provisoire composé d'une blouse, d'un képi, d'un ceinturon et d'une cartouchière. La fabrication des armes fut poussée sans répit dans les manufactures de l'État, à Saint-Étienne, Châtellerault et Tulle, jusqu'à fabriquer de 30 à 35 000 chassepots par mois. Des marchés furent conclus pour accroître le disponible des fusils. Des conseillers d'État allèrent en mission dans les départements activer par tous les moyens possibles l'armement des gardes nationaux et l'organisation de la défense nationale. Les instructions qu'ils reçurent furent de porter partout des paroles de conciliation et de concorde, de ne pas rechercher les opinions, de ne regarder qu'aux actes et de provoquer et d'accueillir tous les concours sans distinction de partis.

Le maréchal Vaillant, qui avait l'expérience d'une préparation de guerre, puisqu'il était ministre en 1859, s'extasie dans ses notes intimes sur les prodiges que Palikao a opérés comme or-

ganisateur, malgré qu'une partie importante de ses journées fût dévorée par les tracasseries parlementaires, « son activité, son énergie, son sang-froid, dit-il, ont été prodigieux, au delà de ce qui a été imaginé[1] ». Malheureusement Palikao voulut jouer du Louvois, conduire, de son cabinet, les armées. Sa presomption a rendu inutiles les beaux résultats de son activité.

## II

Dès qu'il fut constant que Bazaine était rejeté sur Metz, deux opinions s'étaient formées sur l'emploi qu'on ferait de l'armée qui se constituait à Châlons avec les débris de Mac-Mahon et les forces que réunissait le gouvernement. Personne ne contestait que dégager l'armée de Metz et la réunir à l'armée de Châlons ne fût désirable. Mais était-ce possible ? Les uns ne le croyaient pas et pensaient qu'il n'y avait qu'à laisser l'armée de Metz à elle-même et à ramener sous Paris l'armée de Châlons[2]. Les autres pensaient qu'il y avait urgence à profiter de la dissémination des armées allemandes, d'un total supérieur au nôtre, mais obligées de se diviser pour avancer, de se glisser entre elles, de les battre successivement, de tomber sur le dos de l'armée qui investissait Metz, de débloquer Bazaine et, dans le cas où il se serait débloqué tout

1. Voir le discours de Rouher sur les marchés.
2. THIERS, discours du 18 août 1870.

seul, de protéger son évasion, se réunir à lui en une masse qui se précipiterait sur l'ennemi et le mettrait en pièces.

Palikao adopta passionnément ce second parti. Il prouva par là son ignorance des principes de la grande guerre. La manœuvre qui consiste à amener sur un même théâtre d'opérations, afin qu'elles agissent de concert, deux armées séparées par des obstacles naturels ou par l'ennemi a toujours été considérée comme une des plus risquées, même lorsque ces deux armées partent du même lieu et qu'elles ont pu concerter leurs marches. Le jeune Bonaparte l'apprit aux Autrichiens en écrasant successivement les colonnes de Wurmser et de Guasdanovich, qui se dirigeaient sur le Mincio par les deux rives du Lac de Garde. Le grand Napoléon l'a appris à l'univers par le désastre de Waterloo : lui et Grouchy partis tous les deux de Sombreffe marchaient concentriquement sur Bruxelles l'un par les Quatre-Bras, l'autre par Wavre. Blücher et Wellington prenant une ligne stratégique intérieure se réunirent avant eux et Napoléon paya, par une terrible défaite, la violation des principes immuables de la guerre dont il s'écartait peut-être pour la première fois. En 1866 les Prussiens avaient renouvelé l'erreur de Wurmser et de Napoléon; elle leur avait réussi, grâce à l'ahurissement de Benedek. Sentant qu'ils avaient été plus heureux que sages, ils n'eurent garde de la recommencer en 1870 contre nous.

Lorsque deux armées sont éloignées l'une

de l'autre, que leur point de départ est différent, leur manœuvre concentrique respective sur un point déterminé est plus que difficile, elle est téméraire. Jourdan et Moreau, en 1796, en firent l'expérience à nos dépens. Selon le plan imposé par Carnot, ils partirent l'un de Dusseldorff, l'autre de Strasbourg, ayant entre eux l'armée de l'archiduc Charles et soixante lieues de pays. L'Archiduc, par un coup de génie, digne des belles conceptions de Napoléon, laisse un rideau devant Moreau, court sur Jourdan, le bat à Wurtzbourg et le rejette au delà du Rhin. Moreau, isolé en Allemagne, est menacé d'être anéanti et ne sauve son armée que par la mémorable retraite qui a illustré son nom. Le prudent Koutouzoff, à l'ordre reçu après l'incendie de Moscou de se réunir à jour fixe sur la haute Bérésina avec Tchitchagow et Wittgenstein, répondit que des opérations à grande distance ne donnent jamais le résultat qu'on en attend. Et cependant un accord motivé et précis s'était établi entre les trois généraux et un aide de camp du tzar, Czervicheff, ne cessait d'aller de l'un à l'autre, afin de coordonner leurs mouvements.

Si les deux armées à réunir ont un point de départ différent, et que leurs chefs soient dans l'impossibilité d'établir entre eux une entente détaillée et précise, s'ils ne communiquent que par quelques télégrammes chiffrés vagues ou elliptiques, la manœuvre concentrique de ces deux armées sur un point déterminé est plus que difficile et téméraire, elle est folle.

Il est une seconde règle générale fournie par l'expérience, c'est que, dans quelque situation que soit une armée, indépendamment de toute pensée de réunion avec une autre armée, le choix étant entre une manœuvre difficile et une manœuvre sûre, le devoir est de préférer celle qui est sûre. Et les grands capitaines préoccupés des hasards imprévus dans une bataille, quelque favorables qu'en soient les apparences, ne se sont jamais écartés de cette sage maxime. En 1744 Frédéric, quoique cela ne fût guère dans ses habitudes, rassembla les principaux officiers de ses troupes et leur demanda si l'on marcherait sur Prague et si l'on se maintiendrait dans le royaume autrichien ou si l'on se retirerait en Silésie... En se retirant on était obligé d'abandonner des amas de farine et surtout la grosse artillerie que les chemins ne permettaient pas de traîner après soi. « N'importe, dit Frédéric, il faut marcher en Silésie parce que c'est le parti le plus sûr[1]. »

Le retour sur Paris était certainement le parti le plus sûr, non pour relier étroitement cette armée à la ville et l'exposer à un investissement et à une capitulation avec la ville elle-même, mais pour la reconstituer en officiers, en effectifs, en matériel, en instruction, en moral, pour lui rendre sa valeur et sa confiance, pour la grossir en y appelant, dans des cadres éprouvés, des centaines de mille hommes. Cela permettait

1. *Mémoires*; année 1744.

de réduire l'inégalité des effectifs, car plus un envahisseur s'éloigne de sa base d'opérations, plus son armée en s'allongeant se réduit en nombre. Notre armée, refaite et accrue, l'investissement et le siège de Paris n'étaient plus à redouter. On reculerait si c'était nécessaire jusque vers Orléans, ou on s'établirait sur une défensive provisoire. Les forces reconstituées, on eût passé à l'offensive, repris le magnifique plan de Napoléon en 1814 et sauvé l'armée de Bazaine sans exposer l'armée de Châlons au même sort.

Le récit d'état-major prussien, si réservé dans ses appréciations sur nos manœuvres, n'est pas moins explicite dans cette occasion que je viens de l'être. « Le parti le plus sûr, dit-il, était de rétrograder jusque dans le voisinage de la capitale ; puis, appuyé sur ses ouvrages et sur les immenses ressources qu'elle présentait, d'offrir la bataille dans les conditions les plus avantageuses. Dans l'hypothèse même d'un revers, l'armée française demeurait en mesure de se soustraire promptement à la poursuite du vainqueur : quant à un investissement rigoureux ou à un blocus de Paris, il était à peine nécessaire d'y songer devant la concentration sous ses murs d'une masse de plus de cent mille hommes de troupe de lignes[1]. » Cette retraite sur Paris n'impliquait pas l'abandon de Bazaine. En même temps que Mac-Mahon eût couvert la capitale, on pouvait en-

1. État-major prussien, p. 905.

voyer, dès qu'on se serait reconstitué, un corps d'armée par l'est derrière l'ennemi et l'inquiéter sur ses communications, en même temps qu'on presserait Bazaine d'essayer de percer par le sud.

## III

Indépendamment de toutes les considérations générales, la situation particulière de l'armée de Châlons prescrivait impérieusement cette option du parti le plus sûr. Pour dresser un plan rationnel il ne suffit pas de prendre un compas, de mesurer les distances sur la carte, et de prononcer ensuite que les possibilités abstraites deviendront des faits d'exécution contingente. L'élément variable, mobile, qui échappe au calcul précis, le moral des hommes, est bien plus important à prendre en considération. Toutes les questions de grande tactique sont des problèmes physico-mathématiques indéterminés qui ne peuvent être résolus par des formules de géométrie élémentaire. Napoléon l'a redit sous toutes les formes : « A la guerre tout est moral[1]. » Or quel était le moral des troupes que Palikao voulait envoyer au secours de Bazaine? Cette armée était sans cohésion, sans discipline, sans entrain; les chefs et les soldats n'avaient pas confiance les uns dans les autres; c'était un rassemblement de troupes plutôt qu'une armée au véritable sens du mot. Elle con-

1. Napoléon, *Notes sur l'art de la guerre*, 6e note.

tenait de très mauvais éléments et ses bons éléments mêmes étaient paralysés. Le 1er et le 5e corps n'étaient pas remis de Wœrth et de la retraite à bride abattue qui l'avait suivi. Ils offraient un aspect de découragement, de lassitude, de désorganisation inquiétant. Le 7e corps d'armée, quoique n'ayant pas subi les mêmes épreuves, s'était démoralisé par suite de la longue marche en arrière, qui l'avait ramené de Belfort à travers Paris au camp de Châlons. Le 12e corps d'armée était de formation récente : il comptait quatre régiments de marche formés de quatre bataillons, avec des cadres incomplets et des soldats qui n'avaient jamais tiré un coup de fusil. Les quatre régiments d'infanterie de marine étaient d'une solidité éprouvée, mais inaptes à la marche, ils étaient destinés à couvrir les routes de leurs traînards [1].

Il est essentiel d'entendre dire ces vérités par ceux qui étaient là. « J'avais fait la guerre, a dit le général Schmitz, je n'avais jamais vu des troupes dans un état aussi déplorable ; elles avaient l'aspect d'hommes qui auraient combattu pendant six mois ; la plupart n'avaient ni sacs ni fusils ; tous les officiers avaient perdu leurs bagages, leurs chevaux ; je fus pris d'un sentiment de tristesse très profond et d'appréhension pour l'avenir en voyant cette foule d'hommes arriver au camp de Châlons et s'y ruer dans le plus grand désordre. Quelques jours étaient

1. Picard, *Sedan*, p. 40, etc.

insuffisants pour réparer un tel délabrement matériel et moral : il y eût fallu au moins quelques semaines[1]. » Le général Bonnal, alors jeune officier, dit : « Nos soldats, mouillés jusqu'aux os pendant la marche, formaient le bivouac au point de stationnement indiqué, avec défense de s'abriter dans les villages, et, faute de distribution régulière, ne trouvaient à vivre qu'en maraudant. Leur misère fut si grande que, à leur arrivée au camp de Châlons, ils avaient l'apparence de spectres. Hâves, noirs de crasse, courbés par l'extrême faiblesse, l'œil terne et comme abrutis, ces fantassins, naguère lestes, vigoureux, pleins d'entrain, offraient le spectacle le plus poignant qu'il soit possible d'imaginer. — Mais c'est la retraite de Russie moins la neige ! nous écriâmes-nous, en voyant déboucher le 18 août sur le terrain au sud de la ferme de Bony une troupe de 400 ou 500 loqueteux faméliques, débris pitoyable du magnifique régiment (le 48e) qui, quinze jours plus tôt, s'en allait combattre, traversant la capitale de l'Alsace d'un pas calme et fier, musique en tête, drapeau déployé entre une double haie de Strasbourgeois acclamant les défenseurs de la patrie[2]. »

Le chef de bataillon Vidal, qui voyait de très près les troupes nous a laissé dans un écrit plein de talent et qui respire la véracité, une description à retenir de cette malheureuse armée de Châlons :

1. Déposition dans l'Enquête parlementaire du 4 septembre.
2. Général BONNAL, *Frœschwiller*, p. 461 et 462.

« Ce n'était pas l'aspect d'une armée disposée à repousser l'ennemi foulant le sol de la patrie, non! c'était une prostration morale qui faisait ressembler les soldats à des victimes qui sentent qu'on va les mener à l'abattoir; et si, par-ci par-là, quelques-uns chantaient *la Marseillaise*, il ne fallait pas attribuer cette manifestation à un pur élan patriotique, mais bien à ce sentiment qui fait chanter le peureux; il fallait l'attribuer surtout à de trop copieuses libations. Ce spectacle était désespérant! nous étions battus d'avance, telle était ma conviction. Tous les officiers, ou à peu près tous, avaient perdu leurs bagages à la bataille de Frœschwiller. Vainement on avait fait parmi eux des promotions, vainement on avait versé dans les compagnies des hommes venus du dépôt; tout cela était du replâtrage, tout cela manquait d'homogénéité, tout cela n'inspirait pas la confiance[1]... » Une telle armée, composée d'hommes décousus et démoralisés, mauvaise malgré les éléments excellents qu'elle contenait, était hors d'état d'assurer la régularité des marches même modérées. Pouvait-on croire qu'elle exécuterait une manœuvre qui exigeait une rapidité et une vigueur dont il n'est pas sûr que fût capable la meilleure armée? Était-il permis de tenter la fortune en de telles conditions et de s'exposer à des défaites dont les conséquences eussent été si lamentables? Car si nous étions vaincus soit dans l'une, soit dans l'autre des rencontres, Bazaine et Mac-Mahon

1. Voir *Éclaircissements*.

étaient perdus à la fois et du même coup. Le premier n'eût pas été sauvé et l'anéantissement du second eût été devancé de quelques jours.

Cette conception était radicalement fausse, impraticable, non pas audacieuse, mais téméraire, folle, désastreuse. En la combattant Trochu a fait preuve d'une remarquable loyauté et, certes, ce jour-là, il ne travailla pas au renversement de l'Empire.

## IV

Palikao a cru accréditer ce forfait stratégique par l'outrecuidance. Il n'a pas craint d'écrire que son plan n'avait été blâmé que par « des stratégistes en chambre qui n'ont jamais commandé sur le terrain une manœuvre à quatre hommes et à un caporal[1] ».

Il est facile de répondre à ce défi. « On s'accoutume, écrivait Mérimée, l'observateur perspicace, à l'idée de voir l'ennemi sous Paris, et les militaires n'hésitent pas à dire que, si on les attire là, les chances sont en notre faveur. » Quand les militaires apprirent que Mac-Mahon marchait vers Bazaine il n'y eut qu'un cri : « Nous sommes perdus! » Et depuis, presque tous l'ont répété sous une forme plus ou moins virulente. Le Bœuf : « Je croyais que l'armée de Châlons marcherait sur Paris et je crois encore que c'est ce qu'elle *aurait dû faire*[2]. » Géné-

1. Déposition au procès Bazaine.
2. *Procès Bazaine*.

ral Frossard : « J'étais à cent lieues de supposer qu'à moins de circonstances tout exceptionnelles et d'ordres spéciaux notre seconde armée, la seule que nous pussions avoir, s'avancerait au milieu de trois armées victorieuses laissant Paris au dépourvu [1]. » Général Le Brun : « J'ai été en position d'exprimer mon sentiment sur le mouvement dans le sens de Metz ; ce mouvement me paraissait extrêmement compromettant ; je ne le croyais pas basé sur les principes de la stratégie ; il ne tenait pas compte de notre infériorité numérique et laissait Paris livré à lui-même [2]. » Général Schmitz : « Je considérais cette marche comme le plus grand des malheurs qui pût nous arriver. Il était facile de dire : nous avons le corps de Mac-Mahon, le corps de Douay, le corps de Failly, mais pour qui voyait la réalité des choses il était évident que ces corps-là étaient dans l'impossibilité de reprendre la campagne aussi rapidement [3]. » Général Chabaud-Latour : « Si les 140 000 hommes de Mac-Mahon s'étaient repliés sur Paris, s'appuyant sur les forts, pouvant manœuvrer autour de Paris, pouvant occuper ces magnifiques positions de Châtillon et de Versailles où nous n'avons pu nous maintenir, la défense aurait été tout autre [4]. » Général du Barail : « Si l'avis de l'Empereur et du maréchal avait été écouté, notre armée se serait repliée sur Paris dont l'investis-

1. *Procès Bazaine.*
2. Procès Trochu contre *le Figaro.*
3. Déposition dans l'enquête sur le 4 septembre.
4. Procès Trochu.

sement serait devenu impossible. Les hommes, levés tumultueusement par un gouvernement d'avocats et d'ingénieurs, auraient été recueillis par des généraux éprouvés, dans des cadres solides et bien instruits. En peu de temps, grâce à la facilité de notre race à se plier aux nécessités de la guerre, ils seraient devenus d'excellents soldats et les choses auraient été changées[1]. »

Le commandant des zouaves, Hervé, disait sur la route même à un de ses jeunes engagés, Paul Déroulède : « Les Français devraient avoir le bon sens de comprendre que ce n'est point par fantaisie qu'on abandonne une partie de territoire à l'ennemi, mais par nécessité. Remporter la victoire n'importe où, n'importe quand, tout est là. Si nous continuons notre marche sur Metz, nous serons coupés en route, acculés à quelque bataille dont nous ne choisirons ni l'heure ni l'endroit et il y aura beaucoup de chances pour que ce soit encore une nouvelle défaite. » La colonne revenant sur ses pas et reprenant le chemin de l'Est, le commandant Hervé, navré, s'écria : « L'esprit de sagesse n'aura guère duré, c'est l'esprit de folie qui l'emporte. Dieu veuille que nous ne payions pas chèrement la faiblesse et l'erreur de notre général en chef[2]. » — Le colonel Stoffel a écrit : « Il eût fallu reconnaître que rien de sérieux ne pourrait être entrepris avec les troupes agglomérées au camp de Châlons et que leur demander de débloquer le

1. Discours du 20 juillet 1890.
2. Paul Déroulède, *Feuilles de route*, p. 113-114.

maréchal Bazaine, — ce qu'on eût à peine osé exiger dans ces circonstances, d'une armée aussi bien constituée que l'armée d'Austerlitz, — c'était vouloir l'impossible et les conduire à un échec certain[1]. »

Thiers n'avait pas commandé une manœuvre à quatre hommes et un caporal, mais il en savait plus que la plupart de ceux qui l'avaient commandée et il a répondu également à la fanfaronnade de Palikao : « Je puis dire que tous les soirs, M. le général Trochu et moi, nous avons supplié le gouvernement de ne pas commettre la dernière faute qui devait être mortelle, celle d'essayer de percer cette muraille d'airain. Percer le mur d'airain formé par les Prussiens, c'était évidemment impossible. On nous disait qu'on voulait débloquer le maréchal Bazaine; je répondais : « Bon Dieu ! vous voulez le débloquer, soit; mais il y aura deux bloqués au lieu d'un. » J'aurais dû dire, si j'avais pu prévoir toute l'horreur des événements : deux capitulés au lieu d'un. » La proposition de Palikao doit être renversée et remplacée par celle-ci : Il n'est pas un homme réfléchi, qu'il eût ou non commandé à quatre hommes et un caporal, qui n'ait blâmé, et c'est peu dire, réprouvé, à ce moment, ce projet de perdition de renvoyer Mac-Mahon vers Bazaine[2].

Palikao, avec son sans-gêne habituel d'affirmation, a prétendu que son plan avait été inspiré par des considérations militaires et non par des

1. La dépêche du 20 août 1870.
2. Voir *Éclaircissements*.

considérations politiques[1]. L'Empereur l'a rappelé à la vérité. Il écrivit de Wilhelmshöhe à sir John Burgoyne (29 octobre 1870) : « Revenu à Châlons j'ai voulu conduire la dernière armée qui restait à Paris, mais *des considérations politiques nous ont forcés à faire la marche la plus imprudente et la moins stratégique qui a fini par le désastre de Sedan.* » Ces considérations politiques, auxquelles l'Empereur cédait, sont encore moins justifiables que les sophismes stratégiques par lesquels on les a couvertes. La première était l'idée de tenir l'Empereur éloigné de Paris, et pour cela il fallait que l'armée elle-même n'y revînt pas. La seconde était la crainte qu'une révolution n'éclatât à Paris si on paraissait abandonner Bazaine, c'est-à-dire qu'on subordonnait le plan qui devait sauver la France à ces considérations personnelles et dynastiques dont l'Impératrice affirmait à tout propos faire le sacrifice.

## V

Le plan que Palikao prépara et fit adopter par le Conseil des ministres était le suivant : la grande faute commise au début de la campagne avait été l'éparpillement de nos forces en présence de forces allemandes concentrées ; il fallait y obvier en réunissant sur un même point une masse compacte qui pût lutter isolément et

1. Discours du 8 juin 1872.

sans désavantage de nombre contre chaque armée ennemie; pour cela il n'y avait qu'à opérer la jonction des armées de Châlons et de Metz.

Le moyen d'y parvenir était de porter Mac-Mahon vers Bazaine par des marches rapides avant que les trois armées allemandes, celle du prince Frédéric-Charles chargée du blocus de Metz, celle du prince de Saxe qui s'avançait sur Verdun, celle du prince royal, qui se dirigeait sur Vitry-le-François, eussent eu le temps de combiner leurs efforts et d'additionner leurs effectifs. A cet effet Mac-Mahon reprendrait en sens inverse le plan de Dumouriez en 1792. Il se porterait de la vallée de la Marne dans celle de la Meuse par une marche rapide; son armée serait divisée en trois colonnes : l'aile droite composée du 1er corps de Ducrot et du 12e de Lebrun; le centre du 7e corps de Douay, l'aile gauche du 5e corps de Failly. Ces colonnes se seraient ébranlées ensemble le 21 : l'aile droite se serait dirigée par Suippe, Sainte-Menehould, Clermont-en-Argonne où elle serait arrivée le 24 août après des marches variant de 12 à 26 kilomètres; la colonne du centre aurait également gagné Clermont par Somme-sur-Py, Ville-sur-Tourbe, Sainte-Menehould; elle y serait parvenue le 25 par des marches de 12 à 24 kilomètres. En cas d'urgence, la colonne de droite pourrait attendre la colonne du centre à Sivry-la-Perche, au débouché du défilé des Islettes sur la vallée de la Meuse; l'aile gauche s'élèverait vers le Nord par Bétheneville, Vouziers, jusqu'à Grand-Pré, nœud des défilés

qui protègent du côté du Nord la marche par Clermont sur Verdun, où elle serait arrivée le 23 août, en trois étapes de 15 à 26 kilomètres. Aucun ennemi ne s'étant présenté de ce côté, il aurait poursuivi sa marche pour venir, par Varennes, déboucher dans la vallée de la Meuse, vis-à-vis de Charny, à 6 kilomètres nord de Verdun, où il se trouverait le 25 août.

Le 26, les trois colonnes réunies, qui eussent compté au moins 120 000 hommes, se jetteraient sur les 130 000 hommes de l'armée du prince de Saxe, entre Verdun et Etain. Si l'armée prussienne de Metz tentait de venir appuyer celle du prince de Saxe, elle attirait derrière elle l'armée de Bazaine qui, dans les journées du 14 et du 16, avait soutenu seule les efforts des armées réunies des Prussiens et des Saxons : alors la position des deux armées allemandes entre deux armées françaises devenait très critique. Si, au contraire, l'armée du prince Frédéric-Charles ne se détournait pas de Metz, l'armée saxonne essuyait très probablement une défaite qui la rejetait sur cette ville. Cette armée étant obligée de se retirer, Metz était débloqué, jonction était faite ; 250 000 hommes se trouvaient réunis dans la main de chefs vigoureux ; le soldat français, dont le caractère militaire se développe surtout dans la guerre offensive, aurait repris son ardeur habituelle ; le prince royal de Prusse, quelque rapide qu'eût été sa marche, n'aurait pu se trouver devant cette armée imposante que le 29 août, après trois jours de marches forcées, puisque le 26 il

était encore à Vitry-le-François, et il ne serait arrivé sur le champ de bataille qu'avec une armée épuisée de fatigue.

Palikao voulait en outre transporter à Belfort par les voies rapides, un 14e corps de 30000 hommes qu'il avait formé sous les ordres du général Renault. Ces 30 000 hommes eussent été lancés sur le duché de Bade pour y jeter l'épouvante, y opérer une diversion, puis se seraient repliés sur Belfort. Le Conseil des ministres considéra cette dernière partie du plan comme une aventure et n'y donna pas son approbation. Or, qu'était le mouvement ordonné de Paris à Mac-Mahon, sur les indications vagues d'un télégramme de Bazaine, sinon une aventure?

Palikao invoque l'autorité de Dumouriez : il aurait voulu appliquer en la retournant l'inspiration stratégique qui, en 1792, a sauvé la France. D'après les juges compétents, la stratégie de Dumouriez, qui n'entendait rien à la grande guerre[1], malgré le succès qu'il a obtenu par hasard, ne doit pas être imitée. Gouvion Saint-Cyr a expliqué pourquoi Dumouriez ne pouvait espérer combattre le duc de Brunsvick de front : « il eût arrêté bien plus sûrement son mouvement offensif s'il fût resté sur son flanc droit et Kellermann sur son flanc gauche. On pouvait tirer un grand parti des défilés de l'Argonne, mais non en essayant de les défendre avec un corps d'environ vingt mille hommes, et il eût mieux

1. Jomini, chap. ii, art. 14.

fait de laisser sa petite armée à portée et sous la protection des places de Mézières, Stenay et Montmédy, d'attirer à lui des renforts de l'armée du Nord, autant qu'il pouvait le faire, sans compromettre cette frontière et de ne commencer son attaque qu'après que l'ennemi aurait franchi les défilés de l'Argonne, pour s'en emparer et couper ses communications avec Luxembourg en opérant en arrière de sa droite, tandis que Kellermann opérerait en arrière de sa gauche, pour les lui couper avec le pays de Trèves[1]. » Si Dumouriez n'a pas perdu son armée, c'est que Brunsvick ne l'a pas voulu.

Le plan de Palikao reposait sur cette donnée que les trois colonnes de l'armée de Mac-Mahon arriveraient le 26 août à Verdun par des marches rapides et se trouveraient en position de combat le 27, n'ayant en présence qu'une armée du prince de Saxe inférieure à l'armée de Mac-Mahon. Cette supposition n'était pas exacte, quoique encore aujourd'hui, elle soit adoptée par presque tous les historiens militaires. En réalité l'armée du prince de Saxe, était supérieure à celle de Mac-Mahon, car elle se montait à 138 000 hommes. Eût-elle été inférieure, nos affaires n'eussent pas été meilleures. On est toujours maître de refuser une bataille et c'est ce que le prince de Saxe eût fait : il se serait replié en arrière, vers la position indiquée de Damvillers en disputant le terrain pied à pied. De son côté

1. *Gouvion Saint-Cyr*, introduction.

le prince Frédéric-Charles, après avoir laissé plus de monde qu'il n'en fallait pour retenir Bazaine, aurait vivement renforcé le prince de Saxe, et la bataille se serait engagée du 28 au 30 août, dans des conditions au moins d'égalité. Nous n'eussions pas tardé à être menacés sur notre flanc ou pris à dos par l'armée du prince royal. Tout ce ramassis de chimères allait être emporté par ce fait que la route de Verdun était irrémédiablement coupée à Bazaine.

Palikao en vint alors à un second plan pire que le premier. Il n'indiquait plus à Mac-Mahon le point fixe vers lequel il devait se diriger. A sa propre appréciation, suivant les renseignements qu'il recevrait, il irait vers l'Est, si Bazaine était encore bloqué à Metz, et vers le Nord, s'il s'était dégagé et se repliait sur Châlons par Montmédy. Une armée de 140 000 hommes nominalement, en fait de 120 000 hommes au plus, s'engagerait à tâtons entre trois armées victorieuses formant un total de 511 000 hommes !

Cette stratégie sera l'éternel étonnement de l'histoire. On pourrait se dispenser de narrer les péripéties à travers lesquelles Mac-Mahon est allé à la catastrophe. On ne peut pas exécuter bien un plan impraticable : quoi qu'il fît, qu'il manœuvrât plus ou moins correctement, qu'il allât à l'Est ou au Nord, qu'il disposât plus ou moins heureusement ses troupes, que, par miracle même, il obtînt un avantage provisoire, quelques jours plus tôt ou quelques jours plus tard, il serait entouré, cerné, obligé de mettre

bas les armes. Le lieu où s'opérerait la capitulation n'était pas encore déterminé, mais la capitulation était certaine. Dès le début des hostilités, Moltke s'était donné pour but de couper l'armée française de ses communications avec le centre du pays et de l'acculer vers le Nord aux frontières belges : nous allions nous-mêmes, volontairement, là où il aurait eu de la peine à nous refouler, et nous nous enfoncions spontanément dans la souricière où il projetait de nous étrangler. Pauvre ! pauvre chère France ! tu es perdue. Le suicide militaire commence.

La dernière chance de salut qui nous restât était que Mac-Mahon se refusât à exécuter l'ordre néfaste, et que, par son refus, il obligeât à l'abandonner.

# CHAPITRE VIII

## LES TOURMENTS DE MAC-MAHON

### I

La Régence avait contraint l'Empereur à approuver la marche de Mac-Mahon vers Bazaine. Mac-Mahon étant, depuis le 17 août, le seul arbitre des opérations militaires, c'était avec lui qu'on devait parlementer et sur sa volonté qu'il fallait peser. Quoique dans sa déposition, loyale mais pleine de vague, d'inexactitude et de lacunes de mémoire, il ait contesté le fait, il est certain que le 17 août il était d'avis du mouvement vers Paris par les places du Nord. Le prince Napoléon a confirmé sur ce point les allégations de Trochu. Maintenant que Palikao s'est formellement prononcé contre le retour à Paris par n'importe quelle route et pour la marche vers Bazaine, Mac-Mahon va-t-il capituler et abandonner une opinion mûrement réfléchie pour adopter celle qu'il a repoussée?

Il ne s'y résout qu'à moitié : il ne ramènera pas ses troupes vers Paris, mais il ne les diri-

gera pas vers Bazaine. Il essaye de calmer les importunités de Palikao par un télégramme d'espérances dilatoires : « Veuillez dire au Conseil des ministres qu'il peut compter sur moi et que je ferai tout pour rejoindre Bazaine. » Et cependant il ne s'ébranle pas et il demeure au camp de Châlons où il attend des nouvelles. N'en recevant aucune, il se demande quelle route prendre. La route centrale de Briey à Mars-la-Tour est fermée ; Bazaine ne peut plus sortir que par le Nord ou par le Sud ; si Mac-Mahon veut aller au secours de l'armée de Metz, il faut qu'il s'élève vers le Nord ou qu'il descende vers le Sud. Comment adopter une de ces directions sans être assuré que l'armée de Metz ne prendra pas l'autre?

Enfin le 18 août Mac-Mahon reçoit des nouvelles : Bazaine annonce d'abord qu'il prévoit une attaque, puis qu'elle a eu lieu : « 4 h. 15 du soir. — En ce moment une attaque conduite par le roi de Prusse en personne avec des forces considérables est dirigée sur le front des diverses lignes ; les troupes tiennent bon jusqu'à présent mais des batteries ont été obligées de cesser leur feu. » Après quoi, silence. La nuit s'écoule dans une incertitude cruelle. Le lendemain 19 à midi et demi, arrive une dépêche de la veille au soir : « 8 h. 20. — J'arrive du plateau, l'attaque a été très vive. En ce moment sept heures, le feu cesse. Nos troupes sont restées constamment sur leurs positions. »

Mac-Mahon, avec son habitude des choses militaires, comprend qu'être resté sur ses positions

signifie : nous ne pouvons avancer. Et il envoie à Bazaine la dépêche suivante : « 19 août 1870. Si, comme je le crois, vous êtes forcé de battre en retraite très prochainement, je ne sais, à la distance où je suis de vous, comment vous venir en aide sans découvrir Paris. Si vous en jugez autrement, faites-le-moi savoir. » Le lendemain 20, aucun détail ne parvient sur la bataille ; on en reste aux deux dépêches laconiques envoyées de Metz le 18 au soir ; on se perd en conjectures ; on ne sait ce qu'il faut craindre, ce qu'il faut espérer.

Penché sur ses cartes, essayant de leur arracher le secret des mouvements lointains, le brave maréchal se débat dans les plus cruelles perplexités. Il n'hésiterait pas s'il voyait devant lui un devoir militaire nettement indiqué, et, à tout risque, il le remplirait. Mais son regard troublé n'aperçoit pas où est ce devoir : ne pas secourir un compagnon d'armes en péril le désespère ; mais éloigner de Paris la seule armée qui puisse encore le sauver l'épouvante. « J'étais, je l'avoue, assez indécis. Abandonner le maréchal Bazaine, que je croyais pouvoir arriver d'un moment à l'autre sur la Meuse, me causait un véritable déchirement Mais d'un autre côté il me semblait urgent de couvrir Paris et de conserver à la France la seule armée qu'elle eût encore de disponible. » Il décide donc qu'il attendra, avant de se lancer, de connaître la direction prise par Bazaine. Il télégraphie : « 8 heures 45 matin. — Les renseignements parvenus semblent indiquer que les trois armées ennemies sont placées de manière

à intercepter à Bazaine les routes de Briey, de Verdun et de Saint-Mihiel. Ne sachant la direction de la retraite de Bazaine, bien que je sois aujourd'hui prêt à marcher, je pense que je dois rester au camp jusqu'à ce que je connaisse la direction prise par Bazaine, soit par le Nord, soit par le Sud. »

Mais vers midi une communication de Stoffel le tire de sa quiétude. Mac-Mahon l'avait trouvé à Châlons sans emploi et l'avait attaché à son état-major particulier, avec la mission de le renseigner sur les forces et les mouvements des armées ennemies. Stoffel lui fit remarquer que les Allemands n'étaient pas à plus de 44 kilomètres, sans obstacle naturel interposé. Si quelques régiments de cavalerie venaient à faire irruption dans le camp, ils y produiraient infailliblement une panique générale. Le maréchal s'écria avec vivacité : « Vous m'avez déjà dit que ces bougres-là sont audacieux; un parti de cavalerie pourrait, après une marche de nuit, être ici après-demain : il faut que nous partions demain pour Reims. »

Quoique, de Reims, on pût encore se diriger sur Verdun ou Montmédy, il était manifeste qu'aller vers Reims, c'était en réalité commencer la retraite sur Paris, car on s'y rapprochait des forteresses du Nord et de la vallée de l'Oise, dans laquelle on rencontrerait des positions défensives plus sûres que dans la vallée de la Meuse. De là Mac-Mahon ne pourrait plus rejoindre Bazaine si celui-ci essayait de percer vers le Sud ; mais il serait plus en situation de lui venir en aide s'il

choisissait la direction du Nord, et il serait en outre libre de se replier sur Paris, ce qui est toujours l'objectif de son instinct militaire. C'était le parti de la prudence et du bon sens. Il télégraphie à Palikao : « 20 août, 4 heures 40 soir. — Je partirai demain pour Reims. Si Bazaine perce par le Nord, je serai plus à même de lui venir en aide. S'il perce par le Sud, ce sera à une telle distance que je ne pourrai, dans aucun cas, lui être utile. »

Cette résolution si sage ne soulève que les colères de la Régente et de ses ministres. Ils s'indignent, protestent entre eux, s'animent de leur fausse chevalerie, de leur facile héroïsme, ne se demandent pas un instant si l'homme de guerre, qui est dans la fournaise, ne voit pas plus clair qu'eux, et Palikao envoie à Mac-Mahon cette dépêche : « 20 août, 5 heures. — Je considère comme indispensable que votre armée aille dégager Bazaine. Songez à l'effet moral que produirait toute apparence d'abandon de cette armée qui a héroïquement combattu et qui est formée d'excellentes troupes. » Pour mieux décider le maréchal, le ministre lui annonçait que des convois de munitions et de vivres étaient échelonnés sur la route de Montmédy à Thionville et que l'armée de Metz en manquait complètement.

## II

Le lendemain 21 août, dès le matin, Mac-Mahon cependant se met en route pour Reims

avec les 1er, 5e, 12e corps d'armée et la première division du 7e.

Au départ, des réserves considérables de toute nature sont encore brûlées, anéanties. Par suite du même mouvement, pendant qu'à Châlons on brûle, à Verdun on laisse moisir ou l'on donne aux chevaux les approvisionnements. Et l'on entend encore répéter « qu'on manquait de tout »!

A voir la marche pesante, décousue, dégingandée de son armée qui, à chaque pas, semait les traînards le long des accotements des routes, Mac-Mahon avait encore mieux compris qu'elle n'était en état d'entreprendre aucune opération sérieuse, et les traînards disséminés le long des chaussées lui criaient plus fort encore que son bon sens : « Reviens sur Paris. » Malgré les objurgations du ministère de la Régente, il se sentait de moins en moins disposé à s'en éloigner. L'âme de Pélissier revivait en lui. Il voyait le vrai, il était décidé à l'accomplir : « On m'accuse d'être le Grouchy de la situation, disait-il à ses aides de camp. N'importe je me sacrifierai au salut du pays. »

Cette dernière chance de salut qu'il ne voyait que sous les murs de Paris, il s'affermissait dans sa résolution de ne pas l'abandonner lorsqu'une circonstance imprévue vint fortifier sa conscience et lui faire croire que son avis allait prévaloir même aux Tuileries. A sa rentrée à sept heures du soir à son quartier général, à Courcelles, après avoir visité les camps de ses troupes exténuées, on lui annonça que l'Empereur l'avait fait appeler

depuis plusieurs heures et l'attendait impatiemment. Il se rendit aussitôt au quartier général. Il y rencontra Rouher. Rouher n'avait pas revu l'Empereur depuis le 27 mai, jour où il lui avait été interdit de prononcer un discours pour la réception du plébiscite. A l'explosion des catastrophes, il fut saisi du désir de se réconcilier avec son maître. Il va chercher son ami Saint-Paul et, « sans prévenir personne, pas même l'Impératrice », dit-il, il arrive à Reims. Le voyage sentimental ne tarde pas à tourner à la consultation politique. Il célèbre l'excellence du plan de Palikao et engage l'Empereur à ne pas en différer l'exécution et à faire sortir Mac-Mahon de ses hésitations. Mais l'Empereur ne veut rien résoudre sans Mac-Mahon à qui il a remis tous ses pouvoirs. « Voici, dit-il au maréchal, M. Rouher qui arrive de Paris et qui, interprète des sentiments de la Régente et de ses Conseils, demande, avec la plus vive instance, que nous renoncions absolument à notre projet de retour sur Paris et que l'armée se porte au secours de Bazaine. Je vous ai remis le commandement; je vous laisse libre de prendre la résolution que vous jugerez la plus sage, sans prétendre exercer la moindre influence sur votre décision. »

Rouher exposa alors les idées qui avaient déterminé les conseils de la Régence : le prince royal était en marche vers Paris; il ne pouvait arriver que dans huit jours; Mac-Mahon avait le temps de le prévenir, d'opérer sa jonction avec Bazaine et de revenir ensuite avec les deux armées, de

protéger victorieusement Paris. Si l'armée revenait tout de suite sous la capitale, tout le monde dirait que c'est pour empêcher une révolution et pour conserver le pouvoir. On répéterait: « On a abandonné Bazaine dans un intérêt dynastique. » Mac-Mahon contredit résolument ces idées: il ne se croyait pas en état de se risquer au milieu des armées prussiennes; d'après les renseignements de l'armée allemande, il devait supposer que Bazaine était entouré à Metz par une armée de 200 000 hommes; qu'en avant de Metz, dans la direction de Verdun, se trouvait l'armée du prince de Saxe estimée à 80 000 hommes; qu'enfin le prince royal de Prusse arrivait près de Vitry-le-François à la tête de 150 000 hommes. En se portant vers l'Est, il exposait son armée à être enveloppée et détruite par des forces hors de proportion avec les siennes; l'armée de Bazaine pouvant être battue, il était de la plus haute importance de conserver à la France l'armée de Châlons qui, bien que composée en partie de régiments de marche, avait néanmoins assez d'anciens cadres pour servir à réorganiser une armée de 250 à 300 000 hommes. Il conclut qu'il se dirigerait sur Paris, le surlendemain 23, à moins qu'il ne reçût de Bazaine, son chef direct, des instructions contraires. « C'est la mort dans l'âme, dit-il, que je prends cette résolution Je sais très bien que je vais être accusé de lâcheté pour n'être pas allé au secours d'un camarade, mais au-dessus de ma réputation je mets l'intérêt supérieur de la France et je ne

crois pas qu'il me soit possible de compromettre la dernière armée qui lui reste et qui, avec les ressources immenses réunies à Paris, peut être bientôt en état de lutter contre toutes les forces de l'Allemagne et de ramener la victoire sous nos drapeaux[1]. »

L'Empereur, qui approuvait visiblement les considérations stratégiques du maréchal, avait néanmoins assisté à la discussion en témoin muet. Il ne rompit le silence que lorsque Mac-Mahon représenta le danger d'engager son armée entre les trois armées prussiennes : « En effet, fit-il, le maréchal peut se trouver enveloppé par des forces bien supérieures; alors quel sera mon rôle? — Oh! le rôle de Votre Majesté sera bien simple, répondit Rouher. Elle n'aura plus qu'à se jeter au milieu des ennemis! »

Rouher eut beau insister, Mac-Mahon demeura inébranlable. Finalement, n'ayant pu convaincre, Rouher se laissa convaincre, et, comme il n'avait jamais beaucoup tenu à aucune de ses opinions, il se rangea sans réticences à l'avis du maréchal. Il fut convenu que Mac-Mahon serait nommé généralissime de toutes les troupes destinées à repousser l'invasion, ce qui lui subordonnait Trochu; qu'il prendrait immédiatement les mesures pour la défense de Paris, et que ces mesures seraient expliquées à l'armée et à la France par une lettre de l'Empereur et par une proclamation de Mac-Mahon. Rouher rédigea les

1. Déposition de Mac-Mahon. Procès Bazaine.

documents. La proclamation aux soldats est intéressante à reproduire, quoiqu'elle ait été inutile, parce qu'elle indique les raisons que Rouher avait trouvées convaincantes : « Soldats, l'Empereur me confie les fonctions de général en chef de toutes les forces militaires qui, avec l'armée de Châlons, se réuniront autour de Paris et dans la capitale. Mon désir le plus ardent était de me porter au secours du maréchal Bazaine, mais cette entreprise était impossible. Nous ne pouvions nous rapprocher de Metz avant plusieurs jours; d'ici à cette époque le maréchal Bazaine aura sans doute brisé les obstacles qui l'arrêtent; d'ailleurs, pendant notre marche directe sur Metz, Paris restait découvert et une armée prussienne nombreuse pouvait arriver sous ses murs. — Le système des Prussiens consiste à concentrer leurs forces et à agir par grandes masses. — Nous devons imiter leur tactique, Je vais vous conduire sous les murs de Paris, qui forment le boulevard de la France contre l'ennemi. — Sous peu de jours l'armée de Châlons sera doublée. Les anciens soldats de vingt-cinq à trente-cinq ans rejoignent de toutes parts. L'ardeur nationale est immense; toutes les forces de la Patrie sont debout. — J'accepte avec confiance le commandement que l'Empereur me confère. — Soldats, je compte sur votre patriotisme, sur votre valeur; et j'ai la conviction qu'avec de la persévérance et du temps nous vaincrons l'ennemi et le chasserons de notre territoire. »

Rouher emporta ces documents, afin de les

insérer au *Journal officiel*. Il emportait aussi la certitude, non seulement que l'Empereur n'adoptait pas les conceptions stratégiques de Palikao, mais que dans son esprit existait d'une manière générale une certaine méfiance et plutôt une certaine mésintelligence avec le gouvernement de l'Impératrice. Napoléon III ne dissimulait guère qu'il avait désapprouvé le renvoi du ministère du 2 janvier et que sa confiance était restée aux ministres congédiés.

Aussitôt à Paris, Rouher se rendit au Conseil des ministres avec ses proclamations. Il y fut fort mal reçu. Palikao ne déguisa pas son mécontentement et recommença ses calculs fantastiques; Brame et d'autres reprirent leur argument : « Si nous donnons un ordre de retraite, que diront les hommes décidés à tout pour renverser l'Empire? Ils déclareront que nous sacrifions la France à la dynastie et que nous commettons une lâcheté envers l'armée et une félonie envers Bazaine. » Il fut donc décidé qu'on ne tiendrait pas plus compte de ce qui avait été conclu à Courcelles que de ce qui avait été conclu à Châlons, et que Palikao enverrait une nouvelle dépêche télégraphique à Mac-Mahon *pour peser de nouveau sur sa volonté*[1]. Il lui disait : « 22 août, 1 heure après-midi. — Le sentiment unanime du Conseil, en présence des nouvelles du maréchal Bazaine, est plus énergique que jamais. Les résolutions prises hier soir

1. Expression de Palikao, déposition au procès Bazaine.

devraient être abandonnées; ni décret, ni lettre, ni proclamation ne devraient être publiés; — ne pas secourir Bazaine aurait à Paris les plus graves conséquences. — En présence de ce désastre, il faudrait craindre que la capitale ne se défendît pas. Votre dépêche à l'Impératrice nous donne la conviction que notre opinion est partagée. Nous attendons une réponse par télégraphe. »

Cette dépêche était à peine partie que Palikao en recevait une de Mac-Mahon de 10 h. 45 du matin, qui s'était croisée avec la sienne. Elle disait : « Le maréchal Bazaine a écrit le 19 août qu'il comptait toujours opérer son mouvement de retraite par Montmédy. Par suite je vais prendre mes dispositions pour me porter sur l'Aisne. » L'Empereur répondait dans le même sens, à son tour, à la sommation de Palikao : « Reçu votre dépêche, nous partons demain pour Montmédy. » (4 heures.)

Ainsi, avant même que la pression exercée se fût opérée, Mac-Mahon renonçait à son idée si arrêtée de revenir sur Paris. Il s'engageait dans une direction opposée; il tournait le dos à la capitale et allait vers Metz! Un revirement aussi rapide et aussi complet demande à être expliqué.

## III

Le maréchal, dans la matinée du 22 août, conformément aux résolutions qu'il avait imposées, avait donné l'ordre de diriger l'armée

sur Paris, par différentes routes, lorsque Pietri lui apporta à dix heures et demie une dépêche de Bazaine, reçue par l'Empereur à 9 h. 25, qui disait : « 19 août. — L'armée s'est battue hier toute la journée sur les positions de Saint-Privat et de Rozérieulles et les a conservées. Le 4e et le 6e corps, seulement, ont fait, vers neuf heures du soir, un changement de front, l'aile droite en arrière, pour parer à un mouvement tournant par la droite que des masses ennemies tentaient d'opérer à l'aide de l'obscurité. Ce matin, j'ai fait descendre de leurs positions les 2e et 3e corps, et l'armée est de nouveau groupée sur la rive gauche de la Moselle, de Longeville au Sansonnet, formant une ligne courbe passant par le haut du Ban Saint-Martin derrière les forts de Saint-Quentin et de Plappeville. Les troupes sont fatiguées de ces combats incessants qui ne leur permettent pas les soins matériels et il est ndispensable de les laisser reposer deux ou trois jours. Le roi de Prusse était ce matin avec M. de Moltke à Rezonville, et tout indique que l'armée prussienne va tâter la place de Metz. Je compte toujours prendre la direction au Nord *et me rabattre ensuite par Montmédy sur la route de Sainte-Menehould à Châlons, si elle n'est pas fortement occupée. Dans le cas contraire, je continuerai sur Sedan et même sur Mézières pour gagner Châlons.* » L'Empereur Napoléon III a écrit : « Cette dépêche fut interprétée par le duc de Magenta dans un sens contraire à ses opinions précédentes. Il crut, dès lors, qu'il était

possible d'aller utilement au secours du maréchal Bazaine et, dès que cette conviction nouvelle se fut établie dans son esprit, il n'hésita pas à renoncer à son mouvement vers Paris[1]. »

Cette dépêche cependant, lue de sang-froid, n'était pas de nature à expliquer un tel revirement. Elle n'apportait aucun élément nouveau dans la délibération anxieuse du maréchal; elle n'annonçait pas une résolution prise ou en train de s'exécuter, mais un projet qui, quelque arrêté qu'il parût, n'était qu'un projet subordonné aux circonstances. « Je ne disais pas d'une manière absolue que je le pourrais, a dit Bazaine. On savait que l'ennemi était entre moi et la Meuse. On avait derrière plus de nouvelles certaines que moi qui étais devant. » Enfin, cette dépêche ne résolvait pas le doute sur la direction que prendrait l'armée de Metz. Elle dit : « ou par Montmédy ou par Sedan. » Enfin, elle n'écartait pas l'objection principale de Mac-Mahon : « Je ne crois pas, avait-il dit le 21 août, l'armée en état de se compromettre au milieu de plusieurs armées ennemies. » Cette raison si juste et si grave, qui aurait dû suffire à écarter, dès l'origine, l'idée de secourir Bazaine, cette objection ne subsistait-elle plus le 22 août? Loin de là, elle acquérait plus de force depuis qu'on connaissait, par le rapport de Bazaine, la situation critique de l'armée de Metz. Un maréchal d'un coup d'œil aussi exercé que Mac-Mahon ne pouvait pas

1. Cassagnac, *Souvenirs du Second Empire*, t. III, p. 207.

admettre qu'une armée, qui venait d'être rejetée dans un camp retranché, pût en sortir deux jours après, en passant sur le corps de l'armée qui l'avait vaincue. « Une armée, qui se laisse arrêter dans sa marche et acculer contre une place forte, donne par le fait même la preuve la plus évidente de son infériorité sur l'ennemi[1]. »

Bazaine d'ailleurs envoyait à Châlons des espérances qu'il n'éprouvait pas et des projets qu'il était décidé à ne pas réaliser. Il en a convenu lui-même. Le duc d'Aumale lui disant : « On ne peut concilier l'idée d'une armée rejetée en arrière des forts, qui va cependant, sous deux ou trois jours, prendre la route du Nord... », il avait répondu : « J'attendais constamment de nouvelles instructions de Châlons me disant : « N'entre-« prenez pas cette marche du Nord, elle est péril-« leuse[2]. » Le duc d'Aumale aurait pu adresser à Bazaine une nouvelle interrogation : « Puisque vous ne songiez pas sérieusement à l'opération dont vous faisiez entrevoir l'éventualité possible, pourquoi ne l'avoir pas dit nettement? » Et Bazaine eût été fort empêché de répondre. Après Wœrth, Mac-Mahon n'équivoqua pas, il écrivit : « J'ai perdu une bataille, je ne m'arrêterai qu'à Châlons. » — « Rejoignez-nous au moins par Nancy, lui criait-on de Metz. — Je ne puis pas, répondit-il, je ne m'arrêterai qu'à Châlons. » Après le 18 août, Bazaine aurait dû avoir cette brutalité de franchise, télégraphier sa véritable

1. Stoffel.
2. Audience du 15 octobre 1873. *Procès*.

pensée sans ambages et dire : « J'ai perdu une bataille, je suis rejeté dans Metz, ne comptez pas que je puisse vous rejoindre. » Et Mac-Mahon n'eût pas été induit à une fausse interprétation. Il aurait dû néanmoins ne pas plus tenir compte de cette information incomplète que de l'injonction abusive de Palikao et continuer imperturbablement sa retraite sur Paris. Du reste, quelle que soit l'interprétation qu'on donne à la dépêche du 19 août, ce n'est pas elle qui a déterminé Mac-Mahon à aller se perdre à Sedan.

## IV

Dans cette journée du 22 août, deux nouvelles dépêches de Bazaine arrivèrent au quartier général. Elles venaient de Longwy. L'une, adressée à l'Empereur, fut aussitôt communiquée au maréchal : elle indiquait que l'investissement de Metz se poursuivait avec un redoublement d'activité[1]. L'autre était expédiée à Stoffel pour être remise à Mac-Mahon.

Elle arriva à Reims directement sans passer par Paris ; elle était chiffrée. Elle fut portée, non au domicile particulier de Stoffel à qui elle était

1. Reçue à 2 heures 12 minutes soir. — *Bazaine à l'Empereur, 20 août.* — « Mes troupes occupent toujours les mêmes positions. L'ennemi paraît établir des batteries qui doivent lui servir à appuyer son investissement. Il reçoit constamment des renforts. Le général Marguenat a été tué, on le croyait disparu. Nous avons dans la place de Metz au delà de 16 000 blessés. »

adressée, mais au château qu'occupaient Mac-Mahon et son état-major particulier. Pour ne pas perdre de temps, les officiers présents l'ouvrirent, la déchiffrèrent et la communiquèrent au maréchal ou à son chef d'état-major. Ils en parlèrent à Stoffel, lorsque celui-ci survint dans la demeure du maréchal, et, en effet, Stoffel trouva sur sa table de travail une traduction complète du chiffre. La dépêche disait : « J'ai dû prendre position près de Metz, pour donner du repos aux soldats et les ravitailler en vivres et en munitions. L'ennemi grossit toujours autour de moi et je suivrai très probablement pour vous rejoindre les lignes des places du Nord, et vous préviendrai de ma marche, si je puis toutefois l'entreprendre sans compromettre l'armée. — Le Commandant la place de Thionville, Thurnier (20 août, 4 h. soir). » Cette dépêche a été incontestablement reçue au ministère de la Guerre. Mac-Mahon a dit depuis n'en avoir conservé aucun souvenir et les fabricateurs de calomnies se sont mis à l'œuvre et ont accusé les uns l'Empereur, les autres l'Impératrice d'avoir ordonné à Stoffel, leur créature, de supprimer l'avis dont la connaissance eût arrêté Mac-Mahon. Mac-Mahon s'est chargé de montrer l'absurdité de l'invention en ce qui concerne l'Empereur : « Ma conviction intime, dit-il, est que l'Empereur n'est pour rien dans cette affaire. A Reims, comme quelques jours plus tard au Chêne-Populeux, l'Empereur désirait rentrer à Paris avec l'armée de Châlons. » Napoléon III n'a donc pu intercepter une dépêche

qui ajoutait une force de plus à l'opinion qu'il soutenait.

L'Impératrice, au contraire, désirait la marche vers Bazaine, mais elle n'avait aucune communication avec Stoffel; elle ne l'aimait pas et elle était incapable de la basse manœuvre dont on l'a accusée, et à laquelle Stoffel, qui était un honnête homme, ne se serait pas prêté. Une instruction judiciaire a établi que, dès le 22 août, on connaissait à l'état-major particulier de Mac-Mahon la dépêche de Bazaine : dès lors elle n'avait pas été interceptée. Il reste à expliquer comment Mac-Mahon n'en a conservé aucun souvenir.

Ne lui a-t-elle pas été remise par ses officiers? Ou bien, l'ayant lue, n'y a-t-il pas attaché d'importance? Elle contenait, il est vrai, cette phrase : « Si toutefois je puis l'entreprendre sans compromettre l'armée. » Mais cette restriction est sous-entendue dans tous les ordres militaires : tout, à la guerre, est subit, mobile, subordonné à la circonstance imprévue, et un chef ne peut répondre qu'il ne sera pas contraint de renoncer le lendemain au projet arrêté la veille. Elle promettait aussi d'annoncer le mouvement quand il s'exécuterait, ce qui était encore naturel, puisqu'on ne peut pas supposer qu'un subordonné s'ébranle sur l'indication vague d'un projet en formation n'indiquant pas son choix entre deux routes également possibles; elle disait formellement ce que les autres impliquaient seulement. L'essentiel est de déterminer l'influence qu'elle aurait eue si Mac-Mahon l'avait connue.

Dans l'instruction relative au procès Bazaine, il avait répondu au rapporteur : « Vous me demandez si, l'ayant reçue, j'aurais continué mon mouvement vers l'Est. Cette question est délicate. Je vous répondrai cependant consciencieusement qu'il est probable que, même après sa réception, j'aurais continué ma marche vers la Meuse, sauf à voir ce qu'il y avait à faire, y étant arrivé. »

Palikao expédia à Mac-Mahon une dépêche destinée à tomber aux mains des Prussiens, qui assignait à son armée une direction inverse de celle qu'elle suivait et qui la faisait croire près de Paris alors qu'elle se rapprochait de Metz. Mais on oublia de veiller sur les télégrammes que les correspondants étrangers mandaient de Paris à leurs journaux et qui les tenaient, en quelque sorte heure par heure, au courant des mouvements de nos troupes et rendaient l'invention de Palikao un stratagème ridicule.

## V

Le 23 août au matin les deux armées du prince royal, du prince de Saxe et celle de Mac-Mahon se portent simultanément en avant. L'armée française va de Reims vers la Meuse et Montmédy. Les armées allemandes vont de Metz vers la Meuse et Paris, la IVe (Prince royal) formant la gauche; celle-ci prit une avance d'une marche afin que, si l'armée française résistait, elle pût l'attaquer sur son flanc droit, tandis que l'autre

l'assaillirait de front et que toutes deux la couperaient de la capitale et la refouleraient au Nord. La marche des uns et des autres s'opérant à des hauteurs différentes, les uns vers l'Est, les autres vers l'Ouest, il n'était pas impossible que, dans leur ignorance réciproque de leurs routes, les deux armées vinssent à se dépasser sans se heurter et qu'elles continuassent à s'avancer sur le prolongement l'une de l'autre, avec les fronts tournés de côtés opposés sans se douter de leur proximité.

Cette marche des deux armées, commencée le même jour, s'opéra dans des conditions bien différentes, grâce au rôle intelligent que l'état-major allemand avait départi à sa cavalerie. Dès le début des opérations, cette cavalerie allemande s'était signalée par quelques pointes hardies et c'est une de ses reconnaissances qui, en constatant la présence de Mac-Mahon derrière la Sauer, avait amené la rencontre de Wœrth. Toutefois, elle n'avait couvert qu'imparfaitement la mobilisation et la concentration de son armée, et aussi imparfaitement deviné nos intentions stratégiques. Après Wœrth on la jeta au delà du front à plusieurs marches en avant. Elle inondait littéralement la région, la parcourait avec audace dans tous les sens, affolait les populations qui transformaient la moindre escouade en bataillons, recueillait des renseignements sur nos plans et nous empêchait de pénétrer ceux de l'ennemi. Derrière le rideau mobile et terrifiant qu'elle étendait au-devant de son infanterie, elle lui

permettait de s'avancer avec sécurité et sans fatigue, comme si elle marchait à la parade. Sûrs d'avoir à plusieurs journées en avant un œil toujours ouvert, d'être avertis à temps au moins vingt-quatre heures d'avance pour se concentrer et se disposer à l'état de défense, les soldats n'étaient pas astreints, à leur arrivée à l'étape, à ces dispositifs compliqués, à ces précautions exténuantes qui épuisent plus que la marche même : envoi de patrouilles dans tous les sens, établissement de lignes d'avant-postes se reliant entre eux, etc. Ils se contentaient de se faire précéder d'une avant-garde postée généralement derrière une coupure de terrain et couverte par des avant-postes ; ils établissaient des sentinelles et des postes à l'entrée des villages afin de tenir en respect les habitants et d'assurer la transmission rapide des rapports ; puis ils se répartissaient les cantonnements et se reposaient en toute tranquillité après avoir pris un repas qu'aucune inquiétude ne troublait et qu'aucune surprise n'abrégeait. Le lendemain ils se trouvaient frais et dispos, en belle humeur de recommencer.

La nouvelle marche étant tracée par des ordres régulièrement transmis la veille, l'armée ne se mettait pas tout d'un coup sur pied à la même heure, mais successivement, par fractions, afin de ne pas user prématurément ses forces par une attente prolongée. La marche s'opérait sur un front très étendu de manière à utiliser le plus grand nombre possible de routes. L'inquiétude de manquer de vivres ne ralentissait point, pas

plus que la crainte d'une surprise ; l'Intendance, sûre de la régularité et de la persistance des opérations, n'avait aucune peine à assurer l'arrivée des convois et la ponctualité des distributions, et, comme elle fonctionnait en pays ennemi, et n'avait pas le devoir de le ménager, elle usait largement des ressources de réquisitions vigoureusement faites.

Bien différentes les conditions dans lesquelles s'avançaient nos malheureuses troupes. Notre cavalerie n'était pas envoyée au loin, elle se livrait tout juste aux reconnaissances réglementaires à courte distance ; on la destinait à l'office d'une réserve de combat, soit pour achever une victoire, soit pour conjurer ou retarder les effets d'une défaite. Aussi nos soldats étaient-ils toujours en alerte ; à tout instant ils croyaient que l'ennemi était sur leur dos en nombre, alors qu'ils n'étaient menacés que par quelques uhlans qu'un coup de boutoir eût culbutés. Ils ne se cantonnaient pas paisiblement dans les villages, ils bivouaquaient sous la pluie ; après une journée pénible, ils passaient une partie de la nuit à faire la soupe, et à tout instant, sur un renseignement chimérique ou sous une appréhension sans réalité, on leur faisait renverser les marmites, et ils partaient le ventre vide, laissant derrière eux vivres et ustensiles, ce qui représentait d'irréparables privations lorsque l'alerte s'était calmée. Dans cet état de trouble et d'anxiété perpétuels, la pensée directrice s'éclipsait ; nul n'avait cette sollicitude toujours en éveil du détail, que, du petit au grand,

avaient tous les chefs prussiens ; on mettait sur pied à la même heure tout un corps d'armée dont les dernières fractions, s'exténuant avant de se mouvoir, devaient attendre pendant des heures entières le moment de se mettre en route à leur tour.

Les intendants, en présence d'agitations toujours désordonnées, ballottés entre des ordres et des contre-ordres, ne sachant sur quel plan compter, malgré leur intelligence et leur bon vouloir, étaient à tout instant pris au dépourvu, d'autant plus qu'ils n'osaient, en pays ami, pratiquer en sa dureté le système des réquisitions. Tel châtelain français, qui allait supporter et satisfaire avec empressement les exigences prussiennes, se récriait avec fureur parce que des Français affamés s'étaient emparés de quelques fagots de son domaine. Autrefois nous avions enseigné aux Prussiens ces pratiques intelligentes qu'ils retournaient si opportunément contre nous. Les armées de la République et de l'Empire avaient vécu de réquisitions, et nos chefs de cavalerie de l'âge héroïque avaient donné des exemples classiques de ces marches intrépides en avant qui déconcertent et affolent l'ennemi[1]. Mais nos chefs militaires avaient oublié ces choses comme tant d'autres.

1. Voyez le *Manuel de cavalerie* de De Brack.

## VI

Du 23 au 26 août, Mac-Mahon s'avança de la sorte, torturé d'incertitudes, cherchant Bazaine à tâtons, envoyant aux renseignements partout et n'en recueillant nulle part, ne se lançant dans une direction qu'en se tenant prêt à tourner dans une autre, sentant qu'il commettait une sottise et ne sachant se soustraire à l'oppression qui la lui imposait, se demandant à tout bout de champ ce qu'il ferait, n'hésitant point par incapacité militaire mais par scrupule d'honneur et de devoir, ne voulant sacrifier ni Paris ni Metz, mais voyant de plus en plus clairement qu'il ne pourrait les sauvegarder l'un et l'autre et ne pouvant pas déterminer lequel des deux sacrifices serait le moins dommageable à la patrie.

Le 23 août, la première étape de Châlons à Reims s'opéra dans des conditions déplorables : les corps laissèrent la moitié de leur monde en arrière, et, bien qu'ils eussent des vivres, les soldats se mirent à piller les wagons destinés à l'approvisionnement de l'armée dans la gare de Reims[1]. A son arrivée au quartier général de Betheniville, Mac-Mahon reçut la visite de Lebrun et Failly qui lui annoncèrent que le lendemain les troupes n'auraient plus de vivres. Il fut irrité et surpris : avant de quitter Reims

1. SCHMITZ.

il avait donné l'ordre de pourvoir l'armée pour quatre jours. Mais les intendants, arrivés au corps la veille, ignoraient les lieux de distribution et ne s'étaient pas trouvés là quand les corvées s'étaient présentées. Mac-Mahon se vit alors obligé de modifier son itinéraire : il ordonna de marcher vers le Nord et de se rapprocher de Rethel où les troupes trouveraient à vivre. On s'approvisionne à Rethel; chaque corps d'armée reçoit deux journées de vivres, pain, sucre et café. Le 26 août, l'armée quitte cette ville et pivote sur sa droite établie à Vouziers. Le maréchal, au lieu d'envoyer la division de cavalerie Margueritte sur le flanc droit vers Grand-Pré et la Croix-au-Bois, la dirige vers le Chêne-Populeux. « Quelle grossière impéritie! » disent les critiques de profession. Rien cependant de plus naturel : si Mac-Mahon avait eu pour objectif Metz, il se serait éclairé sur sa droite; mais ne pensant qu'à Bazaine qui doit venir par Montmédy, c'est du côté de Montmédy qu'il regarde et qu'il envoie sa cavalerie aux renseignements.

Aucune nouvelle du côté de Montmédy, pas plus que de tout autre, lorsque tout à coup les Allemands opérèrent un changement de front qui révéla à Mac-Mahon, avec la clarté de l'éclair dans une nuit noire, l'effroyable position dans laquelle il s'enfonçait et qu'il n'avait que trop bien pressentie.

## VII

Au début de leurs nouvelles opérations, les armées allemandes avaient pris la route de Paris, sans hésiter. Supposant que Mac-Mahon ferait ce que le bon sens stratégique conseillait, ils ne doutaient pas qu'il ne se fût replié sous la capitale et ils marchaient en droite ligne vers elle. La certitude qu'ils obtinrent le 24 août de l'abandon du camp de Châlons, de la présence de Mac-Mahon à Reims, ne modifia pas leur supposition, car de Reims aussi, on couvrait latéralement Paris. Les Saxons tâtèrent la place de Verdun et essayèrent de l'enlever; ils furent vigoureusement repoussés, se résignèrent à masquer seulement la place et continuèrent leur route.

Dans la soirée du 24 août (onze heures), l'état-major allemand reçut par la voie de Londres un télégramme de Paris disant : « L'armée de Mac-Mahon se concentre à Reims. L'empereur Napoléon et le prince sont avec elle. Mac-Mahon cherche à faire sa jonction avec Bazaine. » De Berlin on leur envoya un télégramme du ministre prussien à Bruxelles, annonçant que *l'Indépendance belge* affirmait « que l'armée de Mac-Mahon, dont on ignorait la direction, marchait rapidement vers Mézières. » Il paraît que le rédacteur en chef de *l'Indépendance belge*, ardent à servir les premières nouvelles à ses lecteurs, avait envoyé son fils en France, et que celui-ci avait

marché jusqu'à ce qu'il se fût heurté à l'avant-garde de Mac-Mahon dont il avait aussitôt télégraphié le mouvement à son journal. Le quartier-maître général Godbielski émit alors pour la première fois l'avis qu' « une tentative des Français pour se porter de Reims au secours de Bazaine, *si elle était difficilement admissible au point de vue militaire, pouvait cependant s'expliquer par des considérations politiques* ». L'état-major la considérait néanmoins comme tellement déraisonnable qu'il ne s'y arrêta pas. Il ne put croire que, là route directe de Reims sur Metz étant coupée, un chef sensé tentât un détour aussi hasardeux le long de la frontière belge, « C'est impossible, aurait dit sentencieusement Moltke, ce serait trop bête. »

Un changement subit de direction eût singulièrement aggravé la tâche des Allemands : il eût fallu s'engager par des chemins de traverse, par les vastes forêts de l'Argonne, au milieu d'une région dans laquelle la subsistance des troupes n'avait pas été préparée, déranger l'itinéraire des ravitaillements, demander aux troupes des efforts extraordinaires de marche et de souffrance. L'état-major ne crut pas que deux télégrammes de journaux fussent suffisants à imposer la créance à une combinaison si manifestement opposée à l'intérêt bien entendu de ceux à qui on l'attribuait et à toutes les données du bon sens. Il persista à ne pas changer la direction de l'armée ; il se contenta de donner l'ordre (11 heures du matin, Bar-le-Duc) de gagner légèrement vers la droite par un

mouvement général, puis, une fois les troupes dans leurs nouveaux emplacements, de les laisser reposer le 27, pour faire serrer les convois, aligner les vivres, de manière à traverser sans difficultés les parties stériles de la Champagne. Le Prince royal estima qu'il valait mieux risquer un retard dans la marche sur Paris, retard toujours réparable, que de manquer une bataille décisive vers le Nord, ce qui eût été irréparable. Un article du *Siècle* du 24 août l'avait confirmé dans cette idée que son corps exécuterait le 25 le resserrement qui avait été fixé le 23. Mais dans la soirée du 23 parvinrent aux Allemands des preuves qu'avec certains adversaires l'absurde est le probable, et que le plan qui, au point de vue militaire, leur avait paru inadmissible, était en voie d'exécution.

*Le Public*, organe officiel de M. Rouher qu'on supposait bien informé, annonçait que le camp de Châlons était levé et que les opérations de Mac-Mahon se poursuivaient. Le 23, il avait imprimé : « Mac-Mahon a pris la direction de Metz avec une rapidité qui double le mérite du mouvement. » Et le 24 au matin, *le Peuple français*, organe du ministre Duvernois, avait signalé comme déjà opérée la jonction des deux maréchaux, qui ne devait jamais se faire. Ces informations sensationnelles étaient naturellement répétées par les autres journaux. La presse parisienne parlait du mouvement du maréchal Mac-Mahon depuis quarante-huit heures lorsque *le Temps* se décida à en faire mention à son tour le 24 au soir.

Un journal français soutint en substance qu'un général français ne saurait abandonner ses compagnons d'armes sans encourir la malédiction du pays. D'autres feuilles de Paris rapportèrent les discours prononcés au Corps législatif signalant la honte qui rejaillirait sur le peuple français si l'armée du Rhin n'était pas secourue. Enfin un nouveau télégramme de Londres manda, d'après *le Temps* du 23 août, que Mac-Mahon s'était décidé subitement à courir à l'aide de Bazaine, bien qu'en découvrant la route de Paris il compromît la sécurité de la France ; que toute l'armée de Châlons avait déjà quitté les environs de Reims, mais que cependant les nouvelles reçues de Montmédy ne faisaient pas encore mention de l'arrivée des troupes françaises dans ces parages[1]. Un haut personnage anglais, présent au camp prussien, m'a conté la joie exubérante qui y éclata lorsqu'on reçut ces nouvelles, qui dissipaient les incertitudes et annonçaient que nous allions nous-mêmes nous mettre,

1. État-major, p. 934. — Il n'est pas juste d'attribuer au *Temps* la révélation aux Allemands de la marche de Mac-Mahon vers Bazaine. La presse parisienne et notamment les journaux du gouvernement, *le Public* et *le Peuple français*, parlaient du mouvement de Mac-Mahon depuis quarante-huit heures quand *le Temps* s'est décidé à en faire mention le 24 août au soir. L'ouvrage du grand état-major allemand raconte (p. 978 du 7e fasc.), que, dès le 25 août au matin, la cavalerie de l'armée allemande de la Meuse avait reçu l'ordre d'éclairer très loin au Nord-Ouest le flanc droit et d'atteindre particulièrement Vouziers et Buzancy. Ces reconnaissances une fois lancées, la marche de l'armée française sur Metz ne pouvait pas leur échapper.

le long de la frontière belge, dans la position de détresse à laquelle les Prussiens avaient toujours médité de nous acculer.

Une conversion générale de l'armée sur la droite, pour rompre dans le Nord, était la conséquence obligée de la nouvelle d'une tentative de Mac-Mahon vers Metz. Cependant, bien que les renseignements concordants des journaux français rendissent cette sottise plausible, elle paraissait encore tellement invraisemblable à l'état-major, qu'il voulut la certitude matérielle afin d'y croire. Il ne fut pas davantage ému de la lettre saisie d'un officier supérieur de Metz indiquant l'espoir d'être bientôt secouru par l'armée de Châlons[1]. Il limita pour le 26 août la conversion partielle sur la droite, à l'armée de la Meuse, aux Bavarois et aux Wurtembergeois. La IIIe armée reçut seulement l'ordre de concentrer étroitement le gros de ses forces sur sa droite et de se mettre en mesure, soit de prolonger le mouvement de son aile gauche sur Reims, soit de la rabattre vers le Nord, à la suite de l'armée de la Meuse. L'armée de la Meuse elle-même ne devait rompre vers le Nord que si les rapports de la cavalerie, jetée sur Vouziers et Buzancy, apportaient la preuve matérielle, qui paraissait indispensable, de l'incroyable manœuvre vers Metz.

L'armée française, complétant le rôle d'éclaireur de l'ennemi si amplement rempli par la presse française, ne tarda pas à fournir cette certitude matérielle.

1. Sedan, *Revue des Deux Mondes*, 1872.

## VIII

Le 7[e] corps d'armée (Abel Douay) établi à Vouziers, sur lequel l'armée pivotait, ayant sa droite et ses derrières découverts par l'envoi de Margueritte vers Oches, eut l'idée, nouvelle dans notre armée, de s'éclairer et de se renseigner sur l'ennemi. Il distribue sur son front les trois régiments de son corps d'armée : le 7[e] de lanciers surveille sur la rive gauche de l'Aisne la route de Sainte-Menehould; le 4[e] hussards est porté sur Grand-Pré; le 4[e] lanciers au delà de la Croix-au-Bois vers Buzancy; la brigade Bordas (division Dumont) occupe Buzancy et Grand-Pré, comme soutien de cette cavalerie.

Les reconnaissances des hussards, sur la route de Grand-Pré à Varennes, les mettent aux prises avec les détachements de la division saxonne jetée vers Grand-Pré, Betheniville, afin de se procurer la certitude matérielle de cette marche de l'armée de Mac-Mahon vers Metz, à laquelle était subordonnée la conversion de l'armée allemande sur sa droite vers le Nord. Les cavaliers français se replient en hâte vers Grand-Pré, dans la persuasion qu'ils se sont heurtés à l'armée prussienne tout entière; Bordas à son arrivée à Grand-Pré, apercevant l'ennemi à Senne, ne doute pas des renseignements des hussards, il admet qu'il se trouve en présence de forces considérables; il l'annonce à Douay,

ajoutant qu'il est obligé de se retirer sur Buzancy. Douay prête l'oreille à ce cri de détresse, qui lui arrivait également de Buzancy et de Monthois, d'où les troupes se retiraient devant un escadron et un gros parti de ulhans. Il se croit cerné, en danger d'être enlevé, il prend en toute hâte les dispositions suprêmes de combat; il éloigne son grand convoi de vivres de la colonne des bagages, rappelle celui de la brigade Bordas et comme elle s'attarde à Grand-Pré, s'y croyant coupé, il lui envoie la 2e brigade de la division Dumont afin de la ramener. Enfin, il avertit le maréchal à Tourteron de l'action imminente. Le maréchal, aussitôt l'avertissement reçu, arrête le mouvement en avant de l'armée, la concentre, ordonne au 1er corps d'armée de se porter le 27 vers Vouziers, au 5e de marcher sur Buzancy; au 12e, sur Châtillon et, se rapprochant lui-même, reporte son quartier général au Chêne Populeux. Pendant toute la nuit nos troupes demeurent debout sous la pluie, les pieds dans la boue, attendant l'ennemi qui, tout entier à la satisfaction d'avoir repris le contact perdu depuis Wœrth, et de savoir que nous n'avions pas encore atteint Dun, ne se montre pas. Nous ne vîmes arriver que la division Dumont qui vint se morfondre à côté de nous.

Cependant Douay et Mac-Mahon finirent par s'apercevoir qu'ils n'avaient pas une armée sur le dos et que Grand-Pré n'était pas occupé par les Allemands. Le maréchal arrêta la marche de ses troupes sur Vouziers, ramena le 1er corps de

Vandy sur Voncq; le 12e corps de Châtillon au Chêne; la cavalerie Bonnemain à Attigny. Le 5e corps d'armée, qui était à Buzancy, avec la division Margueritte sur sa gauche à Beaumont, reçut l'ordre de se replier sur Châtillon. Avant qu'il l'eut fait, quelques escadrons de cavalerie saxonne attaquèrent deux escadrons de notre 12e régiment de chasseurs, partie à pied, partie à cheval, aux débouchés de la ville. Les chasseurs sont d'abord rejetés dans la place, puis ils reparaissent en nombre et rejettent les Saxons. Ceux-ci reviennent à leur tour, plus nombreux et soutenus par les obus d'une batterie à cheval. Évidemment, si Failly, qui était en arrière, eût soutenu sa cavalerie, il eût infligé aux Saxons une sanglante leçon : il se contenta de recueillir ses escadrons et d'opérer avec eux la retraite dont il avait reçu l'ordre.

## IX

Désormais tous les doutes de l'état-major allemand sont dissipés : ce qu'il avait d'abord cru impossible, ce qui lui avait ensuite paru plausible, lui apparaissait certain. Dès qu'elle avait reçu les rapports de sa cavalerie, le 26 août, l'armée saxonne avait commencé la conversion vers le Nord. Avant même de les avoir reçus, le Prince royal, quoiqu'on lui eût prescrit de rester provisoirement sur l'expectative, avait fait de même. Dans la soirée, l'ordre est envoyé aux fractions de l'armée allemande qui avaient déjà

commencé le changement de front, de le continuer et à celles qui ne l'avaient pas encore commencé, de l'opérer.

L'état-major ne se croit pas encore en mesure d'aller affronter, sur la rive gauche de la Meuse, l'armée française. Il prescrit les mesures pour la recevoir vigoureusement sur la rive droite. L'armée de la Meuse occupera les ponts à Dun et à Stenay et elle poussera sa cavalerie dans notre flanc droit, mais son gros gagnera Damvillers, qu'on choisit comme champ de bataille. Le prince Frédéric-Charles est invité à diriger sur ce point deux des corps consacrés à l'investissement de Metz, de façon qu'ils y soient arrivés le 28 au plus tard. Si, pour arrêter une tentative de passage de Bazaine par l'Ouest, qui doit être empêchée à tout prix, il est nécessaire d'abandonner le blocus sur la rive droite de la Moselle, on lui en donne l'autorisation. Enfin l'armée du Prince royal marchera à toute vitesse sur Sainte-Menehould, afin de nous couper de nos communications avec Paris et le Nord. Les marches, que ces dispositions subites imposaient, furent exécutées avec entrain, quoiqu'elles fussent très pénibles et très longues : chacun sentait qu'elles acheminaient à une prompte solution. On les rendit moins dures en faisant bivouaquer les troupes, parce qu'on n'aurait pu leur faire gagner les cantonnements qu'en les disloquant, ce qui leur eût été une fatigue de plus.

Mac-Mahon, en se rendant compte qu'il n'avait pas une armée devant lui à Grand-Pré, se

convainquit non moins clairement qu'il n'allait pas tarder à être pris dans une souricière entre trois armées. On avait appris, en effet, que le Prince royal de Prusse, suspendant sa marche sur Paris, s'avançait vers le Nord par Sainte-Menehould, et qu'une autre armée montait par Varennes et occupait déjà les ponts de Dun et de Stenay, ce qui rendait les Allemands maîtres de la rive gauche de la Meuse. D'autre part, on continuait à n'avoir aucune nouvelle de Bazaine, ce qui indiquait, à n'en pas douter, qu'il n'avait pu entamer le mouvement risqué par Montmédy, qu'il avait annoncé dubitativement. Devinant, dans les lointains de l'horizon, les troupes qui s'avançaient vers lui, Mac-Mahon jetait tristement un regard sur la sienne : elle était partie de Châlons dans le délabrement que nous avons dit ; à chacune de ses étapes, son état physique et moral avait empiré ; une portion se maintenait fière, digne, solide, disciplinée, mais une autre portion, très considérable, était passée à l'état de fricoteurs et de maraudeurs. « Sous le spécieux prétexte d'ôter un caillou de la chaussure, d'ajuster le sac, de prendre de l'eau, de boire un coup, manger une bouchée, prendre un raccourci, ne pouvoir suivre parce qu'on va trop vite, qu'on est blessé au pied, etc., ces fricoteurs ralentissent le pas ou s'arrêtent, échappent à l'œil de leurs chefs directs, se répandent aux abords de la route et, au loin, entrent dans les maisons, implorent ou forcent la pitié des habitants, pillent les champs, ravagent les

jardins, s'installent sans gêne où bon leur semble, y préparent le café, la soupe, le « fricot » et rejoignent quand ils le daignent, ou bien... ne rejoignent pas du tout, se faufilent dans les hôpitaux civils, en surprenant la bonne foi des administrateurs ou des religieuses; en un mot, ils sont partout, excepté à leurs rangs. Les amateurs de gibier, quand la région était boisée, se convertissaient en braconniers et revenaient partager leur butin avec leurs camarades. Les désordres administratifs contribuaient à faire de l'armée ce troupeau de pillards. Ainsi aucune distribution de bois n'ayant été faite, les hommes se répandaient dans les champs, les vignes et les jardins et s'emparaient des haies, des échalas, des barrières, des portes, de tout ce qui peut brûler, en un mot. De plus, les vivres n'étant pas distribués, les champs de pommes de terre et de légumes, les jardins clos eux-mêmes, sont en un instant ravagés et les arbres dépouillés de leurs fruits, etc. « Dans une telle cohue, aucune discipline : on se moquait des ordres des officiers; ils étaient bien heureux quand on ne les insultait pas. Il eût fallu faire trop d'exécutions sommaires, pour venir à bout d'une telle dissolution, et on laissait aller. Ces pauvres soldats n'étaient qu'à moitié coupables, car ils souffraient cruellement de toutes les manières. Le temps était atroce, une pluie continuelle tombait : vêtements, coiffures, sacs, tout ruisselait; les jambes enfonçaient dans le sol jusqu'au-dessus de la cheville, les pieds glissaient; à tout instant, je

voyais des pains entiers, détrempés par l'eau, s'échapper des courroies et tomber dans la boue; ou bien des tentes, des souliers, des couvertures, des vêtements, des provisions de toute espèce, dont les hommes surchargés se défaisaient avec colère. C'était triste, bien triste! Et pourtant, au milieu de ce déluge, la gaîté française parvenait encore à percer. Un homme en glissant tombait-il dans cette mer de boue, c'était alors des éclats de rire à dérider le visage le plus sombre; un autre lançait-il un juron, quelque loustic le narguait par une facétie qui amenait l'hilarité; les uns chantaient la *Marseillaise*, d'autres, véritables mélomanes, s'abritant sous des tentes déployées et tendues en parapluies à l'extrémité de quatre fusils, chantaient en chœur des morceaux fort bien exécutés, ma foi[1]. »

## X

Jusqu'à ce moment, l'armée de Mac-Mahon avait perdu son temps, mais elle n'avait pas été un moment exposée. Un pas de plus, elle allait au-devant d'une catastrophe certaine. Fatiguée, mal organisée, démoralisée, elle était hors d'état de venir à bout de trois armées, qui, à défaut de toute autre supériorité, avaient celle du nombre et l'ascendant moral et la confiance que donnent la victoire. Il était évident qu'on ne

1. VIDAL, *Campagne de Sedan.*

pouvait rien pour Bazaine, que si on avait pu, sans déraison, songer à lui tendre la main après une sortie heureuse de Metz, il était insensé de tenter de le dégager de Metz, dès qu'il y restait cerné. En s'obstinant dans une entreprise qui n'avait aucune chance en sa faveur, on était certain de ne pas sauver l'armée de Metz et de perdre celle de Châlons. Mac-Mahon se ressaisit; avec la clairvoyance d'un vieux soldat, il se rend compte de la réalité et, avec une sagacité non moins lucide, il se met en mesure de la conjurer. La route de Paris par Mézières restait libre : il décide d'y engager son armée. Il ordonne au 1er corps d'armée de se diriger sur Mazerny; au 12e sur Venderesse; au 5e sur Poix; au 7e sur Chagny. Il télégraphie au commandant supérieur de Sedan (3 h. 25 m. soir) d'employer tous les moyens possibles pour faire parvenir au maréchal Bazaine la dépêche suivante : « Le maréchal Mac-Mahon prévient le maréchal Bazaine que l'arrivée du prince royal à Châlons le force à opérer le 29 sa retraite sur Mézières, et de là à l'Ouest, s'il n'apprend pas que le mouvement du maréchal Bazaine soit commencé. »

Enfin il communique ces arrangements à Palikao (8 h. 50 minutes soir) : « La 1re et la 2e armées, plus de 200000 hommes, bloquent Metz, principalement sur la rive gauche; une force évaluée à 50000 hommes serait établie sur la rive droite de la Meuse pour gêner ma marche sur Metz. Des renseignements annoncent que l'armée du prince royal de Prusse se dirige aujourd'hui sur

les Ardennes avec 150 000 hommes; elle serait déjà à Ardeuil. Je suis au Chêne avec plus de 100 000 hommes. Depuis le 10 je n'ai aucune nouvelle de Bazaine. Si je me porte à sa rencontre, je serai attaqué de front par une partie des 1re et 2e armées qui, à la faveur des bois, peuvent dérober une force supérieure à la mienne, en même temps attaqué par l'armée du prince royal de Prusse me coupant toute ligne de retraite. Je me rapproche demain de Mézières, d'où je continuerai ma retraite, selon les événements, vers l'Ouest. »

L'Empereur approuva hautement la résolution de Mac-Mahon, et il n'est aucun des officiers sérieux, grands ou petits, qui ne fit de même. aucun de ces braves gens ne crut manquer à l'honneur, car, ainsi que l'a dit Montluc : « on n'est pas moins digne de blâme lorsqu'on se perd, se pouvant retirer de la mêlée et qu'on se voit perdu, que si du premier coup on prenait la fuite. »

Afin d'alléger les mouvements de l'armée de la présence du prince impérial, l'Empereur, de Tourteron même (7 heures du matin), dirigea le prince sur Mézières où il arrivera comme une espèce d'avant-garde de l'armée. « Ne pensez-vous pas, avait dit au maréchal son chef d'état-major général, le général Faure, lorsqu'il lui eut communiqué sa dépêche, qu'il venait de dicter au colonel Stoffel, ne pensez-vous pas que vous avez tort d'envoyer cela au ministre? On vous répondra de Paris de telle manière que vous serez

peut-être empêché de mettre vos nouveaux projets à exécution. Vous pourriez ne l'expédier que demain, lorsque nous serons déjà en route pour Mézières. » Le maréchal réfléchit un instant, n'écouta pas l'avertissement et fit expédier la dépêche[1].

## XI

Le pressentiment du général Faure ne tarda pas à se vérifier. A la lecture du télégramme de Mac-Mahon, Palikao fut saisi d'une véritable fureur d'homme buté : quelqu'un osait donc encore contredire son extravagance stratégique ! Il se rendit chez l'Impératrice et lui déclara que si l'ordre donné au maréchal de se porter immédiatement vers Bazaine n'était pas exécuté, il afficherait dans toute la France que l'Empereur était responsable des désastres qu'occasionneraient les retards apportés à la réunion des deux armées[2]. Il télégraphia immédiatement, coup sur coup, à l'Empereur (11 heures du soir) et à Mac-Mahon (1 h. 30). A l'Empereur il disait : « Si vous abandonnez Bazaine, *la révolution est dans Paris* et vous serez attaqué vous-même par toutes les forces de l'ennemi. Contre le dehors Paris se gardera. Les fortifications sont terminées. Il me paraît urgent que vous puissiez parvenir rapidement jusqu'à Bazaine. Ce n'est pas le prince

1. STOFFEL, p. 83.
2. Ce fait, raconté par le général Wimpffen, n'a été nulle part contesté par Palikao.

royal de Prusse qui est à Châlons, mais un des princes, frère du roi de Prusse, avec une avant-garde et des forces considérables de cavalerie. Je vous ai télégraphié ce matin deux renseignements qui indiquent que le prince royal de Prusse, sentant le danger auquel votre marche tournante expose son armée et l'armée qui bloque Bazaine, aurait changé de direction et marcherait vers le Nord. Vous avez au moins trente-six heures d'avance sur lui, peut-être quarante-huit. Vous n'avez devant vous qu'une partie des forces qui bloquent Metz et qui, vous voyant vous retirer de Châlons sur Reims, s'étaient étendues vers l'Argonne. Votre mouvement sur Reims les avait trompés, comme le prince royal de Prusse. Ici, *tout le monde a senti la nécessité de dégager Bazaine* et l'anxiété avec laquelle on vous suit est extrême. »

La dépêche à Mac-Mahon était plus impérative : « Au nom du Conseil des ministres et du Conseil privé, je vous demande de porter secours à Bazaine en profitant des trente heures d'avance que vous avez sur le prince royal de Prusse. Je fais porter corps Vinoy sur Reims. »

Le lendemain matin il communiqua ses télégrammes de la nuit au Conseil des ministres et au Conseil privé, en exprimant son vif mécontentement des hésitations de Mac-Mahon. Il recommença ses calculs et s'acharna à démontrer que le maréchal avait au moins trente-six heures d'avance. « Qu'il marche donc! s'écria-t-il, qu'il marche vite sans regarder derrière lui,

et la fortune peut nous revenir! » Le maréchal Vaillant, par une aberration inconcevable en un militaire aussi expérimenté, s'unit à lui et déclara que sa conception était belle et exécutable, qu'on obéissait à un devoir étroit, à un sentiment patriotique élémentaire en essayant de dégager la belle et nombreuse armée de Bazaine, de la sauver d'une destruction presque complète ou d'une capitulation honteuse. Il lui paraissait impossible de laisser se consommer l'effondrement de la France sans tenter ce suprême effort. Il conseilla de faire partir sur-le-champ un officier avec le double des dépêches expédiées la nuit et avec des instructions détaillées. Et comme Palikao répondit qu'il le ferait en rentrant au ministère : « Non », dit Rouher. — « Non, dit l'Impératrice, quittez le Conseil immédiatement, prenez la voiture de service et faites sur-le-champ ce que conseille le maréchal Vaillant. » Palikao quitta aussitôt le Conseil et alla expédier dépêche et instructions[1].

L'Empereur fut réveillé au milieu de la nuit par le télégramme qui lui était adressé : il l'envoya immédiatement à Mac-Mahon par l'un de ses officiers, en le priant de venir en conférer avec lui avant de prendre son parti. Puis Mac-Mahon reçut à son tour le télégramme que lui envoyait Palikao au nom du Conseil privé et du Conseil des ministres.

1. Carnet du maréchal Vaillant.

## XII

Cet acharnement à détruire soi-même notre dernière armée stupéfait, consterne, puis irrite, et à la lecture du télégramme maudit on a de la peine à retenir les dures qualifications. Quel titre avait donc Palikao, enfermé à Paris, de contredire Mac-Mahon présent sur les lieux? Son coup de main en Chine contre des ombres de soldats le plaçait-il au-dessus du vainqueur de Malakoff et de Magenta? Son audace offensive était-elle supérieure à celle de Mac-Mahon? Et quand l'homme qui avait tant osé à Wœrth déclarait, le champ de bataille devant lui, qu'on ne devait rien oser en Lorraine, un ministre, n'ayant devant lui que des cartes, ne commettait-il pas un acte d'insolente irrévérence en ne s'inclinant pas devant une appréciation qu'il était hors d'état de contrôler?

« Si nous n'allons pas secourir et débloquer Bazaine, disaient les ministres, la révolution éclatera à Paris, marchez donc et soyez victorieux! » — En vérité, il semble qu'il dépendît de Mac-Mahon qu'en levant son épée il eût la victoire. Il l'eût fait bien volontiers, mais comment s'y serait-il pris? Cette victoire était impossible : l'armée de la Meuse, en possession de la rive droite du fleuve, maîtresse des ponts qui commandaient la rive gauche, n'avait plus rien, le 28 août, à redouter d'une attaque de Mac-Mahon;

la sécurité de l'état-major allemand était, à juste raison, telle qu'il renonçait à la concentration ordonnée sur Damvillers, et que, certain désormais de pouvoir nous joindre avec des forces supérieures sur la rive gauche de la Meuse, il télégraphiait au prince Frédéric-Charles que le concours d'une portion de l'armée de blocus était désormais superflu.

Admettons par hypothèse que les calculs fantastiques de Palikao se réalisent, que l'armée ait réussi à franchir à marches forcées les étapes qui la séparaient de Metz, imaginait-il que nous allions trouver la ville de Metz ouverte et à discrétion? N'oubliez pas que Metz est investie sur les deux rives de la Moselle. Bazaine, averti à temps, peut-il joindre son attaque par derrière à notre attaque de face et prendre ainsi les ennemis entre deux feux? Dans ce cas les troupes allemandes de la rive droite ne resteront pas immobiles. Elles traverseront le fleuve et assailliront par derrière Bazaine qui, à son tour, sera pris entre deux feux, et tous ces engagements permettront à l'armée du prince de Saxe de se rapprocher, à celle du prince royal de la suivre, et alors Bazaine sera maintenu dans Metz et nous, encerclés par des forces supérieures, nous n'aurons encore qu'à déposer les armes.

Mais tout ceci même n'est que suppositions chimériques. Dans aucun cas, l'armée de Mac-Mahon n'était en état de devancer vers Metz celle du prince royal de Saxe. Quoi que nous fissions et quoi qu'il arrivât, nous n'aurions pas

notre victoire et, par une catastrophe certaine, nous allions donner à la révolution cette dernière chance qu'elle attendait : on ne sauvera pas la dynastie et on perdra la France. La seule manière de venir à bout de la Révolution n'était pas de la fuir au loin, c'était de se retourner contre elle, de la braver dans Paris même, de l'anéantir là, dût-on retarder de quelques jours les opérations contre les Prussiens.

Qu'allait faire Mac-Mahon dans cette terrible occurrence? Il n'avait pas à opter entre abandonner Bazaine ou ne pas l'abandonner. La jonction entre l'armée de Metz et celle de Châlons était plus que jamais au-dessus des possibilités humaines : Mac-Mahon n'avait à opter qu'entre le salut et la perte de sa propre armée.

Il était faux qu'en se dirigeant vers Mézières Mac-Mahon l'eût perdue, en s'exposant à être attaqué par toutes les forces de l'ennemi. Les marches qui le séparaient du prince royal et du prince de Saxe lui assuraient au contraire la sécurité de la retraite, et si les corps allemands avancés s'engageaient témérairement, il eût été aisé de leur infliger des échecs. Le vrai cas de conscience militaire menaçant, qui se posait devant lui, était de savoir comment il accepterait un ordre qu'il considérait comme devant amener la ruine de son armée? Un seul parti lui était interdit : donner sa démission. Quand un homme de gouvernement, civil ou militaire, est engagé dans une action, se produisît-il un incident contraire à sa volonté, il ne peut protester en se

retirant, parce que ce serait donner gain de cause à l'ennemi. Après la dépêche de Palikao, Mac-Mahon ne pouvait pas plus se retirer que le ministère du 2 janvier après la demande de garanties. Les ministres civils n'avaient eu qu'une ressource, celle de conjurer, par leur sagesse, les conséquences désastreuses de la démarche accomplie en dehors d'eux. Mac-Mahon avait un moyen de résistance plus efficace : c'était d'empêcher la démarche de s'accomplir en lui refusant son obéissance. Qu'il en eût le droit, c'est certain. Napoléon a magistralement posé la règle suprême : « Un général en chef n'est pas à couvert par un ordre d'un ministre ou d'un prince éloigné du champ d'opérations et connaissant mal ou ne connaissant pas du tout le dernier état des choses. Tout général en chef qui, en conséquence d'ordres supérieurs, se charge d'exécuter un plan qu'il trouve mauvais ou désastreux est criminel. Le ministre, le prince donnent des instructions auxquelles le général en chef doit se conformer en son âme et conscience, mais ces instructions ne sont jamais des ordres militaires et n'exigent pas une obéissance passive. »

Il n'est aucun militaire de marque qui n'ait souscrit à ce précepte[1] : « Des généraux, a dit Gouvion Saint-Cyr, qui tiennent momentanément le sort d'un État entre leurs mains, ne peuvent être soumis à l'obéissance passive d'un simple officier ; non seulement ils ont tout droit de repré-

1. Voyez Marmont, *Institutions militaires*, p. 277.

sentation, mais c'est aussi leur devoir de refuser de concourir à des mesures désastreuses[1]. » Indépendamment de ces autorités, Mac-Mahon pouvait s'inspirer d'illustres exemples. Turenne n'hésita jamais à résister aux ordres envoyés par Louvois de Versailles, au nom du roi, lorsqu'il les crut contraires aux intérêts de la France et de son armée. Ainsi, par exemple, au commencement de l'hiver de 1673, Louvois lui ordonna de repasser le Rhin, Turenne s'y refusa[2]. Lorsque Dumouriez se fut décidé à découvrir Paris et à se porter aux défilés de l'Argonne, Servan, le ministre de la Guerre, le somma de renoncer à son plan. Dumouriez ne le voulut pas. Servan lui riposte que son opiniâtreté est coupable, que les uhlans couraient jusqu'aux portes de Reims et que Paris était consterné. Il répondit : « Je ne changerai pas mon plan pour des housardailles[3]. » Après la victoire de Lodi, le Directoire voulut imposer un plan de campagne au jeune Bonaparte, il refusa de le suivre. « Je ne veux pas être entravé, répondit-il; si cela vous déplaît, remplacez-moi[4]. » Lorsqu'en Crimée, l'Empereur voulut, des Tuileries, imposer des résolutions à Pélissier, celui-ci refusa de les exécuter. « Que Votre Majesté, écrivit-il, me dégage des limites étroites qu'elle m'assigne ou qu'elle me permette

1. *Armée du Rhin*, t. II, p. 207.
2. MIGNET, *Négociations d'Espagne*, t. IV, p. 131. Voir aussi RAMSAY, *Histoire de Turenne*, t. I, p. 517 et 518 (1735).
3. *Mémoires*.
4. 14 mai 1796.

de résigner un commandement impossible à exercer avec nos loyaux alliés, à l'extrémité quelquefois paralysante d'un fil électrique. »

Que Mac-Mahon ne s'est-il inspiré de Turenne, Dumouriez, Bonaparte, Pélissier ! Le gouvernement eût été dans la nécessité ou de renoncer à son injonction ou de le frapper d'une révocation devant laquelle il eût probablement reculé. Mais obéir avant tout et toujours au commandement supérieur était la règle inflexible du maréchal. Il était convaincu qu'aucune responsabilité propre n'incombait à celui qui avait obéi même malgré son avis. Il jugeait l'ordre de Palikao insensé et il ne l'aurait pas donné, mais son supérieur le lui donnait, il n'avait qu'à s'y soumettre. Catinat avait fait de même : le duc de Villeroy lui avait transmis l'ordre d'attaquer le prince Eugène au poste de Chiari près de l'Oglio (11 septembre 1701); il se fit répéter l'ordre trois fois et, se tournant vers les officiers qu'il commandait : « Allons donc, messieurs, il faut obéir. » Puis il chercha à se faire tuer, fut blessé et quitta le service.

Mac-Mahon imita d'autant plus facilement la conduite de Catinat que, dans cette circonstance, il y avait dans l'obéissance un sacrifice de sa propre personne : il n'ignorait pas le sort qui lui était réservé et, aussi grand par l'abnégation qu'il l'avait été tant de fois par l'intrépidité, l'âme désolée, mais toujours indomptable, il se soumit. Mgr d'Hulst, qui était à ses côtés en ces moments, m'a raconté que, la lecture du télé-

gramme terminée, le maréchal le froissa dans sse mains et le jeta par terre, s'écriant : « On veut que nous allions nous faire casser les reins ; allons-y. »

Il voulut que personne ne partageât sa responsabilité et, avant même de se rendre auprès de l'Empereur, il retira les ordres de retraite sur Mézières déjà en voie d'exécution, et il prescrivit à son armée de reprendre le lendemain la direction de l'Est. L'Empereur, troublé par les sombres appréhensions, lui envoya le prince de la Moskowa, un de ses aides de camp, pour lui observer que le mouvement sur Montmédy était bien dangereux, qu'il vaudrait peut-être mieux reprendre le projet de la veille, la marche sur Mézières. Le maréchal répondit qu'il avait pesé le pour et le contre et qu'il persistait dans sa résolution[1]. L'Empereur, fidèle au rôle passif auquel il s'était résigné, n'insista pas et, consterné, comme toute l'armée, il se résigna au désastre.

« L'ordre de marcher vers Paris nous animait tous, dit un témoin, le prince Georges Biibesco ; sortir à tout prix du *statu quo*. Aussi avec quelle promptitude les ordres furent-ils exécutés ! Chacun marchait d'un pas plus ferme, on semblait avoir oublié le froid, la pluie, l'anxiété. On sentait dans l'air comme des bouffées d'espoir, car la pensée de reprendre une revanche sous Paris venait tout à coup d'éclairer notre horizon.

1. Déposition du maréchal Mac-Mahon dans l'enquête au procès Trochu. Mac-Mahon a dit : « Tous les mouvements qui ont été ordonnés l'ont été par moi, et ces mouvements *étaient l'inverse de ce que l'Empereur voulait faire.* »

Les contre-ordres du 28 août anéantissent brusquement ces espérances : les soldats, qui n'en peuvent discerner les motifs, sont profondément atteints dans leur moral. Peu à peu, ils perdent ce qui leur reste de confiance en leurs chefs. Dans tous les corps d'armée se produisent des temps d'arrêt, des croisements de colonnes, des fatigues de tout genre ; partout c'est une confusion inexprimable[1]. »

*Excidat illa dies ævo!* Que ne peut-on arracher ce jour de notre histoire!

Il y eut, parmi les observateurs de métier, comme une secousse prophétique, à l'annonce de la marche en avant de Mac-Mahon, au milieu des trois armées prussiennes en train d'exécuter leur large mouvement enveloppant. Nul ne douta qu'un effondrement effroyable ne fût au bout de cette stratégie affolée. L'attaché militaire de l'ambassade d'Autriche l'annonça à son gouvernement en termes si saisissants que Metternich chargea Klindworth, un de ses agents secrets, d'aller aux Tuileries donner lecture à l'Impératrice du rapport de l'attaché. A cette lecture, la malheureuse femme se voila la face de ses mains en s'écriant : « Ah ! ne le dites à personne! »

Il ne le dit à personne, mais peu de jours après, l'événement d'une voix terrible le dit au monde entier.

1. *Belfort, Reims, Sedan*, p. 71.

# CHAPITRE IX

## LA RÉVOLUTION A PARIS

### I

L'Opposition se montrait d'une habileté supérieure. Elle caressait, cajolait, enguirlandait Palikao : « Vous avez une gloire à conquérir, lui disait Gambetta, c'est celle de délivrer le territoire. J'ai l'espoir que, mettant toute opinion politique de côté, vous vous mettrez à la hauteur de cette noble mission. » (12 août.) Et, lorsqu'après cette apostrophe, le ministre demanda à se retirer, il fut accompagné par les applaudissements de la Chambre entière. Enchanté et endormi, Palikao lâcha tout.

Sur un rapport dithyrambique de Dréolle qui, en bon prophète, annonça que Paris n'aurait plus que des enfants dévorés de l'ardeur nationale, héros de l'ordre et du patriotisme, l'opposition obtint l'armement général. La garde nationale fut rétablie dans tous les départements conformément aux lois de 1851, l'organisation commençant par les villes en état de siège et les

départements menacés. A Paris le chiffre des nouveaux bataillons fut porté à 60, et l'effectif fixé à 1500 hommes; le fusil à tir rapide fut promis ainsi que des officiers électifs. On essaya de corriger ces innovations anarchiques par quelques restrictions: les anciens officiers, désignés par le gouvernement, furent maintenus en fonction et les officiers élus durent être choisis parmi les anciens militaires. Mais les restrictions devaient être moins efficaces que les innovations.

L'urgence sur la permanence de la Chambre ne fut refusée que par 117 voix contre 117. La majorité ne fut considérable qu'en faveur du maintien de l'état de siège. Néanmoins en fait, trouvant probablement sa majorité trop vacillante, le ministère concéda la permanence, la subordination du pouvoir exécutif, la suppression de l'état de siège.

Le 14 avril, Clément Duvernois avait été des plus explicites : « Nous protestons énergiquement contre l'accusation de vouloir nous soustraire au contrôle de la Chambre. Nous avons, il est vrai, repoussé un comité de défense spécial, mais nous avons accepté le grand comité de surveillance et de contrôle, qui est la Chambre tout entière. Et la meilleure preuve que nous l'avons accepté avec la déférence la plus complète et la plus entière, c'est que, aussitôt arrivés au pouvoir, nous avons déclaré que nous abandonnions toute idée de prorogation directe ou indirecte. » Et Jules Brame avait ajouté: « Que nous avez-vous demandé que nous ayons refusé?

Démission du général en chef, nomination d'un général dans lequel la France a confiance, élection des officiers de la garde nationale, nous vous avons tout accordé. »

Les députés de la Gauche laissaient dire, continuaient leur manœuvre et se constituaient de plus en plus en un foyer révolutionnaire, d'où les excitations constantes se répandaient dans les masses. « L'armée que M. de Bismarck a dans Paris, écrivait Mérimée, est la plus redoutable de toutes[1]. » Gambetta vilipendait le ministère, mettait sa parole en suspicion, « parce qu'il avait différé de vingt-quatre heures l'annonce de l'occupation de Nancy », et renvoyait aux successeurs du ministère du 2 janvier l'accusation d'incapacité qu'eux-mêmes avaient jetée à celui-ci : « Quand nous sommes gardés par des incapables, la consternation est légitime[2]. » Glais-Bizoin, encore plus insolent, demande si « le Trésor continue à verser les deux millions par mois à celui qui nous a précipités dans de si terribles aventures? Je serais heureux d'apprendre que celui auquel je fais allusion a donné ordre de verser ces deux millions pour soulager les maux dont il est le principal auteur ». Jubinal ayant protesté, Gambetta lui cria : « Vous n'avez pas la parole ; aujourd'hui, vous n'avez qu'une attitude qui vous convienne, c'est le silence et le remords (*A l'ordre! à l'ordre. Applaudissements à gauche.*)

1. A Panizzi, 24 août 1870.
2. 14 août.

Il faut savoir si vous allez continuer ce système, qui, à l'incurie, ajoute l'inexactitude et vous fait soupçonner, entendez-vous bien? de mettre par-dessus tout l'intérêt de la dynastie et de négliger la patrie. (*Approbation à gauche. Protestations sur un grand nombre de bancs.*) — Il faut savoir, disait-il encore le 13 août, si nous avons fait notre choix entre le salut de la patrie et le salut de la dynastie. » Il y revient le lendemain : « Entendez-vous mettre par dessus tout l'intérêt de la dynastie et négliger la patrie? »

C'était le commentaire facile de la parole de l'Impératrice, qui disait à qui voulait l'entendre : « Ne songez pas à la dynastie, ne songez qu'à la France. » « Il est un honneur, a-t-elle écrit depuis, que je ne me laisserai pas enlever : celui de n'avoir eu qu'une pensée, le salut du pays, et d'avoir, en toute circonstance, subordonné à sa cause toutes les questions dynastiques[1]. » Les ennemis de l'Empire adoptèrent cette formule. Elle les justifiait d'avoir soutenu qu'il existait un intérêt dynastique et un intérêt national, opposés ou tout au moins distincts, et cet aveu précieux créait des facilités à leur œuvre de révolution.

1. Lettre de l'Impératrice à la princesse Anna Murat. Brame, déposition à la Commission d'enquête sur le 4 septembre : « L'Impératrice répétait souvent cette pensée (ne vous inquiétez pas de la dynastie, sauvez la France) sous diverses formes. » Chevreau, déposition : « L'Impératrice nous donnait constamment l'exemple du désintéressement absolu. Dans toute circonstance un peu grave : Ne vous occupez pas de moi, disait-elle, ne vous occupez que de la France. »

Les ministres eux-mêmes trouvèrent commode de pratiquer ce système « de patriotique et sublime désintéressement », comme on disait alors. « Nous voulions, a dit Brame, nous voulions avant tout sauver la France, et, dans nos esprits, la dynastie n'était qu'au second rang[1]. » Il eût été plus exact de dire qu'elle n'était à aucun rang. Et le public traduisait : « Ne vous gênez pas pour renverser la dynastie au nom du salut de la France. »

Ce fut, émulation touchante, à qui, sous prétexte de ne songer qu'à la France, ne s'occuperait pas du tout de la dynastie ou ne s'en occuperait que pour gémir sur les embarras que son chef occasionnait. « La situation de l'Empereur, disait Palikao à Wimpffen, est des plus fausses. Ce prince a quitté l'armée de Bazaine pour rejoindre celle de Mac-Mahon, mais à quel titre s'y trouve-t-il? Ne voulant pas revenir à Paris, où l'Impératrice exerce la régence et ne veut pas qu'il rentre, peut-il se borner à rester l'hôte incommode du maréchal de Mac-Mahon, sans faire sentir son influence, ne fût-ce que dans les conseils[2]? »

1. Déposition devant la Commission d'enquête.

2. Palikao, dans son livre sur le ministère de 24 jours, dit, au sujet de cette conversation : « M. le général de Wimpffen a rapporté une conversation que nous aurions eue, et dans laquelle il me prête ces paroles : « Le plus grand embarras « est aujourd'hui causé par l'Empereur dont la situation est « des plus fausses. » Cette assertion est complètement en désaccord avec la lettre que m'écrit le général en m'envoyant son rapport sur la bataille de Sedan. Voici comment cette

## II

Certains ministres, Jérome David et Brame notamment, ne se contentaient pas de gémir entre eux sur les embarras que l'Empereur leur occasionnait, ils le déconsidéraient publiquement, sans s'en rendre compte, je veux le croire. Ils répétaient dans les couloirs, et quelquefois à la tribune, « qu'ils n'avaient rien trouvé de prêt, qu'ils avaient tout à faire [1] ».

Il n'est pas vrai, on le sait, que le ministère Palikao ait tout laissé à faire aux hommes du 4 septembre, ni le ministère du 2 janvier tout à faire au ministère Palikao. Je l'ai démontré par des faits concluants, et nos accusateurs eux-mêmes ont été contraints de le confesser [2]. Dès son installation, Palikao disait : « L'armement de notre armée active est complet, par conséquent

lettre débute : « Mon général, je puis dire : je suis venu, « j'ai vu et j'ai été convaincu. En vérité, nous connaissions « bien peu l'état de l'armée du maréchal de Mac-Mahon *et le « grave inconvénient d'y avoir un souverain*, moi pour tenir à « m'y rendre, et vous pour m'y envoyer. » — Je ne trouve aucune contradiction entre le propos de Palikao et la lettre de Wimpffen. La conversation présume ce que la lettre confirme, voilà tout. Les choses d'ailleurs disaient ce que Wimpffen mit dans la bouche de Palikao.

1. Brame, 14 août et 23 août.

2. Les hommes du 4 septembre, pour se grandir, ont depuis adressé le même reproche à nos successeurs « de leur avoir laissé tout à faire », les punissant ainsi d'avoir décrié sans justice leurs prédécesseurs. Jules Favre, t. I, p. 52 : « Tout était à faire. »

nous n'avons rien à craindre. » Les membres de la commission pour la garde nationale, Emmanuel Arago et Paul Bethmont, reconnurent que le général s'était montré plein de confiance et d'enthousiasme; aurait-il témoigné cette confiance et cet enthousiasme s'il n'avait rien trouvé, s'il avait été obligé de tout faire? Même constatation relativement à la défense de Paris : « L'honorable député (Jules Simon) désire que j'ajoute une nouvelle communication relative à la quantité de pièces destinée à la défense. Eh bien, je réponds qu'elle est complète et plus que complète. » (13 août.) Une note du *Journal officiel* (14 août) était plus explicite : « Tout l'armement de Paris est dans Paris même. Plus de six cents bouches à feu sont déjà sur les remparts des forts qui seraient les premiers menacés. » Quelques jours après, Palikao reconnut qu'il avait trouvé une réserve constituée pour la défense de Paris, de mille fusils à piston, de fusils rayés (27 août). Duvernois fut contraint de rendre hommage à l'activité que Louvet avait mise à approvisionner Paris (17 août). Jérôme David, ayant dit dans sa déposition lors de l'enquête parlementaire, cette révoltante contre-vérité : « Depuis le jour de la déclaration de guerre, c'est-à-dire depuis le 18 juillet jusqu'au 7 août, les forts de Paris n'avaient pas appelé l'attention du pouvoir exécutif », l'un des membres de la Commission, très hostile à l'Empire et ami de Thiers, l'interrompit pour lui dire : « Voulez-vous me permettre de rectifier par des faits ce que je crois être une erreur d'une certaine

importance en ce qui concerne la défense de Paris? Il avait été pris des mesures avant votre arrivée au pouvoir. Ainsi le commandant du génie à Paris était nommé; il se trouvait à son poste et avait déjà commencé les travaux. A part les redoutes extérieures[1], les travaux étaient commencés partout. » En ce qui concerne les armées, Palikao a attesté dans l'enquête parlementaire[2] « que les corps de Mac-Mahon étaient parfaitement équipés et armés, ayant tout ce dont ils avaient besoin, des vivres plus qu'il n'en fallait, puisqu'au camp de Châlons on en a brûlé, et que le matériel de campagne était complet ». Tout n'était donc pas à faire, lorsqu'il a pris possession du ministère.

Comme il est d'usage, les rectifications ne furent pas relevées et les accusations ne cessèrent d'être reproduites. Leur effet n'était pas d'atteindre des ministres dont personne ne s'occupait plus depuis qu'ils avaient disparu de la scène, mais d'accroître la déconsidération de l'Empereur sur laquelle les révolutionnaires comptaient pour séparer sa cause de celle de la France. Nul n'ignorait que le véritable auteur de l'organisation de l'armée, le véritable coupable de sa soi-disant désorganisation, ce n'étaient pas les ministres transitoires, mais l'Empereur maître absolu de la chose militaire, depuis 1851, et resté

1. Pour lesquelles il fallait des expropriations par jugements.
2. 20 juillet 1871.

tel, d'après une exigence acceptée de notre part, même après la réforme libérale.

Les ministres firent plus que ne pas défendre l'Empereur ou l'accuser indirectement : ils le supprimèrent de la vie officielle. Le ministre de l'intérieur avait enjoint aux préfets de ne se rendre à la messe du 15 août qu'en habit privé, non en costume officiel : le rédacteur du bulletin officiel, Imbert de Saint-Amand, ayant reproduit des correspondances étrangères qui racontaient cette fête du souverain et les toasts qui y avaient été portés, on le manda au ministère pour lui notifier qu'en ce moment il ne convenait pas de parler de l'Empereur.

## III

Le *Journal officiel* du 18 août contenait le décret de l'Empereur, contresigné par Palikao, nommant Trochu gouverneur de Paris et des forces chargées de défendre la capitale en état de siège. En même temps on affichait sur les murs la proclamation du général aux habitants de Paris. Cette proclamation ferme et concise sortait de la banalité ordinaire des documents de ce genre, par deux traits caractéristiques : elle ne mentionnait pas le nom de l'Empereur et paraissait oublier qu'il y eût en France un régime légal qu'on nommait l'Empire. Elle aurait pu être publiée sans y changer un mot sous un gouvernement orléaniste ou républicain. Le général s'annonçait

comme un serviteur du pays et non de l'Empire. Elle se terminait par une phrase incohérente où étaient recommandées à la fois l'action par l'autorité morale et l'application de la loi du lynch américain, la justice par ses propres mains : « Je fais appel à tous les hommes de tous les partis, n'appartenant moi-même, on le sait dans l'armée, à aucun parti qu'à celui du pays. Je fais appel à leur dévouement. Je leur demande de contenir par l'autorité morale les ardents qui ne sauraient pas se contenir eux-mêmes et de faire justice de leurs propres mains de ces hommes qui ne sont d'aucun parti, et qui n'aperçoivent dans les malheurs publics que l'occasion de satisfaire des appétits détestables. »

Les ministres, sauf Palikao, très surpris de la nomination de Trochu qu'ils apprirent en ouvrant le *Journal officiel*, se plaignirent fort qu'un acte aussi grave eût été consommé sans qu'on les eût préalablement consultés. De la part d'une Régence et d'un chef de cabinet qui se piquaient de parlementarisme, le procédé, en effet, ne manquait pas d'impertinence[1]. La proclamation affichée irritait surtout les parlementaires, ils se la passaient de main en main en la commentant. Trochu mit fin à cette petite agitation en renouvelant les déclarations qu'il avait faites la nuit précédente à l'Impératrice. Il était difficile de lui reprocher une proclamation qu'il avait soumise à l'appro-

1. Jérôme David : « Il y avait dans le sein du Conseil un parti parlementaire très fort à la tête duquel était le comte de Palikao. » (Déposition.)

bation de la souveraine et qui avait été affichée par les soins du ministre de l'Intérieur : on le laissa donc parler sans le contredire et on lui accorda courtoisement le traitement qu'il réclama, en invoquant des charges de famille et une paternité adoptive des fils de son frère.

L'opinion publique s'alarma plus fort et de la nomination elle-même et de la proclamation. Dans la nomination, on voyait le renoncement à l'espoir d'arrêter les Prussiens dans leur marche sur Paris ; dans la proclamation on était froissé de l'appel à l'autorité morale qui promettait implicitement l'impunité. La menace du lynch effraya surtout : fallait-il donc admettre que dans aucun cas les citoyens se fissent justice eux-mêmes? la justice prompte et sûre des tribunaux militaires ne suffisait-elle pas à toutes les répressions légitimes?

Palikao s'efforça d'apaiser les alarmes par ses déclarations à la Chambre : « Messieurs les députés, permettez-moi de vous donner quelques explications sur un fait auquel on a attribué une gravité qu'il n'avait réellement pas, et qui n'a rien que de très simple et de très naturel dans l'état des choses : il s'agit de la nomination de M. le général Trochu au commandement supérieur de Paris. (*Écoutez, écoutez.*) Depuis le peu de jours que nous sommes au pouvoir, nous avons fait tous les efforts possibles pour mettre Paris en état de défense, non pas, Messieurs, que nous craignions l'apparition immédiate de l'ennemi — non, nous n'en sommes pas là —

comme un serviteur du pays et non de l'Empire. Elle se terminait par une phrase incohérente où étaient recommandées à la fois l'action par l'autorité morale et l'application de la loi du lynch américain, la justice par ses propres mains : « Je fais appel à tous les hommes de tous les partis, n'appartenant moi-même, on le sait dans l'armée, à aucun parti qu'à celui du pays. Je fais appel à leur dévouement. Je leur demande de contenir par l'autorité morale les ardents qui ne sauraient pas se contenir eux-mêmes et de faire justice de leurs propres mains de ces hommes qui ne sont d'aucun parti, et qui n'aperçoivent dans les malheurs publics que l'occasion de satisfaire des appétits détestables. »

Les ministres, sauf Palikao, très surpris de la nomination de Trochu qu'ils apprirent en ouvrant le *Journal officiel*, se plaignirent fort qu'un acte aussi grave eût été consommé sans qu'on les eût préalablement consultés. De la part d'une Régence et d'un chef de cabinet qui se piquaient de parlementarisme, le procédé, en effet, ne manquait pas d'impertinence[1]. La proclamation affichée irritait surtout les parlementaires, ils se la passaient de main en main en la commentant. Trochu mit fin à cette petite agitation en renouvelant les déclarations qu'il avait faites la nuit précédente à l'Impératrice. Il était difficile de lui reprocher une proclamation qu'il avait soumise à l'appro-

1. Jérôme David : « Il y avait dans le sein du Conseil un parti parlementaire très fort à la tête duquel était le comte de Palikao. » (Déposition.)

et n'agit que dans l'intérêt de la nation, jamais dans le sien propre; qui se soumet à tous les contrôles qu'il plaît à la nation de lui appliquer; qui les tient pour sa sauvegarde, qui est loyal, juste, ardent pour le bien public, professeur d'honnêteté publique, et seul en possession de cette force morale dont j'ai défini la puissance. L'idée de maintenir l'ordre, par la force des baïonnettes et du sabre, dans Paris livré aux plus légitimes angoisses et aux malheurs qui en sont les suites, me remplit d'horreur et de dégoût. L'idée d'y maintenir l'ordre par l'ascendant du patriotisme s'exprimant librement, de l'honneur et du sentiment des périls évidents du pays, me remplit d'espérance et de sérénité. Mais le problème est ardu; je ne puis le résoudre seul; je puis le résoudre avec l'appui de tous ceux qui ont les croyances et la foi que j'exprime ici. C'est ce que j'ai appelé le concours moral. Mais il peut arriver un moment où Paris, menacé sur toute l'étendue de son périmètre et aux prises avec les épreuves d'un siège, sera pour ainsi dire livré à la classe spéciale de gredins « qui n'aperçoivent dans les malheurs publics que l'occasion de satisfaire leurs appétits détestables ». Ceux-là, on le sait, errent dans la ville effarée, criant : « On nous trahit ! » pénètrent dans la maison et la pillent. Ceux-là, j'ai voulu recommander aux honnêtes gens de leur mettre la main au collet, en l'absence de la force publique qui sera aux remparts — et voilà tout. »

Cette lettre était absolument contraire aux

devoirs d'un chef militaire subordonné. C'était la lettre d'un chef de gouvernement, critiquant ses devanciers et proposant son propre programme; c'était une diatribe contre l'Empire, une sorte de déchéance morale prononcée contre le régime: il était évident que si un chef militaire pouvait impunément se permettre un tel langage, il devenait implicitement le maître et le chef de la nation.

Le seul esprit perspicace et audacieux du ministère, Clément Duvernois, proposa de répondre à ce pronunciamiento moral par une révocation immédiate. Indépendamment, d'ailleurs, de son manifeste, la nomination de Trochu, comme gouverneur de Paris, était la conséquence du retour de l'armée et de l'Empereur, et, puisque ce retour ne s'opérait pas, elle devait être rapportée. Il y avait déjà à l'armée un Empereur et un maréchal, était-il sage de constituer à Paris, côte à côte, l'autorité rivale de deux généraux? N'y avait-il pas déjà assez d'anarchie, de trouble, de confusion, pour qu'on ajoutât ce nouvel élément à tant d'éléments perturbateurs?

Les ministres n'avaient d'autre règle de conduite que de ne pas déplaire aux révolutionnaires de la Chambre et de la rue. Pour leur complaire, ils envoyaient Mac-Mahon au précipice; pourquoi leur auraient-ils refusé Trochu, en qui la révolution plaçait son espérance militaire? Ils repoussèrent le projet de Duvernois et se limitèrent à demander des explications. Trochu n'en fut point avare. Il battit l'estrade et commença

une de ses longues harangues habituelles : « Est-ce que vous croyez que, lorsque l'armée française, luttant contre l'ennemi, vient d'être battue à ce point qu'il n'en reste que des débris, les troupes sans cohésion, qui sont elles-mêmes pénétrées du désastre de nos armes, vont livrer bataille à la population de Paris? Mais vous êtes, comme gouvernement, à la merci d'une nouvelle défaite à la frontière, et la guerre civile dans Paris pour vous maintenir en de telles circonstances est impossible. Oui, vous êtes désormais à la merci d'un nouveau désastre militaire : espérons qu'il ne viendra pas, mais s'il vient, ne comptez que sur l'autorité morale que vous aurez su acquérir, pour contenir la population. Par des efforts qui lui montrent à quel point vous êtes résolus à remplir vos devoirs patriotiques, prenez de l'autorité morale. Avec elle vous pouvez espérer de vous sauver. Pour moi momentanément, j'en ai un peu, je vous l'offre. » Alors un des membres du Conseil lui dit : « Mon général, il faut évidemment se servir de la force morale, mais enfin quand elle ne suffit pas, il faut que la force armée intervienne. » Trochu répondit qu'on ne devait pas douter qu'il ne pût remplir à l'occasion son devoir de soldat et qu'il réprimerait l'émeute. Quoique n'ajoutant pas foi à ces assurances, les ministres s'en contentèrent et lui conservèrent son commandement. Ils firent plus : ils l'introduisirent au Conseil de défense et donnèrent ainsi un nouveau coup à l'esprit de hiérarchie et de respect. Le président de ce conseil était le maré-

chal Vaillant; son grade, son expérience, sa capacité, son âge le désignaient à cet honneur; on lui fit donner sa démission, et Trochu fut investi de la présidence à sa place. (19 août.)

Une autre proclamation de Trochu amena un nouvel orage : c'est celle qu'il adressa aux mobiles de la Seine qu'il avait ramenés avec lui et qui paraissaient l'objet de ses prédilections : « Gardes nationaux mobiles de Paris, j'ai demandé votre appel immédiat à Paris parce que c'était votre *droit*, parce que votre devoir est là, parce que j'ai en vous la confiance la plus entière... » (23 août.) Palikao fut à juste titre indigné de ce langage. Il déclara à Trochu qu'il était incroyable que lui, gouverneur d'une place à la veille d'être assiégée, eût méconnu les règles militaires jusqu'à dire à des soldats de vingt ans : « Votre droit est d'être à Paris et de défendre Paris. » Leur seul droit était de se rendre où on les envoyait et d'y faire leur devoir. Il conclut en se levant : « Vous avez commis en faisant cette proclamation un acte de la plus grande indiscipline; vous auriez dû la soumettre au ministre de la guerre; puisque vous n'avez pas cru devoir respecter mon autorité, je dépose mon portefeuille sur cette table et je cesse d'être ministre. »

L'Impératrice, les ministres s'émurent et prièrent Palikao de reprendre sa démission — « Je ne le ferai, répondit-il, que lorsque le général Trochu aura reconnu l'autorité du ministre. » Trochu affirma qu'il n'avait jamais songé à la méconnaître, et, comme toute énergie était

impossible au cabinet, convaincu qu'en renversant Trochu on s'exposait à susciter dans Paris une commotion profonde[1], Palikao reprit sa démission, l'incident s'apaisa, et Trochu resta finalement en possession incontestée d'un pouvoir anormal, exceptionnel, en dehors des règles, d'autant plus immense qu'il était indéfini. Un second gouvernement s'installa paisiblement, d'abord en face de celui de la Régence, puis insensiblement contre elle.

## IV

A sa manière, Trochu s'occupa aussi de la France sans souci de la dynastie. Dans la matinée il visitait les fortifications, examinait les positions, se rendait compte de l'état des magasins d'approvisionnements et pressait les travaux de défense auxquels présidaient avec intelligence et dévouement les généraux Chabaud-Latour, Guiod et l'amiral La Roncière Le Noury. L'après-midi il tenait cour plénière, recevait comme un chef de gouvernement, écoutait un peu, pérorait énormément. Le soir il se rendait au Comité de défense, communiquait ses observations du matin et pérorait encore. Malheureusement ces harangues de l'après-midi et du soir étaient toutes sur le mode lugubre, à ce point qu'une fois un des membres du conseil, le général d'ar-

1. Jérôme David, déposition.

tillerie Billaud, se leva et, croisant les bras sur sa poitrine, lui dit : « Mon général, tenez, il faut que je vous dise ce que j'ai sur le cœur. Quand je viens ici, je suis un brave soldat : je ne suis plus jeune, mais je suis confiant dans les éléments de résistance qu'une nation comme la nôtre peut offrir à l'ennemi ; si je vois une difficulté je cherche à la surmonter ; si je rencontre une objection, je cherche à la résoudre. Mais quand je vous ai écouté pendant un quart d'heure, il faut bien le dire, je ne vaux plus rien. La vérité est que vous êtes président non d'un Comité de défense, mais d'un Comité de défaillance[1]. »

Trochu ne se contentait pas de ne pas s'occuper de la dynastie ; il entrait complaisamment en rapports avec ses ennemis déclarés. Emmanuel Arago avait été reçu par lui dès la matinée de son installation au Louvre ; les autres, Picard, Gambetta, etc., étaient venus successivement. Palikao, qui le flairait et qui n'osait le révoquer, eut la velléité de lui créer un rival. Il tâta Wimpffen, qu'il allait envoyer à la place de Failly, et lui proposa de renoncer au commandement du 5e corps pour prendre celui du 14e corps en formation à Paris : « Il est possible, lui avait-il dit, que le général Trochu cherche trop à grandir sa personnalité et qu'il agisse au détriment de l'ordre établi ; il est possible qu'il devienne un homme embarrassant ; dans ce cas, votre valeur nous permettrait de vous confier

1. Dépositions de Rouher et de Jérôme David.

sa place. » Wimpffen se récria et déclara qu'il n'entendait pas se mettre en opposition avec un compagnon d'armes, qu'il était résolu à ne prendre parti ni pour ni contre lui et qu'il préférait se rendre à l'armée, où il porterait la hardiesse qu'on voulait bien lui reconnaître[1].

Cette velléité n'eut pas de suite. Le ministère, n'espérant plus se servir de Trochu et n'osant pas le briser, prit le parti de ne plus s'en occuper. On cessa de l'appeler au conseil où il entravait les délibérations par ses interminables harangues, on le laissa se remuer à sa guise et s'occuper en liberté à préparer son avènement. Pietri seul lui communiquait les rapports de police, et allait s'entretenir avec lui dans le vain espoir de pénétrer ses desseins. Palikao ne lui transmettait ni instructions, ni ordres, ni renseignements ; il fit juger et ordonna de fusiller un Prussien arrêté comme espion du côté de Gien, sans que le gouverneur de Paris, chef responsable de la justice militaire dans l'état de siège,

1. Le général Palikao dit au sujet de cette conversation dans son livre (page 122) : « Le général parle du projet de le conserver à Paris; je n'en ai nulle souvenance. » Et après avoir donné une ou deux raisons sans valeur. il ajoute : « Que j'aie exprimé au général de Wimpffen mon regret de ne pas le voir gouverneur de Paris, cela est possible et pouvait entrer dans mes idées, dans les derniers jours qui ont précédé la catastrophe du 4 septembre, mais rien de plus! » On est bien embarrassé quand on a à opter entre les affirmations d'un Wimpffen et celles d'un Palikao, mais Palikao ne doit jamais être cru lorsqu'il est contredit par quelqu'un, et le récit de Wimpffen est conforme à la vraisemblance des faits.

en fût informé. Il lui laissa ignorer les mouvements de l'armée prussienne et, à ses reproches, répondit qu'il n'avait pas qualité pour être associé aux secrets du gouvernement.

Constamment le ministre de la guerre, par l'intermédiaire du commandant de place, le général Soumain, ordonnait la rentrée et la sortie des troupes de Paris sans en prévenir le gouverneur général, et lorsque celui-ci s'en plaignait, Palikao lui répondait que son titre ne lui assurait que le mouvement des troupes réunies à Paris, mais qu'elles n'étaient pas sa propriété exclusive, et que, par là, ne se trouvait pas supprimé le droit supérieur du ministre de la guerre d'en disposer en dehors de Paris selon que les nécessités de la guerre le commandaient. Trochu, se sentant suspecté, écarté, s'irritait dans son orgueil. Il cessa presque toute communication officielle avec son ministre, et glissa peu à peu à accepter les caresses et les avances de la gauche et du centre gauche unis dans la même œuvre subversive.

Ses amis de la droite, instruits de ses colloques par les conversations des couloirs, s'en alarmèrent, et le digne Kolb-Bernard pria Plichon, auquel le général témoignait de l'amitié et de la confiance, d'essayer de l'arrêter sur la pente. Plichon se rendit au Louvre, attendit dans l'antichambre six grands quarts d'heure, et, pendant cette attente, vit passer devant lui Gambetta, qui fut reçu immédiatement. On l'introduisit enfin. Il dit à Trochu le péril moral auquel il le sentait

exposé et le supplia de s'y soustraire. « Vous n'avez pas besoin de me répondre, ajouta-t-il en s'en allant, je vous ai prévenu ; à vous d'y penser. »

Le résultat des réflexions du général fut qu'il continua à convertir son cabinet en salle d'audience politique. Jules Favre, Jules Ferry, Picard et quelques républicains de Paris y vinrent ensemble ouvertement le 21 août. Il les harangua, selon son habitude. Le discours, cette fois, à cause de la qualité de ses auditeurs, dura deux heures. Jules Favre, maître de l'art, put admirer à son aise cette parole facile, élégante, colorée, tour à tour simple et incisive, quelquefois prodigue d'images, toujours abondante. Le fond n'était pas plus encourageant que celui des discours tenus au Comité de défense : quoique le soldat français fût supérieur au soldat allemand, l'armée elle-même était inférieure à cause de la défectuosité de son instruction, du relâchement de la discipline, de l'absence de respect et de confiance en ses chefs ; la défense de Paris ne pouvait être qu'une héroïque folie. Jules Favre et ses amis ne se troublèrent pas de ces expansions pessimistes ; ils les mirent sur le compte d'un esprit justement alarmé par la grandeur d'une tâche sans précédent, et ne voulurent garder de cette conférence que le souvenir des qualités éminentes et du « caractère chevaleresque » qui venaient de se révéler à eux. Trochu leur témoigna, en les congédiant, une affectueuse cordialité[1].

1. *Jules Favre*, tome I, page 49.

## V

Se croyant déjà chef de l'État, autorisé à recevoir quiconque se présentait à lui, Trochu correspondait sur les choses militaires avec le prince Napoléon, sans en informer son chef. Le Prince lui envoya de Florence (22 août) la note suivante : « Je suis envoyé ici par l'Empereur et le maréchal Mac-Mahon pour décider l'Italie et l'Autriche à faire la guerre. Mon opinion est que l'Italie pourrait donner 50 000 hommes dans huit jours, portés à 100 000 dans quinze jours et à 150 000 dans un mois. Je suis sans nouvelles précises et je m'adresse à vous qui avez mon amitié et ma confiance. Dites-moi quelle est notre situation militaire et donnez-moi votre avis sur la direction des soldats italiens si je pouvais les obtenir. Faut-il les diriger par le Mont-Cenis sur Belfort ou par les Alpes sur Munich? Dans ce cas la permission de l'Autriche est nécessaire pour qu'on passe sur son territoire... Réponse urgente; prière de garder le secret sur ma note. »

Trochu répondit : « Nouvelles améliorées, le maréchal Mac-Mahon s'étant remonté et Bazaine s'étant ravitaillé ; mais grande incertitude au sujet des combinaisons et opérations, on les tient secrètes, s'il y en a. — Il faudrait concentration sur Lyon, et de là, par marche perpendiculaire, menacer le flanc gauche de l'invasion dans la direction de Belfort ou de Langres. Des éclaireurs

ennemis paraissent à Châlons et à Troyes. La défense de Paris marche bien. Respectueux dévouement. »

Cependant l'Impératrice, qui aurait dû se féliciter de la conviction avec laquelle ses serviteurs, fidèles à ses inspirations, avaient cessé de penser au salut de la dynastie, s'alarmait de la défection générale qu'elle sentait autour d'elle. Elle appela Trochu et lui demanda anxieusement s'il la défendrait, et si, en cas d'émeute, il protégerait le Corps législatif et les Tuileries. Trochu aurait pu lui répondre : Madame, vous déclarez sans cesse « qu'une de vos plus grandes préoccupations est d'éviter à tout prix une collision sanglante à l'intérieur; l'idée d'une guerre civile, pendant que nos armées versent le sang français, vous est un sujet d'horreur[1], et vous avez démontré la sincérité de vos sentiments en graciant Eudes et Brideaux, les assassins des pompiers de la Villette[2]. Comment voulez-vous que je

1. Déposition de Piétri dans l'enquête parlementaire sur le 4 septembre.

2. Récit de Dugué de la Fauconnerie : « Quoiqu'il fût alors plus de minuit, la régente, qui venait de présider le Conseil des ministres, voulut bien me recevoir. Mon discours ne fut pas long : Madame, dis-je à l'Impératrice, deux jeunes gens, presque des enfants, viennent d'être condamnés à mort par le conseil de guerre, et c'est assurément justice. Mais il ne faut pas que l'Impératrice, si grand que soit le crime, permette, quand elle peut l'empêcher, que le sang coule à Paris, alors que tant de braves gens vont verser le leur pour la France. Le père d'un des condamnés m'attend en bas. Je supplie Votre Majesté de me permettre de lui porter un mot de consolation. » La réponse ne se fit pas

défende les Tuileries contre une émeute, sans répandre du sang et sans vous devenir un sujet d'horreur[1] ? »

Mais qui a la force de jouer avec les inconséquences d'une malheureuse femme, en d'aussi effroyables conjonctures? Trochu, se laissant émouvoir, se montra bon prince, et mettant dans ses paroles une conviction passionnée, il répondit qu'il se ferait tuer pour défendre le Corps législatif, les Tuileries et l'Impératrice. Et pour rassurer pleinement les inquiétudes de l'infortunée souveraine, il ajouta d'un ton dramatique : « Souvenez-vous que je suis Breton, catholique et soldat[2]. »

attendre : « Allez! » me dit l'Impératrice, et elle ajouta en me tendant la main : « Allez tout de suite! »

1. Chevreau. Déposition : « L'Impératrice nous répétait chaque jour qu'il ne coulait que trop de sang français sur les champs de bataille, qu'elle ne voulait pas qu'on en versât une seule goutte dans Paris pour sa défense personnelle. »

2. Lettre de l'Impératrice à la princesse Anna Murat. — Trochu n'a pas osé nier nettement le propos : « *J'en doute*, a-t-il dit (de ces paroles à cause de leur intention prétentieuse), mais il est certain que j'ai fait plusieurs fois de vifs et sincères efforts pour persuader l'Impératrice et son gouvernement de ma sincérité. Dans tous les cas, que j'aie ou n'aie pas dit ces paroles, je déclare qu'elles étaient l'expression de mon sentiment. Oui, avant et pendant cette crise, j'ai servi l'Impératrice, malgré la répulsion qu'elle éprouvait pour moi, avec la loyale fidélité que j'ai mise dans tous les temps, dans mes rapports avec l'Empereur. » *L'Empire et la défense de Paris*, p. 427.

## VI

Aux Tuileries la bataille de Borny avait arrêté un jour le découragement ; la bataille de Rezonville l'avait ramené. Ç'avait été alors la désespérance morne, implacable, sans lueur. L'Impératrice, toujours imposante d'attitude et imperturbable de courage, assistait dans une atonie stoïque à l'effondrement de son pays, de sa dynastie. Elle décidait la princesse Clotilde à envoyer ses enfants à Prangins, et elle-même, n'ayant point la moindre illusion, disait que ce qu'elle désirait par-dessus tout pour son fils, c'était une vie heureuse et sans ambition. Nul ne la quittait sans être ému de son calme héroïque et sans avoir peine à ne pas pleurer. « Elle est admirable, écrivait Mérimée, et me fait l'effet d'une sainte[1]. »

Les ministres proféraient sans conviction des encouragements patriotiques sans autorité. Palikao et Duvernois s'appliquaient avec une activité intelligente à leur tâche spéciale, mais ce qui constitue le gouvernement, la pensée directrice, qui domine les faits et les pousse à un but nettement défini, était éteinte. Palikao s'efforça de lutter contre le pessimisme général. Il avait inauguré un système de contre-vérités auquel il

1. Mérimée. Lettres du 16 août et du 17 septembre 1870, publiées par M. d'Haussonville dans la *Revue des Deux Mondes*, 15 août 1879.

se complut pendant tout son ministère; il publia un bulletin dithyrambique qui grossissait outre mesure, comme Frossard l'avait fait à Spicheren, les forces de l'adversaire et dénaturait la portée de l'action[1]. Mais les dépêches prussiennes, arrivées par Londres et Bruxelles, mettaient en relief que les batailles sous Metz ne nous avaient servi de rien puisque l'armée française avait rétrogradé sous la ville et accepté ainsi elle-même, comme un fait acquis, que la route de Verdun par Mars-la-Tour et Conflans fût fermée[2]. La

1. Le Maréchal commandant en chef au ministre de la guerre : « Quartier général, le 16 août. Ce matin, vers neuf heures, les corps d'armée commandés par le prince Frédéric-Charles ont dirigé une attaque très vive sur la droite de notre position. La division de cavalerie du général Forton et le 2e corps d'armée commandé par le général Frossard ont fait bonne contenance. Les corps échelonnés à droite et à gauche de Rezonville sont venus successivement prendre part à l'action, qui a duré jusqu'à la nuit tombante. L'ennemi avait déployé des forces considérables et a essayé, à plusieurs reprises, des retours offensifs qui ont été vigoureusement repoussés; à la fin de la journée, un nouveau corps d'armée a cherché à déborder notre gauche. Nous avons partout maintenu nos positions et infligé à l'ennemi des pertes considérables. Les nôtres sont sérieuses. Le général Detaille a été blessé. Au plus fort de l'action, un régiment de uhlans a chargé l'état-major du maréchal. Vingt hommes de l'escorte ont été mis hors de combat. Le capitaine qui la commandait a été tué. A huit heures du soir, l'ennemi était refoulé sur toute la ligne. On estime à 120 000 hommes le chiffre des troupes engagées. » Une autre dépêche portait à 150 000 hommes le nombre des ennemis engagés contre nous.

2. Bruxelles le 18 août, soir (Source prussienne.) Berlin, le 18 août, onze heures du matin : « Pont-à-Mousson, le 17 août. Hier à neuf heures du matin, au moment où le maréchal Bazaine était sur le point de se retirer de Metz à

réalité affreuse apparut : Bazaine était obligé d'abandonner ses positions et rejeté sous Metz!

Le 22 août, au matin, le *Journal officiel* publia la note suivante : « Le gouvernement, n'ayant pas reçu de dépêches de l'armée du Rhin depuis deux jours, par suite des interruptions des communications télégraphiques, a lieu de penser que le plan arrêté par le maréchal

Verdun, il a été attaqué et obligé de s'arrêter par la 5e division de Brandebourg, division qui avait participé à la bataille de Sarrebrück. Nos troupes ont fait preuve d'une bravoure héroïque, tenant tête à quatre corps d'armée français (parmi lesquelles la garde) qui se sont battus bravement et qui étaient aussi bien commandés. Ce n'est qu'après un combat de six heures que les nôtres ont reçu des renforts par l'arrivée du Xe corps d'armée. Des deux côtés les pertes sont très considérables. Notre succès est cependant complet. Les Français ont été empêchés dans leur mouvement de retraite et ont été refoulés sur Metz. Ils ont perdu en tout 2000 prisonniers, 2 aigles, 7 pièces d'artillerie. Ils ont violé la convention de Genève en tirant sur les lieux de pansement. »

— Londres, le 18 août, soir. Les journaux anglais publient les télégrammes ci-après de source prussienne : « Pont-à-Mousson, le 17 août, dix heures du soir : Hier, le lieutenant général Alvensleben s'est avancé avec trois corps d'armée à l'ouest de Metz, sur le chemin de retraite de l'ennemi, dans la direction de Verdun. Un combat sanglant a eu lieu entre les divisions des généraux Decaen, Ladmirault, Frossard, Canrobert et la garde impériale, et le Xe corps, successivement appuyé par des parties du VIIIe et du IXe corps sous les ordres du prince Frédéric-Charles. Nonobstant la grande supériorité de l'ennemi, il a été refoulé sur Metz après une chaude lutte qui a duré douze heures. La perte de l'infanterie, de la cavalerie et de l'artillerie, des deux côtés, est très considérable. De notre côté, les généraux von Dœring et von Nédel ont été tués, et les généraux von Dauch et von Greuter ont été blessés. Sa Majesté le Roi a félicité aujourd'hui les troupes sur le champ de bataille, qu'elles ont victorieusement gardé. *Signé* A. D. Von Verdy. »

Bazaine n'a pas encore abouti. La conduite héroïque de nos soldats à différentes reprises, en présence d'un ennemi très supérieur en nombre, permet d'espérer la réussite des opérations ultérieures. Des coureurs ennemis ont paru à Saint-Dizier. »

Ces nouvelles rendirent la Chambre houleuse. Palikao impassible essaya de la calmer : « Messieurs les députés, vous avez pu lire ce matin au *Journal officiel* une Note que le gouvernement y a fait insérer. Cette Note était l'expression de la vérité ce matin ; nous avions pris l'engagement de la dire toujours, nous l'avons dite, quelque émotion qu'elle pût produire. (*Très bien !*) — Des nouvelles sont venues depuis ; j'en ai reçu du maréchal Bazaine, et ces nouvelles sont bonnes. Je ne puis pas vous les faire connaître, vous comprendrez pourquoi. (*Oui ! Oui ! Très bien !*

VOIX A GAUCHE. — *De quelle date sont-elles?*

LE MINISTRE DE LA GUERRE. — Du 19.

LE COMTE DE KÉRATRY. — *Du maréchal Bazaine lui-même?*

LE MINISTRE DE LA GUERRE. — Du maréchal lui-même. Elles montrent chez le maréchal une confiance que je partage, connaissant sa valeur et son énergie. J'ajouterai que l'organisation de la défense de Paris marche avec activité, et que sous peu nous pourrons recevoir quiconque se présentera devant nos murs. » (*Vive approbation.*)

L'Opposition, qui lisait les dépêches prussiennes et les journaux anglais, savait à quoi s'en

tenir. Elle jugea néanmoins qu'elle ne pouvait sans imprudence s'avancer encore dans la voie révolutionnaire. Elle ne voulait rien précipiter. Trop visiblement la résistance du gouvernement était en sens inverse de l'attaque : à mesure que celle-ci s'enhardissait, celle-là fléchissait. L'attaque devait donc être sûre et pondérée ; elle devait attendre l'événement et ne pas risquer de se compromettre en laissant aux violents la tâche de jeter par terre ce qui allait tomber de soi-même. Les révolutionnaires à courte vue, les émigrés surtout, car à ce moment il n'y avait plus d'exilés, étaient fort mécontents de cette politique dilatoire. « Attendons-nous, écrivait Quinet, à toutes les infamies. Je me disposais à partir pour Paris, mais on n'a pas osé réclamer la déchéance. On n'aura, m'écrit-on, ce courage que lorsque tout sera perdu. Ce n'est pas assez de désastres. La gauche et M. Thiers veulent que l'on perde encore une grande bataille. Alors, et alors seulement, ils penseront au remède[1]. »

L'événement a prouvé que c'étaient les prudents qui calculaient le mieux. S'ils avaient obéi aux impatients, le Corps législatif eût été renvoyé et la plupart de ses membres mis sous les verrous. Voyez au contraire où la ruse et la patience les avaient conduits : la guerre désavouée par ceux qui l'avaient exigée et votée ; le seul ministère qui pût diriger les événements renversé ; l'Empereur suspendu comme chef militaire et comme

1. *Lettres de l'exil*, 12 août 1870

chef politique; les affaires aux mains de ministres faibles ou inexpérimentés; le cri du sauve-qui-peut poussé dans la Chambre et au dehors; Thiers, Gambetta, Jules Favre devenus les oracles et les directeurs d'une majorité affolée; les révolutionnaires distribuant des armes à leurs adeptes et guettant la prochaine défaite pour se ruer sur ce qui restait encore debout des institutions; Trochu érigeant sa puissance en face de celle de la Régence.

Sous l'impulsion savante de la gauche, le renversement de l'Empire n'était pas un fait subit et unique; il avait été successif : on avait commencé par renverser le ministère qui avait décidé la guerre, puis on avait suspendu l'Empereur, qui l'avait conduite, de son pouvoir militaire et de son pouvoir gouvernemental. Et par qui avaient été opérées ces démolitions successives? Seuls les ennemis eussent été impuissants à les produire. Elles étaient surtout l'œuvre des candidats officiels, des fidèles de la Régence. Les députés de la Gauche avaient donc mille fois raison d'être patients. Les faits, sans souci des palinodies humaines, se déroulaient avec une logique féroce, et les mêmes mains, qui avaient immolé l'Empereur, allaient immoler l'Empire.

## VII

Comme, à partir du 9 août, la Régente avait supplanté l'Empereur, depuis l'installation de Trochu au Louvre, le gouverneur de Paris avait

pris insensiblement dans l'attente publique la place de la Régente. Le changement se marquait d'heure en heure surtout autour des débats législatifs. Tant que Trochu n'avait point été là, on avait ménagé Palikao qu'on redoutait; on l'avait un peu brusqué lorsqu'on vit avec quelle facilité il avait mordu à l'hameçon des louanges captieuses; on le dédaigna et on le brava lorsque son successeur fut installé au Louvre. On s'enhardit de même vis-à-vis de tout le gouvernement : on ne s'était attaqué d'abord qu'à la personne de l'Empereur; de plus en plus les coups s'adressèrent à l'Empire et à ses institutions. Gambetta, Jules Favre, Kératry, d'une loquacité chaque jour plus agressive, usaient chaque jour avec plus d'impudence des facilités inconstitutionnelles que le ministère leur avait concédées. Toutes les séances étaient consacrées à des demandes indiscrètes de renseignements, à des débats oiseux ou compromettants, à des propositions précipitées que la peur inspirait et qui la répandaient. La distribution des armes aux gardes nationaux, l'armée de la future émeute, était surtout l'objet de constantes interpellations. On faisait planer les suspicions les plus odieuses contre des fonctionnaires dévoués à leurs devoirs civiques; on les accusait de fuir devant l'ennemi, d'être d'une lâcheté insigne, d'organiser une Jacquerie contre les opposants, d'ameuter les populations contre les protestants, qu'ils traitaient en alliés des Prussiens, à cause de la similitude de religion; on représentait les

conseillers d'État, d'une honorabilité au-dessus du soupçon, qui avaient été envoyés dans les départements avec les instructions les plus conciliantes, comme des fauteurs de guerre civile. On les déconsidérait à l'envi.

On ne s'occupait plus du malheureux Empereur qu'on ne redoutait plus et qu'on sentait abandonné même par les siens ; mais on ne ménageait aucun outrage au règne, à la dynastie. On avait pris pour thème que la véritable cause de nos malheurs était dans les institutions que le pays s'était données en 1852 et qu'il venait de confirmer par le plébiscite : « Toujours le gouvernement ! disait Jules Favre, jetons nos béquilles une bonne fois. » (18 août.) En vain le président Schneider essayait-il de réprimer ces excitations à l'illégalité ; en vain quelques députés fidèles tels que Vendre, La Roche-Joubert, d'Aiguevives, Haentjens, l'appuyaient-ils par de virulentes apostrophes, la conjuration parlementaire suivait inflexiblement son cours.

Cependant cette conjuration n'eût pas été meurtrière si elle n'avait été conduite que par des orateurs tels que Jules Favre, Jules Ferry, Gambetta, sans crédit sur la partie moyenne de la nation. Elle devint irrésistible lorsque l'oracle de la bourgeoisie flottante, Thiers, qui en était l'inspirateur occulte, sortant de ses règles, s'y associa ouvertement, et, de la tribune, donna le mot d'ordre de l'agression sans merci contre l'Empire.

Kératry et Glais-Bizoin avaient proposé d'intro-

duire neuf députés dans le Comité de défense, ce que le ministère avait repoussé. Thiers annonce, dans la séance du 22 août, qu'une proposition nouvelle lui paraissait de nature à moins effaroucher le gouvernement : cette proposition c'est de réduire à trois le nombre des députés à adjoindre au Comité de défense. Le cabinet, rejetant cette proposition comme celle de Kératry, concéda à la Commission que lui-même désignerait trois députés pour être adjoints au Comité de défense et il pria Thiers d'être un de ces députés. Celui-ci, malgré de longues insistances, refusa. Puis, les ministres partis, il s'échappe à dire dans la Commission « que, du reste, d'ici huit jours, il arrivera probablement un de ces événements qui font cesser toutes les situations fausses ». Le secrétaire de la Commission, Huet, l'interpelle vivement, lui demandant s'il fallait mettre ces paroles dans le procès-verbal. Thiers se lève, fait une pirouette, et répond : « Mettez ce que vous voudrez. » Huet reprend : « Vous venez de prophétiser une révolution devant l'ennemi, c'est là ce que je mettrai. — Non, répliqua Thiers, je n'ai pas dit cela, j'ai dit ce que j'ai dit, mais pas cela. » Évidemment il n'avait pas dit cela, mais il avait dit l'équivalent.

Il prévoyait le résultat désastreux de la marche de Mac-Mahon vers Bazaine. Convaincu de la déraison de cette stratégie, qui consistait à lancer notre seule armée de secours loin de Paris vers un but irréalisable[1], il jugeait « que sans une

1. Témoignage de Chaper dans son rapport, p. 9.

armée de secours le siège de Paris serait une affreuse famine destinée à finir par une reddition à merci et miséricorde[1] ». Il savait « que ce n'est pas sur la Moselle et sur le Rhin qu'il fallait aller reconquérir l'Alsace et la Lorraine envahies, mais sur la Seine autour de Paris ». Lui seul avait l'autorité suffisante pour se mettre au travers des excitations perfides de Gambetta et de Jules Favre, et si, dans un de ces comités secrets qui se succédèrent presque après chaque séance, il avait donné ses raisons, il eût peut-être conjuré la manœuvre fatale. Il ne prononça pas une parole sur ce qui était l'unique objet de la préoccupation générale. Il attendit les revers prochains pour en finir et ne se crut pas tenu de les prévenir; il garda un silence prévaricateur, et lui, qui parlait à propos du moindre incident de fixation d'ordre du jour, il laissa sans mot dire ses amis de la Gauche et Palikao, qu'il avait accrédité par ses éloges, préparer la ruine de notre dernière armée. Dans certaines circonstances on est responsable de ce qu'on ne dit pas autant que de ce qu'on dit.

Jules Simon était également persuadé de l'insanité du mouvement vers Bazaine. Il se rendait compte « qu'il eût été bien plus sûr d'adopter le plan que l'Empereur préférait, que le prince Napoléon avait conseillé, dont Thiers et Trochu avaient démontré la nécessité, auquel Rouher s'était rallié, que le maréchal Mac-Mahon, avant

1. Déposition devant la Commission d'enquête.

la dépêche de Bazaine regardait comme le seul praticable[1] ». Cependant il garda aussi le silence. Jules Ferry jugeait de même que « la faute qui a amené la catastrophe finale a été de priver Paris de son armée de secours, en envoyant le corps de Mac-Mahon à la recherche d'une jonction impossible avec l'armée qui venait d'être battue[2] » ; néanmoins il se tut comme Thiers et Jules Simon.

## VIII

Quoique l'urgence sur les propositions de Kératry et de Glais-Bizoin eût été votée, Palikao s'opposa à ce nouvel empiétement du pouvoir parlementaire. La Commission, nommée par les bureaux, n'en choisit pas moins Thiers pour son rapporteur, ce qui indiquait combien l'heure de la défection était proche. Thiers accepta, et promit de remettre son rapport le lendemain.

Mais ce n'est point par ce débat sur les propositions que le lendemain fut intéressant, c'est par les explications qui s'échangèrent dans les bureaux sur le plan stratégique.

Les révolutionnaires, à la suite de Gambetta, s'acharnaient à celui de Palikao, que soutenait une pétition déposée en leur nom par Jules Favre. Ils approuvaient qu'on empêchât de revenir à Paris un Empereur qui ne commandait plus son armée; cette idée extravagante qui n'était nulle

1. *Souvenirs du 4 septembre*, tome Ier, page 290.
2. Déposition dans l'enquête.

part, si ce n'est dans le cercle des ministres et de l'Impératrice, les enchantait et leurs clameurs exigeant l'envoi de Mac-Mahon et de l'Empereur au loin étourdissaient la police : être débarrassés à la fois de Mac-Mahon et de l'Empereur, demeurer seuls maîtres de Paris, quelle aubaine ! Lorsque le bruit se répandait que Mac-Mahon se repliait sous Paris, ils étaient consternés et hurlaient que l'honneur ne permettait pas d'abandonner celui qui, à ce moment, était « notre héroïque Bazaine »! Jules Favre se fit l'interprète de ces clameurs dans les bureaux, et prononça une ardente philippique contre l'abandon dans lequel on allait laisser l'héroïque Bazaine et son armée « par préoccupation dynastique ». Un des membres de la majorité, Mathieu de la Corrèze, instruit de l'arrivée de la dépêche de Mac-Mahon, annonçant sa marche vers Bazaine, répondit : « Mais je m'étonne que M. Favre, si bien informé, ignore ce qui se passe à cette heure même. Hier, l'armée se dirigeait de Châlons sur Paris, non dans un intérêt dynastique, mais pour sauver le pays. Hier, on ignorait, depuis les combats du 18, où en était Bazaine. On vient de recevoir de lui, à Reims, un courrier retardé par la difficulté des communications. Il appelle à lui Mac-Mahon, il l'attend de pied ferme, dit-il; et Mac-Mahon et l'Empereur qui, jusque-là, avaient obstinément résisté au ministre de la guerre et au conseil, sont décidés à marcher vers Metz. Le mouvement est vraisemblablement commencé à l'heure où je parle, et M. Jules Favre a satis-

faction[1]. — Eh bien, répliqua Jules Favre, que le gouvernement le dise tout de suite, car c'est une honte de ne pas aller au secours de Bazaine. »

Ainsi le 23 août, Jules Favre, Gambetta, les révolutionnaires, l'Impératrice, qui, poussés par des passions opposées, tendaient au même but, avaient donc obtenu satisfaction : l'armée de Mac-Mahon avait renoncé à couvrir Paris et s'était mise en marche vers Metz. C'était un acte de démence stratégique colossal, je ne saurais assez le répéter.

Lorsque le détestable conseil a produit ses résultats effroyables, Jules Favre a reproché à Palikao de l'avoir écouté! Il a osé écrire : « Le seul plan qui parut raisonnable, en présence d'un ennemi dont on connaissait la hardiesse, consistait, en couvrant Metz, à faire replier nos armées sur la ligne d'opération la plus favorable à la défense de Paris. On pouvait ainsi disposer de deux cent mille hommes, les établir sur un terrain de bataille excellent et leur ménager une retraite sûre, qui avait l'inestimable avantage de fournir à la capitale une armée de secours. Mais en adoptant ce parti, il fallait ou abandonner l'Empereur ou le ramener à Paris dont on redoutait les

1. Lettre de Mathieu du 18 octobre 1872. Un autre député, le comte de Latour, a raconté dans *l'Univers* le même fait : « Qui peut oublier Jules Favre dénonçant avec colère la retraite de Mac-Mahon de Châlons vers Paris et la qualifiant de manœuvre dynastique? » *V. déposition de Rouher dans l'enquête.*

ressentiments. Le ministère Palikao crut sans doute pouvoir sauver la couronne et le pays : en réalité il sacrifia le pays à la couronne[1]. »

## IX

Kératry reprit sa proposition devant la Chambre et la soutint avec une extrême acrimonie. Il recommença le thème ordinaire : « La nation expie vingt et un ans d'abandon entre les mains du pouvoir personnel », et il finit par ce cri révolutionnaire : « Dans ce moment-ci, croyez-moi, la France, compromise par les égarements du pouvoir personnel, veut se sauver par ses propres mains. » (*Vive approbation et applaudissements à gauche.*) Sur quoi Duvernois s'était levé et avait répondu : « L'honorable M. Kératry a examiné la question qui nous occupe avec une MODÉRATION à laquelle je rends hommage. » Avec de tels adversaires devant eux, pourquoi Messieurs de l'opposition se seraient-ils gênés?

Toutefois Palikao perdit patience et parla comme il convient : « Il y a des Prussiens dans la population de Paris, et je puis vous le prouver. C'est donc contre l'ennemi extérieur et contre l'ennemi intérieur que nous dirigeons tous nos efforts, et nous ne cesserons que quand la patrie sera délivrée de l'ennemi extérieur et que nous aurons réduit à l'impuissance l'ennemi intérieur.

1. *Défense nationale*, tome I, page 39.

(*Vive approbation.*) Vous pouvez compter sur une fermeté inébranlable de ma part. J'ai en mains tous les moyens nécessaires contre les désordres qui pourraient se produire et je réponds à la Chambre de la tranquillité de Paris. » (*Bravos et applaudissements.*)

Jules Favre défendit avec âpreté l'argumentation de Kératry. « Je suis de ceux qui pensent que les malheurs de la patrie sont dus exclusivement au système politique auquel elle s'est confiée. Mais si cette opinion peut être combattue, ce que je reconnais, il en est une qui ne rencontrera pas de contradicteurs : c'est que ces malheurs sont dus à une direction fatale, dont personne dans cette enceinte ne voudrait prendre la défense, direction qui peut sans exagération se traduire par l'un ou l'autre mot : ineptie ou trahison ! (*Bruits divers. Laissez parler ! laissez parler !*) Depuis que la Chambre est assemblée, la politique semble avoir subi une déviation singulière ; il n'en est plus question. De telle sorte que la nation française ne sait pas pourquoi elle va mourir. »

De vives et nombreuses agitations, des cris : A l'ordre ! accueillent ces paroles. Plusieurs membres se lèvent et interpellent l'orateur : « Nous armons le pays, s'écrie Chevreau, et vous le désarmez par vos paroles. — Ne découragez pas l'armée ! » ajoute Palikao. Et avec colère : « Un ministre de la guerre français ne peut entendre de telles paroles ». Il se lève, très animé, quitte la salle des séances. Les députés de la gauche se

demandent si le général ne va pas préparer un acte de répression. Bethmont se précipite à sa suite dans la salle des séances : « Est-il vrai que vous alliez faire arrêter Jules Favre? » Le général le rassure : il n'a pas un aussi noir dessein ; son ministère n'est pas un ministère de coups d'État; il prie seulement l'honorable député d'engager Jules Favre à tenir compte de la gravité des circonstances et de modérer son langage.

Révolté de cette déplorable attitude et de ce triste langage de la Gauche, Buffet essaya de ramener à la pudeur des hommes aussi aveuglément livrés à leurs passions antipatriotiques, et, dominant tout le débat de sa forte et éloquente parole, il dit avec une solennité pathétique : « Le gouvernement parlementaire a, dans une grande crise, à faire ses preuves. Il faut qu'il prouve que, pendant la guerre, il est propre à défendre le pays, comme à discuter dans la paix ses intérêts. En présence de l'ennemi, malgré les divisions, malgré les partis qui peuvent exister, qui existent légitimement dans cette Chambre, c'est à nous, partisans de ce régime libéral, de montrer que nous avons un seul désir, une seule passion : l'union de tous les sentiments et de toutes les énergies vers un même but, vers un même résultat : chasser l'étranger. » (24 août.) Une acclamation enthousiaste accueille ces nobles accents, aussi sincères sur les lèvres du loyal orateur qu'ils l'étaient peu sur celles de tant d'autres.

Thiers ne laisse pas l'assemblée sous l'empire de ce sentiment : « Au milieu de l'émotion bien

naturelle que vous avez éprouvée tous, dit-il, la question véritable s'est obscurcie dans vos esprits, et je tiens par quelques brèves explications à la rétablir dans sa vérité. » Il expliqua que, quoique favorable aux propositions, il ne les avait abandonnées que pour éviter une crise ministérielle. Puis, rappelant que Duvernois avait invoqué l'intérêt des institutions, il poursuivit : « Je fais un sacrifice au pays et à la Chambre en ne portant pas la discussion sur ce sujet; mais je supplie qu'on ne fasse pas figurer ici un intérêt de ce genre. Nous savons tous aujourd'hui pourquoi la France combat; elle combat pour son indépendance; elle combat pour sa grandeur, pour sa gloire, pour l'inviolabilité de son sol. Tous, nous le savons, à gauche, au centre, à droite; c'est éclatant comme la lumière, et tous nos cœurs battent à l'unisson quand vous parlez de ces grands, de ces sublimes intérêts de la patrie. Mais, de grâce, ne nous parlez pas des institutions. Vous ne nous refroidirez pas, vous ne diminuerez pas notre zèle pour la défense du pays; mais sans nous refroidir, vous nous frapperez au cœur en nous rappelant ces institutions qui, dans ma conviction à moi, sont la cause principale, plus que les hommes eux-mêmes, des malheurs de la France. » (*Bravos et applaudissements à gauche. Rumeurs au centre et à droite.*)

Professer que les institutions étaient, plus que les hommes eux-mêmes, la cause principale des malheurs de la France, était-ce autre chose qu'inciter à les renverser, appeler directement à la

révolution ? Et que doit-on penser de l'homme qui, après avoir tenu ce langage, n'a pas craint d'affirmer qu'étranger au gouvernement, il n'avait pas été son ennemi ? Ce n'était pas l'avis du Président Bonjean : « Triste séance, écrivait-il. Au fond, c'est toujours la question de déchéance qui se reproduit sous diverses formes. La Gauche ne veut pas, sans doute, le succès des Prussiens, mais elle ne veut pas non plus que la victoire, qui couronnera les immenses efforts que fait la France, tourne au profit de la dynastie napoléonienne qu'elle veut évidemment renverser. »

Un incident qui se produisit peu après donna à cette provocation de Thiers toute sa signification. Malgré l'offre que lui avait faite la Commission, le 23 août, d'entrer dans le Comité de défense de Paris, ses amis reprochaient aux ministres de l'en avoir écarté[1]. Thiers lui-même dit : « Si le gouvernement a besoin du dévouement de n'importe lequel d'entre nous, quelque périlleux que ce dévouement puisse être, il sait bien que nous sommes gens d'honneur et qu'il n'y en a pas un seul d'entre nous qui reculera devant le péril. Quelle que soit la difficulté matérielle ou politique qu'il faille braver, quand le gouvernement nous appellera patriotiquement, nous répondrons patriotiquement aussi. » (*Oui, oui, bravo.*) (26 août.) Le gouvernement n'avait pas laissé tomber cette parole à terre ; dès le lendemain matin (27 août) parut un décret qui

1. Kératry, 24 août 1870.

appelait Thiers au Comité de défense des fortifications en compagnie de trois autres députés, Daru, Dupuy de Lôme, Talhouët.

Le malin était pris au piège. Il comprit qu'il n'avait plus qu'à s'exécuter. Mais à l'ouverture de la séance, il monta à la tribune et il déclara qu'averti par le *Journal officiel* seulement de la nomination qui le concernait, il ne croyait pas pouvoir se charger d'une tâche pareille sans une délégation du Corps législatif. « Nous vous demandons tous d'accepter », dit Thoinnet de la Turmelière. De toutes parts on s'écria : « Oui ! tous ! tous ! c'est le vœu de tout le monde. » — « Je crois devoir constater, dit le président Schneider, que cette manifestation vient de tous les côtés de la Chambre. » Les compères eussent voulu un vote formel qui eût directement attribué au Corps législatif la nomination de Thiers. Schneider fit remarquer qu'une acclamation partie de tous les bancs rendait un vote superflu. L'apparence fut sauvée et Thiers ne parut tenir son mandat que de ses collègues.

Les conspirateurs, mis en train par ce succès, tentèrent de mettre aussi au sommet leur chef militaire, Trochu. Picard demanda « que le recrutement et l'armement de la garde nationale de Paris fussent dans les attributions exclusives du gouverneur de Paris ». Il lui paraissait indispensable « que le général Trochu eût les pouvoirs dont il a besoin pour avoir à sa disposition dans la garde nationale le nombre d'hommes qu'il croira nécessaire à la défense du pays ». Palikao,

piqué au vif dans ses suprématies, se fâcha et le prit de très haut. D'un ton sec il riposta : « La position du général Trochu, d'après tous les règlements, n'est qu'une position militaire et nullement une position administrative. La délivrance des armes se fait par l'administration de la guerre et je n'admettrai jamais qu'un de mes inférieurs, placé sous mes ordres, usurpe les fonctions que je dois remplir. » Nombreuses marques d'approbation. Quoique la Gauche, sentant qu'elle s'était avancée trop tôt, eût essayé de le désarmer en le couvrant de compliments, Palikao, agacé par ce début, se montra encore moins condescendant lorsque Emmanuel Arago lui demanda de sa voix tonitruante : « A quelle distance les armées prussiennes sont-elles de la capitale ? — Si, pendant que je suis ministre de la guerre, répondit-il sèchement, un officier, de quelque grade qu'il soit, commettait l'indiscrétion que l'on me demande de commettre, je le ferais fusiller. » (*Vive approbation et applaudissements.*) Il quitta la Chambre cette fois encore avec un fracas de mauvaise humeur et, dans la salle de conférences, se répandit en lamentations sur les pertes de temps auxquelles le condamnaient « ceux qui se gargarisaient de paroles sonores ».

Les députés irréconciliables, qui ne laissaient pas d'être de temps à autre inquiets des conséquences de leurs agressions, se demandèrent de nouveau si l'heure du coup d'État n'avait pas sonné. Cette fois Thiers interrogea Duvernois ; d'autres s'adressèrent à Brame ; d'autres à Jérôme

David, réputé un foudre de guerre, ne rêvant qu'actes de vigueur. Ce fut à qui se montrerait le plus rassurant. Duvernois donna sa parole d'honneur qu'il ne consentirait jamais à un coup d'État. Brame fut d'une magnanimité impériale : « Je vous ai fait préparer des appartements chez moi, venez-y ; on n'osera pas aller vous prendre chez un ministre. » Jérôme David garantit que le ministère ne songeait pas à un coup d'État, et que « si la moindre disposition dommageable à la liberté de l'un des membres de la Chambre était proposée, il s'y opposerait de toutes ses forces ». Rassurés, les intransigeants continuèrent sans trouble leur agression.

Ce ne fut qu'envers Trochu que Palikao manifesta sa mauvaise humeur : il lui enleva résolument le soin de défendre le gouvernement, l'assemblée et les Tuileries. Quoique les fonctions de gouverneur de Paris n'entrassent pas dans les cadres précis des règlements et eussent quelque chose d'indéfini, on avait paru admettre qu'elles impliquaient la charge de veiller à la sûreté intérieure de la capitale aussi bien qu'à sa défense contre l'ennemi. Palikao, en sa qualité de chef suprême de toutes les forces militaires et de supérieur hiérarchique de Trochu, réduit les attributions du gouverneur de Paris à la défense contre l'ennemi et le décharge formellement du soin de la défense intérieure. Il écrit au général Soumain commandant de la place : « Mon cher général, je sais d'une source certaine qu'une manifestation se prépare pour ce soir dans Paris. *Cette affaire*

*étant entièrement en dehors de la défense de Paris*, veuillez me faire savoir DIRECTEMENT les mesures que vous aurez prises pour assurer la tranquillité publique. Vous *recevrez également mes ordres* DIRECTEMENT pour la répression des désordres, s'il s'en produit. Le général Mellinet sera également prévenu par vous et il sera également à votre disposition avec les dépôts de la garde. »

Trochu était ainsi destitué d'une partie de ce qu'il considérait comme sa fonction. Le procédé était aussi outrageant que celui dont on avait fait usage en congédiant Baraguay d'Hilliers. Il n'y a pas lieu de s'arrêter au prétexte comique, digne d'Escobar, par lequel Palikao essaya d'enlever tout venin à cet acte significatif : « Trochu, a-t-il dit, étant toujours sorti, on ne pouvait s'adresser à lui pour lui donner des ordres. » Il n'aurait eu qu'à lui signifier de venir au ministère chaque jour, Trochu ne serait plus sorti. D'ailleurs, à défaut de Trochu, un chef d'état-major très intelligent, pourvu des pouvoirs nécessaires, était toujours présent pour recevoir les ordres et les exécuter.

## X

Les propositions insensées se succédaient sans interruption. Jules Ferry demanda la liberté du commerce des armes et, à la Commission qui la lui refusait, il répondit : « L'officiel ne sauvera pas la France, la France ne se sauvera que par elle-même. Si on hésite à rendre libre la fabri-

cation des armes de guerre, c'est que l'on craint que ces armes ne tombent entre les mains des ennemis du gouvernement; que l'on dise cela et que l'on sache que, enfin, s'il y a quelque chose qui paralyse la défense nationale, c'est l'intérêt dynastique. » (Dénégations au centre et à droite.) Gambetta, Barthélemy Saint-Hilaire continuèrent à poser une série de pétitions demandant les unes que « comme les autres citoyens valides, les séminaristes, abbés, moines, frères, fussent appelés à défendre le sol de la patrie menacée » ; les autres, protestant contre les opérations des conseils de revision. Glais-Bizoin réclama l'élection de tous les officiers de la garde nationale (29 août); Raspail, au nom des épouses, des mères, des filles, au nom de la justice, au nom de la France, au nom de l'Humanité, proposa l'amnistie générale de tous les délits politiques et délits de presse. (31 août.) Et ces prétextes, comme toujours, ramenaient l'idée fixe : l'armement de la sédition. Jules Favre s'indignait que les honorables citoyens de Belleville ne fussent pas encore armés et qu'on accueillît par des rires et des murmures leurs réclamations patriotiques : un commandant de bataillon leur avait déclaré qu'ils n'auraient pas de fusils! Jules Favre exigeait justice immédiate de l'injure adressée à de tels patriotes. « Ce n'est pas nous qui avons voulu la guerre, s'exclamait Picard. Donnez des armes aux citoyens qui veulent défendre la patrie que vous avez compromise. » « Que le sang français, s'écria Gambetta, retombe sur ceux qui ont refusé d'armer les citoyens! »

« Oui, c'est une trahison ! » ajouta Jules Favre. Kératry proposa de charger le Comité de défense de reviser d'urgence les nominations des officiers de la garde mobile (31 août) : « Beaucoup de ceux qui avaient été nommés manquaient de l'expérience nécessaire pour conduire les hommes au feu ; leur nomination avait été un acte de favoritisme ; laisser continuer ces errements, c'était envoyer les gardes mobiles à la boucherie. »

Dans l'histoire parlementaire il n'y a rien de plus médiocre, de plus décousu, de plus niais, de plus honteux, de plus déshonorant que ces dernières séances du Corps législatif. Un jour, Thiers lui-même, quoiqu'il se ménageât beaucoup, n'y avait plus tenu et avait protesté : « Toutes les propositions qui viennent d'être faites sentent l'agitation ; restons calmes. » (26 août.)

Les ministres répondaient en se morfondant en humilités sentimentales et en parlementarisme à outrance. Ils s'indignaient qu'on pût suspecter des hommes si respectueusement soumis aux volontés du Parlement et qui n'avaient d'autre préoccupation que de mériter sa confiance : ne suffisait-il pas qu'un orateur dénonçât un préfet ou un maire, pour que, sans même l'entendre, *ab irato*, on le destituât[1] ? Ne donnait-on pas des armes à qui les demandait ? Pourquoi, dès lors, des paroles provocatrices et amères ? pourquoi ces perpétuelles questions qui

1. Préfet de Nancy le 23 août. Maire d'Épernay le 29 août.

les détournent de leur premier devoir : le salut de la patrie? — La majorité les applaudissait, sanctionnait toutes leurs propositions, les comblait de votes de confiance, mais en même temps elle écoutait avec patience, parfois avec encouragement, et même avec une complaisance chaque jour plus sensible, les sorties, les extravagances, les violences de la minorité numérique, devenue la majorité morale.

Les ministres essayèrent de se soustraire au supplice d'être perpétuellement sur la sellette en ne paraissant plus à la Chambre et en s'y faisant représenter par le plus incolore d'entre eux, Grandperret, qui, par sa facilité à courber l'échine, défiait les coups. Précaution inutile. On leur faisait transmettre les questions et force était de venir y répondre. Alors ils essayèrent d'adoucir les assaillants en louant leur beau langage et leur modération[1] ; les coups de trique ne devinrent que plus violents. Vainement, toujours, sacrifiaient-ils la France dans la crainte d'être soupçonnés de défendre la dynastie, on ne cessait de leur reprocher d'être uniquement préoccupés des intérêts dynastiques. Vainement, dans l'espérance de n'être pas inquiétés, livraient-ils au parlementarisme les droits primordiaux de tout pouvoir exécutif ; on les accusait de lui témoigner une profonde antipathie. « Beaucoup ne cachaient pas qu'ils verraient avec satisfaction les humiliations qui pourraient être infligées à

1. Jérôme David sur Gambetta.

l'Empire, odieux, disaient-ils, par son origine et par ses allures à la plupart des honnêtes gens. On se sentait ébranlé ; on reprenait courage ; on voulait être armé contre lui en cas de retour[1]. »

Boissier, l'orateur des clubs révolutionnaires, élu capitaine de la garde nationale à la fin de 1870, disait dans sa profession de foi : « Oui, citoyens, je n'hésite pas à le déclarer, mon plus ardent désir était la défaite de l'armée impériale, car son succès eût suspendu, pour longtemps encore, la légitime possession de nos droits. » Humbert, toujours violent, épouvantait le doux M. Turquet par ses théories révolutionnaires. « Il faut encore une défaite, disait Humbert, encore une ! « Et les larmes lui venaient aux yeux pourtant, car il eût préféré la victoire ; seulement, « l'Empire ! voilà quel était l'ennemi » !

1. Ce sont, dans leurs propres termes, les sentiments rendus par le colonel Chaper dans l'enquête parlementaire. Lieutenant-colonel Ernault : « Assez curieux de ma nature comme tous les Parisiens, je voulus me rendre compte de ce qui se passait dans ce café. Je m'y suis rendu plusieurs fois ; là, j'ai vu M. Jules Ferry, qui fut plus tard maire de Paris, M. Charles Ferry et M. Glais-Bizoin. Ce café se compose de deux salles, la première donne sur le boulevard, la seconde est séparée de la première par des ouvertures sans porte : ces messieurs se tenaient dans la seconde salle, et moi dans la première... Ils insultaient, ils vilipendaient le gouvernement en termes si grossiers qu'il me serait impossible de les répéter. Ils parlaient tellement haut qu'on les entendait du boulevard. Tout le monde était impatient de connaître des nouvelles de l'armée. Quand elles étaient bonnes ou passables, c'est triste à dire, cela ne leur faisait pas plaisir. » Enquête sur le 4 septembre, t. 2, p. 353.

Duvernois finit cependant par se révolter d'être ainsi conduit au gibet, ayant au cou une corde qu'à chaque pas on serrait un peu plus fort. Le jeudi qui précéda la catastrophe (1er septembre), trouvant Chevreau dans son cabinet, en compagnie de Piétri, il lui dit négligemment : « Je suis un homme d'aventure, ce qui est parfois utile ; si nous n'arrêtons pas les autres, ils nous arrêteront ; Piétri, si on lui donne les ordres, les exécutera ; qu'en pensez-vous ? » Chevreau pâlit et sortit de son cabinet sans même répondre. Une autre fois Persigny, accompagné de l'ancien préfet de police, Boittelle, se rend chez Chevreau et lui dit : « Trochu trahit ; un jour qu'il viendra aux Tuileries, jetez-le dans un cabinet, faites-le conduire à Vincennes ; le lendemain criez dans les rues : La trahison de Trochu, et renvoyez la Chambre. » Chevreau se récria et se voila la face.

Loin de se prêter à arrêter quoi que ce soit, le ministère accepta d'achever la désorganisation gouvernementale en introduisant la démagogie dans la garde nationale. Jusque là, sous la surveillance vigilante du général d'Autemarre, commandant en chef, on avait, malgré les clameurs de la Gauche, apporté une grande circonspection à inscrire sur les contrôles et à distribuer les armes ; peu à peu on se relâcha et on finit par incorporer et armer, non seulement des volontaires sur la qualité desquels on ne se renseignait pas assez, mais des individus qui, en tout autre temps, eussent été rejetés avec mépris.

On distribua huit mille fusils par jour, et trente mille repris de justice se glissèrent de la sorte dans les rangs. Lorsqu'on eut ainsi lâché la bride, le général d'Autemarre ne voulut pas prendre la responsabilité de l'avilissement de sa troupe; il donna sa démission (29 août). Le général de la Motte-Rouge, troupier aussi brave que simple, accepta de prendre sa succession.

La garde nationale ayant à sa tête un général malléable, les anciens officiers, qui ne se sentent plus soutenus, annoncent qu'ils se rendront au ministère de l'Intérieur en corps pour déclarer que, ne voulant pas paraître moins investis de la confiance publique que leurs collègues élus, ils apportaient leur démission. Chevreau manda le général Trochu et lui démontra les conséquences de cette dernière dislocation, et, comme lui seul était encore investi de quelque autorité et que, d'ailleurs, accepter ou refuser les démissions rentrait dans son office, il le pria de les refuser par la raison qu'on ne donne pas sa démission devant l'ennemi. Trochu le promit. Par conséquent, lorsque les officiers se présentent, Chevreau les lui renvoie, leur annonçant que le général repoussera leurs démissions. Quelle n'est pas sa surprise et celle de ses collègues, d'apprendre le lendemain que les démissions ont été acceptées! Chevreau demande avec vivacité à Trochu les motifs de ce revirement. Celui-ci répond tranquillement que, le matin, il était de son avis, mais que les officiers lui avaient donné de bonnes raisons le soir et qu'il s'y était rangé.

Le lendemain le gouvernement venait docilement (2 septembre) demander à la Chambre d'ordonner les élections d'officiers même dans les bataillons déjà organisés, consacrant ainsi, par une suprême faiblesse, ce que Glais-Bizoin lui avait demandé pour lui infliger une humiliation. « Sans souci du péril national, pour faire la cour à ces républicains de profession dont il allait avoir besoin[1] », le complaisant Dréolle, toujours prêt à rédiger n'importe quel rapport, sauf à le désavouer ensuite, proposa l'adoption et la motiva ainsi : « Les dangers d'une désorganisation ne sont pas à redouter, et c'est une bonne chose de revenir au principe de l'élection et d'en généraliser l'application. » Le résultat de ces élections fut tel que les uns l'avaient espéré et les autres craint : les hommes d'ordre, inconnus à la foule furent écartés et les grades furent attribués aux marchands de vin ou à leurs protégés : parmi les élus on découvrit quelque part un souteneur de filles qu'on dut éliminer[2].

Maintenant les voies sont de tous les côtés ouvertes à la révolution. Son armée est constituée, outillée, commandée par des chefs dignes d'elle. Que la défaite prévue et appelée avec impatience soit annoncée, l'écroulement impérial s'opérera sans obstacles !

1. Déposition du colonel Chaper.
2. *Id.*

## XI

La mine creusée, chargée, bourrée, dès qu'il n'y a plus qu'à y mettre le feu, Thiers s'écarte. Il sait que « le fruit du trouble ne demeure guère à celui qui l'a émis, qu'il bat et brouille l'eau pour d'autres pêcheurs[1] ». Il se prépare à être l'autre pêcheur : il laisse donc ses amis battre et brouiller l'eau et il s'éclipse. Il ne paraît plus aux séances ; il se cache dans le comité de défense dont il comprend alors tous les avantages. Ce comité n'avait aucun pouvoir de décider quoi que ce soit, ni même de donner son avis sur la direction générale de la guerre : son mandat était spécialement limité à la mise en état des fortifications de Paris. Il rendait compte au gouvernement chaque jour de ce qu'il avait fait la veille, et son compte rendu autographié était délivré à chacun des ministres. Les réunions se tenaient dans la soirée, et se prolongeaient jusque vers minuit. Le matin, Thiers allait visiter les fortifications pour s'assurer de ce qui manquait, promenades superflues, car les officiers du génie et de l'artillerie s'acquittaient de ce soin beaucoup mieux que lui, et ils ne se contentaient pas de constater les manques inévitables, ils se hâtaient de les combler. Le soir Thiers venait communiquer au Conseil de défense les obser-

1. Montaigne.

vations qu'il avait recueillies. Parfois une discussion technique s'ensuivait, comme le 27 août, par exemple, où l'emplacement d'une pièce fut débattue avec le maréchal Vaillant. Le plus souvent, l'office spécial du comité épuisé, on s'entretenait des faits généraux de la guerre. Trochu pérorait, Thiers récriminait. Il récriminait avant tout contre Le Bœuf, contre l'insuffisance des préparatifs, contre la déclaration de guerre. Le maréchal Vaillant répliquait vertement : « Quand un peuple est malheureux, disait ce noble vieillard, il lui faut une victime, un bouc émissaire, il a choisi Le Bœuf. Les reproches qu'on lui adresse sont injustes, exagérés. S'il avait fallu attendre que les banquiers et les industriels du Corps législatif eussent voté tous les fonds nécessaires à la mise en parfait état de toutes nos places, à l'approvisionnement complet de tous nos arsenaux, en vue de toutes les éventualités non seulement possibles mais fantaisistes, c'était se condamner à demeurer à tout jamais dans l'état d'humiliation auquel nous avait déjà réduits notre inaction après la bataille de Sadowa. Ce n'était pas possible. Aujourd'hui même que la France est vaincue, je dis que la situation qui nous avait été faite après Sadowa n'était plus tenable ; la France ne pouvait pas l'endurer plus longtemps ; la Prusse du reste désirait la guerre et nous y a provoqués. Ceux qui l'ont déclarée ne méritent aucun reproche. Il la fallait tôt ou tard ; on a cru les circonstances favorables ; on s'est trompé

puisque nous sommes battus, mais après tout la valeur de nos soldats ne s'est pas démentie et notre défaite est encore glorieuse[1]. »

Lorsque la marche de Mac-Mahon vers Bazaine fut connue, Thiers qui n'avait rien dit tant qu'elle n'était qu'en délibération, en fit l'objet des reproches les plus véhéments et des pronostics les plus lugubres. « Les Prussiens, disait-il, ont eu le temps d'envelopper l'armée de Metz ; entre cette armée et Paris il y a un mur d'airain, formé de plus de 300000 hommes, impossible à percer. Le seul résultat qu'on obtiendra, c'est de perdre inutilement nos dernières forces organisées. Vous avez un maréchal bloqué, vous en aurez deux[2]. »

1. Notes du Maréchal Vaillant.

2. Thiers, dans sa déposition, relatant ces considérations dans le Comité de défense, que je trouve confirmées par les notes du maréchal Vaillant, en fait précéder le résumé par ces mots : « A peine entré au Conseil de défense l'expédition de Sedan *devint notre principale affaire*... Ce qui me révoltait dans cette expédition PROJETÉE... » etc. Or, Thiers est entré au Conseil de défense le 27. L'expédition était en exécution depuis le 23, et ce jour-là même, l'ordre était notifié à Mac-Mahon, au Chêne Populeux, qui voulait l'arrêter, de la pousser jusqu'au bout. Le Conseil de défense n'eut donc pas à délibérer le projet : il se trouvait en présence d'un fait accompli. D'ailleurs le Conseil n'avait pas mission de prendre de telles délibérations; il n'avait qu'à s'occuper du complément de la défense matérielle de Paris. Comme l'a dit justement Palikao dans sa déposition, *il y fut question*, comme ailleurs, du mouvement de Mac-Mahon ; on n'en délibéra pas. — Jules Ferry, dans sa déposition, ayant affirmé que le Comité de défense avait délibéré sur la marche de l'armée de Mac-Mahon vers le Nord, le président de la commission Daru l'interrompit : « Le Comité de défense n'a pas été consulté sur cette question par M. le

Chabaud-Latour et surtout Trochu appuyaient ces prophéties de malheur trop fondées. Le maréchal Vaillant défendait Palikao comme il avait défendu Le Bœuf. Les raisons stratégiques sérieuses lui manquant, il en était réduit à l'argument sentimental de la cour : Bazaine devait être secouru à tout prix ; en essayant de le dégager on obéissait à un devoir étroit, à un sentiment patriotique élémentaire. Et c'était tout ce qu'il trouvait à répondre à Trochu, qui, dès le premier instant, et quand tout pouvait encore être sauvé, avait aperçu d'un regard sûr et signalé en un ferme langage les conséquences inévitables de la funeste décision. Si le bon maréchal avait été aussi dialecticien qu'il était honnête homme, il aurait, au contraire, embarrassé Thiers, en lui disant : « Puisque vous considérez la marche de Mac-Mahon comme si fatale, pourquoi ne l'avez-vous pas démontré à vos amis qui l'exigeaient, alors qu'il était temps de l'empêcher? Aujourd'hui, le fait est accompli, sans que vous ayez tenté quoi que ce soit pour le prévenir ; vos récriminations stériles ne servent qu'à nous faire perdre notre temps. » Pressentant cependant ce qu'il ne savait pas dégager dans la discussion, le maréchal rentré chez lui écrivait sur son carnet : « 29 août. M. Thiers est un dissolvant ; rien de plus ; il nous fait perdre notre temps. —

Ministre de la guerre ; il s'est saisi accidentellement de cette question. » Taxile Delord a poussé l'altération du fait plus loin : il a prétendu que le Conseil délibérait devant l'Impératrice qui n'a jamais eu aucun rapport direct avec lui.

2 septembre. Séance du Comité de défense de huit heures à minuit : M. Thiers parle et parle. On se chamaille ; on ne conclut pas ; la politique domine chez M. Thiers tous ses bons instincts. »

Le 3 septembre, on se chamaillait plus que de coutume, quand Jérôme David qui, sans oser le dire, partageait maintenant l'opinion de Thiers sur la stratégie de Palikao, lui saisit la main et lui dit à l'oreille : « Monsieur Thiers, n'insistez pas ; je vous parlerai tout à l'heure. » Thiers s'arrêta aussitôt. La discussion tomba. Dès qu'ils furent dehors, Jérôme David entraînant Thiers lui dit : « L'Empereur est prisonnier ; Mac-Mahon est blessé mortellement ! »

Quelques heures plus tard, mon ami Henri Darcy, homme éminent par le caractère autant que par l'intelligence, descendait le faubourg Saint-Honoré, après avoir lu au Ministère de l'Intérieur, au milieu d'un grand concours de curieux, la dépêche officielle affichée qui annonçait notre affreux désastre. Il croise Jules Favre, Jules Simon, Jules Ferry. A ce moment même un jeune homme chevelu, arrivant lui aussi du ministère, accoste ces messieurs et leur dit la nouvelle. Jules Simon baisse les yeux sur le trottoir en dissimulant un sourire discret, Jules Favre relève vers le ciel sa tête éclairée d'un sourire olympien, Jules Ferry fait un saut en l'air et chante : Cocorico !

Et d'Angleterre Edgar Quinet écrivait : « Nous rentrons en France au bruit joyeux du canon de Sedan qui nous annonce la délivrance ! »

# CHAPITRE X

## LES DERNIÈRES CONVULSIONS

### I

Xerxès est parti pour attaquer la Grèce. Qu'est devenue sa resplendissante armée? Les pères et les épouses comptent les jours en tremblant; est-ce la flèche rapide du Perse qui a vaincu? la lance acérée du Grec est-elle triomphante? Enfin un courrier apparaît : « O villes qui couvrez toute la terre d'Asie, ô Perses! ô vaste palais, séjour de l'opulence! Comme un seul coup a flétri tant de prospérités! La fleur des Perses est tombée, elle a péri. O douleur! ô triste sort d'être chargé d'apporter le fatal message! Pourtant il faut parler, il faut, ô Perses, vous dérouler toute notre infortune. L'armée a péri tout entière; oui, c'en est fait de l'armée. » Alors une immense clameur de désolation, sortie de toutes les poitrines, s'élève vers les dieux : « Hélas! notre armée a péri. Pleurons, gémissons, livrons nos âmes à la douleur, remplissons l'air de lugubres accents de deuil, pleurons!

Élevons nos tristes voix, nos clameurs lamentables! La puissance du roi a péri, la puissance des Perses est détruite... la contrée reine est abattue sur ses genoux. Nos malheurs dépassent tous les malheurs. O Perse! pousse un cri de douleur! Poussons des sanglots! des sanglots, des sanglots encore[1]! »

Les plaintes pathétiques du poème antique peuvent seules exprimer la désespérance et la stupeur qui, à l'exception de ceux dont l'espérance était dans l'immensité même de la catastrophe, remplissent nos cités et nos familles à la nouvelle que l'armée de Mac-Mahon avait capitulé et que l'Empereur était prisonnier. On se le dit d'abord vaguement, dans la matinée du 3 septembre sur la foi de l'agence Havas, sans y croire trop cependant, car des dépêches reproduites dans tous les journaux faisaient pressentir un avantage obtenu[2]. A l'ouverture de la séance Palikao monte à la tribune et, n'ayant pas encore

1. Eschyle, *Les Perses*.

2. « D'après des renseignements qui nous sont parvenus d'une source particulière, mais en laquelle nous avons une entière confiance, de graves événements se seraient accomplis, le 1er septembre, que notre correspondant désigne comme le troisième jour de combat. Le maréchal Mac-Mahon, après avoir été renforcé par le corps du général Vinoy, a livré un combat dans lequel nos armes auraient remporté un succès éclatant. Les Prussiens seraient vaincus, culbutés, et trente canons leur auraient été enlevés. D'un autre côté, Bazaine est sorti de son quartier général et, après un rude combat, marche vers... Enfin, si le document que nous recevons est exact, le mot « massacre, appliqué à l'armée allemande ne serait pas une expression exagérée. »

la confirmation officielle du désastre, il ne l'annonce pas, il y prépare : « Des événements graves viennent de se passer. Le maréchal Bazaine, après avoir fait une sortie très vigoureuse, a eu un engagement qui a duré près de huit ou neuf heures; après cet engagement, dans lequel, le roi de Prusse lui-même le reconnaît, les Français ont déployé un grand courage, le maréchal Bazaine a été obligé néanmoins de se retirer sous Metz : ce qui a empêché une jonction qui devait nous donner le plus grand espoir pour la suite de la campagne. (*Mouvement.*) D'autre part, nous recevons des renseignements sur le combat ou plutôt sur la bataille qui vient d'avoir lieu entre Mézières et Sedan. Cette bataille a été pour nous l'occasion de succès et de revers. Nous avons d'abord culbuté une partie de l'armée prussienne en la jetant dans la Meuse, mais ensuite nous avons dû, un peu accablés par le nombre, nous retirer soit sous Mézières, soit dans Sedan, soit même sur le territoire belge, mais en petit nombre. (*Mouvement.*) Il en résulte que la position actuelle ne permet pas d'espérer, d'ici à quelque temps, une jonction entre les forces du maréchal Mac-Mahon et celles du maréchal Bazaine. Néanmoins il y a peut-être des nouvelles un peu plus graves, telles que celles de la blessure du maréchal Mac-Mahon et d'autres qu'on fait circuler, mais je déclare qu'aucune ayant un caractère officiel n'a été reçue par le gouvernement. Vous le voyez, la situation est grave; il ne faut pas se le dissimuler. Aussi nous

sommes-nous décidés à faire un appel aux forces vives de la nation. (*Très bien! Très bien! Bravo! bravo!*) (Ces forces vives étaient la garde nationale mobile et la catégorie des anciens soldats.) Nous mettrons toute l'énergie possible à l'organisation de ces forces et nous ne cesserons nos efforts qu'au moment où nous aurons expulsé de France la race des Prussiens. »

Des applaudissements sinistres, troublés, anxieux, répondent à cette fanfaronnade sans conviction et un indescriptible accablement de terreur, d'incertitude, de douleur, rend d'abord l'assemblée comme immobile et muette. Pour lui donner le temps de se reconnaître et de respirer, Haentjens demande le Comité secret. « Pas de Comité secret, répondent furibondement les députés de la Gauche, qui, nullement atterrés, sont seuls résolus, parce qu'ils savent ce qu'ils veulent et où ils vont; pas de Comité secret, il est temps que la nation et Paris sachent où ils en sont! Pas de Comité secret! on ne délibère pas à l'insu du pays dans de pareilles conjonctures! »

Le débat est clos par un mot de Palikao : « Je ne vois pas pourquoi nous accepterions dans ce moment le Comité secret. » C'est la capitulation qui se poursuit. Aussi la Gauche et le Centre gauche éclatent en vives marques d'approbation. Sur quoi Jules Favre monte à la tribune, pâle, plus solennel, plus gonflé que jamais de venimeuse phraséologie ; d'une voix, d'abord grave, puis âpre, mordante, aiguë comme la pointe

d'un poignard, il frappe sans miséricorde l'ennemi à bas, dont il guettait en vain depuis des années la chute inespérée. Après le refrain patriotique obligé, il célèbre Bazaine et Mac-Mahon : l'un a accompli des prodiges de valeur ; l'autre n'a pas été moins brave; s'il a échoué, c'est que la liberté du commandement lui a manqué. — « Non ! non ! » riposte avec force Palikao, qui savait trop bien combien l'Empereur était étranger à sa stratégie.

Jules Favre ne se déconcerte pas : « Il n'est douteux pour personne qu'on lui a demandé des forces pour protéger l'Empereur (*Exclamations et réclamations*) ; il les a refusées et alors le Conseil des ministres a cru devoir prendre ces forces sur celles qui étaient destinées à défendre Paris. Voilà ce qui existait, et il ne faut pas qu'un pareil état de choses continue. (*Rumeurs au centre et à droite.*) Où est l'Empereur? Communique-t-il avec ses ministres? leur donne-t-il des ordres? — Non, répond Palikao avec une netteté d'accent qui produit une émotion profonde. — S'il en est ainsi, riposte Jules Favre en déployant toute la puissance de sa voix, de fait, le gouvernement a cessé d'exister. » Schneider proteste. La Droite et le Centre s'exclament ; Jules Favre maintient et répète son assertion, dont la vérité n'est pas contestable.

Après avoir constaté l'inexistence du gouvernement, l'orateur, redoublant d'audace et ne s'enveloppant plus d'aucun voile oratoire, affirme que le pays ne doit plus compter que sur lui-

même et non sur ceux qui l'ont perdu : « Ce qu'il faut en ce moment, ce qui est sage, ce qui est indispensable, c'est que tous les partis s'effacent devant un nom représentant la France, représentant Paris, un nom militaire, le nom d'un homme qui vienne prendre en main la défense de la patrie. Le nom, ce nom cher et aimé, il doit être substitué à tout autre. (*A droite et au centre : Allons donc ! à l'ordre ! à l'ordre !*) Tous les autres noms doivent s'effacer devant celui-là, ainsi que ce fantôme de gouvernement, qui a conduit la France où elle est aujourd'hui. » Cet appel direct au renversement des institutions et à l'avènement de Trochu s'achève au milieu des applaudissements de la Gauche et des murmures de la Droite, « gémissements plus qu'éclats de colère[1] » indiquant l'effarement et non le courroux.

Palikao le relève sans véhémence, sans indignation, en termes convenables : « Ce n'est point par des paroles semblables à celles que vous venez d'entendre que l'union peut s'établir entre nous pour défendre la France et Paris. L'honorable Jules Favre a prétendu qu'il n'y avait qu'un nom qui pût sauver la France. Il n'y a pas de nom, il n'y a que le gouvernement constitutionnel tel que la France l'a accepté, tel que les Chambres l'ont accepté elles-mêmes en lui donnant leur confiance. » Et, allant au fond des choses, il ajoute : « Vous posez une question

1. Thiers.

qui tend à changer l'ordre constitutionnel. — Parfaitement! » répond Jules Favre sentant l'heure venue de ne plus garder aucun ménagement. « Est-ce que vous voulez changer le régime constitutionnel pour un régime arbitraire? » — Les exclamations les plus diverses se heurtent, se croisent au milieu du tumulte et de la confusion. La raison se fait entendre d'une manière imprévue par la bouche d'un fou, Piré : « Ce sont les défections de 1815. » Gambetta en convient : « 1815? oui! Toujours l'invasion avec les Bonaparte! » Piré, avec une éloquente lucidité : « Pour moi, je tiendrai mon serment jusqu'à la mort. Et vous, Messieurs, songez à tenir le vôtre. Il n'y a pas deux manières d'observer la religion du serment : on le tient ou on le trahit. Au suffrage universel appartient seul, le cas échéant, le pouvoir de nous en relever. »

Palikao parvient cependant à poursuivre; il déclare : « que le maréchal Mac-Mahon commande effectivement et non pas sous les ordres. » Il relève noblement la désignation très claire faite de Trochu pour le gouvernement : « J'ai trop de confiance dans la loyauté et dans l'honneur de celui que vous avez désigné pour croire un seul instant qu'il consentît à accepter, contrairement au serment qu'il a prêté, la position que vous voudriez lui faire. » Un tel argument n'était pas de nature à déconcerter Jules Favre : « Cette position, riposte-t-il, c'est la France qui la lui donnerait, il n'aurait donc à violer aucun serment. »

La haine révolutionnaire venait de se démasquer, l'illusion révolutionnaire s'étala aussitôt. Haentjens, étonné comme beaucoup d'autres que le gouvernement n'accompagnât pas ses graves révélations d'aucune mesure nouvelle, avait proposé l'appel sous les armes de tous les hommes, mariés ou non, de vingt à trente-cinq ans. « La Prusse, avait-il dit, a jeté une partie de sa population armée sur la France, faisons de même. — Prenez l'âme de la nation, dit Jules Favre, en lui donnant la liberté. — On ne peut lancer les masses que révolutionnairement! » ajoute Garnier-Pagès.

## II

La situation et les desseins de chacun s'éclaircissaient de plus en plus. Après cette séance, nul ne pouvait douter qu'aussitôt la nouvelle du désastre annoncé officiellement, la déchéance de l'Empire serait proposée à la fois dans la Chambre et dans la rue. Comment le ministère se prépare-t-il à cette éventualité redoutable dont il n'est plus séparé que par quelques heures à peine?

A la fin de la séance, la nouvelle du désastre de Sedan arrive officiellement au ministère de la guerre et aux Tuileries : « L'armée est défaite et captive; moi-même je suis prisonnier. Napoléon. » — Le directeur du télégraphe, Devougy,

allait d'ordinaire porter lui-même les dépêches de l'Impératrice. Il n'ose lui remettre celle-ci; Chevreau se charge de la cruelle communication. Depuis le moment où le mouvement vers Bazaine avait été commencé la malheureuse femme, se soutenant par du café, essayant ensuite de trouver un peu de repos par le chloral, passait les journées entières la tête courbée sur une carte, hâtant le mouvement de sa pensée fiévreuse, tressaillant au moindre bruit, comme si on lui apportait la dépêche décisive. Elle était là, cette dépêche. L'Impératrice fut foudroyée.

Dominant son désespoir elle convoque en conseil ses ministres, les présidents des deux chambres, les membres du conseil privé. Si l'on avait voulu aller jusqu'au bout de la politique désespérée dans laquelle Palikao semblait s'être engagé le matin, les mesures à adopter étaient simples et s'imposaient sans longues délibérations. En premier lieu, demander au Corps législatif et au Sénat (le sénatus-consulte de régence du 17 juillet 1856, n'ayant pas prévu la captivité du souverain) de décider que l'article 9 serait applicable à ce cas, et que, jusqu'à la délivrance de l'Empereur, l'Impératrice régente exercerait pour l'Empereur captif l'autorité impériale dans toute sa plénitude, sans tenir compte des restrictions du décret constitutif de la régence, sauf les droits attribués au Conseil de régence. En second lieu, annoncer que des plénipotentiaires allaient être immédiatement envoyés au quartier-général allemand pour traiter de la

paix et de la délivrance de l'Empereur[1]. En troisième lieu, ajourner par décret le Corps législatif à une date déterminée, dans une ville à l'abri de l'invasion et, par un autre décret, y transporter le gouvernement[2] afin de lui assurer sa liberté d'action, ce qu'on ne fit pas lorsqu'on maintint le gouvernement à Paris et envoya une délégation en province. Un gouverneur militaire, investi de pouvoirs dictatoriaux, suffisait à Paris.

Ces mesures adoptées, il fallait sur l'heure réunir le Corps législatif avant que la passion publique fût en émoi, de manière que le lendemain à leur réveil la population de Paris et la France apprissent en même temps la catastrophe et les mesures qu'elle avait dictées. On avait les moyens matériels nécessaires pour soutenir cette vigoureuse politique. Il y avait à Paris 45,000 hommes de troupes, sans tenir compte de la masse inutile des isolés et des dépôts, et plus de 90,000 gardes nationaux. La garde nationale, si on la tenait pour un péril plutôt que pour une force, malgré les éléments très bons qu'elle contenait, pouvait

1. Voir *Éclaircissements*.

2. Trochu, réponse au comte Daru : « Comme je l'ai déjà concédé dans l'enquête, le gouvernement eût mieux fait, dans l'intérêt de la conduite des affaires générales, de ne pas se laisser enfermer dans Paris. » — Gambetta, déposition dans l'enquête : « J'avais demandé dès le début que le gouvernement tout entier sortît de Paris, je ne comprenais pas qu'une ville qui allait être assiégée et bloquée et par conséquent réduite à un rôle purement militaire et stratégique conservât le gouvernement dans son sein... Je crois que parmi les faiblesses que l'on a pu avoir celle-là est capitale. »

n'être pas convoquée. Dans le 14e corps en formation, on comptait de jeunes soldats mal instruits, sur lesquels on ne pouvait faire grand fonds, et 13,500 mobiles peu sûrs, mais on disposait de 9,000 marins, de 10 à 12,000 sergents de ville, douaniers et gendarmes, 16,000 hommes des armes spéciales (artillerie et génie) plus que suffisants, s'ils se sentaient en mains et commandés avec décision, à tenir en respect les quelques milliers d'anarchistes et de repris de justice disposés à un coup de force que l'immense majorité de la population redoutait[1]. « Qui sait même, a écrit le républicain Taxile Delord, si, montant à cheval et parcourant tous les quartiers d'une ville qui contenait près de cent mille plébiscitaires et un peuple de femmes facile à émouvoir, l'Impératrice, en prenant la parole comme mère, n'eût pas réussi à rallier une partie de la population autour de la souveraine ? » Ce ne fut point ma faute si ces mesures d'énergie ne furent pas adoptées[2].

Il reste donc probable qu'une résistance, à la fois matérielle et morale, eût réussi. Eût-elle échoué, comme c'était la seule attitude fière et digne, elle eût imprimé à la suite un caractère de grandeur imposant et créé une belle légende d'héroïsme ineffaçable. La postérité admire celui qui, dans le naufrage, reste ferme à son timon luttant jusqu'au bout, *ille in naufragio laudandus*

1. Les chiffres sont établis dans le rapport Chapper.

2. J'essayais en Italie, auprès de mes amis politiques d'attirer un secours à mon pays.

*quem obruit mare davum tenentum et obnoxium*[1]. Mais l'Impératrice, toujours aussi ferme d'abnégation que faible d'esprit et nulle d'initiative, n'envisagea pas ainsi la situation. « Avant tout, dit-elle, donnez l'ordre à la troupe de ne pas tirer sur le peuple. Il ne coule déjà que trop de sang français sur les champs de bataille ; qu'on n'en verse pas une seule goutte dans Paris pour ma défense personnelle[2]. » Elle ajouta ce qu'elle ne négligeait en aucune occasion de répéter : « Ne vous occupez pas de la dynastie, sauvez la France[3]. Personnellement je ferai ce qu'on voudra[4]. » Elle s'opposa avec non moins d'insistance à ce que le gouvernement fût emmené hors de Paris. « Il faut tomber, disait-elle, sans encombrer la résistance. Il ne faut pas, si certains hommes avaient assez peu de patriotisme pour profiter des événements pour nous renverser, qu'on pût dire un jour que, dans un intérêt dynastique, pendant que les Prussiens pénétraient sur notre territoire, nous avions fomenté en province la guerre civile. » Elle reconnut cependant qu'il fallait organiser un gouvernement en province. « La Chambre ira, dit-elle, mais moi je reste à Paris[5]. »

Les conseillers de la Régente trouvèrent ce langage sublime et s'y associèrent. Il fut arrêté qu'il « n'y avait plus *ni à défendre la dynastie*,

1. Sénèque : *Consolation à Marcie*, VI.
2. Déposition Palikao.
3. Déposition de J. David et de Chevreau.
4. Déposition Duvernois.
5. Dépositions de Duvernois, de Chevreau.

*ni à agir en son nom* et que le seul devoir était de donner au Comité de défense le moyen de sauver le pays[1]. » — « L'énergie ne nous manquait pas, a dit le ministre auquel j'emprunte ces expressions, Jérôme David, nous avions des troupes fidèles, nous avions la garde de Paris, nous avions la gendarmerie, nous avions le corps des sergents de ville. Si nous avions voulu risquer une guerre civile pour conserver le pouvoir, je ne sais pas ce qui serait arrivé ; on peut toujours faire la guerre civile! Eh bien! nous n'avons pas voulu la faire. Nous avons préféré tomber et ne pas donner au monde le spectacle honteux d'une guerre civile au moment où il fallait lutter contre l'étranger. Je crois que nous avons bien fait[2]. »

Dès qu'on ne voulait pas s'exposer à répandre le sang à Paris ni à fomenter la guerre civile en province, il était hors de doute que le gouvernement allait être assailli, et il n'y avait plus qu'à s'en aller. Il ne restait vraiment à débattre que le mode de la disparition. L'Impératrice abdiquerait-elle? ou bien se laisserait-elle éliminer par l'assemblée ou chasser par la rue? Une abdication formelle était impossible à une régente. L'impératrice, d'ailleurs, abdiquait autant qu'il était en elle depuis le 9 août. Il y avait de la cruauté à lui demander un acte formel qui excédait ses pouvoirs. L'eût-elle accordé, il eût été sans valeur.

L'option n'était donc qu'entre le renversement

1. Déposition de Jérôme David.
2. Déposition devant la Commission d'enquête.

par la Chambre et celui par la rue. On comprend que les ministres n'aient pas été pressés de se prononcer entre les deux hypothèses et comme, en dehors, il n'y avait quoi que ce fût de sérieux à proposer, ils décidèrent qu'ils ne décideraient rien : le Corps législatif ne serait pas réuni d'urgence dans la nuit, mais seulement le lendemain à midi ; une proclamation serait rédigée, les troupes formées en province seraient dirigées sur Paris et une armée de 300 000 hommes serait organisée derrière la Loire. Et ils s'ajournèrent à huit heures du matin.

## III

Aux Tuileries, à l'issue du conseil, on s'entretint de Trochu. Le matin, Palikao l'avait outragé ; et, il y avait quelques instants, l'Impératrice avait paru peu empressée d'entrer en conversation avec lui. Elle avait envoyé un de ses chambellans, Marnesia, lui porter la nouvelle. Trochu était aux fortifications, mais son chef d'état-major, le général Schmitz, avait reçu le chambellan et s'était rendu aussitôt avec lui aux Tuileries. Après sept à huit minutes d'attente, Marnesia vint annoncer que l'Impératrice était dans un tel désespoir qu'elle ne pouvait le recevoir. Le général Schmitz pria le chambellan d'insister, lui faisant observer que c'était précisément dans des situations semblables qu'on avait besoin de ses amis. Mais au bout de quelques instants, Marne-

sia revint avec Conti et lui dit : « Général, n'insistez pas davantage; l'Impératrice est dans un tel état d'angoisse qu'elle ne peut vraiment pas vous recevoir. — Je le regrette beaucoup, répondit le général, j'étais venu lui apporter ma part d'action et de dévouement. »

Dans l'incertitude du parti à prendre, dans l'écroulement universel, une seule évidence apparut. C'est que, quoi qu'on résolût de faire, le concours absolu de Trochu était indispensable. Après l'avoir malmené le matin et paru si peu empressé à recevoir son représentant, on chargea Chevreau d'aller l'amadouer et de le prier de venir. Nul doute qu'il n'y fût aussitôt venu, si en même temps que Chevreau (huit heures) il n'eût reçu la lettre de Palikao à Soumain qui l'attendait à son quartier général. Soumain en avait été tellement surpris qu'il la lui avait envoyée en communication Trochu en fut exaspéré; sans l'intervention de sa femme, il donnait sa démission sur-le-champ. Il bouillonnait encore de colère lorsque Chevreau arriva confirmer la nouvelle de notre désastre et faire appel à son dévouement.

Le général ne se montra nullement étonné d'une catastrophe qu'il avait prévue dès le 17 août. Chevreau le suppliant de se rendre auprès de l'Impératrice, il répondit sèchement qu'il descendait à peine de cheval, qu'il n'avait pas dîné, et qu'il s'y rendrait plus tard.

Jurien de la Gravière, survenu ensuite, n'obtint pas une réponse plus favorable. « J'ai besoin de réfléchir », ajouta Trochu. Il ne croyait pas

qu'il pût honorablement se présenter à une femme livrée au plus violent et au plus légitime désespoir, pour lui parler à la fois de la catastrophe qui la perdait sans retour, et de ce qu'il considérait comme une destitution autorisée par elle.

L'appel à Trochu n'avait pas été fier; celui qu'on adressa à Thiers fut encore plus irréfléchi. Comment pouvait-on croire que ce personnage avisé, et qui, après tant d'années, allait tenir sa vengeance des avanies de 1851 et des hostilités des dernières années, désarmerait à la prière d'une impératrice irrévocablement perdue? C'est cependant ce qu'on laissa la Régente essayer dans la soirée du 3 septembre. Après avoir confié à Chevreau le soin d'adoucir Trochu, elle eut la surprenante idée de prier un de ses amis, Mérimée, resté en relations amicales avec Thiers, d'aller lui offrir le pouvoir. « Les dynasties ne vous occupent pas, lui dit Mérimée, vous ne regardez qu'à l'état des affaires. Eh bien, l'Empereur est prisonnier, il ne reste qu'une femme et qu'un enfant, quelle occasion pour fonder le gouvernement représentatif! — Après Sedan, répondit Thiers, il n'y a rien à faire, absolument rien. » Il refusa ses conseils aussi bien que son concours. « L'Impératrice n'aurait rien à gagner à me consulter; elle ferait une démarche peut-être pénible et sans résultat utile pour elle. Certes, mon respect ne lui manquerait pas, mais m'appeler serait pousser un cri de détresse sans aucun profit [1]. »

1. Selon son habitude Thiers brouille tout dans sa dépo-

Rouher, qui n'avait plus aucune illusion et ne voyait plus rien à tenter, rentré au Luxembourg, appelle Ferdinand Barrot, le grand référendaire du Sénat, et lui dit : « Je sors du Conseil, pour moi la déchéance est une affaire réglée ; demain nous aurons une révolution[1] ; allez demander de la troupe de ligne au général Soumain. »

Schneider, au contraire, avait compris que les heures étaient précieuses et il voulait agir. Esprit sagace, il voyait, comme les ministres, que le pouvoir de la régente, frappé à mort, n'était plus défendable, mais il pensait que la prise de possession du pouvoir par la Chambre préviendrait la révolution par la rue et résoudrait de graves difficultés. Il souhaitait, afin de mettre tout le monde à l'aise, que la dépossession inévitable de l'Impératrice s'opérât de son consentement et qu'on conservât une apparence de régence impériale. Un message de la régente à la Chambre élective aurait dit : « Depuis le départ de l'Empereur, je gouverne en vertu de pouvoirs limités et délégués. Ces pouvoirs sont devenus insuffisants pour faire face aux nécessités de la situation. Je

sition. Selon lui cette demande de Mérimée n'aurait été faite que le 4 après-midi. Or quelques lignes plus tard il dit : « *Le lendemain*, le prince de Metternich vint faire une démarche pareille. » Le lendemain était le 5 et ce jour-là il n'y avait plus d'Impératrice aux Tuileries. Le lendemain est donc le 4 : ce qui fixe la première demande au 3 comme l'ont attesté Mérimée lui-même et Jérôme David.

1. Thiers, déposition : « La Gauche qui, depuis quelques jours, ne faisait plus rien que *souhaiter* et *attendre* la *Révolution...* »

ne puis en demander le complément à l'Empereur qui a cessé d'être libre, ni au pays auquel il est impossible de faire appel au milieu de la crise terrible que nous traversons. En conséquence, je remets au Corps législatif, qui est l'émanation la plus directe du suffrage universel, l'exercice du pouvoir exécutif, en l'invitant à constituer une Commission de gouvernement. Dès que cela sera possible, le pays sera consulté. »

Pendant une courte interruption du Conseil, Schneider avait indiqué à l'Impératrice ce remède extrême sans y insister cependant, car il ne lui parut pas du goût de celle qui l'entendait. Rentré à la présidence, quoiqu'il eût participé à la délibération du conseil des ministres qui fixait la séance du Corps législatif au lendemain à midi, il se demanda s'il n'encourrait pas une responsabilité sérieuse en différant un seul instant d'instruire l'assemblée du fait désastreux dont il venait d'avoir la certitude officielle? En attendant que ses anxiétés aboutissent à une résolution, il ordonna, à tout événement, de préparer des lettres de convocation sans désigner l'heure.

De leur côté, les députés de la gauche et du centre gauche se réunirent dans un bureau de la Chambre et ne tardèrent pas, rapprochés par la violence de leur désir, à se mettre d'accord. La défaite qu'ils attendaient était arrivée plus effroyable qu'ils ne l'avaient souhaitée[1], ils s'occupèrent aussitôt d'en tirer parti pour la satis-

1. Jules Ferry.

faction de leurs haines et de leurs ambitions.

Kératry, qui avait poussé à la guerre et en était au désespoir, essayait de se le faire pardonner par l'excès de son langage et de ses propositions : il demanda ouvertement la proclamation de la République et, le jour même, il offrit au général Le Flô le ministère de la guerre dans le nouveau gouvernement : « Si l'Impératrice ne veut pas reconnaître que Napoléon III est désormais impossible, il faudra agir les armes à la main. » Grévy se récria : « à ses yeux la population honnête de Paris, efféminée par l'Empire, n'était pas capable d'un mouvement viril ». Jules Simon, Jules Favre, Picard et l'immense majorité pensaient de même. Ils jugèrent l'action brutale prématurée. Ils ne trouvaient pas encore la succession bonne à recueillir; la République arriverait beaucoup mieux, une fois les Prussiens chassés. Ils étaient convaincus que des élections régulières, faites sous le coup des événements, l'amèneraient infailliblement, et que, si l'assemblée était renversée par l'émeute, l'arrivée au pouvoir de Delescluze, du parti Blanqui était à redouter. Ils voulaient écarter l'action des foules parce qu'on ne sait jamais où elles s'arrêtent. Ils craignaient surtout la résistance du gouvernement et Palikao leur inspirait encore de la terreur : quelque débile que leur parût le ministère, ils ne le soupçonnaient pas capable de tomber au degré d'anéantissement où il allait arriver; pas un ne supposait qu'on leur livrerait la place sans combat, et ils savaient bien que dès qu'il y aurait

un combat, ils seraient écrasés. Par prudence donc ils voulaient obtenir la révolution de la Chambre, de façon que, abrités derrière elle, ils eussent le succès sans le péril. « Si mes amis et moi, a dit Jules Favre, nous demandions que le pouvoir passât entre les mains de la majorité du Corps législatif, ce n'était pas que nous eussions pour le Corps législatif un très grand respect politique, mais nous le considérions comme le produit du suffrage universel, si altéré qu'il fût par la pression administrative[1]. »

Ils arrêtèrent dans un bureau le plan suivant : On proposerait la déchéance de l'Empereur et la prise du pouvoir par la Chambre ; une Commission exécutive serait nommée par elle, et elle ne se montrerait pas exigeante sur le choix des membres ; aucun membre de la Gauche n'y entrerait. On y placerait Schneider et Thiers, si on l'y décidait, on y conserverait Palikao ; on y ajouterait un ou deux membres de la majorité, et on constituerait ainsi « une sorte de gouvernement provisoire qui aurait l'avantage de ne pas rompre complètement le lien avec le passé et de continuer l'ordre légal[2] ».

Ce plan offrait un danger : c'est que les révolutionnaires des clubs et des faubourgs ne se contentassent pas d'une combinaison qui remettait le pouvoir à un corps électif de l'Empire encore puissant et qu'ils tentassent de l'empêcher par la force.

1. Déposition du général Soumain.
2. Jules Simon.

On se préoccupa de ce péril, et l'on manœuvra pour le conjurer. Les révolutionnaires, tardivement avertis de la défaite de Sedan, n'étaient pas encore prêts. Ils n'avaient pas eu le temps de donner le mot d'ordre. L'agitation qu'ils avaient essayée dans la soirée du 3 septembre, avait avorté. Sur le boulevard, au Louvre, sous les fenêtres de Trochu, des bandes de quelques milliers d'individus avaient hurlé : La déchéance ! vive la République ! au Corps législatif ! La population n'avait pas fait chorus. La bande du boulevard avait été dissipée par vingt-cinq sergents de ville conduits par l'officier de paix du quartier, Fouqueteau, très énergique et très résolu. Ils avaient saisi le drapeau rouge qui servait de bannière et dissipé la manifestation. « La foule qui n'avait pas d'armes se débanda, comme elle fait toujours, sauf à reparaître. Cette fois, comme elle n'avait pas les faubourgs derrière elle, elle ne reparut pas. Il y eut une course à fond de train sur le boulevard ; on s'enfuit de tous les côtés, et la police occupa victorieusement le champ de bataille[1]. »

La bande du Louvre avait détaché auprès de Trochu une députation qui lui demandait de prendre tous les pouvoirs de la défense nationale. Le général avait répondu : « Je ne puis accepter d'autres pouvoirs que ceux qui m'ont été confiés, et malgré l'origine du Corps législatif, c'est de lui seul que je puis les recevoir. Je ne

1. Déposition de Pietri dans l'enquête.

consentirai jamais à en devoir à la violence. Le peuple de Paris doit en ce moment se distinguer par son calme et n'avoir d'autre devise que concorde et patriotisme[1]. » Il n'avait pas été moins catégorique lorsqu'on vint lui annoncer que deux cents mobiles avaient pénétré dans la cour demandant justice au gouverneur. Il en fit approcher un petit groupe. « Mon général, nous venons vous demander justice. On a tué un de nos camarades. — Si un de vos camarades a été tué, répondit Trochu, et je n'en crois pas un mot, la justice agira et vous n'avez pas à entrer dans son action. Mais en quittant votre camp sans autorisation, en traversant Paris pour venir ici, vous avez commis un grave délit. Il est atténué par votre inexpérience de la discipline et de la règle; mais s'il devait se renouveler, je vous tiendrais pour indignes de la confiance que j'ai mise en vous et de l'honneur que je vous ai fait en répondant de vous pour la défense de vos foyers. Je vous ordonne de rentrer au camp. » Et il chargea un lieutenant de les reconduire.

La Gauche espérait donc prévenir les rassemblements, les combinaisons, les effervescences qui ne manqueraient pas de se produire. Il fallait pour cela brusquer la solution : personne ne s'attendait à une séance de nuit, on allait la convoquer. Les mesures décisives y seraient adoptées sans

1. Presse du 5 septembre 1870. Un rapport de police a fait tenir au général un langage plus accentué, mais la dénégation de Trochu, appuyée par le récit de la presse, doit être préférée.

pression et le lendemain au jour, Paris se réveillerait sous un nouveau gouvernement installé et armé.

Dans les crises suprêmes des gouvernements, il se rencontre toujours un homme dont l'office est d'amener la débâcle[1]. Cet homme est d'autant plus dangereux qu'il appartient au régime menacé, et que c'est en se targuant de son dévouement qu'il entraîne les indécis et ceux qui ne demandent qu'un prétexte pour sortir de l'édifice branlant. Ce rôle fut rempli, on sait avec quel succès, en 1815 par Fouché. Ce fut Dréolle qui s'en acquitta en 1870, avec moins d'éclat mais avec autant d'efficacité. Dréolle, journaliste médiocre, orateur nul, s'était avancé en se faisant un des bravi de plume que Rouher entretenait, à l'aide des fonds secrets, pour harceler ses ennemis. Cela l'avait conduit à la députation. On a vu avec quelle fougue il s'était associé à la déclaration de guerre. Depuis que l'affaire avait mal tourné, il essayait de se rattraper. A l'annonce de la défaite de Sedan, il avait tenu dans les couloirs les plus méchants propos : « Pourquoi n'est-il pas mort ? » Puis il avait propagé l'idée d'un Conseil de gouvernement, d'une dictature militaire. « Si Cavaignac existait encore, disait-il, j'irais le trouver. » Il rencontra une aide active en Kératry, qui, par les mêmes raisons, était dans des dispositions analogues : prêt à tout pour se faire pardonner d'avoir défendu la

1. Expression du questeur Lebudon.

guerre. Kératry avait associé à ses menées Dalmas qui ne pardonnait pas à l'Impératrice de l'avoir exclu du cabinet de l'Empereur (en s'opposant à ce qu'il prît la succession de Mocquard) et qui assurait le concours d'une partie considérable du Centre gauche. Dréolle, cajolé, joué également par lui, lui donnait celui de la Droite.

Tous trois, escortés de quelques naïfs ou trembleurs des diverses nuances de l'assemblée, se rendirent auprès de Schneider. Kératry réclama la convocation immédiate : « Cela n'offrait pas de difficultés pratiques; l'immense majorité des députés, anxieuse de nouvelles, se trouvant dans la salle des conférences et dans les couloirs. » Dréolle le soutint vivement : « Demain il serait trop tard pour aviser; un gouvernement provisoire aurait surgi en dehors du parlement, et le pays serait livré à d'effroyables aventures. »

Jules Favre, Picard vinrent de leur côté appuyer la demande. Schneider leur adressa pour la forme des objections. Au fond, cette convocation de la Chambre était son désir intime : il ne se croyait pas en droit, dit-il, d'éluder la volonté des mandataires de toutes les fractions de l'assemblée. Avant tout il prévint les ministres par des imprimés personnels, puis il lança des lettres de convocation pour une séance de nuit.

Il serait absurde de prétendre qu'une séance de nuit pouvait sauver l'Empire, puisque personne, en réalité, ne songeait à le sauver : elle permettait seulement de constituer un gouvernement

dans des conditions peut-être moins exclusives, je ne dis pas meilleures.

Les ministres, sortant la plupart de leur lit, arrivèrent à la séance en se frottant les yeux et fort mécontents. Ils s'entassèrent dans le cabinet de Schneider en maugréant. Palikao surtout était furieux. Dréolle lui ayant parlé de constituer un conseil de gouvernement afin de ménager à l'Empereur un pouvoir sauvegardé par un effacement provisoire, il jugea avec raison le projet révolutionnaire et ne voulut rien entendre. Et, comme on le menaçait de l'invasion de la rue : « J'ai 40 000 hommes pour dégager la Chambre, dit-il. Je ne me rendrai pas à cette séance. » Il eût mieux valu, en effet, qu'il ne s'y rendît pas. Il y vint néanmoins avec les autres ministres. Schneider l'y avait décidé en obtenant de Jules Favre, par lequel il avait été informé du dépôt de la proposition de déchéance, que la Gauche n'insisterait pas pour sa discussion immédiate et accepterait le renvoi au lendemain.

## IV

Ce que les promoteurs de la séance de nuit avaient espéré se réalisa. Aucune manifestation révolutionnaire ne troubla la liberté des délibérations. Le rassemblement, qui, sur les boulevards et au Louvre, n'avait pu entraîner la foule, avait fini par se rabattre, en bandes plus tumultueuses que considérables, sur le Corps législatif. Lorsqu'elles y arrivèrent, le quai était absolument

désert; les députés délibéraient. Elles répétèrent les cris : « La déchéance ! Vive la République ! » — Elles parurent, dans le silence et les ombres de la nuit, plus effrayantes qu'elles n'étaient. Une centaine de députés, en attente dans la salle des conférences, accoururent se rendre compte. Parmi eux était Gambetta.

Il monta sur une chaise à l'intérieur de la grille et se mit à haranguer les manifestants. Il les engagea à rentrer chez eux : « Vive la République ! lancèrent quelques voix. — Vous avez tort, gronda-t-il ; lorsque le moment sera venu de proférer ce cri, je ne me laisserai devancer par personne. Mais il ne faut pas que la République hérite des malheurs qui viennent de fondre sur notre patrie. Ne songeons aujourd'hui qu'à repousser l'ennemi qui menace de nous envahir. Comptez sur moi, comptez sur nous, et nous vous promettons que dans les circonstances graves où nous sommes, personne de nous ne faillira à son devoir. » Ces paroles sont bien accueillies, Gambetta descend de sa chaise, et les députés conservateurs lui prennent les mains en le remerciant : « Vous avez tenu un excellent langage ! »

L'un d'eux, informé de l'acquiescement de Schneider à la séance de nuit, lui dit à l'oreille : « Annoncez-leur cela ; cela les calmera. » Gambetta remonte sur sa chaise et donne la nouvelle, on lui répond par des bravos frénétiques : Vive Gambetta, vive le Corps législatif ! « Maintenant, reprit Gambetta, je vous en conjure, retirez-vous.

Laissez les représentants de la nation délibérer. Dégagez cette grille. Je vous le répète, nous saurons tous faire notre devoir! » La majorité des manifestants se retira sans un murmure ni un cri; ceux qui restèrent se répartirent sur la place de la Concorde en groupes peu nombreux.

Schneider était entré dans la salle en redingote et en cravate noire, sans grand cordon; le roulement de tambour réglementaire ne l'avait pas annoncé; dans les tribunes désertes, on n'apercevait qu'une dame; les députés entraient sans dire une parole, la consternation peinte sur le visage; un silence morne régnait dans la salle.

Dès qu'il eut, en lisant avec peine une note écrite, expliqué les raisons et l'objet de la convocation, Palikao se leva et dit d'un ton amer : « L'armée après d'héroïques efforts a été refoulée dans Sedan; elle a été environnée par une force tellement supérieure qu'une résistance était impossible; l'armée a capitulé et l'Empereur a été fait prisonnier... En présence de ces événements si graves, si importants, il ne nous serait pas possible, à nous ministres, d'entamer ici une discussion relative aux conséquences sérieuses qu'ils doivent entraîner. Par conséquent, nous demandons que la discussion soit remise à demain. Vous comprenez que nous n'avons pu nous entendre entre nous, car on est venu m'arracher de mon lit, pour m'annoncer qu'il y avait séance. » On se regardait avec stupeur; plus d'un se rappelait que le soir où arriva à Paris la nouvelle de Wœrth et de For-

bach, les précédents ministres, au lieu d'aller se coucher, avaient immédiatement convoqué les membres du Conseil privé, les généraux, Chabaud-Latour, Trochu, et avaient, sous la présidence de l'Impératrice, passé la nuit en délibérations, de telle sorte que la population avait appris en même temps et les défaites et les mesures qui devaient en conjurer les conséquences.

Aucun membre de la majorité n'était prêt à prendre l'initiative que le ministère ne prenait pas, et de toutes parts, en présence du désarroi gouvernemental, on cria : A demain ! Les députés de la Gauche, rassurés par cette attitude d'indécision, n'insistèrent pas. Eux, du moins, voulurent qu'à son réveil la France apprît, avec la catastrophe, leurs résolutions. Jules Favre monta à la tribune et, au nom de vingt et un de ses collègues, lut la proposition suivante :

« ARTICLE PREMIER. — Louis-Napoléon Bonaparte et sa dynastie sont déchus du pouvoir. ART. II. — Une Commission sera nommée dans la Chambre, qui aura pour but de résister à outrance à l'ennemi, de le chasser du territoire. ART. III. — Le général Trochu sera maintenu dans son poste de gouverneur de Paris. »

Ces mots, lentement scandés, résonnèrent dans le silence de la nuit comme un glas funèbre. Les ministres auraient dû repousser avec indignation cette demande de déchéance, réclamer la question préalable, affirmer en quelques paroles enflammées le droit de l'Empereur, et donner un

témoignage de fidélité et d'affection au prisonnier. Pinard seul fit entendre une brève protestation sur la procédure. « Nous pouvons proposer des mesures provisoires, nous ne pouvons prononcer la déchéance. » On admira ce vaillant, on ne le soutint pas, et la majorité sanctionna, du silence de la peur, la proposition de déchéance de l'Empire et de l'Empereur.

Vous pensez peut-être qu'après cette algarade, les ministres, placés en sursaut en face du péril, vont, cette fois, se réunir, délibérer, aviser afin que leur réveil du matin ne soit pas une surprise plus désagréable que leur réveil de la nuit. Ils sont trop stoïques pour s'émouvoir. « Il était deux heures du matin, a raconté Palikao; je suis rentré me coucher[1]. » Donc, bonne nuit!

Quelle couardise! quelle incapacité! ai-je souvent entendu dire avec colère au récit de la conduite de ces messieurs pendant cette nuit décisive. Ce jugement est injuste. Dans leur grande majorité, les membres du cabinet du 10 août n'étaient ni couards, ni incapables; quelques-uns même étaient fort braves et très intelligents. Un d'entre eux, Brame, donne les motifs réels de leur attitude : « Lors de chaque mauvaise nouvelle que nous recevions, le prince de la Tour d'Auvergne, mon voisin au Conseil, me répétait : « Tout s'écroule. » Et en effet tout s'écroulait depuis la déclaration de guerre. L'heure du renversement paraissait être irrévocablement

1. Déposition devant la Commission d'enquête.

arrivée. Il faut donc bien le reconnaître, *personne n'était jaloux d'engager son existence ou sa responsabilité au milieu des désastres qui nous menaçaient de toutes parts.* On vient souvent nous dire aujourd'hui : pourquoi n'a-t-on pas proposé telle chose? Je serais fort en droit de répondre : mais pourquoi ne l'avez-vous pas fait vous-mêmes? Pourquoi n'en avez-vous pas au moins donné l'idée[1]? »

L'abstention des ministres serait inconcevable sans cette explication. Ils estimaient toute résistance vaine; l'Impératrice les en détournait; ils ne se croyaient pas le droit de conseiller l'abdication; ils répugnaient à s'associer à la déchéance ou à la faciliter, quoiqu'elle leur parût inévitable, et ils attendaient. Quoi? qu'un emportement de l'assemblée, qu'une secousse de la rue les dispensât de la cruelle nécessité d'adopter une résolution qui, quelle qu'elle fût, serait subversive des institutions confiées à leur loyauté.

Dans les situations périlleuses, il n'y a jamais qu'un parti efficace. Dès qu'on ne le devine pas, quoi qu'on décide, on ne peut rien faire de bien, on est condamné à périr. Telle était la condition du ministère Palikao. Après nos premiers désastres et la retraite de Bazaine, il n'y avait qu'un seul parti à adopter : rappeler à Paris l'Empereur et l'armée de Mac-Mahon. Dès qu'on ne l'avait pas compris, ce n'étaient pas quelques

1. Déposition dans l'enquête.

mesures plus ou moins bien prises qui empêcheraient la ruine inévitable. Les ministres, écrasés du poids de leur responsabilité, le sentaient mieux que tous ; et, désespérés, ils s'abandonnaient à l'imprévu.

De plus, Palikao, brisé par la nouvelle de la mort de son fils, avait à peine la force de dominer sa douleur et de penser à l'intérêt public. Mécontent de l'Empereur, sans sympathie pour l'Impératrice, il présidait à l'écroulement avec une morne indifférence. Enfin l'Impératrice ne se dissimulait pas que le seul usage qui lui restât à faire de son pouvoir, si on le lui maintenait, était d'ouvrir des négociations pour la paix. Elle se rendait compte que cette paix serait achetée par de durs sacrifices et probablement par une cession de territoire, plus ou moins importante. Elle ne voulait pas s'y résoudre ; elle préférait se laisser aller à la chute, et passer à d'autres cette tâche cruelle.

Schneider, moins résigné que les autres membres du gouvernement, veilla plus longtemps. Le projet qu'il avait indiqué à l'Impératrice avait été agréé par Buffet, Daru, Talhouët, et la partie honnête du Centre gauche. Buffet en exposa les avantages avec sa forte éloquence dans la salle des Conférences. Schneider, charmé d'un tel auxiliaire, lui dit : « Pourquoi ne viendriez-vous pas demain aux Tuileries, avec quelques-uns de vos collègues, présenter vous-même, à l'appui de cette proposition, les motifs que vous donnez et qui me paraissent très sérieux ? » Buffet et ses amis

pensèrent qu'il ne leur appartenait pas de faire spontanément une telle démarche et d'aller offrir à l'Impératrice des conseils qui n'étaient ni demandés ni attendus. Schneider les pria de se trouver à la salle des Conférences le lendemain à neuf heures, de manière que si l'Impératrice désirait les entendre, on pût les appeler sans perte de temps.

Les meneurs révolutionnaires veillèrent plus tard que tous. Formés en groupes, ils étaient demeurés sur la place de la Concorde. Comme ces groupes n'étaient pas compacts[1], Thiers crut qu'il serait possible à un cheval rapide de les traverser sans encombre, et il offrit à Jules Favre de le prendre avec lui. Les violents de la bande s'élancèrent après la voiture, l'atteignirent vers le garde-meuble, se jetèrent à la tête du cheval, hurlant : « Arrêtez! arrêtez! tuez le cheval! » Ayant reconnu Thiers et son compagnon, ils crièrent : « Sauvez-nous! Sauvez-nous! la déchéance! la déchéance! » Thiers leur répondit que la déchéance serait votée, mais que s'ils voulaient l'obtenir ils ne devaient pas se rendre effrayants. On l'acclama. Un vigoureux coup de fouet dégagea le cheval et il continua sa route. Les émeutiers se dispersèrent et employèrent le reste de la nuit à convoquer leurs acolytes devant le Corps législatif le lendemain à midi.

Les légitimistes et les orléanistes n'avaient pas dormi non plus. Impatientés des tergiversations

1. Thiers, Jules Favre,

de l'assemblée et des prudences de l'opposition, ils voulaient, tout comme les blanquistes, un renversement violent de l'Empire et une dissolution par la force du Corps législatif. Ils passèrent la nuit à se concerter, et, comme les révolutionnaires, se donnèrent rendez-vous pour le lendemain, à midi, au Corps législatif.

Par une coïncidence née de la force des choses, et, je le crois, sans concert préalable, une conduite semblable fut donc adoptée dans les bouges blanquistes et dans les conciliabules monarchiques. Des deux côtés on convint de se présenter en gardes nationaux non armés: on réussirait mieux ainsi à paralyser la troupe, à la pénétrer, et à pratiquer dans ses rangs la brèche par laquelle passerait la multitude. Le *Siècle* donna le mot d'ordre. Il annonça « que rendez-vous était pris par des milliers de gardes nationaux pour se présenter sans armes, à deux heures, devant le Corps législatif[1] ».

## V

A son lever, le 4 septembre, par un temps d'automne radieux et doux, la population parisienne lut sur les murs la proclamation suivante :

1. CLUSERET, *Mémoires*, p. 227 : « A la suite de la bousculade du 3 au soir, un mot d'ordre venu du boulevard spécialement du café de Madrid, où se réunissait toute la bohème littéraire et politique de la presse parisienne, parcourut tout Paris : « Demain au Corps législatif et en tenue de « garde national. »

« Français! Un grand malheur frappe la patrie. Après trois jours de luttes héroïques soutenues par le maréchal Mac-Mahon contre 300 000 ennemis, 40 000 hommes ont été faits prisonniers. Le général Wimpffen, qui avait pris le commandement de l'armée en remplacement du maréchal Mac-Mahon grièvement blessé, a signé une capitulation. Ce cruel revers n'ébranle pas notre courage. Paris est aujourd'hui en état de défense; les forces militaires du pays s'organisent. Avant peu de jours une armée nouvelle sera sous les murs de Paris ; une autre armée se forme sur les rives de la Loire. Votre patriotisme, votre union, votre énergie sauveront la France. L'Empereur a été fait prisonnier dans la lutte. Le gouvernement, d'accord avec les pouvoirs publics, prend toutes les mesures que comporte la gravité des événements. » Le Conseil des ministres et Paris apprirent en outre, par le *Journal officiel*, la demande de déchéance. Qu'allait faire le gouvernement? A cette heure où tous les partis savaient ce qu'ils voulaient, seul le cabinet l'ignorait encore.

La Gauche, le Centre gauche souhaitaient la déchéance et la constitution par le Corps législatif d'un gouvernement provisoire sous le titre qui réserverait l'avenir : le gouvernement de la Défense Nationale. La Droite s'était d'abord résignée, puis ralliée avec ardeur à cette combinaison, demandant seulement qu'on lui facilitât la transition. Les révolutionnaires, jacobins, blanquistes, communistes, orléanistes, légitimistes,

voulant, en même temps que la déchéance de l'Empire, celle du Corps législatif, ne reconnaissaient qu'à eux-mêmes le droit de constituer un nouveau gouvernement, et ils entendaient que ce gouvernement fût la République, d'où sortirait soit la Commune, soit la Monarchie. Personne ne songeait à défendre l'Empire, pas plus les ministres que les autres. Ils attendaient seulement d'avoir la main forcée.

C'est à peine s'ils organisent un simulacre de défense du Corps législatif. Si l'on avait voulu prendre des mesures sérieuses, on aurait, comme nous le fîmes le 9 août, appelé au Conseil le gouverneur de Paris, le préfet de police, le commandant de la garde nationale, et ensemble on aurait assigné à chacun nettement, sous forme d'ordre militaire, la part à prendre dans l'exécution d'un plan politique et militaire; ordre aurait ensuite été donné à Trochu et à La Motterouge de se rendre de leur personne, comme fit Baraguey d'Hilliers le 9 août, au Corps législatif s'assurer que les dispositions arrêtées seraient bien prises et animer le zèle des officiers, des soldats, des agents, qui devraient les appliquer. Le général Trochu, sans nul doute, eût exécuté de tels ordres, car il était attaché au devoir militaire et les troupes, au 4 septembre, auraient accompli leur devoir comme au 9 août. Rien de pareil n'eut lieu, et l'on continua à tenir Trochu à l'écart. A six heures du matin Plichon s'étant présenté chez lui, lui avait dit : « Le pouvoir vient à vous ; la Chambre va vous le conférer ; ne le

recevez pas de la rue. » Trochu protesta avec vivacité qu'il ne songeait pas à le recevoir ainsi. Il était sincère : ses idées le rapprochaient beaucoup plus de la majorité du Corps législatif que de celle de la Gauche.

Calmé par la nuit et par cette conversation, il se rendit auprès de l'Impératrice. Il lui dit que l'heure des grands périls était arrivée et qu'il ferait ce qu'il devait. Seulement il ne dissimula pas qu'il ne croyait pas une lutte possible entre la force publique et la population : on était dans l'une de ces circonstances de péril et d'angoisses publiques où les troupes ne tiennent pas et se laissent pénétrer sans tenter aucun effort pour arrêter les foules. L'Impératrice ne le contredit pas, l'écoute avec une bienveillance distraite et lui laisse pressentir qu'elle est décidée à remettre ses pouvoirs à la Chambre. Trochu, convaincu que telle serait la décision adoptée au Conseil, et qu'il allait être investi du pouvoir, l'annonce à Jurien de la Gravière qu'il rencontre en sortant. « Il ne reste à l'Impératrice, ajouta-t-il, qu'à se retirer à l'Élysée. Je prendrai les mesures nécessaires à sa sûreté. »

Rentré au Louvre, il ordonne à ses officiers de se réunir autour de lui, chevaux sellés, et il attend. Nul ordre, nul avis ne vient. La Motterouge, chef de la garde nationale, attendait aussi, en permanence à l'état-major de la place Vendôme, depuis six heures. Ne recevant rien il se contente d'envoyer au Corps législatif les deux bataillons qui normalement étaient destinés à ce

service (15[e] et 18[e]) (dix heures et demie). Le général Soumain n'est pas appelé non plus. Palikao lui écrit seulement que les dispositions prises la veille ne seraient pas suffisantes pour la protection du Corps législatif et qu'il fallait augmenter le nombre des troupes. Aucune indication, du reste, sur la nature du mouvement qu'on redoutait. Soumain avait envoyé la veille un bataillon sous les ordres d'un colonel : il croit faire assez en envoyant sous les ordres d'un général, Caussade, deux bataillons d'infanterie, deux de gendarmes à pied et trois à quatre escadrons de gendarmes à cheval. Il établit de plus deux bataillons en réserve à la caserne des Invalides, un à la caserne Napoléon, et consigne les troupes dans toutes les casernes, faisceaux formés, sacs au côté.

Cent douaniers et la compagnie de gendarmerie de la rue de Tournon furent préposés à la défense du Sénat, et les troupes de la Garde à celle des Tuileries. Piétri, le préfet de police, choisit huit cents de ses agents les plus braves, dirigés par quatre commissaires de police éprouvés et, faisant un appel chaleureux à leur dévouement, les chargea de seconder les troupes. Des gardes de Paris à pied et à cheval et deux cents inspecteurs divisionnaires leur furent encore adjoints[1].

1. Soumain. Déposition dans l'enquête parlementaire. Palikao prétend qu'il se rendit de sa personne auprès de Soumain. Le général de Malroy, alors chef-d'état major du 8[e] Corps qui était réuni à la 1[re] division, parle enfin comme Soumain d'une lettre de position dans le procès du *Figaro*.

C'était la possibilité d'entourer le Corps législatif et les Tuileries d'au moins dix mille hommes sûrs. On se contenta pour le Corps législatif de 2 500 hommes et, pour les Tuileries, de mille agents de police et d'hommes de la Garde. Néanmoins ces troupes étaient plus que suffisantes à repousser toute attaque pourvu qu'elles fussent mises sous des chefs d'autorité, prêts à assumer les responsabilités. Tel était le général placé aux Tuileries, Mellinet, un de nos plus solides divisionnaires. Tel n'était pas, au dire de Palikao, le général Caussade, envoyé au Corps législatif, brave homme, âgé, lourd. Pourquoi, si on le jugeait ainsi, l'avoir mis dans un poste qu'il serait incapable de remplir? Le choix du chef à mettre en tête d'une troupe en un jour difficile est une affaire majeure. On a essayé de se dégager en disant : « Il n'appartenait pas au ministre de s'assurer que les ordres étaient exécutés : c'était l'affaire du général Trochu. » Sans doute, si on lui eût communiqué les ordres et si on l'eût chargé de veiller à leur exécution, mais cela ne le regardait plus dès qu'on le laissait en dehors.

On paraît toujours supposer que Trochu avait un pouvoir propre, personnel, indépendant dont il était le maître d'user à son gré. « J'ÉTAIS SON CHEF, a dit Palikao, et pour qu'il comprît bien notre position respective, je le lui rappelai au conseil [1]. » Il le lui avait rappelé rudement le 3 septembre en adressant des ordres directs au

1. Lettre du 21 juin 1871.

général Soumain. Trochu, *sans ordres*, rejeté dans le rang, n'avait qu'à s'abstenir, et à nul autre que Palikao on n'a de compte à demander de l'insuffisance et du désordre des dispositions militaires prises à l'aube de la journée du 4 septembre. Le président de la Commission d'enquête parlementaire a exprimé, sur cette façon sommaire de préparer une défense sérieuse, le jugement qui sera celui de l'histoire en disant à l'ancien ministre : « Tout cela a été fait bien légèrement! — *Très en l'air*, répondit Palikao, *les événements étaient bien en l'air aussi.* » A la bonne heure! Il n'y a rien à ajouter à un tel aveu.

## VI

Les préparatifs politiques ne furent pas moins en l'air que les dispositions militaires. Dès le matin l'Impératrice avait été assaillie d'amis dévoués qui, au nom de leur dévouement, lui conseillaient de n'être pas brave afin de leur laisser la facilité d'être lâches. Depuis plusieurs jours déjà, Émile de Girardin qui, semblable à l'aumônier des dernières prières, portait à tout pouvoir en détresse le conseil de se suicider, proposait l'abdication. Guéroult, dans *l'Opinion Nationale*, s'étonnait que cet avis n'eût pas encore prévalu ; Lesseps, s'autorisant de ses liens de parenté, y poussait avec énergie.

On ne peut pas dire que l'Impératrice s'y refu-

sait. Si elle ne consentait pas à une abdication formelle, elle était disposée à l'équivalent. Elle le prouva en priant Metternich, l'ambassadeur d'Autriche, de renouveler auprès de Thiers la démarche faite inutilement la veille par Mérimée. Metternich fut pressant : « L'Impératrice, dit-il, avait toujours déploré qu'on eût arrêté Thiers au coup d'État; elle n'était pour rien dans la manière dont on l'avait combattu à Paris ; c'est Persigny qui l'avait voulu; elle était prête à renoncer à tout pouvoir en sa faveur et elle demandait ses conseils. » Thiers répéta qu'après Sedan il ne savait plus quels conseils donner et il n'en résulta entre les deux interlocuteurs qu'un échange de réflexions fort tristes.

Cependant il fallait se décider à dire quelque chose au Corps législatif. Le Conseil des ministres, réuni le matin à huit heures, en délibéra. L'Impératrice s'assit sur son fauteuil; Chevreau se pencha vers elle : « Eh bien, Madame? » l'interrogeant sur ce qu'avait dit Trochu. Elle ne répondit rien, tourna la tête et leva les yeux au ciel.

Jérôme David débuta par proposer formellement l'abdication. Duvernois le combattit vivement [1]; l'idée fut écartée et, après beaucoup de

1. Jérôme David, dans ses dépositions arrangées, a naturellement nié le fait non seulement pour lui, mais d'une manière générale : « Cette idée, a-t-il dit, ne s'est pas présentée au conseil des ministres. » — Clément Duvernois le rétorque formellement : « Oui dans la délibération des ministres du 4 septembre, il fut question de l'abdication de l'Impératrice, mais je ne puis pas dire, sans dépasser

détours on s'arrêta au projet suivant : — I. Un Conseil de régence et de défense nationale est institué. Ce conseil est composé de cinq membres ; chaque membre de ce conseil est nommé à la majorité absolue par le Corps législatif. — II. Les ministres sont nommés, sous le contreseing des membres du conseil. — III. Le général comte de Palikao est nommé lieutenant-général de ce conseil.

Ce projet impliquait la déchéance de l'Empereur, de l'Empire, des institutions constitutionnelles et de la régence elle-même. Ce n'était pas l'adaptation aux circonstances de la régence impériale, c'était la création d'une régence nouvelle au profit de Palikao. Il ne pouvait pas entrer dans l'esprit des ministres qu'une telle chimère serait accueillie. Si on l'avait présentée à l'improviste dans la séance de nuit, peut-être aurait-il pu avoir quelque chance. Mais depuis ce moment les idées avaient marché, et il était téméraire de compter même qu'on en discuterait. La Droite ne voulait pas plus du nom de la régence que de la chose; tout le monde était d'accord que le pouvoir dominant devait passer à la Chambre, et ce n'était pas pour instituer la régence de l'auteur responsable de la capitulation de Sedan qu'elle userait du pouvoir dominant qu'elle comptait saisir. Sur toutes les lèvres il n'y avait qu'un

les bornes de la convenance, de qui venait la pensée d'une abdication et qui la combattait; pour moi je l'ai combattue énergiquement. » C'est de Pietri présent à la séance que j'ai su que Jérôme David avait été l'auteur de la proposition.

nom, celui de Trochu; en dehors de lui, aucune combinaison ne semblait viable. Thiers seul était en état de contre-balancer la popularité du général, et encore l'entreprise n'eût pas été certaine.

## VII

Vers dix heures du matin, les meneurs se dirigèrent du côté de la Chambre. Ceux qui purent se procurer des billets ou se recommander de quelque député, ceux qui, en leur qualité d'anciens députés, avaient droit à une place, les journalistes grands et petits, s'introduisirent dans les couloirs, les salles de conférences et les tribunes. Presque tous les chefs légitimistes, orléanistes, républicains furent de ce nombre.

Les meneurs populaires qui ne purent à un titre quelconque forcer une consigne, devenue cependant bien tolérante, s'établirent auprès des grilles du Corps législatif ou à proximité. Là se placèrent notamment les chefs blanquistes et les internationaux, Millière, Delescluze, Régère, Miot. Derrière eux roulait le flot humain, presque tout Paris, semblable à une formidable marée montante. Dans cette mer humaine, comme dans l'autre mer, on distinguait un courant rapide qui marquait son sillon ininterrompu à travers la surface unie : c'étaient les groupes organisés. On y voyait les anarchistes à la barbe touffue, au regard farouche, les voyous à blouse blanche,

éclaireurs de toute émeute[1], les souteneurs effrontés, les repris de justice gouailleurs, les orateurs des réunions publiques le nez au vent, les avocats jacobins importants, les affamés d'ambition ou de vengeance radieux.

A travers ces divers groupes se glissaient, les écoutant et les excitant tour à tour, des messieurs en redingote, coiffés de képis neufs (signe de ralliement des chefs), dont les manières d'éducation supérieure se décelaient malgré l'application à ne se point se distiguer du commun. La foule émue, inquiète, troublée, mais sans mauvaise colère ou dessein prémédité, allait aux nouvelles plus qu'à l'action, aussi facile à retenir qu'à lancer, disposée à subir les impulsions, nullement prête à les donner.

L'accès du Corps législatif était interdit au public, gardé jusqu'à une certaine distance par des gendarmes à pied et gardes de Paris; derrière les uns et les autres étaient massés, comme soutiens, les sergents de ville, et derrière la grille d'entrée, sur le quai et sur la rue de Bourgogne, des soldats de ligne. Les émeutiers, déguisés en gardes nationaux ou vêtus en civil, arrivaient par petits groupes; trouvant le pont barré, ils s'entassaient sur la place ou sur le quai des Tuileries. Les nouvelles à sensation circulaient : la

1. Le général Soumain, dans sa déposition, les signale formellement. On ne peut dire que cette fois ce fussent des blouses policières. La police de l'Empire se mettant à la tête des bandes qui marchaient au renversement de l'Empire, cela est inacceptable même à la crédulité niaise de l'esprit de parti

république était proclamée à Lyon et à Marseille avec la complicité de la troupe; l'Impératrice avait envoyé son abdication à la Chambre.

Dans la salle des conférences frémissaient confusément les colloques passionnés, les controverses ardentes en va-et-vient agité. Des exclamations et des interrogations; un échange fiévreux de renseignements et de projets; des rapprochements inattendus; des délaissements subits qu'on ne prenait pas la peine d'expliquer; les plus ardents naguère à aduler devenus les plus déchaînés à maudire, enfin le sauve-qui-peut personnel en son implacable impudence. Les députés de la majorité se communiquaient avec consternation, les députés de la Gauche avec triomphe, les nouvelles de Marseille et de Lyon qui se confirmaient[1]. Dans la salle des Pas-Perdus et les couloirs un grand nombre de gens étrangers à la Chambre ou au service circulaient librement; quelques-uns, tels que Clément Laurier, allaient de groupe en groupe excitant tout haut à la révolte, tandis que les questeurs ne paraissaient pas s'en apercevoir.

Les coryphées de l'opposition étaient salués,

1. Entre huit et neuf heures, en effet, l'hôtel de ville de Lyon avait été envahi, le préfet gardé à vue; à dix heures il avait paru au balcon et proclamé la république; les soldats de service à l'hôtel de ville s'étaient retirés crosse en l'air; un escadron de cavalerie qui arrivaient sabre au poing l'avait mis au fourreau en débouchant sur la place des Terreaux. A Marseille, les factieux avaient envahi la préfecture. Au lieu de les repousser, les soldats, mal commandés comme partout, les avaient laissés pénétrer.

entourés, caressés. Du plus loin qu'on aperçut Thiers, ce fut à qui de la gauche, du centre, de la droite s'élancerait vers lui. Il communiqua le projet qu'il comptait placer subsidiairement à côté de celui de Jules Favre. Il était ainsi conçu : « Vu la vacance du trône, la Chambre nomme une Commission de gouvernement et de défense nationale. Une Constituante sera convoquée dès que les circonstances le permettront. » Les députés de la Gauche approuvèrent : le *Vu la vacance du trône* et l'annonce d'une Constituante équivalaient à la déchéance. Les députés de la Droite se montrèrent moins satisfaits : « Il est évident qu'il faut en finir, dirent-ils à Thiers; nous sommes décidés à déclarer la vacance du trône, mais il nous est impossible de la prononcer ouvertement; qu'on nous épargne le mot. — Qu'à cela ne tienne, répondit Thiers ; pourvu que nous obtenions la chose, peu nous importe le mot. » — « Ce ne sera pas la première fois que l'on aura obtenu par une expression différente ce qui aurait été refusé sous son véritable nom [1]. » Au lieu de *la vacance du trône*, il mit *vu les circonstances*. La Gauche pour satisfaire son public, se crut obligée de maintenir *déchéance*, mais elle promit qu'elle voterait *vu les circonstances*. Même avec cette atténuation de forme, la proposition ne constituait pas moins « une sorte de gouvernement provisoire, et arrivait à l'élimination du gouvernement existant[2] ».

1. Mirabeau, 47e note.
2. Expressions de Duvernois dans sa déposition.

L'atténuation des considérants était amplement compensée par le dispositif annonçant la convocation éventuelle d'une Constituante. A quoi bon une Constituante s'il existait un gouvernement légal? Affirmer la nécessité d'une Constituante, c'était proclamer que l'Empire n'existait plus. Et, ce qui est plus grave encore, c'était condamner sa doctrine fondamentale, le pouvoir constituant, selon les Napoléon et selon la Révolution, reposant dans la main du peuple et le plébiscite en étant la forme nécessaire

Vainement les frères Chevreau se multipliaient-ils et démontraient-ils le danger d'abandonner l'Empereur devant l'émeute. « C'est pour la République que vous travaillez, disaient-ils; si vous nous abandonnez vous l'aurez dès ce soir. » Vains efforts! Personne n'écoutait, et les Mathieu de la Corrèze, Bournat, Josseau, de Benoist, Quesné, Millet, Pommier, Rolle, Roy de Loulay, etc., etc., la crème des députés officiels, signèrent le texte du centre gauche. « Les assemblées s'évadent toujours avec bonheur d'une situation extrême par une de ces issues ouvertes à tous les partis[1]. »

Le libellé de la proposition de déchéance étant convenu, on s'occupa des noms à introduire dans cette commission qu'on allait instituer. Il ne pouvait plus être question de Palikao; Trochu était unanimement accepté; Schneider, sachant qu'on pensait à lui, avait déclaré qu'il refuse-

1. Lamartine.

rait. On fit sans succès de nouvelles instances auprès de Thiers : « Je n'avais, dit-il, ni le devoir ni l'intérêt, pas plus que les membres de la Gauche, d'assumer la formidable responsabilité d'événements accablants dont je n'étais pas la cause. » Le fidèle de Rouher, Dréolle, pensa à Gambetta. Celui-ci le remercia très chaleureusement : « Mais il fallait auparavant régler la question de déchéance. » Après il ferait ce qu'on voudrait.

On en était encore, les uns à négocier, les autres à apposer des signatures, quand Palikao arriva avec le projet du Conseil des ministres. Il en donna lecture à ses amis de la majorité. Ce fut une clameur universelle : la *furia* d'en finir avait saisi les plus modérés; personne, parmi les dévoués de la veille, ne voulait plus entendre parler ni d'Empire, ni d'Empereur, ni de régence. « Conseil de régence! s'écria Fouché-Dréolle, — le mot est peut-être mal choisi et résonnera mal! » Beaucoup lui firent écho. On conseilla à Palikao d'effacer ce mot irritant et inopportun. Gaudin de Nantes proposa de remplacer *Conseil de régence* par *Conseil de gouvernement*. Réunis dans un angle de la salle, derrière un pilier, les ministres acceptèrent la transaction. Seulement, cette rédaction écartant implicitement l'Impératrice, son consentement était indispensable. Duvernois alla le lui demander. La pauvre femme, brisée par la douleur et énervée par les conseils pusillanimes, n'était plus en état de s'opposer à quoi que ce soit. Elle con-

sentit et Palikao au mot de *régence* substitua celui de *gouvernement*[1]. Peu importait d'ailleurs; un texte signifiait autant que l'autre, selon la juste expression de Duvernois, gouvernement provisoire, élimination de l'Empire et de la régente.

Cette substitution ne parut pas suffisante même aux membres de la majorité et beaucoup se montrèrent désappointés de l'obstination du gouvernement à maintenir un projet inadmissible : la régence de Palikao était une incohérence à abandonner; le gouvernement devait être remis purement et simplement sans conditions au Corps législatif; il n'était plus temps d'éviter la révolution; il ne fallait se préoccuper que de la retenir dans les mains de la Chambre et de la faire opérer par elle. Un grand nombre de députés entourèrent Buffet, le suppliant de se rendre auprès de l'Impératrice et d'en obtenir qu'elle acceptât la combinaison proposée par Schneider. Il s'y décida et partit pour les Tuileries accompagné de quelques collègues dont le dévouement ne pût être suspecté, tels que les anciens chambellans d'Ayguesvives, de Pierre.

## VIII

Ces négociations avaient pris du temps; la séance, quoique fixée à midi, ne s'ouvrait pas,

1. Compte rendu officiel.

et, pendant ces tergiversations, la foule s'amassait toujours plus nombreuse devant le pont de la Concorde. Les gardes nationaux armés obtinrent sous prétexte de service de traverser les rangs des gendarmes et de passer sur le pont. On n'arrêtait que ceux qui était sans armes; ils allèrent en chercher dans le voisinage et revinrent armés; on les laissa passer. L'entassement sur le pont devint inextricable. Les gardes nationaux essayèrent de le franchir et de s'avancer du côté de la Chambre; les sergents de ville et les gardes de Paris s'y opposèrent vigoureusement et les gardes nationaux durent s'arrêter entre les deux cordons de troupes qui barraient le pont. Les émeutiers, qui avaient réussi à s'introduire dans l'intérieur de la Chambre guettaient, du haut des marches du péristyle, les mouvements de leurs auxiliaires extérieurs, les encourageaient du geste; s'étant enfin rendu compte de l'immobilité à laquelle la résistance de la police réduisait les gardes nationaux, ils avertirent un des leurs, Kératry.

La séance venait de s'ouvrir (une heure et quart). Kératry monte à la tribune et dit : « La dignité du pays, la dignité de la Chambre, qui représente la nation, veut que nous soyons gardés non par des gardes de Paris et des sergents de ville, mais par la garde nationale. (*Rumeurs : Oui! oui! à gauche.*) Je m'étonne que M. le comte Palikao, ministre de la guerre, ait donné des ordres contraires à ceux du général Trochu et, par conséquent, je suis obligé de dire que M. le

ministre de la guerre a forfait à ses devoirs. »

Palikao dégage la personne du général Trochu et revendique la responsabilité des mesures prises pour la défense de l'assemblée : « Tout ce qui concerne la défense de Paris, toutes les troupes qui font partie soit de l'enceinte, soit des forts, tout cela est sous la direction du général Trochu, et je lui en laisse la libre disposition. Les troupes qui sont en dehors de la défense restent constamment dans les mains du ministre de la guerre. » Il explique ensuite l'usage qu'il a fait de son droit d'initiative. « Maintenant, de quoi vous plaignez-vous ? Que je vous fais la mariée trop belle ! » Et, comme à gauche on s'exclame, il insiste : « Comment! je mets autour du Corps législatif un nombre de troupes suffisant pour assurer parfaitement la liberté de la discussion, et vous vous en plaignez! Si je n'en mettais pas, vous vous plaindriez que j'abandonne le Corps législatif à des pressions extérieures. — Mais, crie Raspail, la garde nationale! — L'armée, riposte heureusement Palikao, est une troupe nationale. » Sans descendre de la tribune il présente son projet atténué de déchéance, en demandant l'urgence.

Aussitôt, Jules Favre réclame l'urgence pour le projet de déchéance élaboré dans la séance de nuit. Thiers dépose le sien : « Mes préférences personnelles, dit-il, étaient pour le projet présenté par mes honorables collègues de la Gauche parce que, à mon avis, il posait nettement la question dans un moment où le pays a besoin d'une très

grande clarté dans la situation. Mais, comme je mets au-dessus de mes opinions personnelles le grand intérêt de l'union, qui, au milieu du grand péril où nous sommes placés, peut seule améliorer notre situation ( *très bien! très bien!* ), peut seule nous donner devant l'ennemi qui s'approche l'attitude qu'il convient d'avoir devant lui ( *très bien! très bien!* ), j'ai fait abstraction de mes préférences et quoique je n'aie jamais fait de proposition, j'ai présenté une rédaction à plusieurs membres de toutes les nuances de cette Chambre... Cette rédaction la voici : « Vu les circonstances, la Chambre nomme une Commission de gouvernement et de Défense nationale. Une Constituante sera convoquée dès que les circonstances le permettront. »

Sauf la lieutenance générale de Palikao, que personne ne prenait au sérieux, Palikao moins que tout autre, « la proposition de Thiers différait peu de celle du ministère[1] ». Il n'y avait qu'une nuance essentielle : l'annonce d'une Constituante. Palikao se hâta de supprimer ce désaccord : « Le gouvernement, dit-il, admet parfaitement que le pays sera consulté lorsque nous serons sortis des embarras pour lesquels nous devons réunir tous nos efforts. »

Jusque là on avait vu des rois mis à mort, d'autres abdiquant et fugitifs ; on vit pour la première fois un gouvernement proposant son propre renversement. L'Empereur avait été déposé par

1. Trochu. Déposition.

la régence le 12 août, mais l'Empire était encore normalement debout; ceux qui avaient déposé l'Empereur voulurent que leur œuvre fût consommée. Les trois rédactions furent renvoyées d'urgence à la même Commission. La séance serait reprise dès que le président serait informé que la Commission aurait terminé son travail. (1 h. 40 minutes.)

## IX

A leur arrivée aux Tuileries, Buffet et ses collègues avaient été aussitôt reçus. « Vêtue d'une robe noire, pâle et glacée, malgré la chaleur du jour, l'Impératrice serrait frileusement autour de ses épaules un petit mantelet en soie violette. Elle était l'image même du désespoir[1]. » On s'assit, et aussitôt Buffet exposa la combinaison qui paraissait avoir obtenu l'adhésion de presque toutes les fractions de l'assemblée. Il s'efforça de démontrer qu'elle avait l'avantage, en réservant la décision ultérieure du pays, de conserver à la Chambre l'autorité morale nécessaire pour maintenir l'ordre et organiser la défense. Si le Corps législatif exerçait sans y être invité le pouvoir exécutif qui ne lui appartenait pas et instituait spontanément une Commission de gouvernement il perdait, ainsi que cette commission, toute force morale et tout crédit; on ne cesserait de rappeler à l'un et à l'autre qu'ils ne pouvaient exiger la soumission à un pouvoir usurpé.

1. Madame Carrette.

L'Impératrice écouta avec beaucoup de dignité ces observations et répondit avec une fermeté calme et haute : « Ce que vous me proposez, Messieurs, réserve, dites-vous, l'avenir, mais à la condition que j'abandonne dans le présent, et à l'heure du plus grand péril, le poste qui m'a été confié; je ne le puis, je ne dois pas y consentir. L'avenir est ce qui me préoccupe le moins, non pas assurément l'avenir de la France, mais l'avenir de notre dynastie. Croyez-moi, Messieurs, les épreuves que je viens de subir ont été tellement douloureuses, tellement horribles, que, dans ce moment, la pensée de conserver cette couronne à l'Empereur et à son fils me touche très peu. Mon unique souci, ma seule ambition est de remplir dans toute leur étendue les devoirs qui me sont imposés. Je suis convaincue que la seule conduite sensée, patriotique pour les représentants du pays serait de se serrer autour de moi, autour de mon gouvernement, de laisser de côté, quant à présent, toutes les questions intérieures et d'unir bravement nos efforts pour repousser l'invasion. Je suis prête à affronter tous les dangers et à suivre le Corps législatif partout où il voudra organiser la résistance. Si cette résistance était reconnue impossible, je crois que ce serait encore utile pour obtenir des conditions de paix moins défavorables. Hier le représentant d'une grande puissance m'a offert de proposer une médiation aux États neutres sur deux bases : Intégrité du territoire de la France et maintien de la dynastie impériale. J'ai répondu que j'étais

disposée à accepterune médiation sur le premier point, mais je l'ai énergiquement repoussée sur le second. Le maintien de la dynastie ne regarde que le pays et je ne souffrirai jamais que des puissances étrangères interviennent dans nos arrangements intérieurs. Si, néanmoins, vous croyez que le Corps législatif croit que je sois un obstacle, que le nom de l'Empereur soit un obstacle et non une force pour dominer la situation et organiser la résistance, que l'on prononce la déchéance, je ne m'en plaindrai pas ; je pourrai quitter mon poste avec honneur, je ne l'aurai pas déserté. Dans ce cas seulement, croyez-vous que ce serait une prétention trop grande de la part d'une femme volontairement descendue du trône que de demander à la Chambre l'autorisation de rester à Paris, dans telle résidence qu'on voudrait bien lui fixer, pourvu qu'il lui soit donné de partager les souffrances, les périls, les angoisses de la capitale assiégée? »

Buffet lui répondit qu'il considérait comme un devoir impérieux de ne pas lui dissimuler que, dans l'état des esprits au dehors et même au sein de la Chambre, ce que l'Impératrice considérait comme la conduite la meilleure et la plus patriotique était complètement impraticable. Ces observations furent appuyées par quelques députés, de Pierre, d'Ayguesvives. Daru renouvela onctueusement des représentations dans le genre de celles adressées au guillotiné par persuasion : « Rendez-nous notre liberté, Madame, déliez-nous du serment qui nous gêne afin qu'il

nous soit loisible de vous exécuter plus commodément. » L'Impératrice céda; elle descendit aux réalités poignantes du terre à terre et dit : « Dans le cas où je me rangerais à votre avis, il se présenterait encore une difficulté. Des résolutions différentes ont été arrêtées par mon conseil des ministres; je ne puis les changer de ma propre autorité. » Puis, après quelques instants de réflexion, elle ajouta : « Je vous autorise à retourner au Corps législatif et à dire au général Palikao et à ses collègues que je m'en rapporte complètement à eux, qu'ils sont libres de prendre la décision qui leur paraîtra la plus conforme aux intérêts du pays, que j'y adhérerai... »

L'attitude touchante de l'Impératrice pendant cette douloureuse conférence ne peut qu'être incomplètement rendue par une sèche analyse. Les députés s'éloignèrent bouleversés par l'émotion. Ils coururent au Corps législatif. Ils trouvèrent la séance suspendue et rejoignirent leurs collègues dans les bureaux.

## X

La discussion n'avait pas été longue. La proposition de Palikao n'obtint aucun suffrage, celle des députés de la Gauche fort peu; celle de Thiers réunit l'unanimité dans huit bureaux.

Le débat se prolongeant dans le neuvième en d'interminables divagations de Garnier-Pagès,

huit commissaires, nommés[1] sans attendre la fin, se réunissent, adoptent la rédaction de Thiers à l'unanimité, la complètent et nomment comme rapporteur Martel qui rédige, séance tenante, le rapport suivant : « Votre Commission a examiné les trois propositions qui lui ont été renvoyées; elles ont été successivement mises aux voix; celle de M. Thiers a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Toutefois votre Commission a ajouté à la proposition de M. Thiers deux paragraphes : l'un détermine le nombre des membres qui *composeront le gouvernement de la Défense nationale* (ainsi pas d'équivoques, plus d'Empire), cinq membres ; l'autre fixe les attributions dévolues à ce conseil; il nomme les membres à l'unanimité. »

La suspension de la séance ayant momentanément supprimé l'intérêt intérieur, le péristyle de la Chambre s'était de plus en plus rempli de spectateurs et d'émeutiers. Leurs encouragements devenus bruyants avaient excité les gardes nationaux entassés sur le pont à tenter de nouveau de le franchir. La poussée devenait irrésistible. Le commissaire de police Bellanger demanda au général (Caussade) de faire évacuer le pont du côté de la place de la Concorde. Le général répondit que l'Impératrice avait défendu qu'on résistât par la force[2]. Là-dessus un ba-

1. Buffet, Martel, Josseau, Daru, Lehon, Jules Simon, Gaudin, Genton et Dupuy de Lôme.

2. Dans sa déposition, Bellanger, le commissaire de police, se trompe en attribuant ce propos au général La Motterouge qui n'était pas sur les lieux.

taillon de garde nationale, à rangs formés, musique en tête, demanda à traverser pour se ranger le long du Corps législatif. La police refusa. Si le général avait également refusé, les gardes nationaux eussent forcé le passage, et il eût fallu dégainer. Regardant autour de lui, n'apercevant ni un chef militaire ni un ministre pour le soutenir, se voyant cerné par une multitude grossissante, convaincu que le carnage dont la nécessité s'imposait serait inutile, le vieux chef, par scrupule d'honnêteté, ordonna à la police de se retirer et de livrer passage au bataillon de garde nationale : « Jamais, a dit Thiers, je n'ai vu une révolution accomplie aussi aisément et à moins de frais. » Le ministre de la guerre, en costume civil, une canne à la main, sans les insignes du commandement, était venu vers midi voir les dispositions de la défense, mais il n'était plus, depuis l'ouverture de la séance, sorti de la salle des conférences et des couloirs. Maurice Richard, s'étant trouvé avec lui à la buvette, vit des individus envahir la grille, la colonnade et se glisser dans le jardin, à quelques pas des soldats. « Pourquoi, général, ne donnez-vous pas des ordres pour empêcher cela? » — Palikao fit un geste évasif et s'en alla. Quelques pas plus loin le député Léon Lefébure lui dit : « Eh bien, général, il paraît qu'il est convenu que nous serons envahis? — Que dites-vous? que dites-vous là? » fit Palikao, et il s'éloigna.

A l'approche des gardes nationaux le batail-

lon des gardes de Paris, qui longeait le jardin de la présidence, courut aux faisceaux et mit la crosse en l'air. Les affidés du dedans ouvrent la grille; les soldats de ligne stationnés dans la cour lèvent la crosse en l'air; la foule se rue sur les pas de la garde nationale, se répand dans les couloirs, dans la salle des conférences, dans les bureaux, dans les tribunes, aux cris de déchéance! mêlés à ceux de : Vive la France! Vive la République! De tous les côtés portes, vitres, volent en éclats. Dans la salle il y avait à peine quinze députés : au banc des ministres, Palikao; au fauteuil de la présidence, attendant l'ouverture des débats, Schneider debout les bras croisés.

« On n'avait pas affaire à la foule des jours d'émeute[1]. » « Beaucoup d'hommes point mal vêtus[2] »; d'autres très distingués[3]. Les questeurs, Hébert, général Lebreton, courent de toutes parts, effarés, ne sachant où donner de la tête. Hébert supplie les orateurs populaires d'intervenir et d'arrêter les envahisseurs. Picard monte sur une chaise dans la salle des confé-

1. Kératry.
2. Thiers.
3. CLUSERET, *Mémoires*, *La fin de l'Empire*, page 229. « La Révolution se fit à l'amiable, sous le manteau de la cheminée, par la bourgeoisie représentée par les députés de Paris et par la garde nationale. Le peuple y fut complètement étranger. » La même appréciation se retrouve dans le journal même de la bourgeoisie, le *Figaro* (6 septembre) : « La révolution qui substitue la république à l'Empire a été faite par l'élément conservateur de Paris par la bourgeoisie armée, c'est-à-dire par la garde nationale. »

rences, réclame pour la Chambre la liberté de délibérer, annonce qu'une commission est nommée, qu'elle prononcera la déchéance et instituera un gouvernement provisoire. On le bouscule, on déchire sa redingote. « Ce n'est rien, dit-il à la Chambre en souriant, la peau est intacte. »

Gambetta se jette dans la salle des séances, gravit la tribune et, s'adressant aux envahisseurs, parvient à faire entendre quelques paroles : « Il faut, Messieurs, de la régularité. Nous sommes les représentants de la souveraineté nationale. Je vous prie de respecter cette investiture que nous tenons du peuple. (*Réclamations et interpellations diverses.*) Écoutez, Messieurs, je ne puis pas entrer en dialogue avec chacun de vous, mais laissez-moi exprimer librement mon opinion. (*Parlez! parlez!*) Eh bien, mon opinion, la voici : c'est qu'il incombe aux hommes qui siègent sur ces bancs de reconnaître que le pouvoir qui a attiré tant de maux sur le pays est déchu (*Applaudissements prolongés*) et à vous, Messieurs, de faire en sorte que cette déclaration, qui va être rendue, ne puisse être arrachée aux députés par la violence. Il faut donc que les députés reviennent prendre leurs places, et que la séance ait lieu dans les conditions ordinaires avec la liberté de discussion la plus entière, afin de rendre plus solennelle et plus irréfragable la déclaration de déchéance. (*Oui! oui! Applaudissements.*) — *Une voix : La déchéance! on ne la discute pas. Nous la voulons!* — (*Tumulte.*) Don-

nons le spectacle de l'union et du calme. C'est au nom de la patrie et de la liberté, et comme représentant de la révolution française, qui saura se faire respecter au dedans et au dehors, que je vous adjure d'assister avec calme au retour des députés sur leurs bancs. » (*Bravos et applaudissements répétés*[1].)

Un peu de calme succède à cette allocution ; le président déclare la séance ouverte à deux heures et demie. Les députés essayent de gagner leurs bancs. Aussitôt le tumulte recommence plus fort. Crémieux tente en vain de le dominer. Gambetta se présente de nouveau à la tribune : « Voulez-vous que nous fassions des choses régulières? (*Oui! oui!*) Puisque ce sont là les choses que vous voulez ; puisque ce sont là les choses qu'il faut que la France veuille avec nous (*Oui! oui!*), si vous le voulez, il y a un engagement solennel qu'il faut prendre envers nous et qu'il ne faut pas prendre pour le violer à l'instant même : cet engagement, c'est de laisser la délibération qui va avoir lieu se poursuivre en pleine liberté. » — (*Oui! oui!*)

De nouveaux groupes pénètrent dans les tribunes. Un drapeau tricolore portant l'inscription : « 73e bataillon, 6e compagnie », est arboré par les nouveaux venus. Gambetta reprend : « Dans les circonstances actuelles il faut garder le calme. Vous pouvez donner un grand spectacle et une grande leçon. Le voulez-vous?

1. *Origine et chute du second Empire* par J. Simon, p. 389

Voulez-vous qu'on puisse attester que vous êtes à la fois le peuple le plus pénétrant et le plus libre? (*Oui! oui!*) Eh bien, si vous le voulez, je vous adjure d'accueillir ma recommandation, que, dans chaque tribune, il y ait un groupe qui assure l'ordre pendant nos délibérations. » (*Bravos et applaudissements dans presque toutes les tribunes.*) Schneider croit venu le moment d'intervenir : « M. Gambetta, qui ne peut être suspect à aucun de vous, et que je tiens, quant à moi, comme un des hommes les plus patriotes de notre pays, vient de vous adresser des exhortations au nom des intérêts sacrés du pays. Permettez-moi de vous faire, en termes moins éloquents, les mêmes adjurations. Croyez-moi, en ce moment la Chambre délibère sur la situation la plus grave. » Des rumeurs éclatant dans les tribunes, il s'écrie : « Je crois cependant pouvoir dire que j'ai donné à la liberté de mon pays assez de gages, pour qu'il me soit permis de vous adresser, du haut de ce fauteuil, les mêmes recommandations que M. Gambetta. Comme lui, je ne saurais trop vous dire qu'il n'y a de liberté vraie que celle qui est accompagnée de l'ordre... (*Très bien! — Rumeurs nouvelles dans les tribunes.*) Je n'espère pas prononcer ici des paroles qui conviennent à tout le monde, mais j'accomplis un devoir de citoyen en vous conjurant de respecter l'ordre dans l'intérêt même de la liberté qui doit présider à nos discussions. »

De telles rumeurs accueillent ces recomman-

dations que Palikao se lève et quitte la salle. Plusieurs députés imitent son exemple, Schneider se couvre et descend du fauteuil. Sur les instances de la Gauche, il essaie cependant de reprendre la séance. Après quelques mots sans efficacité de Girault du Cher, Gambetta revient à la rescousse : « Citoyens (*Bruit*), il est nécessaire que tous les députés présents dans les couloirs et dans les bureaux où ils ont délibéré sur la mesure de la déchéance, aient repris place à leurs bancs et soient à leur poste pour pouvoir prendre la mesure. Il faut aussi que vous attendiez, dans la modération et dans la dignité du calme, la venue de vos représentants à leur place. On est allé les chercher; je vous prie de garder un silence solennel jusqu'à ce qu'ils rentrent. Ce ne sera pas long. (*Oui! oui! — Applaudissements prolongés. — Pause de quelques instants.*) Citoyens, vous avez compris que l'ordre était la plus grande des forces. Je vous prie de continuer à rester silencieux. Il y va de la bonne réputation de la cité de Paris. On délibère et on va vous rapporter le résultat de la délibération. Il va sans dire que nous ne sortirons pas d'ici sans avoir obtenu un résultat affirmatif. » (*Bravos et applaudissements.*)

Une foule, qui s'était arrêtée un instant à la buvette et s'était employée à la vider, se rue vers les tribunes. Les escaliers tremblent sous ses pas. Les premiers arrivés, pour n'être pas étouffés par les survenants, se glissent le long des colonnes ou s'élancent dans le

pourtour, le remplissent, montent sur les banquettes et les pupitres. En même temps la porte de l'amphithéâtre faisant face au bureau saute en l'air. Quelques députés essayent en vain de refouler les assaillants; la salle est envahie avec un tumulte indescriptible. Les membres de la commission de déchéance ne parviennent même pas à gagner leur banc; toute délibération devient impossible. Piré s'élance à la tribune; on l'en arrache; mais il n'en descend qu'après s'être écrié : « J'avais un devoir à remplir; je voulais protester contre ce qui se passe! »

Par les couloirs de droite et de gauche, par les portes du pourtour sont entrés des gardes nationaux en uniforme ou sans uniforme, l'arme au bras. Une tourbe bruyante occupe tous les bancs, remplit les travées, entoure la table des secrétaires rédacteurs ainsi que les pupitres des sténographes en criant : La déchéance! la déchéance! Vive la République! Schneider descend de nouveau l'escalier de gauche du bureau, et sort de la salle.

La tribune est escaladée, deux jeunes gens se disputent le fauteuil du président, sur lequel l'un monte debout, tandis que l'autre ayant mis la main sur le levier de la sonnette l'agite convulsivement. Gambetta finit par obtenir qu'on lui fasse place, et il dit : « Citoyens! (*Chut! chut! écoutez!*) Attendu que la patrie est en danger; attendu que tout le temps nécessaire a été donné à la représentation nationale pour prononcer la déchéance;

attendu que nous sommes et que nous constituons le pouvoir régulier issu du suffrage universel libre, nous déclarons que Louis Napoléon Bonaparte et sa famille ont à jamais cessé de régner sur la France. » (*Explosion de bravos, salve générale d'applaudissements.*) « Et la république? s'écrient quelques voix, nous voulons deux choses : la déchéance et la république. »

Jules Favre, entré par la porte de la salle des Conférences, pénètre dans l'enceinte. Gambetta va au-devant de lui, et tous deux, fendant la foule des gardes nationaux et du peuple, qui les laissent passer, montent à la tribune au milieu des cris : « Vive Jules Favre ! vive Gambetta! » Enfin, dans une intermittence, Jules Favre s'écrie : « Voulez-vous ou ne voulez pas la guerre civile? (*Non! non!*) Il faut que nous constituions immédiatement un gouvernement provisoire. Ce gouvernement prendra en main les destinées de la France ; il combattra résolument l'étranger ; il sera avec vous et, d'avance, chacun de ses membres *jure de se faire tuer jusqu'au dernier*. Je vous en conjure, pas de journée sanglante. Soyons tous unis dans une pensée de patriotisme et de démocratie. » A chaque phrase l'auditoire criait : oui! oui! mais à chacun de ses oui, il ajoutait : Vive la république! — « La République, répondit Jules Favre, ce n'est pas ici que nous devons la proclamer. — Oui, ajoute Gambetta, oui, vive la république! Citoyens, allons la proclamer à l'Hôtel de Ville. » Ils descendent de la

tribune en répétant : « A l'Hôtel de Ville! à l'Hôtel de Ville! »

Une portion de la foule les suit; quelques citoyens entraînent le reste en élevant en l'air de grandes feuilles de papier prises dans les pupitres sur lesquelles ils ont écrit en gros caractères : A l'Hôtel de Ville. Cependant des groupes nombreux, persuadés que le gouvernement de l'Hôtel de Ville reviendra au Corps législatif, s'installent pour l'attendre, le cigare ou la pipe à la bouche.

Les députés de la Gauche ne suivent pas non plus tous Jules Favre. Grévy s'y refuse. « J'aurais voulu, dit-il, voir arriver la République d'une manière légale et non par la révolution. » Jules Simon hésite aussi. « Vous faites une dangereuse folie en allant à l'Hôtel de Ville », dit-il à Montpayroux. Et il se met à se promener avec Grévy dans la salle des Conférences. Au bout d'une demi-heure, pressé par des messagers de l'Hôtel de Ville, qui annoncent que la prise de possession s'est faite sans difficulté et que ses collègues l'appellent, il rejoignait ses amis devenus les maîtres incontestés du pouvoir.

Durant ces scènes, les troupes établies dans la cour de la rue de Bourgogne étaient demeurées en rangs formés, sans broncher. Quelques envahisseurs s'étant juchés sur le piédestal de la statue de la Loi, cherchaient à briser à coups de marteau l'aigle qui surmontait la hampe du drapeau. « Tirons sur ces canailles! » murmuraient les soldats frémissants. Le capitaine

Fleur eut peine à les calmer. L'invasion de la Chambre consommée, on leur hurla : « Criez : Vive la République! Allons, soldats! les amis! Criez! » Les soldats restèrent silencieux, puis, en une clameur formidable, crièrent : « Vive la France! » Eugène Pelletan, se rendant à l'Hôtel de Ville, leur dit en passant : « Mes amis! vous ne tirerez pas sur vos frères du peuple, n'est-ce pas? » — Des chuchotements hostiles lui répondant et le capitaine s'avançant d'un air peu amical, le député de la Gauche coupa court sa harangue et disparut. Tous les soldats préposés à la défense du gouvernement n'auraient demandé qu'à le défendre s'ils avaient été commandés.

Les députés de la Gauche ne l'ignoraient pas. Les discours circonspects de Jules Favre et les hésitations de Jules Simon démontrent combien les sentiments républicains de la population et de l'armée, par lesquels ils se sont prétendus entraînés, étaient peu certains, et combien ils se souciaient peu de provoquer un conflit militaire dans lequel ils auraient sombré.

## XI

Le général Lebreton, un des questeurs, avait, devant l'invasion de la Chambre, songé au général Trochu. Il saute dans un cabriolet, traverse

1. Déposition.

péniblement la foule, aperçoit les soldats de la place la crosse en l'air et court d'autant plus vite vers le Louvre. Trochu le reçoit aussitôt. Lebreton haletant lui dit : « Vous seul si populaire pouvez dégager le Corps législatif. — Avec quoi voulez-vous que je le dégage? répond Trochu. Le ministre de la guerre m'a annihilé. Je ne puis rien. »

Il n'avait pas, en effet, un seul soldat à sa disposition. La garde nationale était sous les ordres de son propre chef et du ministre de l'Intérieur; la police dans la main de Piétri; l'infanterie et les autres troupes sous le commandement direct de Palikao; la Garde, sous celui de Mellinet, était chargée de la protection des Tuileries et de l'Impératrice. Trochu ne pouvait mettre au service de l'assemblée que sa personne. « Vous voulez, dit-il, que seul j'arrête un demi-million d'hommes qui, dites-vous, se presse vers la Chambre? Il y a là une impossibilité absolue : un homme seul n'arrête pas les foules en démence; mais cet effort que vous me demandez au nom du Corps législatif et qui ne peut aboutir, je le tenterai néanmoins. » (Deux heures.)

Il charge son chef d'état-major de se rendre auprès de l'Impératrice et de l'informer de ce qu'il allait essayer. Suivi de trois officiers il descend le perron pour monter à cheval; la foule qui s'était engouffrée dans la cour l'acclame « avec une frénésie dont on n'avait jamais vu d'exemple[1] ». Il fit signe de la main et obtint

1. Général Lebreton.

le silence. — « Vous avez confiance en moi? dit-il. — Oui, nous vous suivrons partout. Vive Trochu! — Eh bien, puisque vous avez confiance en moi, dans quelques jours je vous conduirai aux remparts : nous aurons à repousser l'ennemi; pour cela il faut de la modération et de l'entente, calmez cette agitation, rentrez chez vous, et réservez votre énergie pour le moment où vous serez en face des Prussiens. » Puis il se met en route par le guichet de la rue de Rivoli. Il a les plus grandes peines à traverser la place du Carrousel; les chevaux enveloppés se cabrent, au point de perdre l'équilibre; enserré sous le guichet des Saints-Pères, entre un double flot d'entrants et de sortants, il ne réussit à gagner le quai qu'en se séparant de ses officiers; il longe les grilles closes des Tuileries, derrière lesquelles des soldats stationnent près de leurs armes en faisceaux. A mesure qu'il poursuit sa route la multitude s'amoncelle devant lui et autour de lui.

Il met près d'une heure à parvenir au pont de Solférino. Là il est comme figé dans la foule et dans l'impossibilité d'avancer ou de rétrograder. Il y rencontre, poussés par le flot, Jules Favre et ses compagnons (trois heures un quart). Jules Favre lui serre la main, lui annonce qu'il n'y a plus de Corps législatif ni de gouvernement; que lui et ses amis vont à l'Hôtel de Ville essayer d'en constituer un. Il le prie de rentrer au Louvre; il l'y instruira de ce qui se sera passé[1]. Le général

1. Le langage que Trochu a mis dans la bouche de Jules Favre (discours) est absolument controuvé et en opposition

demeure un moment immobile, répond quelques mots vagues, salue, tourne bride et revient au pas, vers le Louvre, pendant que Jules Favre et son bruyant cortège reprennent leur marche.

Que serait-il advenu si Trochu avait atteint le Corps législatif? La foule n'y était plus et le Corps législatif avait abandonné l'Empire, l'Empereur et la Régente, ne regrettant l'envahissement que parce qu'il ne lui permettait pas de prononcer lui-même la déchéance et de donner une apparence d'origine légale au gouvernement nouveau. « Des violences étaient non seulement coupables, mais parfaitement inutiles, a dit ingénument Daru, car à l'heure où elles étaient commises, le rapport de M. Martel était prêt et allait être lu à la Chambre. Ce rapport concluait à la reconstitution du pouvoir exécutif; toutes les mesures commandées par les circonstances, en moins de douze heures, avaient été prises, elles allaient être sanctionnées par le vote des mandataires du pays ; un gouvernement allait s'installer le soir même, sans secousse, sans violences au Palais-Bourbon[1]. » Si donc l'intervention de Trochu avait rendu à la Chambre sa liberté, elle aurait aussitôt voté le rapport de Martel et institué un gouvernement nouveau, la déchéance de l'Empire ayant été prononcée par les députés insurgés contre la légalité constitutionnelle.

Trochu revint au Louvre. Il y rentra aussi

avec toutes les vraisemblances du personnage et de la situation. La version de J. Favre et de J. Ferry est la vraie.

1. Rapport page 40.

péniblement qu'il en était sorti, après des efforts d'une heure, son cheval ayant perdu presque tout son harnachement. Aussitôt descendu de cheval, il demanda à Schmitz : « Qu'est devenue l'Impératrice ? » Schmitz lui raconte que les grilles du Carrousel sont fermées et que les voltigeurs de la Garde sont rangés en bon ordre dans la cour, mais qu'autour des grilles une foule houleuse se pressait, plus que menaçante. Schmitz parlementant pour pénétrer, l'amiral Jurien était survenu et lui avait dit : « Ce n'est pas la peine d'entrer; elle est partie, elle est sauvée ! »

## XII

Il avait été fort à craindre qu'en se rendant à l'Hôtel de Ville les émeutiers ne fissent une halte aux Tuileries. Ils les regardèrent en effet de travers en passant, eurent une velléité de s'y arrêter et poursuivirent leur route. Mais d'autres étaient survenus, qui se pressaient aux diverses issues du palais, le long du quai, curieux, bruyants, plus qu'emportés, ils ne faisaient entendre aucune provocation haineuse. La population de Paris n'avait pas encore oublié qu'elle avait voulu, acclamé, presque imposé la guerre et elle ne ressentait aucun courroux contre ceux qui n'avaient fait que suivre son impulsion. L'effroyable infortune de la souveraine, de l'épouse, de la mère lui inspirait de l'attendrissement, et, de ses profondeurs, on n'entendit pas sortir une seule fois le cri : A

bas l'Impératrice. « Si elle eût été rencontrée dans les Tuileries désertes, a écrit un des acteurs de la Révolution, elle n'eût couru aucun risque. Il n'est pas un de nous qui n'eût tenu à honneur de lui faire un rempart de son corps[1]. » Néanmoins tout rassemblement est inquiétant, car les foules, semblables aux magasins de poudre, ne sont jamais plus tranquilles qu'une minute avant l'explosion, et elles contiennent toujours, embusqués dans leurs recoins, des bandits prêts à en sortir pour un mauvais coup.

L'entourage de l'Impératrice était très effrayé pour elle. Elle avait déjeuné à l'heure ordinaire, entourée de sa maison, avec Lesseps à sa droite. Dans le salon d'attente qui précédait son cabinet séjournaient les maréchales Canrobert et de Malakoff, Mesdames de Saulcy, d'Aguado, de La Bédollière, de la Moskowa, de La Poëze, de Sancy, de Rayneval, de Bourgoing; les chambellans de Banes Gardonne, de Brissac, Lezay-Marnesia, l'amiral Jurien de la Gravière, le général de Montebello, le marquis de la Grange, le vicomte de la Ferrière, Castelbajac, Conti. La grande maîtresse, la princesse d'Essling, n'était point présente parce que sa voiture avait été arrêtée sur la place de la Concorde et qu'elle avait été contrainte de rentrer chez elle. A une heure, la princesse Clotilde vint selon sa coutume demander des nouvelles. « Je vous remercie, lui dit l'Impératrice en l'embrassant, des bontés que vous avez

1. HAMEL, *Histoire populaire de l'Empire*, t. II, p. 551.

eues pour moi, mais promettez-moi de partir au plus tôt. » Alors survinrent Nigra, Metternich, puis Jérôme David, Busson-Billaut, Chevreau et son frère Léon. Trochu n'avait point paru. A ce moment même, sur la réquisition du général Lebreton, il était en route vers le Corps législatif. Palikao ne s'était pas montré non plus. Occupé à se débattre à la Chambre contre les émeutiers, il en avait été fort maltraité et n'avait pu qu'à grand'peine gagner, tout meurtri, le ministère de la guerre. Piétri de même, retenu à la préfecture de police, s'y barricadait et s'apprêtait à opposer une résistance désespérée aux révolutionnaires.

L'Impératrice ne s'enquit ni de Palikao ni de Trochu. Elle dépêcha à la préfecture de police son chambellan Lezay-Marnesia avec ordre de ramener Piétri. Devant cet ordre formel Piétri s'inclina. Il laissa pour instruction à ses agents de déterminer leur conduite selon les circonstances et il traversa la foule sans être reconnu, dans une voiture de la cour.

Il trouva les ministres, les ambassadeurs, l'amiral Jurien, Conti, en conférence dans le cabinet de l'Impératrice sur le parti à prendre. Chevreau racontait les défections de la Chambre, en citant les noms principaux, l'envahissement, les mouvements de la foule, l'inertie des chefs de l'armée; Jérôme David affirmait qu'une colonne s'avançait vers les Tuileries par la rue de Rivoli : la dynastie était perdue, il ne restait qu'à mettre en sûreté la personne de l'Impératrice afin que les révo-

lutionnaires ne s'en emparassent pas comme d'un otage.

L'Impératrice ne pouvait se résoudre à partir. « Croyez-vous, dit-elle, que j'aie rempli mon devoir jusqu'à son extrême limite? que je puisse me retirer avec honneur? Si quelqu'un pense que j'aie quelque chose encore à faire, qu'il le dise, je suis prête à l'écouter. » A l'exception de Busson-Billaut qui présenta quelques observations, tous répondirent : « Non, il n'y a plus rien à faire. » Que pouvait, en effet, l'infortunée, abandonnée par ses ministres, par sa Chambre, par ses amis, par tout le monde, sauf par ses serviteurs intimes? Dans les jours précédents, dans la nuit même, le matin encore, il y avait quelque chose à tenter, mais à cette heure, au fond des Tuileries, il ne restait qu'à courber la tête sous l'inexorable fatalité.

L'envahissement du palais allait certainement suivre plus ou moins vite celui de la Chambre; il fallait opter entre un départ immédiat et une résistance armée à laquelle Mellinet ne se fût pas refusé. Mais la résistance armée « personne depuis la veille n'en admettait même la pensée ». Le départ s'imposait donc. Piétri opina fortement dans ce sens; Metternich mit une insistance particulière à le conseiller. Était-ce pour dégager sa parole et celle de son gouvernement? Était-ce par pure sympathie? Nigra gardait le silence. L'Impératrice l'interpella. Il s'excusa sur sa qualité d'étranger de ne pas trouver un avis.

Le départ résolu, comment allait-il s'opérer?

Jérôme David proposa de faire préparer un train spécial avec lequel on gagnerait un point quelconque de la frontière. L'Impératrice refusa: « Je ne veux pas, dit-elle, recommencer l'histoire de Varennes. » Jurien de la Gravière parla du *Puebla*, petit navire impérial de la flottille de la Seine. « Y pensez-vous? répond l'Impératrice, il y a des écluses à traverser, nous serions cueillis comme une violette. »

A ce moment M[me] Lebreton, lectrice de l'Impératrice, qui avait la tête et le cœur de son frère, Bourbaki, arrive en costume de voyage. Après avoir causé un instant avec Metternich, elle prend l'Impératrice à part, lui explique qu'elle a demandé qu'on ouvrît les portes en fer qui séparaient les Tuileries du Louvre, que par là on gagnerait le quai où l'on trouverait la voiture du prince de Metternich. Metternich confirme. « Nous nous chargeons de la sûreté de l'Impératrice, dit-il à Jurien, mais vous pouvez nous accompagner jusqu'à ma voiture. » On congédia le service afin de partir plus sûrement.

L'Impératrice dit adieu à ses ministres, puis elle entre dans le salon d'attente, et, sans dire qu'elle part elle-même, dit à tous : « Partez! » Elle embrasse ses dames, serre la main des hommes; en arrivant à Léon Chevreau elle lui demande si tout ce qu'il a raconté est bien vrai, s'il a bien vu, bien entendu, s'il est exact qu'un tel, un tel (à quoi bon les nommer?) aient signé la proposition de Thiers? « On n'a donc plus d'amis en France quand on est malheureux!

s'écrie-t-elle, — Madame, répondit Léon Chevreau en fléchissant le genou, partout où vous irez, mon frère et moi nous vous suivrons. » On fondait en larmes. Elle, jetant des regards désolés sur ces murs remplis des souvenirs de ses jours brillants, semblait clouée au parquet. Metternich et Piétri la réveillèrent : « Vite, Madame ! dirent-ils, il n'est que temps. » Et ils l'entraînèrent en répétant : « Nous répondons d'elle. — Mais où l'emmenez-vous? s'écrie-t-on. — Metternich vous le dira », répondit-elle. Puis se retournant une dernière fois vers ses serviteurs fidèles : « Je vous remercie ! au revoir ! » Et la porte du cabinet se referme. Presque aussitôt après le général Mellinet entrait dans le salon de service. « Je viens, dit-il, demander à l'Impératrice la permission de faire balayer tous ces braillards-là. » On lui apprend que l'Impératrice va quitter le palais. « Nous ne pouvons cependant pas nous laisser égorger comme des femmes ! s'écrie-t-il hors de lui. On le calme, on le convainc que la résistance ne servirait maintenant qu'à provoquer une effusion inutile de sang suivie peut-être de grands malheurs, qu'il n'y a qu'à retarder l'envahissement en parlementant, afin de donner à l'Impératrice le temps de s'éloigner.

## XIII

Enveloppée d'un manteau de voyage, le visage caché par un voile épais, un petit sac à la main,

l'Impératrice quitta ses appartements, suivie de Metternich, Nigra, Jurien de la Gravière, en bourgeois depuis le matin afin de pouvoir avec plus de sécurité accompagner la Régente partout ou il y aurait lieu. Conti, le lieutenant de vaisseau Conneau, en uniforme, Mme Lebreton suivent. On était déjà en marche lorsque Conti s'approcha de Jurien et lui dit à voix basse : « Croyez-vous vraiment qu'elle doive partir? » Jurien répondit par un geste d'évidence. La partie du palais à traverser, l'aile gauche des Tuileries, était en plein bouleversement, parce qu'on y préparait les logements du prince impérial. On y avança avec quelque peine à travers des couloirs encombrés. On parvient enfin à la grande salle neuve destinée à devenir la salle des États. La porte qui la mettait en communication avec les galeries du Louvre était fermée et celui qui devait l'ouvrir absent. Grand dommage! Si elle eût été ouverte, l'Impératrice gagnait le quai avant que la foule en eût cerné les issues et partait dans la voiture de l'ambassadeur.

L'Impératrice indique un autre passage : on s'y engage. Après avoir erré encore dans les couloirs, on trouve encore portes closes, et on finit par aboutir au perron du prince impérial (bâtiment nouveau) dans la cour du Carrousel. L'Impératrice s'arrête dans le vestibule et envoie Conneau sur le quai voir s'il peut ramener la voiture de Metternich. Conneau revient annonçant que la foule se précipite sur les grilles du

guichet. Jurien y court pour les défendre. Un peloton de chasseurs à pied se range derrière lui, frémissant du désir de repousser les assaillants. L'amiral avait beau crier à travers la grille : « L'Impératrice a quitté les Tuileries ; cessez des violences inutiles ! » Nul ne l'écoutait, une collision paraissait inévitable. « La troupe, a dit Jurien, aurait certainement repoussé la multitude[1]. » Mais à quoi bon? Une patrouille de la garde nationale qui passait empêcha le choc. Appelée par Jurien, elle s'approche, disperse à coups de crosse les assaillants, et donne l'assurance que personne ne recommencera. Et là-dessus Jurien, voyant le général Schmitz venu aux renseignements, lui avait affirmé avec confiance que la Régente était en sûreté.

L'Impératrice n'avait pas attendu le retour de Jurien ; elle était remontée dans la nouvelle salle des États et y avait enfin trouvé la clé de la galerie. Là elle congédia Conti et Conneau, auquel elle recommanda de quitter son uniforme et elle gagna le guichet qui donne sur la place Saint-Germain-l'Auxerrois. Au moment d'y arriver, oubliant l'étiquette de cour, elle prend le bras de Nigra. — « N'est-ce pas, lui dit-elle, que je n'ai pas peur? Voyez si mon bras tremble. Maintenant, ajouta-t-elle, il faut de l'audace. » La place, en effet, était garnie de peuple. Metternich s'avance et cherche une voiture, la sienne étant trop éloignée sur le quai. En ce moment

1. Lettre du 24 septembre 1870.

même un incident attire l'attention populaire vers l'église et rend la place libre. Deux fiacres passaient; Nigra les arrête, pousse l'Impératrice dans le premier et veut y prendre place à côté d'elle. Mme Lebreton s'y élance avant lui et crie : « Boulevard Malesherbes! » C'était l'adresse du Conseiller d'État Besson. Nigra monte dans la seconde voiture et crie aussi : « Boulevard Malesherbes. » Les deux voitures avaient fait à peine quelques pas qu'un gamin s'écrie : « Voilà l'Impératrice! » Nigra descend de sa voiture, le prend à la gorge et lui dit : « Petit misérable! ce sont deux dames de mes amies. Veux-tu te taire! » Pendant ce colloque, la voiture de l'Impératrice filait. Nigra ne put plus l'atteindre, et quand il arriva boulevard Malesherbes, il ne rencontra personne.

L'Impératrice y était descendue quelques instants auparavant, avait congédié son fiacre et demandé M. Besson. Il n'était pas chez lui. Elle l'attendit assez longtemps dans l'escalier, puis prit un autre fiacre et se rendit chez un autre ami, le marquis de Piennes. Il n'y était pas non plus. Alors Mme Lebreton jette au cocher le nom du dentiste Évans, dont l'hôtel, avenue de l'Impératrice, était en dehors de l'émeute. Les deux fugitives s'y rendent. Evans les reçoit avec empressement. Mais il attendait des convives à dîner, et n'était pas libre tout de suite. Il pria l'Impératrice de se retirer dans une chambre jusqu'à ce qu'il eût congédié son monde. Seule enfin et libre de s'abandonner à ses sentiments

toute la journée contenus par les plus effroyables angoisses, la malheureuse femme éclate en sanglots, tandis que dans la salle voisine s'élèvent les rires et les bruyants propos d'un repas d'Américains. Ce ne fut que dans l'excès même de son accablement qu'elle finit par trouver quelque repos.

Le matin à cinq heures, elle quittait la maison hospitalière, et n'ayant pas consenti, comme le docteur Évans le lui conseillait, à se rendre au Mont-Valérien, il la conduisit à Deauville, dans sa voiture tant qu'il le put, puis en voiture de louage. La route se fit sans encombre. A un relai, on entendit le postillon dire : « Il y a de bonnes nouvelles de Paris, cette coquine d'Impératrice est chassée et la République est proclamée. » Ce fut tout. Le 5 septembre au soir on était à Deauville. Sir John Burgoyne, après quelques difficultés, consentit à transporter les deux fugitives en Angleterre. Elles s'embarquèrent dans la nuit et partirent le 6 au matin. La mer était démontée; un navire, dans les mêmes parages, se perdit; si celui qui portait la souveraine déchue avait sombré, nul n'aurait su ce qu'elle était devenue. Enfin elle débarqua à Ryde, d'où elle se rendit à Hastings.

## XIV

Dans la matinée du 5 septembre eut lieu le départ de la princesse Clotilde.

Le prince Napoléon l'avait vivement rappelée

auprès de lui; le roi Victor-Emmanuel lui avait envoyé, pour la ramener, le marquis Spinola. Elle avait consenti à mettre ses enfants en sûreté, elle s'était obstinément refusée à s'éloigner elle-même : « Je fais cela pour mes enfants », avait-elle dit. Et comme on lui représentait les périls prochains auxquels elle s'exposait : « Crainte et Savoie, avait-elle répondu, cela ne va pas ensemble. »

Elle exprimait les mêmes sentiments à son père : « Il m'est impossible, lui écrivit-elle, d'abandonner Paris; mes frères, ma sœur agiraient comme moi. Je dois cette détermination à mon mari, à mon fils, à ma patrie d'adoption comme à ma patrie native. » Elle n'était pas pour rien une princesse de Savoie, et elle était certaine que son père approuverait sa résolution; abandonner Paris en un pareil moment lui semblerait une honte, un déshonneur après lequel il ne lui resterait plus qu'à se cacher; ni elle ni son fils ne pourraient plus revoir la France. En terminant, elle priait son père « de se rappeler ce que dit l'histoire des princes qui abandonnent leur peuple à l'heure du péril. »

Le soir du 4 septembre, Vimercati vint en larmes lui montrer une lettre du roi qui disait : « Vous me répondez de ma fille sur votre tête. » Sur ses instances et sur celles de Nigra elle avait consenti à venir passer la nuit à l'ambassade d'Italie; mais le lendemain matin elle était rentrée au Palais Royal, y entendait la messe, visitait une dernière fois ses pauvres. Avant de

sortir du palais elle fit prier le lieutenant et le capitaine de la garde nationale commandant le poste de monter dans ses appartements. Elle les reçut avec émotion, leur exprima son regret d'être obligée de quitter Paris et leur tendit la main, désirant une dernière fois, dit-elle, serrer celle de deux soldats français. Ce mouvement de cœur alla au cœur des deux officiers. Le poste des gardes nationaux ayant demandé à lui présenter ses hommages, la Princesse l'avait reçu et était descendue par le grand escalier. Elle quitta le palais au milieu des témoignages d'un respect unanime.

Après avoir déjeuné à l'ambassade, elle se rendit à la gare dans la voiture de Nigra. On la reconnut et on la salua respectueusement. A la dernière station française les mécaniciens demandèrent à lui faire leurs adieux. Alors elle, qui ne pleurait pas facilement, éclata en sanglots. A mi-côte du Mont-Cenis elle trouva son frère, le prince Amédée, et, à Turin, le prince Napoléon revenu de Florence. Quand il connut les détails de ce départ, le roi Victor-Emmanuel lui télégraphia : « Je te remercie de ce que tu as fait pour l'honneur de notre maison. »

## XV

Les dames de l'Impératrice, puis les chambellans quittèrent les Tuileries dès qu'ils supposèrent l'Impératrice en sûreté. Au haut de l'escalier

des appartements privés le cent-gardes de faction était immobile. « Il n'y a plus personne, lui dit Mme de la Poëze, retirez-vous. » Le cent-gardes frappe le sol de sa carabine, la pose au coin de la fenêtre et s'éloigne. Au bas de l'escalier, le beau suisse, la hallebarde au poing, n'avait pas non plus quitté son poste. « Mon ami, lui dit Lezay-Marnesia, laissez votre hallebarde, tout est fini. » Le suisse obéit et s'en va. Tout ce monde, désespéré et morne, sort par la porte de la rue de Rivoli et se perd dans la foule sans être inquiété.

Le général Mellinet, descendu dans la cour des Tuileries, avait pris ses dispositions pour retenir la foule pendant que l'Impératrice s'éloignait. Ses grenadiers de la Garde, massés devant la grande porte du palais, tenaient en respect les trois ou quatre cents personnes qui avaient pénétré dans le jardin. Un conflit aurait éclaté si deux hommes d'esprit mêlés aux assaillants, Victorien Sardou et Armand Gouzien, ne s'étaient employés à le trancher pacifiquement. Ils obtinrent d'abord, par une petite harangue habile, pastiche réussi des hâbleries révolutionnaires, que les émeutiers attendraient le résultat de leurs négociations; puis s'avançant hardiment, ils demandèrent à parler à Mellinet. « Que voulez-vous de moi? dit le général du ton d'un homme fort en colère, j'ai fait un serment et je le tiendrai, moi! — Général, répond Gouzien, il n'est pas question de manquer à votre serment : vous devez protéger les Tuileries. — Oui, Monsieur,

sortir du palais elle fit prier le lieutenant et le capitaine de la garde nationale commandant le poste de monter dans ses appartements. Elle les reçut avec émotion, leur exprima son regret d'être obligée de quitter Paris et leur tendit la main, désirant une dernière fois, dit-elle, serrer celle de deux soldats français. Ce mouvement de cœur alla au cœur des deux officiers. Le poste des gardes nationaux ayant demandé à lui présenter ses hommages, la Princesse l'avait reçu et était descendue par le grand escalier. Elle quitta le palais au milieu des témoignages d'un respect unanime.

Après avoir déjeuné à l'ambassade, elle se rendit à la gare dans la voiture de Nigra. On la reconnut et on la salua respectueusement. A la dernière station française les mécaniciens demandèrent à lui faire leurs adieux. Alors elle, qui ne pleurait pas facilement, éclata en sanglots. A mi-côte du Mont-Cenis elle trouva son frère, le prince Amédée, et, à Turin, le prince Napoléon revenu de Florence. Quand il connut les détails de ce départ, le roi Victor-Emmanuel lui télégraphia : « Je te remercie de ce que tu as fait pour l'honneur de notre maison. »

## XV

Les dames de l'Impératrice, puis les chambellans quittèrent les Tuileries dès qu'ils supposèrent l'Impératrice en sûreté. Au haut de l'escalier

République! respect aux propriétés de l'État! » La foule continua à se donner la satisfaction de traverser le palais sous le pavillon de l'Horloge. « Cette foule était bigarrée; il y avait en elle plus de curiosité que de passion [1]. »

Les Tuileries, pas plus que le Palais législatif, n'avaient été prises par l'émeute; elles furent livrées. Si ceux qui étaient préposés à leur garde avaient employé les forces dont ils disposaient, elles n'eussent pas été envahies. Le départ de l'Impératrice brisa la volonté vaillante de Mellinet comme l'abstention de Palikao désarma le courage de Caussade : on ne doit incriminer aucun de ces généraux. Les Tuileries, cependant furent préservés de la souillure émeutière. Le préfet de police vint dans la soirée y apposer les scellés. Il trouva sur le bureau de l'Empereur la photographie de Guillaume et de Bismarck avec dédicaces.

1. *Presse*.

# CHAPITRE XI

## LE 4 SEPTEMBRE — SUITES

### I

L'odyssée des députés de la Gauche vers l'Hôtel de Ville s'était achevée sans encombre. Dans les omnibus, qui continuaient à circuler, les voyageurs saluaient joyeusement Jules Favre et son cortège. A la caserne Napoléon les soldats s'étaient prononcés pour la révolution ; un bataillon envoyé contre elle avait levé la crosse en l'air en criant : « Vive la République ! » et s'était débandé ; les officiers durent garder eux-mêmes des postes[1]. A l'Hôtel de Ville les députés avaient été presque portés dans la grande salle. Monté sur une des banquettes disposées au fond, Jules Favre prononce quelques paroles auxquelles répond le cri : « Vive la République ! » Des furieux voulant lacérer les portraits de l'Empereur et de l'Impératrice, Gambetta les fit retourner contre la muraille. Dans des coins, Delescluze, Millière et

1. Déposition du général Soumain.

leurs acolytes péroraient et confectionnaient des listes de chefs d'État. Impossible de délibérer dans un aussi effroyable tumulte : les députés se retirèrent dans une salle contiguë à l'ancien cabinet du préfet de la Seine. Deux ou trois fidèles montaient la faction à la porte. Delescluze obtint d'eux la permission d'entrer. Mais presque aussitôt il sort, levant les bras au ciel : « Il n'y a rien à faire avec ces gens là ! » En effet, pour en finir avec les compétitions, les députés avaient adopté une idée de Ledru-Rollin et décidé de placer au gouvernement les députés de Paris et ceux qui, nommés par Paris, avaient opté pour les départements.

L'idée, fort peu libérale, fort peu démocratique, était pratique. Le gouvernement se trouva, en conséquence, composé de Jules Favre, Gambetta, Picard, Jules Simon, Crémieux, Emmanuel Arago, Garnier-Pagès, Glais-Bizoin, Pelletan, Rochefort. Thiers seul manquait à la liste. « Ce n'est pas la faute de ses collègues, disait Nefftzer dans *le Temps*, mais l'illustre homme d'État a préféré s'effacer tout en garantissant son meilleur concours. »

Ordre était donné d'élargir Rochefort, mais l'ordre avait été devancé. Le nouveau membre du gouvernement, délivré par ses amis, arrive porté en triomphe, acclamé maire de Paris. Le gouvernement provisoire avait déjà nommé à ce poste Etienne Arago : Rochefort se récuse. Floquet, son camarade de collège, l'adjure de se joindre à ses collègues, Ferry l'embrasse, l'entraîne dans

le cabinet où siège le gouvernement et Rochefort accepte d'y rester.

La police fut donnée à Kératry, les postes à Rampont, les télégraphes à Steenackers. Picard fut chargé de rédiger une proclamation. Lorsque le nouveau gouvernement sortit de son réduit et annonça qu'il était constitué, un autre gouvernement formé par Delescluze se dressait déjà en face de lui. Mais Jules Favre jouissait d'une telle popularité qu'il lui suffit de paraître pour que les démagogues descendissent des escabeaux où ils s'étaient hissés et rentrassent dans l'ombre. Félix Pyat voulut essayer de protester; il fut foudroyé par un discours de Gambetta.

Le gouvernement était institué, mais il n'existerait en réalité que lorsque Trochu y aurait adhéré. Le voudrait-il? On délégua vers lui, du consentement unanime, Rochefort et Glais-Bizoin. Trochu était devenu l'arbitre de la situation. Où il allait se porter irait l'assentiment public, où il ne serait pas ne viendraient ni l'armée ni le peuple, pas même Paris et encore moins la France. Revêtu depuis sa rentrée au Louvre de l'habit bourgeois, il se demandait s'il allait garder définitivement cet habit et rentrer dans la retraite ou s'il allait reprendre l'habit militaire avec une nouvelle investiture. Il ne croyait pas qu'il dût briser son épée alors que les Prussiens arrivaient à marches forcées. Cependant, l'ambassadeur de l'Hôtel de Ville, Glais-Bizoin, lui ayant exposé sa

1. Jules Ferry.

mission et dit les noms de ceux qui allaient détenir le pouvoir, Trochu ému resta un moment pensif. Il demanda quelques minutes, entra dans la pièce où se tenait sa femme et lui dit : « Que faut-il que je fasse? L'heure qui devait venir est venue. Tu as toujours été associée aux actes de ma vie et tu as toujours mêlé le sentiment du devoir et de l'honneur à ta tendresse, à ton dévouement. Que faut-il que je fasse? — Fais ton devoir, répond Mme Trochu, va à l'Hôtel de Ville. » Et il part en bourgeois et en voiture. — « Adieu, dit-il à son chef d'état-major, je ne sais pas si nous nous reverrons ; je vais faire le Lamartine là-bas! » (Cinq heures.)

Ce fut avec une immense joie que les membres du gouvernement nouveau le virent entrer dans la petite pièce où ils s'étaient réfugiés contre les assauts de la multitude. Ils lui proposèrent de devenir ministre de la guerre : « Si vous y consentez, demain, à votre nom, se rallieront les officiers et les soldats, et l'ordre pourra être maintenu dans Paris. » Le général, n'entendant plus parler du Corps législatif, le supposa dispersé, disparu comme l'Impératrice, et demanda seulement aux chefs improvisés de l'État s'ils étaient décidés à sauvegarder la propriété, la famille, la religion. On lui répondit affirmativement. Il exigea alors, avant d'accepter définitivement, d'aller rendre compte de la situation à Palikao, le seul de ses supérieurs auxquels il pût s'adresser.

Il trouva Palikao absorbé dans la douleur de

la nouvelle heureusement fausse de la mort de son fils. Reçu avec une cordialité attendrie, Trochu n'en eut ni manifestation de surprise, ni blâme, au contraire plutôt un assentiment. « La révolution, dit Palikao, est un fait accompli; si vous ne prenez pas la direction des affaires militaires, tout sera perdu; si vous la prenez, tout sera peut-être encore perdu, mais les troupes sont à vous. » Et ils se séparèrent avec une telle confiance que Palikao lui recommanda les siens et ses propres intérêts en l'assurant de ses sentiments d'ancienne affection et de haute considération.

Trochu s'en retourna à l'Hôtel de Ville allégé et décidé. Il n'y trouva plus que Jules Favre. Les autres s'étaient rués à la possession des ministères de leur prédilection, Crémieux vers la Chancellerie, Gambetta vers le Ministère de l'Intérieur, sur lequel Ernest Picard avait aussi jeté son dévolu. Gambetta et lui s'étaient élancés dans la même voiture, et, se promettant chacun de ne pas se laisser devancer, faisaient route ensemble.

Trochu raconta son entrevue avec Palikao. Il ajouta qu'il avait réfléchi et croyait ne pouvoir entrer au gouvernement que si on lui en donnait la présidence à la place de Jules Favre : il savait que sa demande était délicate et insolite; seul l'intérêt commun la lui suggérait ; il fallait placer à la tête du gouvernement un drapeau militaire connu par les officiers et les soldats et non pas un drapeau politique contesté; l'armée se rallierait à lui, elle ne se rangerait pas autour de

Jules Favre. Sa demande fut accueillie aussitôt sans discussion, et il devint le président du gouvernement de la Défense nationale.

Trochu avait-il le droit d'aller à l'Hôtel de Ville? En 1830, en pleine insurrection, Charles X appelle Casimir Perier et le charge de former un ministère pour retirer les Ordonnances. La révolution accomplie, la Commission municipale réunie à l'Hôtel de Ville offre le portefeuille de l'Intérieur à Casimir Perier. A cette offre imprévue il se trouble et balbutie une acceptation, mais une heure après il implore de la générosité du secrétaire de la Commission un *erratum* au *Moniteur*[1] : ministre de Charles X la veille, il ne pouvait devenir le lendemain ministre d'une Révolution qui avait renversé Charles X. Cet exemple séduit. Toutefois Casimir Perier n'était pas un soldat astreint à un devoir spécial et la guerre n'était pas déchaînée lorsqu'il refusa son concours. Si Trochu était allé à l'Hôtel de Ville simplement en chef militaire, ainsi qu'il était au Louvre, son acte pourrait donc sembler légitime et patriotique. Mais il a demandé à présider le gouvernement comme chef politique. Officier favorisé par l'Empereur, gouverneur de Paris en son nom, il a réclamé la direction du gouvernement qui dépossédait l'Empereur. Un tel acte cause un véritable malaise moral.

Je n'ai aucune sympathie pour la nature pharisaïque de Trochu. Il m'a blessé par un refus de

1. Louis Blanc. *Histoire de dix ans.* Vol. I, p. 391.

concours à l'heure où son concours eût été le plus efficace; il a cru se soustraire aux attaques dont il était bombardé en rejetant ses fautes sur le ministère libéral; il l'a accusé d'avoir provoqué la Prusse, de n'avoir pas été prêt; il a été jusqu'à s'approprier la sottise transcendante qui met dans le plébiscite la cause de la guerre. Néanmoins je ne saurais ratifier l'accusation qui le rend responsable de la chute de l'Empire. Il a eu de grands torts. Il a été malveillant, amer, dur, il n'a pas eu la magnanimité de se placer au-dessus de ses ressentiments; alors qu'il ne devait songer qu'à agir, il s'est abandonné à une loquacité impitoyable; il a désespéré bruyamment et prévu les catastrophes avec une complaisance qui semblait les souhaiter; il s'est donné l'apparence d'un ambitieux qui se prépare plus que d'un féal qui se dévoue. Son refus d'accepter le ministère de la Guerre le 8 août; puis ses relations avec les membres de la Gauche l'incriminent gravement. S'il eût accepté le ministère de la Guerre lorsque je le lui offris, il aurait été opposé à la marche vers Bazaine; il nous eût aidés à faire revenir l'Empereur et l'armée à Paris, nous eût préservés de la catastrophe de Sedan et aidés à organiser la défense nationale sur des bases solides. Ses colloques avec la Gauche sont inexcusables. On n'y conspirait pas au sens strict du mot, on s'entretenait surtout des événements, mais on se rapprochait en vue de la catastrophe prochaine avec la pensée d'agir d'accord. Chef militaire nommé par l'Empereur,

il manquait aux plus élémentaires convenances morales en recevant des députés qui venaient de vilipender l'Empereur et le gouvernement. C'était les absoudre, les encourager, devenir leur complice.

Mais Trochu ne s'est associé à aucun des actes qui ont culbuté l'établissement impérial. Il n'a pas conseillé la marche de Mac-Mahon vers l'abîme; il n'a eu aucune part aux mesures décousues adoptées le 4 septembre, et ce n'est pas lui qui a désigné les généraux qui ont laissé envahir le Palais-Bourbon et les Tuileries. Requis d'aller au Corps législatif, il a obtempéré aussitôt à la réquisition. Il n'est pas venu aux Tuileries parce qu'il était occupé ailleurs, et quand il eût pu y venir, l'Impératrice n'y était plus.

Pour qu'une résistance le 4 septembre pût être sérieusement efficace, il eût fallu que les possibilités fussent les mêmes que celles du 9 août, et on en était loin. Le 9 août le gouvernement était encore maître de la situation. Le ministère, prêt à défendre la dynastie, au maintien de laquelle le salut du pays était alors attaché, couvrait ceux qui s'exposaient pour elle. Avec du sang-froid et de la résolution, l'Empire, l'armée, la France pouvaient être sauvés. Le 9 août, rien n'avait été concédé à la révolution et on l'aurait reçue à la pointe de l'épée. Le 4 septembre on n'avait plus rien à lui refuser : l'affaissement du Corps législatif, les aberrations des ministres, leur désarroi devant la

catastrophe à laquelle leurs conseils avaient tant contribué ne laissaient plus aucune possibilité de salut.

Un gouvernement n'est renversé qu'autant qu'il s'y prête. S'il ne se laisse pas troubler par les murmures, s'il y répond en serrant le frein, comme les ministres du 2 janvier voulaient le faire, chacun rentre dans l'ordre. Richelieu le savait : « Les Français ne sont pas indisciplinables ; pour leur faire garder une règle il ne faut que le vouloir fortement ; le mal est que jusqu'ici les chefs n'ont pas été capables de la fermeté requise en telle occasion. » Le gouvernement de la Régence confirme cette observation. Il n'est tombé que parce qu'il y a consenti. Aucun n'a été frappé à la première infortune d'une telle prostration intellectuelle et morale et n'a plus vite et plus humblement renoncé à se défendre. Il n'a pas été renversé. Depuis le 9 août il gisait à terre ; il a suffi de le pousser le 4 septembre, pour qu'il disparût.

## II

La démagogie était provisoirement rentrée dans l'ombre. Le Corps législatif, au contraire, n'avait pas pris son parti de disparaître et il essaya de rassembler ses débris. Aucun de ses membres n'avait été maltraité. Seul son président, assailli par d'anciens grévistes du Creusot, n'était revenu chez lui que les vêtements en

lambeaux, le chapeau renfoncé jusqu'aux épaules, le grand cordon arraché, aux cris de : « Voilà l'assassin de nos frères » !

La majorité, qui s'était tenue dans la situation équivoque de ne pas défendre l'Empire et de ne pas le remplacer, voulait, maintenant que l'invasion de la Chambre l'avait déliée de tout scrupule, prendre le pouvoir qui lui était offert depuis le 9 août. Elle se réunit avec quelques membres de l'opposition, le vice-président Leroux remplaçant Schneider dans la salle à manger de la Présidence.

Garnier-Pagès débita un réquisitoire violent contre l'Empire et conclut en invitant à se rallier au gouvernement en train de se fonder à l'Hôtel de Ville. De nombreux députés se lèvent et protestent : « Jamais ! » D'autres crient : « C'est 1848 recommencé ! — Vous n'êtes pas le pays ! C'est une honte ! C'est un guet-apens! » Buffet, debout, domine cette agitation. « Ce que j'ai servi surtout, dit-il, ce que j'ai toujours défendu, c'est la liberté, c'est le droit de discussion ; ils sont méconnus, violés, et, dussé-je engager ma vie, je ne consentirai jamais, non jamais, pour l'honneur de mon pays, à reconnaître le gouvernement qui s'élève sur les ruines de la liberté et du droit. »

Des bravos enthousiastes éclatent, on se lève, on serre les mains de l'orateur, on se consulte, on s'excite aux résolutions énergiques. L'émotion redouble à l'arrivée de Tachard et d'Estancelin ; ils annoncent que le peuple a envahi les Tui-

leries abandonnées par l'Impératrice, que l'agitation est extrême dans Paris, que le Corps législatif délibérant, un nouvel envahissement est à craindre. Dréolle propose d'envoyer un certain nombre de députés à l'Hôtel de Ville, vers les collègues qui s'y sont rendus; Garnier-Pagès s'offre à conduire les envoyés désignés. Thiers conseille de voter d'abord sur le rapport de Martel, de faire ici ce qu'on n'avait pu faire dans le lieu ordinaire des séances afin qu'il y ait délibération acquise; ensuite on reviendrait à la proposition de Dréolle. On procède ainsi.

Le rapport Martel est lu, Abbatucci, Gavini, Pinard le combattent : « C'est la déchéance sous une forme indirecte, ils n'ont ni le désir ni le droit de la voter. » Dréolle intervient : Qui est plus impérialiste que lui? On peut donc le suivre lorsqu'il conseille de voter la proposition. « Malheureusement ce n'est plus une question de conscience qui est posée, c'est une question de fait. Y a-t-il en réalité vacance du pouvoir? Tous ceux que j'aimais ne sont plus : l'Empereur est prisonnier à Sedan, le prince impérial s'est réfugié à l'étranger, l'Impératrice a dû quitter les Tuileries. Je le dis donc à tous mes amis, à tous ceux qui, comme moi, eussent repoussé une proposition de déchéance : Il y a un fait qui nous domine, qui paralyse toutes nos convictions et tous nos dévouements, c'est la vacance des pouvoirs. Je les conjure donc de voter vite, et moi, je le déclare bien haut comme impérialiste et sur la réserve de l'avenir que nous

pouvons sauver par une prompte décision, je vote pour la proposition de M. Thiers. » C'était la déchéance acceptée sans ambages. Le fait qu'invoquait Dréolle pour décider son vote était précisément ce qui devait l'en détourner : le devoir des impérialistes était de tenir, contre la vacance illégalement produite du trône, le langage de protestation indignée que Buffet venait de laisser tomber de ses lèvres éloquentes contre l'envahissement de l'assemblée.

J'imagine le rictus sardonique avec lequel Thiers dit : « Les paroles de M. Dréolle sont fort sages et sa conduite décide le vote. » Elle ne le décida ni pour Chevandier de Valdrôme ni pour Louvet, ni pour ceux de mes amis présents, qui avec Cosses et Pinard, se levèrent, au nombre d'une dizaine, contre la sagesse de l'ami de Rouher. Ce zélé tint à lire lui-même, d'une voix forte, la proposition meurtrière. Avec Grévy, Garnier-Pagès, Barthélemy Saint-Hilaire, il figura parmi les délégués choisis pour être envoyés à l'Hôtel de Ville. Grévy commença par refuser : il ne pouvait convenir à sa circonspection prévoyante de mêler le nom de Dréolle au sien dans une démarche publique. Il notifia donc que l'hostilité connue du personnage aux idées libérales était de nature à compromettre le succès de sa mission. « L'attitude de M. Dréolle, s'écrièrent Estancelin, Cochery, Martel, a été très digne et très louable. — Assurément, dit Grévy, et je l'en félicite. » — Mais il persista à n'en pas vouloir pour compagnon. Dréolle, déconcerté, déclara d'un ton

piqué qu'il remerciait Grévy d'avoir accentué sa nuance antirévolutionnaire et, du coup, redevint impérialiste.

Grévy avait trop présumé des scrupules parlementaires de ses amis. Ce ne fut pas sans étonnement qu'il entendit ces partisans à outrance des permanences, ceux qui devaient leur fortune à leur guerre au pouvoir personnel, lui déclarer qu'ils étaient résolus à ne tenir aucun compte de l'assemblée. Ils ne lui laissèrent pas ignorer que sa démarche ne pouvait donner aucun résultat; elle ressemblait à toutes les mesures que l'on prend lorsqu'on a manqué l'occasion et qu'on est éclairé par le fait accompli. Ils rappelèrent qu'ils avaient pendant un mois supplié la Chambre de prendre le pouvoir pour éviter une révolution; elle s'en avisait quand la révolution était faite, et faite contre elle aussi bien que contre l'Empire; c'était trop tard. D'ailleurs plusieurs collègues étaient absents; on viendrait à huit heures apporter une réponse.

## III

La prise de possession des services publics ne rencontra aucune opposition. En arrivant à la place Beauvau, Gambetta et Ernest Picard trouvèrent un employé supérieur fort empressé à les introduire au cabinet du ministre. Gambetta s'installa au bureau; Picard s'étendit sur le canapé, Gambetta prit possession par une

dépêche qu'il signa comme ministre de l'Intérieur et il télégraphia aux préfets :

« La déchéance a été prononcée au Corps législatif. La République a été proclamée à l'Hôtel de Ville. Un gouvernement de Défense nationale, composé de onze membres, tous députés de Paris, a été constitué et ratifié par l'acclamation populaire. Les noms sont : MM. ARAGO (Emmanuel). CRÉMIEUX. FAVRE (Jules). FERRY. GAMBETTA. GARNIER-PAGÈS. GLAIS-BIZOIN. PELLETAN. PICARD. ROCHEFORT. SIMON (Jules).

« Le général Trochu est à la fois maintenu dans ses pouvoirs de gouverneur de Paris et nommé ministre de la guerre en remplacement du général Palikao. Veuillez faire afficher immédiatement, et au besoin proclamer par crieur public, la présente déclaration. Pour le gouvernement de Défense nationale. Le ministre de l'intérieur, LÉON GAMBETTA.

« Paris, ce 4 septembre 1870, six heures du soir. »

Malgré cet acte d'autorité, Picard persistait à demeurer sur son canapé, et Léon Chevreau, le frère de l'ancien ministre de l'Intérieur, les trouva ainsi, lorsque, n'ayant pu rejoindre l'Impératrice, il vint demander la permission de retirer les objets qui lui appartenaient. Cet incident interrompit le débat. L'autorisation fut courtoisement accordée. Puis le dialogue suivant s'engagea. — *Gambetta* : « Que fait-on aux Tuileries? *Chevreau :* L'Impératrice a quitté le palais accompagné de Metternich et Nigra et j'ignore où

elle s'est réfugiée. — Vous vous occupiez de l'organisation de la garde mobile. Où en êtes-vous? — Vous verrez sur les états restés dans mon cabinet, que nous avons équipé provisoirement et armé plus de cent mille hommes en quinze jours. J'ai donné mardi dernier au ministre de la guerre les renseignements nécessaires pour faire diriger ces troupes sur Paris par les voies rapides; elles arriveront dans le courant de la semaine. Nous avons des marchés passés à Orléans pour l'achat de dix mille couvertures disponibles. Mais le désastre de Sedan rend ces préparatifs inutiles; l'armée de Mac-Mahon n'a pu dégager Bazaine; c'était notre seule chance de salut; il n'y a plus qu'à ouvrir des négociations pour la paix. » Et Chevreau se leva pour prendre congé. — « Pourquoi partez-vous? lui dit Gambetta, restez ici; vous serez utile. — Moi que je reste ici! y pensez-vous? Moi à qui l'Empereur, l'Impératrice ont donné leur confiance, vous voulez que je les abandonne? Et pourquoi? Pour le déshonneur! — Vous avez raison, dit Gambetta, partez, mais avant laissez-moi vous serrer la main. » Ce qu'il fit et Picard après lui.

Les deux prétendants, laissés seuls, ne purent s'entendre, aucun ne voulant en démordre. On retourna à l'Hôtel de Ville soumettre le différend aux collègues. En passant, Picard s'arrête aux Finances avec Magnin qu'il avait rencontré; Magne n'y était plus. Comme il sortait, un employé se présente : « Lequel de vous deux,

Messieurs, est le ministre? Que ce soit l'un ou l'autre. Celui qui sera choisi peut compter sur tout notre dévouement. »

Kératry mit quelque précaution à aborder la préfecture de police. Trois mille hommes résolus y étaient barricadés, en situation d'opposer une solide résistance. Piétri n'étant pas revenu des Tuileries, ils ne s'y crurent pas tenus, et, après des pourparlers d'une minute, cédèrent la place. Kératry trouva dans le cabinet de Piétri tous les chefs de service : il les consigna jusqu'au soir dans un salon, donna l'ordre au colonel de la garde municipale, Valentin, de reconduire ses troupes dans leurs quartiers et invita les sergents de ville à regagner nuitamment leurs domiciles par groupes réduits afin de ne pas provoquer d'excitation populaire.

## IV

Pour faire place nette, il ne restait qu'à liquider le Corps législatif et le Sénat, besogne facile. Glais-Bizoin fut dépêché au Palais Bourbon comme fourrier : il fit évacuer les tribunes et apposa les scellés sur la salle des séances (7 h. 1/2). Jules Favre et Simon le suivirent, apportant la réponse à l'ambassade de Grévy (8 h. 1/2). Les députés restés dans la salle à manger de la présidence étaient peu nombreux, moins nombreux que l'après-midi. Thiers se chargea d'exécuter l'opération tranchante de la

fin et de suppléer le Dréolle, usé depuis la rebuffade de Grévy : il y a des Fouché de tous les degrés. Il s'empara de la présidence, ce qui était une première façon d'indiquer qu'il considérait la Chambre comme n'existant plus, et se plaça à l'extrémité de la longue table recouverte d'un tapis vert; Jules Favre et Jules Simon s'assirent à l'extrémité en face et la scène commença. Certain maintenant de n'avoir à affronter ni Mazas, ni les coups de fusils, ayant écarté les exigences démagogiques, Jules Favre n'avait plus à jouer la comédie du désintéressement patriotique; l'action était sans risques. On était au dernier acte, alors que Tartuffe jette son masque et dit : « La maison m'appartient : c'est à vous d'en sortir. » Jules Favre engagea la conversation : « Nous venons vous remercier de la démarche que vos délégués ont faite auprès de nous. Nous en avons été vivement touchés. Nous avons compris qu'elle était inspirée par un sentiment patriotique. Si dans l'Assemblée nous différons sur la politique, nous sommes certainement tous d'accord lorsqu'il s'agit de la défense du sol et de la liberté menacée. En ce moment il y a des faits accomplis : un gouvernement est issu de circonstances que nous n'avons pas pu prévenir, gouvernement dont nous sommes devenus les serviteurs. Nous y avons été entraînés par un mouvement supérieur qui a, je l'avoue, répondu au sentiment intime de moi-même. Je n'ai pas aujourd'hui à m'expliquer sur les fautes de l'Empire. Notre devoir est de

défendre Paris et la France. Lorsqu'il s'agit d'un but aussi cher à atteindre, il n'est certes pas indifférent de se rencontrer dans les mêmes sentiments avec le Corps législatif. Du reste, nous ne pouvons rien changer à ce qui vient d'être fait. Si vous voulez bien y donner votre ratification, nous vous en serons reconnaissants. Si, au contraire, vous la refusez, nous respecterons les décisions de votre conscience, mais nous garderons la liberté entière de la nôtre. Voilà ce que je suis chargé de vous dire par le gouvernement provisoire de la République, dont la présidence a été offerte au général Trochu, qui l'a acceptée. Vous connaissez sans doute les autres noms. Notre illustre collègue, qui vous préside, n'en fait pas partie, parce qu'il n'a pas cru pouvoir accepter cette offre. Quant à nous, hommes d'ordre et de liberté, nous avons cru, en acceptant, accomplir une mission patriotique.

— Mon cher *ancien collègue*, répondit Thiers (ce qui était encore une façon de constater le décès du Corps législatif), le passé ne peut être équitablement apprécié par chacun de nous à l'heure qu'il est. C'est l'histoire seule qui pourra le faire. Quant au présent, je ne peux vous en parler que pour moi. Mes collègues ici présents ne m'ont pas donné la mission de vous dire s'ils accordent ou s'ils refusent leur ratification aux événements de la journée. Vous vous êtes chargés d'une immense responsabilité; notre devoir à tous est de faire des vœux ardents pour que vos

efforts réussissent dans la défense de Paris, des vœux ardents pour que nous n'ayons pas longtemps sous les yeux le spectacle navrant de la présence de l'ennemi. Ces vœux, nous les faisons tous par amour pour notre pays, parce que votre succès serait celui de notre patrie. »

Un membre demanda quels étaient les noms des membres du nouveau gouvernement. Jules Simon et Jules Favre les donnèrent. Au nom de Rochefort on se récria. « Ce ne sera pas le moins sage, riposta Jules Favre; en tout cas, nous avons préféré l'avoir dedans que dehors. — Que ferez-vous du Corps législatif? demanda une autre voix. — Nous n'en avons pas délibéré », répondit Jules Favre. Il remercia le président « de ce qu'il a bien voulu nous dire en exprimant des vœux devant vous pour le succès de notre entreprise. Ces paroles patriotiques nous relient à vos départements dont le concours nous est nécessaire pour l'œuvre de la défense nationale ». Jules Simon ajouta quelques paroles, après quoi Jules Favre et lui se retirèrent. Grévy et Alfred Le Roux rendirent compte en quelques mots de leurs démarches infructueuses, Thiers brusqua alors le dénouement :

« Messieurs, nous n'avons plus que quelques instants à passer ensemble. Mon motif pour ne pas adresser de questions à MM. Jules Favre et Simon a été que, si je le faisais, c'était reconnaître le gouvernement qui vient de naître des circonstances. Avant de le reconnaître, il faudrait résoudre des questions de fait et de principes

qu'il ne nous convient pas de traiter actuellement. Le combattre aujourd'hui serait une œuvre antipatriotique. Ces hommes doivent avoir le concours de tous les citoyens contre l'ennemi. Nous faisons des vœux pour eux, et nous ne pouvons actuellement les entraver par une lutte intestine. Dieu veuille les assister! Ne nous jugeons pas les uns les autres. Le présent est rempli de trop amères douleurs. (*Roulleaux-Dugage : Quel rôle devons-nous jouer dans nos départements?*) Dans nos départements, nous devons vivre en bons citoyens, dévoués à la patrie. Aussi longtemps qu'on ne nous demandera rien de contraire à notre conscience et aux vrais principes sociaux, notre conduite sera facile. Nous ne nous dissolvons pas; mais, en présence de la grandeur de nos malheurs, nous rentrons dignement chez nous, car il ne nous convient ni de reconnaître ni de combattre ceux qui vont lutter ici contre l'ennemi. »

Quelques députés s'élevèrent contre cette complaisante résignation, complicité à peine déguisée. Buffet proposa de rédiger une protestation. — « De grâce, s'écria Thiers, de grâce, n'entrons pas dans cette voie. Nous sommes devant l'ennemi, et, pour cela, nous faisons tous un sacrifice aux dangers que court la France : ils sont immenses. Il faut nous taire, faire des vœux et laisser à l'histoire le soin de juger. — (*Pinard (du Nord) : Nous ne pouvons pas garder le silence devant la violence faite à la Chambre ; il faut la constater!*) Thiers : « Ne sentez-vous

pas que si vous opposez ce souvenir comme une protestation, il rappellera aussitôt celui de la violation d'une autre Assemblée? Tous les faits de la journée ont-ils besoin d'une constatation? » Daru intervient : « Les scellés ont été mis sur la porte de la Chambre. » Thiers : « Y a-t-il quelque chose de plus grave que les scellés sur les personnes? N'ai-je pas été à Mazas? Vous ne m'entendez pas m'en plaindre. »

Buquet, Dinard, Saint-Germain et quelques autres députés persistent à protester; Thiers persiste à les éconduire : « De grâce, ne rentrons pas dans la voie des récriminations; cela nous mènerait trop loin, et vous devriez bien ne pas oublier que vous parlez devant un prisonnier de Mazas. (*Mouvement.*) J'espérais que nous nous séparerions profondément affligés, mais unis. Je vous en supplie, ne nous laissons pas aller à des paroles irritantes! Suivez mon exemple. Je réprouve l'acte qui s'est accompli aujourd'hui; je ne peux approuver aucune violence, mais je songe que nous sommes en présence de l'ennemi, qui est près de Paris. Voulez-vous renouveler toutes les discussions des dernières années? Je ne crois pas que ce soit convenable. Je proteste contre la violence que nous avons subie aujourd'hui, et contre toutes les violences de tous les temps dirigées contre nos Assemblées, mais ce n'est pas le moment de donner cours aux ressentiments. Est-il possible de nous mettre en hostilité avec le gouvernement provisoire en ce moment suprême, en présence de l'ennemi qui

sera bientôt sous Paris? Je crois que nous n'avons qu'une chose à faire : nous retirer avec dignité. » C'est à quoi on se décida sans trop de peine.

Le tour était joué. Thiers avait laissé échapper le secret de son cœur : « Vous parlez devant le prisonnier de Mazas! » Précisément parce qu'il avait été le prisonnier de Mazas, il aurait dû, plus énergiquement que tout autre, ne pas faire la main à un coup d'État semblable à celui dont il avait été victime. Quel mérite y a-t-il à défendre le droit à son profit? C'est quand on est intéressé à sa violation qu'il est grand de n'y point consentir. Thiers n'a jamais connu ces magnanimités : il tenait une vengeance sur laquelle il commençait à ne plus compter, il la savourait, et il avait grand'peine à ne paraître que résigné.

## V

Au Sénat, la fin arriva plus paisiblement encore. Surprise de la réunion extraordinaire du Corps législatif et du dépôt d'une proposition de déchéance, la haute assemblée s'était réunie à midi et demi. Aussitôt Chabrier avait fait entendre une protestation de courageuse fidélité et s'était élevé contre les membres du Corps législatif qui, « oubliant le serment d'obéissance à la Constitution et de fidélité à l'Empereur, ont annoncé la déchéance de Sa Majesté et l'annulation de son gouvernement... Si l'Empereur était rentré vainqueur, ajouta-t-il, je l'aurais

salué de mes acclamations et je n'aurais pas été le seul. Ce n'est pas parce qu'il est proscrit et noblement vaincu que je ne lui enverrai pas un dernier hommage et un dernier vœu... Vive l'Empereur! — Vaincu et prisonnier, s'était écrié Nisard, il est sacré! » Et de nombreux cris de « Vive l'Empereur! » avaient répondu.

« Le jour où la proposition que vient de repousser un de nos honorables collègues, dit Rouher, serait présentée dans cette enceinte, elle ne rencontrerait qu'un vote de réprobation unanime. » Puis la séance avait été suspendue. Rouher l'avait reprise à deux heures trois quarts pour annoncer que, pendant que les bureaux délibéraient, la foule avait pénétré dans l'enceinte législative et que la délibération se trouvait ainsi, au moins momentanément, suspendue. Quelques instants après il avait annoncé « que le tumulte étant toujours considérable, soit dans l'enceinte du Corps législatif, soit même dans quelques bureaux, l'assemblée paraissait avoir renoncé à délibérer ». « Je ne sais quelle résolution va prendre le Sénat, mais quelle qu'elle soit, nous devons d'abord protester contre l'envahissement de la force venant paralyser l'action d'un des grands pouvoirs. » De Mentque et Ségur d'Aguesseau proposèrent de rester en permanence. Baroche protesta : « Si nous le tentions, les forces populaires révolutionnaires, qui ont envahi le Corps législatif, se dirigeraient sur nous, et je voudrais que chacun de nous restât sur son fauteuil pour attendre les envahisseurs. (*Vives appro-*

*bations*). Mais malheureusement, et je dis malheureusement car c'est ici que je voudrais mourir (*Mouvement*), nous n'avons pas cet espoir... Peut-être pouvons-nous être bons à quelque chose au dehors, peut-être pouvons-nous, à des titres divers, rendre encore quelques services au pays et à la dynastie, car moi je parle encore aujourd'hui, et je parle bien haut, de la dynastie (*très bien! très bien!*) En nous séparant, d'ailleurs, nous cédons à la force, non à l'intimidation, et notre but est de défendre, chacun par nos moyens personnels, l'ordre et la dynastie impériale. »

Rouher exprima le même avis : « Aucune force ne nous menace, nous pouvons attendre longtemps sans être saisis d'un projet de loi et nous n'avons actuellement aucun sujet de délibération. » Quentin-Bauchard pense au contraire que se disperser dans un moment comme celui-ci serait une désertion : « Par notre présence, nous protestons contre ce qui se passe de violent et de révolutionnaire dans l'autre assemblée. » La permanence n'en fut pas moins rejetée. Alors une discussion confuse s'engage sur l'heure et le jour de la prochaine réunion. Rouher fait observer qu'une séance de nuit aurait des inconvénients, et disparaît du fauteuil où il est remplacé par le vice-président Boudet. Sur sa proposition la séance est remise au lendemain, à l'heure ordinaire. Dans la soirée (dix heures) Floquet vint mettre les scellés sur la salle.

Le Sénat finit comme son président, dans une

correcte insignifiance. Dans ces cruelles circonstances, Rouher montra une débilité d'esprit et de caractère dont furent surpris même ceux auxquels était connue la passivité de sa nature de grand procureur. Jouissant de la confiance de l'Impératrice et des ministres, il paraissait appelé à devenir le directeur de leur conduite : loin de dominer l'événement, il fut écrasé. Dès le premier moment il tomba en désespérance et prononça le mot du sauve-qui-peut : tout est perdu ! Il ne fut d'aucun secours à la malheureuse femme qui avait tant besoin d'être dirigée ; il ne put prendre aucune initiative, ne manifesta aucune vue personnelle, il flotta à tout vent, toujours de l'avis du dernier avec lequel il conférait. Aux Tuileries il opine avec Palikao que Mac-Mahon aille vers Bazaine ; à Châlons, il se retourne, est de l'opinion contraire avec l'Empereur et Mac-Mahon. Revenu à Paris, il redevient partisan de la tactique de Palikao. On se doute à peine qu'il existe, tant on sent peu sa présence, sa parole, son action, son autorité. Il ne les employa pas même à modérer les ardeurs de son serviteur Dréolle. A en croire les confidences de ce dernier, il l'aurait encouragé[1]. Dans tous les cas il

1. DRÉOLLE, *Le 4 septembre*, page 24 : — « Le gouvernement reste tel qu'il est, » me dit M. Rouher, après le conseil du 3 septembre, à 5 heures. J'expliquai alors le danger que j'y voyais ; je formulai de nouveau mon projet en indiquant deux membres de la Gauche comme susceptibles d'entrer dans un conseil de gouvernement. — Ils refuseront, me répondit M. Rouher, mais faites ce que vous jugerez bon. Si vous pouvez créer une entente sur ce terrain, mar-

ne déguisa pas que l'abdication de l'Empereur était désirable.

La Révolution s'acheva à l'Hôtel de Ville par la constitution définitive du ministère. Picard demanda que la compétition entre Gambetta et lui fût tranchée par un vote à bulletin. Gambetta l'emporta à une voix, celle de Rochefort qui détestait Picard. A défaut de l'Intérieur, Picard eut les Finances. Jules Favre eut les Affaires étrangères, parce qu'il avait l'habitude d'en déraisonner. On offrit l'Instruction publique à Simon. — « Y pensez-vous, répliqua-t-il, et voulez-vous me rendre ridicule? N'y a-t-il pas autre chose de plus pressant à faire que de s'occuper d'enseignement? » On insista. Il y avait encore dans les écoles et dans les collèges des enfants qu'il fallait sauvegarder ou rendre à leur famille; la situation des professeurs méritait aussi qu'on s'en occupât. Il se rendit. On n'eut pas de peine à obtenir que Crémieux conservât la Justice. On plaça le général Le Flô à la Guerre, l'amiral Fourichon à la Marine, Dorian aux Travaux publics Magnin au Commerce. Les nominations de Tamisier, Étienne Arago, Kératry furent confirmées. Nos nouveaux maîtres se séparèrent à trois heures du matin, étonnés eux-mêmes de la facilité de leur victoire[1] et de leur installation. Ils n'avaient

chez! » Dréolle étant resté un des auxiliaires préférés de Rouher, on ne peut douter de l'authenticité de l'anecdote.

1. Mézières à Mme d'Agoult, 5 septembre : « Nous avons fait simplement hier une révolution, sans secousse, avec une facilité qui nous étonne nous-mêmes. »

pas prévu que la Régence leur opposerait si peu de résistance et que la démagogie ne leur créerait pas plus d'embarras[1].

Les ministres nouveaux qui n'avaient pas encore pris possession de leurs services le firent ce jour-là. Jules Simon fut reçu par le secrétaire général de Segris, Saint-René Taillandier, auquel il demanda de rester auprès de lui, ce que celui-ci accepta, à la surprise peut-être de celui qui le lui avait offert. Chevreau, préoccupé de l'Impératrice, envoya son frère aux informations à l'ambassade d'Autriche. Metternich répondit qu'il ne savait pas où elle s'était retirée, mais qu'il l'avait remise entre des mains amies. Chevreau partit alors avec son frère. Chacun fit de même

## VI

Il se produisit dans cette soirée un phénomène moral extraordinaire que tous les observateurs du temps ont noté avec surprise. Le peuple de Paris s'était levé dans la consternation, il se coucha dans l'allégresse. Une joie intense, générale, communicative, s'empara de cette population, espèce d'épidémie, panique joyeuse, inverse des paniques de la peur. On se félicitait, on se réjouissait, on se serrait la main, on s'asseyait en riant aux tables des cafés; les gardes natio-

1. Jules Favre : Déposition : « Je m'attendais à ce que la Révolution produirait des maux plus grands que ceux qu'elle a produits. »

naux ornaient leurs fusils de feuillages ou de fleurs; on eût dit que chacun de ces milliers d'êtres humains venait d'être allégé d'un insupportable cauchemar. Ce cauchemar était-il l'oppression de l'Empire? Non, certes, cette oppression n'existait plus depuis longtemps, malgré ce qu'en ont dit des sectaires menteurs. Napoléon III était aimé par le peuple et l'Impératrice n'inspirait pas de haine. Non, le peuple s'imagina que la guerre était finie et qu'à l'annonce de l'établissement de la République, les Prussiens s'arrêteraient épouvantés. « Ils n'oseront plus venir, maintenant que nous l'avons », disait un ouvrier à un de ses camarades. Ils étaient persuadés que les merveilles de 92 allaient se renouveler, et qu'aucune force ne résisterait à l'élan de la France révolutionnaire[1]. Voilà pourquoi le soir du 4 septembre, Paris était en liesse.

Pendant ce temps Moltke couché sur ses cartes organisait déjà l'investissement, et dans une petite rue de Paris (Corderie du Temple 6), le soir, se réunissaient l'Internationale et les fédérations ouvrières. Elles arrêtèrent la formation, en face du gouvernement de l'Hôtel de Ville, d'un gouvernement révolutionnaire d'attente, composé des citoyens désignés par les réunions publiques à des comités d'arrondissement. Ces deux petits nuages noirs venus de côtés divers de l'horizon, allaient s'étendre, se

1. Voir une belle page de Sarcey dans *Siège de Paris*, p. 27.

rencontrer, se réunir et couvrir de leur voile épais, le ciel radieux d'espérance ou de joie sous lequel s'endormait le peuple de la grande cité!

Un rassemblement anodin de quelques députés, quatre-vingt-dix à peu près, qui, réunis chez un des leurs, Johnston, persistaient à ne pas comprendre qu'ils avaient eux-mêmes détruit leur mandat public en décrétant la déchéance, fut dispersé par la police, et Johnston, arrêté un instant, ne fut laissé en liberté qu'à la condition de ne pas recommencer. Ces protestations n'avaient ni sérieux, ni conviction, et ces messieurs comprirent qu'ils n'avaient désormais qu'à se tenir tranquilles. Trois d'entre eux rédigèrent une protestation très tempérée dont la conclusion était qu'il n'y avait rien à faire : « Si la Chambre n'adopte pas en ce moment la résolution de se transporter immédiatement sur un point du territoire où elle pourrait délibérer en liberté, c'est qu'elle obéit à la préoccupation de ne point entraver les efforts de ceux qui, prenant le pouvoir aujourd'hui, ont pris l'immense responsabilité de faire face à la défense nationale. Les membres du Corps législatif ne pourraient renoncer aux droits qu'ils tiennent du suffrage universel et qui ne peuvent être invalidés que par lui; mais ils persistent tous à se dévouer à l'intérêt sacré de la Défense nationale et ils considèrent que c'est en ce moment le premier devoir d'un bon citoyen[1]. »

1. Marquis de Talhouët, comte Daru, Buffet, Josseau, Martel, Johnston, Lefebure.

Ainsi disparut dans le mépris cette assemblée qui, après avoir passionnément exigé la guerre, avait d'abord désavoué les ministres et l'Empereur qui avaient suivi son impulsion, puis renversé sans courage, sous une forme hypocrite, les institutions dont elle devait être la sauvegarde. Elle mérite d'être placée dans l'histoire à côté de la honteuse Chambre des Cent jours. C'était, a-t-on dit, la Représentation nationale. Point du tout. L'Empereur, issu directement du suffrage universel, dépositaire du pouvoir constituant, représentait la nation plus que le Corps législatif qui, lui, ne représentait que le pouvoir législatif dans une Constitution placée au-dessus de son atteinte. Dès que la Chambre portait la main sur cette Constitution, par la grâce de laquelle elle vivait, elle perdait son titre à l'existence. Quoi qu'elle fît, elle n'avait le droit d'exiger le respect qu'autant qu'elle l'accordait elle-même à l'ordre constitutionnel. Dès qu'elle usurpait, elle devenait un ramassis sans autorité que les premiers venus pouvaient se passer la fantaisie de balayer.

Le lendemain Paris apprit les événements accomplis la veille par une série de proclamations.

Une proclamation spéciale fut adressée à la garde nationale, le véritable auteur de la Révolution.

Un décret déclara le Corps législatif dissous et le Sénat aboli; un autre proclama une amnistie pour tous les crimes et délits politiques ou de

presse commis du 2 décembre 1852 au 3 décembre 1870.

## VII

Au sortir des Tuileries Piétri avait essayé de gagner la préfecture de police : il apprit que Kératry y était déjà installé; il se réfugia alors chez Maxime Ducamp. De sa retraite il envoya chez Nigra pour savoir où était l'Impératrice et pour lui faire dire que si elle avait des ordres à lui donner, il restait à sa disposition. Nigra lui fit répondre que l'Impératrice était en lieu de sûreté et qu'il pouvait pourvoir à la sienne. Rouher après avoir passé la nuit chez son gendre partit dans la matinée.

Grâce à l'apaisement produit par le régime libéral, grâce à l'absence de toute résistance, et, il est juste de le reconnaître, aux sentiments modérés et humains des membres du nouveau gouvernement, ces exodes ne furent pas contrariés. Kératry, le préfet de police, lança un mandat d'arrêt contre Piétri, mais en avertissant Madame Piétri que c'était une mesure de précaution prise dans son intérêt dont il ne fallait pas s'inquiéter. Ma petite maison de Passy fut envahie par de prétendus délégués de la Commune. Ma femme de charge y fut tenue prisonnière pendant trois jours tandis qu'on fouillait dans tous les recoins, mais dès que l'excellent Tamisier, le nouveau général de la garde nationale, fut instruit du fait, il arriva lui-même à cheval, suivi de ses

aides de camp et fit lestement déguerpir les garnisaires. Le gouvernement n'autorisa pas le Préfet de police à opérer des perquisitions chez les impérialistes connus, sous prétexte d'y saisir des papiers d'État de nature à jeter quelque jour sur les causes de la guerre. On accorda toutes facilités à un aide de camp de Trochu, D'Hérisson, qui, dans je ne sais quel intérêt, se donna spontanément la mission peu militaire de sauver les robes, fourrures et nippes de l'Impératrice.

Le départ des principaux membres du gouvernement impérial ne fut cependant pas la précaution inutile. La modération des premiers jours n'eût pas duré si les impérialistes n'avaient pris le sage parti de disparaître. Déjà des pensées sinistres traversaient de temps à autre l'esprit des vainqueurs. L'un d'eux eut l'idée de l'attentat que devait consommer la Commune et alla s'enquérir auprès de J.-B. Dumas, le grand chimiste, combien il serait possible de tirer de gros sous de la Colonne.

En province, même dès les premiers jours, des violences furent exercées ou tout au moins des vexations. Le préfet de Lyon, Censier, fut arrêté; à Marseille on assassina des agents de police, on perquisitionna et l'on arrêta. Le bruit s'étant répandu que j'étais caché au château de Brégançon près d'Hyères, chez mon ami, M. Chappon[1], le château fut cerné et fouillé.

1. Lettre de M. Chappon à Émile Ollivier : « Peu de jours après le 4 septembre, ma maison fut pendant la nuit cernée

A Saint-Tropez des brutes complotèrent de s'emparer de mon fils de huit ans, et mon père, après avoir vécu pendant dix ans dans l'exil sous l'Empire fut obligé de reprendre sous la République le chemin de l'étranger, chassé par ceux dont il avait été le bienfaiteur aux jours d'épreuve. Dans tout le Midi les accusations les plus viles furent colportées : j'avais gagné à la Bourse « des sommes énormes », moi qui ne possédais pas alors un titre quelconque ; j'avais emporté des millions dans une charrette couverte de foin, alors que, sans le secours d'un ami, j'aurais eu de la peine à vivre à ce premier moment. A Marseille une bande fit irruption dans les bureaux de mon beau-père afin de saisir les caisses d'or que je lui avais expédiées ; une autre se présenta à son domicile personnel pour l'arrêter et se trompant mit la main sur un homonyme[1]. Chevandier de

par plusieurs brigades de gendarmerie, carabines chargées, avec ordre de faire feu si quelqu'un tentait de s'évader. Au jour, un commissaire de police m'exhiba un mandat de perquisition émanant de la préfecture. Ma maison et mes papiers furent fouillés avec une extrême rigueur sous e prétexte que vous étiez caché chez moi. — Et comme un vapeur en relâche dans le port avait appareillé pendant la nuit, rien ne put ôter de la tête des bons gendarmes que vous en aviez profité pour gagner l'Italie. »

1. Lettre de M. Gravier : « Le 5 septembre je fus informé par un ami que j'allais être soumis à une surveillance à cause de mes liens avec E. O. Je ne changeai rien à mes habitudes. Le 6 septembre quatre hommes partirent de la préfecture pour m'arrêter et me conduire en prison. Ils étaient pris de boisson et arrêtèrent un marchand de papiers nommé Gravire. Le « Journal du Peuple » déplora cette erreur. Peu de jours après en venant à mon bureau, je vis au coin de la rue St-Jacques deux gardes de la Pré-

Valdrôme, se rendant chez lui à Cirey, fut arrêté, frappé, et, sans l'intervention énergique du maire de Rambervillers, eût été massacré. Ses bagages furent pillés : on y chercha « les quarante millions qu'il avait reçus pour vendre la France à la Prusse ». A Angers, on écrit sur la maison de Segris « au voleur! » on l'accusait d'avoir volé huit millions : il dut s'enfuir précipitamment avec Louvet jusqu'à Pau.

Ainsi au Midi au Nord, comme à l'Est, l'accusation était la même : le vol. C'est le soupçon cher à la multitude. La cupidité étant le plus puissant de ses instincts, elle le suppose aux autres. Gouverner, dans son esprit, c'est avoir à sa disposition une caisse dans laquelle on puise à volonté. De Witt, à l'apogée de sa puissance,

fecture, dits « gardes civiques »; au coin de la rue Sylvabelle deux autres. Tous étaient armés. Au bureau m'attendait un envoyé de la Préfecture, qui me dit qu'il venait faire une perquisition pour découvrir des caisses pleines d'or et de papiers secrets appartenant à E. O. Je lui demandai le mandat écrit que lui avaient donné ses chefs. Il me répondit qu'il n'en avait pas (et en effet bien des arrestations et des perquisitions avaient été opérées sur l'ordre *verbal* donné à la préfecture). Je lui enjoignis de se mettre en règle. — Me regardant d'un air significatif il me dit : « Je vous conseille de laisser faire. » Toute résistance étant impossible, il se livra à une perquisition minutieuse et ne trouva rien parce que je n'avais ni or ni papiers appartenant au pauvre cher E. O. L'envoyé de la préfecture me demanda mon adresse au Prado. Aucune perquisition toutefois ne fut pratiquée. Les menaces continuèrent quelque temps; des ouvriers parlèrent de fouiller ma maison, d'autres de la brûler. Le curé du Prado qui avait célébré le mariage de ma fille eut par ce fait à subir une longue perquisition. »

alors qu'il était le médiateur entre la France et l'Espagne, allait à pied dans La Haye et n'avait qu'une servante et un laquais. Quand on voulut le perdre, on l'accusa d'avoir détourné l'argent de l'État et de l'avoir envoyé à Venise pour aller vivre dans cette ville après la chute de son pays. Necker quitta la France étant créancier du Trésor : on l'arrêta pour saisir les millions qu'il emportait. « De telles calomnies se propagent d'autant plus commodément, a dit de Witt que les honnêtes gens contre lesquels on les dirige ne les détruisent qu'en les méprisant et en faisant voir qu'ils n'y sont pas sensibles. »

Segris et Louvet ne purent demeurer à Pau. Ils y avaient trouvé Rigault de Genouilly. L'amiral Fourichon, ayant fait avertir celui-ci que Gambetta allait décréter d'accusation les membres du ministère, ils se réfugièrent à Saint-Sébastien.

## VIII

Le *Réveil* et les autres journaux démagogiques, même les modérés, tels que le *Paris-Journal*, demandaient les représailles qui répugnaient encore aux membres du gouvernement. « Que le gouvernement s'assure au plus vite de la personne du maréchal Le Bœuf[1]; qu'il frappe les coupables, que les Le Bœuf, les Failly soient tra-

1. *Paris-Journal* du 9 septembre.

duits en conseil de guerre; que les successeurs d'Ollivier soient arrêtés ainsi que lui. » — « Avons-nous appris que les Rouher, les Baroche, les de Royer, les Devienne et cent autres ont été destitués, leurs papiers mis sous les scellés et leurs biens sous séquestre? M. Duvernois, M. Palikao entre mille autres ont-ils rendu compte des millions qui leur ont passé par les mains[1]? »

L'aventure du maréchal Vaillant qui, en sa qualité de soldat et de constructeur des fortifications, avait cru devoir et pouvoir rester à Paris, démontre quel traitement attendait celui des anciens membres du gouvernement de l'Empire qui aurait suivi son exemple. Reconnu dans une visite aux fortifications, il fut assailli, arrêté, et il allait être mis en pièces sans le courageux dévouement d'un commandant de la garde nationale. Le gouvernement le pria de quitter incontinent la capitale. Le Conseiller à la Cour de Cassation, président de la Haute cour de Blois, Zangiacomi, fut bien inspiré en s'en allant. Les détenus politiques mis en liberté coururent chez lui; ne l'ayant pas trouvé, ils se consolèrent de ne pouvoir l'assassiner en mettant son appartement au pillage et en transperçant ses matelas de coups de baïonnette.

La mesure que le gouvernement adopta à l'égard des papiers trouvés aux Tuileries permet également de présager le sort qu'il aurait, tôt ou tard, réservé aux personnes, sous la pression

1. *Réveil* les 10 et 11.

des coquins ses souverains... Une officine de détrousseurs de documents, installée dans le palais, commença la publication scandaleuse, indécente, souvent frelatée, des lettres les plus intimes de la famille impériale et de ses correspondants, inaugurant le système du vol des petits-papiers, honte de nos mœurs publiques. « La publicité des lettres privées trouvées aux Tuileries, m'a écrit l'Empereur (18 novembre 1870), est une infamie d'autant plus basse qu'on y a ajouté des papiers trouvés je ne sais où. » Que n'avait-on pas à redouter, tôt ou tard, d'hommes capables de se laisser entraîner à de pareils oublis des lois de l'honneur?

Ce n'était pas ainsi que l'Assemblée de 1791 avait compris cet honneur. Après la fuite de Varennes, l'intendant de la liste civile, de La Porte, vint à la barre présenter un manifeste au peuple laissé par le roi. « Comment l'avez-vous reçu? lui dit-on — Le roi, répond La Porte, l'avait laissé cacheté avec un billet pour moi. — Lisez le billet, dit un membre — Non, non, s'écrie l'Assemblée d'un mouvement unanime; c'est un billet confidentiel que nous n'avons pas le droit de lire. » On refusa également de décacheter une lettre de la reine trouvée sur la table de cette princesse.

Le préfet de la Gironde, Larrieu télégraphiait : « Haussmann est à Bordeaux; très grande émotion. Le peuple demande son arrestation, nos amis emploient toutefois leur influence pour modérer la population. Faut-il le faire arrêter?

Instructions immédiates? » Même question pour Jérôme David et Forcade. Ils ne furent pas arrêtés, mais obligés de s'expatrier. Le maréchal Vaillant qui, après son expulsion de Paris, s'était réfugié à Parthenay, fut sommé de quitter le territoire. Il en advint autant de Pinard. On fit savoir au général Fleury qu'il serait appréhendé si, au sortir de son ambassade de Russie, il rentrait en France. La Guéronnière, ambassadeur à Constantinople, de retour de son poste, fut emprisonné en débarquant à Marseille. Ainsi tous les hauts fonctionnaires et ministres de l'Empire, qui ne se condamnèrent pas spontanément à l'exil, y furent jetés. Ce qui n'a pas empêché les drôles qui les avaient réduits à cette extrémité de les accuser plus tard d'avoir émigré.

Ce ne furent pas, du reste, les plus haut placés seulement qui furent molestés. Le précepteur du prince impérial, Augustin Filon, fut arrêté, obligé de s'en aller. Un mandat d'amener fut lancé contre le percepteur d'Ollioules, Rigordy, accusé d'avoir été un instigateur de mon comité électoral. Un ancien attaché de mon ministère, Melcot, se rendant à Tours, ayant contredit un voyageur qui racontait que, sans doute, je me consolais des malheurs de la France avec les millions que j'avais emportés, eût été massacré s'il n'avait obtenu de l'humanité du conducteur de ralentir le train, ce qui lui permit de sauter à terre et de s'évader. Un arrêté du préfet de la Haute-Marne interdit à l'ancien député, Chau-

chard, le séjour dans trois départements. Je m'arrête par crainte de la monotonie.

## IX

Nonobstant ces épisodes et d'autres du même genre, le coup de main du 4 Septembre fut accueilli en province avec la même placidité qu'à Paris. Nul ne protesta; ce fut à qui s'empresserait à placer la tête sous le joug d'un gouvernement absolument sans titre et sans droit. « On s'est tant indigné au commencement de la guerre contre cette grosse ville qui se rendit à quelques uhlans : la société française s'est rendue à des uhlans moins nombreux, moins respectables, plus ennemis, et qui l'avaient avertie avec une plus insolente sincérité[1]. » Notre bon peuple est créé pour obéir. De temps à autre il se passe la fantaisie de changer de maître, mais il est mal à l'aise dès qu'il n'en sent plus un et il ne renverse César que pour faire Brutus César. Henri IV, assistant à une procession, n'entendait que cris de Vive le roi! Sur quoi un seigneur qui était près de Sa Majesté lui dit : « Sire, voyez, comme tout votre peuple se réjouit de vous voir .» Le roi, secouant la tête, répondit : « C'est un peuple : si mon plus grand ennemi était là où je suis et qu'il le vît passer, il lui en ferait autant qu'à

1. Louis Veuillot, *Univers* du 6 juin 1872.

moi et crierait encore plus haut qu'il ne fait[1]. »

La plupart des hauts fonctionnaires auraient cru manquer à l'honneur en accordant plus qu'une trêve au gouvernement sans droit de l'Hôtel de Ville, et en lui offrant un concours même discret. Les soldats s'estimèrent au contraire tenus, dès qu'on les en requérait au nom du salut public, à prêter un concours actif pour défendre le territoire envahi. Cette conduite paraissait tellement obligée alors que le 20 septembre, dès qu'il fut rassuré sur le sort de son fils, Palikao offrit ses services à la délégation de la Défense nationale à Tours. L'amiral Jurien, le plus noble des hommes, entretint avec Trochu pendant le siège des relations confiantes. Le général Favé, aide de camp de l'Empereur, et beaucoup d'autres militaires loyaux agirent de même. Bourbaki lui-même, ce type de l'honneur, étant sorti de Metz, mit son intrépidité au service du gouvernement du 4 Septembre.

A côté de ces va-et-vient de consciences, une de nos plus belles âmes françaises, le grand Pasteur, pensa à envoyer aux souverains malheureux le cri désolé de son patriotisme et de sa fidélité. « Je suis brisé par la douleur, écrit-il au maréchal Vaillant, je perds toutes mes illusions! » Et il le chargeait de transmettre à l'Empereur et à l'Impératrice « son éternelle reconnaissance[2] ». De tels élans consolent de bien des dégoûts.

1. L'Estoile.
2. Lettre du 5 septembre 1870. Napoléon III avait aidé le

## X

La joie que causa le 4 Septembre ne fut pas moins vive à l'armée allemande et à Berlin qu'elle l'avait été à Paris. Des feux de joie s'allumèrent. « La Gauche est au pouvoir, dit joyeusement un officier prussien qui traversait le camp des prisonniers, Rochefort fait partie du gouvernement[1]. »

Bismarck poussa un cri de soulagement. Il ne craignait rien de l'Angleterre qui, remorquant à sa suite l'Italie, était résolue à ne point sortir de son égoïste indifférence, mais l'Autriche l'inquiétait. Elle continuait à parler de la nécessité d'une médiation collective des neutres, et la Russie annonçait son intention de prendre pour son compte l'initiative d'une médiation tendant à sauvegarder l'intégrité de notre territoire. Sans doute Bismarck déclarait qu'il ne voulait admettre aucune médiation, aucune intervention sous une forme quelconque, mais en 1866 aussi il s'était montré rétif à la médiation de Napoléon III et, malgré l'irritation qu'il en avait ressentie, il avait fini par la subir. Il n'était pas impossible qu'il passât par les mêmes résignations à l'endroit de la médiation russe en notre

génie de Pasteur comme il a deviné celui de Fabre et l'un et l'autre lui ont dû de pouvoir continuer leurs travaux avec un appui officiel.

1. Robert Mitchell, *Courrier de France* du 7 juillet 1872.

faveur. Le 4 Septembre l'affranchissait de ce cauchemar. *La Correspondance Provinciale*, son organe personnel, écrivit[1] : « Les grands événements qui viennent de s'accomplir entraînent cette importante conséquence que presque aucune puissance n'aura l'intention d'intervenir dans la période ultérieure de la guerre; le changement du gouvernement de Paris a rendu impossible toute médiation diplomatique. » (7 septembre.) Le ministre des États-Unis à Berlin, l'historien Bancroft, l'ami personnel acquis sans réserve aux intérêts de Bismarck, constatait aussi « que la République serait vue avec répugnance par l'Angleterre et par toutes les grandes Puissances, que les États-Unis seuls lui donneraient une cordiale bienvenue[2] ». Il fallait la dose infinie d'ignorance diplomatique que Jules Favre apportait aux affaires pour croire qu'à la suite de la chute de l'Empire les gouvernements monarchiques allaient se rapprocher de nous. Ce que d'Haugwitz, diplomate prussien, avait dit au Directoire était toujours vrai : « Entre monarques on veut guerroyer, mais on ne veut pas se détruire. »

Le cardinal Antonelli m'a raconté les sentiments que l'annonce du 4 Septembre inspira dans les cours. Il venait de recevoir le prince Frédéric-Charles, de passage à Rome en 1872. « Ah! me dit-il avec tristesse, il méprise bien les

1. Le *Journal officiel* du 8 septembre reproduisit la note de la *Correspondance Provinciale*.
2. A Fisch, 24 septembre.

Français. — Et pourquoi donc? — Ce n'est pas, reprit le cardinal, à cause de votre infériorité militaire, car il reconnaît que vous leur avez fait passer de cruels moments, et qu'entre autres, le 18 août, après que Le Bœuf eut repoussé au centre le gros de l'attaque allemande, et que Canrobert eut décimé la Garde, si Bazaine avait envoyé Bourbaki à l'appui de Canrobert, les Allemands se seraient trouvés dans la situation la plus périlleuse. « Mais, répétait le prince, avoir abandonné leur Empereur fait prisonnier sur le champ de bataille! » Voilà pourquoi il vous méprise. »

Il ne devait nous venir du dehors qu'un secours, celui de Garibaldi et de sa bande. Le gouvernement italien s'était efforcé de le retenir, et le gouvernement français, se rappelant les vœux du condottiere pour le succès des armes prussiennes, avait éludé son offre. Garibaldi, furieux, écrivait à son gendre Canzio : « Je n'ai pas encore reçu de réponse du gouvernement français, et cette ordure qui s'appelle gouvernement italien me retient prisonnier. » Enfin il s'échappa, à la grande joie de nos démagogues qui ne cessaient de l'appeler. Sa venue ne devait accroître que le désordre.

## XI

Rassurés sur la province comme sur Paris, ayant placé Trochu à leur tête, débarrassés du

Corps législatif, du Sénat, de l'Impératrice et des principaux personnages de l'Empire, certains de la soumission de l'armée, les hommes de l'Hôtel de Ville avaient le désir ardent d'obtenir le concours public de Thiers dont ils n'avaient eu jusque là que l'assistance déguisée. Ce serait en quelque sorte leur caution vis-à-vis de l'Europe, et le moyen d'attirer « le grand parti des hommes modérés, timides, incertains, de l'appui desquels, même en temps de crise, un gouvernement a toujours beaucoup de peine à se passer[1] ».

Les dispositions d'esprit dans lesquelles était cet illustre personnage leur permirent d'obtenir vite ce dernier succès. Il avait poursuivi avec une suite, une décision et une habileté consommées, la première partie de son dessein politique, le renversement de l'Empire, ce qui était sa vengeance; il lui restait à réaliser la seconde, l'établissement de son pouvoir, ce qui serait sa glorification. Il méditait les meilleurs moyens de mener cette seconde partie aussi heureusement à bonne fin que la première. Son début avait été habile : tout en préparant la révolution et en la facilitant, il avait évité de se compromettre avec elle; il ne doutait pas que ses amis ne marchassent à une formidable débâcle; il les laissa donc aller après les avoir poussés. Il affecta de chercher dans ses études chéries une distraction aux scènes auxquelles il venait d'assister et,

1 Jules Favre.

dans les recherches scientifiques et l'étude des vérités éternelles, une consolation aux prochains malheurs qu'il prévoyait.

Mais il lui importait avant tout, sans paraître fuir, de quitter Paris. D'abord il y aurait souffert, matériellement au moins, des ennuis d'une réclusion morose, et il était fort sensible à ce genre d'inconvénients; ensuite, quelle que fût sa volonté de n'endosser aucune responsabilité dans une défense impossible, il lui eût été bien malaisé de s'y soustraire et, promoteur des fortifications, historien de nos grandes guerres, de ne pas se mêler d'opérations dont les fortifications étaient le pivot. Il se serait ainsi compromis avant l'heure. Jules Favre, en compère fidèle qui rend ce qu'il a reçu, vint fort à propos le tirer de souci, à propos tellement opportun qu'il est permis de douter de sa spontanéité. Le 9 septembre, il lui offrit officiellement une mission à Londres. Thiers ne se rendit pas au premier mot, il se fit beaucoup prier, demanda à réfléchir, à consulter ses amis. Finalement il se résigna au douloureux sacrifice d'échanger les angoisses, les privations, les contraintes, les périls d'une ville assiégée contre le bien-être d'un voyage confortable aux frais du Trésor public[1], dans des wagons bien chauffés, à travers

1. Par décision ministérielle du 25 septembre 1870, M. Thiers est chargé d'une mission extraordinaire à Londres, Saint-Pétersbourg et Vienne, avec une indemnité de 20000 francs que M. Thiers touche intégralement à Londres à son arrivée. Plus tard M. Thiers touche encore 30000 francs à Vienne. Une décision de Jules Favre, ministre

les meilleurs hôtels, au milieu des empressements et des respects. Le pauvre homme !

Jules Favre l'avait trouvé alité et souffrant d'un rhume accompagné de fièvre. La satisfaction morale du sacrifice douloureux auquel il se condamnait, uniquement par infatigable dévouement à sa chère France, le guérit subitement, et, lorsqu'il vint apporter son acceptation, il était alerte et dispos. On lui avait demandé d'aller à Londres : dans son ardeur de sacrifice il offrit d'aller à Saint-Pétersbourg, à Vienne, à Florence, partout où l'on voudrait.

La joie que cette accession occasionna à l'Hôtel de Ville fut égale à celle qui éclata à l'arrivée de Trochu : on se sentait au complet. A ce souvenir Jules Favre déborde de lyrisme. « Comment, s'écrie-t-il, n'être pas reconnaissant envers le grand citoyen, qui s'oubliait une fois de plus pour son pays et ne pas pressentir, par un vague instinct, qu'il recueillerait toujours le fruit des services éminents qu'il allait rendre? » Il faut évidemment remonter aux temps héroïques pour retrouver un tel exemple de désintéressement civique.

des affaires étrangères, régularise cette allocation, imputée sur le chapitre des « Frais de missions ». M. Thiers a donc reçu en tout 50000 francs pour ses voyages. Pendant que Thiers, puissamment riche, partait ainsi lesté, les journaux publiaient la note suivante : « M. Édouard Charton, malgré le mauvais état de sa santé, a accepté les fonctions de préfet de Seine-et-Oise, à la condition de verser la totalité de ses appointements dans la caisse de Secours aux blessés. »

## XII

Je n'étais pas en France lorsque survinrent la catastrophe de Sedan et la révolution[1]. Après m'être assuré des mauvaises dispositions de l'Italie, j'avais repris le chemin de fer de Paris (20 août). A Saint-Michel, le train allait se remettre en route lorsqu'une certaine agitation se produit dans la gare. « Le prince Napoléon ! » s'écrie-t-on. Je cours vers lui. « Vous ici ! — Vous ici ! » disons-nous tous les deux à la fois. Et nous échangeons quelques demandes et quelques réponses rapides. « En voiture ! En voiture ! » criait à notre oreille le chef de gare. J'avais enfin le moyen de sortir des perplexités, des nouvelles contradictoires, de connaître la vérité de notre situation militaire, de dissiper l'obscurité dans laquelle ma pensée trébuchait, je me gardai bien de n'en pas profiter. Je laissai partir le train de Paris et je montai dans celui du prince. Il m'expliqua, d'une manière saisissante dans leur réalité crue, les diverses péripéties dont il avait été le témoin, m'éclaira sur les hommes et sur les choses et il conclut en m'annonçant que Bazaine avait dû tenter un dernier effort pour se dégager de Metz et percer vers Châlons. A Suze nous trouverions une dépêche qui dirait le résultat de la tentative : si elle était mal-

1. V. *Empire libéral*, t. XVI, p. 536.

heureuse, c'était fini. Le sujet des intérêts généraux épuisés, nous parlâmes de nous. « Vous alliez donc à Paris, lorsque je vous ai rencontré? Et vous le laissiez aller? dit-il en se tournant vers ma femme, il n'y serait pas arrivé vivant! »

A Suze, nous trouvâmes la dépêche attendue, le prince la déchira d'une main fiévreuse: Bazaine n'avait pas percé.

Je souhaitai au prince plus de succès dans sa mission officielle que je n'en avais obtenu dans la mission que je m'étais donnée. Je le laissai poursuivre sur Florence, je m'arrêtai au milieu de la nuit à Turin, pour repartir le lendemain matin. A l'hôtel je trouvai, à ma grande stupeur, mon frère Adolphe, arrivé de Paris en quête de moi afin de me communiquer quelques informations importantes, qui venait d'être saisi subitement d'une très grave maladie. Je dus ajourner mon départ. Cependant l'inaction en un pareil moment était insupportable. J'écrivis lettres sur lettres à Chevandier, à Maurice Richard, les priant, à mon défaut, d'appeler l'attention de Palikao sur diverses mesures urgentes et surtout sur l'urgence de transférer la Chambre et le Gouvernement hors de Paris et de se préparer à l'isolement de la capitale. « Si l'on envoyait, écrivais-je à Maurice Richard (30 août), quelques députés dans les départements pour les administrer, je vous autorise à accepter pour moi ce qu'on voudra dans ce genre. Tant que le péril national durera, je suis à la disposition de ceux qui gouvernent, de quelque nom qu'ils s'appellent. »

Malgré mon découragement du succès, je repris la correspondance avec mes amis italiens et je me mis à la disposition du prince Napoléon : « Mon cher prince, l'état de mon frère s'est aggravé et il est tel que je suis obligé d'attendre encore. Dès que je serai fixé sur son sort je rentrerai à Paris, dût-on m'écharper. C'est là que je dois être. Comme je connais presque tous les députés italiens, peut-être pourrai-je vous être de quelque utilité dans l'accomplissement de votre mission Si vous connaissez quelqu'un auprès de qui il y ait utilité d'agir, indiquez-le-moi. J'ai déjà écrit, donné des rendez-vous ici. Les nouvelles sont toujours bien mauvaises! Croyez à mes sentiments dévoués. » (24 août.) — « Mon cher ami, me répondit le prince, je vous remercie de votre proposition. Je ne vois pas que vous puissiez intervenir dans ma mission que les événements modifient tous les jours. Dans quelques jours je pense que nous aurons des nouvelles de l'armée. Jusqu'ici rien! Les heures sont des années! » (26 août.)

Les nouvelles arrivèrent enfin de l'armée et de Paris. C'était Sedan et le 4 Septembre. J'appris en même temps la tentative d'arrestation de mon beau-père et de moi-même, les projets contre mon fils, le départ forcé de mon père. Aucun devoir ne me rappelait plus en France, je restai en Italie, à Pollone dans le Biellese, chez un de mes amis, Cesare Valerio, qui portait avec honneur un des plus beaux noms de la Renaissance italienne.

Ayant reçu du pauvre Empereur une lettre pleine d'effusion, de regret sur mon renversement et de gratitude pour mes services, je lui écrivis :

« Sire, je n'essayerai pas de vous exprimer les sentiments que me fait éprouver votre infortune : il est des malheurs auxquels aucune parole ne se peut égaler. Je me tais et je souffre avec vous. J'ai été obligé de m'éloigner pendant quelque temps de France, j'emploie mes douloureux loisirs à préparer un écrit dans lequel j'établis : 1° Que Votre Majesté ni moi n'avons voulu la guerre pour prendre le Rhin ou mettre obstacle à l'unité allemande. — 2° Que nous ne l'avons déclarée que forcés par le procédé du roi de Prusse, par la réponse d'Ems, comme dit avec orgueil Mommsen, dans une lettre inique adressée aux Italiens pour leur prouver que l'Allemagne doit s'attacher aux flancs l'Alsace et la Lorraine. — 3° Que nous ne l'avons ni cherchée, ni préméditée, mais subie malgré nous et avec désespoir. — 4° Qu'après le roi de Prusse, les véritables auteurs de la guerre sont MM. Jules Favre et Thiers et ceux qui soutiennent depuis quatre ans que Sadowa est une défaite française, contre moi qui ai toujours défendu et reconnu le droit de l'Allemagne de se constituer librement en vertu du principe des nationalités. — Courage, Sire, le bon droit était de notre côté; nous n'avons été ni provocateurs, ni injustes. La Providence a prononcé contre nous, inclinons-nous avec résignation et confiance. Peut-être

notre pays gâté par de longues prospérités avait-il besoin de cette épreuve. — Si le roi Guillaume était aussi grand qu'il a été heureux, il mettrait dans sa victoire autant de modération que vous en eussiez mis dans la vôtre, et il assurerait une longue paix au monde, mais hélas! il sera sans pitié et dès le lendemain il faudra nous préparer à une nouvelle guerre. — Je rentrerai en France dès que cela sera possible. Je ne saurais dire combien je souffre de rester simple spectateur d'une lutte au succès de laquelle mon activité n'aurait peut-être pas été inutile. — Que Votre Majesté soit convaincue que je suis d'un cœur bien affectueux son tout dévoué serviteur et ami. » (De Pollone, 17 septembre.)

L'Empereur me répondit de Wilhemshöhe (30 septembre) : « Mon cher Monsieur Émile Ollivier, — J'ai reçu votre lettre du 27 avec grand plaisir, car j'ignorais complètement ce que vous étiez devenu et j'étais très triste de ne pas avoir de vos nouvelles. Je ne parlerai pas des événements désastreux qui se sont produits, vous devinez quelle impression ils ont dû laisser dans mon cœur. Si au moins la France ne sortait pas amoindrie du conflit, je me consolerais facilement d'avoir perdu ma couronne. Il y a eu dans cette malheureuse campagne une suite non interrompue de guignons qui ont amené les plus tristes résultats, et maintenant que va faire Paris avec l'anarchie qui règne à l'intérieur ? — Vous faites bien de vous occuper à éclairer l'opinion sur les faits passés. — Rappelez-moi au souvenir de

Mme Émile Ollivier et recevez pour vous l'expression de ma sincère amitié. »

Sans espérance d'être écouté, suivant un de ces élans de cœur auxquels on ne résiste pas en certaines heures de détresse, j'écrivis aussi au roi de Prusse :

« 1er octobre 1870. Sire, vous avez été heureux, soyez grand ! J'ai conseillé la guerre. Ce n'est ni pour empêcher l'unité allemande ni pour prendre le Rhin. Je l'ai conseillée uniquement parce qu'une nation fière ne pouvait pas accepter ce que Mommsen a appelé avec orgueil la réponse d'Ems

« Je connais mon pays mieux que vos journalistes allemands. Si vous respectez notre territoire, vous contentant de la gloire immense que vous venez d'acquérir et de la facilité désormais assurée pour vous de faire en Allemagne ce que vous voudrez, vous assurerez au monde une longue et belle paix. Si vous touchez à notre territoire vous commencez une nouvelle guerre de trente ans.

« Si vous êtes désintéressé, vous préparez l'alliance indissoluble des races latines et germaines. Si vous êtes conquérant, vous préparez contre la Prusse l'alliance des races slaves et latines.

« Vous invoquez Dieu dans vos proclamations. Moi aussi je crois en Dieu et en sa justice. Il nous châtie pour nous punir de nous être amollis dans une longue prospérité. Mais soyez-

en sûr, il punira votre peuple et votre race si, gonflé par la victoire, vous arrachez violemment à la patrie française des populations qui y tiennent par leurs entrailles. Le cri du faible opprimé montera jusqu'à Celui qui donne la victoire et sa plainte sera entendue.

« Ne méprisez pas ma parole, Sire, parce que c'est celle d'un vaincu. Napoléon, après Iéna, a méprisé aussi la parole des vaincus et ces vaincus lui ont répondu par Waterloo. Que l'esprit de douceur et de justice incline votre cœur !

« Je suis avec respect, Sire, votre serviteur.

« Émile Ollivier. »

Le prince Napoléon, pour d'autres raisons que les miennes, ne put rentrer en France. N'ayant pas réussi à décider l'Italie à la guerre, il avait écrit à l'Empereur de lui donner des ordres formulés clairement sur ce qu'il devait faire, en lui indiquant que ce qu'il désirait le moins était de rester à Florence pour suivre la négociation. L'Empereur le pria de rester néanmoins et de continuer à négocier. (Chêne-Populeux 27 août.) Malgré son désir de rejoindre l'armée et de partager ses vicissitudes, le prince obéit dans la crainte de contrarier les intentions de son cousin ; il n'était pas dit, d'ailleurs, que les négociations n'eussent pris une autre allure si le sort des armes ne nous eût pas été fatal ou fût seulement resté indécis. A la nouvelle du désastre, le prince demanda à l'Empereur de partager sa captivité.

« Quelles que soient les conditions qui me seront faites, lui écrivit-il, je m'y soumets d'avance pour être auprès de vous. Le malheur ne peut que resserrer les liens qui m'attachent à vous depuis mon enfance. — De Florence, 5 septembre. »

« Mon cher cousin, lui répondit Napoléon III, je suis bien touché de l'offre que tu me fais de partager ma captivité, mais je désire rester seul avec le peu de personnes qui m'ont suivi, et j'ai même prié l'Impératrice de ne pas me rejoindre. J'espère que nous nous reverrons un jour, dans des temps plus heureux ; en attendant, je te renouvelle l'expression de ma sincère amitié. »

Lanza commit la révoltante inconvenance de venir insinuer au prince qu'il eût à quitter l'Italie. « Ah ! vous me chassez ! s'écria le gendre de Victor-Emmanuel, c'est aussi déplacé qu'inutile. J'ai déjà pris la décision de m'éloigner ; dans quelques heures je serai parti. » Et comme Lanza se répandait en assurances de sympathie et d'amitié : « Oui, oui, dit le prince avec une amertume caustique, vous nous offrez des mouchoirs pour essuyer nos larmes. » Les adieux de Victor-Emmanuel furent très émus. Le prince se retira en Suisse, à Prangins.

## XIII

La révolution du 4 Septembre, qui désorganisa tout le mécanisme gouvernemental, au moment où ses ressources allaient être le plus

nécessaires à la défense du pays, fut un acte tellement coupable que ceux qui en ont profité se sont constamment défendus de l'avoir fomentée. Quoiqu'en ayant été un des auteurs les plus efficaces, Thiers l'a désavouée. Les uns et les autres n'ont cessé d'affirmer qu'à l'exception de deux ou trois, ils n'y avaient pris aucune part : ils s'étaient contentés d'accepter ce qu'ils n'avaient pu empêcher ; ils ne s'étaient pas emparés du gouvernement, il n'y avait plus de gouvernement ; l'Empire était disparu, évanoui, le parti de la démagogie menaçait de devenir le maître : ils n'ont pas voulu permettre qu'une nouvelle catastrophe s'ajoutant aux catastrophes récentes, la France tombât entre les mains de la bande de Delescluze.

La rapidité avec laquelle les membres de la Gauche ont pris leur parti du coup de main auquel ils s'étaient opposés, la décision avec laquelle ils l'ont escamoté a permis de penser qu'ils l'avaient préparé. Si la Révolution ne consistait que dans l'envahissement de la Chambre et la dispersion du Corps législatif, ils n'en seraient en effet pas coupables ; il ne resterait qu'à peser la valeur de leur excuse, déjà énoncée par Louis-Philippe : « Nous avons fait mal dans la crainte qu'on ne fît pire. » Mais, en réalité, l'envahissement et la dispersion de la Chambre, qui a été la forme accidentelle de la Révolution, n'en était pas la forme nécessaire. De quelque manière que le gouvernement impérial eût été renversé, il y aurait eu révolution,

une révolution n'étant que le déplacement du pouvoir opéré d'une manière inconstitutionnelle. Or, il est évident que la Gauche du Corps législatif, Thiers et le Centre gauche, et non pas seulement les membres du gouvernement de l'Hôtel de Ville, ont été les premiers auteurs de cette révolution. Depuis le commencement de nos revers, ont-ils conçu une pensée, prononcé une parole qui ne tendît ouvertement et directement à la ruine du régime impérial? Qui oserait le nier? Oubliant la décence, le devoir, l'honneur, l'intérêt national, tout entiers à la joie de saisir une vengeance trop longtemps ajournée, ont-ils cessé un instant, avec une suite, une intelligence, une perversité damnables, de préparer la subversion, ne prenant pas la peine de cacher qu'ils l'espéraient de l'immensité même de nos revers[1]? Ne se sont-ils pas appliqués à susciter, enflammer, encourager les passions révolutionnaires assoupies ou déconcertées par les récentes satisfactions libérales? Ne se sont-ils pas attachés aux flancs des ministres comme des taons, pour les tourmenter, les affoler? N'ont-ils point, par leurs excitations, déterminé l'ordre lamentable qui, le 27 août, jeta Mac-Mahon du Chêne-Populeux dans le gouffre de Sedan? Qui osera le nier? Si, au dernier moment, ils préférèrent que la déchéance fût décrétée par la Chambre et non opérée par l'émeute, c'est qu'ils ne savaient

1. Thiers. Déposition : « La Gauche qui, depuis quelques jours, ne faisait plus rien que souhaiter et attendre la Révolution. »

où l'émeute les conduirait, si elle ne passerait point par-dessus leurs têtes et si la poussée démagogique ne les fracasserait pas avec la Régence et le Corps législatif et ne les asserviraient pas, eux aussi, à la bande de Delescluze et de Blanqui? Ils l'ont avoué. Les scrupules honnêtes de citoyens respectueux de la Loi et du Droit comptaient pour si peu dans leur modération, qu'ils s'en sont affranchis dès qu'ils l'ont pu avec sécurité.

Ils se targuent d'avoir barré alors le passage à la Commune, mais, sans eux, elle n'aurait pas eu un peu plus tard les moyens de le forcer. « Quelque dangereux, a dit Guizot, que soit le travail des démolisseurs des États par les conspirations et insurrections populaires, s'ils ne rencontraient pas d'appui dans d'autres régions sociales et au sein des pouvoirs publics ils auraient peu de chances de succès. Il faut qu'il y ait des mains tendues d'en haut à ceux qui s'agitent en bas. » Si les hommes du 4 Septembre ne s'étaient pas servis contre l'Empire du concours des hommes de la Commune, s'ils n'avaient pas poursuivi contre le gouvernement national la révolution par la Chambre, ils ne se seraient pas exposés aux dangers de la révolution par la rue. Qu'importe qu'ils aient circonscrit l'incendie! le devoir était de ne pas l'allumer.

La France n'a donc rien gagné et a beaucoup perdu à cette révolution devant l'ennemi.

1. Jules Simon.

O Français de l'avenir! quand, revenant sur les apothéoses imméritées, vous dresserez sur les places publiques de vos cités, débarrassées des statues usurpatrices et immorales, le véritable Panthéon de pierre, de marbre, de bronze, destiné à l'éducation du peuple, élevez à côté des statues de la Patrie, les statues de Lazare Carnot et du général Changarnier, c'est-à-dire de ceux qui, aux jours du péril suprême, ne se sont rappelé que la détresse de cette Patrie, lui ont apporté toute leur aide, toutes leurs forces et lui ont sacrifié avec une magnifique ardeur leurs haines, leurs rancunes, leurs ambitions!

# ÉCLAIRCISSEMENTS

## I

### NOTRE ARTILLERIE EN 1870

Les Français s'entendaient fort bien à tirer bon parti de leurs masses d'artillerie ; très souvent la quantité énorme des projectiles parvenait à compenser chez eux ce qui leur manquait sous le rapport de l'exactitude du tir, si bien que celui-ci n'en avait pas moins une efficacité très grande.

Hohenlohe. *Lettres sur l'artillerie*, p. 109.

## II

### LETTRE DU GÉNÉRAL LANGLOIS A ÉMILE OLLIVIER : 23 FÉVRIER 1910

Monsieur. — Permettez-moi de répondre point par point et sans long préambule à vos questions.

1° L'infériorité de notre artillerie était très sérieuse, non seulement parce que nos obus avaient une portée insuffisante, mais surtout parce qu'ils étaient munis d'une fusée fusante ne déterminant l'éclatement qu'en deux points de la trajectoire, à

1 500 et à 3 000 mètres environ. Si l'ennemi ne se trouvait pas à l'une de ces distances, l'effet était absolument nul. A Wœrth, par exemple, nos batteries n'ont produit d'effets sérieux qu'à la fin de la journée, par leur tir à mitraille.

Cette infériorité est-elle suffisante pour expliquer un désastre? Je ne le crois pas ; néanmoins dans les premières grandes batailles de la guerre, la balance fut si souvent hésitante à pencher du côté des Allemands, que l'appoint d'une artillerie supérieure — car cela n'est qu'un appoint — aurait pu peut-être amener la Victoire sous nos drapeaux.

Ce n'est qu'un appoint, dis-je. Certes, le 16 août, quelque peu puissante qu'était notre artillerie, l'armée française aurait remporté un éclatant succès si son chef avait eu la volonté de vaincre et avait poussé à fond. Dans cette journée le fusil et la mitrailleuse compensèrent largement les défauts du canon. Le 18 août, même après l'enlèvement de Saint-Privat, une vigoureuse contre-offensive de la Garde, qui n'a pas donné, aurait vraisemblablement renversé les rôles. Dans ces deux journées la défaite est imputable au commandement, sans aucune contestation possible.

2° Pouvions-nous faire agir notre artillerie en masse et dès le début? Non. Les idées générales y étaient trop opposées malgré la leçon de 1866 ; le nom seul donné à l'artillerie *de réserve* est l'indice de l'état des esprits. On ne peut jamais à la guerre demander aux exécutants que ce qui, en temps de paix, est passé chez eux à l'état de réflexe inconscient. Les premiers revers des Russes en Extrême-Orient n'ont modifié ni leur mentalité, ni leurs procédés de combat.

3° Tous nos obus de 4 étaient certainemen

munis de la fusée uniquement fusante à deux durées. Pour le 12, je ne puis l'affirmer aussi positivement, mais j'en ai la certitude morale. Après le 18 août, à l'armée de Metz, on arma tous nos projectiles d'anciennes fusées percutantes, système Desmarets, trouvées à l'arsenal. Je ne pense pas qu'on aurait trouvé sur place les ressources nécessaires pour confectionner de semblables fusées. A partir de ce moment, nos batteries furent un peu moins mal outillées, mais il était trop tard ; les grands chocs avaient eu lieu.

Dans les armées de province, les obus étaient munis de fusées percutantes dont je ne connais pas le modèle.

Au point de vue artillerie, la grande faute fut de n'avoir pas adopté et fabriqué activement le matériel de 7 du système de Reffye, dont le modèle était complètement déterminé dès le mois d'octobre 1868. Avec une fabrication intensive, nous aurions pu nous présenter au combat avec une centaine de batteries supérieures au matériel prussien. Vous devez savoir mieux que moi pourquoi ce ne fut pas fait, malgré le désir de l'Empereur. Cela aurait-il suffi à nous faire gagner la bataille ? Peut-être ; mais l'idée dissolvante de défensive qui était à l'ordre du jour dans notre armée nous paralysait et ne nous aurait probablement pas permis de poursuivre un succès.

Au point de vue militaire, j'estime que la défaite est due principalement aux causes suivantes :

1° Mauvaise doctrine de guerre « la défensive ! »

2° Incapacité d'un grand nombre de chefs, très braves d'ailleurs, mais qui, faute de fortes études historiques, n'avaient aucune notion de la grande guerre ;

3° Inertie inexplicable et coupable du maréchal Bazaine.

Dans cet ensemble, l'artillerie, comme d'ailleurs tout armement, ne joue qu'un rôle secondaire. Ce n'est pas le fusil à aiguille qui, en 1866, fit le succès des Prussiens, ce sont les fautes de leurs adversaires.

Je vous demande pardon de vous adresser une lettre aussi longue, mais j'ai cru nécessaire de vous répondre aussi nettement que possible. Je reste d'ailleurs entièrement à votre disposition et je vous prie de vouloir bien agréer l'expression de mon respectueux dévouement.

P. LANGLOIS.

Vous pouvez faire de mon opinion l'usage que vous voudrez ; mais elle est d'un bien faible poids par le temps qui court, même en artillerie.

P. S. — Je viens d'avoir la confirmation de ce que je disais plus haut : les obus de 12, comme ceux de 4, étaient armés d'une fusée fusante à deux durées.

## III

### LETTRE DU GÉNÉRAL BARON BERGE A ÉMILE OLLIVIER

*Pont-à-Mousson, 13 juillet 1912.*

Monsieur, j'ai rencontré le maréchal Bazaine sur le champ de bataille du 16. Un hourra de cavalerie l'avait séparé de son état-major. Il m'appela et me donna l'ordre de le suivre. Au bout d'une heure,

il me dit : « Je suis inquiet de ma droite. Je ne sais pas ce que fait Ladmirault. J'ai envoyé des officiers à sa recherche; ils ne reviennent pas. Vous êtes bien monté. Filez sur la route de Verdun. Ramenez ce que vous pourrez du 4e corps. Vous connaissez la situation. Vous les guiderez. »

Je partis aux grandes allures. Le premier que je rencontrai fut La Madeleine, officier d'ordonnance du général de Cissey. Il m'expliqua que la division Cissey revenait, marchant au canon, qu'elle était à une distance de trois ou quatre kilomètres, et que le général de Cissey marchait le premier. J'allai trouver celui-ci. Je lui communiquai les préoccupations du Maréchal.

Le général de Cissey me répondit : « Je ne peux pas faire trotter mon infanterie. Mais je vais faire appeler de Narp qui commande mon artillerie. Vous la conduirez à un endroit convenable. C'est parce que j'ai confiance en vous. Mais n'allez pas me la faire prendre. Souvenez-vous qu'il s'écoulera vingt à vingt-cinq minutes avant que j'arrive pour la soutenir. » Je conduisis de Narp vis-à-vis de Vionville à un endroit d'où on voyait bien le village. Il plaça ses batteries et ouvrit le feu.

Les Prussiens occupaient Vionville. En voyant une artillerie isolée et très rapprochée, ils préparèrent leur attaque pour l'enlever. Quand ils eurent pris, à l'abri du village, une formation compacte, ils descendirent dans le ravin auquel ce village est adossé. — Pendant que leurs hommes se faufilaient entre les branches et les épines, le premier bataillon de la division Cissey se déployait (en avant en bataille) à droite des batteries, et sur le bord du ravin. La fusillade éclata sur le champ de haut en bas. Tous les coups portaient sur la masse

confuse qui servait de cible. La fusillade augmentait d'intensité de minute en minute par l'entrée en ligne des compagnies successives. Tous les Prussiens qui purent s'échapper de ce groupe se réfugièrent derrière Vionville,

Quand je vis l'affaire bien engagée, je dis au général de Cissey : « Mon général, dans une demi-heure, vous aurez certainement occupé Vionville. Je vous demande la permission de vous quitter pour aller rassurer le maréchal Bazaine. » « Allez, me répondit-il, et dites au maréchal Bazaine que Lorencez me suit. Dès qu'il sera ici, je m'entendrai avec lui pour qu'il me déborde par ma droite. Il se rabattra sur la gauche des Prussiens. » Je m'acquittai de cette commission. La dernière partie était inexacte. Le général de Lorencez, trompé par un faux avis, s'égara vers Chatel. On ne le revit pas.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués...

BERGE.

## IV

### LA MARCHE DE MAC-MAHON VERS BAZAINE JUGÉE PAR LE GÉNÉRAL LE GROS

Lettre du général Le Gros commandant de la 83e brigade d'infanterie et la 3e subdivision du 7e corps d'armée, à Émile Ollivier :

« Châlons, 11 août 1913. — Monsieur le Président, — je viens de lire votre article dans la *Revue des Deux Mondes* sur la déposition de l'Empereur. — Vous citez le commandant Vidal, vieux soldat de Crimée et d'Italie. C'est moi qui l'ai poussé à

publier ses souvenirs de la « Campagne de Sedan » parce que je les jugeais de nature à fournir à l'histoire des données vécues et exactes. J'avais rédigé une courte préface dans laquelle je jugeais sommairement, comme elle le mérite, la combinaison abracadabrante qui relève du vaudeville, par laquelle le général de Palikao, de funeste mémoire, avait la prétention d'assurer la jonction des armées de Metz et de Châlons...

« Vous avez mille fois raison de vous élever comme vous le faites contre les allégations audacieuses de ce pseudo-homme de guerre, qui agissait en face des armées allemandes victorieuses comme il l'eût fait contre les Chinois.

« J'ai publié dans le Journal des Sciences militaires, en 1895, une étude très objectivée et très positive, où je démontre irréfutablement que le plan Palikao, suivi *à la lettre*, n'aurait pu que nous valoir, *le 26 août, un désastre analogue à celui qui nous attendait le 1er septembre à Sedan.*

« Oh! oui, en 1870, un grand chef au début et nous battions sûrement les Allemands! Il eût fallu vouloir répartir les forces en vue du but et agir à fond sur le point choisi, dès le 29 juillet, sans s'arrêter aux doléances. On aurait cru vraiment que l'on entrait dans un désert où tout manquait! Il fallait passer outre, attaquer une des armées ennemies, la IIIe à mon avis, *du fort au faible*, puis on aurait avisé pour exploiter un succès certain. Même après Frœschwiller et Spickeren tout pouvait se réparer avec du savoir-faire et de la décision. Hélas! nous n'avions ni l'un ni l'autre! — Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments de respectueuse sympathie, Général Le Gros. »

## NOTE DU GÉNÉRAL LE GROS

La combinaison du général de Palikao (le mot expédient politique conviendrait mieux) ne reposait sur aucune base solide, sur aucun calcul ; ses vices fondamentaux sautent aux yeux.

1° Elle ne tenait aucun compte de l'état de l'armée de Châlons (que le ministre pouvait aller visiter en trois heures) ; 2° elle n'avait pas été tenue secrète ; 3° elle ne renfermait aucune mesure propre à donner le change à l'ennemi pendant quelques jours au moins et à procurer ainsi au maréchal de Mac-Mahon un peu d'espace et de liberté ; 4° enfin elle ne se préoccupait en rien des armées adverses directement opposées, deux fois plus nombreuses que la nôtre, ayant de grandes capacités de marche (on ne pouvait l'ignorer), parfaitement renseignées par la cavalerie et par l'espionnage.

Le général de Palikao a donné un tableau de marche portant l'armée de Châlons sur trois colonnes du 21 août au 25 août, du camp de Châlons sur Verdun comme si la présence des III[e] et IV[e] armées allemandes ne pouvait déranger en rien ce programme ! Comment a-t-il pu penser un seul instant qu'une armée de quatre corps pourrait dans un espace aussi restreint (de Verdun à la frontière il y a à peine 50 kil.) marcher à la rencontre d'une des deux armées ennemies en côtoyant l'autre, la plus forte, éclairée comme elle était et laissée libre de ses mouvements, sans que celle-ci eût connaissance d'une semblable manœuvre ?

Si le maréchal de Mac-Mahon eût suivi de point en point l'itinéraire du ministre, il eût éprouvé le

26 août, à Verdun, le désastre qui nous attendait six jours plus tard à Sedan.

Pour faire la preuve nous n'avons qu'à supposer, d'une part, que nos corps d'armées avaient gagné les 21, 22, 23, 24 et 25 août les emplacements assignés par le tableau de marche du général de Palikao, et à relever de l'autre ceux qui furent effectivement atteints au cours de ces mêmes journées par les divers corps des IIIe et IVe armées. De ce rapprochement qui n'a rien d'arbitraire, il ressort sans contestation possible que le 23 août la cavalerie allemande eût pris vers Clermont-en-Argonne le contact avec nos colonnes; à cette date, rien n'était plus simple pour le grand État-major, nous l'avons établi, que d'assurer pour le 25 au matin la réunion vers Verdun des masses du Prince royal et du prince de Saxe. Il en eût été de même le 26 (et c'était bien suffisant puisque l'armée du maréchal ne devait être groupée à Verdun que dans la soirée du 25) si, par suite d'une chance miraculeuse impossible à admettre, le contact n'avait été pris que dans la matinée du 24 et il ne pouvait l'être plus tard.

Le comte de Palikao, et à sa suite quelques écrivains, ont déclaré *naïvement* que le 25 août, jour où le Prince royal apprit à Vitry la marche de l'armée de Châlons, il était trop éloigné du prince de Saxe pour l'appuyer en temps utile! On ne saurait produire un argument plus pitoyable. Comment n'ont-ils pas compris cette chose pourtant si simple que si la marche vers Reims, puis vers Rethel, qui nous éloignait temporairement des lignes de marche des armées allemandes et qui pouvait être interprétée de différentes façons, n'a été connue que le 25 août, celle sur Verdun, qui nous conduisait au-

devant de l'adversaire et qui avait une signification nette, devait, en provoquant le contact, *être forcément connue quelques jours plus tôt.*

Quand à la IV$^{e}$ armée elle a toujours été en mesure d'être soutenue, c'est *un fait* et non une hypothèse. Le 26 août à midi le général Moltke, craignant un instant que le Prince royal ne pût entrer en relations en temps voulu avec le prince de Saxe, donna l'ordre au prince Frédéric-Charles de diriger de Metz les II$^{e}$ et III$^{e}$ corps sur Damvillers et sur Mangiennes. Le 27 le II$^{e}$ corps était à Briey et le III$^{e}$ à Étain; ils furent rappelés à Metz le même jour dès que le major général sut la coopération des III$^{e}$ et IV$^{e}$ armées assurée. Il est indiscutable que, dans le cas qui nous occupe, le haut commandement allemand eût agi de même, ce qui eût porté la IV$^{e}$ armée à cinq corps dans la matinée du 25 et lui eût permis d'attaquer de front avec des forces supérieures le Maréchal Mac-Mahon pris à revers par la III$^{e}$ armée.

Le blocus de Metz fût demeuré assuré par cinq corps d'armée, sans compter la forte division de réserve Von Lummer et les divisions de cavalerie : c'était plus qu'il n'en fallait, hélas!

Que reste-t-il de l'opinion du général de Palikao? que reste-t-il de la thèse soutenue par un de ses admirateurs (M. A. Duquet) qui dans son ardente imagination a vu les armées de Frédéric-Charles et du Prince royal « écrasées, broyées » entre Bazaine et Mac-Mahon déjà vainqueur du prince de Saxe?

Non, « le plan Palikao » est peut-être la conception la plus insensée, la plus funeste, de cette guerre fatale.

## V

### L'EMPEREUR POUVAIT-IL TRAITER APRÈS SEDAN? LETTRE DU DUC DE GRAMONT A ÉMILE OLLIVIER, 19 AVRIL 1871

« Voici le résumé d'une conversation que j'ai eue il y a quelques jours avec le prince Napoléon :

« A Sedan l'Empereur n'était pas et n'a pas été considéré par le roi de Prusse comme prisonnier. Quand il a écrit au roi la lettre que l'on connaît et par laquelle il lui remettait son épée, le roi a fait aussitôt appeler M. de Bismarck et tous deux ont été *alors* d'avis que c'était un grand embarras. « Il ne s'agit pas, disait ce dernier, de tenir l'Empereur prisonnier, il faut traiter; il faut faire la paix et en discuter les conditions. » — Or voici les conditions que demandait la Prusse : Strasbourg et une partie de l'Alsace (une petite partie), et un milliard d'indemnité. Il n'était pas question d'un pouce de territoire dans la Lorraine, ni de Metz dont on ne demandait même pas le démantèlement. — L'Empereur répondit qu'il était *sans pouvoirs pour traiter*, le gouvernement de la France étant entre les mains de la régente et son conseil. — L'Empereur se fondait apparemment sur ce principe qu'un souverain *prisonnier* ne peut *en captivité* faire des actes valides; mais les Prussiens lui disaient : « Vous n'êtes pas prisonnier » et le pressaient fortement pourqu'il consentît àtraiter de la paix. Il persista dans son refus. — Alors on lui proposa de se retirer où il voudrait par la Belgique en lui indiquant diverses résidences. Wilchlmshöhe fut choisi. — L'Empereur se retira

par la Belgique où il fut reçu à son entrée par le général Chazal. Il n'était pas considéré comme prisonnier par le roi de Prusse et, à ce moment, il ne dépendait que de lui de se rendre en Angleterre ou ailleurs, puis de rentrer en France. M. de Bismarck aurait même dit depuis que le roi de Prusse s'y attendait et le désirait, et comme la personne à laquelle il tenait ce propos paraissait en révoquer en doute la sincérité, M. de Bismarck aurait répondu, comme preuve à l'appui, que si l'Empereur avait été prisonnier et traité comme tel on l'aurait envoyé en Allemagne sans le faire passer par la Belgique, en lui faisant traverser le territoire occupé par les troupes prussiennes, ou bien on lui aurait demandé de s'engager sur parole à ne pas s'échapper; tandis qu'on ne lui avait jamais demandé aucun engagement ni aucune promesse. Il était donc libre de passer de Belgique en Angleterre et de là sur un point quelconque du territoire français. — Quand, au moment de la capitulation de Metz, le général Changarnier fut envoyé auprès du prince Frédéric-Charles de Prusse pour en discuter les termes, ayant parlé de l'Empereur prisonnier, le prince Frédéric-Charles l'interrompit et lui dit : « L'Empereur n'est pas notre prisonnier, il est notre hôte. » — Le fait paraît être qu'après Sedan, le roi de Prusse et ses conseillers avaient le plus grand désir d'arrêter la guerre et de se trouver en présence de l'Empereur vaincu et négociant la paix. — La persistance de l'Empereur à ne pas vouloir faire acte de souverain et son abdication entre les mains de l'Impératrice régente et de son gouvernement, sa résolution de se considérer comme prisonnier quand il ne l'était pas, et enfin l'attentat du 4 septembre, ces trois circonstances se sont

fatalement combinées pour causer la continuation de la guerre. — On se demande ce qui serait arrivé si l'Empereur était rentré en France, sur quelque point du territoire et eût convoqué autour de lui les débris du Parlement et de l'armée régulière, ou bien s'il eût carrément traité de la paix à Sedan. — Il est possible que sous le coup d'un échec aussi fatal le terrain eût manqué sous ses pieds; mais en tout cas ce qui serait arrivé n'eût pas été pire que ce qui est arrivé depuis. — S'il n'a pas agi de la sorte l'Empereur doit avoir eu quelque puissant motif. Il serait intéressant, il est même nécessaire de le connaître pour la vérité de l'histoire. »

Toutes les informations contenues dans cette note viennent du prince Napoléon.

## VI

### LA PRINCESSE CLOTILDE

*Figaro du 26 juin 1912.* Je l'ai vue au Palais-Royal, dans son éclat de jeunesse, avec sa couronne de trois beaux enfants, à côté d'un mari éblouissant d'éloquence, d'esprit et aussi de séduction quand cela lui plaisait.

Je l'ai vue à Prangins, au bord du lac de Genève, dans l'abandon intime d'une vie de famille et d'amitié.

Je l'ai vue à Moncalieri dans le château de son enfance, passant comme une ombre parmi ces murailles où ont si longtemps couvé les rêves ambitieux de la Maison de Savoie.

Je l'ai vue ainsi aux heures de prospérité tranquille, à celles des épreuves et des défaites, à celles des perplexités et des décisions graves. Toujours et partout je l'ai trouvée la même.

D'une dignité simple qui subjuguait plus que la dignité théâtrale; jamais un mot, une phrase, une attitude visant à l'effet; elle glissait à travers les vicissitudes de l'existence d'un pas doux qui, sans être sonore, était constamment ferme. Elle n'avait pas besoin de se redresser pour paraître imposante : elle l'était sans effort et elle obtenait d'autant plus le respect qu'elle ne paraissait pas l'exiger.

D'une égalité d'humeur inaltérable, on la retrouvait comme on l'avait laissée la veille; elle ne connaissait pas l'effervescence des mobilités capricieuses, et son affabilité sans démonstrations, même un peu réservée, captivait et retenait; elle ne s'agitait pas, et elle gagnait plus que ceux qui se remuent.

Un peu détachée, comme une âme qui vit ailleurs, elle avait sur les choses réelles des lueurs profondes. Chaque fois que j'ai causé avec elle des événements quotidiens, j'ai été frappé de l'acuité, de la solidité de son bon sens. Son jugement, composé de droiture et de finesse, était d'une sûreté presque infaillible. Cette droiture venait de la rigidité d'une conscience très religieuse et cette finesse était l'héritage de sa race royale, la plus politique qui ait existé; elle tenait aussi à cette faculté des mystiques qui voient d'autant mieux les affaires humaines qu'ils s'en sont dépris.

Un jour qu'on discutait avec elle une délicate question de conduite, elle indiqua en quelques paroles les raisons de se décider, puis elle ajouta

« C'est le devoir, c'est l'honneur, c'est l'intérêt. » Elle est tout entière dans ces trois mots : d'abord l'honneur et le devoir, sans exclure l'intérêt quand il est d'accord avec eux.

Était-elle belle? On l'a contesté. Elle était certainement agréable à regarder. Plutôt grande que petite, bien prise dans sa taille, avec des épaules gracieuses, le teint d'une blancheur de lait, les yeux attachants et lumineux de la vie intérieure, les cheveux blonds fins et argentés, le front harmonieux, le tour de visage charmant, le nez bien dessiné, la bouche de la Maison de Savoie, forte et bonne, le timbre musical de la voix italienne. S'il y avait à reprendre à quelques-uns de ses traits, de l'ensemble émanait un charme particulier et comme un peu mystérieux.

Elle eut un jour d'une grandeur épique. Des désastres imprévus venaient de déconcerter cruellement l'espérance publique. Partout l'affolement, l'abandon, la trahison, les menaces autour de la malheureuse souveraine dont l'écroulement n'avait pas écrasé la vaillance. Le roi Victor-Emmanuel, épouvanté des dangers courus par sa fille, l'appelle. La princesse Clotilde envoie ses enfants à Prangins et elle refuse de quitter Paris. Le roi insiste, ordonne; le mari se joint encore plus impérieusement au père. Elle se montre inflexible : tant que l'Impératrice sera à Paris, elle demeurera à côté d'elle; elle a été au triomphe, elle veut rester à la peine jusqu'à la fin. Pourtant la catastrophe arrive à son comble; l'Impératrice est obligée de s'éloigner en hâte. Alors la princesse se croit libre d'obéir à l'appel de Victor-Emmanuel et du prince Napoléon. Mais elle le fait royalement, en plein jour, en calèche découverte, après avoir été

visiter une dernière fois les malades de ses hôpitaux. Tous s'inclinent sur son passage et elle laisse en s'éloignant un souvenir d'admiration et comme un parfum d'héroïsme calme qui ne s'est jamais évanoui.

Elle avait, toute sa vie, même au Palais-Royal, pratiqué les règles de la vie religieuse; debout dès l'aube, faisant de longues oraisons, assidue aux offices, empressée à visiter les pauvres, à consoler les affligés, à mettre en action le *Misereor super turbam*. Cette religion à laquelle elle s'astreignait si sévèrement ne la rendait ni importune, ni intolérante. Elle croyait que la meilleure prédication était l'exemple des vertus que la foi inspire. Mais, en même temps, comme elle était de la race où le courage est aussi héréditaire que la finesse, elle ne fléchit jamais dans l'affirmation de sa foi, et elle subordonna à cet intérêt supérieur les affections de famille, cependant si vivaces en elle. Le prince Napoléon étant tombé mortellement malade à Rome où elle n'avait jamais voulu jusque-là mettre les pieds, parce que c'eût été reconnaître une spoliation qu'elle jugeait sacrilège, elle accourut, mais après avoir sollicité et obtenu l'approbation du Saint-Père.

Quand l'ombre de ses jours devint plus longue, que les êtres chers s'en allèrent, que sonna plus fort l'heure de détresse, où, des bruits de la terre, c'est celui de la souffrance universelle qu'on entend le plus, à cette heure cruelle qui dévore même le souvenir des joies de la jeunesse, sa piété devint plus ardente et plus compatissante. Elle s'abîmait dans les austérités et elle débordait de charité. A la voir vêtue d'une petite robe noire semblable à celle d'une religieuse, la tête inclinée pour l'adoration,

on eût dit qu'elle n'était plus d'ici-bas et on était tenté de la vénérer comme une bienheureuse.

Un dernier sourire illumina cependant son visage ascétique, lorsqu'une seconde fille, une princesse aussi remarquable par la chaleur généreuse du sentiment que par la supériorité de l'intelligence, vint apporter à l'exil de son fils la consolation et la force des nobles dévouements. Et puis ce fut fini. Elle s'éteignit dans une sainteté suave, exhalant son âme en prières et espérant que Dieu ferait redescendre ces prières en bénédictions sur ses enfants et sur la France qu'elle n'avait pas cessé d'aimer.

## VII

### LE MARÉCHAL VAILLANT A M. DELACHARME 20 NOVEMBRE 1870.

« L'amiral Rigault de Genouilly après avoir quitté Paris se rend à Dax... et à peine y est-il avec son neveu que l'amiral Fourichon, ministre de la marine, lui donne confidentiellement les renseignements suivants : Gambetta, ministre de l'Intérieur et de la Guerre, a demandé à la Délégation de mettre en accusation tous les membres du ministère Ollivier, de les décréter sur-le-champ d'accusation et de mettre le séquestre sur tous leurs biens pour être vendus en déduction des frais de la guerre qu'ils ont déclarée avec tant d'imprudence alors que rien n'était prêt... Fourichon ajoutait que Crémieux et Glais-Bizoin appuyaient la proposition faite par Gambetta, et, chose prodigieuse,

que Thiers à Tours en ce moment, était le plus violent, le plus prononcé pour faire mettre à exécution le projet de Gambetta. Je rapporte ici mot à mot pour ainsi dire, ce qui m'a été raconté par M. de Forcade, mais je ne dois pas omettre d'ajouter que l'amiral Rigault m'a répété les mêmes choses dans des termes absolument identiques et parfaitement d'accord avec ce que j'avais entendu dire à M. Thiers dans les dernières séances où je m'étais trouvé avec lui au comité de défense de Paris. Enfin Forcade disait encore qu'une réunion très prochaine devait avoir lieu dans laquelle on prendrait une résolution définitive et qu'il ne serait pas étonné que la mesure fût adoptée. En présence de renseignements si précis, il n'y avait pas à hésiter, l'amiral Rigault quitta Dax et arriva à Saint-Sébastien. »

## VIII

### LA LIBERTÉ A-T-ELLE PERDU L'EMPIRE?

Il n'y avait dans le régime constitutionnel aucun obstacle à une allure virile, aucune nécessité de mollesse. La Constitution de 1870 n'obligeait pas les ministres à laisser démolir, les bras paralysés, le gouvernement confié à leur garde. Elle n'avait pas supprimé les moyens légaux de châtier les complots ou les attentats et de réprimer l'émeute; elle n'avait supprimé ni la magistrature, ni la police, ni la gendarmerie et pas davantage fermé les prisons; elle n'avait pas fait une nécessité de la permanence révolutionnaire, puisque, à l'instar de toutes les constitutions libérales, elle avait auto-

risé le gouvernement, sans recourir à un coup d'État, à ajourner, à proroger ou dissoudre les assemblées.

Le système libéral est innocent de la chute de l'Empire, les ministres libéraux ne le sont pas moins ; ils n'ont inauguré aucune des fautes de conduite qui l'ont amenée, ils n'ont imposé aucun plan quelconque à l'Empereur et encore moins donné l'exemple de mépriser son autorité.

Le renversement des ministres libéraux qui avaient, comme le dit l'Empereur, « tenu le gouvernail d'une main ferme », et non leur trop court passage aux affaires, voilà quelle a été la fatalité des derniers jours de l'Empire. Si on ne les avait pas écartés, la catastrophe n'aurait pas passé : ils l'eussent arrêtée. Ségris inspirait aux capitalistes autant de confiance que Magne ; il eût aussi bien que lui réalisé un emprunt direct et, mieux que lui, il eût essayé une mise en pratique de l'excellent système des bons. Louvet, moins alerte que Duvernois, avait plus d'expérience et une plus large surface d'honorabilité, et il eût mené à bonne fin l'approvisionnement qu'il avait si intelligemment commencé. Quel que soit le mérite de Chevreau, il n'avait ni l'activité, ni la souplesse, ni l'indomptable courage, ni l'autorité de Chevandier, qui avait présidé à l'arrestation de Rochefort, au plébiscite, aux élections municipales, pratiqué, le premier, la pleine liberté électorale et lutté sans relâche depuis six mois contre l'émeute. Quelle comparaison possible entre l'éclairé, le distingué Plichon et le vulgaire Jérôme David? Maurice Richard avait la clairvoyance fidèle, le loyalisme, dont était complètement dépourvu Brame, le brouillon louvoyant. N'importe quel général, puisque le travail réel était l'œuvre des commis de la guerre, eût opéré comme

Palikao. Gramont était au niveau de La Tour d'Auvergne et Emile Ollivier ne valait pas moins que le somnolent Grandperret.

De tels hommes, ce qu'ils ont eu le temps de faire l'a prouvé, n'auraient pas permis aux révolutionnaires de préparer, prêcher, organiser, la voix haute, la rébellion ; ils les auraient bravés et châtiés, envoyés à Belle-Isle et devant une Haute-Cour. Ils n'auraient pas permis à Trochu de se poser comme un rival en face d'eux et de donner audience à Messieurs les irréconciliables ; ils l'auraient subordonné ou brisé. Ils n'auraient pas autorisé une permanence révolutionnaire ; ils auraient congédié le Corps législatif immédiatement après le vote des mesures de salut public. Ils n'auraient pas contrarié le plan sauveur de Trochu, du prince Napoléon, de Mac-Mahon et de l'Empereur et préparé ainsi le désastre suprême, ils l'auraient respecté, secondé : grâce au repliement de Mac-Mahon sous Paris la levée en masse eût été opérée avec ordre et non tumultueusement, et elle aurait trouvé des cadres pour la recevoir et l'instruire ; le blocus de Paris eût été impossible ; nous eussions eu le temps de nous réorganiser et de presser nos alliés ; il n'y aurait certainement eu ni un Sedan, ni un 4 Septembre, et peut-être une revanche nous aurait-elle relevés de nos premiers revers.

La fortune se fût-elle acharnée à nous abattre, les ministres libéraux du 2 janvier n'auraient pas facilité, dans l'effarement des candidats officiels, le vote de la déchéance, ni livré le palais de la représentation nationale et du souverain : ils auraient lutté contre le destin adverse jusqu'à la dernière extrémité.

Le ministère qui a livré à la Révolution ce qu'elle a voulu, l'armée, la garde nationale, la rue, le palais de la représentation nationale et celui du souverain, l'Empire, l'Empereur, la Régente, le passé et l'avenir, était un ministère autoritaire avec un faux nez libéral, qui, n'ayant pas le courage du régime de ses prédilections, n'a pas su avoir les audaces du régime de sa haine.

## IX

### LETTRE D'ÉMILE OLLIVIER A FERNAND GIRAUDEAU QUI AVAIT ATTAQUÉ LE MINISTÈRE LIBÉRAL

« 24 octobre 1884. — Vous avez eu l'intention de défendre le ministère du 2 janvier, je n'en doute pas, puisque vous le dites. Comment l'avez-vous fait? En disant que son existence fut *néfaste*, qu'il a conduit à un *effondrement*; qu'il empêcha l'Empereur de suivre ses dispositions pacifiques; qu'il se laissa entraîner par l'influence parlementaire à faire le contraire de ce qu'il voulait; qu'il fut aussi maladroit que ses prédécesseurs avaient été habiles; vous donnez crédit aux récits mensongers d'un faiseur d'embarras sans autorité. En d'autres termes vous nous rendez directement responsables, par ineptie si ce n'est pas par coquinerie, du désastre de 1870. Vous appelez cela défendre, je me demande ce que c'est qu'attaquer? Ce qui m'a surtout froissé dans vos pages 90 et 91, c'est d'y retrouver ce système antipatriotique qui consiste à plaider la cause de la Prusse par haine des

adversaires de l'intérieur. Je n'insiste pas, cela m'entraînerait à de trop sévères considérations. Seulement croyez-moi, quel que soit votre avenir politique, et je vous le souhaite aussi brillant que possible, il n'y aura rien de plus honorable dans votre carrière que d'avoir été associé à la plus grande tentative de pacification intérieure qui ait été faite depuis 1815. Sentiments cordiaux. »

Je reçus en réponse à cette lettre des excuses vagues et des arguties. Je ripostai :

« 1er novembre 1884. Mon cher Giraudeau. Je préfère votre commentaire à votre texte. Il est au moins bienveillant; mais il n'est pas exact. Votre acharnement contre le régime parlementaire m'étonne de la part d'un admirateur aussi passionné de la Constitution de 1852, qui ne cesse d'être le despotisme pur que pour tourner au parlementarisme révolutionnaire. On peut, avec raison, dire et penser beaucoup de mal du régime parlementaire mais il est impossible de le rendre responsable des événements de 1870. La force des choses les a certainement amenés, non toutefois la force des choses créée par le régime parlementaire, celle que le pouvoir absolu avait déchaînée en 1866 par la plus effroyable erreur commise depuis qu'il existe une France. Qu'il y eût ou non un régime parlementaire, après 1866 la guerre était fatale. N'étant pas prêt en 1866, on l'avait esquivée; l'eût-on ajournée encore en s'aplatissant en 1870 elle n'eût pas tardé à vous ressaisir. L'existence du régime parlementaire a eu pour effet tout spécial de donner à la guerre l'enthousiasme général. Est-ce sa faute, si le commandement militaire, dernier attribut du pouvoir

absolu, a été aussi inepte que sa diplomatie avait été aveugle en 1866?

En descendant des causes premières aux causes secondes, est-ce au régime parlementaire qu'il faut imposer l'envoi d'une demande de garanties expédiée de Saint-Cloud *à l'insu du Ministère?* Est-ce au régime parlementaire qu'il faut imputer la désorganisation du pouvoir après sa défaite le 9 août? Désorganisation tramée comme un complot aux Tuileries par l'Impératrice et qui a été la préparation du 4 septembre!

Ah! ce système des autoritaires, que je ressens une véritable peine à retrouver sous votre plume, est bien dangereux! Il finira par leur attirer de la part de ceux qui ont le droit de parler, lorsqu'ils seront las de leur rôle de boucs émissaires, des réponses terribles qui ne leur concilieront pas la sympathie nationale. — Sentiments cordiaux. »

« ÉMILE OLLIVIER. »

## X

### DEMANDE DE GARANTIES

DUGUÉ DE LA FAUCONNERIE, *Souvenir d'un vieil homme*, p. 153 et suivantes: « C'est aux Tuileries, où il venait chaque matin, que cette nouvelle (de la renonciation du prince Léopold) arrive à l'Empereur qu'elle comble de joie et qui déclare au maréchal Le Bœuf, lequel me l'a souvent raconté, que tout prétexte de guerre a disparu et que l'on peut suspendre les préparatifs militaires. — Malheureusement cette joie, si naturelle qu'elle fût, ne trouva

d'écho ni dans la presse ni à la Chambre, où la nouvelle du désistement provoqua au contraire un incroyable déchaînement de colères et d'indignations. — A la Chambre, où j'arrive quelques instants avant l'ouverture de la séance, croyant et me réjouissant de croire que l'affaire est arrangée, Clément Duvernois et de Leusse me disent qu'ils m'attendaient pour signer avec eux l'interpellation suivante : « Nous demandons à interpeller le cabinet sur les garanties qu'il a stipulées ou qu'il compte stipuler pour éviter le retour des complications successives avec la Prusse. » — Je ne signerai pas cela ! dis-je à mes collègues. — Mais pourquoi ? — Parce que je suis très heureux de voir les poudres éteintes et que je ne veux à aucun prix que l'on s'expose à y remettre le feu ! — Alors vous êtes pour le ministère ? — Non, mais je suis pour la paix ! » — Sur ce, Duvernois me quitte en haussant les épaules, et va déposer son interpellation, signée seulement de lui et du pauvre de Leusse. — Quelques instants après Jérôme David me demande si je veux l'accompagner à Saint-Cloud, me disant qu'ils ont, lui et quelques-uns de nos collègues, demandé une audience à l'Empereur afin de protester contre l'attitude du ministère et d'obtenir qu'on en finisse avec les insolences de la Prusse. — Je répète à David ce que j'ai dit à Duvernois, que, bien loin de penser qu'il faille soulever de nouvelles difficultés, je me félicite de la tournure pacifique qu'ont prise les choses, et que si j'allais à Saint-Cloud, ce serait pour conjurer l'Empereur de se contenter du désistement et de se garder de manifester d'autres exigences. Et comme j'ajoutais que d'ailleurs je savais bien quelle était la pensée de l'Empereur : « Je vous fixerai là-des-

sus ce soir, en revenant de Saint-Cloud », me dit Jérôme David, toujours très affectueux, mais me laissant voir qu'il est stupéfait de mon attitude. — Comme, en sortant de la Chambre, je passais dans la salle des pas perdus, à côté d'un groupe où s'échangeaient les plus joyeux lazzis sur le père Antoine, je fus interpellé par Guyot-Montpayroux. — « Voyons, Dugué, me cria-t-il, est-ce que c'est vrai que votre Empereur se contente de la dépêche Antoine? Il est donc affaibli, le pauvre homme? » — Vers huit heures, Jérôme David, fidèle à sa promesse, arrive chez moi, place de la Concorde. — « Eh! bien, me dit-il triomphant, c'est fait! la France exige des garanties! » Et alors il me raconte qu'ils ont, ses compagnons de voyage et lui, trouvé l'Empereur fort hésitant, tiraillé entre ses propres inspirations, évidemment très pacifiques, et les excitations d'un entourage qui ne voulait pas que l'on se contentât du désistement d'Antoine, au lieu de saisir cette occasion de vider définitivement nos querelles avec la Prusse; que M. de Gramont est inopinément arrivé à Saint-Cloud, ne semblant pas avoir d'idée bien arrêtée sur ce qu'il y avait à faire, mais qu'il y avait à faire; qu'après un long échange de vues, comme pas une des personnes présentes n'émettait l'avis d'accepter la solution entre les Hohenzollern et l'Espagne en dehors de la France et de la Prusse, l'Empereur avait fini par se ranger à l'avis général; que M. de Gramont avait immédiatement télégraphié à Benedetti que, pour que la renonciation du prince Antoine produisît son effet, il fallait que le roi Guillaume s'y associât en s'engageant à ne pas autoriser de nouveau une candidature prussienne, et qu'il eût dès lors à se rendre immédiatement auprès du roi pour lui demander cette décla-

ration. — Je n'ai pas la moindre intention de me poser en prophète et j'avoue, au contraire, franchement que, comme tout le monde, à ce moment-là, je me faisais de grandes illusions sur l'issue de la guerre. Cependant je me souviens que quand Jérôme David me fit observer que nous devions être au comble de la satisfaction de voir l'Empereur échapper, comme il venait de le faire, à l'influence d'Ollivier, *que l'on n'avait pas même consulté*, je ne pus pas m'empêcher de lui dire que, cette fois, c'était Ollivier qui me semblait avoir raison. »

## XI

### LETTRES D'ÉMILE OLLIVIER APRÈS LA CHUTE DU MINISTÈRE

I. — *A Monsieur Rattazzi, Arona, 15 août 1870*

Cher ami, Me trouvant libre depuis ma sortie du ministère, j'ai eu l'idée de venir en Italie pour voir s'il ne serait pas possible de réchauffer le zèle de nos amis, et les convaincre que leur intérêt est de nous rendre en ce moment l'appui que nous leur avons donné autrefois.

Je ne voudrais pas qu'on connût ces démarches si elles doivent échouer et je suis venu mystérieusement. Tout le monde m'ignore ici et je voyage sous un nom d'emprunt. Si j'allais à Florence, je ne pourrais me cacher. J'irai plus tard si cela peut être utile; mais avant, je voudrais causer à fond avec vous et savoir la vérité sur l'opinion italienne. Ne pourriez-vous pas me donnez un rendez-vous,

soit à Milan, soit à Turin, soit à quelque autre endroit qui ne fût pas trop éloigné de la France, où il faut que je soit prêt à rentrer à tout événement.

Télégraphiez-moi à Arona, bureau restant, sous le nom de Polin, et signez Ludovico.

Gardez bien, je vous en prie, mon secret. Je ne voudrais pas que cela tombât dans les journaux.

E. O.

II. — *A Monsieur Ricasoli, Turin, 19 août 1870.*

Mon cher Baron, J'étais venu secrètement en Italie pour échauffer le zèle de quelques-uns de mes amis en faveur de mon noble pays, dans l'épreuve momentanée qu'il subit. Je voulais pousser jusqu'à Florence pour vous voir et pour vous rappeler la parole que prononçait Savonarole en faisant allusion aux armes anciennes de Florence :

Gigli con gigli dover fiorire.

Mais je ne puis rester éloigné plus longtemps et je repars pour Paris.

Votre cœur comprendra l'appel que je vous adresse avant de quitter le sol italien.

III. — *M. Rattazzi à Émile Ollivier,*
*Florence, 25 août 1870.*

Mon cher ami, Je regrette vivement que les affaires vous aient empêché de rester quelques jours de plus en Italie; j'aurais désiré vous serrer

la main et en même temps vous mettre en condition de pouvoir par vous-même juger en quel état se trouve maintenant l'opinion publique ici, relativement à l'idée que vous m'exprimez.

Je crains que le gouvernement impérial ait été mal renseigné sur les sentiments des Italiens. Je n'entends pas justifier ces sentiments. En politique, vous le savez mieux que moi, il faut accepter les faits tels qu'ils sont lorsqu'on doit prendre une résolution. Au commencement de la guerre, il y avait un parti qui était disposé à s'allier à la France, mais ce parti a dû se taire en face du sentiment public, et aujourd'hui, après les revers des armes françaises, il a entièrement changé et, pour se faire pardonner ses velléités d'alliance, se montre le plus contraire. Il accepterait peut-être une autre (alliance) s'il ne rencontrait pas d'obstacle dans le sentiment même de la nation. Ne croyez pas que ce sentiment soit la haine des Français. Ne croyez pas non plus qu'on désire ici voir la France affaiblie. Loin de là, on comprend *que la défaite de la France serait un danger dans l'avenir pour l'Italie.* Mais les derniers événements, le désastre de Mentana, et les déclarations faites à ce propos, l'entêtement à empêcher l'accomplissement de notre unité, la façon dont quelquefois le gouvernement français nous traitait, ont fini par créer une certaine aigreur dans les esprits et rendre la France moins sympathique. Maintenant, si les événements ne changeaient pas dans quelques jours, ce serait absolument perdre son temps d'essayer une alliance et de demander une aide de soldats à l'Italie. Mais, je le répète, on est loin de voir avec indifférence les embarras dans lesquels se trouve la France. Je dirai plus : *si on pouvait résoudre*

*immédiatement la question de Rome et faire cesser ainsi la cause des antipathies, je crois que l'esprit public ne serait pas éloigné de pousser les autres puissances à entrer dans une alliance disposée à proposer, même avec les armes, une paix honorable pour la France*, si, par malheur, cela était nécessaire : chose qui, j'espère, n'arrivera pas.

Le Prince, comme vous savez, est ici depuis dimanche, il ne m'a rien fait dire, et je ne l'ai pas vu. J'ignore quelles impressions il aura reçues dans son séjour : vous pouvez le savoir mieux que moi. Mais je crois qu'il vous confirmera ce que je vous dis ; je ne puis supposer autrement, parce qu'il faudrait croire qu'on l'aurait trompé.

Votre tout dévoué,

RATTAZZI.

IV. — *A Monsieur Chevandier de Valdrôme, 23 août 1870.*

Mon cher Chevandier, Enfin, je puis vous donner de mes nouvelles. — Ainsi que je vous l'avais écrit, brisé de fatigues et ne voulant pas tomber malade, je m'étais résolu à aller pendant quelques jours chez un ami auprès de Fontainebleau. Mais en route, je me suis dit que, pendant ces jours, nul ne devait rester oisif, et ne pouvant rien faire à Paris, ma pensée s'est reportée vers l'Italie. J'y connais tous les hommes politiques, aussi bien ceux de l'opposition que ceux du gouvernement. J'y suis un ancien ami, un ami des jours malheureux. J'ai pensé que je pourrais y obtenir quelque appui pour notre pays dans ses jours d'épreuve, et je suis parti pour l'Italie. J'ai rencontré de la bonne vo-

lonté et peut-être allais-je obtenir quelque chose lorsque j'ai appris la malheureuse situation de Bazaine. — Je me suis mis aussitôt en route pour la France. — Le 20, je partis de Turin. — J'avais passé le mont Cenis, j'arrivais à Saint-Michel lorsque, pendant l'arrêt, le commissaire du chemin de fer m'ayant reconnu, s'approche de moi pour se mettre à ma disposition. Dans la conversation, il me dit qu'il y a trois ou quatre jours était passé, en route pour Turin, un homme qui prétendait être mon frère et qui était dans un état voisin de la démence. Je savais en effet que mon frère Adolphe était peut-être en route pour me porter quelques documents dont j'avais besoin et que je n'avais pu attendre.

J'hésitais sur le parti que j'avais à prendre, je me demandais si je devais télégraphier et attendre des nouvelles, lorsque le train de France apporta le prince Napoléon. Le Prince me raconte qu'il va à Florence avec mission de réclamer officiellement ce à quoi j'avais seulement préparé les esprits. Je me résous alors à revenir sur mes pas, autant pour écouter les renseignements précieux que devait me donner le Prince que pour me fixer sur le sort de mon frère. Le Prince me prit dans son train jusqu'à Turin et me donna des détails à percer l'âme, mais qui sont matière à conversation et non à lettres. A Turin, j'entre au hasard à l'hôtel de l'Europe : j'avais à peine fait quelques pas que j'aperçois mon frère Adolphe, pâle, hâve et défait. Je l'aborde, je commence à causer avec lui et je ne tarde pas à reconnaître qu'il est dans un désordre mental complet : il se croit condamné à mort et il attend qu'on le mène au supplice. Il avait emporté avec lui ses quelques économies en billets de

banque, il les a déchirées. Tous mes efforts pour le calmer ont été vains. Le lendemain son état s'est aggravé et a pris des caractères tellement inquiétants que j'ai dû le mettre dans une maison de santé. Vous comprenez ma douleur. Je ne sais que faire. S'il était transportable, je le conduirais à Paris chez le docteur Blanche. Dans l'état où il est, il faut que j'attende que quelque chose se décide.

Je ne vous demande pas de m'écrire ici, car j'espère bien que cet état va se dessiner et que je pourrai suivre cette lettre de près.

V. — *A M. Maurice Richard, 1er septembre 1870.*

Cher ami, Décidément, l'état d'Adolphe est grave. J'ai écrit à mon beau-frère de venir le prendre pour le conduire à Marseille à petites journées. Jusque-là, je ne puis le laisser. Aussitôt mon beau-frère arrivé, je partirai pour Paris à moins que les conseils généraux se réunissent selon la proposition de Kolb-Bernard qui, sauf quelques détails, me paraît excellente. Dans ce cas je commencerai par aller à Draguignan. A Paris, je ne mettrai pas les pieds à la Chambre. Son attitude me dégoûte : elle vaut une armée pour les Prussiens. Se réunir dans ce moment pour pérorer, discuter, entraver l'action, c'est honteux ! il n'y a qu'à s'ajourner et à laisser agir le gouvernement. Or, comme je ne puis en ce moment dire cela, et que je ne veux pas m'associer à une conduite indigne, coupable, je resterai à Paris en dehors de tous. L'oubli, le silence, voilà ce que nous devons chercher si nous ne voulons pas perdre notre len-

demain. Je regrette d'avoir vu le nom de Plichon au bas d'une proposition. Faisons donc les morts.

Oui, nous sortirons de ces épreuves.

Quant à moi, je viens de passer plusieurs jours à sonder ma conscience. Si nous avions baissé la tête sous l'outrage, il n'y aurait plus eu de France avant la bataille. S'il ne doit plus y en avoir, il vaut mieux que ce soit après !

### VI. — *À Monsieur Maurice Richard, Turin, 30 août 1870.*

Mon cher ami, Toute ma vie a été la pratique de cette maxime que les devoirs publics doivent passer avant tout. J'y ai sacrifié mon repos, mes goûts, ma fortune, mes affections. Aussi, s'il y avait quoi que ce soit d'utile à faire à Paris, malgré ma douleur de laisser Adolphe, je m'arracherais d'ici et je serais où le devoir m'appelle. Mais que puis-je? sur l'opinion, je ne puis rien, et la Chambre en me renversant m'a mis dans l'impossibilité de dire un mot. Y paraître, ce serait peu digne; ma situation y est impossible de quelque temps. A Paris, je serais obligé de passer ma vie clos chez moi. — Je n'ai donc qu'à consulter mes convenances ou plutôt mes devoirs de famille : c'est ce que je fais.

Quant à me rapprocher de Paris sans y entrer, ce n'est pas pratique. Dans ce moment, je ne puis être qu'ici, à côté de mon frère, ou à Paris.

Si l'on envoyait quelques députés dans les départements pour les administrer, je vous autorise à accepter pour moi ce qu'on voudra dans ce genre. Tant que le péril national durera, je suis à la dis-

position de ceux qui gouverneront, de quelque nom qu'ils s'appellent.

## XII

### LE GÉNÉRAL LADMIRAULT A LA BATAILLE DE REZONVILLE

Un sentiment des plus respectables, la fidélité d'un ancien aide de camp au général qu'il a aimé et admiré, a inspiré à M. le colonel de La Tour du Pin une sorte de diatribe contre le récit de l'auteur de *l'Empire libéral*, dont le ton amer et précipité surprend tous ceux qui ont lu ce récit animé de bienveillance respectueuse autant que de sincère équité pour le rôle joué par Ladmirault le 16 août 1870.

Un des griefs de M. de La Tour du Pin est que l'auteur le traite d'officier d'ordonnance alors qu'il était aide de camp. Cette erreur, due à l'inattention d'un secrétaire étranger aux choses militaires, a été réparée aussitôt qu'on s'en est aperçu et, à partir de ce moment, toute la suite du récit prouve combien reste peu fondé le reproche de M. de La Tour du Pin.

Quant à ses autres allégations, aussi justes, nous pouvons y répondre péremptoirement par les citations suivantes qui justifient entièrement les appréciations de l'auteur de *l'Empire libéral*.

#### I. — *Ladmirault avait reçu des ordres et ne les a pas exécutés.*

— Général Jarras, *Souvenirs* : « Sans méconnaître l'avantage évident qu'il y a à se servir

des routes les plus larges, les mieux tracées, je suppose qu'on se rendra facilement compte qu'à la guerre il se présente des circonstances nombreuses où une troupe doit suivre une route médiocre ou même mauvaise, surtout s'il n'en existe pas d'autre. Le maréchal Bazaine, à tort ou à raison, ne voulant absolument pas qu'on suivît la route de Briey, c'est ce dernier cas qui se présentait le 15 août pour le 4e corps; et qui peut dire aujourd'hui ce qu'il en serait advenu *si l'ordre donné dans la matinée avait reçu son exécution immédiate*? Le même soir ce corps tout entier ou au moins deux de ses divisions eussent été rendues à Doncourt et la bataille de Rezonville se serait engagée le lendemain dans des conditions telles que, dès le début même, elle aurait pris une physionomie différente de celle qu'elle a eue et que probablement le résultat en eût été tout autre. » (P. 97.)

— Général Bonnal, *Manœuvre de Saint-Privat* : « Si le général de Ladmirault a dirigé sa 3e division le 15 à 3 heures par le col de Lessy sur Gravelotte, uniquement par acquit de conscience et s'il s'est décidé vers 6 heures du soir à employer le lendemain matin la route de Woippy à Saint-Privat pour amener le gros de son corps d'armée à Doncourt, pourquoi n'a-t-il pas commencé le mouvement le soir même, de façon à réunir la majorité de ses troupes à Saint-Privat avant minuit? En prenant le 15 au soir la résolution de conserver son corps d'armée (sauf la 3e division) sur ces emplacements de la rive gauche jusqu'au lendemain matin il commit une faute grave contre la discipline qu'un vrai chef d'armée eût réprimée avec la dernière rigueur. » (T. II, p. 63.)

— Colonel Picard, *La Guerre en Lorraine* : « Le 4e corps a reçu du général de Ladmirault des ordres en absolue contradiction avec ceux du commandant en chef. Une seule division est mise en route sur Gravelotte où elle devra bivouaquer « si elle ne peut arriver à Doncourt avant minuit »; tout le reste du 4e corps va s'attarder jusqu'au lendemain matin dans la vallée de la Moselle quand les chemins de Lorry et de Saulny complètement libres lui eussent permis de gagner le 15 Armanvillers et Saint-Privat et de se rabattre dans la soirée sur Doncourt suivant les instructions de Bazaine. » (T. I, p. 276.)

II. — *Ladmirault a fléchi,*
*et n'a pas eu l'audace nécessaire.*

— Lehautcourt, *Histoire de la guerre de 1870.* « Il (Ladmirault) s'effraie. Il laisse fuir la victoire qu'il effleurait de ses mains. — Cette retraite si peu justifiée cause une impression d'étonnement à toutes les troupes. Certaines ne peuvent se décider à l'effectuer. Il faut deux fois répéter l'ordre. » (T. V, p. 249.) « Ainsi deux fois dans cette journée Ladmirault laisse échapper l'occasion d'écraser la gauche allemande et cette occasion perdue nous ne la retrouverons jamais plus. » (T. V, p. 345.)

— Colonel Picard, *La Guerre en Lorraine 1870* : « Nous reprenons l'attitude défensive. Pour les Allemands, c'est le salut ; pour l'armée du Rhin c'est le renoncement à la victoire alors presque saisie. Entre la circonspection excessive de Ladmirault et l'audace raisonnée d'Alvensleben le con-

traste est frappant et douloureux. » (T. II, p. 90.)

« Alors qu'il ne s'agit plus que de donner le coup de grâce à un ennemi battu déjà, Ladmirault cède à la crainte de se compromettre et rappelle au nord du ravin ses troupes pleines d'ardeur. » (T. II, p. 111.)

— Le général *des Garets*. Lettre à É. Ollivier, du 29 juillet 1912 et le colonel *Courson de la Villeneuve*, sont d'avis qu'il fallait compléter la victoire.

— *Souvenirs inédits du général de Cissey* : « Le général de Cissey charge son aide de camp Garcin d'aller exposer à son chef la situation si avantageuse et de l'aider à donner le coup de grâce à un ennemi déjà battu. » (T. II, p. 547.)

— Général *Garcin* à Émile Ollivier, 3 août 1912 et Carnets publiés dans la Revue du 1er août 1912 : « Nos troupes étaient fatiguées assurément, elles n'étaient pas désorganisées... Elles auraient encore été capables de pousser jusqu'à Mars-la-Tour que nos tirailleurs abordaient. »

## III. — *Ladmirault était fatigué.*

Général Bonnal, *La manœuvre de Saint-Privat* : « Le 16 août, à 2 heures du soir, l'aile droite française pouvait tout oser, parce que la situation de l'aile gauche allemande à ce moment très précaire lui paraissait telle. Si donc l'aile droite française est restée inerte, il faut s'en prendre à son commandement *que l'on peut qualifier d'anémique.* » (T. II, p. 439.)

Qui osera dire encore, après ces citations, que Ladmirault « n'avait pas reçu d'ordres » ; que « M. Émile Ollivier a accueilli, *sans fondement*, le conte d'une manifestation de faiblesse apparue chez le général à l'approche de l'attaque prussienne, et « qu'il n'était pas fatigué » comme le dit aujourd'hui M. de La Tour du Pin ?

# TABLE DES MATIÈRES

---

## TOME XVII

### CHAPITRE PREMIER

### BAZAINE GÉNÉRAL EN CHEF : BORNY

Pages.

## CHAPITRE II

### BATAILLE DE REZONVILLE

## CHAPITRE III

## LA RECULADE VERS METZ

## CHAPITRE IV

### LA BATAILLE DE GRAVELOTTE. — SAINT-PRIVAT

CHAPITRE V



CHAPITRE VI

LE SECOND ACTE DU SUICIDE. — LA DÉPOSITION DE L'EMPEREUR

## CHAPITRE VII

### LE SUICIDE DE L'ARMÉE



## CHAPITRE VIII

### LES TOURMENTS DE MAC-MAHON

## CHAPITRE IX

### LA RÉVOLUTION A PARIS

## CHAPITRE X

## LES DERNIÈRES CONVULSIONS

## CHAPITRE XI

### LE 4 SEPTEMBRE — SUITES

## ÉCLAIRCISSEMENTS



Paris. — Typ. Ph. Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 53181.

A LA MÊME LIBRAIRIE

DU MÊME AUTEUR

# L'EMPIRE LIBÉRAL

## ÉTUDES, RÉCITS, SOUVENIRS

Chaque vol. in-18 br. 3 fr. 50 — *Les mêmes*, in-8° caval. 6 fr.

PREMIER VOLUME

**DU PRINCIPE DES NATIONALITÉS**

DEUXIÈME VOLUME

**LOUIS NAPOLÉON ET LE COUP D'ÉTAT**

TROISIÈME VOLUME

**NAPOLÉON III**

QUATRIÈME VOLUME

**NAPOLÉON III ET CAVOUR**

CINQUIÈME VOLUME

**L'INAUGURATION DE L'EMPIRE LIBÉRAL**
**LE ROI GUILLAUME**

SIXIÈME VOLUME

**LA POLOGNE — LES ÉLECTIONS DE 1863**
**LA LOI DES COALITIONS**

SEPTIÈME VOLUME

**LE DÉMEMBREMENT DU DANEMARK**
**LE SYLLABUS — LA MORT DE MORNY**
**L'ENTREVUE DE BIARRITZ**

HUITIÈME VOLUME

**L'ANNÉE FATALE (Sadowa 1866)**

NEUVIÈME VOLUME

**LE DÉSARROI**
**Le Luxembourg — Le 19 Janvier**
**Queretaro**

DIXIÈME VOLUME

**L'AGONIE DE L'EMPIRE AUTORITAIRE**
**Montana — La Loi militaire. — Loi sur la presse et les réunions publiques.**

ONZIÈME VOLUME

**LA VEILLÉE DES ARMES**
**L'Affaire Baudin. — Préparation militaire prussienne. — Réorganisation de l'armée française par l'Empereur et le Maréchal Niel. — Les élections de 1869. — L'origine du complot Hohenzollern.**

DOUZIÈME VOLUME

**LE MINISTÈRE DU 2 JANVIER**
**Formation du Ministère. — L'Affaire Victor Noir. — Suite du complot Hohenzollern.**

TREIZIÈME VOLUME

**Le Guet-apens Hohenzollern. — Le Concile œcuménique. — Le Plébiscite.**

QUATORZIÈME VOLUME

**LA GUERRE**
**Explosion du complot Hohenzollern. — Déclaration du 6 juillet. — Retrait de la candidature Hohenzollern. — Demande de garantie. — Soufflet de Bismarck. — Notre réponse au soufflet de Bismarck. — La déclaration de guerre.**

QUINZIÈME VOLUME

**Etions-nous prêts ? — Préparation. — Mobilisation. — Sarrebruck. — Alliances.**

SEIZIÈME VOLUME

**Le Suicide. — Premier acte : Wœrth-Forbach. — Renversement du Ministère.**

DIX-SEPTIÈME VOLUME

**Bazaine, général en chef. — Rezonville-Metz. — Le second acte du suicide. — Déposition de l'Empereur. — Suicide de l'Armée. — La Révolution à Paris. — Les dernières convulsions. — La Fin, le 4 septembre.**

DIX-HUITIÈME VOLUME

**Table générale et analytique.**

| | |
|---|---|
| **Marie-Magdeleine** (récits de jeunesse), 1 volume | 3 50 |
| **1879-1889**, 1 volume | 3 50 |
| **Michel-Ange**. 1 volume | 3 50 |
| **Lamartine**, 1 volume | 1 » |
| **Principes et conduite**. 1 volume | 3 50 |
| **L'Eglise et l'Etat** au concile du Vatican. 2 volumes à | 3 50 |
| **Thiers à l'Académie**. 1 volume | 1 » |
| **De la Liberté des Sociétés**. 1 vol. | » 50 |
| **Le Pape est-il libre à Rome ?** 1 v. | 1 » |

| | |
|---|---|
| **Le Concordat est-il respecté ?** 1 v. | 2 |
| **Le Concordat et le Gallicanisme**. 1 volume | 1 |
| **Le Concordat et la Séparation de l'Eglise et de l'Etat. Discours.** 1 volume | 1 |
| **Encyclique de Léon XIII**. 1 volume | 1 |
| **Le Féminisme**. 1 volume in-18 | 1 |
| **La Femme dans les luttes religieuses**. 1 volume in-18, broché. | 1 |
| **Nouveau Manuel de Droit ecclésiastique français**. 2 vol. in-18 à | 3 50 |


67653 — Paris. — Imprimerie E. Desfossés, 13, quai Voltaire. — 10-16 42